MÉMOIRES DE
JULES HUMBERT-DROZ

MON ÉVOLUTION DU TOLSTOÏSME AU COMMUNISME

1891 - 1921

A LA BACONNIÈRE NEUCHATEL

Du même auteur :

Le Christianisme et le Socialisme, thèse de licence de théologie, La Chaux-de-Fonds, 1914

Guerre à la Guerre – A bas l'Armée, plaidoirie devant le tribunal militaire, La Chaux-de-Fonds, 1916, (traduit en hollandais)

Que veut le Parti communiste suisse?, Zurich, 1937, (traduit en allemand)

De la fausse Théorie au Crime, Zurich, 1937, (traduit en allemand)

Mottapolitik? Nein!, Zurich, 1938

Au Service de l'Etranger?, Zurich, 1937, (traduit en allemand)

La Suisse en danger! Comment la défendons-nous?, Zurich, 1939, (traduit en allemand)

Der Freiheitskampf Finnlands – Tatsachen und Dokumente, Zurich, 1940

Que sera l'Après-guerre?, Zurich, 1945, (traduit en hongrois)

La Lutte pour les Vacances ouvrières en Suisse, Zurich, 1949, (traduit en allemand),

Le Tournant de la Politique russe après la Mort de Staline, La Chaux-de-Fonds, 1956

Non pas ça! Pas d'Armes atomiques en Suisse, La Chaux-de-Fonds, 1962, (traduit en allemand)

L'Œil de Moscou à Paris, Julliard, Paris, 1964

Der Krieg und die Internationale – Die Konferenzen von Zimmerwald und Kienthal, Europa-Verlag, Vienne, 1964

Version originale française du précédent sous le titre: *L'Origine de l'Internationale communiste – De Zimmerwald à Moscou*, La Baconnière, Neuchâtel, 1968

Version italienne du précédent sous le titre: *Le Origini dell'Internazionale comunista*, Guanda, Parme, 1968

La Crise de Croissance de l'Internationale communiste, Feltrinelli, Milan, 1967, (tiré à part des *Annali*)

Il Contrasto tra l'Internazionale e il PCI, 1922-1928, Feltrinelli, Milano, 1969

Le Tappe dell'Internazionale comunista – Genova 1969, (tiré à part de la revue *Movimento operaio e socialista*)

MÉMOIRES DE
JULES HUMBERT-DROZ

MON ÉVOLUTION DU TOLSTOÏSME AU COMMUNISME

1891-1921

A LA BACONNIÈRE - NEUCHÂTEL

INTRODUCTION

En publiant mes souvenirs de militant du mouvement ouvrier international, mon intention n'est pas d'écrire l'histoire des organisations socialistes et communistes auxquelles j'ai collaboré.

Je cède aux nombreuses et pressantes sollicitations d'amis suisses et étrangers intéressés à connaître l'expérience d'un survivant d'une période particulièrement importante de l'histoire du mouvement socialiste : la première guerre mondiale, la Révolution russe, la création et l'évolution de l'Internationale communiste avec ses crises successives, le fascisme et la deuxième guerre mondiale, le monde né de la guerre.

J'ai pris, pendant plus d'un demi-siècle, une part très active à ces événements, en Suisse et à l'étranger. Pendant dix ans, de 1921 à 1931, j'ai été secrétaire de l'Internationale communiste, fonction que j'ai abandonnée à la suite de conflits politiques avec Staline. Pendant onze ans, de 1931 à 1942, j'ai tenté de me soumettre à la discipline communiste, de plus en plus difficile à supporter. En 1942, exclu du Parti communiste suisse, je fus invité, la même année, à rentrer dans le Parti socialiste suisse où j'ai occupé, dès 1947 et jusqu'au 1er janvier 1959, le poste de secrétaire central.

A l'Internationale communiste j'étais chargé du travail dans les pays latins : Belgique, France, Italie, Espagne, Portugal et Amérique latine. J'ai fait dans ces pays de nombreux voyages et de longs séjours, le plus souvent muni de faux papiers et obligé de vivre illégalement.

En Suisse, mon activité pacifiste, antifasciste et antimilitariste m'a valu de nombreuses arrestations et plusieurs années de prison.

Il serait présomptueux de vouloir résumer cinquante années de vie militante en quelques centaines de pages.

Si j'entreprends ce travail, c'est après avoir rencontré, ces dernières années, en nombre croissant, des étudiants qui se penchent avec beaucoup de zèle sur des documents pour reconstituer l'histoire du mouvement ouvrier de ce demi-siècle.

Ces recherches historiques sont certainement nécessaires. Mais, derrière les textes savamment élaborés pour aboutir à une pensée commune il y a la vie, les conflits d'idées, les divergences tactiques, puis les interprétations différentes que chacun a données des résolutions admises. L'historien qui ne voit que des textes peut facilement passer à côté de la vie et n'en pas assez tenir compte. Mes mémoires permettront peut-être de combler cette lacune en apportant des souvenirs et un témoignage personnel.

Quoique ayant occupé toute ma vie de hautes fonctions officielles dans le mouvement ouvrier, je n'ai jamais été ni conformiste ni bureaucrate. J'ai cherché à être animateur et éducateur, à inciter les militants à n'être jamais satisfaits du travail accompli ni des connaissances acquises. Je n'ai pas cessé moi-même de chercher la vérité. Non pas la vérité absolue, qui n'existe point, mais l'ensemble d'idées et de principes qui, dans l'état de nos connaissances et de notre société, permet à chaque individu de développer toutes ses facultés dans l'intérêt du progrès commun de la collectivité humaine.

Chacun cherche et crée sa propre vérité, celle qui correspond à son caractère et au but qu'il a fixé à son existence. Cette vérité ne se trouve pas dans les livres, ni dans l'enseignement des écoles, fussent-ils les meilleurs. C'est dans l'expérience même de sa vie que l'homme découvre sa propre vérité et s'efforce de la réaliser. La pensée et l'expérience des autres sont, comme l'instruction scolaire, de précieux auxiliaires résumant des expériences faites antérieurement dans des conditions différentes des nôtres. Ils nous permettent de discerner ce qui est durable de ce qui a été rejeté par la vie elle-même. L'instruction scolaire et universitaire nous fait connaître le monde dans lequel nous vivons et les problèmes que nous avons à résoudre.

En écrivant ces souvenirs je n'ai point la prétention de porter à la connaissance de la jeunesse d'aujourd'hui des expériences valables pour résoudre ses propres problèmes. Les questions qui se posent à elle sont différentes de celles qui se posaient à nous. Ma génération ne peut avoir la présomption de donner des leçons à la jeunesse d'aujourd'hui. Elle lui lègue un héritage bien lourd et n'a réussi qu'à compliquer les problèmes. Nous avons échoué dans nos efforts de renouveler la société pour la rendre pacifique, plus libre et plus heureuse. Les raisons profondes de notre échec sont certes utiles et instructives pour les générations nouvelles, car, même dans des circonstances historiques différentes, l'humanité tend toujours aux mêmes buts. En évitant nos erreurs, nos illusions, nos divisions, en se libérant des tabous et du conformisme qui ont paralysé et amoindri notre effort, les jeunes d'aujourd'hui atteindront peut-être le but ; ils s'en rapprocheront certainement. C'est pour les aider à éviter les écueils qui ont entravé notre marche en avant, pour les aider à surmonter les obstacles sur lesquels nous avons buté, que j'écris ces souvenirs.

Quelques amis et de nombreux adversaires m'ont reproché d'avoir plusieurs fois changé d'opinion et d'avoir brûlé ce qu'autrefois j'adorais. Je ne puis admirer celui qui, ayant reçu de ses parents et de ses maîtres à penser des idées et une conception de la vie, s'en va répétant tout au long de son existence les «vérités» reçues sans jamais se demander si elles sont aujourd'hui encore valables et efficaces, dans un monde en complète transformation, déchiré et meurtri au cours d'un siècle par deux guerres mondiales, par de nombreuses révolutions sociales, violentes ou pacifiques, par la libération des colonies, et menacé par des découvertes bouleversantes. Tout cela aurait-il passé sans modifier complètement l'image du monde que se faisaient nos parents? Pour rester créateur, l'homme doit sans cesse apprécier d'un œil critique le résultat de ses efforts et, partant de son expérience, modifier s'il le faut ses opinions et son comportement, rejeter le ballast superflu et encombrant, reconnaître loyalement ses erreurs et avoir le courage de changer d'idées.

Bien qu'ayant toujours exercé cette liberté de jugement et cet esprit critique envers moi-même, j'ai reconnu la nécessité d'être toujours engagé, dans l'Eglise, dans le Parti socialiste ou dans l'Internationale communiste. Je le suis encore, dans l'action pacifiste et dans le mouvement socialiste. Bien qu'individualiste né, j'ai toujours considéré que l'union, l'organisation, l'action du grand nombre étaient nécessaires aux profondes transformations sociales. C'est pourquoi, tout en conservant ma liberté de jugement, je me suis toujours engagé. Inévitablement des conflits ont surgi entre la discipline du groupe auquel j'avais adhéré librement, d'une part, et ma liberté individuelle, de l'autre. Je me suis, le plus souvent, soumis volontairement à la discipline, lorsqu'il s'agissait de conflits mineurs. Mais, chaque fois que la collectivité dans laquelle je m'étais engagé cherchait à imposer un abandon des principes que je jugeais essentiels, lorsqu'elle exigeait l'aliénation de ma personnalité pour faire de moi un simple instrument, le court-circuit a été inévitable. Deux ou trois fois dans ma vie j'ai connu ce déchirement et cette nécessité de rompre avec le groupe et de recommencer ma vie, de m'engager dans une autre voie convenant mieux à ma conviction profonde et à l'effort que je jugeais alors nécessaire. Instabilité? En jetant un regard critique sur ma vie, je ne puis accepter ce reproche. Le lecteur jugera.

Je crois être resté fidèle à la philosophie de l'effort pour l'amélioration de l'homme et de la société, fidèle au socialisme, à la liberté et à la paix, inséparables, dans ma pensée, d'un monde meilleur. L'Eglise, le mouvement ouvrier, socialiste et communiste, le mouvement pacifiste n'ont été pour moi que des moyens, jugés momentanément les plus efficaces pour me rapprocher d'un but élevé qui les dépasse tous.

Il est difficile d'être absolument sincère en jugeant son propre passé et les événements auxquels on a été mêlé. C'est pourquoi j'ai refusé une proposition

d'écrire une histoire de l'Internationale communiste. Engagé comme je l'avais été, je n'avais pas le recul historique et psychique nécessaire pour faire œuvre d'historien. Tout auteur de mémoires est tenté de juger sa vie d'autrefois d'après les conceptions qu'il a acquises depuis, de taire certains faits ou de les modifier pour en rejeter la responsabilité. Je m'efforcerai d'être le plus véridique possible, sans avoir pour autant la prétention d'apporter une contribution importante à l'histoire. C'est la raison pour laquelle je citerai, pour étayer mes affirmations, les documents que je possède.

Ma compagne qui, depuis plus de cinquante ans, a partagé ma vie, mes espoirs, mes déceptions, qui a collaboré avec une conviction et un dévouement admirables à tous mes efforts, est à mes côtés pour confirmer l'exactitude de mes propos. Elle a largement participé à la rédaction de ces Mémoires, ce dont je lui suis particulièrement reconnaissant. Ce n'est pas ma vie que j'écris, c'est notre vie, où il est difficile de démêler ce que fut l'apport de chacun.

L'AUTEUR.

La Chaux-de-Fonds, octobre 1969.

I

LE MILIEU

Un jour que je m'entretenais avec Ruth Fischer, elle me dit à brûle-pourpoint: «Je n'arrive pas à comprendre qu'étant devenu pasteur protestant dans un pays de petits-bourgeois, d'une stabilité politique et économique légendaire et qui n'a pas connu la guerre, vous ayez été toute votre vie un révolutionnaire. Expliquez-moi cela!»

La Suisse d'aujourd'hui, comme tout Etat moderne, est le produit d'une longue évolution historique et politique. Les guerres entre cantons — guerres de religion, guerres de paysans, conspirations et révolutions — sont plus nombreuses dans son histoire que les guerres extérieures. L'Etat fédéraliste et démocratique d'aujourd'hui fut créé en 1848, à la suite de la guerre du Sonderbund, qui avait opposé les cantons catholiques et conservateurs, soutenus par l'Autriche de Metternich, aux cantons protestants et libéraux. En réalité, les révolutions libérales de 1848 en Europe avaient commencé en Suisse en 1847, sous la forme de la guerre civile du Sonderbund.

Mon grand-père avait pris part, comme volontaire, à la guerre du Sonderbund, dans les rangs des libéraux. Ses récits captivaient mon imagination d'enfant.

Je suis enfant du Jura neuchâtelois, originaire du Locle, né à La Chaux-de-Fonds le 23 septembre 1891. Cette ville est le centre de l'industrie horlogère. Mon grand-père et mon père étaient ouvriers horlogers.

Or, le canton de Neuchâtel ne devint canton suisse à part entière qu'en 1848. Il fut principauté indépendante jusqu'en 1707, date à laquelle il devint principauté prussienne et le resta jusqu'à la Révolution du 1er mars 1848. Lors des guerres napoléoniennes, Napoléon conquit le canton de Neuchâtel qu'il donna au prince

Berthier, mais le Congrès de Vienne rétablit la souveraineté du roi de Prusse, tout en faisant de cette principauté prussienne un canton suisse.

En 1831, une première tentative de renverser le régime prussien avait échoué. C'est le 1er mars 1848 que les révolutionnaires du Locle et de La Chaux-de-Fonds descendirent sur la ville de Neuchâtel et prirent le Château. Ils étaient conduits par Fritz Courvoisier.

Mon grand-père était dans la colonne des insurgés. En 1856, les partisans du roi de Prusse réussirent à s'emparer du Château. La contre-révolution fut rapidement vaincue.

Mon grand-père avait rapporté de ces luttes une grande cicatrice d'un coup de sabre sur l'arrière du crâne. J'en étais très fier et, sur ses genoux, je vibrais au récit de ces luttes avec toute la sensibilité d'un enfant à l'imagination fertile. Je passais le doigt sur cette longue cicatrice et je pensais que mon grand-père était un héros. Avec un très grand respect et un peu de crainte, je palpais, quand il voulait bien me les montrer, deux grands sabres qu'il avait rapportés de ses campagnes.

Plus tard, avec moins de respect, je les ai utilisés à couper des branches et à faire des fagots.

Le hasard a voulu que j'épouse, en 1916, l'arrière-petite-nièce de Fritz Courvoisier, le chef de la Révolution neuchâteloise.

Les ouvriers des Montagnes neuchâteloises ne furent pas seulement les animateurs de la révolution libérale; ils furent vite gagnés aux idées et au mouvement socialistes. La Première Internationale comptait, dans le Jura, un grand nombre de sections remuantes et non conformistes. Bakounine y avait trouvé un appui solide dans sa lutte contre Marx. Lorsque ce dernier fit décider, en 1872, le transfert du siège de l'Association internationale des travailleurs aux Etats-Unis, c'est dans le Jura bernois et neuchâtelois que subsista la «Fédération jurassienne», de tendance anarchiste.

Les ouvriers horlogers du Jura offraient aux idées anarchistes un milieu particulièrement propice. Cette région avait adhéré à la Réforme. Le calvinisme convenait parfaitement à l'individualisme de l'ouvrier horloger qui, à cette époque, travaillait à domicile et n'avait pas à fournir de gros efforts physiques; il lui restait du temps pour lire et méditer.

Les théories socialistes et anarchistes se répandirent de bonne heure dans cette population ouvrière déjà entraînée, par le protestantisme et le libéralisme, à penser par elle-même et à revendiquer les

libertés sociales, après avoir obtenu la liberté de conscience et les libertés politiques.

Mon grand-père fut aussi l'un des premiers ouvriers horlogers gagnés au socialisme. Je conserve encore, avec grand soin, dans ma bibliothèque, une collection reliée de la *Revue sociale ou Solution pacifique du problème du prolétariat*, publiée par Pierre Leroux dès octobre 1845. La reliure n'a pas résisté à l'usage et les annotations prouvent que mon grand-père s'intéressait fort aux polémiques entre disciples de Saint-Simon et partisans de Fourrier.

Il était membre de la «Société du Grutli» qui fut la première organisation suisse à tendance démocratique et sociale. Il a été aussi membre de la première section socialiste de La Chaux-de-Fonds. Je me souviens d'avoir vu l'un des pionniers du socialisme suisse, le Dr Pierre Coullery, chez mon grand-père qu'il comptait parmi ses amis.

Mon père affirmait ne pas vouloir s'occuper de politique, ayant souffert, comme enfant, de l'activité et des luttes politiques de son propre père. Je suppose même qu'il avait demandé à mon grand-père de ne pas m'en parler, car ce dernier ne répondait pas toujours à mes questions et ma grand-mère qui, elle aussi, avait souffert de cette activité politique, veillait à ce que je ne subisse pas l'influence de son mari.

Mon père, ouvrier horloger hautement qualifié, aurait pu fonder sa propre entreprise et en devenir le patron. Mais il avait une conscience de classe très développée et n'a jamais voulu exploiter le travail d'autrui. Jusqu'à sa mort, il est resté ouvrier. Il votait socialiste, comme son père. Toutefois, plus individualiste, autodidacte très évolué, il avait de fortes tendances anarchistes. Il défendait aussi les droits des salariés avec ténacité. Je me souviens d'avoir été fortement impressionné par une altercation qu'il eut avec son patron pour défendre le salaire des ouvriers à domicile menacé d'une baisse.

Si mon grand-père me rappelait la période des luttes libératrices de 1848 et des débuts du socialisme, je faisais, avec mon père et sans qu'il s'en doutât, connaissance avec la lutte de classe.

Bientôt c'est dans la rue que j'en fis l'expérience. En 1904, j'avais alors treize ans, une grève des maçons à La Chaux-de-Fonds prit une tournure spectaculaire. L'armée fut mobilisée contre les grévistes qui promenaient un drapeau rouge et chantaient, en italien, des chants révolutionnaires.

Charles Naine, l'un des chefs socialistes, refusa alors le service militaire. Mon antimilitarisme date de cette grève.

Les problèmes sociaux sollicitaient de plus en plus mon attention. Les villes horlogères du Jura étaient devenues un centre d'action socialiste. En 1912, elles furent les premières en Suisse à conquérir une majorité socialiste. Le pasteur Pettavel éditait chaque semaine un petit journal, *La Feuille du Dimanche*, distribué dans tous les ménages, où il prenait, sur les questions sociales et politiques, une attitude généralement conforme à celle du Parti socialiste. Le développement du militarisme en Allemagne et en France avait eu sa répercussion en Suisse. De plus en plus nettement les ouvriers du Jura étaient antimilitaristes. C'est dans cette tradition et cette ambiance, bien différentes de celles d'autres régions de la Suisse, que mon caractère s'est formé.

II

MON ENFANCE

Mon enfance a eu, sur ma vie, une influence décisive. J'étais seul enfant — une sœur était morte à l'âge de quatre ans, avant ma naissance — et de santé frêle. Mes parents et grands-parents, toujours soucieux, m'entouraient de beaucoup de soins. J'ai donc eu une enfance heureuse, dans un nid familial débordant d'attentions et d'affection.

Mon père travaillait dans un comptoir où seul un autre ouvrier collaborait avec lui. «Visiteur», chargé de contrôler le travail fait par des ouvriers et ouvrières à domicile, il dirigeait la fabrication et la marche du comptoir en l'absence du patron qui, le plus souvent, était en voyage d'affaires. Cette entreprise artisanale fabriquait des montres de grande précision. Mon père était, pour l'époque, bien payé et ma famille n'a jamais connu la misère. Mais la journée de travail était longue: onze heures et demie d'un labeur minutieux et attentif, le microscope à l'œil. Il avait droit chaque année à une semaine de vacances en été et recevait un salaire de trois cents francs par mois!

Ma mère, fille d'un petit paysan du Val-de-Ruz, avait fait la connaissance de mon père pendant son apprentissage d'horloger dans une famille de paysans qui travaillait l'hiver à l'horlogerie. Elle fut une mère affectueuse et bonne, d'une honnêteté absolue, et ménagère excellente. Seul son bon cœur lui permit de comprendre ma vie aventureuse. Elle eût préféré me voir devenir instituteur, ou pasteur, dans un petit village du canton de Neuchâtel.

Mon père n'allait jamais au café. Sobre et homme d'intérieur, bricoleur, toujours à l'affût des inventions techniques et des appareils nouveaux, il avait une petite chambre réservée à ses travaux de

photographie, d'ébénisterie et de fine mécanique. Une lanterne magique, pour laquelle il préparait des scènes animées, attirait le dimanche soir les enfants du quartier. Elle était munie d'un microscope qui projetait sur l'écran des mousses et des insectes géants. C'était l'un de nos plaisirs de gosses d'aller dans les pâturages retourner les grosses pierres pour découvrir des myriades de fourmis, d'araignées, de mille-pattes et de scarabées. Mon père acheta l'un des premiers phonographes, avec rouleaux de cire que l'on effaçait à volonté, pour y enregistrer nos chants et nos récitations. Bien qu'il eût quitté l'école primaire à l'âge de onze ans pour entrer en apprentissage, il avait fait un gros effort personnel pour parfaire son instruction et possédait une bibliothèque intéressante, passant des heures à bouquiner.

J'ai vécu les premières années de ma vie dans une petite maison familiale, fortement hypothéquée. Quand j'eus sept ans, mon père revendit cette maisonnette pour louer un appartement dans une grande maison qu'habitaient mes grands-parents, au Crêt-des-Olives, une toute vieille maison en marge de la ville, entourée de champs, non loin de la forêt et des pâturages.

Ce changement devait améliorer ma santé. Mon père m'avait fait examiner par le docteur Alexandre Favre, l'une des figures les plus originales de La Chaux-de-Fonds. Lui-même s'intitulait «médecin révolutionnaire»; il était en guerre avec tous ses collègues de la ville, mais avait, dans les milieux ouvriers, une nombreuse clientèle. Socialiste militant, il fut persécuté, puis déclaré irresponsable par un tribunal. Contraint de quitter le canton de Neuchâtel dont le gouvernement lui avait interdit de pratiquer la médecine, il s'installa dans le Jura bernois. Le Parti socialiste, pour protester contre cette injustice, l'envoya siéger en qualité de député socialiste au Grand Conseil neuchâtelois et ce verdict populaire lui permit de se réinstaller à La Chaux-de-Fonds. Après m'avoir ausculté, le docteur Favre déclara: «Je ferai de lui un bon soldat.» Ce en quoi il se trompait, puisque je refusai de faire du service militaire. Cependant il réussit à fortifier ma santé, ne prescrivit pas de drogues mais, durant deux ans et demi je fus contraint d'avaler chaque matin, au petit déjeuner, une grande assiette de soupe à la farine d'avoine. Il avait ordonné des promenades et des courses en forêt, beaucoup de grand air. C'est la raison pour laquelle mon père avait pris la décision de s'éloigner de la ville pour être plus près des champs et des bois.



UNE ENFANCE HEUREUSE DANS LE JURA NEUCHATELOIS



1912 — PRÉSIDENT DE LA SECTION NEUCHATELOISE DE LA SOCIÉTÉ DE ZOFINGUE

De gauche à droite debout: B. Perrin, W. Bourquin, W. Lindt
Assis: Hermann Boss, Jules Humbert-Droz

Les jours de beau temps j'allais chez mon grand-père qui, malgré son âge avancé, travaillait encore comme horloger à domicile. S'il n'avait pas de travail urgent, il déposait ses outils, enlevait sa blouse de travail, étalait une étoffe verte sur son établi et nous partions tous deux à travers champs et forêts. C'est alors que, loin des oreilles de ma grand-mère, il me racontait quelques-uns de ses exploits du temps du Sonderbund et de la Révolution neuchâteloise de 48. S'il avait un travail pénible pour ses yeux fatigués et ses mains tremblantes, ma grand-mère m'accueillait dans la petite cuisine qu'il fallait traverser pour atteindre sa chambre. Elle mettait son doigt tout ridé sur sa bouche; je savais alors qu'il ne fallait pas faire de bruit et que grand-mère viendrait avec moi. Dans une bourriche elle mettait un morceau de pain et nous partions à la forêt y ramasser des écorces de sapin, ou les détacher des gros troncs abattus qui séchaient au soleil. Nos mains tachées de résine poissaient. Au retour, grand-mère les nettoyait avec un peu de beurre. Les écorces servaient à préparer le repas du soir dans le vieux fourneau à bois. Grand-mère connaissait une excellente recette de beignets aux pommes. Elle les faisait frire dans du beurre frais. Jamais plus je n'en ai mangé de pareils! L'écorce de sapin et les beignets aux pommes de grand-mère sont si intimement liés dans ma mémoire que, même après soixante-dix ans je ne puis voir des écorces de sapin sans me rappeler les beignets aux pommes de mon enfance.

Mon père m'emmenait le dimanche dans les forêts et les pâturages du Haut-Jura. De Chasseral au Chasseron nous connaissions tous les sommets, toutes les gorges et tous les chemins. En automne nous allions cueillir des champignons. J'ai appris avec lui à reconnaître les espèces comestibles du Jura, mais surtout à aimer les sapins. Le sapin a influencé le caractère du Jurassien. En forêt, il est sombre et austère; il se dépouille de ses branches basses, étire en hauteur son tronc dénudé; à son faîte, il lance sa pointe vers le ciel et reste libre, indépendant. Mais il est beau avant tout quand il est seul, en plein pâturage où il peut étaler ses branches du sol au sommet. C'est un individualiste. Sur la crête d'un mont, la cime de chaque sapin se détache et se profile nettement sur le ciel. Une allée de feuillus où les branchages s'entremêlent forme au-dessus du chemin une voûte de cathédrale. On n'imagine guère une allée de sapins. Ils ne se laissent pas mettre en rangs. Avec son tronc droit, ses branches également réparties, le sapin peut être symbole de droiture et d'équité. Pourquoi ne pas voir là une ressemblance avec le caractère du

Jurassien individualiste, qui a accepté l'austérité calviniste et l'idéal de justice et de démocratie du socialisme et qui, tout en se groupant, conserve sa personnalité et sa liberté de penser et de juger?

Jamais mon père ne m'a frappé. Son principe en éducation était de faire appel à la raison et au sentiment de l'enfant. Pour obtenir que, petit enfant, je cesse de «loller», il s'arrêta de fumer et tint son engagement qui, pour lui, était un renoncement plus grand que pour moi.

Un jeune frère de mon père avait émigré en Colombie à la suite d'un dépit amoureux. Il avait ouvert, à Cali, un atelier de réparations avec magasin d'horlogerie. Cet oncle était en correspondance suivie avec mon père qui lui envoyait des montres et des fournitures d'horlogerie. La Suisse n'avait pas encore de représentant diplomatique en Colombie et les paiements de l'oncle Fritz ne pouvaient se faire ni par mandat postal ni par chèque bancaire. Il envoyait en contrepartie de ce qu'il recevait de mon père de vieux objets en or ou en argent à vendre pour la valeur du métal, parfois de jolis bijoux et de si beaux objets en argent que je suppliais mon père, mais en vain, de ne pas les faire fondre. Il y avait aussi des pépites d'or, des minerais d'étain, d'or ou d'argent des Andes, des oiseaux empaillés de cette région équatoriale, des colibris aux plumes chatoyantes avec leur nid, des papillons aux couleurs vives et aux formes étranges, de gros scarabées à donner le frisson, et aussi la peau d'un tigriot qu'on utilisa comme descente de lit, sous laquelle je me glissais pour faire peur aux plus petits que moi. Il nous adressa encore une dizaine de bocaux de verre, hermétiquement cachetés à la cire, qui contenaient des serpents baignant dans l'alcool. Bref, un vrai musée. Dans une vitrine confectionnée par mon père on exposa toutes ces merveilles à côté de colliers de coquillages et de vieilles dents jaunes dont les Indiens se paraient. Mon imagination d'enfant s'évadait souvent vers ces régions fantastiques.

Etant de nature rêveuse, je m'étendais souvent sur le gazon pour observer le jeu des nuages dans le bleu du ciel. J'y découvrais des figures étranges, des masques hideux, des animaux effrayants qui évoluaient et se transformaient sous l'action du vent et du soleil. Les petits nuages s'effilochaient et s'évanouissaient, les gros se réunissaient, effaçant le soleil qui finissait par les percer et les déchiqueter à nouveau. Tout cela prenait vie dans mon imagination; j'oubliais alors ce que mon père m'avait appris sur la formation du brouillard et des nuages, pour me plonger dans ce monde irréel.

Mon imagination métamorphosait la réalité. Certain jour d'hiver, j'étais allé luger avec un copain sur la neige portante, non loin de chez nous. Un vieux mur flanqué de vénérables érables bordait le champ de neige. La nuit avait été brumeuse et les branches étaient couvertes d'une épaisseur de givre qui, au soleil, faisait un spectacle féerique. Le givre scintillait sur les ramures, se désagrégeait à la chaleur et commençait à tomber. Les petites branches, allégées, se redressaient. L'idée me vint de poser une «colle» à mon copain: «Regarde! Ce sont des singes qui mangent des noix!» Tout d'abord, nous avons ri, mais après quelques descentes en luge nous fûmes certains de voir des singes manger des noix et jeter les coquilles vides. Pris de panique, nous sommes rentrés chez nous à toutes jambes. La maison que nous habitions avait un grand toit avec deux étages de combles, l'un pour les mansardes, l'autre pour le bûcher. Les mansardes, à grandes fenêtres, étaient habitables, mais ne pouvaient être chauffées en hiver. On y reléguait les vieilleries, les habits démodés, les meubles inutiles, les vieux livres. Par crainte d'incendie, il était interdit d'aller le soir dans les combles car on ne s'éclairait qu'au pétrole.

Dans les vastes corridors de ces combles, nos parents avaient installé une escarpolette accrochée à de grosses poutres. Il nous était permis, les jours de pluie, de nous y balancer. Les petits camarades du voisinage accouraient. Mais une grande planche glissée entre le plafond des mansardes et le bûcher nous intriguait et nous inquiétait fort. On l'appelait «la planche des morts». Depuis des générations, à chaque décès dans la maison, on la plaçait sur un lit pour soutenir le corps. Un jour que les petits voisins étaient nombreux, nous décidâmes à quelques-uns de nous débarrasser d'eux: «La planche des morts a bougé!» s'écria soudain, d'un air effrayé, le copain qui était à la balançoire. Aussitôt ce fut la débandade. Entre aînés, à deux ou trois, nous pûmes alors jouir du monopole de l'escarpolette, tout en lorgnant avec quelque inquiétude la planche des morts, car notre conscience n'était guère à l'aise. La planche n'avait-elle pas réellement bougé? Et ce qui avait été une farce devint réalité. Nous vîmes effectivement la planche des morts bouger et nous prîmes la fuite, comme les petits.

Pendant les longs hivers jurassiens, mon père m'entraînait à des descentes en luge sur les routes que les automobiles n'avaient pas encore rendues dangereuses. Maintes fois nous avons descendu la Vue-des-Alpes, du col à Boudevilliers, ou la route des côtes du

Doubs. Toutes ces randonnées nécessitaient de longues marches car, pour pouvoir descendre, il fallait d'abord monter, puis remonter les pentes. Enfants, nous allions à ski sur des douves de tonneaux qui ne tenaient à nos pieds que par une lanière de cuir clouée au bois.

Dix années de grand air, de marches parfois épuisantes dans les pâturages et les forêts du Jura, été comme hiver, avec des soins attentifs et une affection de parents et de grands-parents toujours en éveil avaient raffermi ma santé.

Bien qu'il fût incroyant, mon père tenait à ce que je sois libre de faire comme les autres enfants et puisse juger par moi-même des choses de la religion. J'avais été baptisé à l'Eglise protestante neuchâteloise, alors Eglise d'Etat. Chaque nouveau-né était officiellement membre de l'Eglise et les pasteurs étaient élus comme les députés par l'ensemble des citoyens, catholiques, juifs et sectaires compris. Je suivais donc avec les autres enfants l'école du dimanche et les leçons de religion, mais à vrai dire sans grande ferveur. Les histoires bibliques me captivaient comme les contes de Perrault ou d'Andersen. Le Bon Dieu y jouait le rôle de la fée, il était l'intervention du surnaturel dans la vie des hommes. Cependant mon père m'apprenait à ne croire que ce qu'on peut voir, toucher, sentir, expérimenter. D'autre part, certaines pratiques religieuses m'étaient incompréhensibles. Une sœur de ma mère, très pratiquante, disait cette prière avant le repas: «Bénis, Seigneur, les biens que tu nous donnes, fais-nous la grâce d'en user sobrement, avec reconnaissance et dans ta crainte.» Avec ma logique d'enfant, je me disais: Ce que nous allons manger, ne l'a-t-on pas acheté? Et si nous n'avions pas eu l'argent nécessaire, est-ce que le Seigneur nous aurait donné le pain quotidien? Si c'est lui qui distribue les biens, pourquoi donne-t-il tous les jours de la viande en abondance aux riches et seulement des pommes de terre aux pauvres?

Pourtant, je garde un souvenir émerveillé des fêtes de Noël des écoles du dimanche, au Grand Temple de La Chaux-de-Fonds. Le jeu des grandes orgues me prenait aux entrailles, l'illumination du grand sapin et des deux sapelots hissés sur le rebord des grands vitraux, de chaque côté de la chaire, était féerique. La profanation des bougies électriques était encore inconnue. Un fil allumeur reliait les mèches de toutes les bougies, une flamme escaladait le grand sapin puis, par cascades de flammèches, s'éparpillait le long des branches. En un clin d'œil il brillait de centaines de feux vivants. Puis, du grand arbre, deux flammèches suivaient des fils invisibles

jusqu'aux sapelots; elles tombaient, puis remontaient, atteignaient le vitrail, illuminaient les sapelots. Cette fête avait lieu en fin d'après-midi. Elle continuait ensuite dans ma famille avec l'arbre traditionnel et les cadeaux. Mes grands-parents, ainsi que nos voisins avec leurs enfants, y participaient et jamais le Père Noël ne manquait.

La fête des enfants était suivie d'un souper traditionnel aux tripes auquel prenaient part mes grands-parents et quelques voisins. C'était la seule fois de l'année où l'on mangeait «dans la chambre» et l'occasion unique de sortir la belle vaisselle. Nous fêtions la soirée de Sylvestre chez grand-père. Grand-mère mettait tout son art à rôtir un canard. Puis les grands jouaient aux cartes jusqu'à ce que la vieille pendule neuchâteloise frappât les douze coups. Grand-père ouvrait alors le guichet de la fenêtre pour entendre les cloches annoncer la nouvelle année. Ce soir-là je dormais chez grand-père, déjà bien avant minuit. C'était pour moi un très grand plaisir, la housse de l'oreiller était si douce et le lit si grand! Le lendemain matin, jour de Nouvel-An, mes parents partaient à Boudevilliers chez ma grand-mère maternelle pour prendre part à la réunion de famille. Je passais cette journée chez nos voisins dont les enfants étaient mes compagnons de jeu. Plus tard, je fus autorisé à rester éveillé jusqu'à minuit et à accompagner mes parents à Boudevilliers chez la grand-mère Bille. Elle avait été cuisinière, en service dans une famille de l'aristocratie neuchâteloise qui possédait à Boudevilliers une belle propriété d'été. C'est là que ma grand-mère qui venait du canton de Vaud avait fait la connaissance de mon grand-père, paysan. Deux fois par an, à Nouvel-An et le jour de la foire du village, ma grand-mère Bille faisait un dîner de fête avec un menu traditionnel de deux plats: jambon de campagne garni de haricots et rôti de veau succulent. Pourtant, ce que je préférais, c'était la tarte aux pruneaux et aux raisins secs qui accompagnait le café. Le frère de ma mère, Ernest Bille, alors directeur de l'Ecole d'agriculture de Cernier, radical et franc-maçon, participait à ces agapes avec sa famille. Il était très gouvernemental et conformiste, ce qui parfois donnait lieu à de vives discussions avec mon père.

Mon père ne voulait pas faire de moi un ouvrier horloger. Les premières fabriques s'installaient, l'horlogerie, perdant son caractère artisanal et artistique, devenait une industrie. Il avait projeté de quitter l'horlogerie pour se faire paysan et me préparer à devenir agriculteur. Dans cette intention il avait déjà fait tracer les plans de sa ferme, acheté des terres à Boudevilliers et engagé des pourparlers

avec l'un de mes oncles paysan pour l'achat d'un terrain à bâtir, avec un grand verger, au haut du village. Mais mon oncle Ernest Bille s'opposa à la vente de ce terrain qui garantissait une sienne hypothèque. Désabusé, mon père me suggéra alors de devenir instituteur et d'entrer au Gymnase afin d'échapper à la vie de fabrique. J'acceptai et c'est alors que commencèrent mes études.

Mes années d'école primaire à La Chaux-de-Fonds ont passé pour moi comme pour tout autre enfant. La chance d'avoir un père qui s'intéressait à mon instruction et m'encourageait à bien faire me fut précieuse. D'intelligence éveillée, j'étais bon élève; durant les six premières années j'ai reçu à la fin de chaque année scolaire le premier prix général, en septième, le second prix, mais dans des conditions un peu spéciales sur lesquelles je reviendrai.

Un incident, survenu au cours de ma deuxième année d'école, est resté gravé dans ma mémoire et a pesé longtemps sur ma conscience de gosse. Nous avions écrit une dictée et j'étais indécis sur l'orthographe d'un certain mot. Au moment où l'institutrice, ayant fini de dicter, nous ordonna de mettre les mains au dos tandis qu'une élève rassemblait les cahiers, je jetai un coup d'œil sur celui de ma voisine et constatai que j'avais mal écrit ce mot. Je repris ma plume et corrigeai mon texte. Dénoncé par une élève, je vis la maîtresse venir en hâte de mon côté, apposer un zéro à mon travail, déchirer la page de mon cahier et m'ordonner de la faire signer par mon père. Humilié de devoir avouer ma faute à mon père, dont je n'attendais du reste qu'une remontrance mais qui serait lui aussi humilié par ma faute, je mentis et déclarai que j'avais corrigé le mot avant que l'institutrice nous ordonnât de mettre les mains au dos.

Mon père écrivit aussitôt une lettre à l'institutrice. Je n'en demandais pas tant et compris, trop tard, que je m'étais fourvoyé dans ce mensonge et n'en pouvais sortir. Avouer mon mensonge m'était encore plus impossible que reconnaître ma faute. Engagé dans cette voie, il me fallait nier jusqu'au bout. L'institutrice fit une enquête, ma voisine prétendit n'avoir rien vu et, devant mon entêtement à nier, la dénonciatrice fut moins affirmative; bref, constatant que j'étais buté et que rien au monde ne me ferait avouer ce mensonge, l'institutrice admit, sans conviction, que j'avais raison. Je sortais vainqueur de cet incident, mais moralement vaincu, honteux, rongé de remords. Mon père invita l'institutrice à venir prendre le thé chez nous. Nous n'avions qu'une vaisselle de terre, un peu ébréchée. Ma mère fit les frais d'un nouveau service à thé et

commanda des meringues. Je me souviendrai toujours de cette visite, car j'étais sur des charbons ardents, inquiet de voir surgir la vérité et d'être confondu. Mon père fit même une photographie de mon institutrice me tendant la main. Rien ne manqua à mon humiliation et à mon tourment.

Tout cela m'apparaît ridicule aujourd'hui. Pourquoi un élève qui hésite devant l'orthographe d'un mot n'a-t-il pas le droit, même le devoir, de demander à son voisin comment l'écrire, ou de consulter un dictionnaire? L'important est qu'il arrive à l'écrire juste et non qu'il lui soit compté un point de moins pour avoir fait une faute. Mon mensonge ne fut que la conséquence d'une erreur d'éducation scolaire.

En quatrième année, l'instituteur classait les élèves en plaçant les meilleurs au fond de la classe. Il se produisit alors pour moi un étrange jeu de bascule. Classé premier, je reculais la semaine suivante au dixième ou quinzième rang, assis devant, près des tableaux noirs. Au classement suivant, je reprenais la première place, au fond. Ce va-et-vient intrigua l'instituteur qui se rendit compte que, du fond de la classe, je ne distinguais pas nettement les chiffres inscrits au tableau noir, ni les détails aux cartes de géographie. Il m'envoya chez l'oculiste qui décela une myopie prononcée et m'obligea à porter des lunettes. Dès lors je restai au fond, parmi les bons élèves.

Ces lunettes furent un obstacle à mes jeux d'enfant. Craignant de les casser, j'évitais les batailles entre garçons et jouais plutôt avec les filles, ce qui me valut les quolibets de mes copains.

Le troisième incident est plus sérieux et plus important parce qu'il éveilla en moi, dès l'âge de quatorze ans, la conscience de classe et me marqua pour la vie.

En sixième année, Blum, fils de patron, me disputait la première place. Mon père m'encourageait: «Démontre qu'un fils d'ouvrier est plus intelligent qu'un fils de patron!» Sans m'en rendre compte, j'étais déjà lancé dans la lutte de classe.

Très mauvais en gymnastique, j'avais beau faire des efforts surhumains, mes muscles refusaient leur service. Blum du reste ne valait guère mieux que moi dans cette discipline, mais il prenait des leçons particulières de gymnastique chez notre instituteur qui, en même temps, était professeur de cette branche. Ça ne lui servait pas à grand-chose pour les exercices aux engins, mais la rémunération des leçons privées lui valut de meilleures notes.

A la fin de l'année scolaire, j'avais une légère avance sur lui et

j'attendais aussi, pour cette dernière année, le premier prix. Je n'obtins que le second, tandis que Blum recevait le premier avec un demi-point d'avance sur moi. Mon bulletin portait 4 de gymnastique, celui de Blum 6, le maximum! Je ressentis toute l'injustice de cet échec: L'intelligence ne suffit-elle pas à garantir le succès mérité. Lui faut-il encore les protections que procure la fortune?

Dès lors j'affichai des idées socialistes de façon parfois provocante.

Blum et moi fûmes promus dans la même classe du Gymnase. Notre compétition continua donc avec acharnement. A la fin de chacun des trois trimestres de cette année-là je fus classé premier et Blum second! J'avais donné la preuve de l'injustice dont j'avais été victime comme fils d'ouvrier et j'en étais fier comme d'une victoire remportée sur le patronat!



ÉTAPES DÉCISIVES — MES ÉTUDES

Au Gymnase

Avec mes études commence une nouvelle étape importante de mon évolution intellectuelle et de la formation de mon caractère. J'entrai au Gymnase de La Chaux-de-Fonds en 1905. N'étant pas attiré par les études classiques, je m'inscrivis en section réale. Les gymnasiens pédagogues terminaient leurs classes par un examen d'Etat mais suivaient pendant les deux premières années les mêmes cours que les élèves préparés aux études scientifiques universitaires. Je fus aussitôt attiré par les sciences naturelles et les mathématiques, sans doute parce que nous avions, dans ces deux branches, des professeurs qui savaient nous intéresser. Pour les sciences naturelles, Edouard Stebler a marqué toute une génération d'étudiants. Il ne quittait pas le bâtiment d'école, habitait une petite chambre entre la salle des cours et le laboratoire de chimie, dans laquelle, entre des piles de livres, régnait un désordre indescriptible. Ses cheveux longs, grisonnants, ondulés, mais peu soignés, retombaient sur ses épaules, et il portait une longue robe de chambre grise, tachée et effilochée. Nous avions un grand respect et une réelle affection pour cet homme qui ne vivait qu'au service de la science et de ses élèves. Jamais nous n'avons eu envie de le chahuter comme d'autres professeurs. Il ne donnait que très rarement la note maximum car, pour lui, 6 équivalait à la perfection, «très bien» valait 5½ et «fort bien» 5¾. J'allais avec quelques camarades le samedi après midi dans la salle des cours déterminer sous son contrôle des plantes que j'avais cueillies pour en connaître l'espèce et le nom. Nous allions aussi, avec quelques amis, chercher des têtards et des salamandres dans les étangs des Crosettes.

Le professeur de mathématiques, Auguste Lalive, nous était aussi très sympathique. Nous allions avec lui les soirs sans lune à Tête-de-Ran observer les étoiles et étudier les constellations.

Ce premier contact avec la science m'incita à lire et à étudier les théories scientifiques. La Librairie Coopérative exposait des traductions françaises de Darwin, Haeckel, Büchner, bon marché mais imprimées sur du papier de très mauvaise qualité. Je dévorai toute cette littérature déterministe et matérialiste et mon orientation vers l'athéisme se précisa. Mes convictions socialistes s'affirmaient aussi et mes compositions françaises de cette époque en sont pénétrées. Il est vrai que le professeur Grosclaude nous donnait des sujets qui appelaient de tels développements. «L'horloger d'autrefois et celui d'aujourd'hui» permettait de démontrer que l'artisan d'hier était plus intéressé à son travail et relativement plus libre de son temps que l'ouvrier d'usine devenu esclave de la machine. Le sujet «Masques et visages» invitait à dénoncer l'hypocrisie de notre société. Le professeur Grosclaude me fit lire ma composition en l'annonçant comme un article tiré du *Peuple suisse*! (organe officiel du Parti socialiste édité à Genève).

Ces premières années de Gymnase me furent extrêmement enrichissantes. Je cherchais ma voie. Mon père s'intéressait à mes études malgré ses très nombreux soucis. Son travail devenait de plus en plus absorbant et fatigant. Avec l'apparition des fabriques, les syndicats s'organisaient. Il fut sollicité d'adhérer au syndicat des horlogers et refusa. Non qu'il ne comprît pas l'importance de la solidarité ouvrière — il était depuis longtemps membre de la Caisse mutuelle des remonteurs — mais il rejetait le caractère corporatif exclusif des syndicats qui limitaient l'apprentissage et interdisaient le travail des femmes dans la profession. Il défendait pour l'ouvrier la liberté de choisir le métier de son goût et affirmait que le travail de la femme doit être rétribué comme celui de l'homme pour éviter qu'il ne fasse pression sur les salaires. Il eut de longs entretiens et des échanges de lettres avec les militants syndicaux. Cette question le préoccupait beaucoup. Mais surtout, il fut bouleversé par la mort subite de son frère en Colombie. Trois lettres d'amis suisses de mon oncle annonçaient sa mort, deux d'entre elles prétendant qu'il laissait une femme et trois enfants. Jamais mon oncle n'avait fait allusion à cette famille qui, paraît-il, portait son nom. Il n'en avait rien dit ni à mon père ni à ses parents. Mes grands-parents n'ont jamais cru à cette histoire, flairant une manœuvre de ses amis pour s'emparer

de la fortune que représentaient son magasin et quelques économies. Mon père demanda des précisions. Il reçut pour toute réponse une photographie de la prétendue femme de mon oncle et de ses trois enfants, mais aucun papier, aucune lettre, ni le moindre écrit de la main de mon oncle prouvant qu'il avait femme et enfants. Impossible de faire contrôler la véracité de ces affirmations par un consul suisse. Mon oncle n'avait pas été marié légalement et la commune du Locle sollicitée par mon père de reconnaître cette famille refusa faute de preuves. De plus mon grand-père était tombé malade. Ayant quitté son établi à quatre-vingts ans pour rester alité, il mourut après quelques mois de maladie. Mon père en fut très affecté.

Tous ces soucis ajoutés à la fatigue d'un hiver de travail accablant provoquèrent chez mon père une grave dépression nerveuse qui nécessita son internement dans un asile psychiatrique où il mourut un mois plus tard.

Ce fut pour moi une véritable tragédie. La puberté me posait des problèmes dont j'aurais voulu parler avec lui. Je ne pouvais poser ces questions à ma mère. Je fis donc mon éducation sexuelle dans la grande encyclopédie Larousse, mais elle ne répondait pas à tous les problèmes qui se posaient à moi. Mes lectures philosophiques aussi me posaient des problèmes. Le déterminisme me paraissait nier la liberté pour l'homme de choisir sa voie et de faire un effort vers le bien ou vers le mieux. La nature me montrait la lutte des espèces pour la vie, les forts écrasant les faibles. La guerre entre les peuples, l'écrasement des faibles étaient-ils des phénomènes naturels s'appliquant aussi à la société et aux individus? Tout cela était contraire aux principes socialistes auxquels j'étais plus attaché que jamais après avoir vu mon grand-père obligé de travailler jusqu'à un âge avancé et mon père terrassé par le surmenage et une exploitation inhumaine.

En abordant la philosophie marxiste je trouvai une première réponse à mes préoccupations. Engels affirme dans son ouvrage sur *Ludwig Feuerbach*: «Feuerbach a tout à fait raison de dire que le matérialisme des sciences naturelles est le fondement réel de l'édifice du savoir humain. Mais il n'est pas l'édifice lui-même! Car nous ne vivons pas seulement dans la nature, mais aussi dans la société humaine. Cette dernière possède aussi l'histoire de son évolution et sa science.» Un aphorisme de Marx en particulier me parut particulièrement important: «Les philosophes n'ont fait qu'interpréter différemment le monde; le moment est venu de le transformer.»

Le socialisme ne fait donc pas de l'homme un objet de l'évolution, qui subit passivement les lois naturelles et qui est entièrement déterminé dans son comportement individuel et social. Il est un animal qui vit en société, une société créée par lui-même, par ses efforts réfléchis et son action. Vouloir «transformer le monde» signifie avoir foi dans la liberté de l'individu pour choisir, pour vouloir, pour lutter, afin de parfaire cette société humaine, milieu dans lequel il vit et agit. Ces conceptions correspondaient parfaitement à mes sentiments intimes, mais entraient en conflit avec l'athéisme déterministe que j'avais admis. En lisant l'ouvrage de Le Dantec sur *L'Athéisme*, j'avais été bouleversé par le passage suivant: «Chez l'athée qui, par raison, n'admet plus aucun principe, la survivance sentimentale de la conscience morale prend donc le caractère d'une sensiblerie maladive, qui peut le rendre pitoyable aux êtres méchants et aux animaux nuisibles. Les anarchistes, quoi qu'ils disent, ne sont pas athées, sans quoi ils seraient désarmés dans la lutte; leur amour des déshérités n'entraînerait pas la haine du propriétaire égoïste; s'ils étaient athées, comment feraient-ils pour attribuer une valeur absolue au principe de justice au nom duquel ils agissent? S'il n'y a pas de Dieu, la justice n'est qu'un résidu ancestral, comme la bonté et la logique. En résumé, l'athée proprement dit, l'athée raisonneur qui va jusqu'au bout des conséquences de son athéisme, est un être désarmé dans la lutte universelle. Il ne saurait être ni juge, ni conducteur d'hommes; il a déjà assez de mal à se conduire lui-même, ne croyant pas à sa personnalité, n'ayant pas le sentiment de ses droits.»

Le marxisme, tout en reconnaissant que la science est le fondement du savoir humain, que les hommes sont soumis aux lois de la nature, ajoute à cette constatation un devoir pour l'homme de vivre en société et de transformer cette société en utilisant, dans ce but, les lois de la nature qu'il doit chercher à connaître toujours mieux, leur connaissance toujours plus complète lui permettant, par sa volonté et par son effort, de les maîtriser et de les appliquer au profit de la société humaine. La liberté n'est donc pas un vain mot, même si elle n'est pas absolue et déterminée elle-même par le savoir et le vouloir de l'homme. J'avais vu mon père et mon grand-père mourir à la tâche. Cette vie valait-elle la peine d'être vécue, pour être exploité ou pour exploiter les autres, pour faire la guerre et s'y préparer? Le travail et l'effort n'ont-ils pour fin que de procurer le gîte, le boire et le manger?

L'homme a besoin d'avoir un autre but à son existence: changer le monde, devenir un élément actif dans son évolution ultérieure vers le mieux. La vie de l'individu et de la société doit donc être un effort constant vers le perfectionnement, vers l'humanisation du monde. Mais ce but, qui est moral et que la nature ne détermine pas elle-même, les hommes doivent le préciser.

D'autre part, si le socialisme m'apportait des solutions pour orienter mon activité sociale, il laissait sans réponse suffisante des questions qui se posaient à ma vie personnelle et morale. Sur ce terrain aussi je sentais la nécessité de l'effort, de la volonté individuelle tendant vers un but. C'est la raison pour laquelle je décidai de faire, comme mes camarades, une éducation religieuse, éducation que les jeunes protestants font à l'âge de seize ans, pour confirmer les vœux de leurs parents lors du baptême. Cette instruction populaire et simplifiée de dogmatique et de morale chrétiennes m'intéressa, mais je la suivis sans ferveur religieuse. C'est l'idéal moral et social de la religion chrétienne qui me captiva. J'y trouvais les valeurs humaines nécessaires à diriger ma vie personnelle et sociale: le respect de la personne humaine, la fraternité entre les hommes sans distinction de race ou de nationalité, l'amour du prochain, la paix, la justice, la condamnation des accapareurs, des trafiquants, des pharisiens — bref un idéal de vie collective qui fait un devoir à l'individu de conformer et d'adapter sa vie, ses actes, sa volonté et ses efforts personnels aux nécessités de cette vie fraternelle de l'humanité.

Par contre, toute la dogmatique de l'Eglise non seulement me laissait froid, mais parfois m'indignait. Je n'avais pas du tout la conscience d'être pécheur, perdu, incapable par moi-même de faire le bien; je ne ressentais nullement le besoin d'être sauvé par le sang d'un innocent, fils de Dieu, sacrifié injustement pour pardonner mes péchés. Au fond, je n'admettais pas l'essence même de la religion chrétienne: la repentance et la rédemption des péchés par la foi dans le sacrifice de Jésus-Christ.

Si j'avais commis un acte mauvais, je le regrettais. Pour moi, l'important n'était pas de me repentir et d'attendre le pardon du sacrifice d'un autre ou de la grâce de Dieu, mais de prendre la ferme résolution de ne pas recommencer et de faire l'effort pour cela. Croire en Jésus-Christ pour être pardonné et recommencer à faire le mal pour se repentir et être pardonné à nouveau me paraissait une aberration. L'enseignement biblique qui dit: là où le péché abonde, la grâce surabonde, me semblait profondément immoral, une

invitation à maintenir et à développer le mal pour jouir d'une grâce accrue de Dieu!

D'autre part, je considérais la religion chrétienne comme un grand idéal moral et social dont j'avais besoin pour donner un but à ma vie. Je ne croyais ni aux miracles ni à la dogmatique chrétienne. L'Eglise nationale neuchâteloise n'imposait aucun credo. Sous l'influence de Ferdinand Buisson, qui avait été professeur de philosophie à l'Université de Neuchâtel avant d'enseigner à Paris, un schisme s'était produit dans l'Eglise neuchâteloise. L'Eglise d'Etat, dite nationale, laissait ses membres et ses pasteurs libres d'interpréter l'Evangile selon leurs convictions et leur conscience. Les conservateurs s'étaient opposés à ce libéralisme et avaient créé, en 1874, l'Eglise indépendante, fidèle à l'orthodoxie, qui imposait à ses membres un credo résumé dans le Symbole des apôtres. L'Eglise nationale préparait ses pasteurs à la Faculté de théologie de l'Université de Neuchâtel. L'Eglise indépendante, de son côté, avait créé sa propre faculté, la «Môme». Profitant, après mon instruction religieuse, de la liberté de croyance laissée à ses membres par l'Eglise nationale, je pris une part active à la création et au développement d'un mouvement de jeunesse de l'Eglise, le «Lien national», qui faisait concurrence à l'Union chrétienne de jeunes gens placée sous l'influence presque exclusive de l'Eglise indépendante.

L'Eglise nationale avait alors de grandes difficultés à recruter de nouveaux pasteurs. En général, il entrait un ou deux étudiants chaque année à la Faculté de théologie. Le pasteur avec lequel j'avais fait mon instruction religieuse et son collègue, le pasteur Quartier-la-Tente qui s'occupait beaucoup de la jeunesse de l'Eglise, me proposèrent de changer le cours de mes études et de devenir pasteur. Mes études pédagogiques étaient déjà très avancées. Je donnais, sous la surveillance d'instituteurs, des leçons dans les classes primaires, une seule année me séparait de mes examens d'Etat. Cependant, la proposition des pasteurs, leur insistance, le fait que ma mère avait accueilli cette proposition avec faveur me firent hésiter à continuer mes études dans la voie où je m'étais engagé. Je demandai conseil au professeur Stebler en qui j'avais une grande confiance. Il ne s'opposa pas à ce changement et m'encouragea même à ne pas terminer, comme j'en avais l'intention, mes études pédagogiques. Il me conseilla également de ne pas courir le risque de perdre deux ou trois ans à préparer un baccalauréat classique. La Faculté de théologie acceptait des étudiants après un examen d'entrée portant

sur le latin, le grec, l'hébreu, l'histoire et la philosophie. Cet examen avait, pour l'Université de Neuchâtel, une valeur équivalente au bachot. Le professeur Stebler n'accordait aucune valeur aux examens et aux titres. Pour lui, l'intelligence et les connaissances étaient infiniment plus importantes que les titres obtenus le plus souvent par la chance.

Je me décidai donc à préparer sans retard mon examen d'entrée à la Faculté de théologie. Les pasteurs s'étaient engagés très aimablement à me donner des leçons particulières de latin et de grec et le rabbin de La Chaux-de-Fonds, à leur demande, m'apprenait l'hébreu. Le pasteur Quartier-la-Tente m'enseignait le latin et le pasteur Corswant, le grec. Ce fut une année pénible d'intense travail où toutes mes énergies furent absorbées par l'étude fastidieuse de ces langues mortes.

Je réussis l'examen d'entrée à la Faculté de théologie et pus dès lors m'occuper à nouveau de problèmes autres que des déclinaisons latines et grecques. J'entrai à l'Université en même temps que mes collègues du Gymnase, donc sans avoir perdu de temps. J'étais à la Faculté de théologie le seul étudiant en première année. L'Eglise nationale m'avait offert une bourse d'études mais après réflexion je la refusai. Ayant hérité d'une dizaine de milliers de francs à la mort de ma grand-mère paternelle, je décidai de consacrer cet argent à mes études, tout en payant une modeste pension à ma mère, venue habiter Neuchâtel avec moi. Mon refus d'accepter une bourse était motivé par ma volonté de rester entièrement libre de ma pensée et de mes actes. Sachant que mes idées religieuses et sociales provoqueraient certains remous dans l'Eglise, je préférais ne rien lui devoir et ne dépendre de personne. J'estimais que mon changement d'études compensait largement les leçons de latin et de grec que j'avais reçues. Néanmoins, ce changement fut une erreur. Mon christianisme n'était pas celui de l'Eglise, même libérale. Si les pasteurs qui m'ont encouragé à le faire avaient consciencieusement examiné ce qu'étaient mes convictions religieuses, ils auraient certainement renoncé à m'engager dans cette nouvelle voie et si mon père avait vécu, il s'y serait sans doute opposé. Mais l'erreur était commise. J'étais étudiant en théologie.

A l'Université

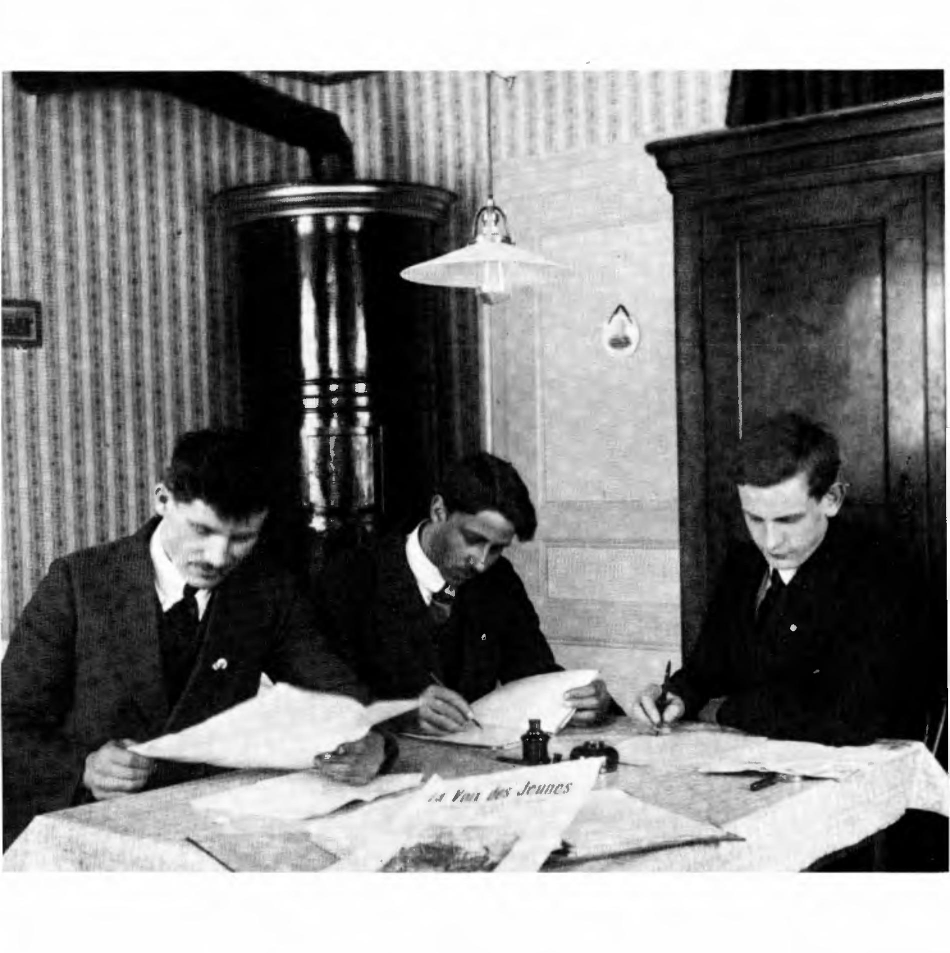
J'ai suivi dès l'automne 1910 les cours de la Faculté de théologie à l'Université de Neuchâtel. Les professeurs, pasteurs en charge,

préparaient de futurs pasteurs pour l'Eglise nationale neuchâteloise, ce qui limitait l'horizon des études. Quant à moi, j'entrais à la faculté avec un but bien précis: utiliser l'enseignement moral et social de la religion chrétienne pour changer la société et préparer les individus à cette transformation. J'ai fait dès le début une distinction très nette entre la foi et la croyance. La croyance c'était pour moi le domaine des dogmes et des miracles, l'enseignement de l'Eglise qui fait de la Bible, parole de Dieu, une vérité absolue et révélée pour le croyant. La foi, c'était l'élan intérieur de l'esprit humain vers un idéal l'élevant au-dessus de lui-même, la force intérieure l'entraînant vers le bien et lui permettant de faire l'effort personnel et social vers la solidarité humaine et la paix du monde, vers le Royaume de Dieu, qui n'est pas à réaliser quelque part dans le cosmos ou hors de l'espace et du temps, mais bien sur la terre, par les hommes de bonne volonté. J'ai donc orienté mes études de théologie vers ce dont j'avais moralement besoin pour donner un sens à mon existence. Je cherchais *ma vérité*, non *la Vérité*.

L'histoire de la pensée chrétienne et la dogmatique m'ont démontré combien diverses et contradictoires furent les interprétations de la Bible, combien elles furent utilisées à des fins politiques et sociales contraires à l'essence même du christianisme. La théologie biblique et l'exégèse m'ont prouvé que la Bible avait été écrite par des hommes, qu'elle contenait, dans l'Ancien Testament, l'histoire du peuple hébreu, les péripéties de son existence, de ses déportations, de sa foi, l'enseignement virulent de ses prophètes, les lois de son organisation sociale, la poésie de sa civilisation. Je n'ai jamais douté de l'historicité de Jésus-Christ, mais j'ai considéré Jésus comme un réformateur de la religion hébraïque sclérosée par les scribes, bafouée par les pharisiens et enfermée dans un nationalisme étroit et étouffant. Son message est international. Jésus-Christ a été pour moi un homme parmi les hommes, un grand humaniste, le prophète de la fraternité humaine par-delà les frontières, les nations et les races. Je n'ai jamais cru au salut individuel obtenu par son sacrifice pour racheter les péchés des hommes. Certes, Jésus apportait aux hommes le salut dans la mesure où ceux-ci pratiqueraient son enseignement. Le Royaume de Dieu ne pouvait être la société des morts ressuscités dans un au-delà auquel je ne croyais pas. C'est sur la terre, en réalisant la justice et la paix, en créant une société fraternelle et solidaire que le Royaume de Dieu est à réaliser. Il ne suffit pas pour cela de croire à un salut personnel et égoïste dans l'au-delà par je ne sais quel acte



LONDRES 1914/1915 — LA CHAPELLE DE L'ÉGLISE FRANÇAISE



LE BUREAU DU COMITÉ CENTRAL ROMAND DE LA JEUNESSE SOCIALISTE SUISSE, MARS 1916

De gauche à droite: Paul Degoumois, Emile Giroud, Maurice Jacot

de foi abstraite, il faut vivre et agir sur la terre en faisant la volonté de Dieu qui est en nous. C'est par les actes de toute leur vie, expression de leur foi, que les hommes se libéreront sur terre de la misère, de l'injustice et de la guerre.

Je ne croyais ni à la résurrection des corps, ni à la vie éternelle personnelle. La vie éternelle, c'est pour moi l'influence que l'homme exerce dans la société où il vit, ce sont les enfants qu'il procrée et éduque. Son rôle personnel s'efface, mais ses œuvres demeurent pour le salut de tous.

Je ne fais qu'esquisser ici mes conceptions religieuses d'alors, hétérodoxes pour l'Eglise. Immanquablement elles devaient provoquer des conflits. Dieu étant en nous, il n'est puissant que par l'effort des hommes; il n'est donc pas tout-puissant, c'est l'effort des hommes qui lui donne sa puissance. Ce n'est pas Dieu qui a fait les hommes à son image, ce sont les hommes qui font Dieu à l'image de ce qu'ils devraient être, pour parfaire leur humanité.

Je n'ai pas manqué d'exposer ces idées à mes professeurs et aux pasteurs qui m'avaient encouragé à faire de la théologie. Toutefois, la faculté de l'Université de Neuchâtel étant très libérale dans le domaine théologique, mes idées, si elles n'étaient pas partagées par mes professeurs, ne les scandalisaient pas. Elles les surprenaient. C'est ainsi qu'ayant à faire mon sermon de licence sur le texte «Hors de moi vous ne pouvez rien faire» (Jean 15:5), j'avais mis en doute la sainteté de Jésus-Christ, affirmant que pour parler de la repentance comme Jésus l'a fait, il devait s'être repenti lui-même. Le doyen de la faculté me proposa alors de développer et d'approfondir ce problème de la sainteté du Christ dans ma thèse de licence en théologie, ce que je refusai. Pour moi, l'humanité du Christ n'était pas un problème de dogmatique, mais une nécessité vitale importante. Mon sermon de licence, prononcé le 9 juillet 1913, exprime ma pensée religieuse à la fin de mes études, c'est pourquoi je le reproduis ici:

«*Hors de moi vous ne pouvez rien faire!*

Cette parole n'est pas de notre Dieu, source unique de la vie et de l'activité sans lequel nous ne sommes et ne pouvons rien. Elle fut prononcée par Jésus de Nazareth et c'est ce qui en fait toute la difficulté!

Comment dans notre siècle, où chacun tend à développer sa personnalité, où l'on respire une atmosphère d'indépendance et de liberté, peut-on encore s'arrêter à l'affirmation d'un homme qui, il y a 20 siècles, se proclamait le cep auquel les hommes doivent s'attacher

et qui disait: « *Venez à moi vous tous qui êtes travaillés et chargés* », qui poussait la suffisance de lui-même jusqu'à affirmer: « *Hors de moi vous ne pouvez rien faire.* »

Cet homme-là n'apparaît-il pas à la conscience moderne comme un fou d'orgueil?

Notre texte pose cette grave question de savoir ce que Christ est pour nous, hommes du XXe siècle, de ce siècle où la religion tend de plus en plus à être reconnue par la science positive comme un fait naturel à l'âme humaine, mais où les initiateurs religieux d'autrefois perdent l'auréole de grandeurs qu'ils possédaient.

Tandis que la religion est mise en lumière, les fondateurs de religions particulières, fussent-elles très élevées, rentrent dans l'ombre. Le Christ apparaît comme un grand génie religieux, le plus grand peut-être, mais un entre beaucoup d'autres.

Et dès lors n'y a-t-il pas une prétention sans borne dans la parole de notre texte? Ce moi qui revient sans cesse dans la bouche de Jésus au cours de nos évangiles est déconcertant. Ce n'est pas seulement à Dieu qu'il conduit les âmes; c'est à lui qu'il les appelle!... Hors de moi, vous ne pouvez rien faire! N'est-ce pas un défi jeté à l'humanité, un non-sens pour la raison contemporaine? Celui qui l'a prononcée n'est-il pas pour nos lumières une puissance d'ignorance et de ténèbres?

J'assume ici la grande tâche de vous montrer ce que le Christ est encore pour nous, malgré les mouvements qui tendent à le séparer du monde moderne. Pardonnez-moi de le faire si incomplètement dans une prédication. Je chercherai à vous montrer l'actualité du Christ dans tous les domaines qui s'offrent à l'activité de l'homme pour vous faire comprendre comment une âme moderne ne peut rien faire sans lui. Comment, dans son activité intellectuelle, morale et sociale, l'homme a encore besoin de Jésus de Nazareth pour poursuivre, dans sa personne, l'évolution de la race humaine vers le mieux et la vie normale. Il faut aborder ce sujet avec sincérité, sous le regard du Père, avec toute la franchise que réclame notre Dieu dans la confession de sa foi. Qu'il nous donne une abondante mesure de son esprit et que par lui nous trouvions un secret de vie, un sauveur auquel, si nous sommes sincères et convaincus, nous irons puiser notre foi, notre force, notre vie tout entière.

* * *

La Raison humaine s'est affranchie, la Pensée est libre et la science moderne, avec ses merveilles, est une des plus belles conquêtes de l'homme. Chacun veut participer à cette vie libre de l'esprit. Il n'y a plus de frontières pour lui, aucun domaine n'ose prétendre être sacré, tout doit tomber sous son contrôle et l'esprit scientifique pénètre toutes les sphères de notre activité. Ses prétentions sont légitimes; elles sont une condition de notre continuel développement. La foi ne doit pas craindre cette ingérence de la science dans son domaine et crier au sacrilège. Elle doit avoir plus de confiance dans sa légitimité.

Mais, dans notre activité intellectuelle, à quoi aboutit ce désir de tout soumettre à l'examen minutieux de la pensée? Tant qu'il s'agit de simples faits extérieurs, la raison arrive à formuler des vérités, mais lorsqu'elle s'aventure à sonder les rapports qui existent entre les choses, dès qu'elle veut comprendre et expliquer les phénomènes, dès qu'elle aborde les éternels problèmes de l'existence, elle ne peut se prononcer d'une façon absolue. Elle fait des suppositions, des hypothèses plus ou moins vraisemblables, mais n'embrassant pas tout l'ensemble des phénomènes. Ne pouvant les connaître tous parce qu'il reste des domaines éternellement inconnaissables pour l'esprit, elle ne peut donner que des solutions provisoires et incomplètes. Et ce même esprit qui ne tolère pas qu'un seul domaine échappe à sa critique montre les côtés faibles de ces solutions hâtives; il en indique le pour et le contre et nous laisse dans l'alternative.

Dieu existe-t-il? L'âme est-elle immortelle? La Raison ne peut dire oui; elle ne peut dire non sans sortir de son rôle. Elle ne sait pas et elle doit refuser de se prononcer.

Cet esprit scientifique qui fait l'honneur de notre siècle ne peut nous donner une certitude. Il aboutit nécessairement, chez l'homme sincère, au doute sur tous les grands problèmes qui nous préoccupent et que nous ne pouvons faire disparaître de notre mentalité par un coup de baguette magique. L'activité intellectuelle dégagée de tout parti pris conduit au scepticisme, au doute. Il est humiliant de reconnaître ces impossibilités de l'esprit, d'en constater les bornes. Mais les voir et les confesser, c'est faire acte de sincérité et de grandeur.

Loin de nous donc, fils de l'esprit nouveau, la tentation de blâmer le scepticisme dans l'activité intellectuelle. Il est la condition de la probité et de la véracité envers soi-même et c'est là une grande vertu chrétienne.

* * *

Nous avons abordé, avec cette nécessité de vivre, un nouveau domaine où l'activité de l'homme se donne libre essor: c'est le domaine moral. Ici encore l'homme s'est affranchi de tous côtés; des philosophes, des chercheurs essayent de créer une morale sans Dieu, une morale indépendante. Ils cherchent à rejeter le Christ et celui qu'il nous a fait connaître.

Cependant l'âme humaine ne saurait changer au point de n'être plus elle-même. L'homme sincère sent en lui cet abîme immense entre ce qu'il doit être et ce qu'il est; notre race porte en elle un idéal de mieux et son évolution chaotique tend vers ce but qui semble reculer plus on avance, mais qui est comme le guide qui nous entraîne perpétuellement, comme un aimant irrésistible qui nous attire.

Supprimez Dieu de votre pensée, votre conscience n'en reste pas moins l'écho de sa voix, le miroir de sa volonté sainte qui vous ordonne le bien et vous reproche le mal. Tous nous sommes en

proie à la lutte intérieure, nous avons de grands élans vers l'idéal au milieu desquels des chutes d'autant plus profondes nous fracassent la conscience. Meurtris, nous nous élançons à nouveau pour retomber encore. Nous ne pouvons nous contenter de ramper sur la terre et dans sa boue parce que nous avons des ailes.

Victor Hugo écrivait: «*L'homme est fait non pas pour traîner des chaînes, mais pour ouvrir des ailes.*» *(Quatrevingt-Treize.)*

Et, malheureux, nous ne pouvons voler longtemps sans être fatigués, pris de vertige, sans retomber et reprendre nos tristes chaînes de l'esclavage du mal.

Puis c'est le souvenir accablant des fautes passées qui par moments donne des nausées à la conscience. Que de fois, engagés dans l'ornière du péché, nous n'avons pas dit: «*Si notre vie pouvait recommencer, si le passé pouvait disparaître et être oublié à tout jamais !*»

S'il est des conflits tragiques dans l'activité intellectuelle, quels drames n'y a-t-il pas dans notre vie morale!

Lorsque, jetant un regard sur nous-mêmes, nous souffrons dans ces contradictions intérieures, nous gémissons de nos impossibilités de faire mieux, où, comme un dégoût de soi-même se faufile dans la conscience qui ne cesse d'accuser et de reprocher le mal accompli... une voix douce frappe nos oreilles... C'est celle du Christ qui nous répète le plus beau drame humain dans sa simplicité et dans son éternelle réalité. C'est la parabole de l'Enfant prodigue dans laquelle l'auteur fait passer toute l'expérience de son âme.

Il a passé par cette même lutte qui nous accable. Il est rentré en lui-même et, dans un sentiment de repentance, il a fait l'expérience de l'amour et du pardon de Dieu.

Cette idée vous étonne peut-être: le Christ n'est plus ce miracle de sainteté. Il n'est plus l'Homme-Dieu se promenant sur la terre et y réalisant dès son enfance la vie parfaite.

Mes frères, je ne puis comprendre comment celui qui dépeint si parfaitement les angoisses d'un cœur pécheur, comment celui qui fait de tels appels à la repentance, à la conversion, et qui nous révèle l'amour et le pardon du Père, n'ait pas connu les sentiments dont il parle en maître et dans lesquels toute âme d'homme se reconnaît.

Et puis, comme il est plus près de nous dans notre angoisse morale; il est là, ayant fait l'expérience du pardon, ayant, après avoir accepté le baptême de repentance de Jean, passé par des moments de suprême tentation, mais ayant finalement vaincu le péché grâce à la force de son Dieu.

C'est parce qu'il a connu nos peines et notre triste servitude qu'il s'est approché du grand libérateur. Et, dès lors, il n'est plus pour nous je ne sais quel être surnaturel qui n'a rien de commun avec la nature humaine et duquel nous ne savons que faire. Il n'est pas non plus un pécheur entre beaucoup d'autres. Il est l'homme de tous les temps, avec sa nature divisée, mais il est l'homme qui a rétabli en lui l'harmonie et l'image de la Divinité. Il a trouvé la solution au problème qui nous trouble grâce à Dieu, il est parvenu à la sainteté,

il a vaincu, aussi peut-il dire à toute âme d'homme: «*Hors de moi vous ne pouvez rien faire.*»

* * *

Cette lutte entre le bien et le mal se poursuit non seulement en nous-mêmes, mais dans nos rapports avec nos semblables. La vie sociale est empoisonnée par le péché et, conscients de cette monstrueuse organisation, des mouvements luttent. C'est le grand mouvement social contemporain qui entraîne l'humanité vers une terre nouvelle. Mais il semble que cette masse rénovatrice en travail se détourne du Christ et que la cité future qui s'élabore ignorera le crucifié du Calvaire. Certes, ces hommes saluent en lui un grand ami de l'humanité souffrante. Mais il vivait à un moment où les graves problèmes sociaux contemporains ne se posaient pas. Il n'est pas un docteur d'économie politique et sociale. Son rôle est donc bien effacé. Et l'activité sociale poursuit sa marche en ignorant celui qui n'a rien à faire avec elle.

Et pourtant, au cours de cette marche économique qui, au début, paraissait si simple, des difficultés énormes surgissent et risquent de compromettre l'œuvre. L'idéal économique est là, plus ou moins précis. Un simple pas en avant reste à faire dans l'évolution des sociétés et l'homme en est incapable. C'est que cette marche en avant renferme de grosses difficultés. Il faut des matériaux pour reconstruire. Et la matière que l'on doit puiser dans la vieille société est pourrie et corrompue. On a cru que l'on pouvait se servir des hommes comme de numéros faciles à déplacer dans l'ordre social, mais, lorsqu'il s'agit d'opérer cette transformation, on remarque que le problème est plus complexe et plus profond. La société nouvelle est une victoire sur l'égoïsme et les hommes ne sont pas décidés du tout à faire ce sacrifice. Ce qui apparaissait comme une simple opération économique devient un gros problème moral. Comment concilier cette société plus stable avec l'égoïsme humain? Doit-on rechercher le bonheur de l'ensemble ou le bonheur et le bien-être individuels? Les uns, et ce sont les individualistes anarchistes, veulent sacrifier le lien social pour permettre le plein épanouissement de l'individu. Les autres, et ce sont les socialistes, tendent à sacrifier la personne à la société, mais chacun sent que ce n'est pas en supprimant une des données du problème qu'il parviendra au but.

L'homme doit vivre en société pour développer son individualité et, d'autre part, une société est une somme d'individus dont elle doit tenir compte; si ces individus sont mauvais, leur somme ne peut être bonne.

Nous sentons cette difficulté, nous en souffrons. Alors, une fois encore dans cette impasse, le Christ est devant nous. Il réalise dans sa personne la solution du problème.

En lui, la personnalité est complète. Elle se développe normalement. Mais non pas en sacrifiant le lien social. Au contraire, cette personnalité riche se dévoue pour les autres. Le Christ a vécu de la vie sociale complète parce qu'en développant sa personnalité, il l'a

fait en vue des frères en supprimant non pas sa grandeur individuelle, mais l'égoïsme qui y était attaché et au lieu d'en être amoindrie, sa personne en fut enrichie.

Dans la difficulté sociale, il apporte encore une solution, la seule solution possible. *Tu aimeras ton prochain comme toi-même!* Entre des personnes morales, il faut un autre lien qu'un rapport juridique, il faut une communion d'âme, des relations morales, l'amour fraternel.

Il fait un devoir à l'homme de se développer le plus possible. Mais ce développement doit se faire en vue des autres, pour l'ensemble. Il peut dire encore une fois dans ces conflits sociaux qui semblent au premier abord si étrangers à sa personne: «*Hors de moi, vous ne pouvez rien faire.*»

* * *

Christ est encore quelque chose pour nous, chrétiens modernes. Il est tout parce qu'il est le chemin qui nous conduit au Père par la foi, qui nous conduit à nous-mêmes dans ce que nous avons de meilleur par le bien, qui nous conduit aux frères par l'amour et la charité.

Frères, qui que vous soyez ici qui doutez, qui désespérez dans vos luttes morales ou qui, justement préoccupés de l'ordre social nouveau, en voyez avec peine les difficultés, ne passez pas inattentifs et orgueilleux en présence de Jésus de Nazareth qui vous dit: «*Hors de moi, vous ne pouvez rien faire!*» Cette parole n'est pas d'il y a vingt siècles, elle est d'aujourd'hui, elle est de demain, car celui qui l'a prononcée est vivant!

C'est dans l'âme humaine remplie de doute, de luttes, de visions apocalyptiques d'une terre nouvelle, que s'accomplit le miracle de son éternelle résurrection!

C'est dans le cœur humain, toujours le même, qu'il vit aujourd'hui encore et qu'il vivra éternellement.

Celui que nos petites lumières cherchaient à taxer de puissance d'ignorance et de ténèbre apparaît au milieu de nos obscurités comme la grande lumière qui éclaire notre route et nous communique la vie.

Celui qui était le fou d'orgueil devient le sauveur qui peut dire: «*Hors de moi, vous ne pouvez rien faire!*»

Puissions-nous, mes frères, en faire la belle expérience, afin de pouvoir proclamer à notre tour, au milieu de nos contemporains: Je puis tout par Celui qui me fortifie!»

Mes professeurs et le pasteur A. Neeser, représentant de l'Etat, apprécièrent ce sermon avec la note maximum, 6. Le pasteur Paul Borel, auquel, une année avant ma consécration, j'avais fait part de mes doutes sur l'utilité de continuer mes études de théologie, alors que j'étais de plus en plus conscient que ma religion était très différente de ce qu'enseignait l'Eglise, me répondit:

«Tu m'as ouvert ton âme pour y lire à livre ouvert, et c'est une âme bien moderne et bien vivante. Tu es un douteur, mais un

douteur sincère, et le doute est la rançon de la foi, et le doute sincère ne peut que conduire à une foi éprouvée. Pour le moment je ne pense pas que je puisse t'être utile à grand-chose; chacun doit combattre avec sa propre arme pour conquérir sa propre situation. Je voudrais simplement te dire en toute franchise que ta théodicée actuelle me paraît se mouvoir dans une impasse et que tu n'arriveras à chef qu'en renversant les termes du problème. Avec beaucoup d'excellents esprits, tu es arrivé à la formule: «*C'est l'homme qui crée Dieu.*» Je simplifie, mais en gros c'est bien cela. Pour moi, j'en reste à l'antique affirmation: Dieu forma l'homme à son image. Dieu est pour moi l'axiome qui se pose et ne se démontre pas. S'il fallait le démontrer, il ne serait plus l'axiome premier et fondamental.»

Cette lettre ne m'a nullement convaincu, mais le pasteur Borel ne me comptait pas parmi les «damnés» et cela me rassurait. J'irais donc jusqu'au bout de mes études de théologie et j'essaierais d'être ce pasteur doublement non conformiste, théologien trop libéral pour mes amis socialistes chrétiens, souvent orthodoxes, et trop social pour l'Eglise que je voulais servir en la rendant consciente de ses responsabilités envers le problème social.

C'est sur ce point que mes premiers conflits surgirent avec la Faculté de théologie et l'autorité ecclésiastique. Chaque étudiant devait faire, devant les professeurs, quelques prédications d'essai. Si elles étaient agréées par la Faculté, l'étudiant pouvait les prêcher lorsqu'un pasteur, empêché de faire son culte un dimanche, demandait un remplaçant. J'ai ainsi prêché dès ma seconde année d'études universitaires dans plusieurs temples du canton. Mon deuxième sermon s'appuyait sur cette parole biblique: *Voici, toutes choses sont devenues nouvelles* (II Cor. 5:17). Je cherchais à y faire une critique de la société en lui opposant la vision d'un monde renouvelé par la transformation profonde de chaque membre de la société. Voici quelques extraits de ce sermon:

«... En effet, dans le domaine social et moral, nous sommes obligés de reconnaître que le monde est d'une imperfection monstrueuse, que, de plus en plus, l'écheveau à démêler s'embrouille, qu'une foule de nouvelles questions surgissent et se dressent insolubles devant celui qui a l'audace de vouloir résoudre le problème social et moral que pose notre civilisation moderne.

Ici je vois cette course insensée à la richesse dans laquelle chacun joue des coudes pour se frayer un chemin le conduisant sûrement au pied du veau d'or qui fascine tous les regards.

Et les plus forts écrasent les plus faibles. Ce ne sont plus des hommes, ce sont des hyènes affamées qui s'entredéchirent pour avoir quelques lambeaux d'un cadavre.

Je vois ces grands canaux d'or qui, au lieu d'irriguer le monde l'ont drainé au contraire jusque dans ses moindres recoins et qui roulent leurs flots tous dans la même direction.

Vous les connaissez ces accapareurs américains qui plongent la classe laborieuse dans le paupérisme, dans cet état qui fait que l'homme, malgré tout son labeur, est obligé de vivre au jour le jour et de mendier son pain, ou mourir à l'heure où la maladie vient le frapper.

Je vois des hommes qui ont abusé de la liberté que Dieu leur a donnée pour asservir leurs semblables, pour les regarder comme de vulgaires instruments servant à leurs besoins et non comme des aides et des collaborateurs dans une même œuvre.

Et j'entends la classe opprimée murmurer, gronder sourdement. Je la vois s'unir et s'élever contre cette autre classe qui s'unit aussi pour contenir mieux le mouton populaire changé en un dragon qui commence à remuer et à se tordre sous le poids qui l'étouffe.

Et à côté de cette lutte sociale, je vois la guerre entre les peuples. Je vois notre misérable petite planète, microscopique éclaboussure de boue dans l'infini, couverte de frontières, divisée en Etats rivaux, quelquefois même ennemis.

Et ces différents pays eux-mêmes nous apparaissent déchirés par des luttes de races, des luttes politiques, morales, sociales et religieuses.

De plus en plus l'humanité se fractionne et s'épuise.

Le domaine moral et religieux n'est pas resté étranger à ce développement anormal de l'humanité. Voyez l'alcoolisme qui avilit et détériore le corps, qui corrompt et abrutit l'esprit, qui assujettit l'individu et plonge sa famille dans le désespoir et la misère.

Voyez la prostitution établie et réglementée par l'Etat, qui fait que l'homme considère la femme que Dieu lui a donnée pour compagne comme le jouet de ses passions les plus viles, voyez tout le cortège des maladies repoussantes, des désespoirs, des catastrophes qui accompagnent cette plaie sociale.

Voyez la criminalité et en particulier la criminalité infantile qui prend des proportions effrayantes, comme du reste le suicide et le vol.

L'organisme social est complètement gangrené; chaque jour le mal fait de nouvelles victimes; il se propage avec une rapidité effrayante sans que les forces des combattants épuisés puissent le contenir...

... « *Voici toutes choses sont devenues nouvelles* » — la terre nous apparaît transformée du tout au tout. L'homme, dans son prochain, a reconnu son frère. Il ne pense plus à son bien-être personnel. Il veut avant tout le bonheur de ses frères qu'il aime comme lui-même.

La charité a fait rebrousser chemin au fleuve d'or; de son embouchure, il retourne à ses mille sources; il irrigue des campagnes fertiles; une aisance bénie entre dans tous les foyers.

Les hommes ont enfin compris que, tous, ils sont collaborateurs, que chacun a besoin de son semblable. Au lieu de s'assujettir les uns les autres avec une aveugle ardeur, ils s'associent pour coopérer à la même œuvre.

Ils ont mis en pratique le sommaire de la loi. Ils aiment leur prochain comme eux-mêmes parce qu'ils ont appris à aimer Dieu de tout leur cœur, de toute leur âme et de toute leur pensée.

L'amour, le support, le sacrifice ont rapproché les membres de l'humanité. Ils se sentent les enfants d'une seule grande famille obéissant aux paroles de leur père céleste.

Et les hommes de toute la terre, noirs et blancs, jaunes et rouges, ayant supprimé toutes les barrières de races et de pays qui les séparaient, se sont unis pour entonner un même cantique de louanges à leur Dieu et à leur père...

Utopie! diront quelques-uns. Utopie adorable! qui seule peut former les volontés libres, qui seule peut pousser au sacrifice de soi-même pour le service de ses frères. Utopie seule capable et seule digne d'enthousiasmer le cœur humain.

Cette utopie, par la seule puissance qui s'en dégage, fera d'elle-même une réalité.

Oui, avec le grand optimiste qui, il y a dix-neuf siècles, dans une société déchue et formaliste, a proclamé le règne de la fraternité et posé les bases de ce royaume de Dieu, nous voulons proclamer que cet idéal entrevu n'est pas une chimère et nous voulons saluer cette ère de fraternité qui seule peut et doit être le but de la course parfois bien pénible que poursuit l'humanité.

Il est une réalité! Parce que cet idéal présenté à l'homme fait palpiter son cœur d'espérance et de bonheur, parce que ces aspirations qui doivent orienter la marche du monde se tournent toutes vers cet idéal entrevu.

Il est la plus haute et la plus belle des réalités, celle qui satisfait le plus complètement les besoins du cœur, sa soif d'amour et de paix.

Nous assistons à l'heure actuelle à un effort de transformation sociale. Des hommes, aimant la justice, se sont révoltés contre l'état social actuel. Ils cherchent une solution à ce gros problème, ils posent les bases de l'ère de l'égalité de tous.

Liberté! Egalité! Fraternité! Tels sont les trois termes que les champions de la Révolution française ont donnés au monde, après les avoir puisés dans l'Evangile de Jésus-Christ.

De la liberté, l'homme en a abusé et cet abus nous a conduits à cette société anormale que tous les esprits libres veulent réformer.

L'égalité, c'est ce que l'école socialiste veut instituer à la place de la société déchue. Mais elle oublie qu'au-dessus de tout est la liberté humaine qui ne saurait se laisser violer. Elle oublie que, tant que la nature humaine reste foncièrement égoïste, il est impossible d'arriver à l'égalité dans la paix.

La fraternité enfin, parce qu'elle est divine, absorbera ses deux sœurs.

L'homme restera pleinement libre, mais de cette liberté, il s'en servira pour rendre égale à la sienne la position sociale de ses frères.

La fraternité découlant de la paternité divine est le plus haut sommet que peut atteindre l'humanité!...

Toi, mon frère, dans le cœur duquel Dieu règne en maître, qui as entrevu l'idéal chrétien resté gravé devant tes yeux, ne te contente pas de garder le règne de Dieu en toi, mais manifeste-le au-dehors, par des actes, par une vie consacrée au service de Dieu et à l'amour de tes frères.

Ici encore, ici surtout, le christianisme s'est laissé devancer par d'autres. Il doit reprendre la place qu'il n'aurait jamais dû abandonner. Car s'il ne tient plus la tête de la civilisation, s'il n'est plus l'éclaireur téméraire qui va à la recherche du progrès, son rôle est fini à tout jamais et il tombera sûrement. Car le christianisme n'est pas une doctrine, il est une vie. (C'est ce que nous devons répondre à l'athéisme.) Et si dans cette vie le christianisme fait faillite, c'en est fait de lui, il périra.»

Après avoir prononcé ce sermon devant mes professeurs qui l'apprécièrent avec la note 5½ (maximum 6), je fus autorisé à le prêcher dans les paroisses du canton où il fut reçu avec intérêt, voire avec approbation et reconnaissance, par les auditeurs. Mais aux Bayards quelques bourgeois bornés y décelèrent le démon révolutionnaire et protestèrent auprès de la Faculté qui prit peur. Le doyen, le pasteur Dumont, m'adressa une lettre demandant de ne plus le prêcher.

Voici le texte bien caractéristique de cette lettre:

«Corcelles, le 13 avril 1912.

Cher Monsieur et ami,

J'ai reçu une lettre des Bayards par laquelle on m'informe que le dernier sermon que vous avez prêché dans cette paroisse a produit une impression très fâcheuse. Tous vos auditeurs auraient été vivement froissés «de votre langage peu respectueux à l'égard des autorités civiles et militaires». Vous auriez «développé un programme de politique socialiste plutôt que fait entendre un sermon».

Ce sermon, je le connais puisque je l'ai entendu à la Chapelle des Terreaux. Je vous ai dit mon impression qui était très favorable. Mais vous vous rappelez que je vous ai rendu attentif à ce qu'il y avait d'excessif dans certaines de vos idées et dans votre manière de les exprimer. Tout en vous disant que ce sermon, prêché *tel quel* dans nos paroisses détournerait et froisserait bon nombre d'auditeurs, je vous engageais vivement à le revoir, à adoucir certains angles, à biffer certaines phrases.

Evidemment vos auditeurs des Bayards vous ont jugé bien sévèrement et leur appréciation ne concorde guère avec celle de vos professeurs puisque ceux-ci vous ont donné le chiffre 5½. Il n'en

est pas moins vrai que les quelques phrases qu'ils ont relevées et soulignées étaient malheureuses et je regrette que vous n'ayez pas tenu compte du conseil que je vous avais donné.

Je ne songeais pas à vous écrire au sujet de cet incident, me réservant de vous en parler quand j'aurai le plaisir de vous revoir à l'Université. Mais, dans la pensée que vous prêcherez demain et que vous avez peut-être l'intention de reproduire ce sermon qui a fait tant de bruit aux Bayards, je crois devoir vous engager amicalement, dans votre intérêt comme dans l'intérêt de la Faculté et de l'Eglise, à prêcher autre chose, par exemple votre sermon sur ce texte «Ne jugez point» qui était excellent à mon égard et auquel «les plus mauvaises langues» ne trouveront rien à redire.»

Néanmoins, le dimanche suivant je répétais le même sermon aux Brenets. Ce fut le scandale! Monté en chaire en habit gris, sans robe ni rabat, j'avais improvisé des prières sans faire usage de la liturgie dont les termes me scandalisaient; enfin j'avais prêché un sermon tout d'abord approuvé, puis réprouvé par la Faculté. Devant tant de désinvolture, un député radical, Albin Perret, vit avec terreur passer l'esprit de l'Internationale et de la révolution et protesta directement auprès du Gouvernement neuchâtelois. La Faculté fut sollicitée par l'Etat de faire cesser ce scandale. J'eus alors une discussion pénible avec le doyen Dumont qui m'invita à renoncer, de ma propre initiative, à prêcher ce sermon séditieux: «Vous voyez vous-même que vous n'édifiez pas vos auditeurs!» Ma réponse fut méchante: «Il y a assez longtemps que l'Eglise endort les chrétiens. Je ne veux pas les édifier, mais les réveiller, les secouer pour leur faire prendre conscience de leurs devoirs sociaux!» — «Alors, si vous n'y renoncez pas volontairement, nous serons obligés de vous l'interdire.» Ce qui fut fait.

Cette interdiction m'indigna et me bouleversa profondément, d'autant plus que le doyen Dumont avait ajouté: «Avec les idées que vous avez, jamais vous ne pourrez être pasteur dans ce canton. Vous devrez vous expatrier.» Deux ans plus tard, j'écrivais au professeur Morel, que je jugeais plus compréhensif. Sa réponse est significative; elle prouve qu'un an et demi avant d'être consacré je me demandais sérieusement si je ne faisais pas fausse route en voulant réaliser l'idéal chrétien par le moyen de l'Eglise.

Après avoir rappelé les termes de ma lettre, le professeur Morel s'efforça de me démontrer que la Faculté portait la responsabilité des sermons de ses étudiants, mais que je serais libre de prêcher selon ma conscience dès que je serais pasteur:

«... Vous savez avec quelle affection je vous suis dans vos travaux et je comprends tout ce qu'il y a de douloureux dans la crise que vous traversez. Vous me parlez à cœur ouvert et me dites avec une entière franchise ce qui vous tourmente; je ferai de même et sais que vous trouverez dans la lettre que je trace la preuve de ma fidèle amitié pour vous.

Il y a quelques explications à vous fournir sur le fait personnel auquel vous faites allusion, je veux dire les observations qui vous ont été présentées à propos d'une prédication d'étudiant. Vous écrivez: «... ils m'ont fait plus de mal qu'ils pouvaient s'imaginer... l'index de Rome ne gagne rien à être transporté sur les bords de la Thièle... l'Eglise me fait l'effet d'un repoussoir... depuis que les chefs de l'Eglise m'ont barré le chemin du sacerdoce protestant... quand ils essayent de m'arracher à la lutte de l'Internationale.»

A ce propos il faut vous pénétrer d'une réalité que vous méconnaissez et qui est celle-ci: quand vous avez prêché ce sermon, qui vous a valu les observations auxquelles vous faites allusion, vous n'étiez pas un pasteur en office auquel une autorité dogmatique a enjoint de renoncer à des convictions estimées hétérodoxes et dangereuses, mais, ce qui est bien différent, un étudiant en théologie prêchant devant ses professeurs et allant répéter cette prédication sous leur responsabilité.

En effet, d'après nos usages neuchâtelois, aussi longtemps que les étudiants sont à la Faculté, ils sont censés ne prêcher que des sermons jugés bons par leurs maîtres et c'est cela qui, dans une certaine mesure, restreint leur liberté. En outre, vous ne devez pas perdre de vue que ce ne sont pas tant les théories que vous avez émises que la forme en laquelle vous les avez présentées qui vous a valu ces observations. Ce que je vous répète ici est si vrai que nous avons été unanimes à dire: Quand il sera pasteur, il dira tout ce qu'il voudra. Il s'agissait pour nous de vous inviter à modérer quelques-unes de vos expressions afin que vous ne vous compromettiez pas trop tôt aux yeux d'un certain public.»

Il ajoutait cette mise en garde: Jamais les ouvriers ni les socialistes ne me reconnaîtraient comme l'un des leurs:

«... J'en arrive à vos idées sociales: «La pâte dont je suis est celle du prolétaire... je serais heureux de travailler à l'amélioration du sort des miens.»

Je vous signale d'abord une illusion: vous ne serez jamais envisagé comme un prolétaire par les autres prolétaires, les ouvriers; du moment que vous n'êtes pas comme eux un travailleur manuel, ils ne vous regarderont pas comme l'un des leurs ou plutôt ils ne le feront que dans une certaine mesure: quand vous serez d'accord avec eux, mais quand vous leur direz des choses désagréables ou que vous leur parlerez morale ou religion, ils se méfieront de vous, sous prétexte que vous n'êtes pas de la même farine...»

Puis il évoquait le rôle de l'Eglise, que je mettais en doute:

«... Parlons enfin un peu de l'Eglise: «le ministère est-il un bon moyen... L'Evangile fait sauter les réservoirs trop petits dans lesquels on veut l'enfermer... l'Eglise devrait le comprendre et tolérer que le Royaume s'établisse sur d'autres terrains que sur le terrain uniquement religieux.»

D'accord, pleinement d'accord! Je ne me lasse pas de l'enseigner; mais si, comme vous l'affirmez, le christianisme est un point de départ, une source, il faut y revenir sans cesse si nous voulons que le principe porte toutes ses conséquences. Ils ont tort ceux qui ne voient pas que le Royaume est infiniment plus grand, plus élevé que leur petite Eglise particulière, plus compréhensif aussi. Ils ont tort aussi ceux qui laissent dans l'ombre le fait religieux, seul capable d'amener sur la terre le règne d'une justice durable et divine. Voyez Kutter, il reste dans l'Eglise pour la transformer; c'est une manière de faire et je crois que c'est la meilleure; il n'est pas seul à le croire. Voici pourquoi:

Nous sommes plus forts en restant dans son sein qu'en en sortant; nous aurons plus d'action et il nous sera plus facile de faire sentir notre influence. L'Eglise a besoin d'une réforme *in capite et membris* dans le rôle qu'elle s'attribue et dans les moyens qu'elle emploie. Il faut demeurer l'un de ses enfants ou, si vous le voulez, l'un de ses serviteurs, pour pouvoir l'amener à se régénérer elle-même. Cela est tout à la fois nécessaire et possible. Ces deux faits, la nécessité et la possibilité de la réforme dont je parle ne font pour moi l'objet d'aucun doute quelconque.

En ce qui me concerne, si j'avais les idées qui sont les vôtres, je n'y verrais aucune raison de renoncer, ni au ministère, ni à ma qualité de membre de l'Eglise. Je me réserverais seulement de l'exercer dans un milieu où j'aurais quelque espoir d'être compris.»

Mes études ne pouvaient suffire à un tempérament combatif comme le mien. Aussi, déjà pendant cette période, me suis-je engagé dans diverses organisations religieuses et sociales, convaincu que l'union et l'organisation décuplent les forces de l'individu.

J'ai travaillé dans l'Association chrétienne d'étudiants, participé aux réunions de Sainte-Croix et de La Sarraz où j'ai rencontré beaucoup d'étudiants d'autres universités romandes et d'autres Facultés. On y coupait souvent les cheveux en quatre et je constatais, malgré de bonnes amitiés, combien je restais isolé.

C'est à l'Association chrétienne d'étudiants que j'ai rencontré celle qui est devenue la compagne de ma vie. La doctoresse Renée Warnery, de Genève, m'ayant demandé de créer un groupe de l'association à l'Ecole normale de Neuchâtel m'avait conseillé de prendre contact avec une normalienne, fille d'un pasteur de l'Eglise

indépendante, Jenny Perret. Je la rencontrai au presbytère de Corcelles, où nous nous sommes sans peine mis d'accord pour collaborer à la création et à la vie de ce groupe. Elle préparait ses examens d'Etat qu'elle passa brillamment quelques mois plus tard, sortie première du canton sur une septantaine de candidats et candidates.

Ce ne fut pas le coup de foudre, mais un acheminement lent vers une profonde confiance mutuelle. En lui exposant mes pensées, mes espoirs, je trouvais en elle compréhension et adhésion. Je n'étais plus isolé. Un autre être, une jeune fille au regard clair devenait ma confidente, l'amie à laquelle je pouvais enfin exprimer mes doutes, mes problèmes, mes projets d'avenir. Puis, par correspondance, nous échangeâmes les premiers aveux d'amour. Dans de longs entretiens, tout en longeant les quais de Neuchâtel, nous sentions nos cœurs battre à l'unisson, mais aussi les obstacles qui allaient se dresser devant nous. Elle, fille d'une famille bourgeoise, conservatrice, rattachée à l'Eglise indépendante orthodoxe, moi, fils d'ouvrier, pauvre, socialiste, pasteur de l'Eglise nationale, déjà en partie réprouvé par la Faculté et qui faisait scandale par son non-conformisme.

Jenny, deuxième d'une famille de huit enfants, reçut de ses parents l'ordre de cesser de me voir, mais nous continuâmes à nous rencontrer et à nous aimer, très sagement. Jamais dans nos fréquentes promenades je n'ai tenté de passer mon bras autour de sa taille, jamais nous ne nous sommes embrassés. Je craignais de l'effaroucher et de détruire, par un geste, un amour naissant.

Cela dura quelques mois. Puis, au printemps 1912, Jenny partit pour l'Allemagne, occuper une place au pair, dans la famille d'un professeur d'anglais à l'Université de Bonn. Je partis moi-même à Paris, passer deux semestres à la Faculté de théologie protestante du boulevard Arago, où j'avais été attiré par le pasteur et professeur Wilfred Monod, car, à Neuchâtel, j'étouffais. Après ces deux semestres, j'envisageais de faire un semestre à Berlin, puis un à Zurich avec le professeur Leonhard Ragaz. La vie allait donc nous séparer pour deux ans. Que resterait-il de notre innocente et fragile idylle après deux années de silence et d'absence? Car la famille de Jenny avait exigé qu'elle cessât toute correspondance avec moi.

Durant mes études à l'Université de Neuchâtel, je m'étais encore engagé dans d'autres organisations. J'ai travaillé avec beaucoup d'ardeur parmi les socialistes chrétiens de langue française. Paul

Passy, professeur à l'Ecole des hautes études sociales de Paris, était l'inspirateur de cette organisation qui avait pour devise: socialistes parce que chrétiens, alors que la mienne était: chrétien parce que socialiste. La plupart des membres étaient des chrétiens pratiquants qui n'avaient pas craint de s'engager dans le mouvement socialiste. Le petit journal *L'Espoir du Monde* servait de lien entre les groupes de Suisse romande, de France et de Belgique. J'y collaborai et j'ai fondé ou animé un certain nombre de groupes. Puis à l'âge de vingt ans, devenu citoyen, j'ai adhéré en novembre 1911 à la section de Neuchâtel du Parti socialiste suisse, geste qui étonna et parfois scandalisa tant les socialistes que les chrétiens. Beaucoup d'amis se demandaient où j'allais avec tant d'assurance. Les lettres de l'un d'eux, Fritz Hohl, qui a longuement correspondu avec moi, reflètent l'impression que je faisais sur mes camarades d'études :

«... Un trait qui m'a particulièrement plu chez toi, c'est le peu de cas que tu fais de l'opinion publique; tu vas droit ton chemin sans t'occuper du qu'en-dira-t-on. Moi non plus, je ne me base nullement sur «les autres» et je voudrais pouvoir marcher crânement comme toi; hélas, ce qui me manque c'est précisément ce que je t'ai déjà dit: une foi!...

Tu aimes la solitude et tu y trouves la force; moi aussi j'aime la solitude et la méditation, mais je n'y trouve trop souvent que beaucoup de mécontentement...

Pour toi, vivre est synonyme d'agir et tu as certainement raison. Je voudrais avoir la même conviction!...»

La Faculté et l'Eglise s'inquiétaient. Tant que mes idées socialistes n'avaient pas eu de conséquences politiques, elles étaient tolérées comme un signe d'originalité. Mais l'adhésion au Parti socialiste franchissait les bornes permises. En 1912 déjà, la section socialiste de La Chaux-de-Fonds me demanda de prendre une part active à la campagne pour les élections communales et, dans les rues de ma ville natale, je parlai de la nécessité de conquérir la commune, ce qui se réalisa.

Peu après j'avais envoyé au journal de l'Eglise nationale une correspondance marquée de l'esprit socialiste. Le professeur Dumont, rédacteur du journal, m'écrivit à cette occasion une lettre exprimant sa crainte que le gros public «apprenne que la faculté et l'Eglise couvent un étudiant socialiste»:

«Ne me demandez pas de publier des correspondances qui, un jour ou l'autre, pourraient empêcher votre nomination dans telle ou telle paroisse et, peut-être rendre impossible votre ministère dans

notre pays. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs que le gros public apprenne, par notre journal même, qu'un de nos étudiants, un de nos futurs pasteurs est un socialiste militant qui, voyant le salut de la société dans le collectivisme ou le communisme, arbore le drapeau rouge et se rattache ouvertement à l'Internationale. Il y va quelque peu des intérêts de notre Faculté et de notre Eglise. Je pourrais dire des intérêts de notre journal lui-même.» (Lettre du 6 août 1912.)

Mes conflits avec la Faculté sur le terrain social m'amenaient à penser de plus en plus nettement que l'Eglise me fermerait ses portes. Je craignais même qu'une fois en possession de la licence en théologie que l'Université devait m'accorder si je passais mes examens, l'Eglise refusât de me consacrer pasteur.

Mon passage à Zofingue

Lors de mon entrée à l'Université, j'avais été sollicité d'adhérer à une société d'étudiants. Il y avait à Neuchâtel deux sociétés: Zofingue, aux couleurs nationales rouge et blanc, de conception patriotique qui groupait les étudiants radicaux, pépinière de futurs conseillers fédéraux et de dociles serviteurs du pouvoir. Mon internationalisme et mon antimilitarisme m'empêchaient d'y adhérer, bien que plusieurs de mes camarades d'études eussent arboré la casquette blanche. Belles-Lettres, aux couleurs vert et rouge, réunissait en grande partie les fils de l'ancienne aristocratie neuchâteloise, conservatrice, très collet monté; presque tous les étudiants de la «Môme» (Faculté de théologie indépendante) en étaient membres. Cela n'était pas pour moi non plus! Je n'adhérai donc ni à l'une ni à l'autre pendant un an. Cependant, mes camarades de la Faculté insistaient pour que j'entre à Zofingue. Mes idées antimilitaristes y susciteraient des discussions intéressantes — disaient-ils. Ils n'y voyaient aucun obstacle à mon adhésion. Comme j'avais besoin de sortir de mon isolement et de trouver des amis, j'acceptai et devins Zofingien en 1910. Je fus même président de la section de Neuchâtel pendant le semestre d'été 1912. On m'avait baptisé «Wetterli», du nom du vieux flingot suisse, pour railler mon antimilitarisme. Malgré de nombreuses et passionnées discussions, j'ai trouvé à Zofingue bien des amis. J'étais antimilitariste, pas patriote pour un sou, socialiste et, de plus, abstinent! Mon amitié avec Jean Inäbnit, Henri Pingeon et Pierre Reymond a survécu aux multiples tribulations de ma vie.

L'anecdote suivante démontre la solidité de ces amitiés de jeunesse.

Après la deuxième guerre mondiale, quarante ans après avoir été exclu de Zofingue — j'étais alors secrétaire central du Parti socialiste suisse — Hans Oprecht, président du parti, avait obtenu du chef de l'état-major général, Louis de Montmollin, qu'il vienne exposer à une séance du Comité central du parti les besoins de l'armée en matière d'armements. Il s'agissait de faire accepter au Parti socialiste de plus fortes dépenses militaires. Louis de Montmollin avait été Zofingien avec moi, mais nous ne nous étions jamais revus depuis le temps de nos études. Il avait fait une brillante carrière militaire, tandis que j'avais refusé de servir et occupé, pendant dix ans, la fonction de secrétaire de l'Internationale communiste. De plus, j'avais été exclu de la Société de Zofingue après la grève générale de 1918. Quand Louis de Montmollin entra dans la salle où était réuni le Comité central, avant même que le président Oprecht ait eu le temps de faire les présentations, il me tendit la main avec un: «Salut Humbert-Droz!» bien sonné, auquel je répondis avec le même élan de vieille amitié zofingienne.

Oprecht, bouche bée, ne savait lequel des deux trahissait, de l'objecteur de conscience ou du chef d'état-major! La vieille fraternité zofingienne avait momentanément triomphé, comme au temps de nos études, de nos opinions et de nos options opposées.

J'ai maintenu une correspondance suivie avec un certain nombre de mes amis zofingiens après avoir quitté l'Université, entre autres avec Pierre Reymond, de Neuchâtel. Nous étions, lui et moi, deux extrêmes, à Zofingue. Il buvait avec excès et menait une vie dissipée. J'étais abstinent et considéré comme un étudiant sérieux. Mais Pierre Reymond décida de changer ses habitudes de vie et de quitter l'Université de Neuchâtel, pour continuer ses études à Paris. Il se fit abstinent et adopta la plupart des idées modernistes que je défendais. Dès lors, tout naturellement, nous nous sommes rapprochés. Il m'encouragea beaucoup à poursuivre mes études à Paris. La perspective de l'y retrouver et de le soutenir de mon amitié dans sa nouvelle vie me décida à quitter l'Université de Neuchâtel pour aller à Paris. Pierre Reymond s'en réjouit aussi. Le 9 mars 1912, il m'écrivait une longue lettre me faisant part de ses projets et de ses difficultés. Il avait emmené avec lui Frieda, l'une de ses amies de Neuchâtel, qu'il avait l'intention d'épouser, mais il se heurtait au conformisme et à l'étroitesse d'idées de son milieu. Voici quelques passages de cette lettre:

«... Quoique je la considère comme ma femme je n'ai voulu scandaliser personne, pour éviter les commentaires malveillants j'ai pris des dispositions de façon à pouvoir l'épouser cet été... Les préjugés de toutes sortes encombrent tellement le cerveau des personnes les mieux intentionnées qu'ils tuent en elles les sentiments les meilleurs. Comme nous devons travailler à nous libérer de plus en plus de tous les accessoires paralysants dont la morale et la religion traditionnelles entourent les élans du cœur, ces règles de morale sont les repaires où se cachent tous les égoïsmes, tous les intérêts et toutes les cupidités. Ce sont les sabots les plus puissants qui empêchent notre marche vers la vérité et vers l'amour... Le dogmatisme religieux comme le dogmatisme moral tuent la religion et la morale.

Je sais trop que tu abondes dans mon sens pour insister beaucoup là-dessus; mais je voulais que tu sentes une fois de plus combien je suis décidé à poursuivre la lutte que nous projetons.

... Comme je me réjouis de te voir à mes côtés... et combien il m'est précieux de me sentir en communion d'idées avec toi. Cherchons ceux qui pensent comme nous, ceux qui, comme nous, ont le désir de s'affranchir de plus en plus pour le bien, ceux qui veulent rejeter toute intransigeance et toute étroitesse, qui cherchent à comprendre tout le monde. Serrons les coudes afin de ne pas perdre nos efforts par l'isolement et nous pourrons peut-être faire notre petite part pour l'établissement de plus de bien et de plus de véritable amour dans ce monde.»

J'eus la grande joie de le retrouver à Paris pendant deux semestres. Nous logions porte à porte dans le même modeste hôtel du Quartier latin. Plus tard, alors qu'il était rentré à Neuchâtel, nous avons continué à correspondre.

Malgré toute la satisfaction que j'avais eue de trouver à Zofingue des étudiants tolérants, compréhensifs, malgré les précieuses amitiés que j'y avais nouées, je réalisais que mes idées, qui au cours de mes études se précisaient, me mettaient en conflit avec le patriotisme, premier objectif de la devise zofingienne. Aussi étais-je d'autant plus sensible aux remarques plus ou moins désobligeantes des membres qui jugeaient que ma place n'était pas à Zofingue. Le 29 décembre 1911, j'envoyais à Bernard Jordan, alors président de la section de Neuchâtel, une lettre de démission. Elle exprimait mes doutes et mes réserves:

«Cher président et chers amis,

Une circonstance, doublement pénible puisqu'elle m'oblige à écrire ces lignes, brise ma vie zofingienne. Je me vois dans la triste obligation de donner ma démission et d'abandonner la société que j'ai le plus aimée et que j'aime encore, malgré la démarche que je fais aujourd'hui.

Avant de quitter la casquette blanche et les amis nombreux que j'ai trouvés parmi vous, je désire vous exprimer ma reconnaissance et vous assurer de mon entier dévouement à l'idéal zofingien.

Je vous suis reconnaissant de la tolérance que vous avez tous eue — à l'exception d'un seul — à l'égard de mes idées un peu avancées, de mon idéal de jeune enthousiaste. Si je suis resté au sein de votre société malgré ces idées qui, envisagées superficiellement, semblent en désaccord avec le premier mot de votre devise, c'est que j'ai l'impression que l'idée de patrie évolue, que le chauvinisme est le fait de l'étroitesse d'esprit de ceux qui ne sont jamais sortis de nos frontières et qui n'ont pas su apprécier ce que l'étranger a de bon.

Je suis resté sous le drapeau zofingien parce que, aimant mon sol natal et les lieux où j'ai passé les plus belles années de ma vie, désirant voir ce coin de terre plus fort, plus intelligent, plus moral, travaillant à élever son idéal et à rendre sa vie moins terre à terre, je croyais pouvoir m'appeler encore patriote.

Tant que vous avez envisagé les choses sous ce même point de vue et que vous ne m'avez pas fait sentir que mes idées blessaient votre être zofingien, je me suis cru autorisé à rester à Zofingue.

Maintenant que dans la nouvelle bande de Fuchs il en est qui, moins tolérants, ou moins intelligents, sont scandalisés de me voir porter la casquette blanche et m'ont dit franchement que je ne devrais pas accepter ce compromis, je ressens quelques scrupules à être une pierre d'achoppement pour de bons patriotes et à troubler leur bonheur zofingien.

Mais cela n'est qu'une bagatelle que je vous aurais priés d'éclaircir. Il fallait une autre cause pour me faire abandonner Zofingue.

Vous avez eu de la tolérance encore, et je vous en remercie, au sujet de mes principes abstinents. Ne pensez pas que ce soit pour faire bande à part que j'ai adopté ces idées. Mais la position de l'étudiant en théologie est bien différente de celle d'un autre étudiant. Les études sont comme une sorte de pont qui relie l'appel à une vocation et la vie que réclame cet appel. Dès lors, l'étudiant sérieux qui a été transformé ainsi ne saisira pas son temps d'études pour profiter de tout ce que sa vocation l'appellera à abandonner plus tard. Il a été appelé, son devoir est de marcher sans retard et sans regret et de chercher pendant ses études à réaliser le plus possible la vie qu'il sera appelé à mener.

Attaquant le mal sous toutes ses formes, j'ai rencontré dans la lutte contre la misère et l'état social actuel un obstacle: l'alcoolisme du prolétariat; dans la lutte contre la prostitution, encore et toujours l'alcoolisme débilitant la volonté; enfin j'ai vu de près des victimes de l'alcool et j'ai senti que mon devoir était de lutter contre cette entrave morale et sociale, de relever ceux qui étaient tombés en m'abstenant moi-même de certains plaisirs et de certains divertissements, trouvant dans l'accomplissement de mon devoir plus de plaisir encore.

Merci enfin et surtout pour les bons moments que j'ai passés au milieu de vous et pour tout ce que j'ai retiré de mon séjour parmi vous. J'aurais encore beaucoup à apprendre à Zofingue et j'aurais pu m'y divertir encore souvent... Le souvenir seul me reste, souvenir qui ne s'effacera point, car Zofingue a été un rayon de lumière dans ma vie sombre et triste de Neuchâtel. La vie m'emportera sans doute bien loin du pays. Ces mêmes circonstances qui me font sortir de Zofingue me chassent aussi au-dehors de nos petites frontières, mais à l'étranger, au sein de la bataille, Zofingue ne sera pas oubliée. Je conserve son idéal en l'adaptant aux conceptions plus modernes. Je puis être obligé d'abandonner les insignes et le rôle de membre actif. Rien au monde ne pourra empêcher mon cœur d'aimer Zofingue et de la défendre. Mon corps cesse d'être zofingien. Mon cœur l'est toujours davantage.

J'espère, en sortant, avoir acquis l'estime de tous et je reste votre dévoué et reconnaissant

JULES HUMBERT-DROZ.
cand. theol.»

Ces doutes furent dissipés par la réponse que m'envoya Jordan:

«Le 31 décembre 1911.

Mon bien cher Wetterli,

Je ne m'attendais guère à la triste nouvelle que ta lettre m'apporte. Comment donc! Toi, un des tout bons parmi les bons de la Zofingue neuchâteloise, tu nous donnes ton congé parce que tu crois ne plus trouver ce large esprit de tolérance qui est notre marque chez quelques jeunes néophytes! Et c'est peut-être le Witz d'un Fuchs que je connais très bien qui te décide à cette résolution! Voyons, il faut comprendre les choses! Est-ce que jamais un Zof a songé à te blesser dans tes convictions? Non plus, que je sache. Tes idées sont très discutées, quand tu les exposes, mais avons-nous discuté suffisamment pour nous rendre compte qu'en somme, et tout bien considéré, nous sommes d'accord avec toi sur un grand nombre de points et sans doute sur tous. Il suffirait de préciser quelques définitions et de s'entendre sur la portée *pratique* des théories qui ont l'air d'être ennemies, dans nos séances.

J'estime que ton devoir, puisque tu fais de ta démission une affaire de conscience, est bien plutôt de chercher à te rallier des partisans au milieu de nous, et si même tu n'obtenais pas le succès désiré, il conviendrait de ne pas accuser tes adversaires d'étroitesse d'esprit. On n'a jamais que les idées (idées ici veut dire sentiment) qu'on peut. Je t'avoue qu'il m'est arrivé quelquefois d'examiner avec d'autres Zof si notre devise et nos tendances permettent à notre société d'accueillir des internationalistes et des antimilitaristes. Et depuis quelque temps je suis convaincu que cela est possible, voire nécessaire, si nous tenons à réaliser le troisième idéal de notre trilogie: sciences, idéal qui doit nous pousser à la sympathie

pour toutes les opinions, qui doit éveiller en nous le goût de la connaissance sans exclure le droit de libre critique.

Mon cher, je me demande de quelle façon tu conçois la tolérance zofingienne à présent que tu parles de nous quitter à cause de certaines paroles qui ont mal sonné à tes oreilles. Sais-tu bien que, parmi les Vieux-Zofingiens, il y en a plusieurs qui partagent tes idées? Je l'ai remarqué au récent banquet en l'honneur de Cornut. Je te dirai encore que moi-même je pèche secrètement contre nos principes de démocratisme basé sur le suffrage universel et ce fait pourrait m'être reproché et m'obliger à fuir cette Zofingue que j'aime tant, car il est plus grave de n'être pas un partisan déterminé de notre régime politique que d'entretenir des rêves sociaux sur le bien-fondé desquels personne n'a de critère.

Et enfin, pourquoi ton départ pour l'étranger nécessiterait-il ta démission? Beaucoup de nos Vieux habitent Paris, la France, l'Angleterre, etc., et ce motif ne vaut rien. Aussi, mon cher, rétracte-toi bien vite. Je veux considérer ta lettre comme m'étant personnelle, jusqu'à confirmation. Et en tout cas, si tu persistais dans ta résolution, attends pour l'exécuter la discussion du sujet central, dont j'attends grandes merveilles. — Je suis très touché de ton amabilité à mon égard, mais je désire que ton portrait ne soit pas déjà un souvenir et qu'il le devienne selon le cours normal des choses. Mon chagrin est extrême de te perdre, car, sans te l'avoir exprimé, j'ai toujours eu pour toi une affection très vive et beaucoup de sympathie intellectuelle. Et je sais que je ne suis pas le seul à éprouver ces sentiments. Allons, mon vieux Wetterli, laisse-toi persuader et reviens-nous, ou reviens-moi, car je me permets de voir en cette douloureuse correspondance un simple dialogue entre deux Zofingiens.

Et je te serre très cordialement la main, comme j'espère pouvoir le faire toujours, zofingiennement

B. JORDAN, c/o CLYSTÈRE.»

Je me laissai convaincre et quelques mois plus tard la section de Neuchâtel me nommait président de section pour le semestre d'été 1912. Lorsque je quittai Neuchâtel, en automne 1912, pour continuer mes études à Paris puis à Berlin, mes liens avec la Société de Zofingue se relâchèrent. Mais en juin 1914 je reçus un SOS d'Antoine Aubert, alors président de la section de Neuchâtel. Il m'écrivait:

« Mon cher Wetterli,

Tu sais, ou plutôt tu ne sais pas que c'est à Neuchâtel que revient l'honorable embêtement de faire le travail pour la Centrale. Parmi tous les membres inscrits, toi seul nous as paru qualifié pour traiter ce sujet. Aussi nous espérons que rien ne t'empêchera de rendre

encore ce service à la section avant de prendre ton titre de vieux. C'est très sérieusement que je t'écris et j'espère beaucoup que tu nous répondras par l'affirmative. Merci d'avance.»

J'acceptai sa proposition. J'exposai à la séance de la fête centrale de Zofingue du 27 juillet 1914, quelques heures avant la déclaration de guerre, mes idées sur le sujet: «Quelle est actuellement la raison d'être de Zofingue?» Voici les thèses qui résument mon rapport:

«I. Le but de Zofingue doit rester le développement de la patrie suisse dans le sens du *progrès démocratique* sur le terrain *politique et social.*

II. Pour atteindre ce but, Zofingue s'attachera étroitement à l'idéal démocratique qui fait la raison d'être de la patrie suisse.

III. Constatant que la crise nationale que nous vivons provient non pas du manque de force et de puissance matérielles, mais d'un affaiblissement de la conscience démocratique nationale, Zofingue portera son action présente *a)* sur l'œuvre de purification de l'idéal démocratique; *b)* sur l'œuvre de fortification de la conscience démocratique du peuple et spécialement de la jeunesse studieuse; *c)* sur l'œuvre de développement et d'applications nouvelles des principes démocratiques.

IV. L'œuvre de purification sera dirigée *a)* contre le régionalisme et le cantonalisme chauvins qui font servir l'ensemble de la patrie à leurs visées particulières, affaiblissant ainsi l'unité nationale et tendant à creuser un fossé entre les diverses parties de la nation; *b)* contre les agents de dissolution de force morale du peuple: alcoolisme, jeux de hasard, mercantilisme; *c)* contre toute puissance d'éducation antidémocratique: militarisme, aristocratisme, capitalisme.

V. L'œuvre de fortification de la conscience démocratique doit porter *a)* sur la collaboration de tous les cantons et de chaque région à l'œuvre d'unité, d'internationalisme au sein du peuple suisse, non en vue de créer un cosmopolitisme fade et le règne de l'éclectisme obligatoire, mais en vue d'enrichir la patrie par la diversité même des mentalités; *b)* sur la pénétration et la collaboration des intellectuels avec la masse du peuple paysan et ouvrier en vue de l'instruction et de l'éducation réciproques.

VI. L'œuvre de développement de la démocratie doit chercher à réaliser *a)* sur le terrain politique: la représentation proportionnelle, le référendum obligatoire dans le plus grand nombre de domaines possible, la nomination des autorités exécutives directement par le peuple, l'égalité des droits civiques accordée aux femmes...; *b)* sur le terrain social: 1. Mesures prises pour intensifier l'éducation démocratique dans ce domaine par l'encouragement aux œuvres de coopération (consommation et *production*). 2. Travail actif en vue de substituer au mode de production capitaliste (basé sur l'esprit monarchique ou aristocratique) l'idéal économique du socialisme qui réalise la démocratie sociale.»

J'avais vu, en 1912, le nationalisme et le chauvinisme se développer à Paris avec l'élection de Poincaré à la présidence de la République — «Poincaré, c'est la guerre!» titrait l'*Humanité* — et avec les parades militaires. Puis à Berlin, au cours de l'hiver 1913-1914, fortement influencé par la lecture des œuvres philosophiques de Tolstoï, des *Neue Wege* de Leonhard Ragaz, du *Christianisme social* d'Elie Gounelle, j'avais approfondi mes convictions antimilitaristes. En France j'avais aussi subi l'influence anarcho-syndicaliste. Ces expériences m'avaient amené à analyser plus sérieusement les sources du chauvinisme guerrier, du nationalisme exclusif qui entraînaient les peuples à la guerre. Sans aucun doute, la défense nationale, la défense des frontières, du drapeau, avaient leur source dans le patriotisme. La distinction qu'on avait l'habitude de faire entre le patriotisme et le chauvinisme m'apparaissait arbitraire et aberrante. Le patriotisme, l'amour exclusif d'un Etat, soigneusement inculqué aux enfants déjà et entretenu avec zèle chez tous les peuples se transformait irrémédiablement en nationalisme; la défense des frontières et du drapeau permettait de mener les hommes, même les plus pacifistes, à la guerre. Je n'hésitai plus, dès lors, à attaquer le patriotisme comme cause première des guerres. La définition que donnait Numa Droz de la patrie, «le sol chéri qui nous a vu naître», m'apparut comme une duperie. Sans doute, tout homme aime les lieux où il a passé son enfance et sa jeunesse dans la chaude ambiance de la famille, le milieu qui a contribué à former son caractère, où il a reçu ses premières impressions et rêvé de ses premières amours. J'aime le Jura, sa nature austère, ses chaudes demeures en hiver, quand la neige au-dehors scintille au soleil et crisse à chaque pas sous les semelles. J'aime notre Doubs, capricieux et divers, ses eaux jaillissantes sur les grosses pierres noircies de mousse, puis paisibles, verdâtres et dormantes, comme s'il faisait la sieste avant de s'élancer d'un nouveau bond. Mais pourquoi la frontière entre la Suisse et la France passe-t-elle au milieu de son lit? Pourquoi l'autre rive, si proche, si semblable à la nôtre, est-elle l'étranger, demain peut-être le sol ennemi? Les oiseaux qui voltigent d'une rive à l'autre, les truites qui jouent de droite et de gauche dans le courant n'ont pas besoin de passeport. Ils ne sont ni suisses ni français. Ils vivent dans cette magnifique nature, insouciants de la bêtise humaine qui a fixé là une frontière pour diviser les hommes en leur donnant une patrie.

Non! La patrie n'est pas le lieu chéri qui nous a vu naître, elle est autre chose. Elle est plus et moins. Elle a changé au cours des

siècles, au gré des migrations, des conquêtes, des guerres, des mariages princiers. Où sont les frontières restées les mêmes au cours de la génération qui a vécu les deux guerres mondiales? Mon grand-père et mes aïeux, qui vivaient dans ce Jura neuchâtelois que j'aime, ont été jusqu'en 1848 sujets du roi de Prusse, prince de Neuchâtel. Leur patrie était donc la Prusse lointaine, inconnue d'eux. Pendant les guerres napoléoniennes, mon arrière-grand-père fut temporairement Français, avant de redevenir Prussien, Napoléon ayant récompensé le maréchal Berthier en faisant de lui le prince de Neuchâtel. Le Neuchâtelois eut donc trois patries en une génération: la Prusse, puis la France, puis de nouveau la Prusse pour devenir enfin Suisse. Dans nos écoles, on enseigne l'histoire suisse. Enfants, nous nous sommes enthousiasmés aux récits de Guillaume Tell et de la bataille de Morgarten mais nous, Jurassiens, Suisses de dernière heure, qu'avons-nous de commun avec la conspiration du Grutli contre l'empereur d'Autriche? Ce qui nous rend sympathiques ces fondateurs de l'Helvétie, c'est leur révolte contre la tyrannie, l'injustice et l'exploitation, leur amour de la liberté, parce que notre Jura est aussi une terre de liberté, une terre qui vit se multiplier les sections de la Première Internationale et qui, quelques siècles plus tôt, avait accueilli le calvinisme, la révolte contre Rome et son Eglise et qui fut une terre d'asile pour les huguenots persécutés. Quand nous savons ce que la Révolution française a été pour l'humanité, nous ne nous sentons pas fiers ni solidaires des Suisses qui défendirent les Tuileries. Sous combien de drapeaux étrangers officiers et soldats suisses n'ont-ils pas servi et combattu, dans le seul but de s'enrichir?

Il y eut à Zofingue, pendant quelques années, des étudiants qui partageaient mes idées: Fritz Lieb à Bâle, Ernest Gloor à Lausanne, et quelques amis, Pierre Reymond et Jean Inäbnit à Neuchâtel, mais nos propos non conformistes ne trouvaient évidemment pas l'approbation de la majorité des membres. Cependant, Zofingue était une société tolérante. La science figurait aussi dans sa devise, bien qu'en troisième et dernière place. Comme l'écrivait Jordan, la recherche scientifique ne devait pas faire *a priori* de la patrie un tabou; elle devait l'analyser et permettre qu'on la discutât.

La tolérance et la libre discussion étaient si grandes à Zofingue pendant la première guerre mondiale que, lorsque je refusai en 1916 de servir dans l'armée, ce geste n'entraîna pas mon exclusion de la société. Au contraire, au début de 1917 — j'étais à peine sorti de prison — le président central de Zofingue, Gérald Bonhôte, me

demanda d'exprimer mon opinion sur la défense nationale dans la *Feuille centrale*. Cet article parut dans le N° 8 de mai 1917. En voici quelques extraits:

«La philosophie étatiste de Bismarck portait ses fruits dans tous les pays. L'individu était sacrifié, il devenait de plus en plus un rouage de l'Etat, un numéro. La liberté individuelle était bien garantie, mais l'Etat reprenait en détail ce qu'il donnait en bloc. Insensiblement il pénétrait tous les domaines de la vie. Seuls aussi, quelques anarchistes luttaient contre cette force aveugle et anonyme qui écrase les personnalités qui se refusent à plier l'échine et à servir cette nouvelle divinité... Spiritualistes et matérialistes, chrétiens ou athées ne se trouvaient unis que devant les ordres de ce dieu moderne. La conscience individuelle n'avait plus de droits quand l'Etat ordonnait; les théologiens étaient même arrivés à démontrer savamment que Dieu doit se taire quand César ordonne et que les commandements du Christ ne doivent pas être respectés quand ils entrent en conflit avec ceux de l'Etat.

La *Patrie-Etat* était donc placée au centre de la vie comme le bien suprême auquel l'individu et l'ensemble, la personnalité et l'humanité, étaient sacrifiés. Ses ordres étaient placés au-dessus de ceux de la conscience morale et de la vie spirituelle.

Telle était la philosophie dominante qui conduisit à la guerre et à ses faillites.

Telle est encore la philosophie du grand nombre.

C'est contre cette philosophie étatiste et nationaliste, contre cette philosophie de la force qui tue l'individu et l'humanité, que s'élèvent aujourd'hui ceux qui luttent contre la défense nationale.

C'est là le fond du problème, *l'orientation nouvelle de l'humanité.*

C'est une réaction de mieux en mieux dessinée de l'individualisme contre l'étatisme oppresseur de la liberté et de l'humanité contre le nationalisme qui la tue.»

René Jaccard, Vieux-Zofingien, me répondit dans une lettre ouverte qui ne fut pas publiée dans la *Feuille centrale*. Il m'enjoignait de démissionner de Zofingue. C'est de la prison de Neuchâtel, en août 1917, que j'écrivis un nouvel article précisant ma position. Il parut dans le N° 2 de la *Feuille centrale,* en novembre 1917.

Cette polémique se poursuivit dans la *Feuille centrale* et dans les sections. G. S., étudiant en droit de Genève, sans être d'accord avec mon argumentation en faveur de l'objection de conscience, concluait cependant:

«Je crois avoir suffisamment montré que les idées antimilitaristes de M. le pasteur Humbert-Droz ne sont pas les miennes. Je n'en regretterais pas moins profondément que M. Humbert-Droz se croie obligé d'obéir à l'injonction de M. René Jaccard. Ce qui fait la force

de Zofingue, c'est qu'elle n'est inféodée à aucun parti politique. Qu'en est-il donc de cette indépendance dont nous sommes si fiers, si le premier des droits de l'homme, la liberté de croyance, n'est plus accordée aux Zofingiens? Si déjà nous n'avons pas de parti tabou, il ne faut pas avoir de parti paria à Zofingue; ce n'est pas parce qu'un V.-Z. est un homme éminent d'un parti dont la couleur déplaît à d'autres, que la vie zofingienne doit lui être rendue insupportable. Humbert-Droz a dit: «Périsse la nation si elle ne peut vivre qu'en tuant les biens supérieurs de l'humanité»; mais si je suis si fier d'être Suisse, c'est justement parce qu'étant Suisse, je puis être un bon patriote sans être un patriote égoïste. L'eût-il même fait involontairement, Humbert-Droz, pour avoir légitimé le patriotisme suisse, mérite une place d'honneur à Zofingue.»

Concernant l'injonction de M. Jaccard de donner ma démission de Zofingue, je répondis:

«Qu'il suffise à M. Jaccard de savoir que le jour où Zofingue jugera mes idées et mon activité incompatibles avec ses statuts, je me retirerai. Je me suis tenu, depuis 1914, en dehors de la vie zofingienne active pour ne pas paraître imposer mes idées à des milieux de Vieux-Zofingiens qui pensent autrement. J'ai adopté l'attitude de Ch. Naine qui s'est tenu à l'écart de Zofingue sans démissionner. C'est le Comité central qui, à ma sortie de prison, m'a tiré de mon isolement en me demandant un article sur la défense nationale, et ce n'est qu'à la troisième demande de la rédaction que je me suis décidé à écrire. Je n'ai donc nullement voulu m'imposer à Zofingue.»

D'autre part, les sections de Zofingue engagèrent des discussions sur le refus de servir et sur le problème, encore actuel, de la création d'un service civil de remplacement pour permettre aux objecteurs de servir autrement leur pays. Un Zofingien de Lausanne, Alexandre Jacques, étudiant en théologie et socialiste, m'écrivait le 3 décembre 1917:

«Je fais partie d'une commission qui doit rapporter pour le service civil à une séance de la section vaudoise de Zofingue, où la question doit être examinée et une décision votée. Je viens à vous pour vous demander quelques renseignements.

Auriez-vous la grande obligeance de me donner des détails

1) sur le mouvement réfractaire

   a) en Suisse romande et en Suisse. (Je voudrais faire un bref historique du mouvement et n'oublier aucun des «cas» importants. Veuillez compléter les noms manquants: Ch. Naine, Baudraz, Humbert-Droz, Ceresole... et me donner si possible le chiffre des réfractaires en Suisse.)

b) dans les pays étrangers: chiffres, associations nationales et internationales.
2) sur le service civil: existe-t-il des services civils à l'étranger et quelles dispositions légales ont été prises pour respecter la liberté de conscience des réfractaires?
3) comment ce service civil doit-il être conçu pour satisfaire aux exigences de la conscience des réfractaires? Que demanderiez-vous personnellement? Qu'estimez-vous qu'il faille faire à des réfractaires qui refuseraient de se soumettre à ce service civil comme cela a eu lieu en Angleterre?
4) ce service civil serait-il en quelque sorte une «peine» à laquelle les tribunaux condamneraient et qui remplacerait la prison, ou bien chaque citoyen pourrait-il opter librement pour l'armée ou le service civil?
5) cette dernière solution nous satisferait complètement, nous antimilitaristes, puisqu'elle entraînerait fatalement la ruine de l'armée; mais au point de vue de la réalisation, cette proposition n'aurait aucune chance d'être acceptée, ni par le Conseil fédéral (!) ni par l'opinion publique actuelle. Ne vaudrait-il pas mieux demander moins en se plaçant uniquement sur la base plus large du respect de la conscience, afin d'obtenir une réforme législative qui sera le premier échelon d'une réforme plus lointaine et plus radicale?

La question est extrêmement complexe. Je sais des amis aux principes antimilitaristes qui sont opposés au service civil, le considérant comme un compromis. D'autre part, je crains qu'on ne néglige là une merveilleuse occasion de poser le problème militaire devant les consciences et de réveiller l'opinion publique.

Excusez-moi de vous déranger ainsi, mais je crois cette question extrêmement importante et qu'il faut que nous arrivions très bien préparés à la séance. Oserais-je vous demander de me répondre aussi rapidement que possible?»

Et plus tard:

«Je viens de voir Rosselet [1] qui me prie de vous envoyer quelques renseignements au sujet de ce qui a été fait à Zofingue et dans l'Eglise libre pour demander l'institution d'un service civil.

A Lausanne, nous avons présenté au début de l'hiver un travail sur l'attitude prise par divers gouvernements envers les réfractaires (surtout d'après vos données). Dans nos conclusions, nous demandions l'institution d'un service civil en nous plaçant non pas au point de vue des réfractaires, mais au point de vue de l'Etat qui a tout son intérêt et son honneur à reconnaître et à sauvegarder les droits de la conscience. Ce service civil que nous demandions devait consister en une peine différente de celle des condamnés de droit commun, afin de marquer la distinction entre ceux qui contreviennent aux lois

[1] Il s'agit de Charles Rosselet, plus tard conseiller d'Etat genevois et conseiller national.

pour des motifs méprisables et déshonnêtes, et ceux qui y contreviennent pour des motifs souverainement respectables: pour des motifs de conscience au-dessus desquels nous ne connaissons rien de plus haut dans l'homme.

Après une discussion fort intéressante, la section de Lausanne repoussa nos thèses et leur conclusion demandant l'établissement d'une peine spéciale pour les réfractaires, mais ceci à une très petite majorité et d'une manière fort honorable pour nous. L'important n'est-il pas autant et plus de réveiller les consciences et de préoccuper l'opinion publique, que d'obtenir quelques minces réformes législatives? — Je n'ai malheureusement jamais pu savoir exactement ce qui s'était passé dans les autres sections. Il faudrait pour cela s'adresser au président central, Gérald Bonhôte, à Neuchâtel, qui fournira les textes exacts.

Quant à l'Eglise évangélique libre du Canton de Vaud, voici ce qu'elle a fait. A la suite de l'affaire Baudraz, M. Vuilleumier, pasteur national de la Broye, demanda à son Conseil de paroisse d'entreprendre une action dans le Synode national pour qu'une pétition fût envoyée au Conseil fédéral. Le Conseil de paroisse refusa. L'idée fut reprise par M. le pasteur Monastier (frère d'Hélène) et quelques membres de l'Eglise libre qui tâchèrent d'agir dans leur Eglise. Je vous envoie le texte qui a été adressé au Conseil fédéral. Il paraît que Sprecher a répondu aimablement et a dit qu'il se préoccupait beaucoup de la question.

L'important, encore une fois, n'est pas les résultats obtenus immédiatement, mais que le geste soit fait, qu'une protestation se soit fait entendre. Il faut que les Eglises sauvegardent jalousement les droits de la conscience — si contradictoirement que celle-ci puisse s'exprimer — et protègent le trésor des forces morales, qui est destiné à faire sauter un jour tout ce qu'il y a de païen dans notre civilisation.»

J'étais si peu suspect parmi les Zofingiens qu'en juin 1918, après mes deux premières condamnations pour refus de servir et pour «injures à l'armée», le président central, alors à Neuchâtel, G. Bonhôte, m'envoyait les documents concernant les discussions qui s'étaient poursuivies dans les sections de Zofingue sur la question d'un service civil pour les objecteurs de conscience, bien avant que Ceresole s'efforçât de réaliser le «service civil international». A ma demande, G. Bonhôte m'autorisa à publier cette documentation, en prenant l'entière responsabilité de me l'avoir communiquée. Voici sa lettre:

«Neuchâtel, le 11 juin 1918.

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 10 courant et suis très heureux que les quelques pièces que je vous ai envoyées vous soient utiles.

Il est bien entendu que vous pouvez parler publiquement des discussions relatives au service civil qui eurent lieu à Zofingue, je vous en remercie même. Il est bien entendu qu'il en est de même pour les thèses de la section vaudoise et de toutes les autres pièces qu'il vous semblerait utile de publier. Auriez-vous seulement l'obligeance de mettre une petite note à votre article disant que ces documents vous ont été communiqués par le Président central de Zofingue. Si je vous demande cela, c'est que je suis certain que les Zofs trouveront étonnant que ces renseignements soient en vos mains, je tiens à ce moment à prendre la responsabilité de ce fait et vous éviter des ennuis.
En vous remerciant encore, je vous prie, Monsieur, de croire en mes sentiments les meilleurs.

G. Bonhôte.»

Le 12 juillet il m'écrivait encore à ce sujet:

«Vaudijon/Colombier, ce 12.7.1918.

Monsieur,

Rédigeant ces jours mon rapport présidentiel qui doit passer en revue les éléments principaux de l'année zofingienne, je viens vous demander d'avoir l'obligeance de me renvoyer les pièces que je vous avais communiquées, pièces concernant la question du service civil.
Je n'aurais besoin de ces pièces que pendant une journée, après quoi c'est avec plaisir que je les mettrai à nouveau à votre disposition, si elles peuvent encore vous être utiles.
En vous priant de me pardonner cette demande, veuillez recevoir, Monsieur, mes sentiments les meilleurs.

G. Bonhôte.»

Ainsi, une année avant mon exclusion de Zofingue, le président central n'hésitait pas à me considérer comme un Vieux-Zof en qui on pouvait avoir confiance.

Mais, en octobre 1917, les bolcheviks prenaient le pouvoir en Russie et s'attaquaient au droit divin et intouchable de la propriété privée. Ils refusaient de reconnaître les emprunts contractés par le gouvernement tsariste et beaucoup de Suisses perdaient l'argent qu'ils avaient investi dans les emprunts russes. En novembre 1918, la révolution gagnait l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, un régime soviétique éphémère s'établissait en Hongrie et en Bavière, à nos frontières. En Suisse, la grève générale et la virulence des revendications ouvrières: assurance vieillesse, semaine de quarante-huit heures, représentation proportionnelle, suffrage féminin, menaçaient les privilèges de la bourgeoisie. Je fus alors, dans le canton de Neuchâtel, l'un des actifs défenseurs de la Révolution russe et, à La Chaux-de-Fonds, orateur aux grands meetings de la grève générale.

La bourgeoisie tremblait pour ses privilèges, les gouvernants et leurs serviteurs pour leurs prébendes, leurs places et leurs retraites. Bref, tout ce qui, dans notre pays, était conformiste, satisfait, somnolent et ruminant, était pris de panique. Le patriotisme tel que le concevaient les Vieux-Zofingiens bien placés et les jeunes impatients de prendre la relève de cette société confortable et tranquille, se réveilla. Comment avaient-ils pu tolérer des idées subversives au nom de l'amitié et de la science? Périsse la science si elle met en danger le nid douillet où l'on somnole si confortablement! Les Vieux-Zofingiens neuchâtelois s'indignèrent de la dangereuse tolérance des actifs et proposèrent mon exclusion de Zofingue car j'avais trahi notre devise, j'étais un mauvais patriote. Il est vrai qu'il se trouva encore quelques Vieux-Zofingiens pour défendre la liberté de pensée et de discussion. Ceux-là me proposèrent de démissionner pour éviter mon inévitable exclusion. Henri Spinner, professeur à l'Université de Neuchâtel, membre du Parti socialiste, m'adressa le 8 juillet 1919, au nom du professeur Mathey-Dupraz, la lettre suivante, bien typique de l'état d'esprit réactionnaire qui aveugla la bourgeoisie après la grève générale:

«Cher camarade,

Permettez que je vous transmette une demande quelque peu simpliste.

Je viens de recevoir la visite de M. Mathey-Dupraz, professeur à Colombier, Vieux-Zofingien. Vous voyez d'ici à quoi sa visite répondait. Une séance extraordinaire des V.-Z. a lieu paraît-il demain soir afin d'y discuter de votre exclusion de la dite société. Comme vous le savez, vos opinions offusquent la presque totalité des V.-Z. M. Mathey, homme fort raisonnable, a toujours pris votre parti en ce sens qu'il préconise la liberté absolue d'opinion. Jusqu'ici, avec quelques autres, il a réussi à maintenir le flot hostile qui devait vous submerger, mais aujourd'hui il le sent irrésistible. Il a eu beau avancer toute espèce d'arguments, en particulier que les V.-Z. n'avaient jamais exclu que des sociétaires qui avaient manifestement forfait à l'honneur et qu'un cas de conscience devait être respecté.

La vague réactionnaire qui monte a atteint notre jeunesse intellectuelle et les nouveaux V.-Z., vaudois surtout, désirent vous sortir. M. Mathey vous invite donc, dans votre intérêt et dans celui même de vos idées, à démissionner des V.-Z. Le calme y renaîtrait et ainsi une plus grande objectivité dans les discussions. M. Mathey est venu de son propre chef, sans suggestion étrangère. S'il vous avait connu de plus près, il serait monté exprès à La Chaux-de-Fonds vous parler de la chose entre quatre yeux.

Je vous laisse trancher la question sans vouloir vous influencer,

car, suivant le point de vue, démissionner dans les conditions actuelles pourrait tout aussi bien être considéré comme une lâcheté que comme un acte de grandeur d'âme.

Réfléchissez. Je ne sais quels sont vos rapports précis avec les V.-Z., faites au mieux. Répondez directement à M. Mathey-Dupraz, prof. à Colombier, qui sera très heureux de recevoir une réponse, quelle qu'elle soit. Il estime assez votre caractère pour vous comprendre dans tous les cas. Quelques lignes lui suffiront.

J'espère que l'autorité va enfin vous laisser tranquille pour que vous puissiez vaquer sans entraves à votre œuvre populaire.»

Démissionner, c'était capituler et commettre une lâcheté, une petite manœuvre enlevant à ceux qui voulaient m'exclure le plaisir de procéder à une exécution. Il y a toujours foule autour de la guillotine. Je ne voulais pas, en démissionnant, «reconnaître mes fautes». Je préférais l'honneur d'être exclu. C'est la réponse que je fis au professeur Mathey-Dupraz. Le 15 juillet 1919, je lui adressais la lettre suivante:

«Monsieur,

Je vous remercie de l'honneur que les V.-Z. neuchâtelois viennent de me faire en m'excluant de leur société.

J'ai aimé Zofingue tant qu'elle a été une école libre de convictions libres, inféodée à aucune dogmatique économique.

Depuis qu'elle est devenue une société posant à sa base le respect de l'ordre capitaliste et militariste, j'ai vu mes anciens camarades la quitter. J'ai regretté comme eux qu'elle sacrifie la liberté d'opinions à des intérêts de classe. Mais j'ai compris une fois de plus que les intérêts matériels et les conditions économiques déterminent les opinions et la «science» des hommes.

Après le vote des nouveaux statuts de l'«Union» et la démission de l'aile gauche de la Zofingue active, j'étais décidé à donner ma démission. J'attendais seulement que notre démocratie me permît de le faire [1]. Vous avez prévenu ce geste et j'en suis flatté. C'est le seul honneur que puisse faire une société réactionnaire-capitaliste à un révolutionnaire communiste.

Recevez, Monsieur, avec ma reconnaissance, mes bonnes salutations.

J. H.-D.»

Le 22 juillet 1919, Pierre Secrétan, alors président central, m'avisait que l'exécution réclamée par les Vieux-Zofingiens de Neuchâtel, docilement suivis par leurs rejetons de la section des actifs, aurait lieu à Zofingue, le 27 juillet. Il m'écrivait:

[1] Je venais de purger trois mois de prison pour les faits de la grève générale.

«J'ai l'honneur de vous faire savoir que lors de la deuxième séance de notre assemblée générale, soit dimanche matin 27 juillet 1919, nous serons appelés à nous prononcer sur la proposition suivante de la section neuchâteloise de Zofingue:

«Considérant que M. Humbert-Droz, V.-Z., s'est mis en contradiction absolue avec les principes contenus dans l'art. 1er des Statuts centraux, par ses écrits comme par ses discours, la section neuchâteloise demande au Gesamtverein de l'expulser de Zofingue. Cette proposition est appuyée par MM. les V.-Z. neuchâtelois, réunis en assemblée générale extraordinaire.»

Au nom du Comité central de Zofingue:
PIERRE SECRÉTAN, *cand. theol.*, président central.»

Secrétan ne m'invitait pas à présenter ma défense, pas plus que ne l'avaient fait les Zofingiens, jeunes et vieux, de Neuchâtel. Je ne demandai pas à être entendu, sachant l'inutilité d'une telle «défense». Au tribunal siégeaient mes accusateurs, comme aux temps de l'Inquisition. Qu'aurais-je pu répéter à une assemblée décidée à m'exclure? Leur rappeler mon opposition à la guerre, au nationalisme? Ceux qui n'étaient pas convaincus au lendemain de la guerre ne le seraient jamais. Affirmer une fois encore que la défense de la Suisse dans un monde en révolution, après une terrible guerre, n'était pas de se replier sur elle-même pour faire le compte de ses gains, de défendre jalousement ses frontières et de cultiver un nationalisme anachronique et criminel qui avait conduit l'Europe à la ruine, que sa mission devait être d'encourager l'Europe à prendre exemple sur elle qui, en créant l'Etat fédératif de 1848 après la guerre du Sonderbund, avait mis fin aux conflits armés entre cantons souverains, de langue, de culture, de tradition, de religion différentes, réduit les frontières entre cantons à des limites administratives et aboli les armées cantonales? La Suisse étant le prototype d'une Europe et d'un monde nouveaux, sans guerre, devait aussi montrer l'exemple du désarmement et de l'internationalisme. Mais c'est précisément cette conception d'une Suisse sociale, internationaliste, pacifiste, que condamnait Zofingue.

Je fus donc exclu. Le président sortant de charge, qui avait mené sans difficulté cette exécution à terme, me fit parvenir un procès-verbal résumé des débats et une lettre m'informant officiellement de mon exclusion en ces termes:

«Lausanne, le 4 août 1919.

Monsieur,

Comme vous en aviez reçu notification, l'assemblée générale ordinaire de Zofingue a discuté, dans sa séance du 27 juillet dernier,

une proposition de la section neuchâteloise tendant à vous exclure de notre société.

Cette proposition fut acceptée par 92 voix contre 21 non et 12 abstentions. J'ai donc le devoir de vous notifier que vous êtes exclu de la Société suisse de Zofingue.

Je tiens à vous faire savoir combien nous avons déploré que vous ayez négligé de vous présenter à notre assemblée; nous désirions discuter cette proposition neuchâteloise ouvertement, et non seulement nous n'avions rien à vous cacher, mais nous aurions aimé vous voir présenter votre défense dans cette salle du Rathaus d'où vous gardez de nombreux souvenirs, j'en suis persuadé. Nonobstant votre absence, nous nous sommes résolus à entrer en matière; de multiples considérations nous y engageaient: votre réponse du 15 juillet à MM. les V.-Z. neuchâtelois, l'obligation de donner suite et d'apporter une décision à la proposition de la section neuchâteloise, notre volonté de dérouter une tactique possible, etc.

Afin de vous donner une impression de la discussion qui corresponde relativement à l'atmosphère dans laquelle elle s'est poursuivie, je vous transmets, *à titre strictement personnel*, le compte rendu officiel de cette séance.

Je me bornerai à relever deux points encore: le fait que les actifs ont la compétence pour expulser de Zofingue même des Vieux-Zofingiens a poussé quelques-uns de nos camarades à voter contre la proposition de la section neuchâteloise; je dois à la vérité de vous dire que votre personne fut ainsi tout à fait étrangère au vote négatif de plusieurs des 21 qui refusèrent la proposition de vous expulser; il paraissait en effet impudent à plusieurs que des actifs expulsent des hommes qui sont leurs aînés. — Enfin, après la communication du résultat du vote sur cette proposition, M. le Dr Schinz prit la parole et prononça une phrase équivoque; il parut à plusieurs que M. l'honorable président cantonal des Vieux-Zofingiens neuchâtelois proclamait que toutes les opinions ne pouvaient pas être exprimées à Zofingue; le désir de bien marquer leur point de vue amena 47 Zofingiens à signer une protestation dont voici la teneur: «Les membres actifs soussignés protestent contre le commentaire restrictif de M. Schinz au sujet de la liberté de discussion de Zofingue.» (Suivent 47 signatures, à savoir Dr W. Guggenheim (sect. vaudoise), E.-H. Widmer (Berne), Ed. Patte (Genève), etc. Vous verrez par le procès-verbal annexe que le point de vue de ceux qui votèrent votre expulsion de Zofingue est celui de la souveraineté populaire et de l'illégitimité de la violence; c'est votre manque d'esprit démocratique se traduisant en des actes que nous n'avons pu tolérer plus longtemps.

Je vous prie de croire à mes regrets de devoir vous faire part d'une nouvelle qui, si vous êtes demeuré Zofingien de cœur, vous peinera.

Au nom du Comité central sortant de charge,

Pierre Secrétan.»

Un argument qui, selon lui, fut déterminant pour mon exclusion aurait été mon «manque d'esprit démocratique» et l'«illégitimité de la violence»! Or, j'étais condamné, très démocratiquement soi-disant, sans avoir été entendu et ceux qui me condamnaient, trouvant la «violence illégitime», étaient presque tous des soldats ou des officiers prêts non seulement à légitimer la violence de la guerre de défense nationale, mais aussi celle qu'en 1917 et 1918 l'armée suisse avait exercée contre les grèves et les manifestations ouvrières, et qu'elle exerça encore plus tard à Genève, en novembre 1932, lorsqu'elle tua treize citoyens suisses qui manifestaient contre le fasciste Geo Oltramare! La violence n'est pas seulement la violence des armes; il est une autre violence, celle de la misère et de la faim qui fait encore des millions de victimes parmi les enfants sous-alimentés du monde.

Cette soumission légale à la violence légitimée par le pouvoir conduit l'homme à annihiler complètement sa conscience et à exécuter les pires crimes. Les innombrables procès contre les crimes de guerre nazis, au cours desquels les accusés se sont déclarés irresponsables des crimes commis parce qu'ils étaient commandés, c'est-à-dire légitimés par l'Etat, démontrent clairement que l'homme n'a pas l'obligation d'obéir aux lois contraires à l'humanité, mais qu'il a le devoir de leur désobéir. Il s'est trouvé d'éminents juristes pour l'affirmer.

Il faut noter aussi que si Hitler avait été vainqueur, tous les crimes légitimés par les ordres de l'Etat nazi seraient aujourd'hui récompensés et glorifiés.

Le crime d'Hiroshima est aujourd'hui encore considéré comme un acte légitime, alors qu'il serait considéré comme l'un des plus odieux crimes de guerre si les Etats-Unis avaient perdu la guerre.

Ainsi, ce qui est légitime ou non dépendrait uniquement de l'obéissance aux ordres de l'Etat et de sa législation. J'ai affirmé au contraire, par mon refus de servir, en violant la loi, qu'il est un impératif supérieur à celui de la loi et de l'Etat, celui de la conscience humaine qu'il faut respecter, même contre les lois de son pays.

Ainsi se termina ma vie zofingienne.

J'en fus peiné, certes, parce que j'avais trouvé de nombreux amis à Zofingue. Mais j'étais peiné surtout de constater que je m'étais trompé sur la faculté de la jeune génération d'intellectuels de reconstruire, sur les ruines matérielles et morales de la guerre, un monde nouveau qui eût fait de cette guerre vraiment la dernière.

La psychose créée par la grève générale et la Révolution russe dans la bourgeoisie suisse me faisait comprendre que la jeune génération ne changerait rien, qu'elle était foncièrement conservatrice des privilèges de la vieille société du XIX[e] siècle. La sympathie que mes idées avaient suscitée parmi mes camarades d'études n'était que le réflexe d'opposition à la famille, au conformisme étouffant et borné de la vieille génération. J'avais cru en la sincérité de cette réaction et je m'étais trompé. Zofingue était la pépinière où se formait la relève de ceux qui étaient en place, futurs conseillers fédéraux et conseillers d'Etat, juges fédéraux et cantonaux, pions de gymnase et d'université, avocats d'affaires, membres des conseils d'administration. Zofingue avait raison de me rejeter. J'avais pressenti cette fin, en 1911 déjà, quand j'avais envoyé ma lettre de démission.

Une fois les études terminées, nos voies divergeaient, nos intérêts s'opposaient, hier amis et camarades d'études, aujourd'hui devenus adversaires. Devant eux s'ouvraient toutes les portes d'une belle carrière, sur moi se fermaient celles de la prison. En trois ans, de 1916 à 1919, je fus condamné trois fois par les tribunaux militaires à un total de treize mois d'emprisonnement et toutes les voies m'étaient fermées.

C'est pourquoi l'attitude amicale de Louis de Montmollin, d'Emile Marchand et d'autres vieux camarades d'études, quelques dizaines d'années plus tard, me fut très sensible. C'est aussi avec un réel plaisir que, dans cette même période, sollicité comme rapporteur, j'ai accepté de parler dans les sections de Zofingue à Zurich, à Genève et à Lausanne. J'y ai retrouvé la bonne amitié d'autrefois, l'accueil sympathique et les discussions objectives du temps de mes études. Ces jeunes Zofingiens ignoraient mon exclusion de 1919 et, l'ayant apprise, ils se sont efforcés de m'en faire oublier le souvenir par leur attitude cordiale. Cette nouvelle génération d'étudiants saura-t-elle tirer de la faillite de la nôtre les leçons nécessaires et faire l'effort qui permettra de créer un monde nouveau et de résoudre les grands problèmes de la société contemporaine? Ou bien retombera-t-elle dans l'ornière du conformisme et de la facilité que ma génération n'a su qu'approfondir par de nouvelles guerres et d'effroyables et inhumaines dictatures?

Au cours de l'année 1917, la Société de Zofingue, dirigée alors par la section de Zurich et présidée par Julius Schmidhauser, mettait à l'étude le problème de l'impérialisme. Romain Rolland publia à ce sujet un article dans la revue *Demain* de juin 1917. Schmidhauser

envoya à Romain Rolland trois numéros de la *Feuille centrale* de Zofingue et reçut de lui la lettre suivante:

«Dimanche, 3 juin 1917.

Cher Monsieur,

Merci de votre lettre. J'ai eu, en lisant les trois numéros que vous m'avez envoyés une surprise et un plaisir bien vifs. Je vous avoue que je ne m'attendais pas à trouver dans les discussions de votre société ce souffle universel, ce libre esprit vraiment humain. C'est à croire que ceux qui le connaissent, parmi vos aînés, en cachent l'existence; et les écrivains qui se disent dans les journaux ou les revues les porte-parole de la jeunesse, trop souvent la trahissent.

Depuis trois ans que je vis en Suisse, j'aspirais à y entendre ces paroles.

La mission de la Suisse est une des plus grandes à l'heure actuelle. Plus d'une fois j'ai regretté de n'être pas l'un des vôtres, afin de la remplir. Cette mission ne consiste pas seulement à panser les blessures du combat, comme le fait l'œuvre sainte de la Croix-Rouge internationale. Elle est plus haute encore: elle consiste à éclairer l'esprit des peuples jetés dans la mêlée démente. Elle est de garder intacte sa raison — leur raison, leur unité reniée — d'opposer fermement à la haine la pitié, à la nuée des passions, des mensonges qui couvrent l'Europe de leur ombre, la calme lumière de la vérité. Cette mission que vos aînés ont insuffisamment remplie, je vois avec quel sérieux et pur enthousiasme vous en avez conscience et vous brûlez de la servir.

Je vous félicite, et je m'en réjouis pour vous, pour votre pays que j'aime, et pour la grande cause de l'humanité libre et fraternelle qui est notre étoile des mages, la foi des temps nouveaux, notre espoir, notre devoir

Bien affectueusement à vous,

ROMAIN ROLLAND.»

Ce n'était donc pas toute la Société de Zofingue qui était entraînée dans le courant réactionnaire et nationaliste de la bourgeoisie suisse, né de la grève générale.

Le document suivant, qui fut distribué aux étudiants de l'Université de Zurich après la grève générale, en est aussi la preuve:

«Zurich, le 14 novembre 1918.

Aux étudiants de l'Université de Zurich!

L'écrasante majorité de Zofingue Zurich ne s'est pas ralliée à la manifestation des étudiants de «tendance nationaliste». La lutte qui actuellement fait rage en Suisse est une lutte entre deux époques, qui devait se produire, comme conséquence de la guerre, dans l'esprit guerrier. Cette lutte est d'une profondeur et d'une portée si immenses

que nous n'avons pu nous associer à l'enthousiasme superficiel et irréfléchi et que nous devons au contraire lui opposer avec fermeté notre manière de voir.

Aujourd'hui, au moment où les peuples posent les fondements d'une société plus libre, la jeunesse académique a le devoir de se prononcer résolument pour la vérité.

La politique actuelle de la Confédération et du canton n'est pas capable de résoudre les tâches gigantesques du moment. Elle a vécu au jour le jour quand il s'agissait d'agir en vue de l'avenir. La conception libérale atomisée de la société a considérablement affaibli le sens de la communauté, car elle se fondait inexorablement sur le seul intérêt individuel.

L'esprit de cette politique n'a pas été capable de continuer à bâtir sur les conquêtes d'un large développement démocratique. Il s'est montré mesquin quand il fallait manifester, par l'action, l'importance et la mission de notre peuple. Des revendications sociales ont dû être arrachées contre une énorme résistance. Il a manqué l'esprit qui seul aurait rendu possible une collaboration politique fructueuse. La guerre a accru la misère sociale à tel point qu'il n'est plus possible de la vaincre par la violence sans les plus grands dommages pour le peuple.

C'est pourquoi nous sommes fermement convaincus que ce n'est pas en premier lieu la réalisation de quelques postulats sociaux qui s'impose, mais *un esprit nouveau, une transformation radicale de notre pensée politique dans le sens d'une véritable communauté populaire*[1].

Partant de cette conception, nous devons fixer comme suit notre prise de position dans la crise actuelle:

1. Nous estimons que *les questions du moment*[1] ne peuvent pas réellement trouver de solution *par la violence militaire*[1]. Nous avons la conviction que la lutte actuelle est *une lutte de la classe ouvrière suisse*[1] et non d'éléments étrangers. C'est pourquoi nous ne pouvons comprendre que les autorités, au lieu de s'adresser officiellement, avec confiance, aux dirigeants responsables du prolétariat, aient recouru au moyen de la violence sans y être provoquées.

2. *Nous nous déclarons d'accord avec les neuf revendications du Comité d'action d'Olten, sans exception*[1] parce qu'elles peuvent être considérées comme la base d'un progrès notable et d'une heureuse compréhension. Notre démocratie aurait dû depuis longtemps déjà les réaliser.

3. Nous considérons aussi le terrain de la Constitution comme le seul chemin possible. Nous réprouvons tout putchisme avec la même énergie que l'emploi de la violence du côté bourgeois. Le bolchevisme ne trouve aucun terrain en Suisse; il lui est étranger de par sa nature. En revanche, nous devons souligner avec la plus grande fermeté que la voie constitutionnelle n'a de sens que tant que les partis au pouvoir manifestent un sincère esprit de conciliation. Depuis longtemps cela n'a plus été le cas. Nous comprenons que le

[1] Souligné dans l'original.

prolétariat suisse se soulève quand, d'un geste autorisé, il montre à la bourgeoisie la voie constitutionnelle, sans recourir aux actes. Nous sommes indignés par la façon dont le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale ont repoussé toute entente avec la classe ouvrière. Nous sommes certains que ce qui est nouveau éclatera avec d'autant plus de violence, que les milieux populaires opprimés arracheront les droits dont on les prive aujourd'hui avec une énergie d'autant plus forte et plus brutale.

Aucune force ne peut permettre à la Suisse de s'opposer à une évolution qui est internationale.

Ni la violence, ni des compromis boiteux ne peuvent sauver notre peuple de la misère du temps. *Seule une généreuse orientation de notre politique en faveur d'une confiance mutuelle, d'une véritable liberté et d'une vraie communauté peut le faire* [1]. »

Après cette incursion dans la vie zofingienne, il me faut revenir à mes années d'études.

Les rapports que nous avions à Neuchâtel avec nos professeurs étaient excellents. N'étant qu'une dizaine d'étudiants à la Faculté de théologie, les relations humaines avec eux en étaient facilitées. Ils s'intéressaient à nos problèmes, répondaient aux questions que nous leur posions. Chaque année nous étions invités à un repas chez l'un ou l'autre, ainsi que chez une vieille demoiselle de Pury qui portait un intérêt particulier aux futurs pasteurs de son Eglise et nous envoyait des billets de concerts pour toute la saison d'hiver.

Il m'arrivait d'être distrait. Lors d'un repas chez le professeur Du Bois, alors que nous étions au salon à prendre le café, je tirai de ma poche, pour me moucher, non mon mouchoir, mais la serviette que j'avais utilisée pendant le repas! Confus, je me hâtai de la faire disparaître derrière moi, dans les profondeurs du fauteuil.

En ce temps-là j'étais abstinent. Avec Jean Inäbnit et quelques autres Zofingiens, désirant remplacer la bière des «tunes» [2] par une autre boisson, nous avons préparé et bu force cafés pendant un certain temps. Mais, impossible de dormir après avoir ingurgité une vingtaine de cafés toute la soirée. Aussi les abstinents étaient-ils la nuit les plus bruyants dans les rues de la petite ville endormie: aubades sous les fenêtres des pensionnats de jeunes filles et multiples farces d'étudiants. Vers deux heures du matin, nous finissions nos «tunes» devant le four d'un boulanger qui nous confectionnait

[1] Souligné dans l'original.

[2] Nom donné par les sociétés d'étudiants à la partie bachique de leur assemblée hebdomadaire.

d'excellentes «sèches au beurre». Mais, à nos cours, le lendemain, nous n'étions guère réceptifs. Le cours d'histoire de l'Eglise du professeur Paris, qui se donnait en fin de journée, s'en ressentait sérieusement. Une certaine fois je fus réveillé d'un profond sommeil par la sonnerie annonçant la fin du cours. Le professeur Paris, assis à côté de moi sur le bord de ma table, se contenta de sourire de ma confusion. Il avait empêché mes camarades de me réveiller, estimant peut-être qu'une heure de sommeil m'était plus salutaire que son histoire ecclésiastique.

La petite ville de Neuchâtel n'offrait guère de distractions intéressantes, rien n'éveillait l'imagination, rien n'excitait l'esprit. La vie culturelle s'y endormait dans une société très fermée, calviniste, collet monté, somnolant dans son conformisme satisfait, se nourrissant des potins d'une ville d'écoles et de pensionnats. J'avais hâte d'aller étudier ailleurs. Je partis pour Paris après avoir réussi, le 9 juillet 1912, ma demi-licence de théologie.

Paris et Berlin

La Faculté de théologie des Eglises protestantes de France, boulevard Arago, reconnue par l'Université de Neuchâtel pour les études théologiques, était organisée en internat pour les étrangers et les Français de province. J'avais horreur des internats. Décidé à garder mon indépendance, je choisis donc la liberté.

Pierre Reymond avait réservé pour moi une petite mansarde à l'Hôtel Soufflot, rue Toullier, au cœur du Quartier latin, entre la Sorbonne et le Panthéon. Très modestement meublée, elle n'avait qu'une lucarne et n'était pas chauffable. Il était impossible d'y étudier pendant l'hiver et j'allais travailler à la Bibliothèque Sainte-Geneviève, à deux pas de mon hôtel. Bien que j'aie gagné quelque argent à Neuchâtel en prêchant le dimanche pour remplacer des pasteurs empêchés et en donnant des leçons de français dans des pensionnats d'étrangers, le petit héritage reçu de mes grands-parents était déjà sérieusement entamé. Tous comptes faits, je n'avais que 100 francs par mois à dépenser à Paris. Je déboursais 30 francs pour ma chambre, après quoi il me restait 2 fr. 20 par jour pour la nourriture, l'achat de livres et les multiples distractions de Paris. Il est vrai que dans les restaurants du Quartier latin les repas se payaient au prix fixe de 1 fr. 25. Je pris mes dispositions pour vivre économiquement.

A la rue Saint-Jacques, un cuisinier belge vendait des repas à emporter, la ration de ragoût de mouton 30 centimes, le bifteck pommes frites 50 centimes, je n'allais donc que rarement au restaurant pour économiser et m'accorder le théâtre de temps à autre. Je tenais quotidiennement une comptabilité rigoureuse et lorsqu'elle indiquait un excédent de 50 centimes, je me payais le «poulailler» à l'Odéon. On pouvait, dans d'autres théâtres, obtenir de bonnes places, à condition d'applaudir au commandement du chef de claque, même si l'on avait envie de siffler. Un métier comme un autre! Mais ni à l'Opéra ni à la Comédie-Française il n'y avait de claque. En revanche, à la Comédie-Française les places du parterre étaient relativement bon marché, tandis qu'à l'Opéra il fallait faire queue pour avoir une place au «poulailler» d'où, debout, on voyait à peine le quart de la scène. Je remarquai, tout en faisant la queue, que les premiers arrivés qui stationnaient des heures vendaient leur place aux derniers venus. Souvent, muni d'un bouquin pour me distraire, ou en observant le spectacle si riche qu'offre la rue à Paris, je m'installais aux premiers rangs de la queue et vendais ensuite ma place.

Bien qu'inscrit aux cours de la Faculté du boulevard Arago, formalité indispensable, je n'étais assidu qu'à ceux de Wilfred Monod. En revanche je suivais régulièrement des cours et conférences à l'Ecole des hautes études sociales, entre autres les cours de sociologie de Durkheim. J'allais aussi entendre Bergson au Collège de France. Poussé peut-être par un pressentiment, j'étais assidu à l'Ecole du journalisme. Ce qui me fascinait par-dessus tout, c'était la vie politique et culturelle si intense de Paris. J'allais écouter les grands orateurs du Parti socialiste, Jaurès, Compère-Morel, Bracke, dans de vibrants et souvent tumultueux meetings à la Salle Wagram, Marc Sangnier, catholique, qui entraînait le *Sillon*, les orateurs anarchistes et syndicalistes. J'ai retrouvé des amis socialistes chrétiens: Myriam Reinhardt qui m'invitait parfois à partager son frugal repas, l'ancien anarchiste H. Tricot, ami de Louise Michel, dont une main était mutilée par quelque attentat. Il me fit connaître les milieux anarchistes les plus divers où l'on reniait le conformisme de Sébastien Faure et du *Libertaire*. Avec lui j'ai visité, à Saint-Maur, un genre de phalanstère communiste organisé par l'anarchiste Buteau.

Après le grand congrès de l'Internationale socialiste à Bâle, en 1912, il y eut dans toutes les capitales d'Europe d'imposantes manifestations populaires contre la guerre. Jaurès parla en allemand

à Berlin. A Paris, la Préfecture de police avait interdit tout meeting dans la ville. C'est au Pré-Saint-Gervais, sur les vieux remparts de Paris, que se réunirent plus de cent mille travailleurs parisiens pour entendre Emile Vandervelde, président de l'Internationale socialiste, et Scheidemann, de la socialdémocratie allemande, lequel déclara: «Jamais un ouvrier allemand ne tirera sur un ouvrier de France!» Je me souviens de la formidable ovation que le peuple de Paris fit à cette solennelle promesse.

Grâce à l'appui de Tricot, devenu évangéliste, j'avais pu être inscrit au nombre des prédicateurs de la Mission MacAll qui, le dimanche soir, réunissait de modestes auditoires dans les quartiers ouvriers de Paris. Ces prédications du dimanche soir me rapportaient cent sous chaque semaine, qui étaient les bienvenus dans mon budget. Il m'arrivait aussi, pour quelques francs, de remplacer des pasteurs parisiens empêchés de prêcher. Malgré ces revenus supplémentaires, les fins de mois étaient difficiles et j'achetais un kilo de riz qui me nourrissait pendant quelques jours.

Wilfred Monod m'invita de temps à autre à sa table, à la fortune du pot. J'ai en mémoire ma confusion lors du premier repas pris dans sa famille. Mme Monod avait servi des pommes de terre en robe des champs. En bon Suisse, j'en pelai trois et déposai soigneusement les pelures sur le bord de mon assiette. Au cours du repas, je remarquai que la famille Monod mangeait les pommes de terre avec la pelure et me hâtai, mais non sans efforts, d'avaler mon petit tas de pelures. Les Monod en conclurent sans doute que les Suisses ont coutume de manger les pelures à part!

Au printemps 1913, Henri Pingeon, ancien collègue de la Faculté de théologie de Neuchâtel, mon «père» à Zofingue, vint habiter le même hôtel. J'obtins aussi de ma mère qui n'avait jamais quitté la Suisse qu'elle vînt passer quelques semaines à Paris. J'avais réservé pour elle une mansarde plus grande, contiguë à la mienne. Nous achetions nos repas chauds chez le petit cuisinier belge.

C'est alors que Pierre Reymond décida de régulariser sa situation. Je demandai à Wilfred Monod de bien vouloir bénir ce singulier mariage d'étudiant. Henri Pingeon, un ami suisse allemand, ma mère et moi-même fûmes les témoins à la mairie du Ve arrondissement, après quoi, une branche de muguet à la boutonnière, nous allâmes à l'Oratoire du Louvre où Wilfred Monod, en grand apparat, monta en chaire et procéda à la cérémonie religieuse, dans toutes les règles voulues par l'Eglise protestante la plus select de France!

Les deux semestres passés à Paris furent la période la plus enrichissante de mes études. Après la torpeur intellectuelle de Neuchâtel, tout à Paris excitait ma curiosité et ma pensée. Le mouvement contre la guerre menaçante y prenait des proportions inconnues, la lutte de classes, le choc des idées et des tendances y avaient une acuité insoupçonnée en Suisse. Les camelots du roi manifestaient au Quartier latin, les étudiants socialistes révolutionnaires, dont Pierre Reymond et moi faisions partie, ripostaient. Je subis à Paris l'influence du mouvement anarcho-syndicaliste qui m'était plus sympathique que le Parti socialiste parce que plus prolétarien et plus révolutionnaire. Durkheim avec sa sociologie me démontrait l'importance de la société dans la formation de la morale individuelle, morale qui doit avant tout être sociale et déterminer le comportement de la personne dans ses rapports avec ses semblables. Les musées, les églises, les monuments, les conférences, les théâtres de Paris ont enrichi ma vie culturelle. Jamais plus je n'ai vécu aussi intensément que pendant ces deux semestres.

Il n'y a pas de ville au monde qui évoque tant de souvenirs historiques. C'est non seulement l'histoire de France, c'est l'histoire de l'humanité que racontent les pavés de Paris.

Après ces deux semestres parisiens, j'avais terminé le cycle de mes études de théologie. Cependant je voulais faire encore un semestre à Berlin pour apprendre l'allemand et suivre les cours du théologien renommé Harnack, puis un semestre à Zurich pour connaître mieux Leonhard Ragaz et le mouvement chrétien social de Suisse allemande. Cela devait me permettre aussi de préparer ma thèse de licence et de terminer mes études en juillet 1914.

Après Paris, Berlin fut pour moi une profonde déception. A Paris la vie et la pensée jaillissaient avec une extraordinaire spontanéité et une grande liberté. A Berlin, un conformisme étouffant et policé régnait tant à l'Université que dans la vie publique. Ici aussi on préparait la guerre et les officiers tenaient le haut du pavé. J'avais trouvé un étudiant allemand prêt à échanger des leçons de conversation avec moi. Le contact humain avec lui était difficile. Bien que nous abordions de nombreux problèmes pendant des heures de discussion, je ne parvenais pas à le faire sortir de sa raideur et de sa réserve compassées. Les cours de Harnack, comme ceux de Bergson au Collège de France, attiraient la foule dans le plus grand auditoire de l'Université Humboldt. J'y faisais tache. J'étais le seul étudiant barbu — type «beatnik» — dans le Berlin

conformiste de 1913, portant un habit de velours côtelé que seuls revêtaient les terrassiers et les rapins de Paris. J'avais loué une chambre dans un quartier mal famé de la ville. La fenêtre donnait sur une cour intérieure, un grand poêle de «catelles» blanches en permettait le chauffage qui se payait à part. Il me fallait être économe, aussi n'ai-je pas chauffé de tout l'hiver, n'occupant cette chambre que pour y dormir. Comme à Paris, je travaillais à la bibliothèque. A midi, je mangeais dans une pension bourgeoise où je fis la connaissance de deux Hongrois, étudiants en théologie. A l'Union chrétienne de jeunes gens de langue française, je me suis lié avec deux étudiants en théologie de France qui comme moi s'efforçaient de mieux connaître la vie politique allemande difficile à pénétrer pour un étranger. A Paris, tout se faisait à ciel ouvert, dans la rue. A Berlin, c'était l'inverse: tout était fermé. A l'issue d'une manifestation socialiste à laquelle nous avions assisté, un tract avait été distribué annonçant une réunion anarchiste publique dans un café de l'est de Berlin. Nous décidâmes d'y aller pour nous faire une idée de l'anarchisme allemand. A l'heure indiquée, nous pénétrions dans un minable petit estaminet. Personne encore n'était là. Le tenancier, étonné de voir des auditeurs, nous dit de revenir un peu plus tard. Un quart d'heure après, en effet, nous rencontrions trois «anarchistes» dans l'arrière-boutique de l'estaminet qui pouvait contenir une dizaine de personnes au plus. Quelque peu surpris de ce manque d'intérêt, nous avons alors questionné les trois «anarchistes» sur leur mouvement et leurs difficultés qui nous parurent considérables. La réunion n'eut pas lieu, mais les «anarchistes» nous demandèrent de leur laisser nos adresses pour nous envoyer quelques imprimés de propagande.

Les imprimés vinrent en effet le lendemain déjà, mais sous forme d'un ordre à se présenter chez le chef de la police berlinoise, von Jagov, à l'Alexanderplatz. Les deux théologiens français avaient reçu la même sommation. Nous comprîmes, un peu tard, que la réunion anarchiste n'avait été qu'un piège policier pour repérer les anarchistes. N'ayant pas été convoqués ensemble chez von Jagov, la même scène se répéta pour les trois:

«Pourquoi êtes-vous allé à la réunion convoquée par les anarchistes? Vous êtes étudiant en théologie? Etes-vous anarchiste?»

Il fallut lui faire comprendre que rien de ce qui est humain ne nous était étranger et que les futurs pasteurs doivent connaître toutes les idées et tous les mouvements. J'ajoutai qu'à Paris j'avais assisté

maintes fois à des réunions anarchistes sans avoir jamais été interpellé par la police.

«Berlin n'est pas Paris! me répondit von Jagov avec toute la morgue qu'un officier prussien peut mettre dans une réponse à un étranger qui a l'outrecuidance de comparer Berlin à Paris et l'Empire des Hohenzollern à la IIIe République française.

»Vous êtes libre d'étudier la théologie à l'Université de Berlin, mais si la police vous rencontre une fois encore dans une assemblée politique, vous serez expulsé!»

La menace d'expulsion fut plus nette encore pour les malheureux théologiens français que j'avais entraînés dans cette aventure. Après ce premier contact de ma vie de Berlin avec la police, je n'essayai pas d'entrer en rapport avec le Parti socialdémocrate allemand.

Je m'étais inscrit à l'Université pour un séminaire du privatdocent Fabricius sur le *Manifeste communiste de Marx*. Après la menace de von Jagov, prenant un air à la fois naïf et goguenard, je lui demandai si je risquais l'expulsion en continuant à fréquenter son séminaire. Il me répondit avec tout le sérieux et la magnifique supériorité d'un professeur allemand: «A l'Université nous faisons un travail scientifique, vous ne risquez rien!» Décidément les professeurs allemands ne comprenaient rien à l'humour. On ne plaisantait pas avec la police à l'Université.

Je fis des progrès rapides en langue allemande. Brouillé au début avec les cas et la prononciation, il m'arriva de faire quelques gaffes. A la boulangerie où j'achetais mon pain pour le repas du soir, je demandai à la jeune serveuse: «Ich möchte eine schwarze Braut kaufen», ce qui signifie: «J'aimerais acheter une fiancée noire!» Un peu interloquée et rougissante, elle me répondit: «Wahrscheinlich möchten Sie ein schwarzes Brot haben?» Ce fut à moi de rougir et de m'excuser.

De temps en temps j'allais dans les cinémas du quartier, autour de l'Alexanderplatz. Les places y étaient meilleur marché et le public populaire m'intéressait. Le film muet n'était pas accompagné de musique comme ailleurs, mais d'un commentateur en dialecte berlinois qui expliquait avec pathos ce que les spectateurs voyaient sur l'écran, inventant les dialogues, intercalant les soupirs, bref le «conférencier» était un véritable artiste. Ces cinémas étaient généralement de petites salles où les spectateurs fumaient et buvaient de la bière; l'air y était étouffant, mais le tout fort original.

Souvent le soir je mangeais «à l'œil» chez Aschinger. Dans tous

les quartiers de Berlin, Aschinger était la brasserie populaire sans serveur. On y mangeait debout, autour d'une petite table ronde où trois personnes au plus avaient place. Au milieu de la table il y avait couteaux, fourchettes et cuillers avec un pot de moutarde et une corbeille de petits pains. On allait chercher son repas au comptoir: salade de pommes de terre avec petites saucisses de Francfort, bière ou café, et on transportait tout cela sur l'une des petites tables. Pour manger «à l'œil», il fallait attendre qu'un client ait terminé son frugal repas et occuper aussitôt après lui sa place devant le verre de bière vide et l'assiette sale, avant que le surveillant n'ait remarqué ce départ et ne vienne débarrasser la table. Quand, en passant, il voyait un client devant un verre et une assiette vides, il n'insistait pas. On pouvait ainsi se servir gratuitement de petits pains qu'on barbouillait d'un peu de moutarde. Pour le citoyen à bourse plate, ça donnait l'illusion d'un repas. Après la première guerre mondiale, le pain ne fut plus gratuit chez Aschinger mais souvent, en 1913, j'ai profité de cette «prise au tas», le soir.

De Berlin j'écrivis mes impressions au professeur Ernest Morel dans plusieurs lettres dont il a publié des extraits dans les *Neue Wege* de Leonhard Ragaz. Je cite ici ces extraits qui reflètent mieux que mes souvenirs ce que je ressentais:

«C'est sans regret que je quitterai Berlin, car c'est la ville où l'on s'ennuie! Certes, même seul je trouverais en moi-même suffisamment d'intérêt pour ne pas mourir d'ennui. Mais je me réjouissais de me retrouver dans une capitale, dans une de ces immenses agglomérations où la vie est fiévreuse et débordante, où l'on écoute de tout près palpiter le cœur d'une nation. Paris m'avait enthousiasmé. J'y avais vécu des heures d'ivresse intellectuelle qui restent inoubliables. Berlin me fait l'effet d'une douche glacée.» (...)

«Lassé d'une semaine de vie aussi peu libre, j'étais heureux d'aller à l'heure du culte reprendre contact avec l'homme le plus libre, boire avec avidité à la source même de la liberté universelle et de la démocratie. Ah! oui, où est le christianisme sous cette écorce protestante? Bénir Dieu d'avoir permis à l'Allemagne de vaincre Napoléon à Leipzig, bénir Dieu d'avoir laissé massacrer l'ennemi, lui rendre grâce d'avoir donné à l'Allemagne Bismarck et Moltke! Le remercier pour le don de l'Alsace et de la Lorraine et lui dire: Dieu de notre pays, tu fus avec nous, l'Allemagne est ton peuple, bénis le Kaiser, son armée, sa flotte!... Est-ce du christianisme cela? Allons donc! une religion spéciale, le «germanisme» le plus patriotard et le plus rétrograde, où le Dieu de Jésus-Christ joue un rôle odieux. Il est là pour la parade, l'étiquette, la devanture... Mais l'Evangile est loin, le peuple est païen. Combien je comprends

l'attitude antichrétienne de la socialdémocratie. Comme je serais aussi un athée de cette religion-là. Et voulez-vous croire que nous autres réformés nous sommes taxés de demi-chrétiens par les luthériens stricts? On me l'a dit à moi-même à Béthel: le calvinisme est une morale religieuse, mais pas une religion! Ces braves gens en effet ont une tout autre religion que nous-mêmes! Et je comprends qu'une union entre protestants soit difficile. Tout pour eux a pour centre le ciel, la vie bienheureuse des élus, la consolation et les chants éternels; le but de la vie c'est de mourir le plus vite pour abandonner cette prison de larmes pour pénétrer dans le Royaume de la joie.

Quoi d'étonnant qu'une religion telle ait fait faillite, comme le catholicisme, dans la vie morale. J'ai vu Paris la ville catholique, je vois Berlin la ville protestante. S'il me fallait maintenant juger l'arbre à ses fruits, je dirais pourriture pour pourriture, débauche pour débauche, les œuvres sont semblables, aucune n'est capable et digne de travailler en vue du Royaume, peu importe que la doctrine vienne du pape ou d'un superintendant quelconque.

Et que donne notre religion réformée? Ne doit-elle pas aussi se frapper la poitrine? Elle est peut-être moins hautaine et contente d'elle-même que ses sœurs; dans son humilité elle est capable encore, je le crois, d'une transformation. Et c'est pourquoi je reste fidèle à son drapeau! Mais quand je vois l'état désastreux de la moisson, quand je vois les tâtonnements enfantins de nos assemblées de chrétiens et de nos synodes, je secoue la tête et je doute et je me demande si l'Eglise est encore capable de répondre à la tâche si grande qui l'attend, qui l'appelle et qu'elle s'obstine à ne pas voir, à ne pas entendre. La religion réformée ne place-t-elle pas encore le centre, le point vital, trop au-dessus, au-dehors de nous-mêmes? Ne faut-il pas revenir à l'homme?»[1]

Si Berlin m'a profondément déçu, je n'en dirai pas de même de l'Allemagne car Berlin et ses laideurs impériales, la *Siegesallee* des Hohenzollern et sa monumentale et difforme Colonne de la Victoire ne sont pas l'Allemagne. Ils ne sont qu'un fragment récent et artificiel de son histoire, mais pas le cœur et l'âme de ce pays.

J'ai fait, sur territoire allemand, le voyage Bâle–Berlin et retour par Constance en quatrième classe, par étapes, en allant par Strasbourg, alors ville allemande, Fribourg, Karlsruhe, Mannheim, Heidelberg, Francfort, Mayence, puis en descendant le Rhin en bateau jusqu'à Cologne. Pour rentrer en Suisse, j'ai passé plus à l'est, par Wittemberg, Leipzig, Nuremberg, Munich. Je dormais à bon compte dans des «Christliche Hospiz». J'ai eu le loisir d'admirer les belles cathédrales, les vieux châteaux et surtout les admirables musées de Leipzig et de Munich, tout en m'indignant des horreurs

[1] *Neue Wege*, septembre 1916, pages 426 et 427.

créées par le nouvel empire. J'ai ainsi réalisé que l'Allemagne de Guillaume II n'était pas ce pays épris d'art et de beauté, riche d'un si grand passé culturel. Toutefois ce séjour me fit aussi prendre conscience de mon origine latine, non pas dans le sens d'une quelconque supériorité, mais d'une différence profonde dans le caractère des peuples latins et germains. Je m'en suis réjoui en comprenant combien un monde uni et fraternel pourrait être enrichi par cette diversité des caractères et ces multiples richesses de la culture passée. Mes séjours ultérieurs en Grande-Bretagne, en Russie, en Espagne, en Italie, en Yougoslavie n'ont fait que confirmer cet espoir de peuples unis dans leur diversité et je n'ai jamais rencontré de différences de mœurs et de caractères qui puissent légitimer des guerres fratricides. Ces mêmes différences, je les ai constatées entre les cantons suisses. Néanmoins, depuis 1848, après des siècles de guerres entre cantons, l'Etat fédératif a permis à ces nations diverses de vivre en paix et de collaborer à la création d'une communauté où chacun conserve jalousement son caractère propre, tout en coopérant au développement de la communauté.

La fin de mes études

J'arrivai à Zurich avant l'ouverture des cours d'été et louai une chambre dans une vieille maison, près de l'Université. Elle était grande et claire, de grosses poutres soutenaient le plafond, comme les parois, blanchi à la chaux. Mais avant de m'y installer, je tombai malade d'une vilaine grippe que je ne pouvais soigner seul et je fis comprendre à ma logeuse qu'il me fallait abandonner la chambre pour aller me faire soigner dans ma famille. Je dus ainsi renoncer au semestre à la Faculté de théologie de l'Université de Zurich et c'est à Boudevilliers, dans le calme de la campagne, que j'écrivis la thèse que j'avais conçue depuis longtemps et pour laquelle j'avais recueilli une volumineuse documentation.

La Faculté de théologie de Neuchâtel eut quelques scrupules à me laisser traiter le sujet que je proposais: «*Le christianisme et le socialisme — Leurs oppositions et leurs rapports.*» Le doyen Dumont me proposa d'approfondir une opinion que j'avais effleurée dans mon sermon de licence mettant en doute la sainteté de Jésus-Christ.

Je n'avais aucun intérêt à traiter un sujet de dogmatique, ayant toujours eu horreur des dogmes, en théologie comme en politique.

C'est la vie qui m'intéressait, celle de l'homme d'aujourd'hui comme individu et comme collectivité, la vie liée à l'action et à l'effort vers le bien, vers la paix et la liberté. Une thèse sur la sainteté de Jésus-Christ m'eût engagé dans la voie sans but pratique de préciser mes idées théologiques. Or, je savais qu'elles n'étaient pas celles de mes professeurs plus ou moins libéraux, et nettement opposées à l'enseignement de l'orthodoxie protestante, autant qu'aux dogmes catholiques. J'étais matérialiste et j'admettais les résultats de la recherche scientifique. Je ne croyais ni à la création du monde et de l'homme telle qu'elle est relatée dans la Genèse, ni aux miracles, ni à la naissance surnaturelle de Jésus-Christ, ni à sa résurrection, ni à son ascension. De même je ne pouvais admettre la résurrection des corps et la vie éternelle avec un paradis et un enfer. L'idée d'un Dieu tout-puissant en lutte contre un diable souvent plus puissant que lui me semblait inadmissible. J'étais surtout révolté par la conception chrétienne du péché originel, du rôle attribué à Eve dans la Genèse pour induire Adam en tentation et par la condamnation de la vie sexuelle comme un péché. C'est cette conception puriste de la vie qui incita les chrétiens à faire naître Jésus-Christ de manière surnaturelle, «conçu du Saint-Esprit, né de la Vierge Marie»! On ne pouvait admettre que Jésus, dont on faisait un Dieu ou le tiers de Dieu, pût avoir été conçu par son père, le charpentier Joseph, et que Marie sa mère eût fait l'amour avec Joseph. Jésus-Christ est cependant tellement plus près de nous s'il est le fils des amours de Joseph et de Marie, un homme comme nous, avec des faiblesses, des tentations, des colères, des repentirs. Je n'admettais pas non plus que les hommes, étant pécheurs, fussent tous perdus et condamnés et pussent racheter leurs fautes en croyant que Dieu a sacrifié son fils pour sauver les fidèles des peines éternelles. Dieu ne pouvait-il pardonner sans faire intervenir cette cruelle injustice de condamner à mort son fils innocent pour racheter les péchés des hommes qui, ainsi pardonnés, peuvent continuer à faire le mal, assurés qu'ils sont du pardon? Concevoir une thèse sur la sainteté de Jésus-Christ m'obligeait à attaquer et à démolir tous ces tabous sans rien pouvoir démontrer ni prouver pour affirmer: telle est ma croyance, elle est différente de la vôtre!

J'insistai pour présenter la thèse que j'avais proposée, ce qui finalement fut accepté. Ce sujet inaccoutumé se rattachait à la «morale», discipline du professeur Du Bois.

Le vendredi 10 juillet 1914 eut lieu la soutenance publique dans la grande aula de l'Université, devant le collège de mes professeurs,

un représentant du gouvernement cantonal et un très nombreux auditoire. La salle était pleine jusqu'aux moindres recoins. Le sujet faisait sensation et après l'exposé je répondis avec assurance aux objections, aux critiques et aux questions de mes professeurs. J'obtins le maximum de trois fois 6 points pour la thèse, la présentation et la soutenance: j'étais licencié en théologie de l'Université de Neuchâtel. L'impression laissée sur les auditeurs par cette performance qui mettait le point final à mes études de théologie et m'engageait dans une existence aventureuse fut profonde.

Voici ce que m'écrivit entre autres le représentant de l'Etat de Neuchâtel, le pasteur Quartier-la-Tente, qui m'avait vivement engagé à faire des études de théologie et généreusement enseigné le latin pour permettre mon admission à la Faculté:

«Le Landeron, 10 juillet 1914.

Cher ami,

Devant rentrer au Landeron à 7 h. 12, je n'ai pu vous dire publiquement ma reconnaissance et mes félicitations pour votre travail palpitant d'intérêt, pour votre magistral exposé et pour votre courageuse défense.

Le débat a prouvé qu'on peut être d'opinions très divergentes, mais ce débat est à votre louange car on ne discute que ce qui en vaut la peine.

Dites à votre chère mère que je souhaite que son fils, dans l'apostolat qui lui est ouvert, ramène au Christ et à l'Eglise ceux que l'Eglise a éloignés et que cet apostolat s'accomplisse un jour chez nous, car je désire plus que jamais que votre ministère se fasse dans notre pays.»

Dans une de ses lettres, mon ami Pierre Reymond me disait son accord en ces termes:

«Paris, le 10 juillet 1914.

J'ai lu ta thèse d'un bout à l'autre avec une grande joie; elle m'a fait beaucoup de bien, surtout en me montrant à moi-même une foule de choses que je pressentais, dont j'avais un sentiment vague et qui sont pour moi maintenant des réalités, claires et précises.

Ce que j'ai ressenti moi-même, d'autres pourront le ressentir aussi et tu auras fait ainsi beaucoup par ton travail pour la cause socialiste et la diffusion du véritable esprit chrétien. Si tes professeurs ne te comprennent pas ou te comprennent sans vouloir faire les sacrifices nécessaires pour te suivre, ta grande consolation sera de te dire qu'ils représentent un idéal de qualité inférieure en train de mourir, tandis que ceux qui liront ta thèse en communiant par l'esprit avec toi sont ceux de l'idéal sublime qui monte... de l'avenir.»

Mais je fus avant tout ému et réjoui de recevoir de mon cousin Edmond Bille, artiste peintre du Valais et gros actionnaire de la Nestlé, la lettre suivante:

«Bel-Air, 10 juillet 1914.

Mon cher cousin,

Permets-moi de te féliciter pour ta courageuse et belle plaidoirie d'hier. Dans l'auditoire il pouvait y avoir des gens plus convaincus d'avance aux idées que tu défends; mais il n'en est pas, je t'assure, qui t'ont suivi pendant ces quatre heures avec plus d'intérêt passionné, avec plus de sympathie, avec plus d'émotion que moi. J'aurais aimé, par moments, te voir plus catégorique encore, plus violent même, car tu dois être de ceux qui haïssent les tièdes et, lorsqu'on est bouillant, il ne faut pas craindre de laisser sortir la vapeur!

Ainsi, lors de l'interpellation du pasteur Morel — j'aurais à ta place carrément approuvé l'action directe. Qu'a fait d'autre la Révolution française dont tous ceux qui étaient là hier, tes professeurs, toi, moi, sommes les fils directs et les bénéficiaires? Les révolutions, c'est la chirurgie des peuples; pour sauver le corps, il faut couper les membres pourris! La santé ne revient qu'à ce prix.

Il m'a donc paru que si ta thèse contient des violences — peut-être une ou deux même inutiles — ta plaidoirie par contre était moins catégorique. J'ai remarqué que tu devenais très fort et très convaincant dès que tu t'appuyais sur tes expériences personnelles; on voit combien le courageux apostolat auquel tu t'es consacré — à Lyon chez les détenus, en Belgique et au nord de la France chez les ouvriers, à Béthel chez les épileptiques — t'a formé le cœur et a donné de la force à tes idées. Encore une fois je te félicite.

Ce n'est pas que par moments le capitaliste et l'actionnaire!!! qu'a fait de moi le hasard de l'existence n'ait un peu fait la grimace! Mais les biens dont je jouis comme administrateur, et non comme propriétaire, ne m'ont jamais troublé la tête au point de n'en pas voir tout le côté fragile... et parfois peu moral; et mieux placé que toi encore pour juger les disciples de Mammon, je ne puis m'empêcher de reconnaître que la cause que tu défends est meilleure que la société que tu attaques.

Au fond, vois-tu, toi en face de ces fossiles, de ce vieux pape Du Bois, de ce pompier de Morel, c'était la jeunesse qui parlait, c'était l'avenir et tes idées volaient au-dessus de leurs formules mortes, comme un oiseau vole au-dessus d'un cimetière!

Et puis, il faut bien que je te le dise, pendant que je vibrais avec toi, c'était la voix du sang qui parlait. Plus haut que la thèse, j'entendais le cri de la race; le cri de misère et de compassion que nous avons sur le cœur, toi, moi, tant d'autres, descendants d'une lignée d'ouvriers et de paysans; et je me disais qu'après tant de générations qui ont peiné et qui ont souffert, il est juste que le cri s'exhale, à la face du monde; et j'étais fier que ce soit toi qui le cries!

Certes, nos vies, la tienne et la mienne ne se ressemblent guère; mais je les crois également bonnes, également fécondes toutes deux.

Car la vie de celui qui cherche plus de justice est bien près de celle de celui qui cherche plus de beauté. Et je crois que ce qui nous sépare sera toujours moins fort que ce qui nous rapproche.

Je serais très heureux si tu voulais bien me considérer non pas seulement comme un cousin, mais comme un ami; ce titre justifierait mieux encore ma lettre et donnerait un sens bien plus profond aux vœux que je forme pour ton avenir.

Va courageusement de l'avant; c'est peut-être bien toi qui es dans le vrai!

Je compte bien te voir, soit à Boudevilliers, soit ici. Fais mes amitiés à ta mère et crois, mon cher, à mes sentiments les meilleurs.

EDMOND BILLE.»

J'eus aussi une agréable surprise en recevant ces lignes du notaire Guyot de Boudevilliers, ancien député libéral conservateur:

«Boudevilliers, 14 juillet 1914.

Cher Monsieur,

Je vous prie d'accepter mes bien sincères félicitations pour votre thèse et votre beau succès. — J'en ai entendu de nombreux échos à Neuchâtel et ailleurs. Je ne crois pas froisser votre modestie en vous félicitant et en vous remerciant pour votre grande franchise et votre courage dans les bonnes causes. — Je suis heureux de votre succès pour vous-même et pour Madame votre mère.»

Dans cette thèse [1] j'ai d'abord cherché à définir ce que je concevais sous les termes de christianisme et de socialisme, à dissiper les idées simplistes et fausses qui avaient cours alors, pour analyser ensuite les positions respectives du christianisme et du socialisme face aux valeurs humaines qui doivent inspirer la construction d'une société juste, libre et pacifique que les chrétiens nomment Royaume de Dieu et les socialistes la cité future.

Ma thèse part de l'idée que la morale ne peut être exclusivement individuelle, qu'elle est toujours sociale, qu'elle dépend des relations de l'homme avec ses semblables. Un homme absolument solitaire et isolé de la société ne peut commettre le mal; le meurtre, individuel ou collectif, le vol, le viol, l'intransigeance, l'intolérance, la violence, l'adultère et l'inceste, la prostitution féminine et masculine, l'égoïsme, le mensonge, etc., etc., sont autant de «péchés», pour parler le jargon de l'Eglise, ou de maux sociaux qui ont leur origine dans le

[1] Publiée par l'Imprimerie Coopérative de La Chaux-de-Fonds, 1914, sous le titre *Le Christianisme et le Socialisme — Leurs oppositions et leurs rapports*.

fait que l'homme vit en société et qu'il n'est pas organisé comme une fourmilière ou une ruche d'abeilles. Il est libre. L'homme est non seulement un animal social, mais encore un individualiste qui viole les lois d'une vie collective, laquelle devrait être organisée par lui pour satisfaire les besoins de tous, mais aussi pour respecter la liberté de tous. La liberté de l'individu doit être limitée par la même liberté d'autrui, afin d'aboutir à une société fraternelle. La morale doit permettre à l'individu de s'intégrer à la vie sociale en respectant la personne, les idées, les intérêts et la vie des autres hommes. Elle varie selon le régime économique et social établi, mais, comme toutes choses, elle évolue; elle tend vers plus de justice sociale, plus de liberté et vers la paix.

J'ai trouvé dans la religion chrétienne, comme dans le socialisme, cette morale fondamentale à toute société humaine juste, libre et pacifique. Ce n'est pas dans la contemplation de Dieu, dans la béatitude de se croire pardonné grâce au sacrifice de Jésus-Christ, dans l'espoir d'une vie éternelle, d'un paradis imaginaire, que l'individu se sauvera des maux qui l'accablent, mais en pratiquant ce qui est l'essence même du christianisme et du socialisme: la fraternité entre les hommes.

Partant de cette conception du monde et de la religion chrétienne, ma thèse en donnait la définition suivante:

«Dans l'alternative de l'action, la religion apporte des valeurs, une ligne de conduite, un idéal à réaliser. Idéal qui remplit d'enthousiasme, parce qu'ayant un but, l'homme est fort pour la lutte de la vie. Idéal qui de lui-même élève l'individu dans un sentiment spécial de fascination intérieure, qui lui donne en même temps des forces pour sa réalisation dans la vie, pour se concrétiser dans l'existence. Cet idéal, une fois entrevu et consciemment et librement accepté, prend pour l'individu, dans l'action, la valeur d'un absolu, d'un dieu.

Ces valeurs vitales, ces principes générateurs de force et de vie peuvent être discutés quant aux mots, quant à l'expression intellectuelle qu'on leur donne, mais sur le fond, sur le principe lui-même, l'on ne discute pas, l'on admet ou l'on repousse.

Ces grandes valeurs mises en lumière par le Christ...

La valeur infinie et égale en soi de toutes les personnalités humaines.

La non-valeur des apparences de la vie extérieure, mais la valeur de la vie jaillissant de l'intérieur de l'homme.

La fraternité et l'amour nécessaires à la vie de l'homme sociable et la foi en leur victoire sur l'égoïsme.

L'optimisme, quant aux capacités de bien contenues dans tout homme, qui permet d'attendre la sainteté du plus dégradé — malgré

Kautzky, pour lequel toute la morale chrétienne est dans cette phrase: «L'homme, de nature, est mauvais» [1], etc., etc...

... Tout cela ne se discute pas pour soi-même! On prend position pour ou contre et celui qui n'a pas voulu consciemment se prononcer, dans sa vie, dans ses relations, montre qu'il a pris parti, ou qu'il vit dans l'incohérence la plus complète. On ne peut pas rester dans l'alternative, parce que ces valeurs sont du domaine de l'action et que le scepticisme érigé en système dans l'activité (non dans la pensée où il est peut-être la plus sage philosophie) arrête la vie. Rester dans l'alternative de l'action, c'est cesser de vivre! et celui qui vit, qui agit, tiendra compte ou se moquera de ces valeurs religieuses. Il respectera ou méprisera la personnalité humaine, il servira son égoïsme ou le sacrifiera à l'amour fraternel...

Ainsi, tout ce que l'on peut dire contre les dogmes chrétiens ne touche aucunement la religion de celui qui, à l'école du Christ, a dégagé sa foi de tout dogme, de toute philosophie, et qui l'a placée dans une personne réalisant les valeurs pour l'action. La seule manière d'attaquer effectivement le christianisme — comme la seule manière de le vivre — c'est de nier — ou d'affirmer — par son attitude et sa vie les valeurs chrétiennes. Un bon orthodoxe qui, dans le commerce, ne respecte pas la personnalité de ses ouvriers, qui agit sans amour, est antichrétien, malgré son étiquette et ses idées. «Plusieurs me diront en ce jour-là: Seigneur! Seigneur! n'avons-nous pas prophétisé en ton nom, n'avons-nous pas chassé les démons en ton nom, n'avons-nous pas fait beaucoup de miracles en ton nom? — Alors je leur dirai ouvertement: Je ne vous ai jamais connus! retirez-vous de moi vous qui commettez l'iniquité.» [2]

L'athée peut respecter et vivre ces valeurs et être ainsi, sans le vouloir, dans le nombre des plus fidèles disciples du Christ. «Ceux qui me disent: «Seigneur, Seigneur» n'entreront pas tous dans le Royaume des cieux, mais celui-là seul qui *fait la volonté* de mon Père.» [3]

On reproche quelquefois au christianisme d'avoir fait faillite dans la vie! Il y a là du vrai, car l'Eglise bien vite a philosophé au lieu d'agir et elle n'en est pas encore revenue. Mais, alors même que l'Eglise, estampillée chrétienne, étouffe les valeurs chrétiennes sous un amas de dogmes et a enseveli le Christ, le christianisme n'est pas mort, le Christ vit en dehors des Eglises. Ses valeurs sont à nouveau mises en lumière; elles font vivre, elles redonnent une espérance à la terre. Le Christ nous a appris à ne pas nous attacher aux mots, mais aux choses; or, dans les Eglises et en dehors des Eglises, chez des chrétiens et chez des antichrétiens de nom, Christ vit et agit; et dans les Eglises comme au-dehors, chez des matérialistes comme chez des chrétiens de nom, le Christ est cloué à la croix, et ses principes foulés aux pieds. Quand donc en aurons-nous fini avec la superstition des étiquettes?»

---

[1] KAUTZKY, *Ethik und materialistische Geschichtsauffassung*, page 20.
[2] JÉSUS DE NAZARETH, d'après Matthieu 7:22.
[3] JÉSUS DE NAZARETH, d'après Matthieu 7:22.

Ayant ensuite tracé les grandes lignes de ce que préconise le collectivisme, économiquement et socialement, je concluais en démontrant la grande valeur morale du socialisme, l'enthousiasme, la foi, les sacrifices qu'il suscitait chez les plus déshérités:

«Le socialisme est un phénomène vivant, la vie ne va pas sans évolution; le socialisme évolue donc suivant les modifications économiques imprévisibles, il prend des attitudes diverses selon les pays et les conditions politiques, il modifie ses théories émises dès qu'elles ne correspondent plus aux situations auxquelles elles s'appliquaient. Déjà dans leur préface à une nouvelle édition du *Manifeste communiste*, Marx et Engels reconnaissent qu'il ne répond plus, dans quelques-unes de ses parties, aux situations nouvelles. Kautzky, dans sa préface de 1906, reste fidèle à l'esprit scientifique de Marx en constatant que, sur plusieurs points, les prévisions du Manifeste ne se sont point réalisées et que l'évolution économique a pris une autre voie que celle que Marx prévoyait [1]. «La doctrine socialiste n'est pas la théorie momentanée qui s'exprime dans une brochure ou dans un livre, c'est la doctrine vivante du prolétariat en marche, qui la construit à mesure.» [2] Le socialisme admet que l'évolution se manifeste différemment suivant les pays; il ne veut pas tout mouler dans l'uniformité. «On ne peut donner un modèle pour les formes que la lutte de classes du prolétariat doit prendre dans chaque pays... Les conditions dans lesquelles le prolétariat doit conduire ses luttes politiques et économiques sont diverses et enchevêtrées au plus haut point.» [3]

Assurément, malgré ces réserves prudentes, il est nécessaire à un mouvement d'avoir une direction dans laquelle portera l'effort; sans ligne de conduite, les volontés s'éparpilleraient à tous les horizons économiques — et c'est bien l'impression de bouillabaisse que donne le mouvement chrétien-social qui a eu le tort de ne pas admettre d'une façon absolue la ligne de conduite du congrès de Besançon. Cette direction nécessaire est fournie par la formule économique internationale, adoptée par les congrès internationaux: «Entente et action internationales des travailleurs, organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire, la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.»

(...)

«C'est toujours quelques grandes pensées qui agissent à l'origine de tous les mouvements créateurs... Justice contre iniquité, amour contre oppression, vérité contre mensonge.» [4]

---

[1] Voir *Das Kommunistische Manifest*, pages 18 et 6.
[2] André Hesse, *Le Socialisme*, page 2.
[3] Kautzky, *Das Kommunistische Manifest*, page 15.
[4] Kutter, *Nous les Pasteurs*, page 20.

Mais si cette attitude morale primordiale était nécessaire, si elle reste le chemin normal par lequel arrivent au socialisme les quatre-vingt-dix-neuf pour cent de ses adhérents, le socialisme ne pouvait en rester là, il devait agir pour transformer ces conditions anormales et immorales, il devait chercher une organisation qui puisse sortir normalement de la société actuelle et qui soit réalisable.

«Toutes les considérations sentimentales que l'on veut invoquer en faveur du socialisme ne suffiraient pas à déterminer son émancipation réelle, si le collectivisme n'était pas destiné à l'emporter sur le régime capitaliste à cause de sa productivité supérieure.» [1]

Une analyse historique des deux mouvements me permettait d'affirmer leurs points de contact.

J'abordais alors les questions sur lesquelles christianisme et socialisme paraissent en conflit: droit et devoir, charité et justice, ciel et terre, spiritualisme et matérialisme, socialisme et athéisme, individualisme et collectivisme, amour et haine, conservatisme et révolution, la famille.

Je me suis efforcé, sur ces divers points, de réduire les antagonismes apparents pour aller au fond des problèmes et démontrer que ces oppositions sont le plus souvent des préjugés.

Enfin, la dernière partie de ma thèse soulignait les points de convergences: attitude à l'égard du monde, principe démocratique, égoïsme et solidarité, la propriété, le travail, l'antialcoolisme, la lutte contre la prostitution, l'antimilitarisme, l'internationalisme et le féminisme.

Je résumais ainsi mes conclusions

«1. Il n'y a, entre le christianisme et le socialisme, aucune opposition essentielle ou qui subsiste devant un examen quelque peu attentif.

2. Pour les rendre hostiles ou les tenir séparés, il ne peut y avoir que des malentendus, provenant non de l'essence des mouvements, mais de l'attitude de représentants infidèles à leur esprit originel.

3. Le socialisme est historiquement et réellement un fruit du christianisme primitif et intégral.

4. Il est une protestation de la Vie chrétienne contre le dogmatisme paralysant l'action religieuse et morale.

5. Il est une application spéciale des principes chrétiens à un certain milieu économique.

6. Il est donc une branche de l'activité chrétienne.

7. L'étude fait ressortir que cette activité chrétienne est unilatérale et temporaire; elle ne vise que le mal économique d'une époque qui laisse indifférentes les Eglises.

---

[1] VANDERVELDE, *Collectivisme et Evolution industrielle*, page 15.

8. Cette réalisation des principes chrétiens dans le domaine économique réclame une préparation individuelle et morale que les Eglises peuvent accomplir.

9. Le christianisme et le socialisme se complètent et se perfectionnent l'un l'autre. »

Cette thèse fut imprimée à cinq cents exemplaires et répandue surtout parmi les socialistes chrétiens.

L'Université de Neuchâtel ne pouvait me refuser le titre de licencié en théologie, mais l'Eglise allait-elle accepter de me consacrer pasteur? La consécration au ministère pastoral dépendait du Synode, autorité religieuse, et non de l'Université. J'avais eu l'intention de demander à Wilfred Monod d'accomplir cet acte ecclésiastique, car il avait exercé sur ma pensée une grande influence et était devenu un ami. Mais la guerre vint bouleverser ces plans. C'est pourquoi je priai le Synode de l'Eglise nationale neuchâteloise de bien vouloir me consacrer au ministère dans le Grand-Temple de La Chaux-de-Fonds, ma ville natale, et de désigner le professeur Ernest Morel pour présider cette cérémonie. J'en donnais les raisons dans une lettre adressée à Jenny le 1er septembre 1914:

« Lors de mon dernier passage à Paris je m'étais assuré le concours de Wilfred Monod pour présider à ma consécration. Il devait venir à Bâle, au grand congrès du christianisme social, à fin septembre, et avait joyeusement accepté de venir quelques jours avant ma consécration.

Je tenais beaucoup à lui parce qu'il a exercé une grande influence religieuse sur moi pendant mes études à Paris et, en plus, il est dans la même orientation socialiste chrétienne que moi. Ainsi ma consécration n'aurait pas été une pure forme ecclésiastique dont mon âme est bien éloignée, elle aurait été un acte religieux sincère et profond d'une conscience d'homme se donnant sans réserves à l'apostolat chrétien. Etre pasteur d'une Eglise ne m'attire pas, au contraire cette fonction séculaire sent le moisi et me repousse. L'air empesté des sacristies me repousse aussi. Il faut à la génération jeune du soleil, de l'air pur, de vastes horizons neufs, le monde entier pour champ de travail. Etre témoin du Christ, apôtre de la sainteté, de la justice et de l'amour, en un mot sentir en soi un peu de cette ardeur des prophètes du Dieu vivant, voilà la seule vocation immense et belle qui m'attire et fascine mon cœur de jeune. La consécration pour moi est donc un symbole de quelque chose de vivant au fond de la conscience.

Mais il faut que celui qui consacre soit aussi dans ce courant d'esprit prophétique. C'est pourquoi, ne pouvant avoir W. Monod, j'ai demandé l'homme le moins éloigné de nous, M. Morel, qui sait sortir à l'occasion de sa chapelle pour pénétrer dans le vaste monde de ceux qui ne sont pas du temple. J'ai demandé que cette cérémonie ait lieu à La Chaux-de-Fonds, au Grand-Temple, parce qu'à cette maison se rattachent bien des souvenirs émus pour moi. C'est là que j'ai été baptisé, là que j'ai vu les plus belles fêtes de Noël comme enfant. C'est là que j'ai ratifié et communié et, en plus, c'est si peu un temple fermé! Il a un peu l'allure et la fonction de la Maison du peuple, à La Chaux-de-Fonds. C'est dans le temple que les syndicats délibèrent et préparent les grèves. Il n'est pas isolé de la grande vie de la cité et c'est un beau symbole aussi pour ma consécration que d'être, par le lieu, en contact intime, mystique, avec la vie si variée de tout un peuple qui travaille, qui lutte, mais qui espère aussi et qui croit.»

Je sentais la nécessité de dire au pasteur qui procéderait à cet acte le sens que j'y donnais, de lui révéler les doutes qui m'avaient troublé, afin qu'il n'y ait entre nous aucune équivoque. Et je lui écrivis de Berlin:

«Mais si le doute s'établit à demeure dans l'intelligence, il ne peut pénétrer la volonté sans paralyser la vie. La volonté doit croire pour agir, croire à l'absolu du Bien, à la marche possible vers le mieux, à la valeur infinie de l'âme humaine, à la puissance de l'amour, bref au Christ. Non pas croire en lui intellectuellement, non pas adopter ses idées, mais sa vie! Ses idées étaient celles de son temps et, si ses notions scientifiques sont de son temps, ses notions métaphysiques sont variables aussi, ses notions religieuses, en tant qu'expressions intellectuelles, ne peuvent prétendre répondre à la culture de tous les siècles. Etre chrétien ce n'est pas adopter, par son intelligence, les pensées du Christ, encore moins les pensées que les théologiens ont émises sur le Christ, mais c'est identifier sa volonté à celle du Christ, c'est vivre Christ! (...)

J'ai douté de tout, je suis allé jusqu'au fond du doute et pourtant ma volonté s'est attachée toujours plus fortement au Christ. Mes idées ont été bouleversées; peut-être, au point de vue théologique vous paraîtrai-je d'un libéralisme poussé jusqu'à l'anarchie et surtout mon jugement sur la spéculation effrayera votre gendre (Maurice Neeser, l'auteur du *Problème de Dieu*). Du moins sur le terrain de la volonté, de l'action, je reste et resterai, quelque chemin que prenne ma pensée, un chrétien. Auprès du Christ je vais chercher non des idées, non des exemples (on ne peut copier Christ, qui vivait dans un monde si différent du nôtre), mais un caractère, un esprit, une conscience, une vie en un mot!... Mais je ne vois pas encore comment je pourrai servir une Eglise.»

En août 1914, à la veille même de ma consécration, je lui écrivis encore à ce sujet:

«Cet acte peut être deux choses pour moi. Ou bien il sera une cérémonie ecclésiastique: un pasteur, représentant d'une Eglise particulière, reçoit comme pasteur de la même Eglise un jeune théologien qui vient de terminer ses études régulières et réglementaires. Cet acte-là, je ne désire nullement l'accomplir parce qu'il serait pour moi une pure formalité et j'ai horreur de tout ce qui est rite et formalisme. Je n'y mettrais pas mon cœur parce que je ne veux pas être le pasteur d'une Eglise, je ne veux pas devenir un ecclésiastique; pour ce métier je ne ressens que de l'aversion, parce que je crois que c'est un anachronisme, une chose du passé qui manque de vie, et surtout parce qu'aucune Eglise, comme telle, n'a mes sympathies et je ne désire en servir aucune.

La consécration ecclésiastique n'est donc rien pour moi et je n'aurais pas demandé d'être consacré si je ne croyais que la consécration peut être autre chose d'infiniment sérieux et profond. Si les Eglises, leurs formes, leurs prêtres et leurs scribes, et surtout toute la nuée de leurs pharisiens faisaient de moi un adversaire de la religion qu'elles enseignent, le Christ a eu sur moi une autre influence. Sa personnalité morale et religieuse, son idéal de vie intérieure et sociale, sa vie toute de sainteté et d'amour, sa mort, l'incarnation du sacrifice, sa conscience, son attitude, ce qu'il est lui-même, ont façonné petit à petit mon caractère, ont donné une raison d'être à ma vie. Sans lui je n'aurais pas de raison de vivre. A lui, à son idéal, à son Dieu plus que jamais, après avoir longuement et sincèrement réfléchi, je veux consacrer mon activité, ma vie tout entière. Etre témoin du Christ, apôtre du christianisme, prophète de Dieu, telle est la vocation que j'ai vu naître, grandir et se fortifier en moi. Et avant d'entrer dans la grande vie active de l'humanité, avant d'y porter un idéal, une espérance, une grande foi, la consécration peut avoir une grande et belle signification. Elle est d'abord pour moi une consécration intérieure de tout mon être, voulue, réfléchie et joyeuse, qui s'extériorise aux yeux du monde. Devant mes contemporains, tous mes contemporains, et non seulement les membres d'une Eglise, je déclare servir Dieu, c'est-à-dire la sainteté et l'amour. Ensuite elle est l'acte solennel par lequel un frère plus âgé, qui a lutté, un apôtre aussi, reçoit dans la grande œuvre du Christ un frère plus jeune qui veut se consacrer tout entier à cet apostolat.

Cela c'est la consécration prophétique qui a une grande valeur pour moi.» [1]

La cérémonie eut donc lieu à La Chaux-de-Fonds, le 15 septembre 1914, devant un grand auditoire.

En 1967 j'ai trouvé à la rédaction de la *Sentinelle* une brochure

[1] *Neue Wege*, septembre 1916, pages 427 à 430.

relatant l'histoire de la paroisse chaux-de-fonnière de l'Eglise évangélique neuchâteloise. Elle contenait la liste des consécrations qui eurent lieu, tant dans l'Eglise nationale que dans l'Eglise indépendante. En parcourant cette liste j'ai constaté que ma consécration avait disparu de l'histoire de la paroisse!

On s'est indigné des falsifications historiques de Staline qui a voulu effacer de l'histoire de la Révolution russe les collaborateurs de Lénine qu'il a fait exécuter. L'Eglise neuchâteloise m'a fermé ses portes, mais ce n'était pas une raison pour falsifier l'histoire et ignorer un acte ecclésiastique qui eut lieu le 15 septembre 1914 au Grand-Temple de La Chaux-de-Fonds, même si ce fait historique déplaît à la vénérable classe des pasteurs neuchâtelois. En écrivant mes souvenirs, je ne puis passer sous silence ma consécration, fût-ce pour couvrir le pieux mensonge de l'Eglise. J'en ai souri et je m'excuse auprès de l'Eglise d'avoir découvert sa supercherie un peu trop naïve et pas très correcte.

Le hasard complice de l'amour

Mes amours n'avaient pas obtenu le même succès que mes études. Elles ne dépendaient pas de moi seulement. J'avais insisté auprès de Jenny pour qu'elle entretienne une correspondance avec moi malgré la défense de ses parents. En fille soumise elle s'y refusa. Partie pour Bonn, dans la famille d'un professeur d'Université pour enseigner le français aux quatre enfants, elle était considérée et traitée comme un membre de la famille. Sa mère avait prié Mme Bulbring, en la mettant au courant de notre amourette, de surveiller la correspondance de sa fille, dans l'espoir sans doute que ce séjour à Bonn mettrait fin à nos relations. Jenny allait vivre l'existence d'une famille de grand bourgeois, prendre part à de multiples réceptions et bals selects où elle ferait la connaissance de nombreux étudiants. Je savais combien elle était jolie, je connaissais l'attrait fascinant de ses yeux lumineux et limpides, les jeunes gens ne manqueraient pas de lui faire la cour. En exigeant que leur fille conserve toute sa liberté, les parents Perret espéraient sans doute qu'elle oublierait le roturier et l'énergumène que j'étais pour quelque jeune homme de bonne famille.

J'avais donc de bonnes raisons d'être inquiet et je fis, au cours des deux années de séparation et de silence, quelques tentatives de

lui écrire par l'intermédiaire d'une amie dont elle m'avait procuré l'adresse. Je reçus en réponse à mes timides lettres un message du 12 septembre 1912, où Jenny non seulement me rappelait sa soumission absolue à la volonté de ses parents, mais où elle ajoutait à cette intolérable discipline des raisons personnelles beaucoup plus importantes auxquelles elle n'avait jamais fait allusion auparavant:

«Vos deux lettres m'ont fait beaucoup réfléchir. J'aurais aimé vous répondre plus tôt, mais il me fallait auparavant prendre une décision et, alors que j'étais prête à vous écrire, je n'ai pu trouver un seul instant suffisamment tranquille me permettant dans la solitude de causer avec vous. Je ne vous oubliais pas, me demandant avec angoisse ce que vous pensiez de mon long silence...

Hélas, vous le savez, pour moi la volonté de mes parents passe avant tout et je sais fort bien qu'en agissant contrairement à ce qu'ils ont prescrit, je leur ferais un immense chagrin. Vous me proposez de tenter un essai auprès de mon père. Soyez sûr que ce serait le seul moyen de tout briser à jamais. Vous connaissez, d'autre part, les raisons qui, de mon propre chef, m'ont engagée à ne pas entreprendre une correspondance entre nous. Je suis encore trop jeune et ai tant à apprendre...

Un instant j'ai hésité, me demandant s'il serait mieux de tout anéantir entre nous; je ne m'en sentais ni le courage ni la liberté; mais, si vous le jugez préférable, puisque nous ne pouvons nous entretenir par correspondance, avertissez-moi; sinon, je vous prie, ne me répondez rien, je saurai ce que cela veut dire...»

Elle se distançait plus encore en envisageant une rupture définitive, mais elle m'en laissait toutefois l'initiative.

Cette lettre ne fit qu'accroître mon inquiétude et je tentai de voir Jenny en juillet 1913, lors de mon voyage en Allemagne. Je l'avisai que je m'arrêterais à Bonn, lui demandant un rendez-vous afin de reprendre contact et de discuter de notre situation. Mes études étaient terminées. Je n'avais plus que ma thèse à préparer et je désirais savoir si je pouvais faire des projets d'avenir en comptant encore sur son amour et sur son appui.

Ce fut la rupture!

Le 4 juillet 1913, Jenny m'écrivait:

«Il m'est dur de devoir vous communiquer les réflexions que m'a suggérées votre dernière lettre. Je sens qu'il est bien cruel de détruire les rêves et le noble avenir qui pendant plus d'une année ont enthousiasmé deux cœurs. Et pourtant je ne vois pas d'autre issue au dilemme qui me tourmente. A partir du moment où votre lettre m'est parvenue je n'ai pas eu un instant de véritable paix

intérieure. C'est toujours la même lutte qui m'accable et me rend triste: le combat entre l'affection que j'ai pour mes parents et mes sentiments à votre égard. Je vous comprends et je me rends compte aussi qu'une entrevue serait fort désirable. Mais, comment arranger la chose? Je ne me sens pas libre de le faire en cachette et, d'autre part, cela me serait impossible car, même si nous combinions une rencontre, mes parents l'apprendraient sans doute par la famille dans laquelle je me trouve. Préférant ne pas leur causer un profond chagrin, je renonce à cette entrevue. Vous voyez donc vous-même que, dans ces conditions, il nous est impossible de garder l'un pour l'autre les sentiments que nous éprouvons tous deux. Si vous aviez exigé une correspondance, j'aurais refusé nettement, non pas pour vous peiner, mais — je crois vous l'avoir déjà exprimé — parce que je me sens encore bien jeune et inexpérimentée. J'ai encore beaucoup à apprendre avant de pouvoir fixer mon avenir et crois préférable d'agir ainsi. Il m'est pénible d'adopter cette décision et plus pénible encore de vous la transmettre. Je vous supplie de ne pas vous laisser décourager par cette brusque nouvelle qui sera dure peut-être...

Le souvenir que je garde de vous est pur et sacré; les instants passés ensemble restent inoubliables. Je vous remets les deux lettres que vous m'aviez transmises et crois plus sage aussi d'y ajouter votre photographie qui me rappellerait trop cruellement nos relations. Ne me gardez pas rancune, je vous en supplie. J'agis en toute sincérité et, je crois, selon la volonté de Dieu que j'ai imploré...»

Ce fut l'effondrement de mes espoirs les plus chers. Jenny avait été mon ange gardien pendant mes études et mon séjour à Paris. Tout s'écroulait. Je cherchai à flirter avec quelques jeunes filles, mais mon cœur ne se laissait pas prendre. Je ne pouvais oublier le regard confiant et doux de Jenny que je continuais à aimer. Je cherchai cependant à m'expliquer ce changement et à l'excuser. Je lui écrivis le 16 août 1913, de l'Institut Boldelschwing, pour épileptiques, à Bethel, près de Bielefeld, où je passais mes vacances comme infirmier:

«Après avoir passé avec succès mes examens de licence et être installé dans un nouveau champ d'activité, je crois qu'il est de mon devoir de répondre à votre dernière lettre. Ces quelques mots ne peuvent être compromettants pour vous, puisque désormais tout est rompu entre nous.

Je tiens à vous assurer que, loin de vous garder rancune, je sympathise avec vous. Certes, il est pénible de souffrir, mais il est plus pénible encore de faire souffrir!

Au premier moment, votre lettre m'a profondément peiné...

Cette rupture, elle était nécessaire. Il y a entre les âmes qui s'aiment je ne sais quelle communion mystérieuse, un échange à

travers l'espace de ce qu'il y a de plus profond et de meilleur en nous. Eh bien, j'ai senti que cet échange de cœur à cœur perdait de son intensité et je vous ai écrit du nord de la France pour chercher à conserver ce lien mystique. Vous me répondîtes et dans ces quelques lignes je vis tout le chemin parcouru par nos deux âmes. Puis cette communion faiblit encore...

Je crois, pour vous, que vous ne m'avez pas trompé dès les premières paroles que vous m'avez dites. Je ne puis m'arrêter à cette laideur, car je vous crois une belle âme. Vous avez peut-être pris une grande amitié pour de l'amour. Et pourtant, en désobéissant à vos parents, en m'écrivant en cachette, il y avait des indices de quelque chose de plus. Je cherche donc ailleurs. Je crois vous avoir écrit que je redoutais pour nos jeunes mentalités l'influence du milieu. C'est immédiatement à cette explication que je m'arrête et je fus convaincu lorsque, passant à Bonn, je pus voir l'endroit où vous vivez. Car enfin, il y a autre chose qu'une défense paternelle. L'amour, qui est plus fort que la mort, ne dépose pas les armes avant d'avoir livré un combat. Ce serait une capitulation indigne d'une âme comme la vôtre. Mais voici, après avoir suivi la main dans la main le même sentier, après avoir admiré les mêmes grandioses horizons, nos âmes se sont séparées. Vous avez pris à droite. J'ai continué à gauche. D'abord parallèles, nos chemins se sont écartés, l'écho de nos voix se faisait plus faible. Bientôt nous eûmes des directions tout à fait opposées.

Vous partiez pour l'Allemagne. Vous y trouviez des amis, des affections. Je me rapprochai de la France que j'appris à aimer. Mais, quoique ces deux mots soient déjà tout un monde d'influences différentes, il y a plus. Vous pénétriez dans ce que les convenances m'obligent encore à appeler le grand monde, la haute société. Je pénétrais dans le peuple, je faisais plus, je m'identifiais à lui, je vivais de sa vie, je comprenais ses maux et souffrais avec lui. Vous aviez vos aises dans une charmante villa des bords du Rhin, vous respiriez librement. Ce n'est ni dans les faubourgs crapuleux des villes du Nord, ni dans ma mansarde du Quartier latin que je connus la satisfaction et le bien-être. J'eus froid, j'eus faim, je respirai l'atmosphère empestée de fumée et je compris mieux encore le dur esclavage du travailleur. Vous appreniez à commander et à vous faire servir. J'apprenais à servir et à me sacrifier et je continue cet apprentissage ici où, librement, j'accepte la besogne la plus vile pour me former à m'oublier moi-même pour les autres! Voilà ce qui nous sépara. Voilà les sentiers opposés que nous avons pris. À vingt ans, ces influences se font sentir sur le caractère; vous entrâtes dans une classe, je pénétrai dans l'autre et entre nous s'éleva bientôt, menaçante, la terrible barricade. Il était de mode autrefois de marquer tous les esclaves au fer rouge. Il est aujourd'hui des empreintes qui, pour n'être pas faites avec le feu, n'en sont pas moins nettes et indélébiles. Qu'on ne vienne pas nier l'existence des classes, elles nous poursuivent jusque dans le domaine sacré de nos affections les

plus chères et élèvent entre les âmes cette barrière terrible qu'elles dressent entre les hommes!

Etant donné ces choses, il valait mieux pour nous deux que nous nous séparions. J'aurais souffert de ne pas trouver en vous une aide et une compagne préparée pour le travail de Dieu. Vous auriez souffert aussi de ne pouvoir me suivre sans répugnance là où Christ est allé et où ses témoins doivent marcher sur ses traces. (...)

C'est ici ma dernière lettre. Je dénoue le dernier lien qui nous a unis. Nous ne nous reverrons peut-être jamais après avoir caressé les mêmes rêves, vibré pour le même idéal, après avoir prié l'un pour l'autre. Après nous être aimés nous devenons étrangers. (...)

Excusez-moi d'avoir jeté ces dernières paroles dans votre quiétude et de rappeler ainsi celui que vous avez déjà oublié. C'est la dernière fois que vous me pardonnez. Faites-le de bon cœur et recevez un «adieu» pour toujours.»

Rentré de Berlin au printemps 1914 pour rédiger ma thèse à Boudevilliers, j'allais souvent à l'Université de Neuchâtel retrouver mes anciens amis de Zofingue et mes collègues de la Faculté, ou consulter mes professeurs. Je prenais part de temps à autre à des réunions du Groupe des socialistes chrétiens ou de l'Association chrétienne d'étudiants qui possédait près de l'Université un Foyer où Jenny s'occupait d'étudiantes étrangères. Elle était rentrée de Bonn en avril 1914.

Un congrès international des socialistes chrétiens devait avoir lieu à Tourcoing au début de juillet, organisé par une section que j'avais fondée où je comptais de nombreux amis. Je décidai d'y aller en passant par Paris et de partir un vendredi soir par l'express Berne–Paris qui faisait halte à Neuchâtel. L'Association chrétienne d'étudiants avait fixé une séance au Foyer pour ce soir-là, précédée d'un repas en commun. Accompagné de Jean Inäbnit, je m'y rendais vers la fin de l'après-midi quand, près du Foyer, nous avons rencontré Jenny. Nous nous sommes salués avec une retenue compréhensible après deux ans d'absence, de silence et notre rupture.

Au repas nous nous sommes retrouvés, puis à la séance et avons échangé quelques phrases de politesse avec un regard interrogateur. Un autre m'a-t-il remplacé dans le cœur de Jenny? — Une autre fille a-t-elle pris ma place? Aucune allusion au passé, mais le cœur horriblement anxieux. Je partis avant la fin de la réunion pour prendre mon train. A peine étais-je sur le quai de la gare que Jenny apparaissait. Pur hasard! Elle ignorait que j'allais à Paris et venait attendre son frère Paul qui arrivait de Bâle par le même train. Le hasard voulut encore que le train eût un retard d'un quart d'heure.

Nous nous sommes promenés le long du quai en parlant de choses et d'autres pour ne pas laisser le silence s'établir et, naturellement, sans aborder ce qui s'était passé entre nous.

Il était pourtant nécessaire d'en parler un jour. Dans le train de Neuchâtel à Paris je ne dormis pas. Un nouvel espoir m'envahissait. Jenny ne m'avait pas fui. Elle avait toujours son sourire et ses yeux charmeurs. Ce fut une tempête d'idées folles, de sentiments réveillés, d'espérances insensées. Il fallait que Jenny sût que je l'aimais encore. De Paris, pour provoquer une réponse de sa part, je lui envoyai sous enveloppe une carte représentant une statue au Musée du Luxembourg, *Illusion*, de Félix Charpentier, avec ces vers de Verlaine:

«Tout suffoquant
Et blême quand
Sonne l'heure
Je me souviens
Des jours anciens
Et je pleure.»

A mon retour de Tourcoing, je passai comme d'habitude à l'Université de Neuchâtel avant de remonter à Boudevilliers. J'avais du temps devant moi et décidai de rentrer à pied jusqu'à la station du Vauseyon en passant par la rue du Château. Arrivé à Saint-Nicolas, je remarquai que quelqu'un trottinait derrière moi. C'était Jenny! Jenny retrouvée, qui me dit son amour, réveillé par notre rencontre fortuite au Foyer, puis à la gare. Elle aussi avait connu une tempête de sentiments et de pensées après cette rencontre due au hasard. Elle avait pris sa décision. Puisque je ne l'avais pas oubliée, elle serait à moi. Elle était décidée à braver les interdictions paternelles. Je retrouvais une Jenny mûrie, moins distante, plus aimante et plus désirable. Nous avons multiplié pendant quelques jours notre correspondance et nos rendez-vous. Elle me les fixait presque toujours dans le Parc du Crêt, devant l'église catholique. Nous nous promenions au bord du lac, en longeant les quais. Elle assista à ma soutenance de thèse et nous commençâmes à faire des projets d'avenir. Mais son père, une nouvelle fois, interdit toute correspondance et, par prudence, Jenny me pria d'obéir et de prendre patience.

J'ignorais encore ce que je ferais après ma consécration. L'Eglise neuchâteloise m'était fermée. Les possibilités qui s'étaient offertes à moi dans le nord de la France ou en Belgique, où les missions protestantes n'avaient pas la même horreur du socialisme que l'Eglise neuchâteloise, avaient été détruites par la guerre et l'occupation de

la Belgique et du nord de la France par les armées allemandes. J'avais écrit à Londres où une Eglise française cherchait un suffragant pour le 1er octobre, mais n'avais pas reçu de réponse après la déclaration de guerre. Je fis alors le projet de partir comme infirmier dans l'armée française ou l'armée allemande. J'en avertis Jenny le 19 août 1914 en ces termes:

«Je n'avais nulle intention de rompre le silence que vous m'aviez ordonné par mesure de prudence, bien qu'il soit très pénible par moment. Il me semble en effet que nous rééditons ce que nous avions fait quand vous êtes partie pour l'Allemagne. Vous dites que non et j'ai confiance en vous, aussi n'est-ce pas pour vous dire ces choses que je vous écris.

J'ai écrit à Londres pour savoir si mon engagement est toujours valable pour le 1er octobre. Je ne sais encore rien. Je ne sais même pas si, le cas échéant, j'obtiendrai du Gouvernement suisse l'autorisation de partir pour l'Angleterre au milieu de la crise. Tout dépend des événements qui se dérouleront jusqu'à la fin de septembre. — Mais rien n'est plus pénible, quand tout bouge et s'agite, que de rester en vacances chez soi à attendre un ordre de mobilisation qui ne vient pas...

Je me vois voué à l'inaction la plus complète. Puis, je dois vous l'avouer, ma patience, qui n'était pas grande, est soumise à une rude épreuve. Lorsque j'étais en France et vous en Allemagne, la distance de quelques centaines de kilomètres était suffisante pour me faire prendre le silence en patience. Mais je vous sens si près, à quelques minutes de chemin, que je ne puis m'habituer au silence. Cela m'énerve et ne vient nullement en aide à ma patience naturelle déjà si faible.

Deux fois j'ai passé à Corcelles. Je devais aller chez M. Dumont... Je n'ai pas réussi à vous voir. Par contre j'ai rencontré votre père. J'espère qu'il n'a pas suspecté ma bonne foi et ma volonté ferme de ne pas vous voir!

Enfin, je voudrais qu'il y ait quelques kilomètres de plus entre vous et moi pour que je reste plus obéissant à vos ordres et que je ne risque pas de perdre, par mon impatience mal contenue, votre estime et votre affection.

Voilà deux grosses raisons qui ont agi sur ma volonté pour me faire prendre la détermination de partir comme volontaire dans une des armées belligérantes... pas comme fantassin, cela s'entend, mais comme infirmier. Il y a beaucoup de blessés déjà, il y en aura de plus en plus. En Suisse on ne manquera jamais de bonnes volontés, le travail sera du reste peu considérable. C'est pourquoi j'irai en Allemagne ou en France. Mon cœur chrétien, même en temps de guerre, ne voit point les frontières. Il ne connaît que des frères. Vous excuserez sans doute ce manque de patriotisme!

Avant de prendre une décision absolue, j'ai voulu vous écrire. Je crois que la question est assez grave pour rompre le silence.

Certes, officiellement, nous sommes libres l'un et l'autre. Mais nos cœurs dans le secret ne le sont pas. Si je disposais de ma vie sans vous avertir de quoi que ce soit, vous seriez en droit de m'accuser. Or, partir comme infirmier dans l'une des armées de nos voisins n'est pas sans danger.

Non seulement il y a le caractère aveugle de la guerre qui ne peut toujours respecter les infirmiers. Il y a la haine de l'ennemi qui, même blessé, profite de ses dernières forces pour se venger contre les infirmiers du pays adverse, il y a surtout les épidémies de toutes sortes qui ne tarderont pas à régner.

Je sais qu'en partant j'expose ma vie et c'est pourquoi j'ai voulu vous avertir. C'est pourquoi je viens vous demander, avant de prendre une résolution définitive: me permettez-vous d'exposer cette vie qui vous appartient un peu pour accomplir un apostolat d'amour et de vie auprès de ceux que la haine conduit à la mort?»

Cependant je reçus de Londres la confirmation que le pasteur Du Pontet de la Harpe m'attendait le plus tôt possible comme suffragant de son Eglise et de son œuvre. Ma consécration ayant eu lieu le 15 septembre, je partis quelques jours après pour Londres. Jenny vint me saluer à mon départ au passage du train en gare d'Auvernier.

IV

EXPÉRIENCES ET DÉBOIRES D'UN JEUNE PASTEUR SOCIALISTE

C'était l'habitude chez les étudiants en théologie de faire des remplacements pendant les vacances. Beaucoup de pasteurs s'absentaient pendant quelques semaines et ils étaient heureux de trouver, comme remplaçant, un étudiant en théologie qui se chargeât des actes pastoraux dans leur paroisse. L'étudiant faisait ainsi ses premières expériences, une sorte d'apprentissage, et gagnait avec son entretien quelque argent de poche pour le prochain semestre d'études.

A Lyon en 1911

Dès 1911 je consacrai mes vacances à faire de tels remplacements. Je fus d'abord engagé dans deux Eglises de Lyon, l'Eglise luthérienne de la rue Fénelon, du pasteur Bach, et l'Eglise libre du pasteur Monod. Je devais rester deux mois à Lyon, six semaines dans chaque Eglise, ce qui signifiait que pendant quatre semaines je devais faire double service.

L'été 1911 fut un des plus chauds du siècle. La ville de Lyon, malgré les quais du Rhône et de la Saône, n'était pas un havre de fraîcheur. A mon arrivée, le pasteur Bach me mit rapidement au courant des fonctions qui m'attendaient, à commencer par le culte du dimanche matin. Selon le rite luthérien, la partie liturgique se faisait devant l'autel, le pasteur ne montait en chaire que pour prononcer son sermon.

Pendant les vacances l'auditoire était réduit. Beaucoup de paroissiens fuyaient la ville et son étouffante et poussiéreuse chaleur. J'avais naturellement à remplir les devoirs ecclésiastiques: enterrements,

baptêmes et mariages. Un jour dans la semaine les pauvres venaient à la porte du presbytère et recevaient chacun deux sous. Les clochards y étaient en majorité. La concierge accepta de préparer mes repas. Le pasteur me montra la chambre qui m'était réservée pour les six semaines de mon travail à l'Eglise luthérienne, une chambre très vaste sous le toit, au-dessus de la chapelle et des appartements du premier et du second étage. Une petite table avec un pot d'eau dans une cuvette pour ma toilette et un seau destiné aux eaux usées, au centre de la chambre, une table et une chaise, c'était monacal mais suffisant. Le pasteur Bach habitait au premier un bel appartement au-dessus de la chapelle. Il prit soin de clore les persiennes pour maintenir l'ombre et la fraîcheur, puis ferma hermétiquement son logement et me souhaita bonne chance!

Ma chambre, éclairée par une grande verrière sans rideaux occupant toute la surface du toit, était très claire et merveilleusement ensoleillée du lever au coucher du soleil. Mais c'était un véritable four que cet été torride rendait inhabitable. La première nuit, je me jetai nu sur mon lit... et découvris bientôt que je n'y étais pas seul. La chambre pullulait de milliers de moustiques affamés. Je me dissimulai sous mon drap; j'y étouffais, mais pas les moustiques qui m'y tenaient fidèle compagnie! Bref, après deux nuits passées dans cet enfer, je pris le seul parti permettant de dormir. Je transportai mon matelas dans la sacristie attenante à la chapelle, moins étouffante, mais j'y eus aussi bien vite la visite des moustiques avides de mon sang. Alors je n'hésitai pas à me réfugier dans la chapelle; j'étendis mon matelas devant l'autel en tenant bien fermée la porte de la sacristie et je fus relativement à l'abri de la chaleur et des piqûres. Chaque matin je transportais mon lit à la sacristie pour que la concierge ne s'aperçoive pas de cette profanation des lieux saints. Elle a toujours cru que je dormais à la sacristie et, l'année suivante, elle m'écrivait qu'elle avait suivi mon exemple et allait aussi y dormir avec sa fille pour fuir les moustiques. Il paraît que le pasteur Bach avait des moustiquaires à ses lits, dans son appartement bien verrouillé où ne pouvaient pénétrer ni le soleil ni son remplaçant!

Rien de bien spécial n'a marqué ce premier apprentissage du sacerdoce. J'apportai cependant une réforme dans la répartition des aumônes aux pauvres en distribuant des bons de pain de quatre sous à ceux qui venaient chercher leur pièce de deux sous. Un boulanger du voisinage avait accepté de livrer le pain sur présentation des bons signés par moi mais je m'aperçus, en payant les bons remis au

boulanger, qu'une petite minorité seulement des clochards étaient allés toucher leur pain. La semaine suivante, leur nombre avait diminué de moitié. Comme je n'avais aucun intérêt à dépenser moins pour les pauvres, je donnai des bons de pain plus importants à ceux qui allaient régulièrement toucher leur ration. Ainsi je n'augmentais pas les dépenses du fonds des pauvres, mais j'avais l'espoir d'aider un peu mieux ceux d'entre eux qui avaient vraiment besoin de pain.

Un seul cas pénible m'est resté en mémoire. Parmi les malades que je visitais, il y avait à l'hôpital un jeune homme de dix-sept ans paralysé et condamné à une mort prochaine. Le cas était tragique, mais plus tragique encore mon rôle auprès de ce malade révolté contre son sort. J'essayai de lui parler de l'espoir que notre religion lui apportait d'une vie nouvelle et heureuse dans l'au-delà. «Je ne veux pas vivre heureux au ciel, mais sur la terre; j'ai dix-sept ans, je ne veux pas devenir un ange, mais un homme comme les autres. Du reste je ne crois pas à votre paradis! Quant à l'enfer, je l'ai connu sur la terre, ça me suffit.» Je le sentais absolument fermé aux paroles avec lesquelles l'Eglise cherche à calmer les souffrances et les misères terrestres par des promesses célestes. Il trouvait un plaisir maladif à se complaire dans son désespoir, dans son rôle de victime de l'injustice de la vie. Je lui donnais raison en pensée et j'imaginais qu'à sa place je n'aurais pas eu d'autres sentiments. J'aurais probablement chassé le pasteur venu me parler de résignation et d'espérance en une vie future à laquelle je ne croyais pas plus que lui. Il m'a demandé au contraire de revenir le voir. Il sentait ma sympathie et avait besoin de vider le trop-plein de son cœur. Je lui apportais quelques gâteries et nous parlions plus tranquillement, en amis. J'avais l'impression que ma présence et l'intérêt que je lui portais le calmaient, car il sentait qu'un ami cherchait à comprendre ses récriminations et ses révoltes. C'est avec regret que j'ai dû le quitter pour rentrer en Suisse, sachant que je le laissais seul avec la mort proche et que le pasteur qui le visiterait après moi ne ferait probablement que l'aigrir davantage. Mais j'ai senti aussi le vide des promesses ecclésiastiques devant la souffrance, la misère et la mort. Pourquoi faire peur aux hommes en leur parlant d'un jugement dernier et leur donner l'assurance ou l'illusion que le mal qu'ils ont fait pendant leur vie est pardonné par le sacrifice de Jésus-Christ et qu'il suffit de croire en lui à l'heure de la mort pour être sauvé dans l'au-delà? La morale ne doit pas être le fruit de la peur du gendarme ou du grand juge éternel. Elle doit être l'attitude de l'homme

conscient de ses devoirs envers ses semblables qu'il considère comme des frères. Alors il ne craindra plus la mort.

Pour la première fois, à Lyon, j'ai aussi compris qu'un jeune pasteur célibataire est considéré, par les parents qui ont des filles à marier, comme un parti de choix. J'ai été invité, le dimanche après midi, dans des familles de paroissiens huppés dont les filles s'empressaient autour de moi et je me suis rendu compte qu'il fallait être prudent pour ne pas éveiller des sentiments auxquels je ne pouvais répondre. C'est aussi à Lyon que je fis mes débuts dans l'évangélisation populaire, à la Guillotière, où l'Eglise libre avait une salle d'évangélisation. J'avais demandé au pasteur Monod de me faire part des critiques qu'il aurait pu entendre au sujet de ma prédication. Il me répondit, le 20 octobre:

« Je puis vous dire en connaissance de cause que vous avez fait du bien à la Guillotière et aussi à la Chapelle. Je serais bien embarrassé de vous dire des critiques, car je n'en ai recueilli aucune. On a trouvé en général vos prédications consciencieuses et bien pensées. Dieu vous a certainement donné de belles ressources de pensée et de cœur. »

Je n'avais pas vingt ans quand j'ai fait cette première expérience et ce court certificat m'a encouragé.

A Tourcoing et Fives-Lille en 1912

J'ai accepté, en 1912, de remplacer deux pasteurs dans le Nord industriel et socialiste de la France: le pasteur A. Segond à Tourcoing et le pasteur H. Nick à Fives-Lille. Dans ces deux postes, je n'avais pas à m'occuper, comme à Lyon, de protestants descendants des huguenots et d'Eglises de vieille date. J'y avais un travail d'évangélisation dans les milieux ouvriers et populaires de deux grands centres industriels, essentiellement catholiques et socialistes et, dans ces deux villes, une activité particulièrement intéressante parmi la jeunesse ouvrière. Le pasteur Segond me laissait un programme de travail chargé: chaque dimanche, à 9 heures, école du dimanche, à 10 heures et quart, culte (sans robe!), à 2 heures de l'après-midi, réunion de jeunes gens, et le soir, à 8 heures, réunion populaire à «la Semeuse», tente d'évangélisation dans un quartier ouvrier. Puis, le lundi soir, réunion des moniteurs; mardi, réunion d'évangélisation à «la Semeuse»; jeudi, à 2 heures de l'après-midi, école

populaire à «la Semeuse» et le soir étude biblique; vendredi soir, réunion à «la Semeuse». Il ajoutait, dans la lettre qui m'indiquait ces tâches: «Notre œuvre a une allure très libre, très simple et très confiante. Vous vous y sentirez très vite à l'aise et serez reçu à bras ouverts. J'espère que vous êtes abstinent. C'est indispensable dans nos milieux si fortement alcoolisés, où l'évangélisation commence presque toujours par la Croix bleue. — Je vous recommande tout particulièrement notre jeunesse... je suis certain que vous vous attacherez à ces braves garçons... Vous logerez chez moi, ce qui, à part la solitude, aura beaucoup d'avantages pour vous et ne dérangera pas les habitudes de mes paroissiens.»

Ce que le pasteur Segond m'écrivait s'est trouvé entièrement confirmé. J'ai eu un très grand plaisir à travailler dans ce milieu, si différent de celui que j'avais connu à Lyon. Au contact de la misère et des conditions de vie des ouvriers et des ouvrières du Nord, à Tourcoing comme à Fives-Lille, mes convictions socialistes se sont affermies. Ces masses ouvrières, avec leur vie si misérable, étaient bien différentes des travailleurs de l'horlogerie et de la vie des ouvriers de La Chaux-de-Fonds. La débauche et l'ivrognerie y étaient très répandues. Les chefs socialistes et syndicalistes, boycottés par les patrons et signalés sur les listes noires, avaient presque tous ouvert un estaminet où l'alcool était abondamment consommé par les ouvriers socialistes. Dans maintes familles le salaire du père était insuffisant et la femme était contrainte d'aller travailler en fabrique. Les enfants étaient abandonnés à la rue et à ses influences. En rentrant du travail l'homme trouvait un foyer en désordre, il le fuyait et se rendait à l'estaminet. La vie de famille était quasi inconnue.

J'eus vite fait de me lier avec les jeunes gens que le pasteur Segond m'avait spécialement recommandés. Il y en avait de diverses nationalités, des Allemands, des Français et des Anglais. Ils étaient fiers de leur fraternité et de leur solide amitié par-delà les frontières nationales. Mes idées socialistes et internationalistes tombaient dans un terrain très bien préparé. Aussi ai-je créé sans peine, à Tourcoing, un groupe de socialistes chrétiens et, pour supprimer la barrière qui trop souvent sépare le pasteur de ses fidèles, je proposai à plusieurs de ces jeunes gens particulièrement actifs et ouverts de me tutoyer. J'ai gardé pendant des années une correspondance suivie avec plusieurs d'entre eux, en particulier pendant la guerre, et même jusque dans les années trente. J'étais pour eux plus un ami qu'un

pasteur. Des relations de confiance réciproque et d'amitié me liaient aussi à la plupart des habitués de nos salles de cultes d'évangélisation. En 1914, le congrès international des socialistes chrétiens eut lieu à Tourcoing. J'eus grand plaisir à revoir mes amis à cette occasion. C'est la guerre qui nous tint séparés plus tard.

L'œuvre du pasteur H. Nick, dans la banlieue ouvrière de Lille, à Fives-Lille et Hellemmes, si elle s'adressait aux mêmes ouvriers du Nord, avait d'autres méthodes. H. Nick était un pasteur avec une foi profonde, mais orthodoxe, usant de méthodes revivalistes. Nous allions, le dimanche matin, faire des tournées d'évangélisation dans les rues et les corons. Comme les salutistes, nous chantions quelques cantiques et lorsqu'un groupe de curieux s'était formé, nous leur adressions une courte allocution et distribuions des Nouveaux Testaments ou des feuilles de propagande. Les multiples activités de la mission étaient groupées autour du «Foyer du Peuple», au centre de ce faubourg. Il comportait divers locaux, une grande salle et un préau.

Généralement nous prenions comme sujet de nos allocutions le nom du bistrot le plus proche pour en démontrer la fausseté. A Fives comme à Tourcoing, la lutte contre l'alcoolisme était notre principale préoccupation. J'y ajoutais toujours la lutte contre le régime capitaliste. Cela plaisait moins au pasteur Nick, bien qu'il fût membre du Parti socialiste et de l'Union des socialistes chrétiens de Paul Passy.

H. Nick trouvait que j'étais trop le camarade des jeunes avec lesquels je travaillais. Pour lui, le pasteur devait garder des distances et toujours évangéliser. Il ne me cacha pas ses critiques à cet égard. J'ai conservé de lui une importante correspondance.

La mission populaire «MacAll» de Paris ayant demandé au pasteur Nick des références sur moi, il envoya au directeur de cette mission, le pasteur Grenier, un certificat élogieux, mais qui formulait quelques réserves sur mes idées théologiques:

«Nous avons eu deux mois ici M. Humbert-Droz. Je n'ai que du bien à vous dire de sa loyauté, de son désintéressement, de sa générosité d'âme.

Il aime la prière, a foi dans l'exaucement, dans la transformation des cœurs par l'Evangile. Il a une certaine familiarité qui lui conquiert aisément les cœurs et une clarté de parole qui est également un don précieux pour l'évangélisation.

M. Humbert-Droz étant venu de l'athéisme à l'Evangile, cela explique qu'il n'ait pas la maturité de pensée et d'expérience chrétienne qu'ont d'autres jeunes pasteurs qui ont une pensée plus sûre

d'elle-même, mais souvent beaucoup moins de zèle et de dévouement que lui.

Au point de vue des idées, c'est un esprit en formation. Il n'est pas arrivé là où j'espère grâce à sa sincérité il en viendra.

Vous pouvez l'employer utilement. Je l'estime trop loyal, sachant dans quelle œuvre il travaille, pour ne pas vous avertir s'il se sentait en désaccord avec vous.

Que Dieu lui inspire de la sagesse pastorale pour qu'il s'efforce toujours et seulement de faire du bien et pour qu'il vise avant tout à la conversion des hommes. Il aura à faire un effort à cet égard. »

En m'envoyant copie de ce certificat, le pasteur Nick me fit part, très loyalement, de ses critiques:

« Voici longtemps que j'aurais voulu vous écrire. L'occasion m'en est fournie par une lettre que je reçois de la mission populaire me demandant ce que je pense à votre sujet.

S'il ne s'agissait que de votre personne, je ne serais pas embarrassé; je pense le plus grand bien de votre absolue loyauté, de votre désintéressement, de votre générosité d'âme, pour ne parler que de quelques-unes de vos qualités. Mais il y a un enseignement à donner, dans une œuvre déterminée qui certes n'est pas tracassière avec ses agents, mais qui a une certaine unité dans sa conception de l'évangile...

... je serais heureux lorsque vous pourrez m'écrire que votre conviction est faite sur la sainteté de Jésus-Christ. Car enfin si Jésus-Christ n'est pas sans péché, il est un exemple entre beaucoup d'autres, il n'est pas le Sauveur; comment nous sauverait-il du péché s'il en était lui-même atteint?

... s'il n'a pas été ce qu'il a prétendu être, il n'a été qu'un fou d'orgueil. Seulement alors ce n'est pas seulement Jésus-Christ qui vous échappe, c'est Dieu lui-même... La sainteté de Jésus-Christ est le nœud de tout le problème chrétien et religieux. Niez-la, tout s'effondre.

— Voilà ce que je tenais à vous écrire: la foi chrétienne est la foi en la sainteté de Jésus-Christ.

... Je sais que vous ne me comprendrez pas sans doute sur ce point d'une certaine prudence dans la cure d'âme; que vous y trouverez même matière à sourire des vieilles moustaches; mais, croyez bien, c'est là un point capital essentiel. On n'enseigne pas un enfant comme un homme d'âge mûr. Tout en ayant un abandon qui ne ressemble en rien à quelque chose de guindé, ou d'hypocrite, une certaine réserve s'impose. Dans certains cas il faut éviter de troubler inutilement. Il s'agit du salut des hommes....

Dites-vous que passant dans une œuvre, vous n'avez pas le droit de tout modifier, vous risqueriez de laisser des ruines, n'étant plus là pour reconstruire.

Que votre prédication soit une démonstration d'esprit et de puissance et non pas seulement une morale humaine qui ne peut changer les cœurs.

... Vous m'excuserez de vous parler avec la plus grande franchise. N'y voyez qu'une preuve de la confiance que vous m'inspirez et de l'affection que j'ai pour vous... »

Je répondis à cette lettre avec la même franchise et un dialogue s'établit ainsi entre nous. Il précisait encore, dans une lettre du 2 février 1913, ce qu'il entendait par une « certaine réserve » que le pasteur doit observer dans ses relations avec ses fidèles :

« ... je ne vous ai pas dit que vous aviez fait du mal, je ne le crois pas ; je vous ai simplement rappelé que vous aviez charge d'âmes et qu'il ne faut jamais le perdre de vue ; un pédagogue a d'autres devoirs qu'un camarade. »

Puis, le 14 mai 1914, il m'écrivait qu'il avait envisagé de m'associer à son œuvre :

« J'avais rêvé pour vous d'un apostolat dans notre région, au point de vue antialcoolique, social et chrétien... »

J'avais été sollicité de continuer mon travail dans le nord de la France sans terminer mes études. Cette activité m'attirait, mais le professeur Morel que je consultai me conseilla de terminer mes études de théologie avant de m'engager dans le sacerdoce. Il avait raison.

Lors de mon séjour à Fives-Lille, le pasteur Bosc de Lille me pria de le remplacer pendant ses vacances pour présider le culte au temple de Lille et faire quelques visites à la prison centrale de Loos où il était aumônier protestant. Je prêchai donc pour le pasteur Nick et pour le pasteur Bosc au temple protestant de Lille. Mais l'atmosphère y était froide, guindée, semblable à celle que j'avais trouvée à Lyon. Les vieux protestants étaient pour la plupart des patrons ou des banquiers, bref des bourgeois qui n'avaient pas beaucoup de sympathie pour les nouveaux venus des salles d'évangélisation populaires. Mes amis de Fives-Lille qui, le dimanche, allaient au temple de Lille, prenaient place dans une travée du temple qui semblait leur être réservée. Ainsi le temple reflétait l'image des classes sociales, séparées même au lieu du culte — discrimination

sociale aussi nette que certaines discriminations raciales aux Etats-Unis et en Afrique du Sud.

Le culte à la prison centrale de Loos fut pour moi une expérience nouvelle. Le culte catholique rassemblait la majorité des détenus, mais ils y étaient cloisonnés et séparés, ne voyant que le curé. Par contre le culte protestant avait lieu pendant la semaine, dans une salle ordinaire avec bancs et tables. Le pasteur Bosc m'avait prévenu que les habitués du culte protestant étaient généralement les pires criminels du pénitencier, des récidivistes ayant déjà purgé des peines à la Centrale de Loos, qui savaient qu'au culte protestant les détenus pouvaient se voir, se parler et se passer en contrebande tabac, lettres, argent et autres objets défendus. Ils n'étaient «protestants» que dans la prison!

Je fus tout d'abord révolté de constater que je devais faire le culte sous la garde d'un gendarme armé d'un revolver qui se plaça à côté de ma table, face aux prisonniers. Parler du Dieu d'amour sous la menace d'un revolver me parut monstrueux. Je demandai donc que ce garde soit éloigné, mais la direction de la prison refusa, affirmant que ce revolver était ma sauvegarde! Ma tentative d'éliminer cette surveillance policière pendant le culte me valut aussitôt la sympathie des détenus.

Je les considérais comme des victimes de la société et non comme des criminels et je leur dis que beaucoup de ceux qui les avaient arrêtés, jugés et condamnés mériteraient d'être à leur place, que l'homme ne devait ni juger ni condamner ses semblables: «Que celui qui est sans péché lui jette la première pierre!» Dès le second culte les détenus me demandèrent de chanter encore un ou deux cantiques avant de terminer. Je compris qu'ils voulaient gagner du temps et je concédai avec empressement. Le garde intervint alors en me faisant remarquer que le culte avait assez duré, à quoi je lui rétorquai que j'étais seul juge de la durée du culte protestant que je présidais. Le dernier culte fut plus long encore, sans intervention du garde que j'avais remis en place, à la grande joie des détenus. La glace entre les «criminels» et le pasteur était brisée. Le Christ ne se plaisait-il pas parmi les gens de mauvaise vie? Je ne pouvais imaginer alors que je passerais aussi, comme «criminel», près de trois ans dans les prisons suisses, françaises et autrichiennes. Ce fut là mon premier contact avec la vie des pénitenciers!

A Bethel en 1913

Après les deux semestres d'études passés à Paris, je désirai utiliser mes vacances d'été pour apprendre l'allemand et pouvoir suivre ensuite les cours à l'Université de Berlin. Je m'engageai donc pour trois mois, comme infirmier, dans la grande œuvre pour épileptiques de Bodelschwing, à Bethel près de Bielefeld, en Westphalie. Il y avait là une maison pour les candidats en théologie qui complétaient leurs études en faisant un travail d'entraide. Pendant les vacances, le «Kandidatenkonwikt» (home des candidats) était fermé et les étudiants qui restaient étaient répartis dans les différentes maisons. Je fus envoyé dans la pire d'entre elles: «Neu Eben-Ezer.» C'était un asile pour gâteux; personne n'y parlait le français. Mon travail était des plus rebutants: j'avais la garde d'une salle de six lits et aucun de mes patients n'avait la conscience d'exister. Les lits étaient faits d'un cadre de bois entourant une couche de poussière de tourbe répandue sur un fond de toile. On étendait sur la tourbe un drap fortement pincé aux deux longs côtés, sur lequel le malade était couché. Les six patients étaient alités.

Le matin, l'infirmier avait la tâche rebutante de nettoyer les lits et les malades qui tous mouillaient leur lit. Avec une petite fourche il fallait enlever la poussière de tourbe qui avait absorbé l'urine, remuer la couche de tourbe pour la rendre plus tendre, mettre un drap propre et recoucher le malade. C'était le travail le plus simple, mais souvent le malade n'avait pas seulement mouillé son lit, et il fallait alors le débarrasser des excréments dont il s'était empoissé le corps et parfois le visage et les cheveux. Ce n'était pas facile de le sortir de son lit et de le transporter dans une baignoire. Il n'y avait pas de gants pour faire ce travail. Puis il fallait donner à manger aux malades incapables de porter une cuiller à la bouche et qui laissaient retomber sur leur bavoir les aliments que je m'évertuais à leur faire ingurgiter.

Mais le plus pénible, c'était l'inconscience totale de ceux qu'on soignait. Je me demandais pourquoi il fallait maintenir en vie des êtres tombés plus bas que la bête qui, elle, sait se nourrir, se laver, faire ses excréments loin de son gîte. Ces êtres n'ont plus rien d'humain, même plus la conscience d'exister, et sont pour leurs familles qui ne viennent jamais les voir un perpétuel tourment et une lourde charge. On m'a dit que leur rôle était de susciter le dévouement chez ceux qui les soignent!

A Neu Eben-Ezer je ne travaillais que le matin; j'employais mes après-midi à étudier l'allemand et à faire des promenades dans les environs. Je fis de rapides progrès en langue allemande.

A Londres de 1914 à 1916

En automne 1914, après ma consécration, j'obtins du pasteur Du Pontet de la Harpe la confirmation qu'il m'attendait pour prendre la suffragance de l'Eglise réformée évangélique française de Bayswater et de l'œuvre qu'il avait créée. Je partis donc pour Londres. Mon collègue de faculté Bourquin-Jaccard m'avait recommandé ce poste où il avait lui-même travaillé.

Je devais m'occuper non seulement de l'Eglise, avec deux cultes par dimanche, règle en Grande-Bretagne, mais encore de toute une œuvre dans la population française de Londres, œuvre qui comportait une école française dans le quartier français de Charlotte Street où enseignaient un instituteur et une institutrice, Mlle Bondoux.

Dans le quartier de Bayswater, l'Eglise possédait encore un home pour jeunes filles, un bureau de placement pour les institutrices de langue française en quête d'une place de gouvernante dans une famille et un autre bureau pour les jeunes filles désireuses de travailler au pair tout en apprenant l'anglais. La directrice du home et de ces bureaux de placement était une Bâloise, Mlle Schweizer, qui avait été gouvernante chez le vice-roi des Indes où elle avait vécu longtemps. Des atteintes de malaria l'avaient obligée à revenir en Europe pour s'y soigner.

L'Eglise elle-même était le centre d'activité d'une Union chrétienne de jeunes gens. Cette œuvre avait été fondée par le pasteur Du Pontet de la Harpe, dont le nom à double résonance aristocratique avait conquis les sympathies de la noblesse britannique. La princesse de Battenberg de la famille royale ouvrait chaque année la vente de charité en faveur de l'œuvre. Le pasteur Du Pontet de la Harpe n'avait pas d'activité ecclésiastique, il se contentait de gérer les affaires de son œuvre en collectant auprès des gens huppés. Les chèques affluaient et le suffragant, mal rétribué, faisait le travail.

Mon départ pour Londres fut difficile. Septembre 1914: bataille de la Marne. La voie Paris–Le Havre était incertaine et le consulat français me proposa même de passer par Lyon–Bordeaux. La poussée allemande ayant été arrêtée sur la Marne, je pus passer par

Paris–Le Havre. Un voyage de guerre. Un Paris méconnaissable. Sur la ligne du Havre, de longs arrêts dans les gares où arrivaient du front des convois de blessés. Les culottes blanches des Marocains étaient maculées de sang. Les grands blessés déchargés en plein soleil étaient assaillis par des nuées de mouches. J'ai compris là ce qu'était la guerre. La traversée du Havre à Southampton fut très mouvementée, je me trouvais en mer pour la première fois et elle était mauvaise. Presque tous les passagers étaient malades et j'étais surpris de ne l'être pas moi-même. Les vagues balayaient le pont sur lequel il était interdit de monter.

Le pasteur Du Pontet de la Harpe avait adopté les coutumes de l'aristocratie britannique: il ne s'éclairait qu'aux chandelles et n'avait qu'une misérable petite bougie sur sa table de travail, à laquelle d'ailleurs il ne passait guère de temps. Mes allures d'homme barbu aux cheveux longs bouclés, rejetés en arrière, ne lui plaisaient point. Il me fit remarquer que mes paroissiens pourraient penser que cette broussaille manquait de propreté ou que je passais trop de temps à ma toilette! Je refusai de changer quoi que ce fût à ma coiffure, mais acceptai de me vêtir de noir, sans porter toutefois le col «clergyman». Il m'enjoignit d'acheter un haut-de-forme pour la cérémonie d'ouverture de la vente en présence de la princesse de Battenberg. Mais je n'eus jamais besoin de m'affubler de ce couvre-chef car je quittai l'œuvre de M. Du Pontet de la Harpe avant l'ouverture de la vente.

La première tâche que me donna le pasteur Du Pontet de la Harpe fut de partir pour la Hollande y chercher son petit-fils. Devant l'avance des troupes allemandes jusqu'à la Marne, sa fille, dont le mari était pasteur dans la région menacée, s'était réfugiée à Londres auprès de sa famille. Son fils, âgé d'une dizaine d'années, était allé passer ses vacances chez un pasteur en Allemagne. Il y avait été surpris par la guerre et je devais aller le reprendre en Hollande où on l'avait amené.

Je fis donc une nouvelle traversée en sens inverse, de Folkestone au port hollandais de Vlissingen. Jamais, de toutes les traversées que je dus faire par la suite, je n'ai vécu une pareille tempête. Des vagues gigantesques balayaient le pont, catapultant à la mer les chaises longues abandonnées par les passagers. Ceux-ci étaient affalés, malades, sur les escaliers et les banquettes. Je fus, je crois bien, le seul à résister au mal de mer mais en débarquant je titubais comme les autres. Le retour fut heureusement plus calme.

En automne 1914, on ne sentait pas, à Londres, la guerre comme à Paris. L'armée anglaise était formée de volontaires et les affiches sur les murs de la ville, dans le métro et sur les écrans de cinémas faisaient une intense propagande pour le recrutement. Hyde Park s'était mué en place d'exercice. On y voyait de jeunes soldats qui apprenaient, sur des sacs de paille suspendus aux arbres, l'attaque à la baïonnette et la meilleure façon de transpercer un soldat ennemi. J'ai vécu le premier bombardement aérien de Londres par un zeppelin. Un soir que je rentrais d'une réunion dans l'East End, les bombes commencèrent à tomber et à éclater dans le quartier que traversait l'autobus sur l'impériale duquel je me trouvais. Les passagers de l'impériale, pris de peur, se précipitèrent à l'intérieur, et je m'y trouvai seul, surpris de ma quiétude, due sans doute à une sorte de fatalisme que j'ai toujours ressenti dans les moments de danger. J'étais loin pourtant d'être courageux mais je dominais mes nerfs et restais maître de moi. L'autobus traversa Londres à toute allure, dans les rues obscurcies désertées par les piétons.

M. Du Pontet de la Harpe avait trouvé pour moi une de ces pensions familles anglaises ennuyeuses et monotones. Aussi eus-je tôt fait de louer moi-même une petite chambre au deuxième étage d'un cottage de Northumberland Place où j'avais la possibilité de cuisiner sur le palier en utilisant un réchaud à gaz. J'y fis mes repas, alternant les fritures de harengs frais et les côtelettes de mouton. Je vivais ainsi à moindres frais et pouvais faire quelques économies. Une jolie petite cheminée à charbon me permettait de chauffer ma chambre. Quand le marchand de charbon passait dans la rue, j'en faisais monter un sac que je serrais dans une caisse. Il servait à me chauffer et à griller mon pain du petit déjeuner. Mlle Schweizer ayant appris comment je vivais m'invita à passer les soirées dans son bureau quand je n'étais pas occupé ailleurs. J'arrivais au home quand le repas du soir était terminé et que les jeunes filles s'étaient retirées dans leurs chambres ou étaient sorties. Je frappais à la porte d'entrée trois coups d'un rythme convenu, avec le marteau. Mlle Schweizer, seule à connaître ce signal, venait m'ouvrir et me conduisait dans son bureau où elle me servait le repas du soir. Mlle Bondoux, l'institutrice française, venait nous y rejoindre. Un soir, je proposai de faire une fondue neuchâteloise. On acheta vin blanc sec et fromage suisses et j'en confectionnai une fort passable. Mais lorsqu'il fallut tremper son pain dans la fondue bouillante, Mlle Bondoux s'y refusa catégoriquement, trouvant malpropre cette

façon de manger. Elle voulut en prendre quelques cuillerées dans son assiette. Je dus insister beaucoup et lui donner l'exemple en l'assurant qu'en tout cas les microbes étaient détruits par la cuisson, lui faisant remarquer aussi que Jésus-Christ, lors du repas de la sainte cène, trempait son pain dans le même plat que Judas! Je n'allai pas jusqu'à prétendre qu'il s'était agi alors... d'une fondue neuchâteloise, mais le geste était le même. Mlle Bondoux, bien qu'avec une certaine méfiance, finit par se laisser convaincre

Je ne sais ce qu'aurait dit le pasteur Du Pontet de la Harpe s'il avait appris que son suffragant organisait des fondues dans le bureau de son home de jeunes filles.

Je développai à Londres une très grande activité. Dans une lettre du 29 octobre 1914, j'en donnais les détails à Jenny dont j'attendais des nouvelles avec impatience:

«Ma santé légèrement atteinte par beaucoup de surmenage m'oblige à arrêter mon travail et à prendre un jour de repos complet. J'ai passé cette journée à rêver, à relire vos messages et à me persuader que malgré votre long silence vous m'aimez encore un peu. Je vous aime trop pour être sage et rester silencieux. Je voulais attendre de vos nouvelles avant de vous écrire, d'abord parce que vous pouviez m'écrire sans que personne le sache à Boudevilliers d'où tout me parvient. Ensuite parce que vous m'aviez laissé sans adresse, de sorte que je suis obligé de vous adresser ces lignes à Corcelles!... Excusez cette hardiesse. N'y voyez qu'une preuve de mon affection qui commence à être sérieusement inquiète de votre sagesse si patiente. J'admire, sans la comprendre bien, votre force de volonté et je crains parfois que cette nouvelle séparation n'aboutisse au même résultat que la première. Je ne vous cache point que je doute parfois de l'avenir et que je me décourage en pensant à vous. J'ai besoin que vous me répétiez que tout espoir n'est pas vain et que vous m'aimez encore un peu!

Je sens parfois qu'il serait raisonnable de rompre entre nous. Il y a tant de difficultés qui s'amoncellent sur notre route et plus nous attendons, plus elles grandissent et plus il devient impossible d'espérer nous unir un jour. Mais je n'ose songer à une telle détermination. Vivre sans vous ce n'est plus vivre. Vous occupez une telle place dans mon cœur que vous en arracher c'est enlever la vie. Je n'aimerai jamais que vous d'un amour réel. Notre séparation d'il y a un an me l'a fait voir. J'ai voulu en aimer d'autres pour vous oublier, jamais je n'ai pu. Vous seule pouvez remplir mon existence. Pourquoi? C'est peut-être parce que nous avons cherché ensemble à donner un but utile à nos vies, peut-être parce que nous avons entrevu ensemble un même idéal. D'autres sont dans ce même cas et cependant je ne les aime que comme des amies et des camarades de lutte... Je vous aime tout simplement parce que c'est vous. Ces choses ne s'expliquent pas,

elles sont plus fortes que les raisonnements et leur mystère me trouble.
Je vous en prie, ne me laissez pas sans nouvelles...

Combien je regrette le temps de mes études. Je sens tellement bien que ces journées ont fui sans espoir de retour. Je venais à Londres avec l'intention d'y préparer dans mes heures de loisir un doctorat en sciences économiques et sociales. J'ai compté sans la tâche qui m'attendait ici. Je ne réussirai pas même à apprendre l'anglais. L'œuvre dans laquelle je travaille avait habituellement à côté du suffragant un ou deux étudiants missionnaires pour le décharger d'un sermon le dimanche. Il n'y a que moi cette année pour tout faire. Les étudiants français et suisses sont sous les drapeaux, si bien que chaque dimanche j'ai à présider deux cultes avec sermon, l'un à onze heures du matin, le second à six heures et demie du soir. En plus chaque dimanche, dans notre quartier d'évangélisation j'ai, à trois heures et demie l'école du dimanche avec plus de soixante enfants et le soir, à huit heures et quart, une réunion d'évangélisation avec conférence sur un sujet religieux. Il était impossible de restreindre l'activité de notre Eglise. La grande masse des réfugiés nous fait un devoir d'intensifier le travail. Puis il fallait remettre de la vie partout; toute la mission et même l'Eglise avaient été négligées. J'ai voulu faire tout revivre. Aussi ces six premières semaines ont-elles été très fatigantes. Mais mon but est atteint au-delà de mes espérances. Les cultes d'abord sont maintenant très fréquentés; le matin l'église est comble alors qu'à mon arrivée elle ne se remplissait qu'à moitié; le culte du soir aussi, qui ne rassemblait que le quart de l'église, remplit maintenant la salle aux trois quarts et chaque dimanche l'auditoire est plus nombreux. Cela m'oblige à soigner mes prédications. L'Ecole du dimanche a passé de trente à soixante enfants. Mais c'est l'œuvre d'évangélisation qui me donne le plus de joie. A la première réunion, huit vieilles femmes étaient présentes et il y avait plus d'une année que ces réunions étaient semblables. C'était à décourager le plus vaillant. Je résolus de tenter un renouvellement de l'auditoire, malgré les conseils de beaucoup qui m'assuraient qu'il n'y avait rien à faire dans ce quartier.

Je lançai une série de conférences sociales le vendredi soir, sur les causes de la guerre. Elles furent annoncées dans le journal français de Londres et j'eus soin, au grand scandale de M. Du Pontet, mon patron, de joindre à mon titre de pasteur celui de membre du Parti socialiste suisse. Ce fut un succès. J'ai maintenant un auditoire composé de soixante à septante personnes, en grande majorité d'hommes, et d'hommes intéressants. Ce sont des anarchistes qui ont refusé de servir en France et qui se sont réfugiés à Londres pour n'être pas fusillés. Ce sont les seuls qui relèvent un peu l'honneur du genre humain. Il y a avec eux des anarchistes allemands qui sont dans le même cas et tandis que les chrétiens des deux pays s'entretuent avec des évangiles dans leurs poches, les anarchistes ont formé une communauté fraternelle où Allemands et Français cherchent à créer un monde nouveau hors des haines, au-dessus des divisions. Où est

le Christ? Je crois que vous répondrez avec moi qu'il n'est pas sur les champs de bataille, d'un côté ou de l'autre des tranchées.

Ces hommes viennent à mes conférences du vendredi et à mes réunions religieuses du dimanche; ils contredisent quelquefois, ils posent des questions intéressantes. Bref, j'ai beaucoup de plaisir à travailler dans leur milieu et je suis de plus en plus persuadé que le peuple est prêt à recevoir l'Evangile et que ceux-là seuls qui le lui présentent le repoussent et lui font haïr un christianisme dénaturé.

Un autre sujet de joie est mon Union de garçons. Ils sont une vingtaine qui s'attachent à moi et que j'aime beaucoup. Je les ai tous les mardis soirs et les samedis après midi.

Dans la semaine j'ai encore une réunion de l'«Espoir», une leçon de religion à l'Ecole française, une étude biblique, l'Union des jeunes gens; tous mes moments sont occupés.

Je ne regrette qu'une chose, c'est que vous ne soyez pas à mes côtés pour collaborer à cette belle œuvre et pour en jouir avec moi. (...)»

A ces occupations ecclésiastiques, il faut ajouter l'envoi régulier de lettres de Londres à la *Sentinelle*, le quotidien socialiste de La Chaux-de-Fonds. Je me tenais au courant autant que possible de l'action pacifiste dans l'«Independant Labour Party» et de son hebdomadaire *New Leader*. Bruce Glasier, Philip Snowden, Ramsay MacDonald, Keir Hardie y attaquaient la politique du gouvernement britannique et défendaient la paix. Ils parlaient souvent dans des églises et, lorsque j'en avais le temps, j'allais les écouter. Dans mes lettres à la *Sentinelle* je relatais les échos de cette campagne et critiquais certains actes du Gouvernement britannique, en particulier lorsqu'il proclama son protectorat sur l'Egypte. Cela me valut quelques ennuis avec la police britannique. Un matin, de bonne heure, d'énergiques coups frappés à ma porte me réveillèrent. C'était deux détectives de Scotland Yard qui venaient me cueillir au saut du lit pour me conduire au bureau central, sans me dire la raison de cette arrestation. A Scotland Yard, la police britannique fut d'une correction et d'une amabilité parfaites:

— Vous êtes pasteur et vous prêchez contre la guerre, alors que l'Angleterre se bat. Vous faites de l'agitation pacifiste parmi les réfugiés belges et français et même parmi les soldats canadiens d'expression française. Avez-vous jamais été limité par l'Angleterre dans votre activité ecclésiastique?

— Non, jamais!

— Avez-vous à vous plaindre de l'Angleterre?

— Non!

— Alors, pourquoi faites-vous du mal à l'Angleterre?

J'expliquai que j'étais chrétien, donc opposé à la guerre en général et non à l'Angleterre en particulier.

— Nous vous avons fait venir pour vous dire que vous serez toujours libre de parler comme vous le faites, selon vos convictions. Jamais vous ne serez limité dans votre activité pastorale. Mais vous écrivez des lettres politiques de Londres à un journal socialiste. Nous vous avisons que la censure britannique éliminera de vos articles ce qu'elle juge contraire aux intérêts de la Grande-Bretagne.

Et ce fut tout. Jamais plus, ni en France ni en Suisse, je n'ai rencontré de policiers aussi courtois et aussi respectueux de la liberté de pensée et d'action d'un adversaire, étranger de surcroît. Je ne fus plus jamais inquiété par Scotland Yard, mais quelques-uns de mes articles à la *Sentinelle* furent censurés.

Vers la fin de l'année 1914, mes relations avec Jenny se troublèrent de nouveau. Je ne recevais rien d'elle, bien que nous ayons convenu de nous écrire par l'intermédiaire de son amie, Lucy Jeanneret, alors à Naples. C'était vraiment un long détour, même si l'Italie n'était pas encore en guerre. N'ayant pas reçu de réponse à la lettre que je lui avais écrite de Londres le 29 octobre, je lui écrivis, le 5 décembre, que je préférais la rupture à la torture du silence qu'elle m'imposait:

«Je suis étonné et inquiet de votre silence. Ma lettre du 29 octobre est restée sans réponse de votre part. Depuis le milieu de septembre je ne sais plus rien de vous. Je pressens de mauvaises nouvelles. Et cependant je vous écris directement à Corcelles. J'en ai assez de faire de la contrebande et de dissimuler. Je préfère casser des vitres plutôt que de me glisser sous les portes. Je veux donc rester franc quoi qu'il puisse en coûter. Il est nécessaire, en effet, d'arriver à une solution. Nous ne pouvons demeurer éternellement dans la position que nous occupons. Il y a six mois, quand nous avons repris nos relations interrompues, j'ai espéré beaucoup parce que vous paraissiez décidée à arriver à une solution coûte que coûte. Vous affirmiez que vous étiez en âge de savoir ce que vous aviez à faire. Votre père fut surpris de la nouvelle. Je le comprends aisément et je vous ai approuvée de ne pas brusquer les événements. J'ai mis ma patience à l'épreuve. Mais six mois tantôt ont passé. Votre père a eu le temps d'envisager la question et de prendre un parti. Il sait s'il consentira ou s'opposera et les mois et les années ne changeront rien à sa décision présente.

Je ne vous demande pas de brusquer les choses et de demander à votre père son consentement, mais après une demi-année d'attente je vous demande de continuer l'évolution qui a commencé et d'obtenir que nous puissions correspondre ouvertement et librement. Je crois que cela n'est pas trop demander, car si votre père refuse après six

mois de réflexion, soyez sûre qu'au bout de deux ou trois ans il ne consentira pas à notre union. Une correspondance ne nous engage à rien et nous laisse encore parfaitement libres quant à la décision finale. Mais comment celle-ci pourrait-elle intervenir si nous n'avons pas appris à nous connaître bien?

Ainsi je vous demande, pour la nouvelle année, de régulariser cette situation qui devient ridicule. Si nous ne pouvons pas correspondre ouvertement mieux vaut alors briser définitivement et sans espoir de retour en arrière. Ce serait très pénible pour moi, peut-être aussi pour vous, mais je préfère un grand coup plutôt que ce supplice continuel et lent qui assombrit tous les instants.

J'attends donc une lettre de vous pour la fin de décembre. Si vous ne répondez pas, je saurai que vous renoncez à poursuivre la lutte.

C'est de vous seule que dépend l'avenir. Je suis à vous, vous le savez! Depuis trois ans déjà je vis dans une communion intime avec vous et je n'ai pas cessé de vous aimer, même pendant les jours de rupture. Quand, dans les grandes villes, les tentations abondaient pour m'écarter du droit chemin, c'est vous qui avez été mon ange gardien. C'est pour vous et en pensant à vous que j'ai voulu rester pur. C'est vous dire que la nouvelle d'une rupture nécessaire sera dure pour moi. Mais je l'ai envisagée avec calme avant de vous adresser ces lignes et je m'attends à cette nouvelle. J'ai trop de jeunesse et de vie pour me laisser abattre. Le devoir est devant moi immense et grand. Dans le témoignage d'une bonne conscience il y a toujours une source de bonheur et de réconfort. Au reste il y a trop de souffrances autour de moi, trop de deuils et de larmes pour me plaindre de mon sort.

Vous seule donc vous avez à prendre une décision de laquelle dépendent nos deux vies. Je me soumettrai sans reproches et sans murmures à votre volonté. Ce sera là mon dernier témoignage d'affection.

Peut-être cette lettre est-elle la dernière que je vous adresse. La vie s'ouvre grande devant nous et ne permettra peut-être pas que nous nous rencontrions à nouveau. Puissiez-vous la vivre en suivant le chemin qui monte, en poursuivant le bien. Car seulement alors vous serez heureuse.

Je garde de vous un souvenir ému et pur et ne regrette qu'une chose dans nos relations. C'est d'avoir insisté pour que vous écriviez à l'insu de vos parents. C'était un manque de franchise que je regrette et cependant c'était une marque de mon amour pour vous.

Que Dieu vous assiste dans la décision que vous allez prendre et qu'il vous garde. Je reste tout à vous.»

Mais une lettre de Jenny m'apprit aussitôt qu'un message d'elle, du mois de novembre, s'était perdu dans le trouble de la guerre. Elle m'assurait qu'elle était décidée à surmonter tous les obstacles que pourrait mettre sa famille ou le gouvernement britannique à son voyage en Angleterre et qu'elle voulait m'y rejoindre en dépit

de la volonté de ses parents. C'est ce qu'elle fit vers la fin de 1915.

Je lui répondis aussitôt, le 19 décembre:

«Ma bien chère Jenny,

Merci de tout cœur pour votre bonne lettre que je reçois à l'instant. J'y réponds sans tarder pour vous tranquilliser. Pardonnez-moi d'avoir douté de votre affection! Mais il y a plus de trois mois que je n'avais pas de nouvelles de vous. Mon impatience n'est que le signe de mon amour pour vous.

C'est la guerre qui est cause de tout et une lettre perdue peut avoir de graves résultats. Heureusement tout est réparé et si vous me pardonnez je serai le plus heureux des hommes. Vous aurez sûrement écrit des secrets d'État ou manifesté quelques sympathies pour l'Allemagne et la censure anglaise aura retenu votre lettre. Ou bien ces Teutons sans vergogne auront coulé le bateau qui m'apportait vos pensées, ou bien encore, et c'est le plus probable, votre lettre se promène un peu partout ou moisit au fond d'un sac de dépêches dans un bureau de transit.

Suffit que vos nouvelles ne me sont pas parvenues et je hais la guerre d'autant plus qu'elle m'a ravi une de vos lettres déjà si rares et qu'elle a jeté l'émoi dans votre cœur et dans le mien. Mais que toutes ses victimes ne soient pas plus malheureuses que nous et je deviendrai militariste!

Votre lettre m'a redonné de la vie. Non pas que j'aie jamais désespéré de l'existence. Je ne suis pas pessimiste de nature et pourtant je m'attendais au pire. Je cherchais à me faire à cette idée pour que la nouvelle soit moins cruelle. Ce matin, quand votre lettre m'est parvenue, c'est avec un tremblement que je l'ai tâtée. Quand j'ai senti qu'elle ne contenait pas ma photographie, j'ai repris espoir et sa lecture m'a fait revivre tout à fait. J'aurai plus de courage maintenant que je sais que vous ne m'avez pas oublié. Toute ma fatigue a disparu en quelques minutes et me voilà frais et vaillant pour donner ce grand coup de collier qui est nécessaire pour traverser la période des fêtes. La nouvelle année est à la porte. Elle apporte bien des points d'interrogation. Elle verra un dénouement à notre situation et j'ai grande confiance que ce sera le bonheur et que 1915 comptera dans notre vie comme une année inoubliable. Regardons vers l'avenir avec courage. Puisque nous nous aimons, nous sommes forts et nous vaincrons. C'est avec plaisir que je vous accorde quatre mois. Votre lettre a accumulé un grand capital de patience en moi. Et si j'ai supporté dans le doute trois mois et demi de silence et d'absence j'en supporterai bien quatre encore dans la certitude. Ecrivez-moi, de temps à autre. Une fois par mois... ou bien deux!... Je ferai attention de mon côté de ne pas abuser de votre permission d'écrire. Mais faites tout pour venir au printemps, et le plus vite possible. La vie en Angleterre n'a pas été sensiblement modifiée par la guerre. Le passage de la Manche est facile; il y a deux services par jour, par Dieppe et Le Hâvre. J'irai vous attendre sur le continent. Peut-être ma mère

viendra-t-elle me rejoindre ici en février. Si vous venez à Londres, j'accepterai l'offre de M. Du Pontet de rester six mois ou une année de plus dans la mission.

J'ai beaucoup à faire, mais je suis fortement encouragé. Mon temple s'est rempli et depuis qu'il est bâti, il y a 54 ans, il n'a jamais été si plein. Je manque parfois de modération dans mes sermons, mais personne ne s'effarouche!

Je suis resté en relations avec les socialistes de Suisse. Si vous voulez de mes nouvelles impersonnelles, lisez la *Sentinelle*. J'envoie chaque semaine une correspondance de Londres. La censure anglaise en arrête une bonne moitié. Et il paraît que la censure suisse condamne ce qui reste. Décidément je ne suis pas en bons termes avec les gouvernements. Cela ne vous fait-il pas peur?

Ma mère est très inquiète de tout cela. Elle ne me comprend pas. Mais vous, vous me comprendrez, n'est-ce pas? J'ai cette confiance entière que nous collaborerons ensemble à une même et grande œuvre. Mes premières expériences me confirment dans la pensée que le chemin que j'ai pris est le bon.

Vous recevrez un exemplaire de ma thèse qui sort de presse. Ne vous laissez pas rebuter par les théories peut-être quelquefois un peu excessives. Pénétrez-vous de son esprit et vous me comprendrez. Faites-moi part de vos impressions.

J'ai quitté la pension où j'étais. Cette vie m'assommait. J'ai trouvé une petite chambre bien propre et très simple. Et j'y fais une partie de ma cuisine: mes déjeuners et mes soupers. J'aime beaucoup cela. C'est la vie de bohème dans ce qu'elle a de pittoresque et de joli. Cela me rappelle ma mansarde de Paris et ma vie du Quartier latin. Que voulez-vous, je n'aime pas les chemins battus. Le monde est si plat! Et la vie est si belle quand, au lieu de se mouler soi-même sur le monde, on adapte le monde à soi-même. Ne vous effrayez point de tout cela. Comprenez-le aussi! Et surtout dites-vous que, pasteur ou cordon bleu, tout mon cœur est à vous, et c'est un cœur sincère, jeune et confiant.

Je vous parlerais longtemps encore. Mais je dois présider quatre services demain. J'ai une journée d'examens dans nos écoles lundi, mardi notre fête de Noël pour les enfants et les cultes de Noël. Tout cela m'oblige à être bref.

Pardonnez-moi, je vous prie. Oublions ce petit malentendu qui vous a chagrinée. Remettons tout sur le dos de la guerre, ou des Allemands, si vous préférez, devenons plus antimilitaristes pour cela et surtout aimons-nous toujours davantage.»

Cependant mon activité inquiétait mon patron. Il avait passé quelques mois de repos loin de Londres. Il ne revint que pour les fêtes de Pâques et fut tout d'abord enchanté de voir son église pleine jusqu'à la dernière place. Le jour de Pâques il fallut ouvrir une galerie qui, depuis la construction du temple, n'avait jamais été utilisée.

Dans un élan de joie et de reconnaissance, il m'embrassa. Mais il déchanta vite. Le contenu de ma prédication hérissa son conservatisme. Il me demanda de prendre part lui-même au culte, se réservant la dernière prière; il l'utilisa pour démolir le sermon que j'avais prononcé. La situation étant devenue intenable, je décidai de donner ma démission pour le 18 avril. Il s'y opposa en me faisant remarquer que, selon la loi, je ne pouvais partir avant trois mois. Je confirmai donc ma démission pour le 18 juin. Mais nos relations se détériorèrent. Peu avant la Pentecôte, une paroissienne très fidèle vint me trouver au temple pendant l'heure que je réservais à mes paroissiens et me fit part de ses doutes. Elle désirait communier le jour de Pentecôte et cependant hésitait, M. Du Pontet de la Harpe lui ayant dit que j'étais anarchiste et mauvais chrétien. Je la rassurai et lui dis que je ne présiderais pas la sainte cène le dimanche de Pentecôte. Après son départ je fermai le temple à clé et portai la clé à mon patron en lui signifiant que toute relation était rompue entre nous et que je ne présiderais pas le culte de l'Ascension qui devait avoir lieu deux jours après. Je confirmai cette décision subite par lettre et ne revis plus jamais le pasteur Du Pontet de la Harpe.

Mais, qu'allais-je faire?

J'écrivais à Jenny le 24 février 1915 déjà les raisons de ma démission. Je les transcris ici:

«(...) Je suis toujours fortement encouragé dans mon travail. Les gens s'écrasent sur les bancs trop petits. Je dis, comme toujours, des énormités, mais les vieux seuls s'effarouchent. Je cherche à combattre ce courant de chauvinisme malsain qui entraîne toute notre population et ce n'est pas chose facile. Un dimanche j'ai prié spécialement pour les veuves et les orphelins d'Allemagne. Ce furent des protestations nombreuses. On m'appela «Suisse», «neutre», même «Allemand»! Mais d'autres témoignages m'ont apporté l'approbation de beaucoup. Je vais faire un sermon dimanche sur notre devoir de chrétiens en présence de la guerre: «Aimez vos ennemis!...» C'est maintenant qu'on prend conscience de ce que le Christ a apporté de nouveau au monde. C'est aussi le moment de le faire sentir aux chrétiens de tradition.

J'aime beaucoup cette lutte contre l'opinion de tous. Je me sens seul contre un peuple, mais c'est une solitude que j'aime. Je hais les chemins battus! Je fraye ma propre voie et il y a dans ce travail d'avant-garde une joie intense de vivre. Combien j'aimerais vous faire part longuement de ces sentiments qui me pénètrent, dont je suis étonné parfois. Je n'en ai pas le loisir ici maintenant car j'ai encore d'autres choses à vous dire. Je garde cela pour plus tard, quand nous pourrons correspondre librement et souvent. — Quand sera-ce?

Avez-vous lu *Jean-Christophe* de Romain Rolland? Dans le tome IV vous trouverez cet état d'âme par lequel je passe, ce moment où le caractère devient indépendant et sûr de lui, où la personnalité originale se forme, où toutes les forces jeunes sont en ébullition.

Je suis heureux d'apprendre que ma thèse ne vous a pas encore effrayée. Vous m'aviez parlé de divergences de vues et, à dire vrai, j'étais un peu inquiet. Votre lettre m'a rassuré. J'aimerais beaucoup que vous me communiquiez vos pensées sur la question féministe. Je trouve que les hommes sont fort mal placés pour en parler, parce qu'ils n'ont pas la même mentalité que les femmes et parlent donc du sujet sans connaître les données du problème. C'est pourquoi je n'ai fait qu'effleurer la question, laissant à plus compétentes que moi le soin d'en parler.

Mes articles dans la *Sentinelle* ne sont pas si terribles que votre oncle vous l'a dit. Le fait d'écrire dans la *Sentinelle* me compromet plus que les idées que j'y émets. Vous avez raison de tempérer un peu mon ardeur combative. Ce sera vous qui, plus tard, devrez être prudente pour moi... sans toutefois mettre le sabot d'arrêt. Tempérer, pas éteindre!

Je vais vous soumettre un cas difficile en vous demandant de me dire franchement votre pensée.

J'ai l'intention de quitter mon poste. La seule chose qui me retienne ici, c'est mon auditoire si fidèle que j'ai en grande partie formé moi-même, que j'aime et qui me rend bien mon affection. Mais, d'autre part, j'ai une foule de raisons pour partir. Je vous énumère les principales.

1) J'ai trop de travail. Plus j'en fais, plus mon patron m'en demande. Tous les mois il y a un petit effort de plus à faire. J'ai maintenant trois fois plus de travail que n'en avaient mes prédécesseurs. Je sens que je m'épuise à la bûche.

2) Cela m'empêche d'apprendre l'anglais et de connaître la vie anglaise, les mouvements anglais qui m'intéressent. Ce que je fais à l'Eglise française est utile pour moi, mais je puis faire ces expériences partout ailleurs, tandis que je n'aurai peut-être jamais d'autre occasion de voir Londres et la vie anglaise de près.

3) L'Eglise dans laquelle je travaille est en réalité un commerce scandaleux de religion. Mon patron mène cela comme une affaire. Chaque encouragement, chaque parole presque est transformée en gros sous. — En réalité il est furieux de ce que je prêche, mais il a vu que l'église s'est remplie, les collectes sont meilleures, cela lui suffit. La denrée ne lui plaît pas, mais comme elle se vend bien, en bon commerçant il en trafique.

Quand je lui ai dit que je rassemblais une vingtaine d'anarchistes à mes réunions d'évangélisation, il m'a d'abord dit qu'il fallait faire appel à la police pour les chasser. Puis, idée lumineuse, il fit imprimer 2000 rapports «*Notre Travail parmi les anarchistes*». Cela a rapporté gros à la caisse! Ainsi pour tout!

Non seulement cela, mais il collecte pour les pauvres. Il a reçu environ 2000 francs pour eux. Chaque mois, après la cène, il y a une vingtaine de francs pour eux. Or, il ne donne jamais un sou pour les pauvres. Tout cela sert à lui payer une pension de 12 000 francs par an. Il ne fait absolument rien. Voici trois semaines qu'il est à la campagne. Personne ne s'aperçoit qu'il est loin. Ce marché de religion me dégoûte et je ne travaille plus avec plaisir. C'est pourquoi j'ai l'intention de chercher un préceptorat ou des leçons pour vivre et profiter davantage de la vie anglaise.

Que pensez-vous de tout cela?»

Aux raisons invoquées dans cette lettre s'ajoutait un autre fait qui m'incita à partir, mais dont je ne fis pas mention à Jenny. M. Du Pontet de la Harpe avait pris l'habitude de m'embrasser en m'appelant son fils. Je ne goûtais guère ce genre d'affection. J'avais admis son accolade après son retour de la campagne, à la vue de son temple plein, mais ses embrassades se renouvelaient chaque fois que nous étions seuls dans son bureau. J'appris, par Mlle Schweizer, que d'autres suffragants s'en étaient également étonnés. Un jour cependant, après m'avoir embrassé sur ma joue barbue, il ajouta: «Comme tu as une belle bouche!» et voulut me baiser sur les lèvres. Je le repoussai un peu brutalement et évitai dès lors de me trouver seul avec lui.

Le jour de l'Ascension, je passai devant le temple pour voir si le pasteur Du Pontet de la Harpe présidait le culte et je lus un avis apposé à la porte fermée informant les fidèles que le culte n'aurait pas lieu!

Tout en brisant mes rapports avec le pasteur Du Pontet de la Harpe, j'avais l'espoir de trouver un autre emploi.

J'écrivais à ce sujet à Jenny, le 31 mars 1915:

«Mon travail continue à bien aller. Mon temple est plein chaque dimanche, matin et soir. Les cultes du soir ont pris un essor merveilleux. L'Ecole du dimanche et l'«Espoir» sont aussi réjouissants de vie. J'aurai beaucoup de peine à quitter tout cela que j'ai animé de ma vie, mais les rapports avec mon patron deviennent de plus en plus difficiles, non pas qu'il soit méchant, mais il cherche sans cesse à mettre une muselière à ma prédication, trop audacieuse pour lui. Dès que le ministère n'est plus absolument libre, il devient un triste métier pour lequel je ne me sens aucune aptitude.

Les encouragements que j'ai eus ici ont attiré l'attention de la grande Eglise huguenote de Londres qui est sans pasteur depuis deux ans et qui est presque complètement morte. Le consistoire m'a adressé un appel. Il pense que je pourrais remonter leur Eglise comme

je l'ai fait de celle de Bayswater. C'est un poste important que bien des pasteurs, y compris mon patron, ont convoité sans pouvoir l'obtenir. Ces messieurs connaissent mes idées. Plusieurs ont suivi mes cultes depuis le début sans jamais manquer un sermon ou une conférence. Il y a quinze jours, une délégation du consistoire était présente et j'avais justement un sujet très socialiste. Cela n'a pas l'air de les effrayer. Malgré mon socialisme, et peut-être à cause de lui, ils maintiennent leur demande.

Je dois parler au secrétaire la semaine prochaine pour connaître en détail les conditions. J'aurais dû y prêcher Vendredi-Saint, mais je suis occupé dans mon temple et ai dû refuser.

Je ne sais encore ce qui sortira de tout cela. C'est une Eglise placée en plein quartier français, quartier populaire où une œuvre superbe est à faire. Cela m'attire beaucoup, mais le mauvais côté, c'est que l'Eglise est très riche. Depuis plus d'un siècle il y eut des procès et des chicanes entre les Français et une fraction anglaise du consistoire, très aristocratique et qui représente l'autorité royale dans l'Eglise qui a été fondée en 1550 par le roi d'Angleterre. C'est cette fraction anglaise qui a chassé le dernier pasteur mais, chose curieuse, c'est elle qui me demande de prendre sa place.

Que pensez-vous de tout cela? J'aurais dû vous écrire déjà, car c'est une partie de notre vie qui va s'engager, la meilleure. Je ne puis pas prendre une décision sans vous avoir consultée. Je vous en prie, répondez-moi, car une décision doit intervenir dans le courant du mois d'avril. La nécessité se fait de plus en plus sentir d'avoir entre nous une correspondance suivie. Vous m'écriviez en décembre pour me demander un délai de quatre mois après lequel vous tenteriez une démarche auprès de vos parents. Les quatre mois finissent le 13 avril et l'engagement a été tenu, puisque, de ces quatre mois, je n'ai reçu qu'une lettre de vous. — Et cependant je pense qu'il en est de notre situation comme de la guerre. Les mois passent et rien ne change. Je vous demande seulement deux choses. 1) Deux lettres d'ici au moment où je rentrerai en Suisse (fin juin). 2) Si vous ne voulez pas tenter une démarche auprès de votre père pour avoir une correspondance libre entre nous, préparez tout au moins le terrain pour que la situation ait un dénouement pendant les deux mois de vacances que je passerai en Suisse. Il y aura à ce moment une année que nous attendons. Votre père saura ce qu'il veut faire de nous.

Vous sentez peut-être moins que moi la nécessité d'avoir une situation précise. S'il ne tenait qu'à moi-même, j'attendrais encore, mais la vie me presse. Il y a quelques semaines, une demoiselle de La Chaux-de-Fonds m'envoyait une lettre pour me dire qu'elle ne vivait que pour moi... Cela arrive quelquefois. Les moins timides le déclarent, d'autres me le font savoir d'une autre manière. Ma position de prédicateur célibataire devient une charge et un ennui continuel. Seules des fiançailles officielles peuvent me libérer. Je n'ose pas dire que je suis fiancé, parce que ce n'est pas vrai et que nous ne verrons peut-être jamais ce jour. Et mes paroissiens s'obstinent à vouloir me

marier. Quelques-uns se donnent une peine inouïe pour me trouver une compagne. On m'invite au thé pour me mettre en présence d'une jeune fille. Cela m'a amusé au début, mais quand les déclarations arrivent et qu'il faut dire non et briser le cœur de ces jeunes, c'est plutôt désagréable et je commence à avoir assez de cette vie.

Que la vie est mal faite! Voilà des jeunes filles qui m'aiment et que je n'aime pas. Nous pourrions nous écrire tous les jours, les parents font tout pour qu'un rapprochement se fasse... et vous que j'aime vous n'écrivez point. Vos parents réussiront peut-être à nous séparer pour toujours...»

Avant de rentrer en Suisse pour deux mois, j'avais prêché dans la vieille église huguenote de Soho Square et j'avais un engagement pour y prêcher deux dimanches dès mon retour à Londres. Mais l'entrevue que j'avais eue avec le consistoire m'a fait reculer et abandonner l'idée de devenir pasteur de cette Eglise. J'en avisais Jenny le 9 avril 1915:

«... J'ai vu le bureau du consistoire de l'Eglise huguenote, mardi. Rien n'est encore décidé. Je dois prêcher là un dimanche, mais à l'entretien que j'ai eu, j'ai pu voir que les conditions ne pourront pas être acceptées par moi. Il me faudrait prier chaque dimanche pour le roi d'Angleterre, employer les prières composées en 1550 par les premiers huguenots. Vous ne me voyez pas prier sincèrement pour un roi! Et je ne veux pas mentir. Je ne pense donc pas pouvoir accepter. Enfin, il faudra voir après le sermon d'épreuve. M. Du Pontet me supplie de rester encore, mais je n'y tiens pas, vous savez pourquoi. Ma congrégation a été splendide le jour de Pâques, matin et soir. Plus de septante personnes ont participé à la cène. Je suis de plus en plus encouragé.

Vous me parlez de vos luttes intérieures. Je vous remercie de ce gage nouveau de confiance. Nos lettres sont si rares que les petits riens de la vie quotidienne les remplissent et nous n'avons ni le temps, ni la place de parler de ces choses si importantes pour nous. Ce que vous me dites de votre faiblesse et de votre incertitude de caractère ne m'a point étonné. Je vous connais assez pour l'avoir deviné. Je vous ai vue quelquefois pleine de volonté et de force, presque belliqueuse, puis tout cela disparaissait tout à coup et vous vous laissiez entraîner par la vie de tout côté. C'est pourquoi je n'aime pas être trop longtemps éloigné de vous. Votre silence parfois m'inquiète.

Et cependant je suis certain que ce n'est qu'un effet de la jeunesse. Nous sommes à un âge où le caractère se forme, où nous subissons l'influence des autres, où nous cherchons nous-mêmes notre voie.

Vous dites que vous ne vous connaissez pas vous-même. Et qui donc peut dire qu'il se connaît bien? Ce sont les simples qui

comprennent tout et qui réussissent à enfermer leur vie dans des formules.

Comment pourrions-nous connaître tout ce qui est en nous? Nous portons à la fois dans notre âme le passé et l'avenir de l'humanité. Il nous arrive de notre hérédité, de notre parentage avec les animaux et des temps de sauvagerie que vécut l'humanité, tout un dépôt caché de mauvais sentiments que nous découvrons quelquefois avec terreur. Mais contre ce passé bestial luttent les forces nouvelles qui conduisent l'humanité vers le mieux: les élans passionnés vers le bien, la soif d'idéal, ces lueurs subites et trop courtes pendant lesquelles nous entrevoyons la vie spirituelle qui nous devrions avoir. En nous il y a la lutte géante entre le passé et l'avenir, entre l'être et le néant. Comment en saisirions-nous toutes les phases? Il y a des abîmes cachés en nous où s'engloutit le passé et dont nous ne prenons conscience que lorsque quelques suggestions bestiales remontent de ces profondeurs dans la lumière de notre être conscient. Il y a aussi toute une chaîne de cimes infiniment élevées qui baignent dans la brume du devenir; seulement de temps à autre elles se découvrent à nos regards intérieurs quand nous sommes attirés par la vie bonne et idéale. Combien de choses ignobles ou sublimes qui sommeillent ainsi en nous sans que nous en ayons conscience. Comment connaître toute cette abondance de vie, tout ce passé et ce devenir que nous portons en nous? Toujours nous sentirons que nous sortons du néant, mais toujours aussi nous aurons conscience de marcher vers Dieu.

Notre tâche est de repousser tout ce qui nous attire vers le passé et vers le mal, de détourner les yeux quand l'abîme exerce sur nous son pouvoir fascinateur. Nous devons poursuivre la marche vers la lumière que les générations qui nous ont précédés ont commencée. Nous devons porter la génération nouvelle, celle de demain qui est en nous, un peu plus haut vers le monde de l'esprit.

Nous portons le monde en nous-mêmes et cependant nous ne sommes que des infinies parcelles de l'humanité et de l'éternité. Nous ne pouvons pas connaître — nous connaître nous-mêmes. Nous ne sommes pas faits pour cela. Nous devons seulement être ce que nous sommes et préparer l'avenir. Etre un chaînon solide et à sa place dans la chaîne infinie qui relie le chaos à l'ordre, le néant à l'être, Satan à Dieu.

Etre soi-même, réaliser sa destinée, c'est notre devoir et, pour le remplir, il faut se détourner des chemins battus et larges où les hommes passent en troupeaux serrés. Il faut sortir de ce flot mouvant de chair humaine canalisé dans quelques modes passagères; il faut s'affranchir des idées reçues et convenables qui sont des moules dans lesquels notre système d'éducation borné coule tous les êtres. Et puis il faut se lancer seul à l'aventure dans la grande forêt vierge qui nous entoure. On a parfois de la peine à avancer, les lianes s'attachent à nos pieds, les ronces déchirent notre chair. Nous nous perdons souvent. Mais il y a une telle joie à défricher, à découvrir des idées

nouvelles, à frayer son chemin dans le calme des grands bois, loin des routes poudreuses et bruyantes. On est seul souvent, les autres ne peuvent nous suivre; ils ne nous comprennent plus, mais cette solitude nous apprend précisément à nous connaître nous-mêmes.

Soyez vous-même, Jenny. Je ne vous dis pas: venez derrière moi, je vais frayer la voie et vous suivrez. — J'ai horreur de «Ceux qui suivent», et plus encore de «Ceux qui mènent». Je vous propose une méthode, mais c'est à vous de «vous réaliser». Le mariage ne doit pas être une domination de l'un sur l'autre. Il doit être une coopération libre de deux êtres qui s'aiment. Nous nous aiderons, nous nous ferons part de nos découvertes, mais jamais la personnalité de l'un ne sera soumise à l'autre. Vous voyez que je n'accorde aucune importance à des divergences d'opinion. La seule chose qui importe, c'est que nous marchions tous deux — par des chemins différents souvent — vers l'avenir, et surtout que nous nous aimions de tout notre cœur.

Mais, pour s'affranchir du qu'en-dira-t-on, de la tyrannie de l'opinion d'autrui et des idées à la mode, il faut avoir du courage, de la force, de la volonté... Vous me dites que vous n'en avez pas!... Ici encore vous ne vous connaissez pas vous-même.

Est-il nécessaire de vous rappeler cette journée de juillet dernier où vous m'avez redonné la vie en me redonnant votre cœur? Cet entretien, je n'avais pas la force de vous le demander. C'est vous qui avez été plus forte que moi. Je vous rappelle également une lettre du 17 juillet dans laquelle vous me dîtes: «Je vous ordonne de ne plus m'écrire et je crois que vous obéirez!» J'avoue que devant une volonté si ferme, la mienne a capitulé, quitte à revenir à la charge d'un autre côté!... Et votre grand courage, c'est de m'aimer malgré votre père. Vous avez de grandes réserves d'énergie. Ne les laissez pas étouffer par la vie, mais employez-les pour façonner votre vie. Employez-les avec continuité et méthode pour vous affranchir. Et cependant la volonté ne suffit pas pour s'affranchir. Il faut une quantité plus grande encore d'amour. Quand nous nous séparons de la génération qui nous précède pour aller plus haut, il y a un moment où une rupture douloureuse se produit. Quand la volonté seule agit, tout vole en éclats et des blessures profondes sont faites aux jeunes comme aux vieux. C'est là que l'amour est nécessaire. Il adoucit le travail de la volonté. Il appelle chez les jeunes la reconnaissance pour tout ce qu'ont fait les vieux pour leur faire le marchepied qui leur permet de monter. L'amour éveille chez les aînés le respect pour le travail nouveau, incompréhensible quelquefois, de la jeune génération.

Par l'amour, la volonté peut tout.

Aimons-nous donc. Nous en serons toujours plus forts et nous vaincrons!.»

Je revins à la question de mon engagement à Soho Square dans une lettre à Jenny datée du 11 mai. J'avais l'espoir de parvenir à un compromis, mais un espoir bien mince:

«Vous me demandez ce que j'ai décidé. Rien! Je ne pense jamais au lendemain. Il aura soin de lui-même!... encore une brouille avec Minerve! Tout ce que je sais c'est que je reste à mon poste jusqu'au 18 juin, que je prêche à l'église de Soho Square le 20 et le 27 juin et que j'espère partir pour la Suisse le 28 juin au matin. Mes projets fixes s'arrêtent là. Tout le reste n'est que rêve. Peut-être ne pourrai-je pas partir le 28 juin si la police s'avise de me garder, car j'ai eu quelques difficultés à propos de vérités qu'il ne fallait pas dire... Toujours Minerve qui oublie de me conduire! Je passerai alors mes vacances en Angleterre, si les Allemands coulent mon bateau je les passerai au fond de la mer et si tout va bien je m'arrêterai à Paris quelques jours, le temps de voir quelques amis et j'arriverai en Suisse au début de juillet pour y passer deux mois de vacances.

A partir de là, c'est encore plus vague. J'ai bien une dizaine de projets. Mais tout dépend des événements. Jusqu'à la fin d'août bien des choses se passeront. Si la guerre dure encore et que votre père garde ses positions, je partirai pour la Serbie. Si la guerre ne dure plus et que votre père continue la sienne, je pars pour les Indes.

Si votre père capitule, je n'ai pas le droit de faire des projets sans vous consulter. Nous les ferons ensemble.

J'oublie Soho Square dans mes apocalypses. C'est que je ne pense pas que ce soit une place pour moi.

J'y ai prêché le 2 mai et j'y ai fait une excellente impression. Le consistoire m'a prié de prêcher encore le 20 et le 27 juin, ce que j'ai accepté. Mais la liturgie est un véritable supplice. Les prières reviennent les mêmes chaque dimanche, matin et soir. Il faut lire le symbole dit apostolique à chaque culte, et surtout il faut prier pour «le roi Georges, notre légitime souverain, la reine, le Prince de Galles, les lords...» Cela suffit à me déterminer, je refuserai ces conditions. Si le consistoire consent à faire des concessions, nous pourrons nous entendre, mais je doute qu'il modifie la forme du culte. Depuis 1550 cela n'a pas été aéré et il y sent le moisi.

Je suis heureux que vous ayez pris contact avec les socialistes chrétiens et que l'impression première ait été bonne. Le sujet que vous avez à traiter à Montricher (Patrie et Humanité) est merveilleux. Les événements servent à l'illustrer et lui donnent une actualité dont on peut tirer beaucoup. Quand devez-vous présenter cela? Pourrons-nous y travailler ensemble quand je serai de retour ou devez-vous le faire avant juillet? Mais, j'y songe, nous n'aurons peut-être pas les mêmes idées. La guerre a passablement effacé les maigres traces de patriotisme qui existaient encore en moi. Le patriotisme est pour moi une des formes les plus dangereuses de l'égoïsme collectif parce qu'il revêt les allures de l'altruisme et du sacrifice de soi. Nous sommes hommes avant d'être Suisses, Français ou Allemands. Etre «Terrien» me suffit!

Voilà quelques idées qui feront pousser des hauts cris aux sectateurs de la «Patriotique radicale» et c'en est peut-être assez pour vous

effaroucher aussi et vous enlever tout désir de collaboration? Mais je puis vous assurer qu'il y aura discussion!

A mon Eglise, tout va bien. Temple toujours plein. Le printemps est merveilleux. Dans les parcs les fleurs sont magnifiques. Il y a une débauche de vie dans la nature et sans le vouloir on se sent porté par elle. Pourquoi faut-il que les hommes viennent jeter un voile de deuil toujours plus épais sur cette joie de vivre dans laquelle nous sommes entraînés?

Fuyez l'égoïsme, c'est un boulet de forçat et l'unique cause de malheur dans la vie des hommes. Aimer, s'oublier, servir, voilà le secret de la vie heureuse. « Perdre sa vie c'est la retrouver. » Il n'y a pas de vérité plus grande.

Voilà bien des lignes incohérentes et presque illisibles. Excusez-les et n'y voyez que les marques de ma grande affection pour vous. »

Je décidai donc de rentrer en Suisse, dans un double but. Le premier, celui qui me préoccupait le plus, était de voir si l'Eglise neuchâteloise me fermait encore ses portes et si, après mes stages à l'étranger, il n'y avait en Suisse aucun poste de pasteur pour moi. Je savais que mes idées théologiques n'avaient pas trop effarouché mes professeurs et que l'Eglise nationale n'imposait pas de credo. L'autre but était d'arriver enfin à une solution avec Jenny. Il nous fallait fixer la date de notre mariage, avec ou sans l'assentiment de ses parents. J'avais quitté Londres sans travail et sans perspective d'en trouver facilement. Les parents de Jenny allaient sans doute me demander comment je pourrais subvenir à l'entretien d'une famille. Il ne m'était pas possible de leur répondre que j'étais momentanément clochard et sans perspective pour l'avenir!

Les sondages opérés auprès de mes professeurs de théologie pour obtenir un emploi dans l'Eglise furent décevants. Ma collaboration à la *Sentinelle* avait élargi le fossé. En m'engageant dans le mouvement socialiste, je m'étais fermé les portes de l'Eglise. Rien ne pouvait plus cyniquement démontrer que l'Eglise est la gardienne des privilèges capitalistes. Après avoir insisté pour que je change l'orientation de mes études et m'engage dans la théologie, après m'avoir, malgré mes hésitations, encouragé à les continuer et à les terminer, après m'avoir même offert une bourse dans ce but, l'Eglise neuchâteloise me rejetait maintenant définitivement.

Mon ami, le pasteur Ed. Quartier-la-Tente, du Landeron, me conseilla même de rester à l'étranger pour ne pas tomber dans la routine et l'ennui du pastorat au pays. Le 31 mars 1915, il m'écrivait:

« J'ai l'impression d'après tout ce que vous nous racontez que vous avez trouvé un ministère à votre taille et selon vos aspirations;

assurément la tâche est énorme et il faut prendre des précautions, mais comme tout cela est plus intéressant pour vous que notre activité si traditionaliste à bien des égards: on a beau vouloir sortir de l'ornière, on y rentre presque toujours infailliblement et par la force des circonstances et du milieu. Je vous avoue que si je n'avais des préoccupations, occupations et travaux personnels dont j'essaie de faire profiter mon ministère de campagne, je croupirais petit à petit dans la stagnation; et puis, mon tempérament, grâce à Dieu, sait s'adapter et je crois que je ne m'ennuierai jamais nulle part. C'est un gros sujet de reconnaissance pour moi quand je vois des collègues qui s'ennuient, s'arrêtent, se découragent ou ne rêvent que changement.»

Le tableau qu'il me faisait du pastorat neuchâtelois n'était guère enthousiasmant.

Ainsi, du côté de l'Eglise, l'horizon était hermétiquement bouché.

Par contre, dès mon retour en Suisse, mes rendez-vous, mes balades et ma correspondance avec Jenny reprirent régulièrement me procurant une grande joie. Jenny n'était pas effrayée de mon avenir incertain. Une grande confiance communicative l'animait.

Tout cela se passait à l'insu de ses parents et n'en avait que plus d'attrait. Parfois, venue sans avertir, elle me surprenait à Boudevilliers en train de préparer des fagots, de scier du bois pour ma mère ou de bricoler à la reliure. Nous parcourions les forêts de Chaumont, ou bien passions une heure ou deux sur le lac en petite barque. C'était un printemps ensoleillé; nous en profitions largement sans trop nous préoccuper de l'avenir.

Mais au moment où mes affaires de cœur paraissaient s'arranger, un «pépin» vint tout gâter. Le père de Jenny possédait à La Chaux-de-Fonds une maison locative dont le gérant, le notaire Jacot-Guillarmod, avait décidé d'en déloger une famille ouvrière locataire en retard dans le paiement de son loyer. La Ligue des locataires s'était emparée de cette triste affaire et la *Sentinelle*, dont j'étais correspondant, attaqua vigoureusement le pasteur «propriétaire-vautour». J'écrivis aussitôt à Jenny pour la mettre au courant de ce fâcheux incident, tout en la préparant à la perspective de nouvelles difficultés résultant de mon activité socialiste:

«Voici les deux articles de la *Senti* qui m'ont royalement amusé. S'il paraît encore quelque chose, je vous tiendrai au courant. Notre amour greffé sur ce monde est vraiment peu banal. La vie est très intéressante dans ses grands caprices.

Merci de tout cœur d'être venue aujourd'hui me surprendre sans avertissement. Je voulais vous écrire des choses «sérieuses», presque

un peu tristes, ce que vous appelleriez sans doute des choses «sages»! Votre présence a dissipé cette brume intérieure. Vous avez été le rayon de soleil que vous êtes toujours, et qui dissipe la sagesse avec l'ombre.

Je ne songe donc plus à l'avenir qui me paraît devenir de plus en plus noir et incertain. Je jouis du présent. Je vous aime de tout mon cœur et je crois de tout mon cœur que vous m'aimez aussi. C'en est assez pour n'être pas «sage» avec innocence et pour ignorer ce qu'est sagesse et folie, pour la bonne raison qu'on est au-dessus des deux. Je remets donc à plus tard ces entretiens que vous devinez sans doute un peu.

Ne venez pas mercredi après midi, je serai au Landeron. Ni jeudi, car, si je ne prépare pas mon travail pour l'Association, je serai à La Chaux-de-Fonds, à la rédaction de cette malheureuse *Senti*, et pour fixer la date d'une conférence au Cercle ouvrier. — Vous trouverez sans doute que je me compromets beaucoup... mais j'ose espérer que vous ne m'aimeriez pas si je n'étais pas ce que je suis?

A vendredi, j'espère, je serai au cours Reymond à 2 heures et vous attendrai à 3 heures et quart devant l'église catholique.

Merci encore pour votre gentille visite... J'étais en tenue très peu ... pastorale, mais l'imprudence porte toujours en elle son châtiment!

Venez souvent. Peu importent les rencontres et le qu'en-dira-t-on. Il faut avoir un calme audacieux, les langues se taisent alors.»

Le fâcheux incident fut d'ailleurs rapidement réglé par une prise de contact directe entre la Ligue des locataires et le pasteur Perret qui donna l'assurance que l'ouvrier et sa famille ne seraient pas expulsés et que ses meubles ne seraient pas séquestrés.

Cependant, l'incertitude dans laquelle je me trouvais concernant mon travail et mon avenir assombrissait de plus en plus les heures lumineuses passées avec Jenny. Je craignais de l'engager dans la vie aventureuse que je pressentais. Je lui demandai de réfléchir à l'impasse dans laquelle nous nous engagions. Cette insécurité pesait lourdement sur nos rencontres. Malgré notre grande tendresse mutuelle, nous n'avions encore jamais échangé de baisers. D'une part je craignais de la choquer, mais aussi de la lier plus fortement à moi et de ravir le peu de réflexion raisonnable dont nous étions encore capables l'un et l'autre.

Ma lettre du 22 juin lui fait part de ces scrupules:

«Ces quelques semaines que je viens de passer au pays seront inoubliables. Au risque de vous compromettre gravement, vous m'avez accordé de bien beaux moments. Nous avons flâné à travers les vagues et les bois, rêvant d'avenir, échangeant des banalités tandis que nos pensées allaient plus profond et que nos âmes communiaient

dans l'amour. J'aimerais pouvoir oublier les autres hommes, abandonner les responsabilités de la vie pour pouvoir jouir sans arrière-pensée du bonheur d'être à vous. Mais, vous l'avez découvert, vous le sentez, l'incertitude de l'avenir assombrit le présent. Ces traînées lumineuses que sont vos escapades dans ma vie tombent dans la brume et ne parviennent pas à la dissiper.

Dans ces heures d'abandon du cœur, je sens mon amour grandir, devenir irrésistible. J'ai peine à attendre quelques jours avant de vous rencontrer et j'aimerais que ce fût tous les jours le moment de nous revoir. Mais cette passion dont je me sens de moins en moins le maître m'effraye et me trouble. Je vous aime davantage et je vous aime comme de plus loin. Vendredi dernier, à l'Association, quand vous étiez assise à côté de moi, lundi quand vous m'offriez si gentiment votre bouquet de fraises, j'étais saisi de peur, d'une crainte mystérieuse... Je vous sentais si proche et vous êtes si loin. Peur de prendre mes rêves pour des réalités, peur d'oublier tout ce qui est encore obstacle à notre union, peur de l'avenir, peur de la vie.

Je crains de vous entraîner dans une vie de luttes et de sacrifices; parce que je vous aime, j'aimerais vous éviter ces heures sombres où l'on se sent seul au milieu de l'hostilité de tout un monde. Je vous ai mise au courant en quelques mots de l'opposition grandissante des autorités ecclésiastiques. C'est avec un grand bonheur que je suis prêt à faire le sacrifice de mes aises et de ma vie pour un idéal qui est pour moi la seule raison de vivre, le Devoir indiscutable. Mais je ne me sens pas la liberté de vous imposer ces mêmes sacrifices, de vous entraîner là où il faut que j'aille. Le lendemain de la guerre appellera des sacrifices plus grands encore. Que deviendrez-vous? Je rêvais de pouvoir vous laisser une entière liberté, de vous tenir en dehors de la lutte. Ce sera, je crois, impossible. La lutte et l'opposition, vous les trouvez déjà dans votre famille et je ne puis rien faire pour vous les éviter. Je me reproche souvent de vous avoir revue, de n'avoir pas cessé de vous aimer, de n'avoir pas fait dès le début le sacrifice de ma vie sentimentale. Il y a un an la rupture eût été moins douloureuse qu'aujourd'hui. Maintenant je n'ose plus y penser. Je sens mes forces m'abandonner. Et cependant ne le faudrait-il pas pour votre bonheur?... Votre mère a raison; nous avons agi en imprudents. Me pardonnerez-vous jamais d'avoir troublé votre vie? J'arrive à un moment où je ne vois plus clair. L'opposition de votre famille risque d'être absolue. Que deviendrez-vous? Par amour pour vous ne devrais-je pas me retirer, partir bien loin, pour que vous oubliiez mon souvenir.

En nous voyant, en nous aimant, nous perdons de notre liberté et de notre clairvoyance et je désire que vous envisagiez ces choses avec calme et sérieux. Y verrez-vous plus clair que moi?... Ne pensez point à moi, pensez à vous-même, à votre famille, à votre avenir, à votre bonheur. Prenez le temps de réfléchir, consultez votre mère, votre père. Ne vous croyez pas engagée envers moi. Vous êtes libre.

Excusez ces pensées empreintes de trouble. Ce que vous m'avez

dit de l'entretien avec votre mère m'a fait voir mieux combien je suis fautif envers vous. Pardonnez-moi...

Quelles que soient les décisions que vous prendrez, permettez-moi, chérie, de vous aimer toujours.»

Jenny s'est hâtée de me rassurer, par lettre, le 25 juin:

«Un point lumineux dans la brume de l'avenir qui, vraiment, je crois, commence à se dissiper! Maman vous fait dire de vous rassurer et de vous tranquilliser. Elle est persuadée que, peu à peu, tous les obstacles tomberont.

Hier soir j'étais un peu triste. Vos sombres prédictions et vos idées plutôt pessimistes avaient un peu ralenti mon courage. Ce matin l'avenir m'apparaît radieux et tous les sacrifices que vous me demandez, je les accomplirai de grand cœur. Je ferai tout ce qui est en mon possible pour ne pas entraver votre vocation et je m'efforcerai de vous être un soutien dans la tâche peut-être pénible qui vous attend. N'est-ce pas une des belles joies qu'on puisse souhaiter de souffrir à deux quand on est convaincu de lutter pour la bonne cause? C'est pourquoi l'avenir ne m'effraie point.

Pardonnez-moi de vous avoir, par une pensée plus qu'irréfléchie, occasionné ces tourments et ces soucis. J'aurais dû prévoir que de telles paroles vous rendraient inquiet. Je suis consternée de mon étourderie et de ses conséquences, mais le mal est fait.

L'union de deux êtres qui s'aiment est d'autant plus précieuse qu'elle a été acquise au prix d'un plus grand nombre de souffrances.

Je reprends une phrase de votre dernière lettre. Comment pouvez-vous parler d'avoir troublé ma vie? Chassez ces idées noires, je vous en prie, et sachez que je vous aime plus que jamais et que vous êtes, je crois, l'être le plus précieux pour moi ici-bas. J'aurais voulu vous dire tout ceci hier soir, mais l'émotion m'a rendue muette.

Espérez donc et reprenez courage... Si vous avez la patience d'attendre encore un petit peu...»

Mais c'est surtout son si confiant sourire qui me donna l'assurance que j'aurais en elle non seulement une compagne aimante, mais aussi une collaboratrice dévouée.

Hélas! Un autre incident allait tout remettre en question. Nos nombreux rendez-vous à Neuchâtel avaient lieu à l'insu de ses parents. Seuls son frère Paul, d'un an plus jeune, et sa sœur aînée Marie, d'un an plus âgée, étaient confidents et complices de nos innocentes rencontres.

Par un bel après-midi d'été, après avoir flâné dans la forêt de Chaumont, nous redescendions des Cadolles sur le Vauseyon par le chemin des Valangines, peu fréquenté et propice aux amoureux. A un détour de ce romantique sentier, nous nous trouvâmes nez à

nez avec le père de Jenny, qui allait à l'Hôpital des Cadolles visiter un paroissien. Impossible de l'éviter — nous ne l'avions pas vu venir. Il y eut, de part et d'autre, un salut froid et gêné.

Une nouvelle catastrophe s'annonçait. C'était la première fois que je voyais Jenny vraiment inquiète. Son père lui inspirait une certaine frayeur. Nous nous séparâmes dans l'attente de l'orage qui allait fondre sur nous.

Mais les journées passaient dans le silence voulu d'une digestion pénible. Le père paraissait aussi embarrassé que sa fille. Je conseillai à Jenny de prendre le taureau par les cornes et de demander une entrevue à son père pour le mettre au courant oralement de la reprise de nos relations et pour obtenir sinon sa bénédiction, du moins l'autorisation de nous voir et de nous écrire librement. L'entretien eut lieu et Jenny m'en avisa aussitôt:

«... J'ai fait une balade ce soir de 4 à 6 avec papa, dans la forêt. La rencontre inattendue avait eu huit jours pour être digérée; c'était suffisant.

J'exposai à papa comment nous avions repris nos relations, quelle était notre situation présente, ce que vous aviez fait en Angleterre, ce que vous pensez y faire après votre départ, l'attitude du clergé neuchâtelois à votre égard et, en quelques mots, vos idées socialistes et chrétiennes, du moins telles que je me les représente. L'entretien fut long. J'ai dû réprimer bien des mouvements de révolte; mais j'avais confiance en vous et en moi-même; rarement je me suis senti une telle assurance. J'ai voulu lutter jusqu'au bout. Tout cela, vous le saurez en détail sous peu.

J'ai pu me rendre compte que papa garde contre les socialistes et tout spécialement contre les socialistes de la Tchaux, une profonde amertume. Ces fameux articles de la *Sentinelle* l'ont profondément peiné. «Pourquoi attaquer la réputation d'un pasteur, nuire à son ministère sans preuves suffisantes?» me dit-il. «Ils n'ont pas peur de salir l'honneur d'un homme, ni de le calomnier.»

Je comprends ces sentiments. Vous aussi, n'est-ce pas? J'ai alors essayé de lui faire comprendre que, quoique étant correspondant du même journal, vous n'approuviez pas toujours la manière d'agir de ces gens-là — ce que tout d'abord il eut assez de peine à saisir. Alors il m'a posé quelques questions relatives au socialisme chrétien, tel que vous le concevez. J'ai répondu de mon mieux. Peu à peu il s'est calmé. Je voyais, minute après minute, le jour se faire dans son esprit. Il était tout étonné, disant qu'il était fort heureux de m'entendre, affirmant que vous n'étiez pas comme les autres, que certes vous étiez au-dessus d'eux. Et alors je lui fis comprendre que jusqu'alors il s'était bercé de partis pris, de préjugés.

Au commencement de l'entretien, il me conseillait formellement de conserver toute ma liberté; au milieu il me déclarait que jamais il

ne lancerait maintenant des fiançailles officielles; à la fin il m'avouait que sans ce malheureux incident de la *Sentinelle*, la chose serait faisable maintenant, mais que, vis-à-vis de lui-même, de sa dignité personnelle, il lui était en ce moment impossible d'annoncer les fiançailles de sa fille avec le correspondant d'un journal qui venait de l'attaquer injustement. Il m'a dit: «Le moment est un peu trop précipité, attends un peu; je ne m'oppose absolument pas à tes sentiments, ni à ce que tu le voies. Dis-lui que je l'estime beaucoup.» Je me suis mise à sa place et j'ai compris.

Vous qui savez beaucoup mieux que moi vous mettre à la place des autres, vous comprendrez aussi.

Ce soir toute la famille rayonne, moi la première; il semble qu'un gros poids est levé...»

Et sa sœur Marie ajoutait ce joli post-scriptum: «Très heureuse de tout ce qui arrive. Encore un peu de patience et ça ira! ça ira!»

Jenny compléta son récit le lendemain à notre rendez-vous. Ces nouvelles auraient dû me réjouir. Et pourtant j'étais déçu et fâché de la tournure prise par nos relations qui devenaient ainsi officielles, permises au compte-gouttes. Tout juste si notre correspondance ne devait pas être censurée et nos rendez-vous surveillés. C'est dans cet état d'esprit que j'écrivis à Jenny ce que j'en pensais:

«... J'ai beaucoup réfléchi à notre entretien de ce matin. Tant que j'ai été auprès de vous, les choses étaient très lumineuses pour moi. La séparation ne m'effrayait point parce que vous étiez là. Mais, dès que je vous ai quittée, j'ai senti une profonde tristesse en moi, tristesse qui a grandi pendant cette demi-journée. Pourquoi? Je ne sais au juste vous le dire, mais il me semble qu'il y a quelque chose de mystérieux qui s'en est allé; ce que c'est, je n'en sais trop rien, mais ça fait mal, horriblement mal. Je cherche à analyser ce sentiment étrange et j'arrive à grand-peine à en découvrir une raison.

En somme, en regard de votre père, tout va pour le mieux. Non seulement nous cessons de le tromper, mais encore lui-même ne s'oppose plus à vos sentiments. C'est donc un progrès, un grand progrès qui devrait me remplir de reconnaissance et de joie... et je suis profondément triste! Je pense que s'il y a progrès sur un point important, il y a recul sur un point plus important encore. Pour nos relations, pour notre amour, c'est un arrêt douloureux auquel nous obligent les règlements de votre père. Et je le sentais aujourd'hui même. Après la douce intimité de nos dernières balades, celle d'aujourd'hui était presque funèbre: votre père s'est rapproché... Mais nous nous sommes éloignés. Quelque chose de très fin, d'immatériel, que l'âme seule saisit, a été brisé. Cela m'a fait peur d'abord, j'ai craint que mon affection ne faiblisse... Mais ma douleur est la meilleure preuve que mon amour pour vous est plus vivant que jamais. Nous nous aimons beaucoup. Rien ne nous empêchera de nous aimer

toujours. Mais il y a des nuances, vous le sentez! Notre amour pendant ces quelques semaines avait une fraîcheur et une insouciance délicieuses. Lentement je suis sorti de moi-même. Insensiblement j'ai perdu toute ma liberté, toute ma vie. Cette éclosion à l'amour était baignée de cette lumière qui enveloppe toute la vie nouvelle et jeune au printemps. Nous vivions dans une atmosphère pleine de charme. Le charme a été rompu. Ces jeunes pousses délicates ont perdu leur fraîcheur printanière.

Les choses sont «officiellement» débattues. Notre affection sera maintenant «réglementée». Nous nous verrons «avec permission»! Ce ne sera plus la spontanéité de nos sentiments, et le désir de nos cœurs qui créeront ces rencontres périlleuses où les âmes communient intensément et s'unissent dans une unité plus haute. Ce sera maintenant la volonté paternelle qui décidera de la fréquence ou de la rareté des communications. Ce sera sans doute plus «moral», ce sera moins «beau». L'«officiel» a tué la poésie. Nous aurons encore des rendez-vous, mais ils seront aux premiers ce que la copie est à l'original. Dans la copie la plus réussie, il manque toujours la spontanéité créatrice, la vie, l'âme de l'artiste. Il manquera ce quelque chose d'indéfinissable à nos prochaines entrevues, l'âme de notre affection. La volonté paternelle ne la remplacera pas. J'aurai toujours l'impression que vous avez fait viser votre permis, comme quand on passe à la douane, ou mieux au tourniquet des gares ou des musées! Notre affection sera sans doute sagement conduite, mais elle sera muselée. Il me semble qu'il y a eu une profanation, un crime de lèse-jeunesse. Votre père sabote nos belles années. Quand vous aurez 26 ans, ce sera encore plus «officiel». Nous serons vieux alors, vieux d'attente et surtout désabusés, lassés par l'affection sagement bridée. Surtout nous n'aurons plus autant de temps pour nous aimer, plus autant d'illusions pour illuminer la vie. Quand on arrête volontairement la croissance d'une plante, on fait d'elle une monstruosité! Il suffirait qu'il vienne se greffer sur tout cela des questions d'intérêt pour que la profanation fût complète!

Je souffre horriblement de tout ce que je viens de vous faire comprendre. La question de la séparation passe à l'arrière-plan. Il me semble que notre amour vient de faire une terrible chute dans la banalité. J'ai le grand tort de tout voir avec des yeux spéciaux, d'attacher à tout, à des détails sans importance, une valeur infinie, une valeur d'âme! Quand la réalité terre à terre apparaît, il y a un déchirement douloureux. Je sais que cette mentalité me réserve de grandes désillusions, de poignantes tristesses. Mais elle aussi rend à la vie un peu de beauté. J'ai cru que vous aviez ce même caractère quand vous étaliez votre émancipation. Ce qui m'enchantait en elle était précisément ce caractère d'artiste que j'y découvrais: «Ne pas suivre les chemins battus.» Passer dans la vie en méprisant la valeur marchande des choses pour ne s'arrêter qu'à ce que le vulgaire intérêt méprise. Me suis-je trompé? Je suis triste à la pensée que notre affection change de nuance, se militarise — puisque l'autorité nous accor-

dera nos jours de permission. Je souffre plus encore de ce que nous ne soyons pas deux à en souffrir!...

Je ne veux nullement vous inciter à la révolte ou à la désobéissance. Vous avez votre liberté que je veux toujours respecter. Vous avez votre liberté et vous avez la mienne. Je suis soumis à vos ordres... pas à ceux de votre père que je trouve tyrannique, et contre lesquels je me révolterais. Je suis soumis aux vôtres parce que j'aime. J'ai essayé de vous comprendre dans votre obéissance et dans vos scrupules de conscience; je n'y arrive pas et je me soumets sans discuter, sans comprendre, ayant seulement une foi absolue en vous, une confiance aveugle en votre amour.

Le cœur a une conscience que la conscience ne connaît point! C'est là mon idée et j'en suis effrayé. L'amour et la souffrance me font paraphraser Pascal d'une façon que l'austère janséniste n'approuverait certainement pas!

Je vois que les pages se multiplient. Il faut cesser d'écrire. Pardonnez-moi d'être si long. Je ne sais pas dire d'une façon concise que je vous aime, et puis, c'est peut-être la dernière lettre de longtemps. J'attends une « permission » pour reprendre la plume.

Pardonnez-moi si sur certains points ma lettre vous fait de la peine. N'y voyez que l'expression malheureuse d'un amour trop grand pour se soumettre facilement aux mesures de restriction.

Adieu chérie, dans le silence et l'absence, pensez à moi quelquefois. Je penserai à vous souvent.»

Les rendez-vous et la correspondance avec Jenny occupaient la meilleure partie de mes vacances forcées.

Cependant, malgré l'hostilité de l'Eglise, mon ami Ed. Quartier-la-Tente m'avait invité à prêcher dans sa petite chapelle du Landeron, ce que je fis avec plaisir. Le Parti socialiste m'accapara davantage. Il me proposa tout d'abord de faire, au Cercle ouvrier de La Chaux-de-Fonds, une causerie sur le socialisme anglais face à la guerre, suivie d'une assemblée du parti. J'avais accepté de parler le jeudi 24 juin. L'avis en avait paru dans la *Sentinelle* mais, en même temps, Jenny m'écrivait qu'il fallait absolument que je la retrouve le jeudi après midi pour participer à une course de l'Association chrétienne d'étudiants à Estavayer. J'étais pris entre mon plaisir de la revoir et mon devoir de parler à La Chaux-de-Fonds et je l'avertis de cet angoissant dilemme:

«Votre lettre m'est parvenue deux heures après mon coup de téléphone à La Tchaux! Me voilà dans un terrible dilemme. Les affiches lancées à La Chaux-de-Fonds; les copains de là-haut comptant sur mon concours... et d'autre part votre « il faut », souligné deux fois! Ira? Ira pas? »

Je demandai simplement au Parti socialiste de renvoyer ma causerie d'un jour. Ce qu'il fit, en comprenant ma situation. Après les difficultés que la *Sentinelle* m'avait values, le parti me devait bien le plaisir d'un rendez-vous!

Des élections communales eurent lieu dans le canton de Neuchâtel les 10 et 11 juillet 1915. En 1912, pour la première fois, les socialistes avaient conquis la majorité dans les communes de La Chaux-de-Fonds et du Locle. En 1915, les partis bourgeois cherchèrent à renverser cette majorité et la lutte fut particulièrement vive.

J'avais accepté de parler avec Charles Naine et Paul Graber, le vendredi 9 juillet, au Temple de La Chaux-de-Fonds, dans un grand meeting populaire et, le samedi 10, je parlais à Peseux avec Daniel Liniger, président de la section du parti à Neuchâtel. Or Peseux faisait partie de la paroisse du père de Jenny, ce qui n'arrangeait pas mes affaires, d'autant plus qu'à la sortie du Temple de La Chaux-de-Fonds le Parti radical avait distribué un tract diffamatoire contre moi affirmant entre autres que, au cours de ma causerie du 25 juin au Cercle ouvrier, j'aurais déclaré que «la Suisse a tout intérêt à se mettre avec l'Allemagne dans la guerre actuelle» — une ignoble calomnie! Jamais je n'ai dit une telle stupidité. J'étais — et je suis toujours resté — pacifiste et antimilitariste.

Cet incident me démontra que les partis bourgeois avaient engagé contre moi une lutte qui ne reculerait devant aucun moyen. Je protestai auprès de la rédaction du *National Suisse*, quotidien radical. Son rédacteur, Matthias, me promit de publier une mise au point qui se limita à quelques lignes perdues dans le corps du journal, juste assez pour éviter un procès en diffamation.

Les élections communales neuchâteloises se faisaient sur la base de la représentation proportionnelle, avec un quorum de 15%. Or, à La Chaux-de-Fonds, la liste du Parti libéral conservateur n'avait pas obtenu 15% des voix; seuls deux de ses candidats avaient atteint ce quorum, grâce au panachage d'autres partis. En vertu du système proportionnel, la liste d'un parti qui n'obtient pas le quorum n'a pas d'élu. La commission électorale, contre l'avis des socialistes, attribua cependant deux sièges au Parti libéral. Un second tour de scrutin était nécessaire pour élire trois conseillers. Or, une situation semblable s'était présentée à Travers. Le Parti socialiste, qui avait proposé une liste de douze candidats, eut droit à quatorze élus. On procéda à un second tour de scrutin pour ces deux sièges qui furent enlevés par les radicaux.

Les socialistes de La Chaux-de-Fonds voulurent aussi participer au second tour de scrutin de La Chaux-de-Fonds, mais le Conseil d'Etat annula leur liste en déclarant que ces trois sièges revenaient au Parti libéral.

Les socialistes adressèrent alors un recours au Tribunal fédéral contre l'arbitraire du Conseil d'Etat bourgeois. Celui-ci proposa un accord entre les partis. Les socialistes, adversaires du quorum de 15% et partisans de la proportionnelle furent d'accord de laisser les cinq sièges au Parti libéral, bien qu'il n'eût pas obtenu le quorum, à condition que les partis bourgeois n'utilisent pas leur majorité pour éliminer les socialistes du Conseil communal (exécutif). Ils proposaient une répartition des sièges à l'exécutif sur la base de la proportionnelle, comme ils l'admettaient eux-mêmes pour le législatif. On se mit d'accord sur ce point, mais le Conseil d'Etat exigea le retrait du recours du Parti socialiste au Tribunal fédéral, qui refusa, affirmant que la loi électorale neuchâteloise était si mal faite qu'il fallait une interprétation précise pour l'avenir. L'accord était rompu. Cette situation donna lieu à de grands meetings de protestation à La Chaux-de-Fonds. Le 21 juillet j'y prenais la parole avec Paul Graber sur une place publique, devant une foule nombreuse, puis le 23 juillet, une fois encore, au Grand-Temple. Le 24 juillet, le Tribunal fédéral suspendait les élections jusqu'au moment où il en aurait décidé.

Je m'étais ainsi engagé dans la lutte des partis politiques. J'avais fait l'expérience des grandes assemblées populaires, si différentes des salles de culte où les fidèles écoutent dans le recueillement ou la somnolence le sermon du pasteur. Combien ces assemblées populaires étaient plus vivantes! L'orateur connaît par les réactions du public son accord ou son hostilité. Ce fut aussi pour moi la révélation que mes dons oratoires, dont j'avais éprouvé le succès dans les temples où j'avais prêché, avaient aussi un écho dans les assemblées politiques. Cependant l'idée ne m'était pas venue de consacrer un jour ma vie à l'action politique. Je n'abandonnais pas la perspective de devenir pasteur, peut-être dans une ville ouvrière comme La Chaux-de-Fonds et, si l'Eglise continuait à me boycotter, je pensais chercher un poste de professeur de français ou de philosophie.

Mes vacances allaient prendre fin. N'ayant trouvé aucun emploi en Suisse, je retournai à Londres, où j'étais engagé par l'Eglise de Soho Square à prêcher deux dimanches. Si je ne parvenais pas à fléchir le consistoire, un poste de professeur de français dans un *college* se trouverait sans doute.

Cependant le contrôle du père de Jenny sur nos relations m'inquiétait. Voyant Jenny hésiter devant son autorité, j'étais de nouveau soucieux, soucieux surtout d'être sans emploi, de partir à l'aventure, de n'avoir rien pu résoudre pendant mon séjour en Suisse. Heureusement, avant mon départ, nous reprenions nos rendez-vous. Mes deux lettres du 13 et du 16 août démontrent que je ne partais pas sans confiance et que Jenny avait enfin pris la décision de venir me rejoindre à Londres.

« Merci infiniment pour les quelques instants que vous m'avez accordés cet après-midi. Ils m'ont fait beaucoup de bien; insensiblement le courage est rentré en moi. Ce n'est pas encore merveilleux, mais il y a un mieux qui s'accentue. Comme vous avez raison de ne pas admirer mon silence de la dernière quinzaine! Il ne m'a coûté aucun effort de volonté, il a été le fruit d'un immense découragement qui brisait en moi tout effort vital. J'étais comme une vieille montre dont le ressort est cassé! Hier soir j'avais peur d'ouvrir votre lettre. Je savais qu'elle m'apporterait l'annonce d'un rendez-vous... j'avais encore cet espoir! Mais je craignais qu'il fût « permis ». Je crois que je ne serais pas venu!... Vos deux lettres et notre petite balade me font renaître à l'espérance, à la grande espérance d'il y a un mois. Hier encore je croyais que notre vie si charmante des premières semaines était un beau rêve qui avait pris fin, la désillusion me brisait. Aujourd'hui je pense sagement que j'ai vu les premières semaines avec des yeux trop optimistes et les suivantes avec trop de pessimisme.

La réalité est probablement dans un juste milieu, ni trop sombre, ni trop ensoleillée. Mais je ne resterai pas longtemps dans cette médiocre sagesse. J'ai horreur du juste milieu, de la moyenne et la réalité sera pour moi aussi belle qu'autrefois. Vous apprenez à me connaître. Je ne suis jamais au diapason normal de la vie. Toujours au-dessus, dans le bleu, ou au-dessous, dans le noir. Je jouis et je souffre plus intensément que la grande masse de mes semblables. Un rien m'abat, un mot, un regard me relèvent et dans les grandes chutes comme dans les grandes envolées, il y a comme un vertige intérieur qui rend la vie belle.

Je dois dire, pour ne pas vous effrayer, que je suis plus souvent au-dessus qu'au-dessous de la normale.

Mais je ne parle que de moi. Excusez-moi, c'était pour vous remercier de m'avoir si bien remonté.

Je regrette de vous avoir « défrisée » — l'opération me paraissait pourtant bien difficile — en vous parlant de mon départ pour les antipodes. Je vous avouerai que je n'avais plus guère d'espoir ces derniers jours. Votre père me paraît vouloir nous lasser l'un et l'autre par le silence et l'absence, et je croyais ses plans en bonne voie de réalisation. Alors je pensais aller oublier bien loin la méchanceté des hommes. Mais, soyez sûre que si vous venez en Angleterre, il faudra

la force armée pour m'en faire déloger! Ainsi donc, refaites vos frisons et venez en Angleterre!»

«Combien je vous suis reconnaissant d'avoir pensé à moi samedi. Vous avez été bien gentille de fausser compagnie à votre travail. Votre lettre si charmante, si pleine de tendresse, m'a rendu tout mon optimisme d'autrefois. Votre affection soutient mon courage. Votre insoumission présente me fait oublier votre longue obéissance. Vous êtes de nouveau ma Jenny d'il y a trois semaines et vous m'êtes d'autant plus précieuse que j'avais cru vous perdre. Et puis, ma conscience est tout à fait à l'aise à l'égard de votre père. Il sait que nous avons repris nos relations — c'était un acte de franchise de le lui dire — mais il n'a pas besoin d'en savoir plus long! Je crois que vous partagez un peu ma pensée, c'est pourquoi j'ose la formuler. Je suis rayonnant à la pensée que vous allez venir en Angleterre. Nous y passerons de belles journées dans une intimité plus grande que celle que nous avons pu avoir dans les chemins trop et mal! fréquentés du haut de la ville!»

Sur la route de Londres je m'arrêtai à Paris pour voir quelques amis socialistes chrétiens. J'y rencontrai Myriam Reinhard et Paul Passy. Depuis longtemps j'étais en correspondance avec lui. Il appréciait le travail de propagandiste que j'avais fait dans le nord de la France où j'avais créé quelques sections vivantes de notre union. Mais, comme le pasteur Nick, il était orthodoxe et n'approuvait pas ma théologie rationaliste qui était entre nous un sujet de continuelles controverses. La guerre y avait ajouté un conflit plus grave. Paul Passy était devenu nationaliste et belliqueux, alors que la guerre avait accentué mon pacifisme et mon antimilitarisme. L'attitude de Paul Passy, comme aussi celle du baron de Béthune, d'un chauvinisme encore plus poussé, furent, pour les socialistes chrétiens de la Suisse romande, une grande déception.

Cependant, en voyant ma situation embarrassée, Paul Passy me recommanda à un membre de l'Institut, pour occuper un poste de professeur d'allemand. J'écrivais de Paris à Jenny:

«... Les Passy m'ont trouvé une place en France, au Collège de Normandie, près de Rouen. C'est un internat en pleine campagne, situation merveilleuse. Il y a un poste libre de professeur d'allemand! Vingt heures de cours par semaine, 3000 francs par an, logé et nourri. — Je vais voir ce matin Haussoulier, membre de l'Institut, qui est inspecteur du Collège. J'espère ne pas donner ma parole d'engagement tout de suite parce que j'attends votre avis. Je ne me sens aucune vocation pour l'enseignement de l'allemand. Mais la classe de philosophie risque d'être bientôt libre. Au reste, c'est un engagement de trois mois pour commencer. Je m'attendais à faire les choses les

plus extraordinaires pour gagner ma vie. Mais celle-là ne m'était pas venue à l'esprit: professeur de boche en France pendant la guerre, c'est un poste original! La vie est drôle! Ce serait une situation et votre père consentirait peut-être à nos fiançailles pour Noël?

Après réflexion, écrivez-moi immédiatement à Londres... »

Arrivé à Londres le 23 août, je me hâtai de rassurer Jenny:

«... Très heureusement pour nos projets, la place de professeur d'allemand était remise depuis la veille quand je suis allé voir Haussoulier. Les Passy avaient été charmants de penser à moi, mais je dois avouer que leur projet ne me plaisait pas du tout. Il bouleversait nos plans si péniblement élaborés. C'eût été indélicat de refuser net. Je cherchais avec peine une autre combinaison, à reconstruire des plans sur cette nouvelle base, mais votre sagesse me manquait. Aussi ce fut pour moi un grand soulagement quand Haussoulier m'exprima tous ses regrets... J'ai probablement mal dissimulé mon sentiment, car ce brave homme, qui s'était composé une figure compatissante pour m'annoncer mon échec, a exprimé naïvement sa plus extrême surprise et a mis en réserve pour un autre le petit boniment qu'il avait préparé pour la circonstance.

Je suis donc à Londres après un voyage fatigant et plein d'imprévus. Notre train avait seulement cinq heures vingt de retard. On nous a acheminés par Calais, puis de Calais à Folkestone. Ce petit détour fut agrémenté de deux attentes de deux heures devant les postes de police pour faire viser les papiers. Le voyage n'est pas un plaisir! Il faut beaucoup de patience. Heureusement que j'en ai l'habitude!

J'ai retrouvé mon ancienne chambre libre et avec beaucoup de plaisir j'y suis rentré en attendant de savoir s'il me faudra changer de résidence pour mon travail. Mon hôtesse était aussi charmée de me revoir et a eu l'amabilité de changer quelques meubles. Mon nouveau lit, de ce fait, devient une épatante table de salle à manger. Je fais mes repas comme autrefois. Mais tandis qu'auparavant je devais débarrasser ma table de travail pour y mettre les plats, aujourd'hui je mets un linge sur le pied de mon lit, j'y dresse ma table. (Le lit est assez dur pour que les ustensiles ne se renversent pas!) Ainsi je n'ai qu'un demi-tour à faire sur ma chaise pour passer de mon bureau à la salle à manger! C'est la mode Passy simplifiée.

Ma petite vie me plaît. Quand j'aurai le pain quotidien assuré et surtout quand vous serez ici, je serai le plus heureux des hommes. J'ai honte quelquefois d'être heureux et de jouir de la vie quand il y a tant de misères dans le monde, quand il y a tant de larmes sur la terre... Mais le soleil continue de briller et les fleurs de s'épanouir!

J'ai revu Mlle Schweizer qui est très bonne pour moi. Elle m'invite à aller chaque soir manger au home et à y passer mes veillées... »

En vérité j'étais sur le trimard et le poste de professeur de français que je croyais facile à trouver fut au contraire une illusion de plus.

Je m'étais inscrit dans une agence de placement, mais sans résultat. Le directeur de l'agence, voyant ma déception, eut la bonté de m'aviser que le pasteur Du Pontet de la Harpe donnait sur moi de mauvais renseignements. Selon ses références, j'étais un dangereux anarchiste; je n'avais donc aucune chance d'être agréé comme professeur dans un collège. Encore une porte fermée! Et sans argent, à Londres, en pleine guerre!

J'irais donc m'engager pour n'importe quel travail. Je me fis raser la barbe, couper les cheveux à la mode anglaise d'alors et cherchai une place de garçon de café, sans faire état de mes études de théologie ni de mon poste de pasteur suffragant chez le pasteur Du Pontet.

Le même soir, lorsque j'arrivai au home, Mlle Schweizer me reconnut à peine et poussa les hauts cris. Force me fut de m'expliquer, de confesser mon échec et mes nouvelles tentatives.

Cette ancienne gouvernante du vice-roi des Indes me fit une leçon d'une heure pour me démontrer que si, aux Etats-Unis, on peut faire n'importe quel métier, dans le Royaume-Uni on ne peut déchoir pareillement sans pouvoir jamais se relever. Un universitaire ne peut s'abaisser à devenir garçon de café, même en taisant ses études et son origine; on finirait par le découvrir car tout en moi indiquerait que je ne suis pas, que je ne puis être garçon de café! Je rétorquai qu'il n'y a pas de sot métier, mais seulement de sottes gens et que l'essentiel est de gagner honnêtement sa vie; garçon de café ou débardeur, je ne prostituerais pas ma pensée. Je voulais continuer à me respecter moi-même.

Mais rien ne put la convaincre et, séance tenante, elle fit un geste que je n'oublierai jamais. « J'ai confiance en vous; vous êtes quelqu'un, me dit-elle. Mais vous n'auriez pas dû faire des études de théologie. Changez votre orientation, faites des études économiques et sociologiques. Je vous donne l'argent nécessaire pour cela. Voyez vous-même si vous pouvez préparer un doctorat à Paris ou ailleurs. » Et elle me remit l'équivalent de deux mille francs suisses. Je voulus tout d'abord refuser. Mais, voyant que je lui faisais une grande peine, qu'elle avait si peur de me voir «déchoir» et que son geste était celui d'un cœur généreux, j'acceptai son offre sous forme de prêt que je lui rembourserais plus tard. Ce fut convenu! Et dès le lendemain je laissai repousser ma barbe et mes cheveux. Je décidai d'écrire au professeur Charles Gide dont j'avais suivi quelques cours lors de mes études de théologie à Paris. Il me répondit que la licence

en théologie et l'immatriculation aux universités de Neuchâtel et de Berlin, voire un certificat attestant que j'avais suivi des cours à l'Ecole des hautes études sociales de Paris ne permettaient pas de préparer un doctorat à la Faculté de droit de Paris. Je pensai alors partir pour les Etats-Unis qui n'étaient pas encore en guerre et où il était plus facile d'avoir accès à quelque université. En attendant j'allais chaque jour, dès le matin, étudier à la grande bibliothèque du British Museum, me plongeant dans l'*Histoire des Doctrines économiques* de Gide et Rist et dans les principes d'économie politique de Stuart Mill. Bref, voulant mettre les bouchées doubles, je passais mes journées à de nouvelles et captivantes études.

Dès mon départ pour l'Angleterre Jenny se mit en quête d'une place qui lui donnât la possibilité de venir m'y rejoindre. Elle fit de multiples démarches, par le consul d'Angleterre, par les Amies de la jeune fille, par des connaissances, mais, l'une après l'autre, ses tentatives échouaient. Elle ne tenait plus en place à Corcelles. Sa famille s'évertuait à la convaincre de ne pas partir. Elle m'écrivait de Corcelles, le 13 septembre:

«Malgré tous vos bons conseils qui m'engagent à partir sans place, je sais que c'est tout à fait impossible de passer dans ces conditions-là... Paul et Marie sont au courant des circonstances. Naturellement ils essayent de m'ôter l'envie de partir. Ils craignent les bombes. Comme si ce n'était pas un charme de plus ajouté à une vie aventureuse!

... Vous ne comprendrez pas non plus que c'est une vraie souffrance pour moi d'entendre maman me répéter chaque jour que c'est la plus ridicule imprudence que de partir en ce moment. C'est chaque fois à recommencer!

Ainsi donc si, en cas désespéré, je ne reçois rien d'ici fin septembre de Mlle Schweizer, je chercherai une occupation pour le semestre d'hiver. En tout cas je ne resterai pas à Neuchâtel. J'y étouffe plus que jamais. Soit Genève, soit Bâle, si ce n'est pas Bonn où l'on rappelle ma sœur qui est engagée à Berne. Je ferai des pieds et des mains pour sortir de cette atmosphère neuchâteloise. Ça sent trop le ranci!»

Puis, le 22 septembre:

«Vous me conseillez «une gentille petite vie tranquille». Malheureux! Ce serait pour moi le pire des malheurs: une existence confortable où l'on jouit égoïstement de son bien-être, où l'on s'amuse bien, mais où l'on s'ennuie encore davantage! Merci beaucoup! C'est suffisant pour me faire déjà prendre la vie à rebrousse-poil!

Non, je ne partirai pas pour Bonn. Je ne resterai pas non plus à Neuchâtel. Mais j'irai à Londres.»

C'est à la fin d'octobre que, sans la bénédiction de ses parents, Jenny faussa compagnie à sa famille pour venir me retrouver à Londres. M[lle] Schweizer lui avait procuré un engagement fictif pour lui permettre d'obtenir enfin le visa anglais.

Jenny avait rassemblé toutes ses économies et arrivait à Londres pleine de tendresse et d'illusions. Elle logea au home et trouva quelques leçons particulières de français. J'en dénichai aussi une ou deux. La directrice du home fut pour nous un véritable ange gardien. Elle avait aménagé au sous-sol une petite pièce avec cheminée où Jenny et moi prenions le repas du soir et passions la plupart de nos soirées. Jenny m'accompagnait au British Museum et s'y plongeait dans la lecture de *Jean-Christophe*. Nous rentrions dîner ensemble dans ma petite chambre, toujours le même menu: côtelettes de mouton ou poissons frits.

Jenny à Londres! Ayant surmonté tous les obstacles, l'opposition de sa famille et les multiples difficultés du voyage et des formalités pour pénétrer en Angleterre! Je n'y ai vraiment cru que lorsque, assise à côté de moi dans le taxi qui nous conduisait au home, elle me narra son odyssée, fière de la conquête de son indépendance et heureuse de me retrouver.

Nous comprenions tous les deux qu'une nouvelle étape de notre amour commençait enfin dans la liberté.

Certes, une question assombrissait l'immense plaisir de ces retrouvailles, auxquelles je n'avais jamais osé croire. Nous étions tous les deux sans argent et la liberté sans argent pose des problèmes. L'infructueuse recherche d'un emploi, l'incertitude de l'avenir devenaient des entraves nouvelles et inattendues à notre union. J'en étais d'autant plus péoccupé que Jenny venait me rejoindre et que nos relations allaient prendre de nouvelles formes, plus intimes.

Le dimanche qui suivit son arrivée à Londres, assis l'un à côté de l'autre sur le rebord de mon lit, nous avions discuté de notre situation sans issue. Avais-je le droit de refuser l'emploi que m'offrait l'Eglise de Soho Square? Vie largement assurée, liberté de prêcher selon mes convictions, travail intéressant et mariage possible dans un avenir proche, avec l'assentiment de sa famille? N'était-ce pas pousser trop loin mon intransigeance juvénile que de refuser tout cela parce que l'Eglise me demandait de lire la liturgie contenant

une prière pour Sa Gracieuse Majesté le roi d'Angleterre et le Symbole des apôtres auquel je ne croyais pas? Accepter... n'était-ce pas une véritable prostitution de l'esprit, un mensonge envers moi-même, une duperie de mes auditeurs, malgré tous les artifices oratoires que je pourrais trouver pour dégager ma propre conviction? Pourrais-je encore me respecter moi-même si, pour gagner largement ma vie, j'acceptais ce compromis que tout mon être intime réprouvait? Absorbé par ces pensées, je m'étais tu et Jenny voyait mon inquiétude et mes soucis. Je revins soudain à la réalité quand je sentis ses lèvres poser un léger baiser sur ma joue. Le premier baiser qui, gentiment, timidement, me rappelait qu'elle était là maintenant et qu'elle serait toujours là pour alléger ma peine. Je lui rendis gauchement son baiser, puis nos lèvres s'unirent dans un long baiser d'amour. Mais je devais prêcher à Soho Square à 6 heures du soir et il était temps de songer au devoir. J'aurais tant voulu envoyer au diable ce culte avec Sa Gracieuse Majesté, sa communion des saints et la vie éternelle! J'étais comme ivre, transporté dans un autre monde. Je ne sais ce que j'ai prêché ce dimanche soir, ni la façon dont j'ai liquidé la liturgie et tous les saints. J'étais ailleurs. Jenny qui avait assisté au culte me dit à la sortie que cela avait été très bien. Mais, elle aussi était ailleurs et ne pouvait apprécier cet intermède intempestif.

Ma décision était prise: je ne me prostituerais pas. Nous étions deux pour préparer l'avenir. Je savais que je pouvais compter sur Jenny dans les bons comme dans les mauvais jours. Son baiser au moment où j'hésitais devant l'aventure de notre vie m'avait redonné confiance et insouciance.

Ainsi nous vécûmes quelques semaines dans une véritable ivresse de baisers et de caresses. L'après-midi nous passions de longues heures dans ma chambre à préparer le thé et à faire griller notre pain devant le brasier de charbon. Puis, le soir, nous nous retrouvions au home, où Mlle Schweizer continuait à nous offrir la pension.

Pendant ces heures de grande intimité, nous sentions tous deux que le moment était proche où la passion nous pousserait à une union plus intime. J'avais admis l'amour libre dans ma thèse de licence en théologie, j'avais prêché un soir dans mon église de Bayswater en légitimant l'amour libre entre deux êtres qui s'aiment et j'avais affirmé qu'un mariage d'argent ou de convenance sans amour n'était rien d'autre qu'une véritable prostitution, même s'il avait été ratifié par l'état civil et béni par le pasteur. Jenny partageait

mes idées à ce sujet. J'étais favorable aux relations sexuelles prénuptiales, afin que l'accord du couple fût complet, aussi dans ce domaine essentiel, avant l'engagement pour la vie. Rien ne s'opposait donc à ce que notre amour aboutît à l'union la plus intime. Et pourtant il n'en fut rien à Londres. Non pas que notre éducation calviniste ou le conformisme du début du siècle nous eussent retenus. Nous avions rejeté tous ces préjugés et nous étions libres et follement amoureux. Mais, pour l'un comme pour l'autre, c'était notre premier amour, notre première expérience: étape de longs baisers enivrants, de constante tendresse toujours en éveil pendant cette partie de la journée que nous vivions ensemble à préparer le repas de midi et le thé anglais devant un petit feu de cheminée où le charbon faisait jaillir ses multiples et changeantes flammèches rouges et bleues. Tout cela nous procurait un tel enchantement que nous le faisions durer, pressentant qu'il serait un temps inoubliable dans notre vie à deux. Et puis, j'étais aussi retenu par la perspective d'une prochaine séparation. Jenny venait d'être engagée comme institutrice de français et de piano dans la famille d'un pasteur, à Killarney, dans le sud-ouest de l'Irlande, pour la mi-janvier 1916.

Cependant les heures que nous vivions ensemble dans ma petite chambre n'avaient pas passé inaperçues de ma logeuse et des femmes du voisinage. Montre en main, elles calculaient, derrière les rideaux des petits cottages de Northumberland Place, le temps que Jenny passait avec moi. Les yeux épiaient nos allées et venues et les langues, les mauvaises langues caquetaient bon train. Une certaine fois que j'étais atteint d'une légère grippe qui m'obligeait à garder le lit, Jenny était venue quelques matins me soigner. C'en fut trop pour le voisinage et pour ma logeuse, une Ecossaise calviniste qui, naturellement, avait appris que je n'étais plus pasteur de l'Eglise française de Bayswater. Elle laissa sur ma table un billet ainsi conçu:

« Cher Monsieur Droz,

Je dois vous demander de mettre un terme aux visites de votre amie dans votre chambre à coucher. Vous devez certainement comprendre qu'une telle liberté n'est accordée par aucune logeuse et tout spécialement à l'heure où votre amie vous fait visite très tôt le matin ce qui, comme vous le savez, est hautement incorrect.

Je ne pense pas surtout à ses visites de l'après-midi, comme elle venait au début, mais cela est allé trop loin avec ses visites quotidiennes de très bonne heure. Toutes ces visites doivent cesser. Je regrette beaucoup de vous communiquer cela, mais d'autres l'ont remarqué et je dois en tenir compte. K. WILLIAMSON. »

Que faire? Lui dire la vérité? Jamais elle ne la croirait, pas plus que ses voisines. Pour elles toutes, ma chambre était un lieu de débauche et de perdition. Leur dire qu'il ne s'y était rien passé qui ne fût absolument «moral», c'eût été pour elles ajouter le mensonge à la luxure! J'ai donc proposé à Jenny de mentir pour qu'on nous croie! Afin que ses visites ne provoquent plus de scandale, ni l'intervention des bigotes du quartier, je répondis donc à Mme K. Williamson que j'avais profité des deux mois de vacances passés en Suisse pour me marier et que la personne qui scandalisait le quartier était mon épouse légitime, qu'elle ne logeait au home que parce que ma chambre était trop petite pour un couple, et aussi que nous faisions les démarches pour quitter Londres prochainement.

Mme Williamson s'excusa et autorisa les visites de «ma femme». S'il lui est arrivé d'écouter à la porte pour nous épier, elle sera restée sur sa soif! Si nous avions dit la vérité, on ne nous aurait pas cru. Mais avec un mensonge auquel on a cru, nous avons mis fin aux suppositions malveillantes des commères cancanières du quartier parce qu'il confirmait leurs malveillantes insinuations. Du moment que l'officier d'état civil et le pasteur avaient ratifié et béni, tout rentrait dans l'ordre! Quelle ineptie!

N'ayant plus l'obligation de prêcher deux fois chaque dimanche, je m'efforçai de connaître mieux la vie des Eglises protestantes en Angleterre. Elles étaient multiples, de l'Eglise anglicane officielle aux Eglises baptistes, méthodistes et autres. Il en est une qui m'intrigua particulièrement. Maintes fois j'avais passé devant son lieu de culte en allant de mon domicile à Hyde Park et l'affiche «Ethical Church» avait retenu mon attention. J'y suis allé quelquefois avec Jenny pour assister au service. La salle de culte était un hémicycle en gradins, face à une tribune flanquée à gauche et à droite de statuettes représentant le Christ et Bouddha. A l'entrée, une exposition de livres mis en vente où l'on trouvait toute la littérature rationaliste et matérialiste. Le service était simple. La prédication portait sur des problèmes moraux et sociaux, la prière était remplacée par quelques minutes de recueillement individuel. Je fus très surpris d'y retrouver un certain nombre de mes anciens paroissiens de la chapelle de Bayswater. Les tendances de cette «Eglise éthicienne» étaient très proches des miennes. Je découvris chez un antiquaire un livre qui correspondait à cette «religion de l'idéal moral» que j'appelais encore religion chrétienne. C'était l'*Education de soi-même* du Dr Paul Dubois. J'ai lu et relu cet ouvrage. Je l'ai annoté et souligné. Je n'avais

encore jamais trouvé un écrit qui exprimât si bien «ma philosophie». Il fut, avec *Ma Religion* de Tolstoï, l'œuvre qui eut sur moi la plus grande influence. J'aboutissais de plus en plus à la conclusion que le langage théologique que j'utilisais encore — Dieu, prière, salut — avait pour moi une signification tout autre que pour mes auditeurs qui donnaient à ces mots leur sens traditionnel. Il s'ensuivait une équivoque dangereuse mais je pensais que, pour les croyants encore enfermés dans les dogmes conventionnels, on ne peut sans transition donner aux termes théologiques une signification nouvelle, essentiellement humaine, morale et sociale à la fois. C'est pourquoi je conservai encore quelques années cette terminologie et ces formes du culte chrétien.

A la veille du départ de Jenny pour Killarney, une perspective inespérée s'ouvrit subitement devant moi. Par une lettre du 6 janvier 1916, la Commission de rédaction de la *Sentinelle* et la Société d'Edition et de Propagande socialistes me proposaient un emploi de deuxième rédacteur et de militant à La Chaux-de-Fonds. Cette offre n'était assortie d'aucune autre condition que celle d'un travail intéressant:

«Cher camarade,

La Société d'Edition et de Propagande socialistes a, dans sa dernière séance, examiné longuement la question de la rédaction du journal et elle est arrivée à la conclusion qu'un deuxième rédacteur est devenu nécessaire. La commission de rédaction a été ensuite chargée de vous offrir ce nouveau poste de rédacteur.

Votre travail de rédaction consisterait surtout à écrire une ou plusieurs fois par semaine un article original sur un sujet d'actualité intéressant la classe ouvrière — une sorte d'article sensationnel, dans la meilleure acception du terme — qui piquerait la curiosité du lecteur, éveillerait son intérêt et donnerait ainsi à notre *Senti* plus de relief et une vie nouvelle.

Mais, pour pouvoir écrire régulièrement de tels articles, il faut pouvoir suivre les événements à la piste, faire de rapides enquêtes, etc., en un mot il faut avoir du temps et pour un seul rédacteur cette besogne est presque impossible.

En appelant à la rédaction une force nouvelle, c'est une vie plus intense, une allure plus intéressante, un caractère qui le fasse s'imposer que nous voudrions donner au journal.

Votre travail de rédaction n'absorberait qu'une partie de vos journées, dans les premiers temps du moins. Or, il y a un travail que nous avons négligé ou, du moins, que nous n'avons pas poursuivi avec une intensité suffisante jusqu'ici: c'est l'éducation socialiste des jeunes, l'organisation d'une jeunesse socialiste digne de la force de

notre parti. C'est à ce travail que nous vous invitons; c'est cette besogne aussi délicate qu'importante que nous aimerions vous confier.

Mais, qui parle de poste à créer doit aussi parler de salaire; excusez-nous donc d'aborder cette question qui peut-être vous paraîtra secondaire.

Le Parti ni la *Sentinelle* ne sont riches et de plus vu les circonstances nous ne pourrions guère consacrer plus de fr. 300 à la création de ce rouage nouveau, du moins pour la première année.

C'est donc un poste de *rédacteur* et de *militant* que nous vous offrons. Actuellement nos forces sont insuffisantes pour faire face à tout et vous nous apparaissez comme capable de rendre à notre mouvement le service que nous vous demandons. Nous aimons à croire que, de votre côté, cette occasion de vous mêler à nos luttes et de travailler avec nous au développement des œuvres qui nous sont chères vous plaira et vous incitera à nous répondre favorablement.

Recevez, cher camarade, nos très cordiales salutations.

Pour la Société d'Edition et de Propagande socialistes:
Le président, E.-PAUL GRABER.

Pour la Commission de rédaction:
Le président, ED. STAUFFER. »

J'étais conscient que mon acceptation changerait le cours de ma vie et m'éloignerait davantage encore de l'Eglise et du pastorat. Mais pouvais-je espérer encore exercer le saint ministère? Mes expériences de Fives et de Londres, encourageantes par mes succès, étaient profondément décevantes quant aux réactions de l'Eglise et des pasteurs. Pour eux, ces succès étaient dus surtout à ma facilité de prendre contact avec les jeunes et les ouvriers, à mes dons oratoires, alors que j'étais moi-même sûr que le contenu moderniste, pacifiste, socialiste et rationaliste de ma prédication répondait à un besoin des temps modernes et que mes auditeurs étaient nombreux parce qu'ils avaient besoin d'entendre autre chose que les sempiternelles redites sur la perdition de l'individu et le salut. Je ne faisais pas appel à la foi aveugle et passive, mais à l'esprit de l'homme pour créer le Royaume de Dieu sur terre par l'amour et la solidarité envers les autres hommes. L'Eglise, foncièrement conservatrice, ne m'apparaissait plus comme un moyen efficace d'arriver au but de ma vie: la paix, la liberté et le bien-être du peuple permettant à chaque individu de développer normalement ses capacités et ses aptitudes.

Peut-être le mouvement socialiste international serait-il plus efficace, malgré sa faillite au début de la guerre de 1914? La Conférence de Zimmerwald, les votes de Liebknecht au Reichstag contre

les crédits de guerre démontraient que certains secteurs de ce mouvement étaient restés sains. La *Sentinelle* encourageait ce courant contre la guerre et le militarisme.

Au lieu de partir pour l'Amérique avec l'incertitude du lendemain, où je serais un étranger surveillé et peut-être indésirable, je pourrais militer dans mon pays et — qui sait — être un jour nommé pasteur à La Chaux-de-Fonds? D'autre part, mon emploi à la *Sentinelle* me créerait de nouvelles difficultés. La bourgeoisie m'avait déjà manifesté son hostilité en répandant des calomnies contre moi lors de la campagne électorale de juillet et après mon retour à Londres, le *National Suisse* du 20 septembre 1915 avait publié un nouvel article diffamatoire en ces termes:

«... Embusqué, en effet, derrière un pseudonyme, notre homme [moi-même] n'a pas craint de reprendre à son compte un mensonge patent colporté par de mauvaises langues sur le très honorable directeur des Armes-Réunies, et de diffamer au surplus l'un de ses amis personnels, dans un inepte pamphlet de la *Sentinelle*. Recherché par ses victimes, M. le pasteur Humbert-Droz jugea prudent de les éviter. Il est aujourd'hui de l'autre côté de la Manche.»

Paul Graber protesta aussitôt avec véhémence dans la *Sentinelle*. De Londres j'envoyai une «Réponse à une calomnie» qui parut dans la *Sentinelle* le 27 septembre, où je rappelais au rédacteur du *National Suisse* que je lui avais dit personnellement avant les élections de juillet que je retournais en Angleterre quelques semaines plus tard et où j'affirmais que je ne portais aucune responsabilité pour le pamphlet incriminé.

Ces deux incidents me laissaient nettement entrevoir les moyens qui, dès mon retour au pays, seraient employés contre moi comme rédacteur à la *Sentinelle* et les calomnies répétées au cours des quelques semaines que j'avais passées en Suisse me donnaient à réfléchir. Certes, j'étais de taille à répondre, mais la politique à ce niveau-là me dégoûtait. Mon mariage avec Jenny serait peut-être aussi irrémédiablement compromis si j'acceptais le travail proposé. Je connaissais l'hostilité du pasteur Perret au quotidien socialiste puisqu'il m'avait reproché pendant l'été la collaboration que j'y apportais de Londres.

D'autre part, avec un emploi fixe, nous pouvions Jenny et moi envisager notre mariage pour le printemps. Nous en discutâmes sérieusement. Jenny m'encouragea à accepter, ce que je fis, mais je

reçus de ma mère une lettre éplorée qui me suppliait de ne pas compromettre mon avenir. Le pasteur Dumont, doyen de la Faculté de théologie, celui-là même qui m'avait laissé entendre que jamais je n'aurais de paroisse dans le canton si je n'abandonnais pas mes idées socialistes, était intervenu auprès d'elle pour l'inciter à empêcher mon retour comme rédacteur socialiste. J'écrivais à Jenny, de Londres, le 5 février 1916:

«M. Dumont est scandalisé de mes projets de *Sentinelle.* Il a supplié ma mère de m'empêcher de faire cette gaffe. Il paraît que je pourrais être nommé à La Brévine!... Il ne doute de rien... Maman a cherché à me retenir surtout parce qu'elle craignait pour toi et pour ton père. Le père Dumont lui a dit: «Jamais M. Perret ne consentira à donner sa fille à votre fils s'il persévère dans ses idées.»

Ainsi l'Eglise s'inquiétait de mon prochain retour au pays et trouvait la possibilité de m'offrir une cure assez retirée du monde pour que je sois contraint de me taire. Une espèce de déportation dans la Sibérie neuchâteloise. Après Lyon, Paris, Berlin, Londres... l'Eglise voulait m'isoler à La Brévine. L'allusion à l'attitude du père de Jenny était destinée à alarmer ma mère et à l'inciter à faire pression sur moi. C'était un véritable chantage. Je n'avais jamais demandé à M. Perret de me «donner» sa fille. Jenny majeure était libre de choisir l'homme qu'elle aimait pour mari, avec ou sans l'assentiment de ses parents. Je désirais qu'elle ne rompît pas avec sa famille, mais nous étions tous deux décidés à vivre ensemble librement, mariés officiellement ou non. Ni l'Etat ni l'Eglise n'avaient à mettre leur nez dans nos affaires personnelles, mais nous étions prêts, pour éviter un scandale et par égard pour nos familles, à passer devant l'état civil et devant le pasteur, à condition que notre mariage officiel eût lieu dans la plus stricte intimité.

Je rencontrai de grosses difficultés lors de mon voyage de retour en Suisse à travers la France. A mon arrivée en Angleterre, en juillet 1915, mon bateau avait été détourné de son trajet habituel à cause du danger des sous-marins allemands dans la Manche. Il était arrivé à Folkestone avec retard et les fonctionnaires britanniques qui effectuaient le contrôle des papiers étaient très nerveux. Il fallait leur remettre quelques formules anglaises distribuées pendant le trajet aux immigrants, avec le passeport suisse, un passeport français et une annexe au passeport français. Le fonctionnaire auquel j'avais remis tous ces papiers ne m'avait rendu que mon passeport suisse

et l'annexe du passeport français. A mes réclamations pour rentrer en possession du passeport français qu'il avait gardé, il avait répondu par un vigoureux: «It's all right! Go on! Go on!» qui m'engagea à ne pas insister davantage, trop heureux que j'étais d'être admis sur sol britannique.

Lorsque je me présentai au consulat français de Londres pour obtenir le visa de transit nécessaire à mon retour en Suisse, on me réclama le passeport français que l'officier anglais avait gardé. J'essayai de m'expliquer mais rien n'y fit et le consulat français m'invita à aller chercher ce passeport à Folkestone. Inutile de dire qu'après plus de six mois personne à Folkestone ne se rappelait avoir jamais vu mon passeport. Je rentrai bredouille à Londres. Le consulat français se montra alors moins rigide: «Vous allez rentrer en Suisse comme journaliste? On fait beaucoup de munitions pour l'Allemagne dans les fabriques du Jura suisse. Nous vous donnerons un duplicata du passeport que vous avez perdu et vous renseignerez les autorités françaises sur les maisons qui travaillent pour l'Allemagne et sur la nature et l'ampleur de ces livraisons.» Je refusai net ce service d'espionnage en échange d'un visa français et signifiai qu'en tant que pacifiste convaincu et antimilitariste je lutterais contre la fabrication et la livraison d'armes et de munitions, qu'elles soient destinées à l'Allemagne ou à la France, mais que je ne renseignerais pas les autorités françaises. Je déclarai que je m'adresserais à l'ambassade suisse à Londres pour être rapatrié si le consulat français maintenait ses conditions. Cela fut suffisant pour obtenir enfin un duplicata de mon passeport français. Ce fut la première fois que le Deuxième Bureau essaya de m'enrôler, mais pas la dernière!

V

UN TOURNANT DÉCISIF
RÉDACTEUR A LA *SENTINELLE* ET MARIAGE

Militant socialiste

Je rentrai en Suisse et louai une chambre chez un camarade du parti, à La Chaux-de-Fonds. Aussitôt je commençai ma collaboration à la *Sentinelle*, la propagande socialiste dans la région et l'organisation du travail de la Jeunesse socialiste. Gustave Neuhaus était premier rédacteur au journal; je le remplaçais parfois pour la «cuisine» du quotidien. Les deux semestres passés à la section de journalisme de l'Ecole des hautes études sociales de Paris me furent de quelque utilité. Mais la propagande était mon activité principale et préférée. J'étais sollicité par de nombreuses sections socialistes du canton de Neuchâtel et du Jura bernois et tous mes soirs étaient pris.

Il y eut quelques manifestations particulièrement importantes. Le 1er Mars, anniversaire de la Révolution neuchâteloise de 1848 qui libéra la Principauté de Neuchâtel de la souveraineté du roi de Prusse, est célébré chaque année par le peuple du canton. Au Val-de-Ruz, district jusqu'alors presque exclusivement agricole, les trois partis politiques radical, libéral et socialiste avaient décidé d'organiser une manifestation commune d'union sacrée et le Parti socialiste de Cernier m'avait demandé comme orateur. La grande salle de gymnastique était archibondée. Trois orateurs: le Dr Pettavel, conseiller d'Etat radical, Otto de Dardel, conseiller national libéral, et moi-même, «pasteur et rédacteur à la *Sentinelle*».

Le Dr Pettavel rappela les événements de 1848 et fit appel à l'union sacrée pour sauvegarder la République. Il termina son discours par «Vive la République!», acclamé par l'auditoire. Otto de Dardel évoqua les dangers qui menaçaient notre démocratie suisse,

de plus en plus sous l'empire de l'armée. Il fit acclamer la démocratie.

La République, la démocratie avaient été saluées avec enthousiasme. J'eus l'idée saugrenue de faire acclamer la révolution! Je rappelai que si le 1er mars 1848 avait mis fin au régime royaliste prussien et installé la démocratie dans le canton, c'est à la révolution conduite par Fritz Courvoisier qu'on le devait. Puis, faisant le procès du régime capitaliste, j'affirmai que la République doit instaurer la démocratie économique et sociale sans laquelle la démocratie politique n'est qu'une vaine forme de gouvernement. De nouvelles révolutions seront donc nécessaires. Les bonnes paroles ne suffisent pas, il faut des actes. Et je terminai par un: «Vive la révolution!» que les quelques centaines de paysans du Val-de-Ruz répétèrent avec le même enthousiasme qu'ils l'avaient fait pour la République et la démocratie. Les deux orateurs bourgeois, quelque peu surpris, réalisèrent l'erreur qu'ils avaient commise en me faisant parler le dernier. J'avais changé le sens des deux premiers discours et ils ne pouvaient me répondre!

Mon oncle maternel, Ernest Bille, alors juge de paix au Val-de-Ruz, me proposa à la fin du meeting de venir boire un verre chez lui avec le Dr Pettavel. J'acceptai. Je m'attendais à être vertement critiqué. Mais non! Mon oncle, approuvé par le Dr Pettavel, me félicita au contraire de mes talents oratoires qui avaient réussi à faire acclamer la révolution sociale par les paysans du Val-de-Ruz. «Mais — ajouta-t-il paternel et patelin — tu as fait des études de théologie et je pensais que tu serais pasteur. Si tu veux faire une carrière politique, tu t'es mal engagé en allant chez les socialistes. Adhère au Parti radical et à la franc-maçonnerie. Nous sommes disposés à te faciliter ce changement. Avec les dons que tu as, ta carrière est faite!» J'ai souri et, en le remerciant de se préoccuper de mon avenir, je lui ai dit que je n'ambitionnais aucune carrière politique, mais que je voulais travailler à réaliser la paix, la liberté et la justice sociale. Ne pouvant y arriver par le moyen de l'Eglise qui m'avait paru la meilleure voie pour réaliser ces principes éminemment chrétiens, je tentais maintenant de le faire par le mouvement socialiste qui cherche à réaliser les mêmes principes humanitaires. Ces messieurs ne m'ont pas compris; ils ont pensé sans doute que je déraisonnais en méprisant ce que représentent dans le monde d'aujourd'hui les honneurs et l'argent.

J'étais arrivé en Suisse au moment où l'affaire des colonels Egli et Wattenwyl soulevait une vague d'indignation, en Suisse romande surtout. Le colonel Egli, sous-chef d'état-major, recevait chaque semaine à son domicile l'attaché militaire allemand et lui remettait

les documents recueillis par le service de renseignements de l'armée dont von Wattenwyl était le chef. Ces renseignements concernaient les mouvements des troupes françaises. L'activité de ces deux colonels portant gravement atteinte à notre neutralité, le Parti socialiste suisse avait exigé la convocation immédiate des Chambres fédérales. Mais le Conseil fédéral voulait attendre le verdict de la «justice militaire» saisie de ces crimes de haute trahison. Je pris aussitôt une part active à cette campagne de salubrité publique en parlant dans la plupart des grandes localités du canton. Puis le Parti socialiste suisse lança une initiative pour la suppression de la justice militaire et je fis campagne en sa faveur. A La Chaux-de-Fonds, le résultat fut magnifique: l'initiative y recueillit trois mille cinq cent quinze signatures.

Les deux colonels espions furent acquittés par le tribunal militaire. Ils ne livraient des renseignements à l'Allemagne que pour obtenir d'autres renseignements en contrepartie! Le général et le Conseil fédéral décidèrent des sanctions disciplinaires: vingt jours d'arrêts de rigueur et mise à disposition! Les espions haut gradés s'en tiraient à bon compte. Le verdict du tribunal déclencha une nouvelle vague d'indignation et de nouvelles manifestations hostiles à la «justice» militaire dont la partialité était révoltante.

Dans un article de la *Sentinelle* du 4 mars, intitulé «Armée, démocratie et honnêteté», j'exprimais mon opposition absolue au régime militaire:

«... Toute armée est basée sur l'obéissance aveugle aux chefs. Il faut marcher sans savoir pourquoi. L'armée la plus forte — et la guerre l'a prouvé — est celle où l'homme est réduit le plus possible au rôle de numéro, d'automate agissant sans réflexion, sans contrôle, selon la volonté des chefs. Toute la vie militaire repose sur l'autorité, et l'autorité la plus absolue. Le parlement, le gouvernement lui-même n'ont pas le droit de contrôler les décisions que le général en chef prend dans l'intérêt de la défense nationale.

C'est le régime autocratique sans lequel une armée ne peut pas vivre... La démocratie, la moralité publique sont menacées par l'armée. Que peut-elle donc bien encore défendre? Quelques porte-monnaies bien garnis, quelques hauts fonctionnaires qui jouent aux roitelets. Entre son idéal démocratique et moral et son armée, le peuple doit choisir. Il est impossible de les allier. L'armée ou l'idéal doit être anéanti. Mon choix est fait.»

A la suite d'un geste de révolte des soldats qui, pour protester contre le scandale Egli–Wattenwyl, ne donnèrent pas suite à un

ordre de mobilisation, j'écrivais le 25 février dans la *Sentinelle*, sous le titre «Révolte»:

«Le peuple est trop domestiqué pour commettre des *actes de révolte.*

Le peuple a une mentalité de mouton. Dans tous les pays, ses chefs font de lui ce que bon leur semble. La discipline de l'Etat a étouffé toutes les personnalités indépendantes. Les peuples ont une âme soumise par avance à tous les ordres d'en haut. On les envoie se faire tuer, ils ne demandent pas pourquoi; ils courbent l'échine et marchent à la mort...

... En me plaçant donc au point de vue moral, je ne puis condamner les actes de révolte. Ils sont une protestation de la personnalité libre contre l'asservissement général, un cri d'horreur de la conscience contre le régime qui enfante les scandales et corrompt la vie. Une fusée d'idéal dans notre existence veule et terre à terre!»

En réalité j'étais plus un révolté, un rebelle, qu'un révolutionnaire.

Une autre manifestation importante de cette période fut l'échauffourée devant le grand bazar Grosch & Greiff, rue Léopold-Robert à La Chaux-de-Fonds.

Le syndicat des employés de commerce avait posé des revendications qui nous paraissent aujourd'hui fort modérées: journée de neuf heures et demie, fermeture des magasins à 7 heures du soir, samedi compris, salaire minimum pour employées de moins de dix-huit ans: soixante francs par mois, cinquante francs pour les débutantes et quatre-vingts francs pour les femmes de plus de dix-huit ans. Pour les hommes: minimum mensuel de quatre-vingts francs pour les jeunes gens de moins de dix-huit ans, cent cinquante francs au-dessus de vingt ans, huit jours de vacances payées pour la première année, quinze jours à partir de deux ans. Les bazars du Printemps et Brann & Cie acceptèrent ces modestes revendications. Seule la maison allemande Grosch & Greiff refusa et jeta sur le pavé une employée qui avait tenté d'organiser un syndicat. Elle avait à choisir entre un désaveu public de son syndicat et la porte!

L'Union ouvrière protesta publiquement le 14 mars. Mais Grosch & Greiff refusa de répondre au syndicat à propos du contrat collectif. Les pourparlers se prolongèrent et le 13 mai Grosch & Greiff mit à la porte tous ses employés et employées syndiqués. C'était la déclaration de guerre au prolétariat de La Chaux-de-Fonds, mais les organisations ouvrières convoquèrent une manifestation publique devant le magasin, le samedi 20 mai à 5 heures et quart

du soir. Le secrétaire syndical Viret de Lausanne en était l'orateur officiel.

Plusieurs milliers de personnes se massèrent sur la chaussée, face au magasin. Perché sur un petit char, Viret dénonça les patrons qui, au début de la guerre, avaient baissé les salaires de 20 à 40% et décidé de congédier tout employé ayant des idées syndicales.

Devant certaines provocations, les manifestants devinrent plus agressifs. Les clients qui sortaient du magasin resté grand ouvert étaient conspués et sifflés. Un motocycliste qui avait voulu foncer dans la foule fut sérieusement molesté. Des forces de police et de gendarmerie en grand nombre protégeaient le magasin et derrière elles un provocateur professionnel, le notaire Jacot-Guillarmod, narguait les manifestants.

Le président de l'Union ouvrière, Charles Schürch, me pria alors d'inviter la foule qui grandissait à suivre en cortège la musique La Persévérante. Je me hissai sur le petit char et fis en quelques mots le procès du régime capitaliste, appelant la population à boycotter ce magasin pour le contraindre à signer le contrat collectif proposé par le syndicat. J'ajoutai que de nouvelles manifestations pourraient avoir lieu, mais qu'alors elles se feraient à l'intérieur du magasin. Puis j'invitai la foule à former un cortège pour quitter dignement les lieux. A ce moment-là quelques pierres furent jetées dans les grandes vitrines qui volèrent en éclats. La direction du magasin se hâta de fermer ses portes. La police tenta d'arrêter quelques membres de la Jeunesse socialiste coupables d'avoir lancé des pierres, mais la foule s'opposa à leur arrestation. Gaston Schelling, plus tard maire de la ville, avoua par la suite avoir lancé la première pierre!

La presse bourgeoise me rendit naturellement responsable de cette manifestation violente.

Le *National Suisse* écrivait le lendemain:

« L'effervescence commença à se manifester à l'occasion du discours du pasteur Humbert-Droz qui saisit le prétexte pour prononcer un violent réquisitoire contre la société capitaliste. Ce fut le signal de l'ébullition. Des pierres furent lancées contre l'immeuble. Des vitres volèrent en éclats. Il y eut des bagarres entre manifestants... La police ayant voulu s'emparer de manifestants, la foule prit fait et cause pour ces derniers et la force publique fut ainsi rendue impuissante. »

Il y eut des descentes de police chez des jeunes socialistes, mais la *Sentinelle* réagit vigoureusement.

«Nous ne laisserons pas emprisonner de jeunes Suisses pour défendre les vitrines de quelques actionnaires étrangers!»

En réalité la présence de forces de police importantes a toujours été un élément de trouble. J'en ai fait l'expérience tout au cours de mon activité politique, dans tous les pays. La présence des uniformes et des matraques est une provocation aux travailleurs. Il est beaucoup plus facile de disperser une manifestation par des moyens pacifiques, en faisant appel à la discipline, que par les forces de police qui, pour le travailleur, personnifient l'instrument répressif du pouvoir.

C'est aussi dans cette période que la classe ouvrière suisse fut appelée à protester contre l'emprisonnement de Karl Liebknecht en Allemagne et de Höglund en Suède. A cette occasion j'ai parlé à La Chaux-de-Fonds, sur la place de l'Ouest, et à Berne, dans la grande salle de la Maison du Peuple, avec Robert Grimm et le bolchevik Gregory Zinoviev qui, tous deux, prirent la parole en allemand, tandis que je parlais en français. Ce fut ma première rencontre avec un chef bolchevik.

Le grand meeting organisé sur la place de l'Hôtel-de-Ville de La Chaux-de-Fonds, le 18 juillet 1916, pour protester contre la vie chère et la pénurie de pommes de terre est gravé dans mon souvenir. Plus de trois mille personnes étaient rassemblées pour entendre Fritz Eymann et moi-même. Les pommes de terre, devenues l'aliment essentiel des familles ouvrières, manquaient et lorsqu'il y en avait sur le marché elles se vendaient un franc soixante le kilo en matinée et un franc quatre-vingt-dix l'après-midi. Les marchands et les paysans profitaient de la pénurie pour élever les prix. Une délégation dont je faisais partie fut nommée à ce meeting pour traiter avec le gouvernement neuchâtelois auquel je déclarai que les milliers de manifestants de La Chaux-de-Fonds descendraient sur le Château de Neuchâtel si c'était nécessaire!

Quelques jours plus tard le gouvernement donnait aux autorités communales de La Chaux-de-Fonds la compétence de fixer des prix maxima et d'en surveiller l'application. La ville fut dès lors mieux ravitaillée en pommes de terre.

Je vouai durant toute cette période un soin particulier à l'organisation et à l'éducation de la Jeunesse socialiste.

Avec le Comité central des Jeunesses socialistes formé au Locle d'Emile Giroud, Paul Degoumois et Maurice Jacot, je fis un gros effort pour multiplier et renforcer les sections des Jeunesses dans le

Jura et faire du journal *La Voix des Jeunes* une petite publication mensuelle vivante. Le 2 avril 1916 j'écrivis à Jenny:

«Hier soir j'ai été à Peseux pour une conférence où je n'ai pas ménagé les autorités fédérales. La salle du vieux collège était comble et il y avait, paraît-il, pas mal de bourgeois présents qui n'ont pas fait la contradiction. Je suis remonté hier soir à Boudevilliers et ce matin, à 7 heures, je me levais pour aller à la rencontre de mes jeunes qui font une course à Neuchâtel. Je les ai trouvés, une centaine, au-dessus de Boudevilliers. Une belle cohorte à voir descendre des Hauts-Geneveys. Je les ai accompagnés un bout de chemin et suis rentré pour écrire un peu. Je vais descendre au tram de 10 heures 40 pour aller voir Pierre Reymond à Neuchâtel et retrouver ma Jeunesse pour passer avec elle l'après-midi. La section de Villeret s'est fondée hier soir. Il y en a déjà une dizaine à la course d'aujourd'hui. En somme, mon travail marche fort bien. Quand tu seras ici et que nous jouirons ensemble de nos efforts, le bonheur sera complet...»

Parmi les socialistes chrétiens aussi, mon travail portait des fruits. Le groupe de La Chaux-de-Fonds s'était renforcé et le 6 mars 1916 je lançais l'idée que j'avais mûrie à Londres de créer une Eglise du peuple à La Chaux-de-Fonds, idée qui fut d'emblée unanimement acceptée. Sa réalisation fut retardée par mon refus du service militaire et la peine de prison qui s'ensuivit.

Cependant nombre de familles ouvrières, au Locle, à Villeret et ailleurs dans le Jura me demandaient, les uns de baptiser leurs enfants, les autres de bénir un mariage pour éviter de devoir passer par une Eglise hostile au mouvement ouvrier. J'ai ainsi baptisé des dizaines d'enfants de camarades, à Villeret cinq enfants de la même famille, le même dimanche! Cinquante ans ont passé depuis. Aujourd'hui il m'arrive encore de rencontrer des mères de famille qui me disent avoir été baptisées par moi! A Sainte-Croix, en 1967, à l'issue d'une conférence publique que j'avais donnée, un petit vieillard vint me serrer la main et me montrer son acte de naissance, je ne savais pourquoi. Il me fit remarquer, dans la marge, l'inscription «Baptisé le (?) 1916 par Jules Humbert-Droz, pasteur». Jamais je n'ai cru à l'efficacité du baptême pour l'enfant, surtout pas pour le laver du péché originel et, bien qu'ayant été pasteur, je n'ai jamais baptisé mes deux enfants. J'ai voulu les laisser entièrement libres d'adopter la religion de leur choix ou de ne pas en choisir du tout.

Au journal, je savais que je devais me surveiller. La censure britannique n'était plus là pour retenir mes articles, mais la justice militaire suisse veillait. Déjà en décembre 1914 la rédaction de la

Sentinelle m'avait avisé que deux articles de Londres n'étaient pas arrivés.

Et la *Sentinelle* ajoutait:

« Ces lettres n'ont-elles pas été envoyées, ou ont-elles étés retenues? La rédaction attend vos nouvelles avec impatience. Nous vous serions infiniment reconnaissants de continuer votre collaboration. Vous savez sans doute que la *Sentinelle* a eu la visite d'un «enquêteur» militaire concernant divers articles; il paraît que dans le dossier figurent deux articles signés de votre nom, celui où vous parlez des anarchistes de Londres et un précédent. Pour le moment il semble que la justice militaire soit plutôt indécise, y aura-t-il non-lieu? Ou feront-ils procès? Nous le saurons prochainement peut-être.»

La mise en garde de la *Sentinelle* contre les abus de la justice militaire ne tarda pas à se vérifier. Le *Pays*, journal catholique conservateur de Porrentruy, publia une curieuse circulaire confidentielle adressée aux préfectures, concernant les interrogatoires auxquels devaient être soumis les déserteurs étrangers. La longue série des questions n'avait pas pour but de connaître l'identité du déserteur, mais toutes sortes d'entre elles cherchaient à connaître l'unité à laquelle il appartenait, le nom de ses officiers, le lieu de cantonnement, les déplacements opérés par sa troupe, les combats auxquels elle avait pris part, ses pertes, etc., etc. — bref un interrogatoire d'espionnage. Cette circulaire avait été envoyée aux préfets en Suisse romande afin d'avoir le plus de détails possible sur l'armée française. Après le procès des colonels Egli et von Wattenwyl, on savait où passaient ces informations!

Or, avant même d'avoir lu le *Pays*, nous recevions à la *Sentinelle* un «communiqué confidentiel du Bureau de presse de l'état-major de l'armée», accompagné de l'avis «*Ne pas publier*».

En voici le contenu:

«Le *Pays* de Porrentruy publie une instruction confidentielle concernant l'interrogatoire à poser à des déserteurs étrangers. Nous invitons la presse dans l'intérêt de notre pays, à ne pas répandre cet article punissable, dont le contenu est parvenu à la rédaction susmentionnée par suite d'une coupable indiscrétion.

Bureau de presse, Deuxième Division.»

Devant la gravité de cette authentique circulaire et l'ordre de ne pas publier, je n'hésitai pas à enfreindre les ordres de l'armée et à reproduire dans la *Sentinelle*, sous le titre «*Une affaire peu claire*», la circulaire confidentielle et le communiqué du Bureau de presse de la deuxième division, assortis d'un commentaire:

« Cet article ne dévoile rien sur notre organisation militaire. Sa publication ne peut pas porter préjudice à notre défense. Il montre des abus dans notre organisation militaire que nous ne pouvons pas tolérer... C'est pourquoi nous n'obéissons pas à l'ordre du Bureau de presse. Il faut que le peuple sache où on le conduit et nous pensons faire notre devoir de républicain suisse en ne taisant pas les scandales du monde militaire fédéral.

Ce qui nous fait du tort, ce n'est pas la publication d'un tel document, c'est son existence.

Le télégramme demande de faire silence dans l'intérêt du pays.

Nous ne sommes pas dupes de ces grands mots; l'intérêt du pays, c'est que de tels scandales ne se produisent pas, c'est que l'on ne fasse pas le silence lorsqu'ils se produisent... La sécurité du pays est dans le contrôle du peuple sur ceux qui le mènent. C'est pour permettre ce contrôle démocratique que nous publions quand même. »

Je fus convoqué devant le juge d'instruction du Tribunal militaire de la deuxième division. Mais entre-temps Robert Grimm avait reproduit le document dans la *Berner Tagwacht* et était aussi inculpé. Je me trouvais donc en excellente compagnie. Il est probable que la justice militaire a préféré ne pas donner à cette affaire la large publicité d'un ou plusieurs procès militaires qui eussent encore aggravé le malaise créé par l'acquittement des colonels et fait connaître plus largement la malencontreuse circulaire. L'enquête fut classée.

Vers le mariage

Jenny était en Irlande. Ma correspondance avec elle, régulière et volumineuse, expédiée tous les deux jours, faisait le désespoir de la censure britannique qui avait peine à déchiffrer nos manuscrits écrits en hâte. Elle accompagnait chaque lettre d'une formule imprimée invitant à être bref et à écrire lisiblement.

Nos lettres contaient au jour le jour nos multiples occupations. Jenny narrait sa vie d'institutrice et d'éducatrice auprès des deux adolescents que comptait cette famille de pasteur irlandais, ses randonnées à vélo sur les routes caillouteuses, ou à dos d'âne dans les prairies, les « djigs » irlandais dansés sur les dalles de la grande cuisine, en claquant du talon, qu'elle exécutait comme une vraie Irlandaise. Bien que se plaisant dans ce milieu, elle ressentait le vide de ce genre de vie et m'écrivait:

«... Après le thé nous avons eu une soirée dansante qui fut pour moi le moment le plus agréable. Tu connais déjà ce faible chez moi,



JULES ET JENNY HUMBERT-DROZ A L'ÉPOQUE DE LEUR MARIAGE

JULES HUMBERT-DROZ
EN PRISON EN 1916



NOVEMBRE 1918
TROISIÈME JOUR
DE LA GRÈVE GÉNÉRALE
LE MEETING
DEVANT LE BATIMENT DES PTT
PLACE DE LA GARE
A LA CHAUX-DE-FONDS

mais tu ne peux te représenter le plaisir que j'éprouve à danser avec un bon partenaire. J'ai immédiatement raccroché ma petite danseuse, et elle-même m'a raccrochée (elle m'a avoué qu'elle adorait danser avec moi) et nous avons valsé, bostonné, etc., etc. En rentrant ce soir je songeais à l'inutilité de passe-temps de ce genre, thés, danses, conversations plates et sans aucun intérêt. Je crois que je n'aurais jamais le courage de vivre toute une vie de cette façon-là; trois mois c'est déjà beaucoup trop. J'ai besoin d'un autre travail, d'une activité intense. Je veux me sentir utile à l'humanité. Ces petites poupées banales et frivoles qui se traînent dans les salons me font bâiller; elles sont fort gentilles, gracieuses et aimables; mais elles n'ont rien d'autre qu'une petite frimousse souriante, une jolie silhouette et parfois un cœur aimant. L'intelligence et l'instruction, il faut les chercher ailleurs. »

De mon côté je lui racontais mes innombrables conférences et causeries publiques, mes succès auprès des jeunes. Mais notre correspondance reflétait surtout nos préoccupations pour l'avenir. Nous nous rapprochions ainsi toujours davantage dans l'orientation de nos goûts sur les arts, la littérature, la musique, tout en cherchant à approfondir et à accommoder au mieux nos caractères, à «accoupler nos âmes», comme je le lui écrivais. Je ne voulais pas avoir en elle une femme de ménage. Je la voulais spontanée:

«Tâche de ne pas réfléchir trop longtemps. Tu réfléchis trop. Tu calcules trop tes actes. C'est la seule chose qui ne me convienne pas dans ton caractère. Tu as déjà beaucoup plus de spontanéité qu'avant, mais il en faut davantage. Un abandon à la vie. Tu as un reste de sagesse mondaine qui compromet ton salut! »

J'abordais aussi, dans ce même cadre, des détails ménagers:

«Je serais parfaitement heureux avec un rôti brûlé et une soupe trop salée si tu les présentes avec une caresse et un baiser. Je serai la plus malheureuse créature avec une série de bons petits plats et un logement bien entretenu si pour cela tu dois être fatiguée et maussade. Ce sont de petites choses, mais il vaut mieux prévenir que guérir. Nos vies seront unies bientôt, nous devons nous préparer. »

Aussitôt elle effaçait mes craintes et me répondait:

« Tu crains de me voir devenir trop femme de ménage, comme Kitty dans Anna Karénine. Chéri, je hais la femme qui oublie son mari pour ne penser qu'aux objets dont elle fait ses idoles, plutôt que de n'avoir toujours que la même idole. Je déteste celle qui abandonne son mari pour ses occupations et ne se préoccupe que de soucis matériels. Je ne veux pas devenir cette femme-là. Avec ta volonté et la mienne, nous empêcherons bien cette créature-là de s'installer à notre foyer. »

Mon activité de journaliste et de militant socialiste n'avait qu'aggravé mes relations avec la famille de Jenny dont les parents cherchaient à renvoyer toujours plus notre mariage dans le but sans doute de nous lasser.

J'avais moi-même, au contraire, d'impérieuses raisons de le hâter. J'étais installé provisoirement dans une chambre inconfortable pour travailler. Je n'avais pas ma bibliothèque sous la main; je mangeais à la diable, au Restaurant sans alcool de la place de l'Ouest, quand j'étais à La Chaux-de-Fonds et, le soir, je me nourrissais le plus souvent d'un café crème et d'un petit pain, avant de parler en public, à moins d'avoir été invité chez un copain du parti ou de la Jeunesse, ce qui arrivait souvent.

Bref, je n'avais pas de chez-moi où passer les quelques moments de repos dont j'avais besoin.

S'il devenait possible de fixer notre mariage au printemps, je chercherais un appartement où nous installer; sinon je louerais un studio pour y caser ma bibliothèque et quelques meubles. D'autre part, bien que je n'eusse pas encore pris domicile à La Chaux-de-Fonds, j'avais reçu un ordre de me présenter à nouveau devant une commission de recrutement. L'armée récupérait les réformés pour cause légère, et j'étais de cette catégorie. Ayant refusé de donner suite à cet ordre de marche, j'attendais le moment d'être arrêté et jugé. Or, je désirais être marié au moment où j'aurais à faire de la prison. Les autorités ne pourraient refuser les visites de ma femme, tandis qu'elles se montreraient plus sévères pour une amie qui n'était même pas ma fiancée «officiellement». Avant de nous séparer, nous avions du reste convenu, Jenny et moi, qu'elle ne resterait en Irlande que les trois mois de son engagement et rentrerait en Suisse vers le 15 avril. Nous avions fait le projet de nous rencontrer à Paris et d'y rester une quinzaine de jours, loin des curieux et des mauvaises langues puis, si la famille de Jenny y consentait, de nous marier officiellement à la Pentecôte.

Ces plans, les parents de Jenny cherchèrent à les torpiller en lui ordonnant de rester six mois de plus en Angleterre, puis finalement seulement un mois de plus. Pourquoi tout renvoyer d'un mois comme le demandait avec insistance la mère de Jenny? Sachant que j'avais refusé d'obéir à un ordre de l'armée, elle calculait que je serais condamné à quelques mois de prison avant le 15 mai. Ainsi notre rencontre à Paris ne pourrait se réaliser et le mariage devrait être renvoyé des quelques mois pendant lesquels je serais emprisonné.

Ce calcul manquait plus d'esprit chrétien que d'habileté. D'ailleurs je n'avais pas pris seul la décision du refus de servir. J'avais consulté Jenny qui me répondait à ce sujet le 23 février:

«... Je reviens à la question du service militaire. Je ne vois vraiment pas d'autre solution que celle que tu envisages. Si tu veux être loyal et conséquent, c'est, je crois, la seule issue: le refus. Certes, c'est se dégrader et se compromettre encore plus aux yeux du gros public bourgeois, mais c'est la seule façon d'être digne de son idéal.»

Pendant plus de deux mois ce fut entre la Suisse et l'Irlande un chassé-croisé ininterrompu de lettres qui mettaient dix jours au moins pour parvenir à leur adresse et vingt jours pour obtenir une réponse. Ces circonstances furent une source inépuisable de malentendus, de lettres passant du désespoir aux plus folles perspectives, jusqu'au moment où, voyant cette situation s'éterniser, je pris la décision de brusquer une solution en posant un ultimatum à Jenny: choisir entre ses parents et moi et me répondre par télégramme. J'avisai le père de Jenny de ma décision. Il capitula.

Au reçu de la lettre par laquelle je l'avisais que j'avais écrit à Jenny pour lui demander de choisir entre ses parents et moi, le père de Jenny m'invita à aller discuter de la situation au presbytère de Corcelles. La discussion fut vive et j'en ai aussitôt informé Jenny par lettre du 23 mars:

«Je suis arrivé à Corcelles un peu après deux heures. J'en suis reparti à 5 heures et demie. J'ai cherché à être conciliant, mais j'ai parlé franchement. Ton père a commencé par me dire que j'étais dans une erreur complète quand je croyais qu'il cherchait un prétexte pour rompre. Il affirme qu'il n'a jamais été opposé, qu'il ne désire pas une rupture et que, même s'il pouvait nous éloigner, il ne le ferait pas. Il a dit que j'étais dans une erreur absolue quand je pense que les difficultés qu'il fait sont le produit de questions d'intérêt et de classe... J'aimerais pouvoir le croire! Mais, dit-il, nous ne nous attendions pas à ce coup de la *Sentinelle*. J'ai tout accepté — a-t-il dit — mais après notre première entrevue, au lieu de comprendre la situation et de rester tranquille tout en ne cachant pas vos principes, vous avez écrit des articles extraordinairement violents et insultants pour notre famille. Il semble que vous avez voulu mortifier notre famille et que vous vous êtes dit: avant d'avoir leur fille, je veux tout faire pour traîner la famille Perret dans la boue et lui témoigner mon mépris!... Ta mère a légèrement protesté à ce moment. Ton père a continué en disant: «Votre attitude est la seule cause qui nous a fait souhaiter le retard du retour de Jenny. Nous pensions que vous auriez le temps de vous calmer.»

J'ai répondu avec calme, quoique l'accusation de ton père m'ait fait beaucoup de peine. Je sens qu'il n'a aucune confiance en moi et qu'en réalité il croit que je fais tout pour mépriser et mortifier votre famille.

Je lui ai dit ceci: Je regrette de ne pouvoir qualifier votre attitude autrement que par le mot opposition. Plusieurs fois déjà depuis plus de quatre ans vous avez refusé d'entendre parler de notre union. Vous avez toujours renvoyé à plus tard. Si vous aviez répondu à Noël ou l'été passé, si vous n'aviez pas laissé ma seconde lettre du Nouvel-An sans réponse, il est probable que nous vous aurions consulté avant d'accepter le poste de la *Sentinelle.* Mais vous restiez hostile. Vous n'aviez pas encore admis la question de principe de notre mariage et nous ne vous avons pas consulté parce que vous ne vous occupiez pas de nous. (Ta mère a approuvé chaudement en reprochant à ton père de ne pas lui avoir parlé de ces lettres.) Revenu à la *Sentinelle,* je n'ai pas voulu vous tromper et écrire des articles à l'eau de rose jusqu'à mon mariage, pour dévoiler mes véritables idées après. C'eût été hypocrite de ma part. Je ne voulais pas mentir et j'ai décidé d'être et de rester moi-même. Je ne puis pas soumettre mes articles à la censure de toute votre famille avant de les publier. J'attaque la société bourgeoise, ses intérêts et il est certain que, attaquant les intérêts des vôtres, mes articles ne vous plairont jamais. Comme du reste vos sermons contre les socialistes ne sont pas faits pour me plaire, non plus que vos propos injurieux à l'égard de la *Sentinelle* dont je suis rédacteur. Vous m'avez dit qu'elle procédait du démon et je ne vois pas là un langage plus doux que le mien.

Votre décision de renvoyer le retour de Jenny ne résout pas le problème. Je me calmerai beaucoup plus facilement dans une atmosphère familiale que dans ma vie de restaurant. Et les objections que vous soulevez ne sont pas temporaires; elles touchent le fond, le principe de notre mariage. Si mon attitude est incompatible avec notre mariage maintenant, elle le sera encore dans six mois. Et votre opposition est absolue, portant sur le fond qui ne se transformera pas.

Votre opposition a pour effet d'éloigner Jenny de vous. Je sens dans ses lettres une certaine animosité contre sa famille qui me peine beaucoup. Je désire pour vous et pour elle qu'il n'y ait pas de rupture. Pour moi, je sais que j'aurai toujours dans votre famille une situation très délicate et très fausse!

En plus, votre attitude fait un grand tort au caractère de Jenny qui est une jeune fille très franche. Elle vous a obéi au pied de la lettre les deux premières années. Quand votre opposition s'est manifestée, elle a commencé à faire de la contrebande. Maintenant elle cherche un truc pour revenir le plus vite possible, tout en vous disant qu'elle reste. Elle ne vous dit pas de mensonge encore, mais elle ne vous dit qu'une partie de la vérité et vous laisse croire ce qui n'est pas. Insensiblement vous transformez le caractère de Jenny à son désavantage et je le regrette.

Une solution nette s'impose le plus vite possible. Elle sera un

soulagement pour nous, et peut-être un plus grand encore pour vous. Il sera infiniment plus facile de nous entendre quand Jenny sera ici. Par lettres il se crée des malentendus regrettables et le temps est un élément de mauvaise humeur. Je ne serai pas intransigeant sur la date de notre mariage. Jenny une fois au pays décidera. Nous nous entendrons facilement. Mais j'insiste d'une façon absolument intransigeante pour que Jenny ne reste pas en Angleterre et qu'elle puisse rentrer quand elle voudra.

Tes parents ont encore essayé de défendre leur point de vue. Je suis resté inébranlable et nous avons parlé d'autres choses, politique, socialisme, théologie (là je dois les avoir encore plus scandalisés, mais tes parents me posaient de ces questions!... Toute la théologie y a passé, au grand scandale de ton père qui me prend pour un complet mécréant!) Et puis nous avons pris le thé. Ce n'était pas le doux tête-à-tête de Londres. Se peut-il qu'on puisse prendre le thé d'une façon si différente! Nous avons discuté encore assez courtoisement. Quand on ne parle pas de toi, l'orage passe... Mais, avant de partir, j'ai ramené la question que tes parents laissaient pendante. Tes parents ont admis mon point de vue. Tu es libre de revenir quand tu ne resteras plus dans cette place. Ta mère désire que tu y restes le plus longtemps possible. Elle a dit: «Jenny partira au milieu de mai. Elle pourrait se reposer quelques semaines à Londres.» Moi, je désire que tu reviennes le plus vite possible, tu sais pourquoi. Mais c'est à toi de décider. J'ai arraché à tes parents, de haute lutte, le consentement à ton retour quand bon te semblera.

Quand tu seras ici nous aviserons pour fixer la date de notre mariage. Ta mère m'a dit: «Je pense que vous n'y pensez pas avant le courant de l'été.» A quoi j'ai répondu: «Nous verrons quand Jenny sera de retour.» Je ne pense pas avant le commencement de l'été. Tes parents sentent fort bien que, lorsque tu seras de retour, ils devront se décider et ils cherchent à renvoyer le plus possible ce scandale.

Mes impressions sont très mélangées, comme après toutes mes visites au presbytère. Je sens que tes parents cèdent malgré eux et parce qu'ils ne veulent à aucun prix rompre avec toi. J'attends maintenant une lettre de toi qui fixe définitivement la date de ton retour. Nous pourrions rester une quinzaine de jours à Paris. Ce sera un superbe moment, fin avril, début de mai. Et ainsi ta rentrée ne sera pas trop hâtive. J'attends une lettre au plus vite pour savoir si je dois faire viser mon passeport et ce sera le dernier moment si tu reviens à Pâques.

Je ne suis plus si optimiste. Nous aurons encore de grandes luttes avant de pouvoir être heureux loin de tout ce monde. Mais avec une ferme volonté nous y parviendrons. J'espère du reste que ta lettre ne tardera pas et qu'elle me redonnera du courage, mais c'est si long dans un temps si mouvementé et si grave d'être cinq grands jours sans nouvelles de toi. Vois-tu, nous ne ferons pas un séjour prolongé au pays. Nous aurons trop de peine à y vivre en paix. Je comptais

sans ta famille, mais je sens de plus en plus que ta position sera pénible et peut-être intenable. Quand la guerre sera finie, nous fuirons ailleurs, loin de ce monde qui a les yeux sur nous et qui cherche dans toutes les paroles et tous les écrits des allusions personnelles blessantes.

Décidément il manque de l'élévation d'âme au monde et je serai toujours incompris. Peu importe pourvu que tu m'aies compris et que tu m'aimes comme je t'aime.

Je dois te quitter. J'ai un grand meeting ce soir, ici, que je dois un peu préparer. Je dois parler du cas Froidevaux et contre les tribunaux militaires... »

Ayant obtenu de ses parents de pouvoir rentrer à la maison à la date de son choix, Jenny m'avisa qu'elle arriverait à Paris le 27 avril, où elle comptait me retrouver, puisque aucun obstacle majeur ne s'opposait plus à notre union.

Paris avec Jenny! Pouvait-il y avoir un plus beau rêve? Un rêve qui datait de Londres. Le 18 janvier, j'avais proposé à Jenny de céder sa place d'Irlande à sa sœur aînée, Marie, qui désirait partir pour l'Angleterre, et de rentrer avec moi, en faisant une halte d'une quinzaine de jours à Paris:

« Ce serait si chic ce dernier coup de folie avant de retomber dans l'ornière de la vie terre à terre. Ce serait notre voyage de noces et, avant de nous charger des soucis de la vie, nous pourrions vivre quelques jours de folle ivresse, de grande paresse voluptueuse, dans une mansarde du Quartier latin, loin des yeux indiscrets, ignorés de tous, tout au rêve, tout à l'amour, l'un à l'autre dans le bleu!

Es-tu assez folle pour me suivre dans mes rêves, ou bien ce vilain « moi » héréditaire et bourgeois fait-il la moue et préfère-t-il me revoir au pays sous les yeux... bienveillants des parents et l'amour sage et modéré d'une vie de travail et de soucis ménagers? Tu vois que, malgré mon grand âge, j'ai toujours la sagesse en horreur. Pauvre petite! Quel effort tu dois faire pour comprendre un indiscipliné comme moi. Vrai! Tu sais que je t'admire de ne pas encore m'avoir donné mon congé. Si tu es d'accord avec mes plans de voyage de noces — hélas nous n'en ferons pas d'autre et, une fois mariés, ça n'a plus le même charme — écris à Marie... »

Et c'est bien à un tel voyage de noces que je songeais en prenant le train à destination de Paris, le 26 avril. Mais mon voyage à Paris avait encore un autre but que celui de rencontrer Jenny. J'avais été sollicité, par le bureau de la Jeunesse socialiste internationale, dirigé par Willy Münzenberg, qui siégeait alors à Zurich, de chercher à renouer les relations avec la Jeunesse socialiste de France.

J'attendais de cette rencontre avec Jenny, si espérée, une nouvelle et grande révélation. Je désirais qu'avant de passer devant l'officier d'état civil et devant le pasteur, pour être officiellement mariés, nous

nous donnions spontanément l'un à l'autre, renouvelant notre ivresse amoureuse de Londres, mais cette fois-ci sans entraves, sans réserve. Nos caractères, nos pensées, nos goûts s'étaient interpénétrés. Le moment était venu où nous devions connaître le don entier de l'un à l'autre, dans la plénitude de l'amour. Je tenais à être sûr, avant le mariage officiel maintenant certain, que nos natures se conviendraient, s'harmoniseraient aussi dans la vie du couple.

Je louai deux chambres à l'Hôtel Soufflot, où j'avais vécu mon temps d'études à Paris, l'une grande et confortable, au premier étage, donnant sur la rue Toullier, l'autre au quatrième étage, donnant sur la cour. Myriam Reinhardt que je vis à Paris avant de retrouver Jenny et qui, connaissant mon anticonformisme, veillait maternellement sur ma virginité, fut un peu choquée d'apprendre que nous logerions Jenny et moi dans le même hôtel. Je tranquillisai son puritanisme calviniste en lui disant que j'avais loué deux chambres. J'eus soin, chaque soir, de déposer mes chaussures derrière la porte de ma chambre et d'y faire ma toilette. Dans la chambre de Jenny qui fut notre chambre nuptiale j'avais disposé, sur la table du milieu, une grande gerbe de lilas et, sur la cheminée, un bouquet de muguet. Jenny en manifesta son ravissement. Leur parfum neutralisait des odeurs de vieilles pipes et de sueurs dont des générations d'étudiants avaient imprégné meubles et parois.

Un merveilleux soleil de mai donnait tout son éclat à ce Paris de guerre, austère et inquiet. Je revis avec Jenny ses églises admirables, ses riches musées, ses magnifiques jardins. Au Luxembourg, les arbres revêtaient leurs premières feuilles, d'un vert si tendre à la lumière du soleil. Nous avons vu Versailles par une journée splendide. Le ciel et la nature nous comblaient. Je revoyais le Paris que j'avais connu et aimé, à travers les yeux de Jenny et je le voyais beaucoup plus beau. Jenny, avec sa nature d'artiste, m'en faisait admirer les richesses.

C'est dans ce cadre enchanteur que, spontanément, nous nous sommes donnés l'un à l'autre. C'était pour tous les deux la première expérience, la merveilleuse découverte de l'amour. Nous couronnions ainsi une longue attente et une rude lutte où notre patience et notre ténacité, mises à l'épreuve pendant cinq ans, triomphaient des mille difficultés et des embûches placées sur notre chemin.

Dès lors, le recul n'était plus possible en dépit des nouvelles lubies, toujours à prévoir, des parents Perret. Dans le secret nous nous savions mariés pour la vie. Le mariage civil et le mariage religieux ne seraient plus que des formalités officielles. Ayant pris

les devants, nous étions sûrs qu'après ces quinze jours d'un ciel et d'un amour sans nuages nous pouvions affronter toutes les difficultés de l'existence sans jamais nous séparer.

Cependant, respectueux de notre indépendance personnelle réciproque, nous avons alors convenu de nous unir sous le régime d'une entière liberté et d'une absolue loyauté. Les serments de fidélité que l'officier d'état civil et le pasteur nous imposeraient pour que notre union soit inscrite aux registres de l'Etat et du ciel nous importaient fort peu et nous ne leur attachions aucune valeur. Le jour où l'un ou l'autre préférerait un autre partenaire, il devait être libre de se l'accorder et de dénouer les liens que, librement, nous avions noués entre nous. Notre union, scellée à l'Hôtel Soufflot dans la liberté et le respect mutuel, dure maintenant depuis plus d'un demi-siècle. Elle est aujourd'hui plus solide encore qu'en 1916 et pourtant la vie nous a souvent séparés pour de longs mois, par des emprisonnements ou des voyages à l'étranger. Les occasions de faire usage de ma liberté ne m'ont pas manqué. Je n'étais pas de marbre et j'eus parfois, comme agents de liaison ou secrétaires, des jeunes femmes fort aguichantes. Je ne nierai point que je n'aie eu, une fois ou l'autre, la tentation de répondre à leurs avances, ce m'eût été facile. Un secrétaire de la Troisième Internationale exerçait certainement sur les femmes communistes le même attrait que peut avoir un officier sur une jeune fille de la bourgeoisie. Lorsque j'étais éloigné de Jenny, des amis ont maintes fois essayé de la «consoler» de mon absence. Nous nous savions tous deux libres et prêts à tout accepter du partenaire. Mais nous nous aimions infiniment et comprenions que, si cela devait arriver soit à l'un soit à l'autre, le délaissé en éprouverait une peine atroce et qu'une ombre assombrirait notre amour pour toujours. C'est pourquoi, bien que partisans de l'amour libre, nous sommes restés fidèles à notre amour toute notre vie. Beaucoup jugeront ce comportement petit bourgeois ou fin de siècle. Et pourtant Lénine aussi, ce grand révolutionnaire, était strict à cet égard. Au moment de la Révolution, il condamna le relâchement des mœurs chez les bolcheviks. A ceux qui affirmaient que faire l'amour revient à boire un verre d'eau quand on a soif, il répondait: «Quand je bois un verre d'eau, je ne choisis pas un verre où d'autres ont déjà bu et laissé l'empreinte de leurs lèvres sur le bord.»

Il ne fallait pas non plus que nos habitudes quotidiennes vinssent ternir notre amour. J'appréhendais la femme tout occupée à son ménage, qui fait la chasse à la poussière, la femme qui se néglige,

qui cesse de chercher à plaire parce que son mari lui est assuré par le mariage. A ce propos, j'écrivais à Jenny de Londres quand elle était encore à Killarney:

«Je ne sais quel écrivain a affirmé «l'homme a besoin de deux femmes, une amante pour l'amour, une femme pour la famille, et c'est le génie féminin de réunir les deux en une seule». Eh bien j'ai peur que le mariage fasse de toi une femme de famille qui fait de son ménage sa vie et qui laisse son amour se refroidir à l'état de simple affection. Fais tout pour rester femme, un peu courtisane et rappelle-toi toujours que je n'aime que les grandes passions.

Nous avons vécu et joui de la vie comme deux amants. Nous n'avons pas eu de relations sexuelles corporelles, mais j'ai joui intensément de ces relations sexuelles purement morales, intellectuelles, cette communion, cet accouplement délicieux de nos âmes. Tu as été celle qui m'a raccommodé mon linge, qui a préparé mon thé, qui m'a gentiment soigné, mais tu as été surtout celle avec qui mon esprit masculin a perdu sa virginité. Tu as pu me prendre quelquefois pour un être très sensuel. Je le suis et n'en ai pas honte. Pourquoi serait-on honteux d'être un homme jeune et en santé? Mais, quoique tu puisses en penser, je me rends compte avec un étonnement croissant: ce n'est pas mon corps qui a besoin de toi, ce ne sont pas mes lèvres qui cherchent tes lèvres, c'est mon esprit, c'est mon âme qui ont besoin d'un esprit, d'une âme de femme. Mais j'ai peur que tu me comprennes mal. Excuse-moi si mon langage te blesse. Peut-être ne ressens-tu pas les mêmes impressions.»

Eh bien, Jenny a eu pour moi ce génie féminin de rester l'amante passionnée, la gardienne du foyer et la mère de mes enfants, mais aussi ma conseillère, ma secrétaire et surtout ce doux refuge auprès duquel on oublie la méchanceté des hommes et les soucis de la vie. Je ne dirai pas qu'il n'y ait eu quelquefois des nuages et de vives discussions. Elle se montre parfois obstinée, et moi impulsif. Mais j'ai appris à ne pas lui résister quand elle s'entête. Je désamorce rapidement le conflit en lui donnant raison, et souvent elle eut vraiment raison contre moi ou, quand elle s'apercevait que j'avais raison, elle me le disait avec un sourire. Nous avons passé par des périodes très difficiles. Elles n'ont fait que nous rapprocher davantage. Jamais une plainte; au contraire, un grand courage communicatif. Jamais je n'aurais fait ce que j'ai fait dans ma vie si je n'avais eu cette compagne exceptionnelle à laquelle je dois tant.

Nous sommes retournés en pèlerinage à Paris après cinquante ans de vie commune. Nous voulions loger à l'Hôtel Soufflot, pour moi si plein de souvenirs et où je devins un homme. L'hôtel était désaffecté, devenu maison locative. Peut-être était-ce mieux ainsi.

Mais Paris était resté, avec son Jardin du Luxembourg où si souvent nous avions flâné. Nous y avons flâné de nouveau, mais tandis qu'en 1916 nous faisions des rêves d'avenir portés par le printemps radieux, en 1966 nous avons fait revivre le passé, nous nous sommes rappelé, avec un peu de mélancolie, le temps de notre jeunesse insouciante, de nos illusions et de notre fol amour.

Voilà où aboutit le roman de notre vie amoureuse. Dès lors ces mémoires seront «nos mémoires».

De retour en Suisse nous prîmes toutes dispositions pour que le mariage officiel ait lieu au début de juillet. Ayant refusé un ordre de marche, mon jugement devait se faire dans des délais réduits. Nous voulions être mariés au moment de mon incarcération pour que les visites et la correspondance en soient facilitées.

Pour éviter aux parents de Jenny la désagréable tâche d'annoncer notre prochain mariage à la famille et aux amis par la formule consacrée: «Madame et Monsieur le pasteur Paul Perret, à Corcelles, ont le plaisir d'annoncer le prochain mariage de leur fille Jenny avec Monsieur Jules Humbert-Droz, rédacteur à la *Sentinelle*», nous avons décidé de nous écarter de ce texte conventionnel et d'annoncer nous-mêmes notre mariage en quelques mots très simples:

«Jenny Perret — Jules Humbert-Droz
vous font part de leur prochain mariage.»

Il y eut, bien sûr, dans la parenté, des remous inévitables. Le grand-père de Jenny entre autres, Paul Jeanneret, avocat-notaire à La Chaux-de-Fonds, auquel elle était très attachée, fit, en apprenant la nouvelle, cette réflexion: «Comment donc peut-elle épouser cet énergumène?»

Jenny, après avoir vu le logement que j'avais loué et où je m'étais provisoirement installé, s'en déclara satisfaite.

En accord avec ses parents qui enfin avaient renoncé à toute opposition, la date du mariage fut fixée au début de juillet.

Le 8 juillet, avant de nous rendre à l'état civil, nous avons passé chez le notaire Félix Jeanneret, oncle de Jenny, pour discuter d'un contrat de séparation de biens, afin que l'avoir de Jenny ne soit pas touché en cas de poursuites. Avec beaucoup de compréhension, il

nous conseilla de signer devant notaire un acte de réserve de propriété stipulant que tout ce que nous possédions ensemble, meubles, vêtements, etc., bref, le tout, avait été apporté au ménage par Jenny et qu'elle s'en réservait la propriété. Cela fut fait et signé avant notre mariage officiel. Ma mère et la sœur aînée de Jenny, Marie, furent nos témoins à l'état civil de La Chaux-de-Fonds.

Nous étions donc officiellement unis. Malgré cela, la mère de Jenny exigea que Jenny attende la cérémonie religieuse, fixée au 11 juillet, pour entrer en ménage. Elle dut donc redescendre à Corcelles avec sa sœur Marie. Un dernier renvoi! Mme Perret s'attendait sans doute à une violente opposition de notre part, mais nous avons acquiescé avec le sourire.

Je n'avais aucune envie de faire bénir notre mariage par l'Eglise nationale qui m'avait fermé ses portes. La cérémonie religieuse nous pesait et nous n'avions nul besoin de bénédiction car notre amour nous suffisait amplement. Mais le père de Jenny eut l'amabilité de s'offrir à le bénir dans l'intimité. Cette petite cérémonie eut lieu dans le salon du presbytère de Corcelles, devant ma mère, les parents et frères et sœurs de Jenny et deux ou trois amis. Ce fut très simple: pas de robe de noce ni d'habit noir. Un thé avec deux bombes glacées.

Enfin en ordre avec l'Etat et l'Eglise et avec la bénédiction du père de Jenny, nous avions dès lors légalement la liberté, que nous avions prise à Paris, de nous unir. Nous avions ainsi échappé au repas de noces et à la curiosité du public; mes beaux-parents nous en furent reconnaissants. Le mariage une fois conclu, la famille de Jenny en prit son parti et se montra toujours cordiale et affectueuse avec nous deux, bien qu'éprouvant une certaine inquiétude pour l'avenir de Jenny.

Refus de servir, procès et emprisonnement

Notre seconde lune de miel ne dura pas longtemps. La justice militaire vint y mettre fin le 26 juillet, exactement deux semaines après notre mariage. Cette arrestation ne nous surprit pas. J'avais refusé de me soumettre à un ordre de marche militaire pour une nouvelle visite sanitaire le 6 juillet. Prévoyant cet ordre, j'avais écrit à Jenny, le 9 mars 1916:

«... De graves événements se sont déroulés depuis mes dernières lignes. Une nouvelle convocation militaire appelle tous les réformés et les oblige à repasser la visite sanitaire. Un autre appel convoque les hommes et les femmes de 16 à 60 ans qui savent manier un fusil ou un pistolet. Sur ma proposition, le groupe de militants a décidé de lancer un mouvement d'opposition et d'insoumission à cet arrêté, en protestation contre l'acquittement des colonels et contre les déclarations antidémocratiques et contraires à la neutralité de von Sprecher. Hier soir, le parti était convoqué pour savoir s'il prendrait la responsabilité de l'affaire. Frank, Maire, Eymann (Graber était absent) ont attrapé la frousse en présence du Code pénal militaire qui prévoit jusqu'à deux ans de prison pour les menés et jusqu'à dix ans de réclusion pour les meneurs. Pour ne pas décapiter le mouvement, ils se sont opposés à cette mesure «révolutionnaire». Il est certain que nous risquions gros et je suis étonné de n'être pas encore pincé. Mais si nous avions été un millier, jamais le gouvernement n'eût osé condamner à dix ans, surtout après l'acquittement scandaleux des colonels.

Un type m'a fait plaisir. William Stauffer, qui est une nature très fine et qui s'est dévoilé à moi comme un grand idéaliste, un de ces partisans de la spontanéité.

En voyant que les chefs du parti étaient opposés, je n'ai pas voulu maintenir ma proposition qui les engageait en partie et l'affaire est tombée à l'eau à la grande colère des ouvriers qui me soutenaient et auraient suivi ce mouvement. Nos socialistes sont partisans d'une révolution verbale, mais reculent devant l'acte. Jamais des révolutionnaires ne consultent le code avant de partir. Hier soir un grand élan, un mouvement de l'esprit a été brisé par le raisonnement. Décidément, je me brouille tout à fait avec la sagesse! Aujourd'hui les vainqueurs d'hier semblent assez embarrassés de leur victoire. Eymann a réfléchi pendant la nuit et m'a dit cet après-midi qu'il fallait reprendre l'étude de l'affaire et la remettre sur pied. Comme si on pouvait faire renaître la vie par une étude approfondie. C'est le monde des impulsions, de la spontanéité; on ne peut pas faire un rapport bien réfléchi de ces choses. Ça part ou ça ne part pas. On ne réchauffe pas l'esprit; quand il a passé et s'est éloigné, on ne peut pas le raviver.

Et voilà mes expériences. Je suis arrivé au Parti suisse pour lui faire constater qu'il a le même esprit que les socialistes majoritaires allemands et français. On a une belle organisation, mais il nous manque un esprit. Nous avons un corps merveilleux sans âme. Je préférerais avoir une âme sans corps.

Et voilà où en sont les choses. Qu'en sortira-t-il? Je ne sais. Pour mon compte personnel je suis décidé à refuser. C'est une question, tu le sais, qui me hante depuis de nombreuses années. Ma conscience est torturée par ce problème. Je sens que le moment est venu de mettre ma conscience à l'aise. Tu m'as écrit que tu me comprenais et m'approuvais. Je serai condamné moins fortement si j'agis seul que si je lançais un mouvement de révolte. Pense à moi.»

Mon arrestation fut relatée dans la *Sentinelle* du 27 juillet en ces termes:

«Hier, Humbert-Droz recevait, au bureau de la rédaction, la visite d'un agent de la Sûreté l'invitant à passer auprès du juge instructeur, au bâtiment des prisons. A cinq heures, il s'y présentait et, sur son refus renouvelé, il fut mis en état d'arrestation.

Nous croyons savoir que le juge instructeur lui a déclaré que son affaire ne traînerait pas et serait jugée dans les quinze jours, mais il lui est interdit de communiquer avec la *Sentinelle*.

Un agent l'accompagna à son domicile, puis à la gare, au train de 8 heures 50, pour Neuchâtel.

La Jeunesse socialiste, prévenue, se rendit à la gare pour entourer son président et c'est aux accents de l'*Internationale* qu'elle prit congé de Jules Humbert-Droz. Puis un vivat chaleureux et vibrant s'élève et le train s'ébranle, emmenant notre camarade.

Un malaise indéfinissable, une sensation pénible de vide, un sentiment d'injustice vous étreint, mais aussi l'espoir de jours meilleurs, la fierté du semeur, sûr de la moisson à venir.

N.B. Toutes les précautions policières avaient été prises, tous les flics étaient sur le pont et on avait fait donner à Humbert-Droz sa parole d'honneur que la Jeunesse socialiste ne s'opposerait pas à son arrestation. Autre fait à signaler: Maître Colomb était également à la gare.»

Le lendemain, Fritz Eymann publiait dans le journal l'entrefilet suivant:

«Notre bourgeoisie neuchâteloise vient d'accomplir un nouvel exploit glorieux. Elle a mobilisé une partie de sa gendarmerie pour conduire en prison notre camarade et ami Humbert-Droz. Toute la presse bourgeoise de notre pays, qui obéit aux ordres des puissants, des aristocrates, des riches, va ouvrir une campagne haineuse pour influencer les juges et pour réclamer qu'une peine sévère, la plus lourde possible, frappe notre dévoué camarade.»

Sachant que j'allais être arrêté, j'étais allé consulter Charles Naine et lui avais demandé de me défendre devant le tribunal militaire. J'eus avec lui, dans son appartement de Chailly-sur-Lausanne, une longue et confiante conversation qui fut pour moi fort décevante. Je voyais en Naine un précurseur, un antimilitariste convaincu, le premier des objecteurs. Mais, sans vouloir me décourager, Charles Naine me dit que si c'était à refaire, il ne refuserait plus le service militaire. Pour lui, la démocratie exigeait qu'on se soumît aux lois; il me parut très francophile. Puis, après avoir entendu mes arguments,

il ajouta: «On devrait quitter la vie politique à quarante-cinq ans. Avec l'âge on voit les problèmes autrement et on perd l'élan de la jeunesse.» Il accepta néanmoins de me défendre.

Dans la prison moyenâgeuse de Neuchâtel qui, avec le Château des princes et la Collégiale, couronne la colline, tout était préparé pour me recevoir et m'isoler. Le dernier étage, qui servait de prison aux condamnés militaires, avait été vidé, les soldats qui s'y trouvaient avaient été descendus à un autre étage. On me cloîtra dans une petite cellule dont la fenêtre, à une seule rangée de barreaux, avait une vue merveilleuse sur le lac, les Alpes et le Trou-de-Bourgogne. Le soleil l'égayait l'après-midi et le soir en y projetant ses derniers rayons. Elle était très exiguë, avait la longueur du lit de fer; sa largeur me permettait tout juste de m'adosser au lit quand j'étais assis sur le tabouret devant la table.

Ce mobilier sommaire était complété par la tinette fédérale, placée à côté de la table, près de la porte, ustensile que le fédéralisme helvétique s'est gardé de diversifier. On la retrouve invariablement dans toutes les prisons suisses, de Bülach à Lugano et de Genève à Bâle, dans les geôles les plus moyenâgeuses comme aussi dans de plus modernes, cette précieuse tinette émaillée, puante avec, dans le fond, un dépôt jaune qui fait croûte. J'ai été emprisonné à Vienne et à Paris mais n'y ai rencontré nulle part cette antiquité nationale. Lorsque, beaucoup plus tard, je fus incarcéré dans la prison du district de Zurich et dans celle de Bülach, tout à fait modernes, je demandai pourquoi les cellules n'étaient pas munies d'installations sanitaires à chasse, comme dans les prisons d'autres pays. On me répondit que, pendant la nuit, la chasse fait du bruit et réveille les prisonniers! Ce «souci» du repos des prisonniers est vraiment touchant. Mais celui qui a vécu quelques mois dans une prison suisse sait bien que le bruit des couvercles de tinettes que le détenu s'efforce la nuit de remettre en place dans l'obscurité vous met les nerfs en boule. C'est un bruit autrement plus irritant que celui d'une chasse d'eau. On se met à compter les minutes pendant lesquelles le couvercle grince sur le rebord de la tinette jusqu'à ce que le prisonnier, à moitié endormi, ait enfin trouvé le point de jonction! Ce concert de couvercles métalliques réveille d'autres détenus qui ressentent un besoin impérieux de l'utiliser à leur tour. Ainsi, dans le silence de la nuit, l'écho de la danse des couvercles de tinettes se prolonge pendant plus d'un quart d'heure.

Le matin, le geôlier ouvre la cellule en donnant l'ordre aux détenus

d'aller vider et rincer les seaux. Les tinettes à la main, on fait queue devant les toilettes. C'est le moment où se nouent les connaissances, où s'échangent le tabac et les messages.

Mais j'étais seul à mon étage. La prison de Neuchâtel n'avait pas de préau pour la promenade des détenus et pour leur permettre de prendre un peu d'exercice en faisant la ronde sous la surveillance d'un gardien. En revanche, dans une cour intérieure exiguë, les prisonniers sciaient et fendaient du bois avant d'aller le livrer en ville aux clients de la prison sous l'escorte du geôlier. Je n'étais pas autorisé à travailler dans la cour, encore moins à livrer le bois à domicile.

Pour compenser ce manque de grand air et de mouvement, le geôlier avait ordre de maintenir ouverte la porte de ma cellule pendant la journée. Le vaste corridor de l'étage devenait donc mon promenoir. De sa fenêtre la vue plongeait sur le cœur de la ville, la place Pury avec sa circulation dense et la rue de l'Evole. Du haut de mon perchoir je reconnaissais les gens à leur allure. Les six cellules qui s'ouvraient sur le corridor étaient vides. J'en fis le tour; les unes contenaient plusieurs lits, les autres, comme la mienne, étaient réservées aux prisonniers mis au secret. Aux murs, des graffiti dévoilaient les sentiments et les préoccupations des prisonniers. A côté de dessins et d'écrits obscènes, des cris de révolte contre les officiers et les juges, des espoirs de liberté, et surtout de petits tableaux-calendriers divisés en minuscules carrés barrés d'une croix, indiquant le nombre de jours ou de mois passés en prison. Pas de traces de repentance! La prison engendre la révolte, non le repentir! Dans toutes les cellules la même puanteur provenant de la tinette, de la poussière des vieux planchers, des paillasses de varech, des couvertures sales et poisseuses et du manque total d'hygiène. Il n'y avait dans les prisons de Neuchâtel ni bains, ni douches, ni eau chaude. Les lits étaient durs. Les paillasses de varech auraient dû reposer sur un treillis flexible retenu par quelques barres de fer transversales. Mais le treillis avait été arraché et la paillasse s'appuyait directement sur les barres de fer. Pendant la nuit, le varech glissait entre les barres qui, le matin, étaient marquées profondément sur la peau du détenu. Il valait mieux dormir sur la paillasse à même le sol.

Je fis un inventaire de « mon domaine » et découvris, dans le tiroir de la grande table du corridor, un immense drapeau suisse que le geôlier hissait sur la tour du moyenâgeux donjon les jours defêtes nationales.

Le soir, à 6 heures, l'heure du couvre-feu, le geôlier me verrouillait dans ma petite cellule. En été le soleil l'éclairait encore de ses derniers

rayons. Mais en hiver on éteignait les lumières à 6 heures et l'on avait devant soi douze heures d'obscurité, le temps des loisirs!

Avant d'être transporté à Neuchâtel sur les ordres de l'armée, j'obtins l'autorisation de faire mes adieux à Jenny et de prendre avec moi du linge et quelques objets de toilette. Le détective chargé de m'accompagner était un brave type. Sans me quitter d'une semelle, il resta respectueusement assis sur une chaise dans mon bureau pendant que Jenny me jouait, avec toute l'exquise expression qu'elle sait y mettre, un nocturne de Chopin que j'aimais particulièrement.

Aussitôt après mon arrestation, Jenny fit de nombreuses démarches pour obtenir l'autorisation de me voir. Le deuxième jour déjà elle y était parvenue. Nous convînmes qu'elle passerait chaque jour sous les murs de la prison, soit à la rue du Pommier, du côté ville, soit à la Promenade-Noire, du côté Evole, dans le courant de l'après-midi, à 3, 4 ou 5 heures. La hauteur du rocher sur lequel était perché «mon donjon» empêchait que nous puissions nous parler. Elle n'apercevait qu'un mouchoir ou une main qui s'agitait à travers les barreaux.

Le soir, quand le bruit de la rue s'était apaisé, nous pouvions échanger quelques paroles. Elle s'était procuré un sifflet, signal qui nous permettait un court échange de mots. Mais la villa contiguë à la prison était habitée par Philippe Godet, notre ex-professeur de littérature à l'Université, conservateur-libéral acharné, correspondant à la *Gazette de Lausanne*. Bien vite il découvrit ces innocents rendez-vous d'amoureux et les dénonça à la police qui, un soir, surprit Jenny en flagrant délit de siffler et la conduisit au poste où on lui confisqua son sifflet!

On m'avait isolé. Mais bien vite j'eus des amis parmi les détenus. Le célèbre «Pigeon» était enfermé à l'étage au-dessous du mien. De son patronyme Favre, originaire de Dombresson, il était connu pour ses cambriolages et ses évasions spectaculaires. Passant l'été à piller les chalets de vacances et les appartements vides, il ne vivait que de ses vols, mais ne volait que pour pouvoir subsister. En automne il se faisait pincer sur le fait, ce qui lui permettait de passer l'hiver au chaud, nourri et logé. Au printemps il s'évadait, reprenant son envol, ce qui lui valait son sobriquet de «Pigeon».

Le corridor de son étage avait une fenêtre, juste sous celle de ma cellule. Un jour il m'appela et me conseilla d'obtenir de Jenny une longue ficelle que j'aurais à descendre jusqu'à sa fenêtre. Ce qui fut fait. Pigeon y attacha tout un paquet de vieilles eaux-fortes découpées



JUILLET 1919 ENFIN LIBRE! RETOUR AU FOYER



L'AUTEUR PHOTOGRAPHIÉ PAR MICHEL SIMON A LEYSIN

dans quelques vieux livres de la bibliothèque dont il avait la garde. «C'est mon cadeau de noce» me dit-il. Il avait gâché ces vieilles eaux-fortes en gribouillant au verso dans un style inénarrable, agrémenté de fautes d'orthographe innombrables, ses chaleureux et nombreux vœux de bonheur et ses réflexions sur la liberté et l'injustice des hommes.

Le prisonnier de peine qui montait les étages pour m'apporter la soupe s'offrit à me rendre service. Il fabriqua une double clef pour ma cellule et un copie-lettres en bois pour me permettre de copier les lettres que j'écrivais de ma prison à la Jeunesse socialiste romande. C'est lui aussi qui, l'automne venu, maquilla la lampe électrique encastrée dans le mur de ma cellule et m'expliqua comment, lorsque le geôlier avait éteint ma lumière à 6 heures du soir, je pouvais, en obscurcissant ma fenêtre avec ma couverture pour ne pas éveiller l'ire du soupçonneux Philippe Godet, avoir la lumière aussi longtemps qu'il me convenait.

Je fis ainsi l'expérience que l'isolement n'existe pas dans une prison et que tout nouveau venu est bien vite au courant de tout ce qui s'y passe.

J'avais appris, par Jenny, que la Jeunesse socialiste de La Chaux-de-Fonds organisait une grande manifestation à Neuchâtel pour le dimanche 6 août. Les Jeunes du Jura bernois et du Locle, beaucoup d'aînés aussi se joignirent aux nombreuses cohortes de La Chaux-de-Fonds. Elles arrivèrent à pied par le Val-de-Ruz, venant de Saint-Imier, de Villeret, de Sonvilier, des Montagnes neuchâteloises. Craignant une attaque contre la prison pour me libérer, le gouvernement neuchâtelois avait massé la gendarmerie dans la cour intérieure et derrière la porte d'entrée. J'étais soigneusement verrouillé à mon étage. De ma fenêtre, je vis l'important cortège déboucher de la place Pury et se diriger vers la prison. Mon mouchoir de poche blanc me parut trop petit pour saluer mes amis. Je n'hésitai pas. De son tiroir je sortis le drapeau suisse, en déchirai les quatre coins qui me firent quatre beaux drapeaux rouges. Au moment où la tête du cortège arrivait en vue de la prison, j'agitai à la fenêtre l'un de mes drapeaux et ce fut, dans la rue, un délire de joie et de hourras qui parvint jusqu'à moi. Ils étaient plus de mille à défiler devant le bâtiment.

Le cortège avait déjà passé quand deux gendarmes essoufflés firent irruption à mon étage et confisquèrent mon drapeau rouge. Je me consolai à la pensée qu'il m'en restait trois. Un second drapeau

fut confisqué, à la demande de Philippe Godet, car j'avais pavoisé ma fenêtre à l'occasion des manifestations antimilitaristes de la Jeunesse socialiste suisse, en septembre 1916. Je garde toujours l'un de ces quatre drapeaux en souvenir de ces journées inoubliables.

Aujourd'hui encore, au cours de mes nombreuses conférences publiques, il m'arrive de rencontrer, après un demi-siècle, de vieux camarades tout fiers de me rappeler cette mémorable journée, qui regrettent le beau temps où l'on bataillait contre le régime bourgeois.

Mais la date du procès approchait. Ayant senti une certaine hésitation chez Charles Naine, j'avais décidé de me défendre moi-même en préparant un réquisitoire contre la guerre et l'armée. En attendant mon jugement, j'écrivis un pamphlet dénonçant le militarisme et la guerre, dont je donnai lecture au procès.

Le jugement fut fixé au samedi 26 août 1916, un mois exactement après mon arrestation. C'est le Tribunal militaire territorial II, sous la présidence du grand juge Jacottet, major à Neuchâtel, qui officiait. La *Sentinelle* donna du procès le compte rendu suivant dans son édition du 28 août 1916:

«A 8 heures 26 minutes exactement, le Tribunal militaire fait son entrée, qui voudrait être imposante, devant une salle comble.

Humbert-Droz, simple et calme, est introduit. Il répond aux questions d'usage et reconnaît les faits qui lui sont imputés par l'acte d'accusation: violation de ses devoirs de service, insubordination.

Le bref aperçu qu'Humbert-Droz donne de sa vie prouve qu'il est un homme instruit, tant par ses longues et solides études que par les stages qu'il a faits en Allemagne, en France et en Angleterre.

Humbert-Droz affirme qu'il s'est refusé à obéir à la loi militaire et qu'il s'y refusera en toute circonstance, aussi bien pour payer la taxe que pour remplir un mandat quelconque d'ordre militaire.

L'audition des témoins est une émouvante attestation — à part le major Turin qui relate simplement le refus d'obéissance constaté par lui — de l'intelligence, de la droiture, de la sincérité de notre camarade et de l'unité constante de sa vie pour le bien. L'un affirme au tribunal que le prévenu l'a relevé et qu'il est devenu son meilleur ami, l'autre, sous l'uniforme, témoigne qu'il partage ses idées antimilitaristes — très bien, courageux camarade! — Les autres, professeurs et pasteurs disent d'Humbert-Droz qu'il a été pour eux un élève irréprochable, tant comme conduite que comme travail — tenant constamment en exemple pour lui-même la vie du Christ, et désireux avant tout de mettre en parfaite harmonie sa vie et ses principes. Comme le Christ, il désirait se sacrifier; il le fait aujourd'hui encore;

il l'a déjà fait en soignant les épileptiques de Béthel; ailleurs en se dépensant sans compter et jusqu'à épuisement physique, pour consoler les malheureux des grandes agglomérations ouvrières de Lyon, Lille et Tourcoing.

M. Jean Inaebnit, licencié es lettres, ne partage pas du tout les idées antimilitaristes de notre ami; il a cherché à plusieurs reprises à l'en dissuader, mais il ne peut qu'ébaucher un sourire quand on lui demande si Humbert-Droz est sincère.

Mlle Monastier n'a vu Humbert-Droz que cinq ou six fois, mais elle a vite été convaincue, quoique étonnée venant d'un si jeune homme, de la maturité et de la sécurité de ses jugements rigoureux et logiques.

Et chacun s'accorde à dire aussi l'humilité d'Humbert-Droz et son désir exclusif de servir la plus belle des causes: le Bien.

Mme Humbert-Droz, par sa déposition simple et franche, s'est montrée la digne compagne de celui que M. le professeur Morel a nommé «un apôtre».

A 9 heures 10, le capitaine F.-L. Colomb, auditeur — le même qui, ô ironie du sort, défendit le réfractaire Naine, mais il était sec et maigre dans ce temps-là et maintenant il est gras et bouffi (un ventre à poulet me souffle un ami) — prononce son réquisitoire. On imaginerait difficilement quelque tartine plus dépourvue d'idéal. Chacun sait que cet auditeur avait demandé la mise en observation du prévenu; il n'en souffle mot, mais il termine son discours en réclamant une condamnation à six mois d'emprisonnement, deux ans de privation des droits civiques et les frais.

Si M. Colomb compare l'attitude d'Humbert-Droz à celle des soldats qui ont marché, il le trouve «égoïste, misérable et lâche». A ces mots, un murmure court dans l'auditoire, mais un «Silence!» du grand juge suffit pour le faire cesser.

Plaidoirie de Charles Naine. — Le réquisitoire a duré une demi-heure. Charles Naine prend la parole à 9 heures trois quarts.

Il présente l'homme, intellectuel, licencié en théologie, rédacteur à la *Sentinelle*, conférencier toujours actif, toujours se dépensant sans compter pour la cause qui lui paraît juste.

Il résume les dépositions des témoins qui sont tous d'accord pour reconnaître à Humbert-Droz des facultés transcendantes. Il explique alors le tort moral immense que l'auditeur a tenté de faire au prévenu en voulant le faire soumettre à un examen mental. Rien ne l'autorisait à cela. Le père du réfractaire est mort dans un asile d'aliénés? Qui est-ce qui, en cherchant dans sa parenté, ses ascendants directs ou collatéraux, n'y trouverait pas un déséquilibré? Les soucis matériels, les chagrins, les causes extérieures et accidentelles peuvent provoquer la folie. A ce taux-là, chacun, victime de l'hérédité, pourrait être taxé de folie.

Au cours de l'enquête, Humbert-Droz a déclaré qu'il avait été maladif jusqu'à l'âge de douze ans. M. l'auditeur dit «malade» pour parvenir à ses fins. Et, d'autre part, ne sait-on pas que les avocats

eux-mêmes, s'ils sont plongés jusqu'à cinquante ans dans les affaires, sont gâteux à ce moment-là? (Naine ne parle pas pour les avocats présents: M. le grand juge et l'auditeur qui ont sûrement su se ménager.) Si les gens maladifs étaient fatalement prédisposés à la folie, Pascal, cet immortel penseur constamment malade, était un fou. Et Voltaire, qui s'est cru mourant toute sa vie, était fou, lui aussi. L'auditeur a trouvé déconcertante l'attitude d'Humbert-Droz. C'est sûr que cette attitude est déconcertante: il y a au monde des millions et des millions de chrétiens qui s'entre-tuent. Humbert-Droz est seul à vouloir mettre en pratique les commandements de Dieu et du Christ. Mais bien plus déconcertante encore est l'attitude de ceux qui disent: «Tu ne tueras point» et qui tuent, «tu aimeras ton prochain comme toi-même» et qui préparent la guerre, «tu rendras le bien pour le mal» et qui massacrent sans discernement et sans honte.

En voulant faire passer Humbert-Droz pour fou, on a voulu l'humilier et humilier avec lui tous ceux qui partagent ses idées. On a fait examiner un tringlot d'Hérisau, anabaptiste et réfractaire, on a fait examiner Baudraz, on aurait aussi voulu faire examiner le réfractaire présent, c'est un système.

Mais après le refus du juge instructeur Dupraz d'obtempérer à l'ordre de Me Colomb, après un surordre de l'auditeur en chef, M. le Dr Borel a conclu à son entière responsabilité.

Le raisonnement de l'auditeur paraît déconcertant à Charles Naine; cependant pour ne pas agir comme Me Colomb, le défenseur veut bien croire ce dernier aussi sain d'esprit qu'Humbert-Droz.

Humbert-Droz est logique avec lui-même. Il donne l'exemple d'une belle unité de vie; son grand-père a fait 48 et 56; son arrière-grand-père fut un des premiers républicains de nos régions, au début du 19e siècle. Sa femme est de la famille de Fritz Courvoisier. Le prévenu a du sang révolutionnaire dans les veines.

Charles Naine lit encore quelques témoignages écrits de MM. Auguste Lalive, Edmond Bille, P. de Montmollin, Ragaz, Lieb, Cadenau, Kutter, etc., qui montrent que les idées d'Humbert-Droz sont droites et saines. La législation actuelle ne lui permettant point de réaliser ses idées, il brise les chaînes de la loi, comme font tous les révolutionnaires.

Comme Tolstoï, il sait que quand les masses le voudront, tout changera, mais il faut que chacun veuille.

On fait reproche à Humbert-Droz de sa jeunesse; mais la jeunesse c'est la sève printanière. Cette jeunesse qu'on lui reproche, c'est l'avenir qui naît comme les frondaisons multiples qui jaillissent des bourgeons du mois de mai.

Ce sont les jeunes qui renouvellent la société et notre société doit être renouvelée.

On rit des utopistes. Utopie! Rêve irréalisable!

Mieux vaut vivre utopiste et caresser le rêve d'une société meilleure. Mieux vaut cette grande folie que le contentement d'esprit résultant du spectacle navrant que nous offre la réalité.

Humbert-Droz est chrétien. Nul ne peut dire qu'il possède la vérité parfaite, mais chacun cherche à la réaliser au mieux de ses conceptions.

Dieu lui a dit: «Tu ne tueras point», et Jésus: «Aime ton prochain comme toi-même». Humbert-Droz ne veut pas tuer, il veut aimer et fraterniser.

«Juges, vous avez le triste devoir de condamner un juste. Que cette condamnation vous soit légère. Cette condamnation sera certainement plus lourde pour la société qui vous contraint à l'infliger que pour le prisonnier lui-même.

Humbert-Droz, que la condamnation qui va t'être infligée soit légère pour toi. Ton corps sera enfermé, mais ton esprit est libre et ta pensée souveraine. Autrement tu aurais trahi ton idéal, et je sais que la pierre du tombeau même te serait légère.

D'autres avant toi ont fait cette folie de croire et d'espérer; pour le moment c'est l'autre folie qui l'emporte; mais tu as fait un rêve d'amour et de fraternité et ton rêve se réalisera un jour.»

Il est dix heures trois quarts. Charles Naine a parlé pendant une heure exactement.

Humbert-Droz prend alors la parole et prononce, non pas une défense, mais un réquisitoire contre le militarisme.[1]

Le grand juge a interrompu la lecture de ce réquisitoire et Humbert-Droz conclut comme suit:

«Evidemment, l'acte du réfractaire est illégal. Peut-être que, comme socialiste démocrate, j'aurais suivi vos ordres, parce que sans ordre il n'y a pas d'Etat possible. Mais, comme chrétien, je m'interroge. Ma conscience me l'ordonne. Et je préfère marcher seul avec ma conscience contre tout un monde que de vivre sans idéal.

Cela est l'acte d'un anarchiste. Mais, que voulez-vous: anarchistes furent les prophètes, anarchiste le Christ, anarchistes les premiers chrétiens, anarchistes les huguenots. Et j'ai du sang de huguenot dans les veines.

Je ne me refuse pas de servir mon pays, mais je refuse de servir le mal. Vous allez m'enfermer. Je ne regrette qu'une chose, c'est que, pendant ma captivité, vous m'empêcherez de servir autrui.

Traitez-moi de fou; si l'état actuel de la société est un but, je préfère être de la race des fous. Je préfère ma cellule et la folie à la triviale sagesse des hommes.»

Le verdict. — Il est midi moins cinq.

Trois quarts d'heure, le tribunal rentre et condamne Humbert-Droz, coupable de violation de ses devoirs de service et d'insubordination, à six mois de prison moins un mois de préventive subie, trois ans de privation des droits civiques et aux frais, liquidés à 110 francs.

---

[1] Ce réquisitoire a été publié en brochure par les Jeunesses socialistes romandes sous le titre *Guerre à la Guerre! A bas l'Armée!* En quelques mois les 15 000 exemplaires de l'édition ont été vendus.

Ainsi donc les conclusions de l'auditeur sont dépassées, puisque ce dernier réclamait deux ans de privation des droits civiques.

Le public, après l'attitude de Jacottet, qui a tenté d'empêcher un témoin de déposer selon son droit, qui a empêché Humbert-Droz de prononcer sa défense au complet, n'a manifesté aucune surprise, mais, par contre, l'audience levée, presque toutes les mains se sont tendues vers le condamné pour lui donner un autre jugement plus simple et plus juste: Humbert-Droz, tu es notre maître et ton exemple sera suivi. Le cœur et l'esprit du peuple, de ce peuple que tu aimes et pour lequel tu te sacrifies humblement, exaltent ton courage et te soutiendront de leurs vœux pendant ta captivité.

Vive l'antimilitarisme! Vive Humbert-Droz!»

Après le jugement et la condamnation, je fus remis au canton pour l'exécution de ma peine. Il y avait, à la direction du Département de justice et police, un radical assez progressiste, Albert Calame, qui fut plus tard juge fédéral. Il comprenait qu'un objecteur de conscience ne peut être traité comme un détenu de droit commun. Les lois suisses ne connaissent pas de régime politique, mais le canton est autorisé à prendre des mesures élargissant le régime d'emprisonnement. Le conseiller d'Etat Albert Calame m'accorda le droit de lire et d'écrire en prison, il donna aussi des autorisations à tous ceux qui demandaient à me faire visite. Les visites étaient admises le vendredi après-midi, dans la salle d'attente du juge d'instruction qui se trouvait à l'étage inférieur de la prison. Les jeunes socialistes et mes amis socialistes chrétiens arrivaient toujours plus nombreux. Nous étions parfois une vingtaine, ces vendredis après-midi. Le geôlier n'avait pas le temps de contrôler nos conversations ni la durée des visites. Jenny venait aussi ce jour-là, mais nous n'avions jamais l'occasion de parler seul à seul. Elle pria Albert Calame de l'autoriser à venir me voir un autre jour. Il le lui accorda sans lui supprimer les visites du vendredi. Elle put ainsi me voir deux fois par semaine, le mardi seule, le vendredi avec les autres visiteurs.

L'appétit vient en mangeant! Jenny s'enhardit alors à demander à Albert Calame le droit de me voir le dimanche après-midi. Il l'accorda aussi, à condition qu'elle arrive à la prison avant 2 heures et n'en ressorte pas avant 6 heures, le geôlier devant avoir son dimanche après-midi libre. Ces conditions nous comblaient. Le geôlier nous enfermait dans le bureau du juge d'instruction où se trouvait une belle vieille cheminée dans laquelle nous faisions du feu les dimanches d'arrière-automne et d'hiver. Jenny apportait un thermos de thé chaud et des gâteaux et nous prenions le thé en

tête-à-tête, enfermés à double tour et sûrs de ne pas être dérangés durant quatre heures. Le mobilier de ce bureau se composait d'un banc et d'un fauteuil, celui du juge d'instruction, qui nous suffisait amplement. Nous avons ainsi passé des dimanches après-midi aussi merveilleux et paisibles que nos journées de Londres.

Pour Noël et Nouvel-An, Jenny sollicita l'autorisation de venir passer la semaine des fêtes avec moi, dans ma cellule. C'était un peu hardi. Néanmoins, Albert Calame l'autorisa à venir dans ma cellule le jour de Noël et le jour du Nouvel-An, de 8 heures du matin à 6 heures du soir. Ce fut l'un de nos plus beaux Noëls, celui dont nous avons gardé un précieux et doux souvenir, malgré l'absence de cadeaux et de sapin. La réponse d'Albert Calame à cette demande mérite d'être reproduite ici:

«Neuchâtel, le 18 décembre 1916.

Madame Jenny Humbert-Droz
Presbytère
Corcelles-Cormondrèche

Madame,

Par vos lignes du 16 décembre 1916, vous nous demandez l'autorisation de passer auprès de votre mari la semaine de Noël à Nouvel-An, soit du 24 décembre au 2 janvier.

Tout en comprenant les raisons qui vous dictent votre requête, nous avons le regret de vous faire connaître qu'il ne nous est pas possible de l'accueillir favorablement. En effet, tout d'abord, nous ne nous sentons pas la liberté, malgré votre consentement, de vous infliger un traitement qui doit être uniquement réservé aux personnes condamnées par les tribunaux. En second lieu, aucune disposition légale ne nous permettrait d'acquiescer à votre demande, dont la prise en considération serait d'ailleurs en contradiction complète avec le régime d'isolement que doivent subir les détenus.

Enfin, si nous entrions dans vos vues, nous créerions un précédent qui pourrait être invoqué par d'autres personnes qui, s'il se généralisait, serait de nature à amener de trop grandes perturbations dans l'administration de nos maisons de détention.

En revanche et dans le désir de vous rendre moins pénible la séparation durant les prochains jours de fête, nous vous autorisons à passer avec votre mari les journées de Noël et de Nouvel-An et nous vous remettons une permission à cet effet.

Veuillez agréer, Madame, l'assurance de notre parfaite considération.

Le conseiller d'Etat,
chef du Département de justice:

ALB. CALAME.»

La cuisine de la prison était quasi immangeable. Je demandai de pouvoir recevoir un réchaud à alcool et de cuisiner moi-même une partie de mes repas. Cette requête aussi fut accordée et ressentie par moi comme l'un des allégements les plus appréciés durant mon temps de détention.

Le plus dégradant dans le régime des prisons n'est pas la perte de liberté, ni les barreaux ou les planches parfois qui empêchent le détenu de voir à l'extérieur, ni les paillasses, les couvertures et les tinettes sales et puantes; c'est la nourriture que l'on sert, comme à des chiens, dans des gamelles de fer étamé; c'est le fait qu'on ne donne au prisonnier qu'une cuillère, jamais de fourchette ni de couteau. Ces gamelles sont nettoyées à l'eau froide, presque toujours par des détenus. Le café du matin a le goût de la soupe du soir et le repas de midi celui du café du matin. Quand on sert, une fois par semaine, un cervelas violacé avec de la bouillie de légumes, ou du riz, ou des macaronis, il faut mordre dans cette viande comme le ferait une bête. Voilà ce qui est avilissant.

Le régime de prison devrait apprendre aux délinquants, surtout aux jeunes qui le vivent pour la première fois, qu'ils sont des hommes ou doivent le redevenir. Or, c'est le contraire qui arrive: tout dans le régime des prisons est fait pour dégrader et humilier le détenu.

Je me souviens avoir visité, en 1950, au nord de Belgrade, dans la République populaire de Yougoslavie, une prison de femmes, prison sans barreaux dont la porte reste ouverte. Les prisonnières étaient occupées à tisser des tapis, à préparer les repas, voire à faire des emplettes au-dehors, vêtues comme tout le monde et non d'un uniforme humiliant de détenues. Les tables du réfectoire étaient dressées pour le repas du soir: des tasses, des soucoupes, des assiettes de faïence blanche, des couteaux et des fourchettes, bref comme dans un restaurant simple, mais propre. Après ma visite, la directrice m'offrit un café avec un verre de «chlivovitz» et me demanda ce qui m'avait le plus frappé. Elle s'attendait sans doute à ce que je lui parle des fenêtres sans barreaux, de la porte ouverte ou des vêtements civils. Je n'hésitai pas à lui dire: «C'est la vaisselle de faïence, les fourchettes et les couteaux. Vous n'obligez pas les détenues à manger comme des bêtes.» Elle me dit aussitôt: «Vous avez été prisonnier vous-même?!»

La solidarité des amis et des travailleurs fut admirable tout au long de ma détention. Jenny, qui n'était connue d'eux que depuis quelques semaines, fut entourée d'une affection particulière dont elle

conserve un souvenir ému. Tous ceux et celles qui venaient me voir apportaient des vivres, des livres ou des fleurs. Le Chœur mixte ouvrier de Neuchâtel vint plusieurs fois le soir chanter sous mes fenêtres, les socialistes chrétiens aussi. Lettres et cartes postales affluaient, bien que la censure du Département de justice et police en renvoyât une partie aux expéditeurs. C'est ainsi que P.-J. Jouve m'écrivait de Sierre, le 3 novembre 1916:

« Mon cher camarade,

Je vous ai adressé, le 11 septembre 1916, une lettre que je vous renvoie ci-dessous, qui me fut retournée par le Département de Police de la République de Neuchâtel avec le jugement suivant: «M. Humbert-Droz subit actuellement une peine qui lui a été infligée par des tribunaux régulièrement constitués et nous ne saurions admettre que des tiers le félicitent d'avoir commis un acte réprimé par la loi.» Je n'insistai pas, estimant que ma qualité de Français en Suisse m'imposait certaine réserve. Maintenant encore je vous en informe, puisque je puis vous écrire librement; mais je vous prie de laisser un complet silence sur cette petite histoire... »

Mais le témoignage de sympathie qui me toucha le plus profondément fut celui d'une petite fleuriste, malade et bossue, qui tenait un stand de fleurs à la place Pury et qui, le soir, vendait des fleurs dans les cafés et restaurants ou dans le hall de la gare. Pendant toute la durée de mon emprisonnement elle a fleuri ma cellule des fleurs les plus fraîches et les plus belles qu'elle recevait. Elle accompagna son premier envoi, une belle gerbe de chrysanthèmes, de ces quelques mots crayonnés sur une carte postale:

«J'aimerais pour celui qui ose
Dire bien haut la Vérité,
Une couronne d'œillets, de roses,
Fleurie dans l'adversité.

Mais je n'ai que des chrysanthèmes
Ami, acceptez-les quand même,
Ce sont les fleurs de la saison
Pour éclairer votre prison.»

Le jeudi 9 novembre 1916, Romain Rolland m'adressait ces quelques mots écrits de sa main:

« Cher Monsieur,

Merci de m'avoir envoyé votre émouvante plaidoirie. Vous avez parlé selon l'esprit de Celui qui fut crucifié il y a dix-neuf siècles par la loi et l'Eglise — et qui est toujours en croix.

«Jésus sera en agonie jusqu'à la fin du monde, (a dit Pascal); il ne faut pas dormir pendant ce temps-là.»
Veillons!
A vous bien cordialement.

ROMAIN ROLLAND.»

Pierre-Jean Jouve faisait suivre sa lettre du 3 novembre adressée à Jenny du texte de sa lettre du 11 septembre, que le Département de justice et police lui avait renvoyée. La voici:

«J'avais lu chez mon ami Edmond Bille une partie de votre thèse. Je vous connaissais un peu. Lors de votre jeune et courageuse insoumission, je vous ai admiré. Aucune pensée n'existe si l'acte individuel, l'acte social ne vient pas un jour ou l'autre la confirmer. Je vous ai donc envoyé mon *poème*. La belle lettre que vous m'avez envoyée en réponse m'a ému par sa spiritualité. A présent que vous voilà condamné par une «justice» qui vaut celle de tous les Etats d'Europe, je vous salue cordialement, en vous souhaitant la patience et la sérénité et en vous assurant de mon amitié. C'est par des hommes comme vous que le formidable mécanisme de meurtre est ébranlé; quelle que soit la noirceur des temps qui doivent venir, nous devons, nous, sauver notre foi et avec elle un peu du monde futur.
Je vous serre avec force les mains.
Je vous adresse également un petit poème où je vous ai salué publiquement.»

Du docteur Auguste Forel, je recevais la lettre suivante:

«Yvorne, le 11 nov. 1916

Je vous remercie beaucoup de l'intéressant travail *Guerre à la Guerre*. J'y fais cependant une objection de fond, la seule. Les grands Etats militaristes et impérialistes risquent fort d'imposer à de petits Etats qui ne se défendent pas tout leur système oppressif. Et ce qui vous manquera, je le crains fort, sera toujours une majorité suffisante de réfractaires pour en imposer aux autres moutons de Panurge. Pour cette raison je suis d'avis qu'on arrivera plus tôt à une paix universelle durable par une entente internationale combinée à une force (police) supernationale. J'admire néanmoins votre courage et ceux qui font comme vous feront du moins réfléchir un peu plus les fous féroces du militarisme.
Agréez, Monsieur, mes salutations distinguées et dévouées.

Dr A. FOREL.»

Un autre pacifiste connu, le professeur Leonhard Ragaz, de Suisse allemande, m'écrivait de Zurich, le 4 novembre 1916, une lettre dont voici la traduction:

«J'ai été heureux de recevoir votre «apologie» et, en général, un salut de vous. Très souvent je pense intimement à vous. Votre écrit me montre que nous pouvons différer d'opinion sur des points de détail, par exemple sur la valeur de la patrie et sur l'expression de notre vie religieuse qui n'est pas entièrement la même, mais que nous avons dans tout ce qui est *essentiel* la même orientation. Il n'est évidemment pas étonnant que nous divergions sur certains points, car je suis deux fois plus âgé que vous. Votre évolution n'est pas terminée non plus; peut-être n'a-t-elle fait que commencer.

Vous avez, pendant vos jeunes années, réalisé des actions grandes et difficiles qui ne pourront pas facilement être dépassées. Une main sage veillera à ce que l'avenir réponde au début et à ce que votre vie s'élève toujours, bien que vous ayez atteint le sommet si tôt, et d'un seul bond. Les événements y contribueront.

De tout cœur L. RAGAZ.

P.S. Je me permets de vous adresser quelques fascicules des *Neue Wege* où vous trouverez peut-être certaines choses qui vous réjouiront.»

Ces nombreux encouragements, spontanés et généreux, de jeunes, de travailleurs modestes, d'intellectuels pacifistes et de gauche m'ont fortifié dans mon action contre la guerre et le militarisme. J'étais convaincu que si des milliers de soldats refusaient de se soumettre au service militaire les Etats seraient contraints de résoudre leurs différends autrement que par les armes.

En refusant le service militaire et en entraînant la Jeunesse socialiste dans cette voie, j'entrais en conflit avec la direction de la Jeunesse socialiste suisse qui, sous la direction de Willy Münzenberg, et fortement influencée par Lénine, encourageait au contraire les jeunes socialistes à entrer dans l'armée, à y apprendre le maniement des armes et à y faire des grades pour gagner l'armée à la révolution. Le refus de servir était considéré par eux comme l'expression d'une idéologie tolstoïenne et d'un pacifisme petit bourgeois. La conquête de l'armée par les révolutionnaires me rappelait trop les théories de Gustave Hervé qui, après avoir publié un ouvrage sur cette tactique et planté le drapeau national dans le fumier, fut, la guerre venue, le plus ardent des patriotes et des guerriers jusqu'auboutistes.

Cependant je ne restai pas seul à mon étage durant les six mois de mon emprisonnement. Un jour, le geôlier y amena un prévenu de vol qui avait tenté de se suicider et qui, grièvement blessé, avait subi à l'hôpital une transfusion du sang. On l'avait remis sur pied

pour le juger en Cour d'assises. Mais on craignait qu'il n'attentât encore une fois à ses jours et on le confiait à ma garde pour que je lui remonte le moral! J'appris bien vite qu'il se nommait Bonhôte, habitait Peseux, qu'il était radical bon teint et avait été administrateur communal. Entraîné par des amis politiques, il avait puisé environ vingt-cinq mille francs dans la caisse de la commune et, ne pouvant combler ce vide alors qu'il était sur le point d'être découvert, il avait préféré le suicide au déshonneur et, dans la cabane de sa vigne, il s'était tiré un coup sous le menton avec son fusil d'ordonnance. Le geôlier l'avait enfermé dans une cellule à plusieurs lits. J'étais chargé de coucher dans sa cellule et de veiller à ce qu'il ne se pendît pas. J'avoue que cette cure d'âme m'inquiétait. Pendant la nuit les bruits de souris me réveillaient et, le matin, dès que j'ouvrais les yeux, je jetais un coup d'œil circulaire, craignant de voir un pendu.

J'essayai de le raisonner, de lui faire comprendre que sa femme et ses enfants avaient encore besoin de lui et qu'une fois sa peine subie il pourrait recommencer sa vie loin de Peseux et de ses anciens amis. Mais il fallait surtout le distraire, le faire sortir de ses idées noires. Les sermons et la morale n'y pouvaient guère. Ayant appris qu'il jouait aux cartes, je demandai au geôlier de nous procurer un jeu de cartes et nous avons joué du matin au soir, tout en parlant de choses et d'autres, de son affaire aussi, mais sans la dramatiser. Il me dit qu'il avait encore quelques bonnes bouteilles dans sa cave. Je lui proposai de faire une fondue et ma proposition lui sourit. Il fallait évidemment mettre le geôlier dans le coup. J'y parvins et nous fîmes à trois une excellente fondue. Rien n'y manquait, pas même le kirsch. C'est lui, Bonhôte, qui m'apprit à humecter le pain dans le kirsch avant de le tremper dans la fondue!

Condamné à deux ans d'emprisonnement, il les passa au pénitencier de Witzwil, ne tenta plus de se suicider et put refaire sa vie.

Un incident me surprit. L'aumônier, le pasteur Buchenel père, étant empêché de présider le culte un certain dimanche, on me sollicita de le remplacer. Je n'aurais jamais imaginé, lorsque je présidais le culte à la prison de Loos, que quelques années plus tard à Neuchâtel je remplirais cet office en qualité de détenu! Mon sermon ne fut pas différent de ceux que je prononçais à Loos, mais je le fis avec la conviction de bien mieux connaître la vie du prisonnier.

Ces six mois furent interminables, malgré les facilités que m'avait accordées Albert Calame. J'estime que les juges devraient tenir

compte de cet élément psychologique dans l'évaluation de la peine privative de liberté et frapper moins lourdement les jeunes — d'autant plus que la prison, loin d'être un lieu de relèvement, est au contraire une école de récidivistes et de révoltés. Il faudrait que procureurs et juges eussent à passer incognito six mois d'incarcération au régime de droit commun avant de requérir des peines et de punir les délinquants. Ils n'enverraient plus jamais des jeunes gens dans ces bagnes et éviteraient de les mettre en contact avec de vieux récidivistes qui sont de dangereux instructeurs. Combien de mauvais coups ont été préparés en prison où l'homme isolé est heureux de trouver des «copains» plus expérimentés!

J'ai subi, comme beaucoup d'autres objecteurs, un examen psychiatrique. C'est une aggravation de peine très pénible, une véritable torture morale. Pendant une heure ou plus un psychiatre s'entretient avec le prévenu de la pluie et du beau temps. C'est une conversation amicale — en particulier celle à laquelle j'ai été soumis — mais où l'esprit n'est pas libre: sur tout l'entretien pèse la terrible question: serai-je reconnu normal ou pas? Ce poids agit non seulement sur les réponses, mais sur tout le comportement du prévenu, sur son maintien, sur sa façon de parler. Il faut une concentration, un calme qui pourraient paraître anormaux. Bref, le délinquant soumis à un tel examen n'est pas lui-même. Et pourtant c'est à partir d'une telle observation d'une heure à peine qu'il sera déclaré normal ou irresponsable, non seulement pour le tribunal qui le jugera, mais pour toute sa vie. N'a-t-on pas vu le cas d'un jeune objecteur déclaré irresponsable, empêché plus tard de se marier! Il faut s'opposer avec la dernière énergie à cet examen psychiatrique et plus encore si le médecin est un homme de confiance de l'armée. Il jugera toujours anormal un jeune homme qui refuse de porter les armes et préfère la prison aux joies de la caserne et des bombardements.

L'année 1917

Je sortis de prison le 24 janvier 1917. Les organisations ouvrières de La Chaux-de-Fonds avaient préparé une grande manifestation pour saluer ma libération. Jamais je n'ai vu une telle foule massée aux abords de la gare. La fanfare La Persévérante entraînait un long cortège vers le Grand-Temple où devait se tenir le meeting. Mais la

foule ne défilait pas en rangs. C'est toute la grande avenue Léopold-Robert avec ses trottoirs qui m'escorta jusqu'au temple où Charles Naine prit la parole et où je pus remercier le peuple de la vive sympathie qu'il m'avait témoignée.

Neuhaus, rédacteur en chef du journal, étant tombé malade et moi-même en prison, Paul Graber, qui était instituteur, avait pris un congé et s'était installé à la *Sentinelle.* Je ne faisais plus guère, moi-même, que «la cuisine» du journal. Je repris mon activité de propagandiste et d'animateur à la présidence de la Jeunesse socialiste romande, dans le mouvement socialiste chrétien et à l'Eglise du Peuple que j'avais fondée à La Chaux-de-Fonds peu avant mon emprisonnement. Etant privé de mes droits civiques, il était exclu que je puisse, pendant trois ans, être élu pasteur d'une paroisse de l'Eglise nationale neuchâteloise. Cependant, de prison, j'avais écrit au professeur Dumont, doyen de la Faculté de théologie, pour lui suggérer de modifier profondément les études de théologie, afin de permettre aux futurs pasteurs de mieux comprendre l'importance des problèmes sociaux. Le professeur Dumont me répondit, le 27 janvier, par une lettre qui ne me laissait aucun espoir d'être jamais pasteur et dans laquelle il alléguait son incompétence à changer quoi que ce fût à l'orientation des études théologiques. Voici quelques extraits de cette lettre:

«... Si les paroisses de notre Eglise devenues vacantes depuis votre consécration ne vous ont pas adressé un appel, la faute n'en est ni au Synode, ni à la Faculté de théologie, mais à vous-même, *à vous seul*[1]. Vous avez jugé à propos de faire de la politique militante, d'arborer le drapeau du socialisme, de l'antimilitarisme. C'était votre droit que personne ne songe à vous contester. Mais c'est aussi un droit pour les paroisses de choisir un pasteur qui ait une autre conception du ministère, et dont la mentalité soit plus conforme à la leur...

J'ai tout lieu de croire qu'ensuite de l'attitude que vous avez prise, 48 paroisses sur 50 se refuseraient à vous élire. Comme l'Eglise du Peuple que vous avez fondée à La Chaux-de-Fonds se refuserait elle-même à élire — ce qui serait également son droit — un pasteur hostile au socialisme...

Par contre j'ai dit plus d'une fois que si vous étiez appelé un jour à un poste de pasteur de La Chaux-de-Fonds par le Parti socialiste qui est très fort numériquement dans cette ville, la paroisse nationale ferait acte de largeur et de justice en consentant à votre nomination.

Vous me dites que la Faculté de théologie aurait dû vous avertir

---

[1] Souligné dans l'original.

qu'avec des idées comme les vôtres vous ne pourriez pas exercer le ministère dans notre Eglise. Vous oubliez que je vous ai averti moi-même... Mais au cours de vos études, à la suite de votre fameux sermon qui fit tant de bruit aux Bayards, et surtout aux Brenets, j'ai cherché à vous faire comprendre qu'un pasteur qui descendait dans l'arène politique, *quel que soit le drapeau* [1] sous lequel il s'enrôlait, s'exposait au risque de ne pouvoir exercer son ministère dans notre pays. Sans aucun doute vous vous souvenez des conversations que j'ai eues avec vous à ce propos et des avertissements que je vous ai adressés. En disant à votre futur beau-père que vous ne pourriez jamais exercer le ministère dans notre canton à cause de vos idées, je n'ai fait que lui répéter ce que je vous avais dit à vous-même...

En terminant votre lettre, vous me suppliez, vous me conjurez de donner une autre orientation aux études théologiques. Vous m'attribuez un pouvoir, une autorité que je ne possède pas. Mais ce que je puis vous dire, c'est que pendant le demi-siècle écoulé — j'en parle en connaissance de cause — il s'est produit une évolution considérable dans nos facultés de théologie, en particulier dans celle où l'on jouit d'une entière liberté d'enseignement. Et cette évolution se continue; sans doute elle se continuera, lentement peut-être, mais d'autant plus sûrement et utilement. Nos professeurs en général comprennent toujours mieux qu'il importe de tenir compte dans leur enseignement des besoins de l'époque. Et je m'y applique pour ma part. Ce qui ne veut pas dire que je signerai en tous points votre catéchisme, celui que vous enseigneriez si vous étiez à ma place. Je cours bien le risque d'être, de rester toujours à vos yeux un arriéré. Mais qui sait si, à mon âge, à supposer que Dieu vous accorde de fournir une aussi longue carrière, vous ne direz pas, ensuite des expériences que vous aurez faites: «Le père Dumont auquel, au temps de ma jeunesse, je croyais devoir donner des conseils, raisonnait et agissait plus sagement que moi.»

Cependant, certains pasteurs s'inquiétaient du conservatisme de l'Eglise. Ils n'ignoraient pas qu'en Suisse allemande le professeur de théologie Leonhard Ragaz avait créé un mouvement chrétien social qui publiait une revue, les *Neue Wege*, qu'une pléiade de pasteurs y étaient engagés et étaient de plus membres actifs du Parti socialiste suisse. Le pasteur Pflüger fut même élu en tant que socialiste à la Municipalité de Zurich et au Conseil national. Dans le canton de Neuchâtel, le pasteur Neeser, alors à La Brévine et plus tard professeur de théologie systématique à la Faculté de théologie de Neuchâtel, m'écrivit, le 28 février 1917 pour me dire son inquiétude, ses hésitations et sa sympathie, dans une lettre que je n'hésite pas à publier ici *in extenso*:

[1] Souligné dans l'original.

«La Brévine, le 28 février 1917.

Mon cher collègue,

Vous ne croirez pas que je n'aie pas pensé à vous au cours des mois écoulés. Vous savez que le problème que pose votre attitude devant le service militaire m'a préoccupé avec beaucoup d'autres. Vous savez aussi en quel sens je l'ai, pour moi, provisoirement résolu. Je m'incline devant ceux que l'idéal évangélique soulève contre les nécessités effroyables de l'heure; je leur demande de ne pas juger trop sévèrement ceux qui se sentent partagés, et qui ne peuvent pas autrement. Cela, vous le saviez, ayant lu, je puis le supposer sans outrecuidance, quelque article de ma plume sur ce sujet. Il y a autre chose sur quoi notre attitude respective m'était moins claire, et que j'attendais de pouvoir m'éclaircir à moi-même avant de vous écrire; c'est la question politique. Je suis depuis longtemps persuadé que l'Evangile doit inspirer une politique. Mais laquelle? Le socialisme, seule politique à laquelle on pût songer de ce point de vue, était-il véritablement le lieu propice à l'action des néo-chrétiens? Talonné par diverses besognes urgentes, je n'ai pu consacrer à la réflexion sur ce point le temps qu'il eût fallu. J'en ai parlé avec Pierre Reymond, j'ai lu, tout récemment, l'excellent article signé H. Monastier dans la *Revue de théologie*, sur le mouvement socialiste chrétien de Suisse allemande; enfin j'ai lu attentivement votre thèse. J'en admire l'élan; maints chapitres me paraissent irréfutables; la plupart des conclusions m'agréeraient; — je ne suis pas convaincu de ce point capital: la légitimité, voire la nécessité de l'adhésion au socialisme organisé. Changerai-je d'avis? Suivrai-je un jour le chemin que vous avez suivi, ou plutôt celui que Ragaz et d'autres ont suivi — ils me paraissent avoir marqué plus nettement que vous le caractère d'*opportunisme*[1] que revêt leur adhésion au parti et les réserves qu'elle comporte? Je ne me fais pas d'illusion sur la valeur pratique des conclusions de la brochure ci-incluse. Ce vague extrême, croyez que j'en souffre, et que je cherche quelque chose de mieux. L'essentiel de ces pages, à mes yeux, gît dans la comparaison des théologies diverses, et dans leur commune condamnation... Le reste n'est qu'indiqué, et suppose une reprise que je compte faire.

Bref, c'est pour avoir attendu d'être plus au clair que je ne le suis sur des questions qui vous sont claires, que, de semaine en semaine, j'ai tardé à vous lancer les lignes que je vous devais et que je tenais à vous lancer. Je ne suis pas encore fixé. Mais ayant résumé une phase de ma lente évolution dans les pages ci-jointes, je me permets de vous les communiquer. J'ai failli descendre au Locle vendredi soir. Une pneumonie d'une de mes fillettes m'a retenu, et quelques scrupules aussi, trop longs à développer ici. Croyez-moi, je vous prie — c'est le seul titre auquel je puisse prétendre, et il est bien mince — intimement, profondément troublé par les angoissantes questions de l'heure, si troublé que — si peu sûr que je sois que votre activité soit celle que postulent les circonstances — je vous prie d'être actif;

[1] Souligné dans l'original.

l'action doit être si bienfaisante. Je souhaite que vous vous remettiez promptement des fatigues de votre longue détention et vous serre la main.

M. NEESER.

P.S. Et si ces lignes vous font l'impression de la fatigue, excusez, je vous prie. Elles sont d'un homme fatigué!»

A La Chaux-de-Fonds, le pasteur Paul Pettavel m'avait encouragé en 1915 déjà et souhaitait me voir pasteur social à La Chaux-de-Fonds:

«Cher Monsieur et collègue,

Merci de votre aimable lettre qui m'a fait plaisir.

Cette semaine la poste m'a apporté bien des reproches et quelques injures. Votre lettre et quelques autres m'ont apporté le réconfort nécessaire. Merci!

Vous êtes heureux d'être jeune et béni d'être entré dans la voie où vous êtes. Vous avez un bel avenir devant vous, peut-être serez-vous de ces pionniers du monde moderne qui réinstaureront l'Eglise en plein monde socialiste. Il faudra pour cela des hommes spéciaux et spécialement préparés. Vous êtes de ces hommes-là; il en est beaucoup en Angleterre, quelques-uns en France, quelques-uns en Suisse; en Allemagne l'éclipse les a atteints. Silvester Horn, Campbell, W. Monod, Gounelle, Wagner, Kutter, Eugster. Ce sont là vos collègues actuels; le premier mort, d'autres surgissent.

Peut-être serez-vous un jour le pasteur social de notre Chaux-de-Fonds; ce serait beau; il en faudra un; je le leur recommande depuis un certain temps; le poste n'est pas encore mûr; il mûrira. Ce ne sera pas un poste d'idylle; la fonction en sera dure, écrasante, douloureuse et belle; elle sera sûrement féconde...»

Au moment de mon mariage, il continua à m'encourager:

«Cher Monsieur et collègue,

Vous avez eu l'amabilité de m'annoncer votre prochain mariage. Je vous remercie de votre attention; d'autre part j'ai tardé à vous répondre et je vous en demande pardon, vous assurant que ce n'est pas par défaut d'intérêt, mais bien plutôt par le fait d'un attardement chronique.

Certainement je suis votre activité, de loin sans doute, mais avec beaucoup d'intérêt; votre courage, votre hardiesse, l'enthousiasme que vous mettez à entraîner la jeunesse socialiste, tout cela me fait vibrer de sympathie pour votre double ministère, chrétien et socialiste. Des échos me sont venus de la séance où vous avez introduit l'idée d'une Eglise populaire. Vous êtes en pleine période de création et je vous en félicite, car c'est la belle période de la carrière; aucun succès, ni aucun confort, ni aucune gloire ne donnent l'intensité de joie que procure seule l'activité créatrice.

Je me réjouis de ce que vous avez trouvé une jeune femme capable de vous seconder dans votre belle tâche et je félicite Mlle Perret de devenir votre collaboratrice convaincue et dévouée. Elle n'aura pas la vie banale, ni monotone, votre jeune femme; ma femme pourra lui raconter un jour les surprises du mariage dans la voie que vous suivez; elle pourra, en multipliant par dix, prévoir son avenir; mais ce sont ces surprises suivies de déceptions, de renoncements qui finissent par être les grandes dates fécondes de la vocation.

Je suis heureux aussi que ce soit une fille de pasteur et une ressortissante du presbytère de Corcelles que j'ai tant aimé, qui ait la vaillance et l'honneur de vous accompagner dans la grande lutte. Quand je pense à vos paisibles grands-parents aux Olives et aux deux grands-pères de Mlle Perret, M. Perret-Michelin et M. Paul Jeanneret, je me dis que le monde marche rapidement et que du plus loyal conservatisme au plus vivant modernisme, il n'y a que le temps d'une génération. Ceci est une promesse touchant aux possibilités d'avenir: avenir si sombre à l'heure présente, mais qui peut s'éclairer soudain des vives lueurs d'une flamme nouvelle.

Je fais les meilleurs vœux pour votre bonheur conjugal, mon cher Monsieur, et je demande à notre Dieu pour vous deux qu'avec les joies de l'amour et de la jeunesse, Il vous accorde une part de joies héroïques à l'âpre mais réconfortante saveur.

Veuillez présenter mes compliments de respectueuse sympathie à Mlle Perret et agréer vous-même l'expression de mes sentiments fraternels. Votre deux ou trois fois collègue, mais vieux collègue.

P. Pettavel.

P.S. Si jamais vous êtes à deux en veine de visites, ne nous oubliez pas sur la liste, je vous prie; nous serons heureux de faire plus ample connaissance avec vous. »

Et, lors de mon arrestation, il écrivit à Jenny:

«... Souvenez-vous que nous aussi nous sommes du presbytère de Corcelles, que nous sommes un peu socios, et que nous vous aimons bien, vous et votre mari... »

J'hésitais à m'engager définitivement dans la vie politique, bien que la suppression des droits civiques me condamnât à rester quelques années encore sans occuper de fonctions publiques. Mais j'étais attiré par l'action sociale et politique parce que toute ma philosophie personnelle tendait à l'effort, non seulement de pensée et de vérité intérieure, mais en premier lieu à l'effort efficace dans la société, tout en voyant et réalisant ce que l'action politique quotidienne peut avoir de mesquinerie et de petitesse, parfois.

N'écrivant que peu dans le journal où Paul Graber publiait un article leader chaque jour, je me consacrai à la propagande et à

l'organisation qui, rapidement, s'étendirent à l'ensemble de la Suisse romande grâce aux liaisons que j'avais nouées, de prison, avec les jeunes socialistes et les socialistes chrétiens de Lausanne et de Genève. A Lausanne, avec Hélène Monastier, Ernest Gloor et Paul Golay qui éditait l'*Aube*, puis avec Charles Rosselet que j'avais déjà connu à La Chaux-de-Fonds. A Genève j'entrai bien vite en contact avec Henri Guilbeaux qui publiait la revue *Demain*, avec Le Maguet (Salive), qui éditait les *Tablettes*, avec Biroukoff, ami et biographe de Tolstoï, avec Marcel Martinet, P.-J. Jouve et Masereel qui m'envoyèrent leurs œuvres, fraternellement dédicacées. Romain Rolland autorisa les Jeunes socialistes à éditer en brochure son appel *Aux Peuples assassinés*. J'entrai aussi en rapport avec un certain nombre de bolcheviks. A La Chaux-de-Fonds, avec Abramovitch, un ami de Lénine, membre de la Jeunesse socialiste de La Chaux-de-Fonds qui joua un rôle important dans les premières années de l'Internationale communiste. J'ai rencontré Lounatcharsky, qui s'était intéressé à mon évolution religieuse, Sokolnikov avec lequel j'eus, à Genève, une vive discussion alors que j'avais préconisé le refus de servir comme moyen de lutte contre le militarisme et la guerre. Sokolnikov (alors Briant) avait opposé à mon pacifisme tolstoïen la tactique léniniste de la conquête de l'armée à la révolution, autrement dit l'accomplissement des devoirs militaires, l'apprentissage du maniement des armes et des hommes. Je me souviens lui avoir dit que je ne reviserais mon point de vue que lorsque j'aurais vu une armée soutenir une révolution socialiste. Il me rappela cette promesse, faite à Genève au début de 1917, lorsque nous nous sommes retrouvés dans la loge du tsar au Grand-Théâtre de Moscou, en 1921. Il était alors commissaire du peuple aux Finances et moi secrétaire de l'Internationale communiste!

Ma brochure *Guerre à la Guerre! A bas l'Armée!* fut traduite en hollandais et éditée par le pasteur pacifiste de Light. Un ami inconnu, de Suède, m'avisa qu'il en faisait une traduction en suédois. La traduction en allemand faite par mon vieil ami pacifiste de Lausanne W. Kohl, qui dirigeait la Pension Sainte-Luce au Petit-Chêne, devait être éditée par Promarchos Verlag de Belp. Mais la police fédérale fit en 1918 une perquisition dans les locaux et séquestra la version allemande de ma brochure, version qui ne fut jamais éditée.

Tous les dimanches soir l'Eglise du Peuple réunissait les socialistes chrétiens de La Chaux-de-Fonds dans la salle de chant du Gymnase.

J'y commentais des textes de Lamennais, de Tolstoï, des prophètes de l'Ancien Testament et du Sermon sur la Montagne. Le pasteur Pettavel m'avait très généreusement suppléé durant mon emprisonnement.

La Jeunesse socialiste romande, avec son petit journal *La Voix des Jeunes*, avait pris un bel essor. Son congrès romand en janvier 1917, à ma sortie de prison, décida l'union de la Jeunesse socialiste romande à la Jeunesse socialiste de Suisse allemande alors dirigée par Willy Münzenberg. Ayant présenté moi-même la proposition d'unification sur le terrain fédéral, je l'appuyai en déclarant:

«Les Jeunesses de Suisse allemande ont une grande lutte à soutenir contre les éléments modérés du parti, contre les opportunistes de toute étiquette. Elles ont besoin de nos forces dans leur lutte comme nous avons besoin des leurs dans la nôtre. Le parti, s'il se lance dans la voie opportuniste et militariste *trouvera toute la Jeunesse socialiste suisse unie contre sa tactique.*»

Le congrès du Parti socialiste suisse ayant pris la décision de renvoyer à plus tard le congrès à l'ordre du jour duquel devait figurer le problème de la défense nationale, la Jeunesse socialiste romande éleva, en ces termes, une vive protestation contre ce renvoi:

«Pour protester en actes, la Jeunesse romande a pris la décision de soutenir le mouvement référendaire qui est lancé contre la décision du Comité central et qui réclame la convocation de ce congrès spécial pour Pâques.

Pour protester aussi et pour affirmer à cette occasion l'union qui vient d'être réalisée entre les Jeunesses des deux parties du pays, la Jeunesse romande demande à la Jeunesse allemande de convoquer au plus vite un congrès commun pour y traiter les questions que le parti a craint d'aborder. Il a été émis l'idée de fonder là une Ligue suisse des réfractaires, comme il en existe déjà en Hollande et en Angleterre.»

Les jeunes socialistes de La Chaux-de-Fonds organisaient des tournées de propagande dans tout le canton en vendant les premières brochures éditées par eux, *Guerre à la Guerre* et *Aux Peuples assassinés.* Le dimanche 11 février, la police du Val-de-Ruz arrêta les jeunes pendant la vente et séquestra leurs brochures. J'intervins auprès du chef de la police qui refusa de rendre les brochures, de donner un reçu de séquestre et même de noter aussi mon nom et celui de Jenny au nombre des contrevenants. J'écrivis aussitôt au Département de justice et police en protestant contre l'assimilation de brochures de propagande à une marchandise exigeant une patente de colportage. Albert Calame me donna raison, fit rendre les brochures

séquestrées et nous donna la liberté de colportage et de propagande.

L'année 1917 fut particulièrement mouvementée à La Chaux-de-Fonds, comme aussi dans les grandes villes industrielles de Suisse, Zurich et Bâle en particulier. Le mécontentement du peuple grandissait. Les différences sociales s'étaient fortement accentuées. En fabriquant des munitions pour les pays en guerre et en spéculant sur la pénurie des vivres, les riches s'étaient encore considérablement enrichis tandis que les pauvres s'étaient encore appauvris. Les familles des soldats mobilisés ne recevaient pas de compensation de salaire. Elles devaient vivre de la solde du père de famille et des aumônes occasionnelles. Fortement endettées elles devaient payer les vivres les plus nécessaires à des prix surfaits. Le rationnement était un leurre. Avec de l'argent et des relations les riches obtenaient ce qu'ils voulaient. Le scandale des colonels espions acquittés alors que, pour des vétilles, les tribunaux militaires frappaient les simples soldats de lourdes peines, la germanophilie du général et des officiers supérieurs — tout cela révoltait le peuple. Les idées de Tolstoï se répandaient de plus en plus. Le professeur Seipel se plaignait de leur influence sur les étudiants de Zurich et le pasteur Neeser leur consacrait un article dans la *Revue de Théologie*.

Dans cette situation tendue à l'extrême, il suffisait de quelques provocations pour mettre le feu aux poudres et faire descendre dans la rue les masses révoltées.

Le 28 février je publiais dans la *Sentinelle*, à l'occasion du 1er Mars, un article commémoratif de la Révolution neuchâteloise qui se terminait ainsi:

«Tandis que les fils de «Bédouins»[1] emploient le 1er Mars pour colporter l'esprit réactionnaire de leurs pères et que les radicaux y voient l'occasion d'exhiber leurs bedaines et de se rincer le gosier, le peuple, qui compte les petits-fils de ceux de 1848, fête le 1er Mars à sa manière. Il se prépare à renouveler le coup de balai d'autrefois et à nettoyer la maison des aïeux de toutes les ordures que le temps y a accumulées.»

Dans la *Sentinelle* du 14 mars, à la veille de la Révolution russe de février, Charles Naine analysait ainsi cette situation explosive, sous le titre «L'étincelle»:

«Le mécontentement s'amoncelle, il forme des montagnes. Il est comprimé, concentré, poussé à la centième puissance. Il faudra bien

[1] Sobriquet donné par le peuple aux royalistes.

que ça crève à la fin. Il faudra bien qu'il se déverse sur quelqu'un au bout du compte.

Alors, je me dis comme ça: si l'étincelle partait par hasard du bon endroit. Si ceux qu'on a le plus bernés, les plus drillés, le plus affamés, le plus saignés finissaient par perdre leur tempérament de ruminants, devenaient enragés et se mettaient à dévorer leurs bergers, qu'est-ce qu'on verrait bientôt par le monde? Qu'est-ce qui resterait de l'édifice capitaliste?

Le monde deviendrait pour le coup joliment intéressant. Ne plus avoir besoin d'enregistrer chaque jour tant de tués, tant de blessés, tant de disparus, des fabriques qui sautent, des navires qui coulent, la diminution des vivres, l'augmentation des prix et que sais-je encore, il y a tellement de misères de toutes espèces. Au lieu de cela, compter les trônes qui s'écroulent, les fortunes qui s'effondrent, s'amuser à voir travailler ceux qui n'ont jamais rien fichu, regarder les drilleurs cirer leurs bottes, les autorités faire leurs malles, les pauvres bougres manger à leur soûl, enterrer les vieux dieux et ressusciter les saisons de l'ancien temps, quand le soleil n'était pas loufoque. Non, ce qu'on retrouverait de bonne et franche gaieté!

Mais l'étincelle se produira-t-elle? Peut-être que oui. Peut-être que non. Tant pis si non et puis, si elle se produisait, il resterait tout de même toujours pour notre génération le souvenir du crime...»

Deux jours après la publication de cet article, l'étincelle mettait le feu aux poudres à Pétrograd. La Révolution russe éclatait. L'aurore de la paix apparaissait à l'orient et éclairait le monde. Le 16 mars, j'étais seul à la rédaction de la *Sentinelle* quand l'Agence télégraphique suisse annonça cette nouvelle qui allait bouleverser le monde. Après deux ans et demi de guerre c'était la première lueur d'espoir, la réalisation des résolutions socialistes de Stuttgart et de Bâle et des manifestes de Zimmerwald et de Kienthal: la guerre vaincue par la révolution! Les bolcheviks avaient donc raison? Le pouvoir absolu des tsars était balayé par le peuple de Pétrograd en grève; l'armée dépêchée du front dans la capitale pour réprimer les grèves avait refusé de tirer sur le peuple et s'était solidarisée avec les grévistes. Les ouvriers avaient formé des «soviets», des conseils, comme ils l'avaient fait lors de la Révolution russe de 1905 et les soldats avaient délégué leurs représentants dans ces soviets d'ouvriers et de soldats. Le tsar abdiquait. Entre le soviet et le bureau de la Douma, qui avait obtenu l'abdication des Romanov, un accord était intervenu pour nommer un gouvernement provisoire. La «Révolution de février» (ancien style) s'était faite pacifiquement. Le nombre des victimes était minime.

Au reçu de cette nouvelle, dont je compris immédiatement

l'énorme importance pour le monde en guerre, je ne pus attendre la parution de la *Sentinelle* du lendemain. Je fis imprimer quelques milliers de tracts annonçant cette nouvelle sensationnelle et allai les distribuer à la sortie des fabriques.

Cet événement historique allait être, pour moi aussi, un tournant important de ma vie.

La Révolution de février fut accueillie par les militants socialistes romands avec une grande ferveur. Elle devenait le phare vers lequel se dirigeaient les regards des opprimés. Le 17 mars, Paul Graber publiait un premier commentaire dithyrambique qui saluait la Révolution russe comme l'aurore de la révolution européenne. J'en cite quelques extraits:

> «L'éruption volcanique commence en Russie. Les ouvriers de Pétrograd ont voulu du pain.
> Ils se sont révoltés.
> La troupe leur a donné la main.
> Les libéraux sont venus leur donner des satisfactions, craignant que la tourmente n'enlève aussi les bases de leurs privilèges bourgeois.
> Tout l'intérêt réside en cette question: les forces ouvrières se contenteront-elles de cela?
> Les ouvriers de toute l'Europe manquent de pain.
> On en mène des millions à l'abattoir.
> Ils sont les misérables esclaves d'un régime social fait de tyrannie et de corruption.
> Ils ont la paix à obtenir.
> Ils ont la liberté à conquérir.
> Pour du pain, pour la paix et pour la liberté, il vaut la peine de se révolter.
> Un rien peut mettre le feu aux poudres accumulées par les souffrances et les iniquités et purifier l'air politique.
> Puisse ce rien se produire et déclencher enfin la Révolution, la vraie, celle qui libérera le prolétariat.
> Vive la Révolution européenne!»

Charles Naine aussi (qui, plus tard...) saluait avec conviction la Révolution russe. Le 23 mars il publiait dans la *Sentinelle* un article: «Vive la Révolution russe» dont voici la conclusion:

> «Nous saluons dans la Révolution russe l'aube des temps nouveaux que la grande Révolution française semblait d'abord promettre à l'humanité, mais que l'ère capitaliste a voilée pendant plus d'un siècle.
>
> Tous les peuples auront tressailli devant cet événement, mais, avant tous les autres, c'est le grand peuple des travailleurs répandu

sur toute la terre qui doit s'en réjouir au plus haut point, car pour lui plus que pour tous les autres, le bruit des fers qui se brisent, des trônes qui se renversent, des bastilles qui s'écroulent doit retentir joyeusement à ses oreilles.

Toute liberté nouvelle est un gage de libération pour le prolétariat du monde.»

Paul Graber se montrait impatient de voir le prolétariat allemand suivre le grand exemple des ouvriers et des soldats russes. Il appelait les camarades russes à «cogner ferme»! Le 2 avril, dans un article intitulé «C'est à votre tour, socialistes allemands et autrichiens», il écrivait:

«Allez-y camarades russes! Œuvrez ferme pour la paix, mais si on touche à votre liberté, si quelque triste sire tente de vous la ravir, cognez ferme!

Et maintenant, à votre tour, camarades allemands. Nom de nom, qu'attendez-vous pour renvoyer votre triste Kaiser, votre autocrate tenant sans cesse l'épée préparée, la poudre sèche et l'Evangile ouvert? Quand donc l'enverrez-vous partager le sort de Nicolas II?... C'est à votre tour de cogner et de cogner ferme! L'Europe prolétarienne entière attend sur vous, elle rêve de votre émancipation. Elle ne l'attend pas des armées étrangères pénétrant sur votre sol. Elle l'attend de vous. L'histoire en a marqué l'heure. Allez-vous la manquer? Ne comprenez-vous pas qu'en ne vous réveillant pas vous arrêtez tout le courant révolutionnaire européen destiné à mettre fin à la boucherie et à la tyrannie capitaliste?

Cognez donc! Cognez donc! D'autres attendent leur tour après vous. Ce sera le déclenchement. Reculer ce serait pour vous trahir la Révolution russe et trahir le prolétariat... Allons, cognez sur le trône!»

Et Naine, le 20 mai, dans un article intitulé «La paix par la révolution», appuyait les thèses défendues par Lénine à Zimmerwald et à Kienthal:

«La paix par la révolution: voilà une perspective qui apparaît de plus en plus réalisable aux plus attentifs. Le peuple allemand ... se laisse gagner petit à petit par les appels de la Russie révolutionnaire... S'ils ne s'arrêtent pas, le sort de l'Europe capitaliste et impérialiste est décidé! La révolution européenne mettra tous les gouvernements capitalistes d'accord; en les supprimant, tous les peuples étonnés s'apercevront que rien ne les sépare plus... La Révolution russe est loin d'avoir épuisé sa force, mais bien l'impérialisme teuton et les autres impérialismes fort dangereux aussi.

Or, entre ces deux forces, notre confiance doit-elle aller à la force révolutionnaire? Une révolution qui n'est pas belliqueuse, qui confisque la propriété foncière, qui fait appel à la fraternité des peuples, c'est mauvais signe! On sait bien comment ces choses-là commencent,

mais sait-on comment elles finiront?... Pour le moment nous avons mille bonnes raisons d'être optimistes! »

Tandis que Paul Graber et Charles Naine rivalisaient d'ardeur dans le journal pour saluer la force révolutionnaire et appeler les Allemands et les Autrichiens à se soulever comme le faisaient les Russes, je me taisais et réfléchissais. Certes, j'ai salué la Révolution de février. Mais elle n'apportait pas la paix, ni la démocratie et le socialisme. Les gouvernements provisoires qui se succédaient continuaient la guerre et ne s'attaquaient pas aux privilèges des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Allait-elle installer une république semblable à la République française? Je restais, bien sûr, foncièrement révolutionnaire, non seulement pour Pétrograd, Berlin et Vienne, mais tout aussi bien pour la Suisse.

Ayant été délégué par la Jeunesse socialiste suisse à un congrès international des Jeunesses socialistes à Stockholm, j'avais demandé, le 2 mai, un passeport à la Chancellerie d'Etat de Neuchâtel. Le 10 mai l'*Express* annonçait que je me trouvais à Stockholm, alors que j'étais, hélas, resté à La Chaux-de-Fonds, le consulat allemand m'ayant refusé le visa de transit par l'Allemagne. En relatant cet incident dans la *Sentinelle*, j'ajoutais:

« Que j'aille ou non à Stockholm, la révolution se fera en Suisse, à Neuchâtel comme ailleurs. Ce ne sont pas les canailleries de l'*Express* qui empêcheront la marche de l'histoire. »

La nuance entre les appels à la révolution allemande, autrichienne et européenne de P. Graber et de Naine et ma réserve d'alors allait s'approfondir, parce que je sentais toute la responsabilité que devait assumer notre parti pour faire, en Suisse, la révolution. Je voyais notre tâche, notre effort nécessaire, et non seulement ceux des autres qu'on pouvait aisément accuser de trahison, alors que nous ne nous préparions pas encore nous-mêmes à notre propre tâche.

Paul Graber avait publié dans le journal un article rappelant le martyre d'un soldat qui, au cours d'une marche de Colombier à La Neuveville, par un très grand froid, avait été victime d'une congestion pulmonaire et de faiblesse cardiaque. Ses officiers l'avaient traité de simulateur, déchargé de son fusil, puis attaché entre deux chevaux montés par eux, ils l'avaient ainsi «aidé» à marcher sac au dos. On ne s'est décidé à le soigner que lorsqu'il s'écroula. Paul Graber condamnait l'inhumanité de ces officiers. L'armée se sentit injuriée; la justice militaire, juge et partie en cette affaire, inculpa

Paul Graber qui fut condamné à huit jours de prison. En date du 14 mars j'écrivais dans le journal:

« Ça a tout l'air d'être une tentative pour priver de ses droits civiques un camarade qui défend avec énergie les droits du peuple et qui ennuie les gouvernants par son activité parlementaire.

Le peuple qui l'a mandaté au Conseil général, au Grand Conseil et au Conseil national ne tolérera pas que des tribunaux de caste, condamnés déjà par la volonté populaire, l'empêchent d'accomplir le travail de contrôle et de défense prolétarienne qu'il opère. *Le peuple se tient prêt et agira* [1]. Il en a assez de la tyrannie du sabre et de toutes ses saletés. »

Paul Graber fut invité à se présenter à la prison de La Chaux-de-Fonds, le 18 mai, pour y purger sa peine. Le samedi 19 mai paraissait, sous « Chronique locale de La Chaux-de-Fonds », le communiqué suivant:

«*Paul Graber au clou.* — La Persévérante est convoquée pour ce soir, à 8 heures et quart, au Cercle ouvrier. Elle ira donner une sérénade à Paul Graber, aux prisons de la Promenade. Tous les camarades qui veulent se joindre à la manifestation contre l'emprisonnement de Paul Graber sont cordialement invités à se rencontrer à la même heure au Cercle ouvrier. La réunion des militants est reportée ce soir à 9 heures. »

L'intention des organisateurs était donc de donner une aubade à Paul Graber emprisonné, pour lui manifester la sympathie et la solidarité des ouvriers de La Chaux-de-Fonds. La réunion des militants qui avait lieu tous les samedis à 8 heures et quart, reportée à 9 heures, prouve que la sérénade ne devait durer qu'une demi-heure. J'étais moi-même à un congrès des socialistes chrétiens à Neuchâtel et n'avais aucun pressentiment de ce qui allait se passer.

Il est certain que le Gouvernement cantonal avait commis une incompréhensible maladresse d'emprisonner Paul Graber à La Chaux-de-Fonds. Etait-ce uniquement inconscience ou y avait-il là une intention de provoquer la population antimilitariste et trop remuante de La Chaux-de-Fonds pour la mâter par la force armée? On peut se poser la question maintenant qu'on connaît les méthodes préconisées par le général Wille pour briser, à cette époque, l'élan révolutionnaire des masses ouvrières à Zurich et ailleurs.

Et voici ce qui se passa à l'occasion de cette sérénade. L'événement est raconté dans la *Sentinelle* du 21 mai par un participant:

[1] Souligné dans l'original.

«*Journées d'insurrection — La prise de La Bastille à La Chaux-de-Fonds.*

Une sérénade. — La Persévérante avait décidé de donner samedi soir une sérénade à notre camarade Paul Graber, enfermé dans les prisons de La Chaux-de-Fonds. Dès huit heures, des curieux et des amis étaient sur place et applaudirent la vaillante fanfare qui répandait des flots d'harmonie dans un quartier peu habitué à de telles manifestations. Derrière la grille de sa fenêtre, le prisonnier cria: «Bravo!» Tout avait l'air de se passer le plus gentiment du monde.

Assez de paroles — Passons aux actes. — La foule grossissait. Tout à coup, sur une terrasse, une militante de la Jeunesse (la gosse) prit la parole: «Allons citoyens, tolérerons-nous plus longtemps de pareils abus? Qu'a donc fait le camarade Graber? Il s'est dépensé, il s'est dévoué, il a lutté pour les humbles, il a fait front au militarisme, après avoir attaqué l'injustice sociale. Que cherchons-nous? Que voulons-nous? Plus de justice et plus de liberté? Et le résultat serait qu'on puisse jeter nos militants en prison? L'heure est venue d'agir et de résister à ces funestes tendances.» (Bravo!)

Nous le reprendrons. — Après un nouveau morceau de la fanfare, nouveau discours. Un camarade entend de tous les côtés la foule gronder et dire: «Il faut aller le réclamer! Il faut aller le reprendre! Il le faut. Ce n'est pas sa place derrière les barreaux!» C'est le thème que reprend l'orateur: Nous en avons assez de ces protestations platoniques, quitte à nous laisser berner dans la suite. Le peuple ne peut plus tolérer qu'on enferme les gens honnêtes, tandis que des accapareurs, des spéculateurs, des voleurs qui nous affament courent librement les rues. On a enfermé Paul Graber. La condamnation nous atteint tous. Nous devons donc nous défendre en allant le reprendre. (Bravos enthousiastes.)

Envoyons une délégation. — La Persévérante, digne de son nom, persévéra en sa sérénade et le fit pendant plus d'une heure. Mais entre ces productions un autre orateur prend la parole. Il s'indigne aussi qu'en notre pays on puisse enfermer des gens dépensant toute leur vie pour le bien des travailleurs et pour le bonheur du peuple. Il faut maintenant passer aux moyens pratiques. Envoyons une délégation à la prison réclamer Graber, en déclarant que nous ne voulons pas admettre qu'on le garde derrière les verrous où l'on ferait mieux de mettre ceux qui volent par spéculation.

Et six camarades sont envoyés en délégation.

Chants et protestations. — La foule suit les délégués jusque derrière la porte de la gendarmerie en chantant l'*Internationale*. Il y a dans l'air quelque chose de nouveau, d'inaccoutumé. Dans les propos, dans le regard des manifestants, dans les gestes se lit une résolution inébranlable de reprendre le prisonnier! On remarque des femmes d'ouvriers, bien mises, propres, des femmes du peuple, réfléchies, posées, mais qui montrent une décision remarquable. Des ouvriers que nous

connaissons comme des gens très calmes habituellement parlent avec une énergie insoupçonnée.

Il faut avoir été dans cette foule pour sentir de quoi elle est capable, autant par sa discipline que par sa volonté.

Pendant que les délégués parlementent (le préfet est là), les chants révolutionnaires et les discours — les rires par moments aussi, car le public de La Chaux-de-Fonds ne renonce jamais au plaisir de rire un brin — se succèdent, traversés par les cris des plus impatients et des plus audacieux.

C'est trop long, ces pourparlers. — Les pourparlers durent trop. On envoie une seconde délégation. Si, à telle heure nous n'avons point de réponse, nous agirons! — crie une voix. A l'intérieur, le préfet discute avec la délégation. On fait sortir P. Graber de sa cellule, afin de discuter avec lui. — Vous vous êtes engagés dans une fausse voie, car je crains que vous ne puissiez aller jusqu'au bout, et, dans ce cas, mieux vaut ne pas commencer. Je pense qu'on aurait dû attendre une occasion imposant davantage une action énergique.

La foule ne l'entend pas ainsi. Elle ne veut pas qu'on enferme un honnête homme. C'est une affaire de principe pour elle.

Le préfet est fort embarrassé.

— A tout prix il faut éviter un malheur et si le seul moyen de l'éviter est que je sorte, il faut me laisser sortir — continue le prisonnier.

Les délégués disent toute la ferme volonté de la foule.

Le préfet ne veut pas prendre cette responsabilité.

— Eh bien, téléphonez de suite à Neuchâtel.

On n'attend plus, vous nous bernez! — Une demi-heure presque se passe encore en chants et discours.

Cette fois c'en est trop et les plus résolus passent à l'action. Avec un madrier ils enfoncent une première fenêtre. C'est un vacarme assourdissant. A l'intérieur F. Eymann trouve que ça va trop long. Il s'approche du préfet.

— M. Clottu va monter en automobile dit celui-ci.

Notre camarade va l'annoncer aux manifestants. C'est une longue clameur:

— On nous trompe! On nous berne! Lâchez-le!

Eymann téléphone lui-même à M. Pettavel, président du Conseil d'Etat; une cour est envahie, une porte enfoncée... Les minutes sont précieuses... Pouvons-nous compter sur une réponse? En ce moment, clameur formidable, la porte d'entrée saute et la foule se précipite. Au bas de l'escalier elle se heurte à un groupe de gendarmes.

M. Pettavel répond: Je ne puis rien dire, j'attends ces messieurs, ils décideront en séance.

Il n'y a plus rien à faire. — Le préfet fait appeler le camarade Graber au premier étage.

— Cherchez à les calmer, le Conseil délibère.

— Puis-je faire une promesse sûre? Je ne veux pas les tromper.

On sent de l'hésitation dans la réponse...

Paul Graber va à la fenêtre.

La foule l'acclame frénétiquement. Les chapeaux s'agitent. Chacun crie, tape des mains et cela dure de longues minutes.

Ce sont d'inoubliables heures, car elles témoignent tout ce qu'il y a à la fois de rancœur et de virilité dans l'âme prolétarienne. Il y a là des forces avec lesquelles il serait fou de jouer.

Enfin Graber peut parler.

— On nous dit que le Conseil d'Etat délibère. Voulez-vous attendre encore un peu?

Spontanément et unanimement on s'y refuse. Non! Non! Descends, on en a assez! Les manifestants qui avaient abandonné la cour envahie et le corridor les occupent à nouveau. Les cris, les clameurs redoublent. Cette fois il faut en finir.

A l'assaut. — Il faut gravir les escaliers. Les gendarmes tiennent bon, mais la poussée est irrésistible. Les assaillants scandent leurs efforts: Ha! Han!... Ha! Han!... Les jeunes qui montrent une superbe audace escaladent la rampe et se trouvent dans le dos des gendarmes. Le recul se précipite et les efforts se répètent avec la même régularité. Le drapeau rouge est dans les corridors. Les femmes l'entourent et montrent toujours la même intrépide résolution, tandis que le groupe des gendarmes recule, marche après marche.

Rien de plus remarquable d'ailleurs que l'attitude des deux groupes en présence. Les gendarmes, qui sont du peuple comme nous, savent qu'ils n'ont pas affaire à des malfaiteurs. Et puis ils comprennent que, recourir à des moyens violents, c'est risquer leur vie. Il faut s'être trouvé au milieu de ce flot humain pour comprendre quelle force il représente. Nous avions déjà éprouvé un tel sentiment au 3 septembre [1].

---

[1] Le 3 septembre 1916, la Jeunesse socialiste, appuyée par le parti et l'Union syndicale, avait organisé de grandes manifestations contre la guerre et le militarisme dans l'ensemble du pays. Le Conseil fédéral interdit ces manifestations et décida d'envoyer des troupes à La Chaux-de-Fonds pour faire observer cette interdiction antidémocratique. Malgré de nombreuses démarches faites par les autorités communales et cantonales pour obtenir la levée de cette interdiction, dans le canton, le Conseil fédéral maintint son ordre et envoya des troupes.

Les organisations ouvrières de La Chaux-de-Fonds décidèrent de passer outre, mais changèrent les lieux annoncés pour le rassemblement et pour le meeting. De bouche à oreille on se communiqua les trois rendez-vous fixés dans des quartiers différents. Les cortèges devaient converger vers le Temple en évitant tout heurt avec la troupe. Cette tactique réussit. Devant les barrages les cortèges se dispersaient pour se reformer dans une autre rue et continuer leur marche en direction du Temple. La troupe, officiers comme soldats, faisait son service d'ordre avec bonhomie et sympathisa plusieurs fois avec les manifestants. Le Temple était archiplein quand Guilbeaux, Naine et Graber prirent la parole. Malgré la présence de la troupe, ou peut-être à cause d'elle, la manifestation fut un succès.

On veut monter. — Les assaillants, eux, devant l'attitude des gendarmes qui s'efforcent de faire leur devoir sans recourir à des moyens extrêmes, déploient une force calme, sans coups, sans violence. Ce qu'on veut, c'est monter, c'est reprendre le prisonnier, c'est le sortir de prison.

Rien ne le prouve mieux que le fait qu'on ne cassa rien au premier étage. Ce qui fut brisé, c'est ce qui devait permettre d'entrer.

Il y eut bien un ou deux coups, une ou deux pierres, mais, on peut le dire, ils ne furent pas destinés à des individus. La foule montrait une énergie disciplinée.

Et la marée montait toujours. Elle arriva en haut. Les gendarmes étaient à bout de forces et les assaillants croissaient en nombre.

On l'a. — Et tout à coup un cri partit du premier étage, descendit l'escalier, traversa les corridors et se répandit dans la foule: On l'a!

En effet les manifestants avaient cueilli le camarade Graber. On l'entoura, on le souleva, on le transporta, il y eut un reflux, tandis que l'enthousiasme était à son comble. Bientôt on le vit porté par de robustes épaules. Les mains se tendaient, les chapeaux s'agitaient et tous criaient: On l'a eu! On l'a eu! Paul Graber, très ému, remercie les manifestants, les invite à se montrer dignes de leur victoire en se rendant en cortège jusqu'au Cercle ouvrier. La «Persé» est là. Il est cependant près de minuit.

La foule, malgré l'heure, n'a presque pas diminué. C'est donc un imposant cortège qui descend sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Il faut organiser l'action. — Au Cercle ouvrier, bourré jusqu'en ses moindres recoins, l'animation est extraordinaire. Du haut du balcon, puis à l'intérieur, Graber donne la signification de cette soirée. Si je savais que ce sont des préoccupations d'ordre personnel, si je savais que c'est à cause de moi que vous avez agi ainsi, je le regretterais. Mais si c'est pour la liberté, si c'est pour la justice compromise pendant les temps troublés que nous traversons, vous avez bien fait et je vous félicite.

— Et nous agirons ainsi chaque fois que l'on voudra emprisonner d'honnêtes gens — dit un autre orateur — car il s'agit là d'un principe de justice. Après une discussion très sérieuse, un comité de douze membres est nommé pour organiser l'action. Il se réunit sur-le-champ et décide de lancer un manifeste, dimanche, pour convoquer une grande assemblée sur la place de l'Ouest et au Temple. Pendant ce temps le Conseil d'Etat continuait probablement à discuter. Le docteur Pettavel aura fait un discours de deux heures et ses collègues doivent être endormis.

L'heure sérieuse. — Nos gouvernants ne comprennent probablement pas du tout ce qui se passe dans l'âme des travailleurs. Ils ne peuvent se faire une idée des conséquences du renchérissement, des mobilisations, de la guerre et de la Révolution russe. C'est un esprit

nouveau qui est là, qui parle haut, qui en impose à tous. On ne veut plus tant discourir, on veut agir. Et cet esprit-là souffle partout, à Genêve comme à Zurich, comme à Bâle. C'est ce même esprit qui pousse le peuple à rejeter enfin tous les sophismes bourgeois sur le régime actuel, sur les droits des capitalistes, sur la défense nationale.

Les pygmées de la bourgeoisie semblent incapables de le comprendre. Ils se reposent encore sur l'armée et la police pour se défendre, ils se reposent sur les codes et les prisons.

Ne comprennent-ils pas que tout cela leur échappe? Au 3 septembre l'armée ne leur fut pas fidèle et plus cela ira en avant, moins elle sera disposée à défendre la bourgeoisie. La police, la gendarmerie n'ont pas de haine de classe contre nous: ce sont des nôtres, souffrant plus encore de la vie chère que nous grâce à leurs salaires de famine. Les prisons, on l'a vu, voient leurs portes sauter.

Comme socialistes nous ne verserons point dans les désordres anarchiques, mais nous n'accepterons plus qu'on viole impunément la justice et qu'on mette en prison nos camarades. Nous n'accepterons plus qu'on laisse faire les spéculateurs et les exploiteurs, nous n'accepterons plus qu'on traite nos soldats comme l'ont été ceux de la 3e division l'autre jour.

Le peuple ne veut plus être un vil bétail qu'on mène.

Il veut être un souverain libre et respecté.

La manifestation de dimanche. — Après la très nette affirmation de la volonté populaire, le parti prit la résolution de faire une manifestation dimanche soir au Temple communal, pour expliquer les motifs qui avaient guidé les délégués socialistes à réclamer la libération du conseiller national Paul Graber. Dans la matinée du dimanche, le manifeste suivant était distribué à la population:

A la population de La Chaux-de-Fonds,

Citoyens, citoyennes,

Nous vivons en des temps troublés. Tandis que ceux qui volent le peuple sont en liberté, on met des honnêtes gens en prison.

Hier la population de notre ville, indignée, a envahi par la force les prisons pour en arracher le citoyen E.-Paul Graber.

Il faut décidément en revenir à un régime différent et dicter aux autorités la volonté du peuple, et non plus supporter de telles choses.

Nous convoquons la population pour ce soir, à 7 heures 45 sur la place de l'Ouest. La foule se rendra au Temple. Il s'agit de prendre des décisions pour l'avenir et de les prendre avec calme et énergie.

Tous les citoyens qui veulent défendre la démocratie et la justice répondront à notre appel avec enthousiasme.

Vive la justice! Vive la démocratie!

Parti socialiste.
Jeunesse socialiste.

Nous entendions faire une calme manifestation dans un local. Dans l'après-midi l'ordre arriva d'interdire toute manifestation le 20 mai, dans notre ville. En même temps, les troupes cantonnées dans le Jura bernois (Franches-Montagnes et vallon de Saint-Imier) étaient avisées dès le matin qu'il leur était interdit de se rendre à La Chaux-de-Fonds. Dans d'autres cantonnements on annonça que la troupe était consignée pour la journée et qu'elle se rendrait à La Chaux-de-Fonds dans la soirée. Dès le matin, et probablement dès la nuit de samedi, les autorités militaires, sans doute d'accord avec les autorités civiles, étaient décidées à renouveler la fameuse journée du 3 septembre. Il ne fallait pas qu'une manifestation socialiste ait lieu après les événements imprévus et rapides qui s'étaient déroulés le samedi soir aux prisons de la Promenade. On comprend le pourquoi de l'interdiction de manifester. Il serait trop beau que dans notre libre république les citoyens aient le droit de s'expliquer. Il fallait renouveler le système de l'éteignoir, pour pouvoir ensuite, dans la presse gouvernementale, bourrer copieusement les crânes à propos de la libération de Graber.

Le parti passa outre à l'interdiction de réunions et de manifestations. A 7 heures et demie un cortège partait du Cercle ouvrier, musique et drapeaux rouges en tête, pour gagner le Temple. Des troupes de cavalerie vaudoise en gardaient les abords. Elles laissèrent passer une partie des participants, puis, tout à coup, elles commencèrent à caracoler et à dégaîner. Plusieurs personnes, surtout des femmes, furent atteintes par des coups de sabre et blessées, les unes assez grièvement. Devant les protestations indignées du public, qui menaça les cavaliers de les lapider, cette agression brutale et sans motif prit fin. Il paraît qu'un officier très connu de La Chaux-de-Fonds se serait particulièrement distingué dans cette échauffourée épique contre des femmes sans défense. Le Temple fut vite bondé de monde. Nos camarades Humbert-Droz, Alexis Vaucher et Paul Graber prirent tour à tour la parole pour expliquer les événements du soir précédent et les mesures qui avaient été prises par le gouvernement contre la manifestation du dimanche soir. Le public fit une belle ovation à Paul Graber quand il parla des décisions d'oppression que le Conseil d'Etat et les manitous de la ville fédérale prenaient contre la force toujours plus grandissante du Parti socialiste. Ensuite il recommanda beaucoup de calme et de tranquillité aux assistants à la sortie.

Car entre-temps, mais trop tard pour mâter ces socios qui persistent sans cesse à croire que nous ne vivons pas dans la plus heureuse des confédérations, des contingents des bataillons de fusiliers 1, 2 et 3 étaient arrivés en ville par un train spécial vers 8 heures et demie. Ces troupes arrivaient de Cortébert, Corgémont, etc., où elles étaient cantonnées.

Et ce ne fut pas sans surprise que les habitants du très calme village de Saint-Imier avaient vu passer pendant toute la soirée compagnie sur compagnie, à pied, en camions automobiles et en

chemin de fer, à destination de La Chaux-de-Fonds où, racontaient les bonnes gens, la révolution venait d'éclater. A Saint-Imier — attardons-nous un instant à quelques commentaires pittoresques — une foule compacte se pressait devant la gare. A 7 heures, visite extraordinaire, «unser General» arriva pour faire l'inspection des poilus qui allaient partir pour La Tchaux. Mais, devant la froideur significative de cette foule, l'éminent individu qui préside à nos destinées militaires jugea bon sans doute de ne pas venir poiroter dans notre ville. A noter les quolibets variés que quelques soldats, partant avec le train de Bienne, lui adressèrent depuis leur wagon.

A La Chaux-de-Fonds, les troupes barrent les rues principales (Léopold-Robert, Numa-Droz, rue de la Balance, etc.) pour empêcher le cortège de se reformer à la sortie du Temple, ce qui n'empêcha pas le public de se remettre en rangs et, drapeaux déployés, de se rendre au Cercle ouvrier où l'on s'était donné rendez-vous. Devant le Cercle un nombreux auditoire écouta encore quelques allocutions. Puis la manifestation officielle prit fin.

A la rue Léopold-Robert, devant la Fleur-de-Lys, devant la grande Poste et devant la gare, des cordons de troupes posèrent toute la soirée et de ridicules patrouilles de cavalerie circulèrent pendant la soirée pour rétablir l'ordre!!!

Les provocations de ces monte-rossinantes qui, au rebours des soldats de l'infanterie, se firent remarquer jusqu'à une heure du matin par leurs chevauchées idiotes à travers les promeneurs qui ne leur demandaient rien que de les laisser tranquilles, réussirent à faire éclater çà et là quelques échauffourées. Autour de onze heures, un cortège de jeunes gens se groupa derrière un drapeau rouge planté au bout d'un vieux fusil et parcourut plusieurs fois la rue Léopold-Robert aux accents de l'*Internationale*. Les patrouilles de dragons entrèrent en lutte avec ces manifestants et furent copieusement caillouté̀s et des agents de la police secrète furent également assez mal arrangés. Les promeneurs prirent fait et cause pour les manifestants et poursuivirent assez longtemps les cavaliers de leurs huées et de leurs sifflets.

Les fantassins que l'on fit longuement poser dans les rues fraternisaient avec la population et nombreux furent les troupiers parmi les trois bataillons pour déclarer que, malgré les ordres, on ne les ferait pas tirer contre leurs concitoyens neuchâtelois. A un carrefour, près de la Fleur-de-Lys, un officier qui voulait faire du zèle somma les manifestants de se disperser, en ajoutant qu'à la troisième sommation, les troupes tireraient. Mais il oublia, comme par hasard, de faire sa troisième sommation, ce que le public ne manqua pas de lui rappeler avec courtoisie. On cite plusieurs cas de hauts faits d'officiers. Ce qui n'est pas pour nous étonner. Devant des femmes et un public inoffensif, ils ont tous les courages.

Mais l'esprit des Chaux-de-Fonniers eut l'occasion de s'exercer aux dépens de ces messieurs.

Les soldats qui avaient dîné avant midi durent poser jusqu'à onze heures avant de recevoir la moindre des choses. Le public put

voir avec quel empressement on s'occupa des «pioupious», tandis que messieurs les officiers se faisaient servir dans les hôtels rupins.

Les autorités locales qui ne manquent aucune occasion de tendre la main aux grosses légumes militaires avaient mobilisé au grand complet toute la secrète, la gendarmerie et... les pompiers.

Et tandis que tout ce monde veillait à la sécurité de notre bonne ville... — contre qui, on se le demande — au Cercle eut lieu une bonne soirée, toute en famille et des plus nombreuses, qui se termina aux environs d'une heure.

La résolution votée

L'assemblée de ce soir confie à un comité d'action le soin de défendre le camarade Graber. Elle déclare remettre à ce même comité le soin d'organiser une action de défense dans le domaine économique. Elle lui remet le soin de décréter des mesures efficaces et songe à les appliquer avec énergie et discipline.»

J'ajoutais à ce compte rendu les remarques suivantes:

«L'insurrection

La population ouvrière s'est insurgée contre la tyrannie du sabre. Samedi soir elle sortait de force Paul Graber de prison en brisant la résistance de la force publique. Dimanche, elle passait sur les ordres du Conseil d'Etat qui avait interdit toute manifestation et malgré les charges de cosaques et le sang du peuple qui a coulé, elle a pénétré dans le Temple et y a manifesté.

La population a vu à quoi servait notre armée de défense nationale!

Les charges de cavalerie ont été particulièrement brutales quand la foule arriva sur l'esplanade du Temple; les cosaques tirèrent le sabre et foncèrent sur la foule, sabrant femmes et enfants.

On ne saurait décrire avec assez d'énergie les exploits de quelques cavaliers autour du Temple. Quelques femmes, en voyant les chevauchées arriver dans leur direction, s'étaient garées sur les escaliers de la cure. Un officier s'approche de cet inoffensif groupe apeuré et, dégaînant, commença à frapper à coups de sabre sur les têtes des personnes qui s'étaient réfugiées là. On remarquera qu'il était absolument impossible à ces femmes de partir de cet endroit, la foule compacte remplissant le bas de la rue, tandis que le haut était gardé par un détachement de cavalerie.

Ils faisaient caracoler leurs chevaux presque sur les escaliers du Temple pour frapper les personnes qui se trouvaient sous le porche de l'église. Plusieurs personnes ont été blessées, même grièvement, qui se trouvaient sous les portes du Temple.

Une des personnes les plus grièvement blessées a une plaie qui a

nécessité douze agrafes. Plus tard, le soir, devant la Fleur-de-Lys, au cours d'une échauffourée, un jeune garçon a été blessé par une baïonnette.

A noter que tous les fusils étaient chargés.

La troupe a été vivement sifflée par la grande masse. Vers le Cercle ouvrier, à plusieurs reprises, elle est partie en débandade sous les insultes et les poussées du peuple, pour se reformer plus loin et revenir.

La Chaux-de-Fonds est gardée militairement. L'armée y amènera de nouveaux désordres. Si elle n'était pas venue, tout serait resté dans le calme. Une seule mesure nous semble s'imposer pour l'obliger à quitter la ville. Ce serait la proclamation de la grève générale. Elle seule pourra ramener l'ordre.

Paul Graber est en liberté. Le Conseil d'Etat peut lui envoyer une sommation de se rendre. Il a l'intention de le faire chercher par la force armée. Le peuple ne le laissera pas faire. Il est encore le souverain et nos tsars ne régneront pas et ne sabreront pas le peuple sans danger pour eux. »

Sous « Chronique locale de La Chaux-de-Fonds », je signais encore de mes initiales l'avis suivant:

« *Le recrutement*

C'est aujourd'hui que commencent dans nos villes les opérations de recrutement. Jeunes gens! Vous avez vu hier soir le travail de l'armée. Entrerez-vous dans une telle organisation de bandits?

Un jour, si vous portez l'uniforme, on vous obligera de tirer contre vos frères, vos mères et vos sœurs, de charger et de sabrer le peuple auquel vous appartenez.

Refusez donc d'être des instruments de meurtre dans la main de nos pires ennemis. Ne vous présentez pas à la réforme et refusez de marcher.

Et vous parents, qui avez vu hier la brutalité de nos cosaques, n'empêchez pas vos fils de refuser le service militaire. Si vous ne voulez pas qu'un jour votre fils vous massacre, encouragez-le à refuser de marcher. »

Ces quelques lignes suffirent à m'attirer un nouveau procès devant le Tribunal militaire de la deuxième division. En effet, le 23 mai, l'armée d'occupation et la police de sûreté procédaient à mon arrestation sous la double inculpation d'injures à l'armée et d'incitation à la désertion. Après avoir installé une mitrailleuse au haut de la rue Ph.-Henri-Mathey et une autre au bas, une automobile de l'armée escortée de deux soldats baïonnette au canon s'arrêtait devant mon domicile, numéro 27 de cette rue. L'*Impartial*, très bourgeois, relata ainsi ces faits:

«M. Humbert-Droz arrêté

L'enquête pénale dirigée contre M. Humbert-Droz a abouti à son arrestation qui a été effectuée hier soir aux environs de huit heures.

M. Courvoisier, chef de la police cantonale de sûreté, accompagné de représentants de la gendarmerie de l'armée en civil est allé au domicile du pasteur révolutionnaire. L'ordre était venu dans l'après-midi, de la part du Parquet fédéral, de procéder à son arrestation, en raison des incitations de toutes sortes auxquelles il s'est livré ces jours-ci.

Au moment de l'arrestation, Humbert-Droz aurait dit aux agents: «Vous prenez là une grande responsabilité, car le sang va couler.» Mme Humbert-Droz voulut à tout prix accompagner son mari en détention. Il fallut employer la manière forte, néanmoins polie, pour la maintenir à son domicile.

Sous bonne escorte de trois soldats, Humbert-Droz fut ensuite conduit en automobile aux prisons de Neuchâtel.

On assure que le Conseil d'Etat, dans une séance tenue hier matin, aurait décidé de prendre des mesures énergiques et de faire procéder à un certain nombre d'arrestations parmi les militants socialistes.»

Il est piquant de constater que le chef de la police cantonale, Ernest Courvoisier, qui pendant toute l'occupation militaire donna la chasse aux suspects, arrêta les étrangers, rechercha Paul Graber en opérant de multiples perquisitions, même dans la villa du pasteur Pettavel, et des arrestations de jeunes socialistes, était le petit-fils du chef de la Révolution neuchâteloise de 1848, Fritz Courvoisier, qui commanda les républicains lorsqu'ils descendirent de La Chaux-de-Fonds sur Neuchâtel pour donner l'assaut au château des princes. Il était donc cousin de Jenny.

Paul Graber resta caché et introuvable pour l'armée et la police jusqu'à la session des Chambres fédérales de juin 1917. Il entra dans la salle des séances du Conseil national, protégé par l'immunité parlementaire. Le Conseil d'Etat neuchâtelois portait l'entière responsabilité des charges de cavalerie du 20 mai, car de Haller, commandant de place des troupes envoyées à La Chaux-de-Fonds à la demande du Gouvernement neuchâtelois, ne voulait pas donner l'ordre de charger les manifestants. C'est le Conseil d'Etat qui ordonna cette charge, contre l'avis du commandant de place, lequel jugeait insuffisant l'effectif des troupes pour s'opposer à la masse des ouvriers de La Chaux-de-Fonds. La disparition de Paul Graber et l'échec de la police cantonale devenue la risée de la population humiliaient le Conseil d'Etat qui ajouta encore un nouvel exploit à sa ridicule

déconfiture en réclamant du Conseil national la levée de l'immunité de Paul Graber. Le Conseil fédéral, à majorité radicale, ne pouvait désavouer ses amis politiques neuchâtelois, mais la commission du Conseil national fut divisée et le président radical départagea les voix au profit du Gouvernement neuchâtelois. Cependant la discussion au plenum du Conseil national risquait de mal tourner. La majorité était d'autant moins sûre que le temps avait passé en discussions de commission et que la session tirait à sa fin. De plus Paul Graber et le groupe socialiste qui le soutenait avaient avisé le Conseil que Paul Graber se rendrait et finirait les six jours de sa peine dès la fin de la session. On opéra d'insistantes pressions sur le Gouvernement neuchâtelois pour qu'il retire sa demande et évite une nouvelle humiliation, ce qu'il fit de très mauvaise grâce.

Le pasteur Pettavel tira de ces événements quelques sages propos parus dans sa *Feuille du Dimanche*:

«... au nom du ciel, il n'était pas nécessaire de 6000 hommes et de 100 chevaux et de mitrailleuses pour arrêter M. Graber, et même M. Humbert-Droz. Toute cette armée semble avoir été envoyée par une oligarchie bourgeoise pour écraser le socialisme; je ne dis pas que c'est cela, mais ça a l'air de cela; et alors c'est une déclaration de guerre de classes; et en ce moment une telle manœuvre est d'une gravité agaçante; il semble que de toutes parts on cherche les déclassements dangereux et qu'on souhaite l'écrasement des uns par le triomphe des autres.

Notre démocratie serait-elle tombée à ce point qu'il n'y ait plus en elle aucun sens fraternel, ni aucun égard pour nos populations? La fête de Nicolas de Flüe célébrée l'autre jour était donc un enterrement définitif de tous les pacificateurs, et il ne nous resterait plus comme moyen d'entente que le sabre ou la baïonnette?... pour étouffer ce qui est peut-être un sursaut de conscience morale en un temps d'illégalité générale. Il faut se haïr entre Suisses comme on se hait entre Bulgares et Serbes, et pour sauver l'honneur de la Suisse, il faut écraser des Suisses, et des Suisses coupables seulement de penser autrement que la majorité gouvernementale? De grâce, où allons-nous donc? Ce n'est plus de la démocratie que nous faisons là, c'est du césarisme à la prussienne!»

Depuis 1916, année où Baudraz avait refusé de servir, les objecteurs condamnés par les tribunaux militaires avaient sensiblement augmenté, non seulement en Suisse romande, mais aussi au-delà de la Sarine. Le 5 octobre 1917, je dénombrais trente-neuf objecteurs condamnés par la justice militaire, dont quatorze en Suisse romande, vingt-quatre en Suisse allemande et un au Tessin.

Bientôt Pierre Ceresole, fils d'un ancien président de la Confédération, apportait au mouvement antimilitariste l'appui de sa haute personnalité morale en refusant de payer sa taxe militaire.

Un des cas les plus scandaleux, qui provoqua de vives protestations parmi les étudiants, fut la condamnation du premier lieutenant Kleiber, étudiant au Poly à Zurich. Il fut condamné à une peine privative de ses droits civiques, mais le tribunal militaire spécifia que sa peine ne serait effective qu'après la fin de ses études qui était proche. Le tribunal ne voulait pas que la peine de privation des droits civiques nuisît à ses études. La commission du Polytechnicum, par contre, jugea que, la peine étant prononcée, le premier lieutenant Kleiber devait être exclu du Poly. De ce fait, tout son avenir était compromis.

C'est alors que les étudiants socialistes, unis à la Société de Zofingue, organisèrent une grande manifestation d'étudiants pour la défense de la liberté intellectuelle. Le président central de Zofingue, Schmidhauser, y prit la parole pour «exiger le respect de la liberté intellectuelle, spirituelle et morale des étudiants menacée par la réaction qui domine le pays». A Berne, une semblable assemblée de plus de deux cents étudiants de l'Université vota les mêmes résolutions. La Société de Zofingue était alors à l'avant-garde des milieux universitaires. A Neuchâtel, Pierre Reymond et Jean Inaebnit continuaient la lutte que j'avais commencée. A Lausanne, Ernest Gloor menait le même combat contre la réaction.

Mais, alors que le mouvement antimilitariste prenait de l'ampleur et que les objecteurs de conscience devenaient plus nombreux, surtout dans les milieux socialistes et chez les jeunes chrétiens, je constatais aussi les limites de cette rébellion et me rendais compte que ce mouvement, s'il avait une grande valeur comme témoignage pour réveiller les consciences et poser le problème moral de la guerre, ne serait cependant pas le moyen de mettre fin aux guerres.

Trop d'hommes convaincus hésitaient à compromettre leur situation, à sacrifier leur famille, à aller en prison. Le cas de Charles Rosselet en particulier, pris dans un terrible conflit de conscience, est typique de ces hésitations. Voici quelques extraits de ses lettres. Il écrivait le 21 avril 1917:

«Je viens de lire les deux dernières *Sentinelles*. Elles m'ont apporté un moment d'intolérable angoisse. Après avoir lu la lettre de Hollande [1] et la défense de Max Kleiber j'ai eu pendant un moment la

[1] Il s'agit d'une lettre du pasteur pacifiste de Light concernant le mouvement des objecteurs de conscience en Hollande.

ferme décision de n'en plus battre une séance et de refuser de continuer mon service. Et maintenant la lutte recommence: d'une part mon devoir de chrétien et de socialiste et d'autre part la pensée de la peine immense que je causerai à mon père et à ma mère. Quelle que soit la solution choisie, il me reste un indéfinissable sentiment de malaise. Je pense sans cesse à cette parole du Christ: Celui qui aime son père ou sa mère plus que moi n'est pas digne de moi, et j'en comprends toute la signification... Il est une chose bien certaine: c'est que si je n'ai pas le courage de refuser mon service, je suis brûlé pour la propagande antimilitariste. La façon dont les Suisses allemands envisagent le problème ne peut pas être la mienne. Il me semble parfois que la prison serait moins douloureuse que ma situation actuelle. Je ne pourrai jamais tirer sur quelqu'un. Si, par malheur nous sommes entraînés, je me fais massacrer pour ne pas avoir à le faire moi-même. C'est peut-être lâche, mais tant pis. En attendant ça ne solutionne rien et chaque jour qui vient va m'apporter le même trouble.»

Le 25 mai, il écrivait à Jenny:

«Le congrès de dimanche, les événements de là-haut [1], l'arrestation de Jules, tout cela a fait disparaître mes dernières hésitations. C'est assez hésité. Il faut que ceux qui sont victimes en sentent d'autres qui reprennent la lutte. Il me semble que le simple fait de m'être décidé m'enlève un poids immense.»

Dans une lettre qu'il m'adressait à la prison de Neuchâtel, le 11 juin, il revenait à la question de son refus de servir:

«C'est très drôle, depuis que je me suis décidé je me sens infiniment plus calme et j'attends sans aucune appréhension le moment où je serai rappelé. Après le congrès de Neuchâtel et les événements de la Tchaux, il n'y avait véritablement plus moyen de faire autrement. La seule chose qui m'angoisse un peu, c'est que mon père et ma mère ne me comprendront pas. Ce printemps je ne voulais déjà pas me présenter et si je l'ai fait c'est uniquement sur les instances de ma mère. Ce sera dur pour eux, mais je ne peux plus m'arrêter à cela.»

Le 21 novembre 1917, alors qu'il n'avait toujours pas refusé de marcher, l'occasion ne s'étant pas encore présentée, il m'écrivait:

«De plus en plus je suis persuadé que la seule action révolutionnaire vraiment efficace c'est le refus de marcher. Plus le temps passe, plus j'attends avec tranquillité le moment de mon rappel. Je ne sais pas quand ce sera.»

---

[1] Allusion au congrès des socialistes chrétiens à Neuchâtel et aux événements de mai à La Chaux-de-Fonds.

Enfin le 11 mars 1918, toujours sans nouvelles au sujet de son service, il m'adressait ces lignes:

«Peut-être ne serai-je plus mobilisé. Les événements de Russie et l'attitude des Allemands surtout m'ont à un certain moment considérablement ébranlé. Je me suis ressaisi tout doucement et je comprends plus que jamais que la honteuse attitude des Allemands vient uniquement de l'emprise du régime militaire et que nous, une fois embrigadés dans l'armée, nous serions dans la même impossibilité qu'eux de réagir. Ils ne sont plus que des machines dans les mains de leurs chefs. Je crois que ceux qui s'imaginent qu'on peut contaminer l'armée (j'entends l'armée organisée comme chez nous et comme en Allemagne) s'illusionnent. C'est le choix entre la soumission et quelques chances de vie, ou la révolte avec la mort certaine. Seules des natures d'une extraordinaire énergie peuvent choisir la seconde solution et ces natures seront d'autant plus rares que le service aura été plus long et la soumission aussi, par conséquent. Quatre ans de drill ont fait des Allemands des gens incapables de vouloir. Nous, à leur place, nous ferions de même. Il faut se révolter avant que l'être se soit refermé et plus que jamais je suis décidé à ne plus marcher.»

Malheureusement Charles Rosselet n'a pas été objecteur de conscience.

La justice militaire était particulièrement visée par l'action antimilitariste. L'acquittement des colonels espions avait démontré sa révoltante partialité. A La Chaux-de-Fonds, l'initiative en faveur de l'abolition de la justice militaire avait été lancée par une grande manifestation au Temple, le 20 mars. A la sortie, la Jeunesse socialiste brûla la justice militaire en effigie sur la place de l'Hôtel-de-Ville, face au monument de la liberté.

Il me fallut quelquefois refréner les actes irréfléchis des jeunes socialistes. L'un des meilleurs, Edmond Guyot, avait giflé le rédacteur Mathias, du journal radical *Le National*, spécialisé dans les mensonges et les injures. Je commentai cet acte dans la *Sentinelle* sous le titre «Une gifle»:

«Nous comprenons ce geste, mais ne l'approuvons pas. Il y a parmi nos adversaires deux catégories d'hommes. Des sincères qui cherchent la vérité et qui croient l'avoir trouvée dans d'autres mouvements que le nôtre. Ceux-là ont droit à tout notre respect. Nous les trouverons toujours prêts à discuter avec nous, à s'éclairer. Ils respecteront nos pensées et nous respecterons les leurs. Ce sont des adversaires avec lesquels nous désirons et nous aimons discuter.

La seconde catégorie est celle des politiciens qui manquent de la plus élémentaire bonne foi. Ils dénaturent les faits, ils faussent la

vérité, ils calomnient les sentiments les plus nobles. Ils salissent les choses les plus belles. Au lieu de discuter les idées, ils injurient les personnes. Ceux-là — et vous n'aurez pas de peine à classer le *National* et ses rédacteurs — ne valent pas la peine qu'on s'occupe d'eux. C'est leur donner trop d'importance que de leur répondre. C'est s'abaisser que de lire leurs ordures, c'est se salir les mains que de les toucher... Guyot! Lave-toi les mains!»

Il n'y avait pas trois mois que j'étais en liberté que le procureur général, le fameux Ernest Béguin, requérait contre moi dix jours d'arrêts de police pour refus de payer la taxe militaire. Je fus condamné par défaut, le 11 avril, mais ma taxe militaire fut payée, à mon insu, par le pasteur Pettavel qui m'adressa la lettre suivante:

«Cher Monsieur et collègue,

Je viens de participer à un complot vous concernant, et après chose faite, je viens me confesser; veuillez vous armer d'emblée de beaucoup de bienveillance.

Une personne anonyme et qui vous aime redoute pour votre santé et pour votre œuvre les dix jours de prison que vous devrez probablement faire prochainement. Elle est venue me trouver et m'a prié de m'entremettre entre elle et le préfet pour acquitter vos taxes militaires de 1915, 16 et 17 à cette condition que vous ne fassiez pas ces dix jours.

J'ai hésité. Mais la question m'était posée avec autorité; j'y ai vu un devoir, un devoir certain: et j'ai accepté d'être l'intermédiaire dans cette délicate affaire. Je fus trouver le préfet auquel j'ai expliqué le cas et que la démarche se faisait à votre insu et peut-être contre votre gré. Il m'a dit qu'une fois l'argent versé la plainte était retirée et la prison évitée. «Toutefois — m'a-t-il dit — je n'accepte cette substitution qu'à la condition que la *Sentinelle* n'en fasse pas de bruit.» J'ai dit que je prendrai sur moi tout ce qui pourrait advenir de part ou d'autre. J'en ai référé à l'anonyme qui m'a prié d'aller de l'avant et vous supplie de ne pas faire de cette intervention un sujet de bataille journalistique. Aujourd'hui donc j'ai versé au secrétaire de Préfecture le montant de vos trois taxes et ce soir même la démarche a été faite en vue du retrait de la plainte.

J'ai dit à la Préfecture que je vous avertirais ce soir de ce qui a été fait.

Je vous avoue qu'au cours de cette opération j'avais la conscience inquiète; je me suis mêlé de ce qui ne me regardait pas; je n'avais aucun droit d'intervenir, l'anonyme avait des droits, et ce sont ces droits-là qui m'ont constitué un devoir.

Veuillez me pardonner cette intrusion dans votre vie, peut-être dans votre ministère; j'y ai été moralement forcé. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir fermer l'œil sur cette affaire et laisser aller les choses sans protester publiquement.

L'anonyme ne veut pas que votre entérite s'aggrave, et avec raison: là est le nœud de toute l'histoire.

Veuillez me croire quand même votre collègue dévoué et respectueux de votre vocation. Dites à Mme Humbert-Droz mes meilleurs messages je vous prie, et agréez vous-même mes salutations fraternelles.

PAUL PETTAVEL, pasteur.»

Deux années passèrent sans que je sache qui avait pris l'initiative de payer ma taxe militaire. C'est par un hasard que j'appris que ma mère, craignant la prison pour ma santé, avait prié le pasteur Pettavel d'intervenir auprès de la Préfecture et de lui remettre le montant de ma taxe qu'elle désirait payer anonymement. Paul Pettavel et ma mère gardèrent le secret pendant ces années.

Enfermé le 23 mai à la prison de Neuchâtel, j'y retrouvai ma sympathique petite cellule que j'avais quittée quatre mois auparavant. Un coup d'œil me permettait d'apercevoir les jardins en fleurs des villas environnantes. Le soleil de mai égayait tout le panorama. Cependant le régime alimentaire de la prison avait empiré. Le geôlier avait acheté des porcs à engraisser avec les déchets de la cuisine et les gamelles revenaient des cellules souvent encore pleines. Très rapidement ma santé s'en ressentit. Une gastro-entérite nécessita mon transfert à l'Hôpital des Cadolles. Etant prisonnier, je ne pouvais jouir d'une salle commune ni d'un régime privé. On m'enferma dans l'un des boxes de contagieux. Une grande salle était divisée en stalles pouvant contenir tout juste un lit, une table et une chaise. Les stalles n'étaient séparées que par une mince paroi qui n'atteignait pas le plafond. J'avais pour voisines deux prostituées de Neuchâtel, atteintes de maladies vénériennes. Elles s'interpellaient et se parlaient d'un box à l'autre — conversations fort édifiantes pour un jeune pasteur, sur la moralité de la ville calviniste de Neuchâtel!

Je restai à l'hôpital pendant l'instruction de mon procès. Les amis de Neuchâtel m'envoyaient des gerbes de roses. J'en avais jusqu'à une dizaine sur ma table. Au régime de l'hôpital, ma santé se rétablit assez vite.

Ayant reçu l'acte d'accusation à l'hôpital, j'écrivis le 3 juin au major Jacottet la lettre suivante, déniant à un tribunal militaire, juge et partie, de me juger, puisqu'il s'agissait d'insultes à l'armée:

«Au reçu de mon acte d'accusation, je vois que je suis traduit devant le tribunal militaire pour *injures à l'armée,* afin qu'il me soit fait application des articles 162, 2e alinéa 7, 11 du Code pénal militaire.

Or, l'article 1 du Code pénal militaire, qui traite de la compétence du tribunal, *ne prévoit aucun cas* où *un civil* peut être traduit pour *délit de presse* devant un tribunal militaire pour l'application du Code pénal militaire.

Vous motivez votre renvoi devant le tribunal en vous basant sur la loi sur *l'organisation judiciaire pour l'armée fédérale* article 1 litt. 8e.

Cet article dit: sont soumis à la juridiction militaire 8e — en temps de guerre:

— Tout individu qui suit l'armée,

— ou qui commet un délit contre *des personnes* appartenant à l'armée,

— ou concernant *des choses* destinées à son usage.

Je tiens à vous faire remarquer que:

1) La Suisse n'est pas en guerre.
2) Je ne suis pas un individu qui suit l'armée.
3) *Je n'ai commis aucun délit contre des personnes* appartenant à l'armée, mais contre *l'armée* elle-même que j'ai appelée *organisation* de bandits, *organisation* pour le meurtre.
   L'acte d'accusation porte du reste ce délit: *injures à l'armée* et non à des personnes appartenant à l'armée. C'est du reste mon but *d'attaquer l'organisation militaire* elle-même et *non les personnes qui la composent. Je ne puis donc pas être soumis à cet article du code de procédure pénale militaire.*
4) Je n'ai commis aucun délit concernant des choses destinées à l'usage de l'armée.

Considérant ce qui précède *je vous dénie légalement le droit* de me renvoyer devant la justice militaire pour un délit d'*injures à l'armée* et je vous prie d'agir en conséquence pour respecter la loi.

Excusez le crayon encre. Je suis encore alité.» [1]

L'audience du tribunal eut lieu au Château de Neuchâtel, le 11 juin 1917. Le grand juge était celui qui, si généreusement, m'avait déjà condamné à six mois de prison dix mois auparavant. Mais l'audience avait à peine commencé qu'un coup de théâtre se produisit. L'auditeur venait d'apprendre que le Tribunal territorial de la première division m'inculpait d'incitation de militaires à la désertion. Un jeune soldat de Morges, Charles Villard, ayant entendu une conférence que j'avais donnée sur «Socialisme et christianisme», avait ensuite refusé de servir.

L'auditeur, Dupraz, de Fribourg, estima qu'on ne pouvait me condamner à la chaîne pour des délits analogues et que mon dossier devait être remis au Tribunal territorial I pour être lié au nouveau procès dont l'inculpation était plus grave. Le tribunal accepta ce point de vue et l'audience, à peine ouverte, fut annulée.

---

[1] Tous les passages soulignés le sont dans l'original.

J'eus alors en vue un nouveau procès, infiniment plus grave. En effet, en temps de guerre l'incitation à la désertion pouvait frapper les meneurs de peines jusqu'à dix ans de réclusion, si elle était organisée. L'armée voulait à tout prix me faire taire.

Les jeunes socialistes de La Chaux-de-Fonds qui avaient refusé de se présenter au recrutement ou de recevoir leur livret militaire furent soigneusement cuisinés par le juge d'instruction pour être amenés à déclarer avoir agi sous mon influence, en particulier à la suite de mon article dans la *Sentinelle*. Comprenant le but de telles questions, les jeunes me mirent résolument hors de cause.

Je fus interrogé par un nouveau juge instructeur. Il insista sur l'influence que la lecture de ma thèse et de ma brochure avait sur la jeunesse. Ma responsabilité était donc démontrée. Je passai alors à l'offensive, persuadé, comme toujours, que l'offensive est la meilleure défense, et déclarai :

— Moi aussi j'ai été influencé par les écrits de Tolstoï dont le Conseil fédéral n'a pas interdit la vente, mais je l'ai été surtout par la lecture et la méditation de la Bible dont les préceptes d'amour du prochain, de pardon des offenses, d'interdiction de tuer sont enseignés dans les écoles et dans toutes les églises de Suisse. Etes-vous prêt à interdire la lecture de la Bible et à en interdire l'impression et la diffusion dans le pays ? Ce sont les versets bibliques que j'ai cités dans ma conférence qui ont fait agir l'objecteur de Morges. Mon autorité personnelle est nulle sur lui.

Le tribunal militaire, ou le gouvernement, ont-ils jugé dangereux de donner aux textes bibliques la publicité d'un grand procès, accompagné d'une lourde peine ? Je ne sais ce qui s'est passé alors, mais je reçus, datée du 29 juin 1917, une ordonnance de non-lieu « vu la procédure instruite contre Humbert-Droz Jules, prévenu d'être l'instigateur du délit de désertion de Villard Charles ».

Restait l'affaire des insultes à l'armée que le Tribunal de la première division renvoyait au grand juge Jacottet.

Entre-temps, à la demande du médecin qui me soignait à Neuchâtel, mon défenseur, Me Jean Roulet, obtenait une mise en liberté « provisoire » assortie de conditions ahurissantes :

« La mise en liberté provisoire étant demandée et accordée pour permettre à Jules Humbert-Droz de se soigner et de faire un séjour de repos à la campagne, il est interdit à Jules Humbert-Droz de se rendre et de rester à La Chaux-de-Fonds, ainsi que de prendre part

à des manifestations publiques soit par des discours, soit par des écrits.

Au cas où Jules Humbert-Droz violerait cette interdiction, un mandat d'arrêt sera décerné contre lui.»

Cette «liberté» était signée du major Jacottet et datée du 25 juin 1917.

Habituellement on interdit au libéré provisoire de quitter le pays ou de sortir de son appartement. A moi, on m'interdisait de me rendre à mon domicile! De quel droit? C'était les pleins pouvoirs et l'arbitraire de l'armée.

Conseillé par Edmond Bille, je passai une quinzaine de jours à Grimentz, avec Jenny. Puis nous nous sommes installés chez ma mère, à Boudevilliers. Je m'occupais de son jardin, fabriquais des fagots en maniant la vieille épée de mon grand-père, fier de l'employer à une besogne pacifique. Mais cette liberté, qui n'en était pas une, finit par me peser. Elle convenait parfaitement à l'armée et au gouvernement qui avaient trouvé le truc pour me faire taire et pour paralyser mon action publique. Cela pouvait durer éternellement. D'accord avec Jenny, nous décidâmes d'utiliser le point 2 de la «mise en liberté», celui qui menaçait d'une nouvelle mise en cage. Un soir donc, nous sommes rentrés chez nous, à La Chaux-de-Fonds et le lendemain déjà je retrouvais ma toujours sympathique et jolie petite cellule dans la Tour de la reine Berthe!

La nouvelle audience du tribunal eut lieu le 16 août, au Château de Neuchâtel. De nouveau grande affluence. En déposant son témoignage, Jenny déclara qu'elle regrettait de n'avoir pas signé avec moi l'article incriminé!

Mon défenseur d'office, Me Jean Roulet, bon radical, essaya de convaincre les juges que ce qu'ils considéraient comme une injure était au contraire un compliment à l'armée. Les Cosaques étaient — dit-il — les plus sûres et les meilleures troupes du tsar pour rétablir l'ordre public! On ne peut rendre un plus bel hommage à la cavalerie qui fit les charges aux abords du Temple de La Chaux-de-Fonds! Mais cette boutade n'eut pas l'heur de plaire aux juges — à moi non plus, d'ailleurs.

Une fois encore je fus lourdement condamné: trois mois de prison pour délit de presse, injure grave à l'armée, et deux ans de privation des droits civiques à partir de l'expiration de la peine antérieure, ce qui portait à cinq ans ma privation des droits civiques! Le mois

de prison préventive subie n'étant pas déduit, c'était en réalité une condamnation à quatre mois de prison.

Ma mère-patrie était généreuse! Pensait-elle ainsi ranimer en moi l'amour du pays et le désir de défendre «ses libertés»?

Cette fois cependant je ne fus pas un détenu isolé. L'étage où l'on enfermait antérieurement les soldats condamnés était, en 1917, réservé aux réfractaires. J'y retrouvai donc Nussbaumer, Roland et Marcel Graber, Gaston Schelling, Armand Amez-Droz, Edmond Guyot. Nous formions une joyeuse troupe de rouspéteurs. Tout d'abord contre la pitance. Un jour, le geôlier, toujours préoccupé d'engraisser ses porcs, nous servit une soupe aux pois où les vers surnageaient. Nous nous sommes plaints au Département de justice et police qui nous répondit, le 29 septembre 1917, en minimisant l'affaire:

«Au reçu de votre réclamation concernant la mauvaise qualité des vivres que M. Grivel vous fournirait à la Conciergerie, nous lui avons demandé des explications. Celui-ci nous déclare que la nourriture qu'il sert aux détenus est de bonne qualité et qu'à cet égard il peut soutenir la comparaison avec n'importe quel autre établissement pénitentiaire.

Il peut sans doute se faire, comme cela arrive dans tous les ménages, qu'un ver se soit trouvé accidentellement dans le légume, mais d'une manière générale nous ne recevons pas de plainte de la part des détenus, ce qui nous permet de croire que votre réclamation ne vise qu'un fait isolé. Nous envisageons au contraire que notre concierge fait tout ce qu'il peut pour assurer dans les meilleures conditions possibles, l'alimentation des personnes qui lui sont confiées.

Agréez, Messieurs, nos salutations empressées.

Le conseiller d'Etat
chef du Département de justice:
ALB. CALAME.»

La pitance s'améliora un peu et nous compatîmes aux désagréables surprises de la cuisine chez Albert Calame, puisqu'il nous affirmait que, dans tous les ménages, un ver peut se trouver dans le légume!

La Conciergerie de Neuchâtel était encore toujours sans bains, sans douches, sans promenoir en plein air. Nous fîmes une nouvelle réclamation, grâce à laquelle nous pûmes ensuite prendre un bain dans la buanderie où l'on plaça une baignoire improvisée. Après le bain nous pouvions nous repaître de soleil dans une cour minuscule située sur le rocher, au pied de la tour. Bref, nous n'étions pas des prisonniers commodes, mais des citoyens injustement traités comme

malfaiteurs, nullement repentants, conscients de leur dignité d'hommes bien que privés des droits civiques. J'avais gardé la double clé de ma cellule et les jeunes avaient maquillé l'énorme serrure de leur grosse porte que le geôlier pouvait ouvrir ou fermer sans rien remarquer. Cependant le cran ne jouait plus et en passant par le guichet une lame de fer qu'ils avaient enlevée à un lit et en tirant adroitement sur le pêne, ils pouvaient l'ouvrir et ils venaient me libérer, refermer ma cellule et nous passions encore de bons moments le soir dans la leur, bien refermée. Une couverture empêchait la lumière de filtrer sur la cour où donnait leur fenêtre. Un soir nous fûmes pris de panique en entendant le geôlier monter l'escalier en frappant selon son habitude la balustrade de ses grosses clés. Nous eûmes juste le temps d'éteindre et d'arracher la couverture de la fenêtre. Chacun des jeunes s'enfila en toute hâte dans son lit et comme je n'avais pas eu le temps de réintégrer ma cellule, je me cachai sous un lit. Nous avions fait un peu de bruit et le geôlier venait inspecter les lieux. Il ouvrit la porte, fit de la lumière, constata que tout était en ordre et que presque tous dormaient! Puis, voyant la double porte de ma cellule fermée, il n'eut pas l'idée de contrôler si j'y étais et il s'en alla satisfait! Dès lors nous fîmes très attention de ne plus attirer l'attention par des éclats de voix.

Les journées passaient plus vite en cette joyeuse compagnie. La prison fortifiait notre amitié.

Mais qu'allais-je faire une fois en liberté? Je me le demandais. Les mois passés à la rédaction de la *Sentinelle* avant ma seconde condamnation ne m'avaient nullement satisfait. La collaboration avec Paul Graber était difficile. Je sentais de sa part une sourde hostilité qui, ne s'exprimant pas, ne pouvait être ni discutée ni écartée. Le Parti socialiste neuchâtelois n'avait pas les moyens d'entretenir un propagandiste, la Jeunesse socialiste romande non plus. La même question se posait à la Société d'Edition et de Propagande socialistes qui m'avait engagé.

Le 19 septembre 1917, Camille Brandt, président de la société, m'écrivait:

«Dans sa dernière assemblée la Société d'édition et de propagande socialistes a déclaré à l'unanimité partager le point de vue du comité, et verra avec plaisir ta rentrée au journal... Ta femme me dit que tu te portes aussi bien que possible et que tu as élaboré un formidable plan de travail, articles, brochures, etc., etc. Il est à craindre que nos Excellences n'aient fait un bien mauvais calcul en te forçant à ménager

tes forces pendant quelques mois; la voix gênante qu'on voulait museler va de nouveau se faire entendre, plus forte et plus persuasive.»

Sentant ma position à la *Sentinelle* peu sûre en raison de l'hostilité de Paul Graber, je fis de nouveaux projets pour trouver un autre emploi. Ma licence en théologie ne me servait pas à grand-chose puisque la suppression de mes droits civiques me fermait de nombreuses portes. Je caressai de nouveau l'idée de reprendre mes études en sociologie et en économie; j'en parlai à Ernest Gloor et le priai de s'informer auprès du recteur de l'Université de Lausanne pour savoir s'il m'était loisible d'entrer, avec ma licence en théologie de l'Université de Neuchâtel, à la Faculté de droit de l'Université de Lausanne pour y préparer un doctorat en sciences économiques.

Le 1er novembre 1917, Ernest Gloor écrivait à Jenny:

«Veuillez dire à Jules que j'ai bien reçu sa bonne et longue lettre et que je l'en remercie infiniment. Je m'occupe de savoir s'il pourra être immatriculé à Lausanne. Je verrai à ce sujet le recteur demain.»

Le 13 novembre, il me donnait des nouvelles de cette entrevue en ces termes:

«J'ai appris hier soir que ta femme avait passé à Lausanne ces jours derniers pour voir Rosselet. J'ai beaucoup regretté qu'elle n'ait point cherché à me rencontrer aussi, car j'aurais pu lui expliquer mieux de vive voix les résultats de mes démarches à l'Université.

J'ai rencontré deux fois à ton sujet le recteur de l'Université, M. A. Chavan, professeur de théologie. Lorsque je lui eus, la première fois, exposé ta situation et présenté ta demande, il eut l'air plutôt embarrassé et la première parole qu'il dit fut celle-ci: «Il ne viendra au moins pas habiter Lausanne?...»

Tu vois comme on craint ici ta présence démoralisatrice!

Je lui ai répondu que j'ignorais tes intentions à cet égard.

Il m'a prié de repasser le voir, voulant se renseigner sur la possibilité de ton immatriculation et consulter ses collègues.

A ce moment il m'a annoncé qu'aucun texte ne s'opposait à ton immatriculation mais que, étant donné l'état des esprits à Lausanne à l'égard de la propagande antimilitariste ou pacifiste, il doutait fort que le Sénat universitaire et le Conseil d'Etat veuillent te recevoir.

Il est dans une situation embarrassante parce que, quelle que soit la décision prise, il y aura du bruit à Lausanne. Si l'on t'admet, ce sont les milieux «bien pensants» qui crieront et si l'on te refuse, ce sont les autres qui protesteront.

Il aimerait beaucoup que tu consultes à la fois les deux universités de Genève et de Lausanne pour voir laquelle des deux ferait le moins de difficultés. Si tu désires plutôt Lausanne, il aimerait que tu lui

écrives encore personnellement avant de faire une demande officielle, afin qu'il puisse consulter officieusement le Sénat et te donner une réponse. Il m'a dit de te dire d'agir «au plus près de ta conscience et devant Dieu!» Je te transmets ce message, quoique j'aie plutôt envie de rire. Le monde religieux est devenu tellement endurci dans sa non-vision du message d'Amour à répandre que j'en ai parfois la rage au cœur. Et je sens que pour mieux faire la réaction et m'éloigner de ces gens, j'en deviens païen...

Tu sors demain. Je pense beaucoup à toi et j'y ai pensé sans cesse. J'aimerais tant t'aider en étant réfractaire comme toi et quelque chose de plus fort que moi m'empêche de l'être, non que je ne croie pas la chose en soi juste, mais parce que je ne puis pas réaliser mon idée dans l'état où je suis maintenant... et je sens que je ne suis pas libre encore...»

Heureusement la lettre de Camille Brandt venait à point pour résoudre la situation en me demandant de reprendre mon travail à la *Sentinelle* à ma sortie de prison. Et puis, je n'étais pas seul. Il y avait aussi Jenny que je savais très ferme, décidée à tout supporter et plus que jamais attachée à moi. Les épreuves vécues depuis notre mariage avaient affermi notre union. Mais on ne vit pas à deux comme on vit célibataire. Je réalisais que mon travail au journal ne pouvait être que provisoire et qu'un jour ou l'autre je serais sur le trimard avec, en poche, une licence en théologie assortie de cinq ans de privation des droits civiques et d'un casier judiciaire chargé de dix mois de prison comme seule et unique référence! Les craintes et recommandations du recteur de l'Université de Lausanne me faisaient pressentir de nouvelles difficultés.

Ma libération de prison, le 14 novembre, fut saluée par un nouveau triomphe. La Jeunesse socialiste avait appelé la population à une réception à la gare. Le parti était officiellement resté à l'écart, ce qui indiquait que quelque chose avait changé depuis 1916.

De nouveau la musique ouvrière entraîna quelques milliers de personnes comme une mer mouvante, tout le long de l'avenue Léopold-Robert. Mais grande fut la déception des participants en voyant qu'elle ne se dirigeait pas vers le Temple, qu'ils eussent rempli en un clin d'œil. La réception eut lieu au Cercle ouvrier qui ne pouvait contenir que quelques centaines de personnes.

Cette réception me fit comprendre que les officiels avaient contre moi je ne sais quel ressentiment.

La Révolution russe d'octobre venait d'éclater quelques jours auparavant. Pendant tout l'été, la *Sentinelle* avait nettement pris le parti de Lénine.

Le 9 août 1917, Paul Graber écrivait:

«Nous avons cru Lénine parce que nous le connaissons et parce que les renseignements étaient absolument logiques avec son passé. Nous avons admis également l'influence de la finance américaine et de la diplomatie ententiste sur Kerensky parce que c'est aussi d'une absolue concordance avec ses tendances socialistes et ses accords avec les partis bourgeois, parce que Kerensky livré à lui-même n'aurait pas décidé cette offensive.»

Le 10 août, il répétait:

«La Révolution russe a fait naître de grandes espérances. Aujourd'hui Kerensky inaugure une contre-révolution.»

Le 30 août, il saluait la révolution européenne:

«Quand les peuples verront jour, ils comprendront qu'il n'y a qu'un geste à faire pour qu'ils soient les maîtres: jeter à terre tous les gouvernements bourgeois et détruire les bases du régime économique bourgeois.

C'est là l'œuvre salvatrice que doit accomplir le prolétariat européen, par la révolution, s'il le faut!...

... Puisse l'aurore rouge se lever demain déjà à l'horizon de l'Histoire.»

Et le 17 septembre:

«L'aventure du Napoléon Kornilov qui avait déjà fait tressaillir de joie les démocrates de la Suisse romande rendra certainement un grand service à la Révolution russe, car elle permettra une sorte de concentration des forces vraiment révolutionnaires et rendra aux maximalistes l'influence qu'on avait tenté de leur ravir par la violence.

La Révolution est en marche... Rien ne l'arrêtera!...

... Où en êtes-vous donc, socialistes allemands?

Ne comprenez-vous donc point encore l'heure que vous marque le destin?

... Toute l'Europe ouvrière, de Lisbonne à Petrograd, frémit d'impatience et de douleur! Tout le prolétariat se meurt sous les coups des chefs d'armée. Vous êtes la maille qui manque à la chaîne des révoltes, prête à être jetée sur la scène politique de l'Europe.

... Ah! Si demain vous disiez: «Nous en sommes. Allons à l'assaut! Sus à toutes les forces réactionnaires d'Europe, sus au Kaiser, sus à Kornilov, sus à Lloyd George et à Ribot, le courant deviendrait irrésistible.

Mais vous êtes fidèles. Vous déclarez votre patriotisme et votre loyalisme. Il faut en finir. Il faut reprendre le chemin de la révolte,

il faut redevenir les serviteurs de l'émancipation prolétarienne et non les servants du Kaiser et de Hindenbourg et de vos financiers. Votre tour de parler clair est là!»

Après la prise du pouvoir par les bolcheviks et la proclamation de la République des Soviets, Paul Graber renchérit encore et écrivit, sous le titre «L'orage gronde», le 19 novembre:

«Et voilà la révolution. On renverse le tyran, on renverse les prévaricateurs. On emprisonne les traîtres et les gros voleurs.

Le colosse a des soubresauts de fièvre. Il en a assez. Mais de sages journalistes suisses l'invectivent et lui crient du fond de leur cabinet bien chauffé: «Lâches! Insensés que vous êtes, vous voudriez qu'il fût (le peuple) un philosophe et un historien, vous qui n'êtes ni l'un ni l'autre dans la quiétude de votre bien-être et qui rotez le ventre au feu!»

L'article de Paul Graber intitulé «Les roquets aboient» est le plus caractéristique qu'il ait publié sur la Révolution bolchevique. Le voici:

«La Révolution russe accentue sa tendance socialiste. Dirigée actuellement par des ennemis des compromissions, de l'opportunisme, par des adversaires du capitalisme et du militarisme, elle voit se dresser contre elle toutes les forces bourgeoises d'Europe.

On la couvre de boue.

On l'injurie à pleines colonnes.

Mille roquets se mettent à ses trousses.

Des généraux en pantoufles, des diplomates de bureaux de rédaction, des perroquets hurlants à la suite des grands quotidiens réactionnaires de France, toute la meute des teneurs de plume, salisseurs de papier se lancent dans la mêlée et bavent courageusement!!! sur Lénine, sur Trotsky, sur Krilenko parce que ces gens ne condescendent pas à marcher selon les vues supérieures de ces hommes d'Etat à deux sous la douzaine.

Ces pitres qui empoisonnent la société moderne de leurs niaiseries parlent de la plus formidable révolution dont l'humanité fut le témoin, sans connaître l'ombre de ce qui se passe dans la vaste République russe, sans avoir aucun renseignement précis sur la réalité russe, sans connaître ni les idées, ni les actes des grands révolutionnaires qui commencent à saper la vieille société moderne destinée à choir dans la boue et le sang dont elle se gorge.

... Et tandis que nos roquets s'égosillent à l'insulter, tandis que les bateleurs du journalisme entassent des mots et gonflent leurs canards de formules ronflantes, Lénine agit.

Très bien Lénine! Vas-y de toute la force que tu as. La gueuse faiblit. Tape dessus, brise-lui les reins.

Et nous pourrons recommencer la grande lutte universelle contre l'autre tyran, le capitalisme.

Tu t'en moques et tu as raison. Tape donc, fort et ferme. Nous nous impatientons de pouvoir reprendre par-dessus les frontières la lutte finale contre l'universel tyran, cause de la souffrance de tous les peuples. »

Si je cite les articles publiés par Paul Graber et Charles Naine à propos de la Révolution russe et de ses perspectives révolutionnaires pour l'Europe, c'est que Paul Graber et Charles Naine sont devenus, quelques mois plus tard, des ennemis de la Révolution russe et des bolcheviks. Mon intention est de démontrer qu'il n'y avait pas alors de divergences entre nous, tout au plus une nuance. Paul Graber saluait la Révolution russe, appelait les Allemands à suivre son exemple et l'Europe à renverser le régime capitaliste. Il ne parlait pas de la Suisse, alors que je pensais encore et toujours à la révolution nécessaire chez nous, à cette révolution que les conditions économiques, la vie chère, l'endettement des familles de soldats, la morgue et l'arbitraire des officiers, les scandales de l'armée et du gouvernement rendaient nécessaire.

Le commencement de novembre fut consacré presque exclusivement à la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil national. Naine, pour la première fois, fut élu au premier tour — c'est-à-dire qu'il obtint la majorité absolue dans le canton — car le régime majoritaire était encore en vigueur. Paul Graber fut élu au deuxième tour. Ces résultats démontraient le développement réjouissant du parti et des jeunes socialistes, la volonté de lutte des travailleurs. Le nombre des abonnés à la *Sentinelle* augmentait aussi sensiblement. Le parti avait le vent en poupe.

Le renchérissement des denrées et de la vie en général devenait intolérable. Les familles de soldats mobilisés s'enfonçaient dans les dettes et la misère. Les spéculateurs devenaient millionnaires en quelques mois. Dans l'armée et au gouvernement les scandales se succédaient.

Le *Démocrate* de Delémont put écrire, sans crainte d'être démenti, qu'au congrès radical le conseiller fédéral Hoffmann avait affirmé que, si le colonel Wille était nommé général, la neutralité suisse serait respectée en cas de guerre. Nous savons aujourd'hui que le général Wille proposa au Conseil fédéral l'entrée en guerre de la Suisse au côté de l'Allemagne! Le scandale Hoffmann-Grimm entraîna la démission du conseiller fédéral Hoffmann.

La Révolution russe exerçait sur la classe ouvrière une influence certaine. Le mécontentement général contre le régime grandissait aussi chez les étudiants et dans certains milieux bourgeois. Il était facile de mobiliser des milliers de manifestants.

A Zurich, où la propagande révolutionnaire avait le plus d'écho, les organisations ouvrières voulurent saluer la Révolution d'octobre par un grand meeting de sympathie.

Une manifestation contre la guerre avait été préparée pour le vendredi soir 16 novembre, à Helvetia-Platz. Parmi les orateurs, le pacifiste Dätwyler et les jeunes socialistes de gauche Herzog et Rotter. Des milliers de manifestants se pressaient autour de la tribune. Dätwyler parla de la révolution nécessaire. La police intervint alors brutalement pour l'arrêter, et ce fut la bagarre. La foule suivit les policiers en réclamant la libération de Dätwyler. Itschner invita la foule à revenir le lendemain, armée!

Le samedi soir, plusieurs milliers de manifestants étaient massés devant la prison. Ils réclamaient la libération de Dätwyler et de Rotter. Willy Trostel, militant de la Jeunesse socialiste suisse, parla à la foule qui donna l'assaut au poste de police. Les policiers firent usage de leurs armes. Des barricades furent élevées. On tira de part et d'autre. Il y eut cinq morts, dont un agent de police, et soixante-douze blessés, dont deux très grièvement. Une école de recrues de mitrailleurs et un escadron de cavalerie furent dépêchés à Zurich pour mater la classe ouvrière.

Ces événements de Zurich révèlent combien les masses ouvrières étaient hostiles au régime. Il suffisait d'une intervention brutale de la police ou de l'armée contre le peuple pour qu'une manifestation dégénérât en émeute.

Dans la *Sentinelle* du 22 novembre, sous le titre «Le vrai front», j'écrivais:

«Militarisme contre militarisme, impérialisme contre impérialisme, capitalisme contre capitalisme, on se rend bien compte que, sous des étiquettes diverses, alliés et boches, c'est le même esprit, le même monde où l'argent, l'ambition et la haine dominent et où la liberté et la justice sont sacrifiées.

Sur les fronts de guerre, les armées seules sont différentes; l'esprit qui les commande est le même et le triomphe de l'une ou de l'autre a, pour l'avenir de l'humanité, une valeur bien secondaire...

... Le vrai front, il est partout, dans le monde entier, entre le pacifisme et le militarisme, l'internationalisme et le nationalisme, la fraternité humaine et la concurrence capitaliste, la liberté et l'oppres-

sion. C'est cette lutte qui passionne, c'est ce front qui importe dans l'histoire du monde. C'est là le champ de bataille où la force brutale ne peut rien, où l'arme est l'idée, la conscience, l'esprit.

... En Russie, le front militaire est abandonné pour le front intérieur. C'est la guerre entre les antimilitaristes et les militaristes, guerre étrange où les armes et les idées se mélangent dans les luttes...

... On peut croire que le triomphe des pacifistes dans un pays comme la Russie favorise le militarisme de l'adversaire. Ce n'est là qu'un triomphe momentané parce que la guerre ne peut se terminer sur les champs de bataille. Ce sont tous les pays qui, les uns après les autres, seront vaincus par le pacifisme. Cette guerre, la vraie guerre, qui donnera la paix définitive au monde *doit aller jusqu'au bout jusqu'à ce que, dans chaque pays, le militarisme soit vaincu*[1]. La Russie a ouvert la voie, l'Allemagne aura son heure.

Tout prouve que la guerre se transforme en une guerre plus vaste et plus haute et qu'un jour viendra où le front militaire sera déserté par les soldats qui iront chez eux combattre les auteurs de la guerre pour le triomphe réel du droit, de la démocratie, de la justice et de la paix. »

On sent dans ces lignes la tentative de concilier pacifisme et révolution, de faire une distinction entre la violence des armées et la violence des travailleurs révoltés. Je commençais à comprendre qu'il est plus facile de trouver des milliers d'hommes prêts à faire une révolution que prêts à refuser le service militaire et à subir quelques mois de prison.

Ces problèmes me préoccupaient de plus en plus, face à la nouvelle phase de la Révolution russe qui cherchait à rétablir la paix dans le monde en proposant un armistice général, puis une paix séparée avec l'Allemagne, qui dépossédait la grande propriété foncière et distribuait ses terres nationalisées aux paysans, qui introduisait la journée de huit heures, le contrôle ouvrier, l'égalité politique et économique des femmes, l'élection des officiers par la troupe, abolissait les grades. Bref, cette révolution devenait socialiste. Son drapeau était le drapeau rouge de l'Internationale, son hymne national *L'Internationale*, ses billets de banque portaient en une dizaine de langues cette conclusion du Manifeste communiste de Marx: « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! »

Quel grand espoir! Quel avenir magnifique s'ouvrait à l'humanité! Mais cette révolution était combattue par les armées blanches et par les interventions militaires des Etats impérialistes. Devait-elle ou non se défendre par les armes? La non-violence ne conduirait-elle pas au

[1] Souligné dans l'original.

massacre des révolutionnaires, à la destruction de cette grande espérance, à la nuit après l'aurore d'un monde nouveau? L'armée rouge n'était-elle pas nécessaire tant que la révolution resterait en danger? Sa défaite militaire appellerait la restauration, l'écrasement de la révolution dans le sang, la reprise des hostilités et la continuation de la guerre. Où était la solution? J'étais pris dans un cruel dilemme et mes articles s'en ressentaient.

Le 22 novembre, j'évoquais les événements sanglants de Zurich sous le titre «Les émeutes»:

«Le résultat le plus certain de ces émeutes, c'est de renforcer la réaction. Le gouvernement menacé par la vague rouge est heureux de trouver une occasion de faire des rafles de militants et de propagandistes et d'arrêter ainsi pendant quelques mois le travail de propagande et d'organisation de la classe ouvrière.

Qui sait si en présence du danger que fait courir au gouvernement le mécontentement du peuple, il n'a pas parmi la foule des agents provocateurs chargés de pousser aux excès qui lui donneront l'occasion de massacrer des ouvriers, d'emprisonner des militants et de se venger sur tous les étrangers qui ont trouvé un asile chez nous. Veillons à ne pas tomber dans ce piège.

Le mécontentement populaire doit être «organisé», si je puis parler ainsi. Il faut faire de la masse révoltée et prête à l'émeute une masse consciente et prête à la révolution. L'émeute est sans but, elle décourage parce que la force la mate.

La révolution vise à un but précis, mais il faut que la majorité du pays nous suive et alors elle n'aura pas besoin de la violence pour se faire.

Etendons notre propagande, instruisons, développons nos institutions, inspirons-nous d'un véritable esprit révolutionnaire et quand l'heure sera venue, allons avec précision, ordre et méthode jusqu'au bout.»

La fin de l'année 1917 avait donné un nouvel élan à la classe ouvrière dont la radicalisation s'exprimait dans des manifestations toujours plus violentes et dans le nombre grandissant d'objecteurs de conscience qui, voyant le rôle de l'armée pour mater le peuple, ne voulaient pas se trouver dans la pénible situation de tirer sur leurs concitoyens.

Au lendemain des événements de Zurich, Paul Graber écrivait dans la *Sentinelle*:

«La troupe c'est le peuple lui-même. Elle ne doit jamais condescendre à se faire l'instrument d'une sorte de suicide. L'armée n'est pas destinée à assassiner le peuple. En aucune circonstance. A de telles

heures il n'y a qu'un devoir pour le soldat demeuré républicain: crosse en l'air!»

Le 2 décembre, le congrès du Parti socialiste suisse, réuni à Aarau, se prononçait à une grande majorité contre la défense nationale et chargeait Hermann Greulich de déposer au Conseil national une motion en faveur d'un service civil pour les objecteurs de conscience. La proposition de transférer le siège du Comité directeur de Zurich à Berne fut repoussée après les interventions de Naine et de moi-même au nom des Romands.

La section socialiste de La Chaux-de-Fonds s'était prononcée à l'unanimité moins une seule voix contre la défense nationale.

A Genève, où le député Jean Sigg avait pris une attitude patriotique et francophile, la gauche du parti fonda le 21 novembre un hebdomadaire, *La Nouvelle Internationale*, dont le secrétaire de la FOMH, Hubacher, était rédacteur responsable. Ce journal devint bientôt l'organe officiel de la Jeunesse socialiste romande, la *Voix des Jeunes*, endettée, ayant cessé de paraître.

Je saluai en ces termes le nouvel organe de presse genevois dans la *Sentinelle*:

«L'œuvre d'épuration du Parti socialiste suisse a commencé à Genève. Elle doit se poursuivre ailleurs pour que le parti soit fort. Il est regrettable que parmi ses élus au Conseil national se trouve un grand nombre de nationalistes qui ont refusé de se soumettre au vote du congrès national, contre la défense nationale.»

Lors du grand débat des Chambres fédérales sur la défense nationale, en décembre 1917, Charles Naine proposa de supprimer les dépenses militaires.

Le Parti socialiste, actif et dynamique, enregistrait des succès importants.

Mais l'évolution qui s'était faite durant cette année me posait de nouveaux et difficiles problèmes et m'obligeait à mettre de l'ordre dans mes idées.

J'approuvais la Révolution d'octobre et je la défendais, mais avec quelques réserves. La révolution soulevait des questions nouvelles: elle montrait que les principes sont une chose, la vie une autre. Le 31 décembre, sous le titre «L'An neuf», j'envisageais, non sans quelque inquiétude, les perspectives de l'année 1918:

«La paix ne nous suffit pas! Déjà nous voulons plus!

Les gouvernements actuels ne signeront la paix prolétarienne de la Révolution russe que contraints par la volonté de leurs peuples. Leur esprit restera le même.

Ils seront toujours des gouvernements impérialistes et militaristes et leur impérialisme sera d'autant plus dangereux qu'il aura été vaincu par la démocratie pacifiste et que son ressentiment cherchera à l'intérieur des compensations.

La paix démocratique ne peut être vraiment stable que si, à l'intérieur de chaque Etat, la démocratie pacifiste triomphe des gouvernements réactionnaires. La paix de Lénine ne peut être que la paix des peuples renversant, comme le peuple russe, leurs propres gouvernements qui, tous, ont préparé la guerre...

... Là-bas, vers l'Orient, dans la grande Russie, l'aurore se lève. Le jour viendra.

Cet espoir est aussi inquiet. La politique intérieure de Lénine, sa dictature, n'ont rien de démocratique et nous sentons que cette situation ne peut durer. Cette démocratie naissante n'est pas saine. Elle est fiévreuse et maladive.

Quoi qu'il en soit, l'an nouveau verra de grandes choses. La lutte des intérêts et des idées va prendre des proportions gigantesques. Nous l'abordons avec de grandes espérances, mais nous savons qu'elles ne se réaliseront pas d'elles-mêmes. Notre action seulement peut leur donner vie.

Préparons-nous donc à faire de grandes choses.»

L'influence de la Révolution russe

L'importance historique de la Révolution russe grandissait chaque jour. Son influence sur le monde allait surpasser celle de la Révolution française. Déjà en Allemagne et en Autriche les signes avant-coureurs de bouleversements profonds étaient perceptibles. Sans aucun doute la révolution sociale qui devait mettre un terme à l'exploitation des travailleurs et liquider le colonialisme et les guerres avait commencé.

Pouvait-on s'y opposer, la condamner parce qu'elle organisait une armée rouge pour se défendre, ou parce qu'elle décidait de dissoudre une Constituante qu'elle-même avait fait élire, mais dont la majorité refusait de reconnaître les droits de l'ouvrier et les réformes de structure de la société russe? Les soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans n'étaient-ils pas une forme nouvelle beaucoup plus directe de démocratie, la démocratie de ceux qui travaillent et qui créent par leur labeur la richesse du monde?

N'était-ce pas insensé de réclamer de la Révolution russe qu'elle établît un régime parlementaire semblable à celui de la démocratie

suisse, dans un pays complètement désorganisé par la guerre, avec 80% d'analphabètes? Une période de dictature n'était-elle pas nécessaire face à l'écrasante majorité des paysans illettrés, encore abrutis par de multiples superstitions?

Après mûres réflexions, ma décision fut prise. Je défendrais la Révolution russe. Je la soutiendrais de toutes mes forces contre toute la meute des contre-révolutionnaires, des pires réactionnaires et des capitalistes jusqu'aux petits bourgeois démocrates bornés, incapables de comprendre cet événement formidable dans l'histoire de l'humanité.

La discussion sur la Révolution russe se développa rapidement dans le parti et dans la presse socialistes. La paix séparée de Brest-Litovsk indigna les socialistes francophiles, la dictature du prolétariat froissa profondément tous les socialistes qui voyaient dans «notre parlementarisme helvétique» la forme de démocratie la plus parfaite.

Paul Graber continua, dans la *Sentinelle*, à défendre les maximalistes russes, même au moment où ils décidèrent de dissoudre la Constituante. Il admit le droit à l'insurrection. Il écrivait le 12 janvier 1918:

«Ce que les Russes ont voulu et veulent, c'est la fin de la guerre par la révolution sociale européenne, c'est le prolétariat brisant les fusils d'abord, le capitalisme ensuite, et assurant sa prédominance politique.

Les forces de réaction populaires découlant de l'oppression militariste en Europe sont telles qu'un semblable projet n'est pas une chimère. C'est ce qui en fait le danger aux yeux de la bourgeoisie européenne.»

Puis, lors de la dissolution de la Constituante, il fit de main de maître le procès du parlementarisme et de la démocratie suisse dans l'article suivant, paru le 29 janvier sous le titre «La dissolution de la Constituante»:

«Ici encore je tiens à déclarer que si Lénine et Trotsky étaient des dictateurs faisant peser sur la bourgeoisie capitaliste le joug, en s'appuyant sur les ouvriers et les paysans, ils seraient plus estimables que les faux démocrates ayant galvaudé la démocratie pour en faire l'humble servante de leur cupidité, de leurs ambitions, l'humble complice de leur injuste domination.

A choisir entre la dictature des ouvriers et paysans et celle de la bourgeoisie industrielle, financière et commerçante, qui empoisonne l'Europe, je n'hésiterais pas...

... Mais ce n'est pas là qu'en sont les choses.

Pour accomplir la tâche si complexe et si hérissée de dangers et de pièges qui leur incombe, les maximalistes recourent et doivent recourir à des moyens extrêmes.

Ah! Nous qui nous laissons doucement endormir et bercer par l'innocent jeu d'un parlementarisme somnifère, nous nous trouvons tout chose. Nous avions si bien cru que c'était le seul et unique moyen de salut, la seule voie libératrice dans laquelle il fallait s'engager.

La sagesse de nos bonnes petites républiques où toutes les coquineries, toutes les gueuseries, toutes les saletés et toutes les injustices reçoivent si aisément le certificat légal d'honnêteté, nous était apparue comme un idéal...

Sachant qu'une renaissance bourgeoise équivaudrait à une nouvelle servilité ouvrière, cette Convention [les Soviets, *J. H.-D.*] veut opposer à la force du capital la force de ses armes, s'il le faut. Elle se défend en attaquant jusqu'à sa base le régime capitaliste qu'elle veut détruire.

Si elle échoue, ce sera l'esclavage ouvrier qui reprendra. Si elle réussit, c'est la pleine libération et c'est la création d'une société qui aura affranchi les individus à un tel point qu'enfin la démocratie sera une superbe réalité et non une duperie.

C'est dans ce sens qu'il faut suivre les événements de Russie et qu'il faut attendre de cette entreprise audacieuse le véritable salut du prolétariat européen.»

Charles Naine fut tout d'abord beaucoup plus nuancé. Devant le flot envahissant des critiques de la presse bourgeoise, il hésita. Mais, s'il fit des réserves sur la politique intérieure des Soviets, il défendit leur politique extérieure, leur effort pour rétablir la paix dans le monde.

Il écrivait le 25 janvier, sous le titre «Volonté sincère»:

«Il faut réserver son opinion sur la façon dont le gouvernement de Lénine applique le socialisme et la démocratie à l'intérieur de la Russie. Selon l'information bourgeoise, le gouvernement révolutionnaire et les Russes n'auraient fait que changer de tutelle. — C'est encore à voir. Nous ne sommes pas de ceux qui approuvent sans contrôle ce qui porte l'étiquette révolutionnaire; mais mille fois l'expérience nous a enseigné, d'autre part, à nous défier des rapports de nos adversaires.

En tout cas, quelle que soit la politique intérieure de Lénine et de Trotsky, on peut dire que leur politique extérieure a été jusqu'à présent toute de sincérité et de clarté...

... Trotsky et Lénine ne demandent pas mieux que d'envoyer Kuhlman Czerninn et le général Hoffmann en Sibérie ou au bout d'une potence, et de discuter de la paix avec Liebknecht et Adler le jeune. Ils souhaitent non moins ardemment le renversement de tous les autres gouvernements bourgeois, toute leur tactique vise à cela.

Nous avons le plus grand espoir en la force de leur propagande, parce que les peuples ont reconnu d'emblée en eux une volonté sincère...

... Partout les peuples réclament de vous ce que les Russes ont accompli.

O merveilleuse puissance de la sincérité et de l'exemple! »

L'article de Paul Graber sur la dissolution de la Constituante où il affirmait ne pas hésiter entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie élimina toute hésitation chez Charles Naine. Ce dernier admit encore le droit du peuple à l'insurrection, mais sans toucher aux institutions démocratiques qu'il défendit contre l'attaque de Paul Graber.

Dans un article intitulé «Les deux dictatures», il écrivait le 6 février:

«Ainsi, avec les transformations foudroyantes qu'une révolution mondiale pourrait apporter tout autour de nous, il est fort possible que nos députés (et qui sait si je ne serai pas du nombre) nommés pour trois ans se trouvent l'automne prochain, soit au bout d'une année, absolument incapables d'accomplir, même de loin, la volonté du peuple qu'ils sont censés représenter. Le peuple devrait-il, à cause de cela, attendre jusqu'en 1920 pour résoudre des questions vitales et urgentes?

Non, certainement, et il me paraît indiscutable qu'au point de vue démocratique, les citoyens ont dans de pareils cas le droit de recourir à l'insurrection, et les soldats le devoir de faire défection si l'on veut se servir d'eux pour empêcher la volonté du peuple de s'exprimer par l'unique moyen à sa disposition. La seule chose discutable est la question de savoir si l'insurrection est opportune ou non; quant au droit, il est incontestable. Là où il n'existe pas d'autres moyens, l'insurrection est permise pour faire triompher la volonté du peuple; je dis la volonté du peuple, mais non pas la dictature d'une poignée d'hommes.

... Je le répète, c'est fort possible; mais je tiens à dire, quoi qu'il arrive, que je pense crever dans la peau d'un démocrate. Je prie mes lecteurs d'en prendre bonne note. S'ils me guettent, moi je les guette aussi, et lorsque nous divergerons sur ce point, peut-être serai-je plus prompt à les envoyer promener, qu'eux moi.»

Dès lors sa position fut nettement contre-révolutionnaire et il ne tarda pas à réaliser la menace de la fin de son article qui ne reflétait d'aucune manière une mentalité démocratique. Pour défendre la démocratie, il engageait la lutte non sur le terrain de la discussion, de la confrontation des idées, mais sur la menace de mesures de force et de dictature, en contestant aux bolcheviks le droit d'y recourir pour sauver la révolution sociale qu'ils réalisaient dans les circonstances les plus difficiles.

Paul Graber ne pouvait laisser sans réponse l'attaque de Charles Naine. Il réagit en publiant deux longs articles, parus les 3 et 9 février 1918, dans la *Sentinelle*, sous le titre «Démocratie, dictature et révolution». En voici quelques passages, les plus caractéristiques de la position de Paul Graber à cette époque:

«... Rien d'étonnant dès lors qu'on discute sur la démocratie... et qu'on se demande ce qu'elle vaut.

... la démocratie... n'est réelle, n'est vraie que pour autant que chaque individu soit libre d'exprimer et même d'avoir une volonté indépendante.

... il faut reconnaître que le régime capitaliste falsifie à sa base le régime démocratique et que seul le socialisme réalisé, en affranchissant les individus de la tutelle des richesses d'autres individus, permettra d'établir le régime effectif de la démocratie.

En temps ordinaire, notre tactique consiste cependant à profiter de cette pseudo-démocratie pour améliorer le sort de la classe ouvrière, pour alléger son fardeau, pour préparer son affranchissement.

... En de tels moments, toute idée de dictature est dangereuse, qu'elle vienne d'en haut ou d'en bas. S'il fallait choisir entre deux dictatures, je choisirais, je crois, celle d'en bas, parce qu'elle serait au bénéfice des moins privilégiés, tandis que celle d'en haut bénéficie aux plus privilégiés.

Mais le problème ne se pose pas ainsi. L'abus de pouvoir permettant le règne d'une minorité ne peut être régulièrement admis. Nous le condamnons tous les jours, nous ne saurions donc y recourir pour remplir notre tâche. Ce que l'on condamne chez les autres doit être condamné chez nous.

Pour les temps ordinaires donc, nous pensons que la formule démocratique est la meilleure... Il nous reste maintenant à voir ce qui peut arriver pour des temps extraordinaires, à l'heure des bouleversements que nous ne recherchons pas, mais qui peuvent éclater sous la poussée des crimes de la société capitaliste et réclamer soudain des solutions immédiates et radicales.»

«... Les Russes ont commencé et donné à la lutte son véritable pivot: aux luttes nationales ils substituent la lutte contre la bourgeoisie capitaliste.

Son rayonnement grandit. Il atteindra fatalement les centraux, puis l'Angleterre, puis la France et notre pays y passera. Ce n'est pas une certitude, c'est vrai; c'est pour le moins une probabilité.

Supposons donc qu'une de ces vagues profondes et anonymes qui s'élèvent spontanément passe sur notre pays, et que les populations ouvrières de toutes les cités, faisant un pacte avec les forces armées, s'insurgent.

Ch. Naine a établi le droit à l'insurrection. Je ne sais si on peut parler de droit en cette matière. L'insurrection ne présente pas de

papiers de légitimation. Elle dit, un beau jour, me voilà et il faut compter avec elle.

Faudra-t-il la laisser tourner en tourmente anarchique et aveugle, la laisser se jeter dans les abus sans but et assouvir ses besoins de vengeance sans avoir rien fait pour saper les causes profondes de l'injustice sociale? Ce serait rendre le plus grand service à la société bourgeoise qui se retrouverait au lendemain de la curée pour des représailles impitoyables à l'égard de quelques-uns et pour remettre le joug aux masses apeurées qui n'auraient pas su profiter d'une victoire pour asseoir un ordre nouveau.

Cette erreur, il ne faudrait pas la commettre. Les organisations ouvrières politiques et économiques socialistes, tendant donc à la libéralisation du prolétariat par la socialisation, devraient donner au flot insurrectionnel un but, une tâche, un programme qui dépendront de la puissance motrice de ce flot même.

Si elle est modeste, on réclamera du gouvernement des mesures favorables au prolétariat, comme la journée de 8 heures, le droit au travail, le salaire minimum, etc.

Si elle est irrésistible, il faudra même songer au renversement des autorités bourgeoises, à la conscription des capitaux, à la mainmise sur les banques, etc.

Ira-t-elle jusque-là, en Suisse par exemple? C'est le secret des dieux. Personne ne peut l'affirmer, personne ne peut le nier. Il faut tout prévoir...

Le gouvernement bourgeois est renversé.

Les forces ouvrières tiennent le pouvoir en main, grâce à l'insurrection. Leur pouvoir est pour le moins aussi légitime que celui que détenait la bourgeoisie grâce à ses richesses.

Arrêter un programme de socialisation et le présenter au peuple en lui disant:

Voilà ce que nous voulons réaliser, êtes-vous d'accord? Nommez des représentants et ceux-ci répondront. Si la moitié plus un se refuse à nous suivre, nous rendrons les rênes du pouvoir aux bourgeois qui reprendront leur dictature oligarchique.

Agir ainsi serait duper la classe ouvrière!

... La minorité arrivée au pouvoir sous la poussée insurrectionnelle doit logiquement parachever sa tâche en mettant tout en œuvre pour socialiser les richesses de production. Une consultation populaire avant cela aurait la même valeur que la consultation des populations de la Courlande pendant l'occupation allemande. Aussi longtemps que des milliers de citoyens ne sont pas affranchis de la tutelle de ceux qui possèdent; aussi longtemps que la réalisation de notre programme économique ne les aurait pas libérés de la tradition capitaliste, aussi longtemps que d'autres rapports n'auraient pas été établis entre les individus et entre les individus et la société, une consultation serait sans valeur et ferait courir le risque de rendre à la bourgeoisie sa puissance grâce à des craintes sans fondement ou à des pressions autocratiques.

Il y aurait donc là une certaine phase pendant laquelle le jeu ordinaire de la démocratie serait suspendu, mais cela non pas pour donner des privilèges à une minorité. L'effort de cette minorité tendrait à donner à l'édifice social l'assise économique qui lui fait défaut aujourd'hui pour donner asile à une démocratie réelle.

Combien de temps pourrait durer un tel interrègne de la loi du plus grand nombre?

On ne saurait le dire.

Ce que nous voulons tracer, c'est cette route dans laquelle il est possible que les événements nous conduisent et dans laquelle il faudra savoir marcher avec résolution.

Elle aboutit bien à une sorte de dictature, à une sorte de pouvoir exercé par une minorité. Je ne parle pas d'une poignée d'hommes. Il n'y a pas cette alternative seulement: une poignée d'hommes ou la majorité.

Je parle d'une minorité qui pourrait être formée de toutes les forces organisées du pays à tendance socialiste, à tendance collectiviste.

Ce ne pourrait être [pour la Suisse] qu'un mouvement de flanc pour accompagner celui des pays qui nous entourent.»

Mais Charles Naine répliqua le 20 février en se répétant:

«Vouloir faire le bonheur des gens contre leur gré est impossible. Réaliser la liberté en l'imposant à ceux qui doivent en jouir est impossible. Car il est de l'essence même de la liberté de ne pas s'imposer. Si elle s'impose, elle n'est plus la liberté.»

Les libertés helvétiques ne nous sont-elles pas imposées? Nous les avons reçues en venant au monde avec toutes leurs déficiences. Les filles naissent chez nous sans droits. Cette privation de droits leur est imposée et nous savons combien il est difficile de modifier la Constitution fédérale à laquelle tout citoyen suisse est soumis dès sa naissance. Cette conception que Naine se faisait de la liberté n'est rien moins qu'une spéculation de l'esprit.

Durant cette polémique Naine/Graber, des lecteurs de la *Sentinelle* s'étonnaient de mon silence sur la question débattue si vivement entre eux dans le journal et abordée aussi par d'autres militants (Daniel Liniger, Jean Wenger, Chapiro).

Je me décidai donc à formuler aussi ma pensée et le 22 février, sous le titre «Vive la liberté!», je la précisais:

«Des camarades me prient de dire aussi mon opinion dans le débat sur la dictature et la démocratie.

J'avoue, au risque de les scandaliser tous, que la question me paraît passablement oiseuse et de fort peu d'importance.

Nous sommes peut-être à la veille d'un bouleversement révolutionnaire universel. Dans les masses ouvrières, l'orage gronde sourdement; on y pressent un bouleversement intérieur qui un jour fera trembler la terre entière. Les événements de Russie ne sont que les premiers soubresauts de cette éruption. Comment prévoir et fixer les formes ou les limites des événements qui se préparent?

Que restera-t-il des vieilles institutions qui nous sont chères, malgré leurs imperfections?

Que restera-t-il des cadres sociaux et politiques qui sont les nôtres? Que restera-t-il de nous-mêmes? Ce formidable bouleversement des masses est comme la lave d'une éruption volcanique. Nul ne peut dire par où et jusqu'où elle ira.

Fixer d'avance une forme démocratique ou autocratique à cette vie qui s'élabore encore et qui jaillira des masses populaires au moment où nous nous y attendrons le moins, c'est museler et briser la vie à sa source, emmailloter et ligoter un bébé avant sa naissance. C'est mettre le monde nouveau qui l'enfantera dans les souffrances et les sacrifices du peuple sous la tutelle de nos vieux codes, à l'école de nos vieilles formules et de nos conceptions bornées. C'est couler ce métal en fusion qu'on a eu tant de peine à faire fondre dans les moules d'où nous sommes sortis nous-mêmes, avec le vieux monde que nous voulons rénover.

Nous ne pouvons pas fixer le chemin de la vie. Nous ne la guidons pas. Elle nous guide et nous porte vers l'avenir.

Une seule chose est importante, c'est de mettre au cœur des masses un grand idéal de justice et de fraternité. Si cet idéal est intimement mélangé à la masse révolutionnaire, je ne crains rien! Que la société prenne momentanément une forme dictatoriale ou démocratique, on y retrouvera toujours les grands principes, la même vision, l'esprit de justice, de liberté et d'amour.

Démocratie? Dictature? C'est là une question de mots!

La démocratie est aussi une dictature, la dictature de la majorité, souvent d'une petite majorité sur une grande minorité. La majorité peut être animée d'un esprit nettement antidémocratique. Nous en avons la preuve en Suisse. Elle peut museler la presse, étrangler la liberté, opprimer les consciences, réduire une minorité en esclavage par la voie la plus démocratique du monde, par le référendum et le bulletin de vote!

D'autre part, une dictature peut être animée d'un esprit très démocratique; elle peut briser les entraves à la liberté, émanciper les esclaves contre la volonté de la majorité qui opprime, mais d'accord avec la minorité des exploités.

La forme du gouvernement m'importe peu. Le contenu, l'esprit est tout. Et je préférerais certainement une dictature démocratique à une démocratie autocratique — comme la Suisse des pleins

pouvoirs maintenue par la volonté de la majorité des démocrates lors des dernières élections au Conseil national!

Démocratie? Dictature?

Ce ne sont que des moyens. Le but seul doit nous importer. La justice, la paix! La vieille formule: Liberté, Egalité, Fraternité! Je croyais que la démocratie était le meilleur, sinon le seul chemin pour y conduire, parce qu'elle est la forme la moins mauvaise de gouvernement. Je crois encore qu'en temps normal elle est la forme la plus juste de gouvernement, à condition que la majorité respecte les droits et la liberté de la minorité et gouverne le moins possible.

Sera-t-elle le seul chemin ou le meilleur pour nous conduire au but?

Je ne sais et j'en doute, car, à l'heure actuelle, démocrates et autocrates ont également fait faillite.

Un fait certain, c'est que je sacrifierai toujours le moyen au but et non le but au moyen. Peut-être, pour un temps de transition, la dictature sera-t-elle le chemin le plus sûr de nous rapprocher du but. Je ne l'écarte pas à l'avance. J'attends les événements.

Devant les expériences faites par les démocraties et les autocraties du vieux monde capitaliste, s'il me fallait choisir, je dirais volontiers: J'espère qu'on n'aura plus ni autocratie, ni démocratie, ni aucune «cratie» quelconque, mais qu'on aura la liberté!»

Certains camarades m'ayant reproché d'adopter la formule des jésuites «la fin justifie les moyens», il me fallut mieux préciser ma pensée. Je le fis le 20 mai dans un article «La fin justifie-t-elle les moyens?»:

«Un de mes articles sur «dictature et démocratie» a été mal interprété par quelques camarades. Une phrase surtout en a scandalisé plusieurs. Je disais: «Je sacrifierai toujours les moyens au but et non le but aux moyens.» Un camarade m'écrit à ce sujet: «Vous admettez donc la morale des jésuites: La fin justifie les moyens?»

Expliquons-nous donc mieux.

Jamais je n'admettrai la morale des jésuites. Une fin morale ne peut justifier des moyens immoraux, cela est entendu, aussi n'est-ce pas là ma pensée.

La démocratie et la dictature ne sont pas des moyens moraux ou immoraux. Ils sont simplement des formes de la vie politique, des théories de la vie gouvernementale qui ne portent en elles aucune question de moralité.

Certes, je crois que la démocratie est la forme normale et rationnelle du gouvernement, qu'elle est sa forme nécessaire en temps ordinaire et qu'il y faudra toujours revenir. Mais ce moyen peut être mis au service de l'immoralité. La majorité non encore développée et éclairée peut obliger une minorité à accomplir le mal. A ce moment, je n'hésite pas à sacrifier ce principe politique amoral

de la démocratie pour servir le principe de morale supérieure. C'est ce que Naine et tous les réfractaires ont fait. La démocratie impose le meurtre. La morale supérieure non encore admise par la majorité l'interdit. Tant pis pour la démocratie! L'ordre politique est sacrifié à l'idéal moral supérieur parce que, d'amorale, la démocratie est devenue immorale, par les ordres qu'elle donne.

J'ai peine à comprendre un camarade comme Gloor qui, par respect pour la démocratie, soumet sa conscience à la loi de la majorité. Je suis du reste sûr qu'il y aurait une limite à ce respect le jour où la majorité, la démocratie, lui ordonnerait de tuer sa mère, cela n'est pas impossible, puisque l'armée est destinée à ramener l'ordre intérieur. Je suis persuadé que la conscience l'emporterait sur la démocratie. Et tout en pensant que la démocratie est le meilleur moyen politique, il la sacrifierait momentanément pour rester fidèle à son devoir de fils et ne pas commettre une monstruosité.

D'autre part, je pense que le terme de dictature éveille l'idée de violence et de massacre et qu'une idée d'immoralité s'attache à ce mot. Certes, presque toute dictature est précédée d'un coup de force, mais en elle-même, tant que la majorité reste passive et qu'il ne faut point la gouverner par la violence, la dictature est simplement une forme de gouvernement qui peut parfaitement fonctionner sans plus de violence et de contrainte qu'une démocratie.

Elle n'est pas une forme recommandable pour le gouvernement des peuples et personne parmi les socialistes n'a affirmé qu'elle était meilleure que la démocratie. Lénine lui-même dit qu'elle n'est une forme nécessaire que pour une période de transition et je crois qu'on peut généraliser et qu'on peut dire que tout progrès se réalise par la dictature momentanée. Lorsqu'une minorité grandit, qui porte en elle un idéal de vie supérieur à celui de la majorité, celle-ci devient d'autant plus réactionnaire et immorale qu'elle lutte contre la minorité grandissante et il arrive un moment où la minorité ne veut plus se soumettre aux ordres immoraux de la majorité et cherche à prendre le pouvoir pour y échapper et entraîner la masse toujours «moutonne» des indifférents vers une vie supérieure.

La dictature peut être utile et même s'imposer dans ces périodes de transition. D'amorale, elle devient alors morale parce qu'elle sert un but supérieur. Je ne crois pas me rattacher par là à la théorie des jésuites.

Un changement complet et profond de régime politique, social et moral s'impose de plus en plus au monde. Cette révolution est nécessaire pour sauver les intérêts les plus sacrés de l'humanité. Deux voies sont devant nous. La démocratie et la dictature. Voies qui ne sont en elles-mêmes ni morales, ni immorales... Cherchons à passer par la première qui est plus rationnelle et plus sûre. Si nous pouvons, tant mieux! Mais si on nous ferme cette voie par des mesures de violence, passons par l'autre, plus dangereuse, *car avant tout il faut passer* [1]. Rester dans notre état maudit par amour pour

---

* Souligné dans l'original.

le chemin le moins dangereux me paraît plus immoral que de prendre le passage difficile pour en sortir.

Voilà quelle était ma pensée. Je ne préconise pas la dictature, je demande seulement qu'on nous laisse les deux portes ouvertes, afin que nous ne soyons pas condamnés à rester esclaves si la porte démocratique se ferme devant nous. Il me paraît dangereux de se fermer à soi-même une issue quand de plus en plus la voie par laquelle nous désirons passer se ferme devant nous.»

Je n'acceptais pas aveuglément tout ce que la dictature du prolétariat instaurait en Russie. Tout en maintenant mes réserves sur la politique des bolcheviks, je défendais la révolution contre ses détracteurs.

Dans un article «Que se passe-t-il en Russie?» je me référais aux nouvelles annonçant que le gouvernement des Soviets avait décidé de recréer une armée pour défendre la Russie soviétique et de faire appel aux conseillers militaires de l'Entente:

« Les Russes réorganisent une armée.

Humiliés par la paix de Brest-Litovsk, ils voient dans le militarisme le seul moyen de défendre la révolution.

... J'ai compris les Russes, je les ai approuvés dans presque tout leur travail révolutionnaire, mais si les nouvelles qui nous parviennent de là-bas sont vraies, je ne les comprends plus et je ne les soutiens plus, parce que leur attitude nouvelle, leur préparation militaire me semble être une chute, une déviation du programme internationaliste et révolutionnaire qu'ils avaient commencé à réaliser.

Ils retombent dans la vieille routine du nationalisme capitaliste. La défense par les armes, par la violence organisée.

... Le seul moyen de faire triompher partout la révolution est à mon avis d'organiser chez soi le régime nouveau, afin qu'il soit pour tous une expérience convaincante.»

Evidemment la Révolution russe, ses problèmes et les questions qu'elle posait aux socialistes du monde me préoccupaient. Rester fidèle à des principes rigides et les défendre envers et contre tout, contre la vie elle-même, sans se soucier des réalités, devenait pour moi une attitude sectaire, ignorante de la vie. Je tenais à garder les deux pieds sur terre, à faire face aux problèmes nouveaux sans me réfugier, pour y échapper, dans l'absolu des principes.

Fidèle à toute la conception que je m'étais faite de la vie, je ne voulais pas me réfugier dans la spéculation philosophique, mais prendre une part active à la lutte efficace.

L'existence de la Révolution russe restait un fait unique par sa grandeur et sa portée sur le monde en guerre. Cette révolution ne pouvait se maintenir et se développer, en Russie et en Europe, que si les socialistes occidentaux non seulement la soutenaient, mais s'efforçaient, par des actes, de l'étendre à leur propre pays. Or, je constatais combien les résolutions et les menaces restaient lettre morte, sans entraîner les actes nécessaires à leur réalisation. Le congrès du Parti socialiste suisse avait approuvé à une grosse majorité une résolution contre la défense nationale et en faveur des réfractaires. Mais les membres du parti continuaient de se soumettre aux ordres de mobilisation et de fabriquer de la munition pour les Etats en guerre. Le Comité d'Olten, qui groupait l'Union syndicale suisse, le Parti socialiste, le groupe parlementaire socialiste et le personnel fédéral, posait des revendications sociales nécessaires, s'opposait à l'augmentation du prix du lait, dénonçait la spéculation, mais se contentait de voter de très énergiques résolutions.

C'est sur ce point que le conflit latent entre Paul Graber et moi se développa. Je publiais, le 13 avril, à propos des menaces du Comité d'Olten, un article qui a sa valeur aujourd'hui encore: «Patois de Chanaan révolutionnaire» — dont je reprends ci-après quelques passages:

«Rien n'est plus nuisible à une action efficace, rien ne paralyse mieux la révolution réelle que la phraséologie et le verbiage révolutionnaires, ces menaces, ces ultimatums qui ne sont suivis d'aucune action.

Ça me rappelle le patois de Chanaan des pasteurs et des prêtres qui disent de bien belles choses, proclament de superbes principes de fraternité et de justice et... pratiquent le contraire.

Nous prêchons la révolte et nous nous soumettons. C'est l'attitude que nous reprochons si vivement à nos camarades d'Allemagne qui ne font la révolution que dans des discours, des journaux ou des livres.

J'ai voté, j'ai même rédigé et proposé des résolutions violentes, mais avec l'idée qu'on les réaliserait, qu'on étudierait et qu'on préparerait une action quelconque, une résistance réelle. Je vois que tout cela n'a servi qu'à apaiser le mécontentement du peuple sans lui donner satisfaction.

... Nous croyons qu'une menace est un acte et qu'une résolution violente est une révolte. En réalité c'est du verbe, du patois de Chanaan révolutionnaire, qui est un narcotique aussi néfaste à l'action et à la vie que celui que déversent du haut des chaires chrétiennes «ceux qui disent et ne font pas».

Voyons de quelle action nous sommes capables; organisons-la

et si une fois de plus nous sommes bernés dans l'affaire du lait, ne votons aucune résolution, ne parlons plus... agissons! »

Déjà le 12 mars, au cours d'une manifestation publique au Grand-Temple contre la politique de vie chère du Conseil fédéral, où je pris la parole avec Fritz Eymann et Charles Naine, j'avais déclaré — comme le rapporte le compte rendu succinct de la *Sentinelle*:

« Les moyens légaux et parlementaires ne suffisent plus. Les autorités se moquent de la Constitution. Il faut chercher d'autres moyens, les étudier sérieusement pour ne pas nous lancer dans la gueule du loup. Puisque nos droits sont supprimés, envisageons, en dehors de la grève générale, le refus en masse de pratiquer nos devoirs.

De toute manière, par le bulletin de vote ou la conspiration, il faut que le nettoyage se fasse et que l'on rentre dans la légalité. »

Naine et Graber, habitués au jeu de la démocratie parlementaire, s'inquiétaient de mon impatience juvénile. Ils ne pouvaient m'accuser de pousser le peuple à des aventures, puisque je demandais d'envisager des moyens plus efficaces pour mettre en mouvement les masses. Je n'admettais pas le fatalisme de Paul Graber qui pensait que la révolution nous serait un jour imposée par le peuple en révolte. Je voulais que nous nous préparions à jouer le rôle de moteur de cette révolution, que nous ne laissions pas au hasard le problème essentiel de la fraternisation des manifestants avec les troupes envoyées pour réprimer leurs actions. Lors d'un meeting public, j'avais suggéré que les soldats socialistes préparent systématiquement dans l'armée la défection des troupes envoyées contre le peuple. Les parlementaires commençaient à me tenir pour un anarchiste — ce qui était absolument faux puisque j'envisageais la prise du pouvoir et la dictature du prolétariat pour une période de transition.

La tension entre Paul Graber et moi s'était aggravée déjà par la décision prise au congrès cantonal neuchâtelois du 13 janvier 1918 où la question de la participation au Gouvernement cantonal neuchâtelois allait être décidée. Paul Graber, partisan de la participation, devait être candidat. Je me prononçai contre la participation d'un socialiste minoritaire à un gouvernement bourgeois et, à une voix de majorité, le congrès me donna raison contre Paul Graber. Il en garda une dent contre moi.

Pressé par la Jeunesse socialiste qui avec moi demandait à Paul Graber que ses théories révolutionnaires se transforment en action,

il publia dans la *Sentinelle* du 20 avril, sous le titre « Comment agir? », un article dont voici quelques extraits:

«Pour l'atteindre [le but] il faut de nouveau l'intervention de la vertu cardinale du militant, la confiance, et celle-ci se double toujours de la patience.

Entendons-nous à ce sujet.

Je ne veux point dire que le militant doive prendre son parti bien philosophiquement de la lenteur des événements et considérer celle-ci d'un œil tranquille. Non. Il doit désirer ardemment l'avènement le plus rapproché de son rêve, il doit y travailler avec une énergie sans cesse renouvelée.

Mais il ne faut pas que cette énergie, que ce désir d'arriver au but l'entraîne à doubler les étapes, à vouloir brûler les stations et à compromettre ainsi toute l'œuvre.

J'ajoute ceci encore: sa patience doit être doublée de modestie. Je ne parle pas de modestie personnelle. Je veux dire simplement qu'il ne faut pas rêver d'action flamboyante et savoir se contenter de celle qui n'apparaît presque pas. C'est l'action du syndiqué, (...) c'est l'action coopérative (...). C'est l'action parlementaire.

Vous voulez agir? Voilà un programme d'action. Il y a de quoi absorber toutes vos puissances de travail.

Agissez donc, camarades, partout et toujours; agissez dans vos syndicats. Agissez dans vos coopératives, agissez dans votre parti politique.»

Le 26 avril, Paul Graber revient à ce thème dans son article « Action et action ».

La Jeunesse socialiste y était prise à partie, mais c'était bien mon action sur les jeunes qui était visée. C'est pourquoi je réagis le 29 avril en défendant la Jeunesse:

« Les Jeunes socialistes subissent un rude assaut. G. Heymann[1] dans le *Métallurgiste*, Paul Graber dans la *Sentinelle*, et beaucoup de militants dans les conversations particulières ne ménagent pas leurs critiques ou leurs attaques à l'égard de la Jeunesse socialiste.

Ils ne réussissent qu'à éloigner d'eux les jeunes et à indisposer à tel point les parents que beaucoup de jeunes gens qui entreraient à la Jeunesse pour y faire leur éducation socialiste se voient interdire l'entrée à la Jeunesse et adhèrent à des sociétés bourgeoises. Tel est l'esprit le plus clair de cette campagne.

Que leur reproche-t-on? On les trouve trop indépendants, pas assez expérimentés pour se mêler des affaires du grand mouvement socialiste. On est disposé à les accueillir avec bienveillance, à condition qu'ils se taisent et bornent leur action au travail de

[1] Secrétaire syndical FOMH.

«dizenier», de colporteur et de commissionnaire en temps d'élections.

Ils sont trop jeunes pour discuter action et pour avoir des principes. Leur grand crime, c'est d'être jeunes!

Ces camarades semblent oublier qu'eux-mêmes ont été jeunes et qu'en ce temps où ils n'étaient encore ni permanents, ni députés, ils avaient des idées jeunes aussi, bien arrêtées, des principes rigides que l'expérience et la pratique des affaires syndicales et politiques ont insensiblement modifiés.

Combien de ceux qui aujourd'hui trouvent la jeunesse trop remuante, pas assez docile, trop peu respectueuse de l'action parlementaire ou de l'organisation des «permanents syndicaux» étaient dans leur jeune âge des adversaires du parlementarisme et de l'organisation centraliste ?

Tel permanent d'aujourd'hui n'était-il pas opposé à l'institution des permanents? Jeunes, inexpérimentés, vous avez pénétré dans les organisations pour y faire triompher des principes acquis par l'étude, par les lectures et les séances de discussion. L'expérience vous a prouvé que l'organisation était nécessaire. Elle a été un grand moyen d'éducation pour vous.

Souvenez-vous du temps où vous étiez des jeunes et ne repoussez pas la jeunesse qui ne pense pas toujours comme vous. Laissez les jeunes pénétrer dans le mouvement pour qu'ils puissent y faire, comme vous, des expériences profitables pour l'avenir de notre mouvement commun.

Ne décriez pas les jeunes, ne les empêchez pas de développer leur organisation en créant, chez les parents, un mouvement d'opinion hostile aux Jeunesses.

Nous reprochons tous au régime bourgeois de faire reposer l'éducation de la jeunesse sur le principe d'autorité et de créer ainsi des moutons. Ne vous effrayez pas si la Jeunesse socialiste ne vous suit pas toujours sans discuter vos principes et vos méthodes. Réjouissez-vous au contraire de son indépendance et permettez-lui de faire son éducation dans la pratique du mouvement. L'éducation livresque est nécessairement unilatérale et incomplète; en entrant dans les organisations pour y faire pénétrer «leurs principes», les jeunes prendront contact avec la réalité, ils compléteront leur éducation.

Rappelez-vous quels étaient vos principes à leur âge. Dites sincèrement que les jeunes d'aujourd'hui sont moins libertaires que vous ne l'étiez vous-mêmes.

Vos expériences leur ont donc profité. Les jeunes ne contestent plus l'utilité du parlementarisme et de l'organisation forte, mais ils y voient des dangers.

Vous avez réagi contre le manque d'organisation. Nous cherchons à réagir contre les dangers d'un trop grand centralisme ou d'une action parlementaire qui tombe dans l'opportunisme, l'électoralisme et le réformisme.

Nous voulons, nous les jeunes, que cette puissante organisation que vous avez si vaillamment créée et développée, soit vivifiée par l'esprit et la conscience de chacun de ses membres. Nous voulons que les cadres du parti et du syndicat renferment des individus conscients, qui ne marchent pas comme des moutons sur l'ordre des chefs. Nous voulons développer l'individualisme au sein même des organisations, parce que nous pensons qu'elles en seront fortifiées.

Certains permanents le comprennent déjà. Ch. Schurch, qui n'est pourtant pas un extrémiste, me parlait récemment des dangers de ce centralisme et de la nécessité du travail d'éducation individuelle.

La Jeunesse fait ce travail dans certaines de nos villes, elle est la seule organisation qui fasse systématiquement de l'étude sociale. Au lieu de la critiquer et de décourager les parents, aidez-nous au contraire à gagner de nouvelles recrues qui s'emballeront peut-être au début, mais qui feront de l'étude et se prépareront à devenir des forces pour le mouvement qui a besoin de tous pour triompher. »

VI

UNE NOUVELLE ORIENTATION DE MA PENSÉE ET DE MON ACTION

La discussion amorcée dans la *Sentinelle* sur la Révolution russe, la démocratie et la dictature et sur l'éventualité de recourir à la violence révolutionnaire se poursuivait dans les sections du parti, de la Jeunesse et chez les socialistes chrétiens. Nous restions tous hostiles à la guerre et au militarisme, mais le soulèvement des masses populaires, la violence spontanée des foules pour s'opposer aux gouvernements de guerre et de dictature bourgeoise qui utilisaient l'armée et les forces de police contre le peuple et abolissaient les droits démocratiques élémentaires posaient de nouveaux problèmes à la conscience. J'ai longtemps attendu et hésité avant de fixer ma position. Au contact de l'expérience et de la vie, il me fallait reviser ma pensée.

D'une part, ce fut une grande et pénible désillusion de voir mes meilleurs amis socialistes chrétiens hésiter à refuser le service militaire malgré leurs convictions et se soumettre finalement aux lois par opportunisme. Ernest Gloor, Charles Rosselet, Pierre Reymond, Henri Bersot, Jean Inäbnit, pour ne parler que de ceux qui étaient mes meilleurs amis, abandonnèrent la lutte non violente après des mois d'hésitation et, pour ne pas nuire à leur carrière, ne pas peiner leurs parents ou leur fiancée, ils continuèrent à faire leur service militaire. Si, animés de leur conviction socialiste et de leur foi chrétienne profondes ils ne pouvaient faire un geste qui n'entraînait que quelques mois de prison, c'est que l'efficacité de cette action contre la guerre était illusoire, réduite à un témoignage, précieux, utile à la propagande, certes, mais qui restait le geste de quelques-uns seulement. Or, pour moi, l'idée devait être efficace par l'action qu'elle devait nécessairement entraîner. Jamais les objecteurs de conscience

n'arriveraient à changer la société capitaliste, nationaliste, qui enfante l'injustice sociale et les guerres. Je n'ai certes jamais renié mon refus de servir de 1916 et, durant toute ma vie, j'ai été prêt à le renouveler. Mais il s'affirmait dès lors comme un acte individuel mettant ma vie en accord avec mes principes et l'expérience m'obligeait d'abandonner l'idée qu'il pourrait susciter un vaste mouvement susceptible de mettre fin à la guerre.

Je constatais d'autre part l'efficacité du mouvement révolutionnaire, de l'insurrection des opprimés et des exploités en Russie, des courants de grève et des manifestations de masse en Allemagne, en Autriche et ailleurs. Dans un pays démocratique, les transformations sociales et politiques pouvaient se faire par des voies démocratiques, sans violence. Mais, dès que la propagande et la liberté de presse, de parole, d'organisation étaient limitées... et la voie démocratique bloquée... alors la violence devenait nécessaire.

J'ai exprimé ces idées nouvelles, nées de l'expérience et de mes désillusions, le 7 mars 1918, dans un article de la *Sentinelle* intitulé «Politique de provocations»:

«Notre plus profond désir est d'arriver à notre idéal par la voie normale et tranquille de la démocratie. Nous voulons chercher à convaincre la majorité de nos concitoyens de la justesse et de la beauté de notre cause. Nous désirions et nous désirons encore éviter toute violence et accomplir une révolution pacifique par la persuasion de la majorité des citoyens de notre pays (...).

(...) Au lieu de répondre aux idées par des idées, ils [les gouvernants] veulent nous empêcher d'exprimer et de répandre nos idées.

L'ère des restrictions a commencé. A Genève et à Fribourg ils viennent d'interdire des conférences socialistes où aucun trouble et aucun désordre n'étaient à craindre, mais où la contagion de la vérité et de la lumière seule était redoutable pour eux. D'autres interdictions suivront.

Le Conseil fédéral, bien qu'exportant de grandes quantités de papier, interdit la parution de nouveaux journaux. Il n'autorise que ceux qui ont une idée «nationale» — ceux qui soutiennent le gouvernement!

Le journal *Voies nouvelles* des socialistes chrétiens romands ne peut donc pas paraître. On étouffe ainsi une voix. Mieux que cela! Le Conseil fédéral vient de suspendre la *Freie Jugend*, la *Jugend-Internationale* et la *Forderung*, trois journaux de gauche qui faisaient trop de propagande.

Cela aussi n'est qu'un premier pas. Il fut déjà envisagé, au Conseil fédéral, de suspendre la *Sentinelle* [et la *Feuille centrale de Zofingue*].

(...) Quel moyen reste-t-il à la classe ouvrière pour accomplir sa mission libératrice?

La démocratie a conduit aux pleins pouvoirs; la majorité veut réduire la minorité à l'esclavage. La voie pacifique de la démocratie: référendum, initiative, élections, est barrée. Le peuple cherche un autre chemin: la révolution violente, l'insurrection, parce qu'il ne peut, parce qu'il ne doit pas abandonner sa tâche.

Si la Constitution et les libertés qu'elle garantit étaient respectées, le peuple organiserait sa propagande et aurait la patience d'attendre la majorité. En lui supprimant cette possibilité, en étouffant sa voix, on crée partout l'impatience, qui hâtera la révolution, mais qui lui fera prendre la forme violente.»

A ceux qui, quoique antimilitaristes, ne pouvaient refuser le service militaire et restaient dans l'armée, je proposais une action en vue d'un soulèvement révolutionnaire. Le 1er février 1918, au cours d'un meeting à La Chaux-de-Fonds, en compagnie de Charles Naine, j'affirmais, selon le compte rendu succint qu'en a donné la *Sentinelle*:

«(...) le moment est venu de relever la tête. Il faut créer dans l'armée des comités ou Soviets de soldats qui organisent la défection et le passage de la troupe au peuple en cas de troubles intérieurs. Il faut créer aussi dans chaque ville des comités d'ouvriers qui organisent le mouvement d'émancipation des travailleurs. On sabote la démocratie, le peuple ne peut plus faire entendre sa voix, la proportionnelle est étranglée: en se mettant hors la loi, le Conseil fédéral nous autorise à faire comme lui. La dictature du peuple pour rétablir la démocratie est plus normale que la dictature des pleins pouvoirs. Il [Humbert-Droz] salue la Révolution russe et le réveil de l'esprit révolutionnaire qui permettra l'établissement d'une civilisation nouvelle de justice et de paix.»

Le conflit avec les socialistes chrétiens

Le 12 mai 1918, un congrès des socialistes chrétiens romands eut lieu à Neuchâtel, où s'affrontèrent révolutionnaires et modérés. Les premiers admettaient la violence révolutionnaire pour mettre fin au régime capitaliste, fauteur des guerres et de la misère; les autres, restés fidèles à la non-violence, condamnaient la violence révolutionnaire. La *Sentinelle* du 14 mai, rapportant ces débats, les résumait dans deux interventions, celle d'Ernest Gloor qui demandait que les socialistes chrétiens s'opposent, par la propagande, à la révolution violente, jusqu'au jour où elle éclaterait et où l'on se rallierait à la violence, après avoir tout fait pour l'éviter.

J'étais au contraire d'avis qu'il fallait chercher à préparer la révolution, à s'organiser de telle façon que le jour où elle jaillirait des masses nous soyons prêts à mettre la main sur tous les services publics, sur le gouvernement lui-même, afin de paralyser la résistance violente d'en haut et d'éviter par là la violence du peuple. C'était une mesure de prudence que d'être prêt, même si nous n'avions pas besoin de mettre en œuvre notre préparation.

Le congrès décida de rompre les relations avec Paul Passy, devenu depuis 1914 nationaliste et partisan de la guerre. Rejetant la violence révolutionnaire, le congrès se prononça pour une révolution pacifique.

Cette prise de position ne me surprit pas. L'évolution qui s'était opérée dans l'orientation de ma pensée et de mon action était due en grande partie à la profonde déception que m'avaient causée mes amis socialistes chrétiens. Ma désillusion était d'autant plus grande qu'en Russie la tactique de Lénine de la conquête de l'armée à la révolution mettait fin à la guerre et contaminait les armées des Empires centraux. Ma foi dans l'action des socialistes chrétiens en fut définitivement ébranlée. Je ne me ralliais pas à l'armée et au militarisme. Je refuserais encore de faire mon service militaire, mais pour d'autres raisons qu'en 1916: par humanisme et par mondialisme, par conviction que le nationalisme conduit les peuples à d'éternelles et toujours plus sanglantes boucheries et que les patries sont une conception anachronique du monde qui divise et oppose des hommes faits pour collaborer et s'entraider à améliorer la condition humaine.

La discussion au sein du mouvement socialiste chrétien fut longue et vive. Baudraz, objecteur religieux, mais antisocialiste, Pierre Ceresole, Hélène Monastier y ont pris une part très active. Loin de craindre les reproches qui m'étaient adressés, je les ai provoqués. J'ai demandé à Pierre Ceresole et à Paul Biroukoff, ami et biographe de Tolstoï, de parler à La Chaux-de-Fonds. Ils l'ont fait. Ils ont logé chez moi. Après leurs exposés nous avons encore discuté longuement, jusque tard dans la nuit. Biroukoff était très positif à l'égard de la Révolution bolchevique et se préparait à rentrer en Russie, où Lénine invitait les doukhobors réfugiés au Canada à cause des persécutions tsaristes à revenir en Russie.[1]

---

[1] Les doukhobors formaient une secte chrétienne répandue en Ukraine au XVIIIe siècle. Ils rejetaient les dogmes de l'Eglise orthodoxe, en particulier le péché originel, refusaient le service militaire et pratiquaient une vie communautaire. Persécutés par les tsars, ils émigrèrent au Canada avec l'aide des quakers américains.

J'ai revu Biroukoff en 1920, dans une petite « datcha » des environs de Moscou. Il présidait la commission instituée par Lénine pour examiner le cas des objecteurs de conscience qui refusaient de servir dans l'armée rouge. Cette commission, formée de représentants des diverses sectes qui préconisaient le refus de porter les armes, certifiait la sincérité des objecteurs, alors dispensés du service militaire. Lénine avait compris qu'il est nuisible pour l'armée d'obliger des anti-militaristes à faire du service militaire.

Les discussions dans le groupe des socialistes chrétiens romands commencèrent lors des événements de mai 1917 à La Chaux-de-Fonds. La violence de mes réactions à la charge de cavalerie de l'armée contre les manifestants ne fut pas comprise. « Elle manquait de charité chrétienne envers les sabreurs ! » Je n'avais manifesté « ma charité » qu'envers les victimes. Je manquais donc d'objectivité !

Les discussions qui suivirent me furent particulièrement pénibles. Elles remettaient en question mes principes de non-violence. L'histoire et la vie elle-même m'obligeaient à choisir entre deux violences.

Condamner la Révolution russe, c'était favoriser la réaction internationale, la contre-révolution en Russie et freiner le processus révolutionnaire qui commençait dans les Empires centraux. C'était condamner le soulèvement du peuple et des soldats allemands contre la guerre et les junkers prussiens. Impossible de se réfugier dans une position individuelle: rester pur, sans péché, tout en favorisant les pires violences contre les travailleurs. Les événements historiques ne permettaient pas ce refuge commode, il fallait prendre une attitude pour ou contre — contre, c'était se prononcer pour l'autre violence, la continuation de la guerre et la contre-révolution.

Le christianisme m'apparut impossible à vivre. Ce que j'y avais cherché, un monde nouveau de paix et de fraternité, ne se réaliserait pas par les chrétiens. Je devais remettre en question ma foi chrétienne elle-même car je n'étais pas chrétien comme mes amis, ne ressentais pas le besoin d'être pardonné et sauvé par la foi en Jésus-Christ et ne croyais pas au rachat des péchés du monde par le sacrifice du fils de Dieu. Plus, la guerre et ses crimes m'avaient convaincu de l'impuissance de Dieu. Je n'admettais plus sa transcendance et pensais que Dieu est la somme du bien et de l'amour que les hommes se témoignent et que c'est leur effort vers le bien qui crée Dieu et sa puissance. Mais cette théologie était si loin de celle qu'enseignaient les Eglises que je rejetai toute la phraséologie religieuse. En réalité, je croyais en l'homme perfectible, obligé de vivre en société, s'effor-

çant de créer une civilisation de paix, de liberté, de tolérance et d'entraide. Ce que j'avais admis dans le christianisme, c'était son grand humanisme, sa fraternité — un humanisme qui existait aussi, plus vivant, dans d'autres religions et dans le mouvement socialiste.

Je n'étais pas assez religieux au sens traditionnel pour me contenter d'un salut personnel sans en voir les conséquences sociales. Je ne pouvais concevoir «mon salut» hors du salut de l'humanité. Décidément je n'étais pas chrétien comme mes amis socialistes chrétiens.

Tout au cours de ces quelques années de discussions sur la démocratie, la violence, la dictature du prolétariat, la révolution, ce profond conflit intérieur mûrit et je m'éloignai de mes anciens amis par une évolution intérieure qui entraîna des déchirements.

Les lettres touchantes de Baudraz surtout m'ont démontré combien j'étais loin de cette religion égoïste, égocentrique et antisocialiste. J'ai réalisé tout ce qui me séparait de ces amis, de bonne foi certes, qui ne pouvaient comprendre que, moi aussi, j'étais de bonne foi et qui m'accusaient d'orgueil alors que je passais les meilleures années de ma vie en prison, privé de mes droits démocratiques et de mon gagne-pain. C'est dans leur salut personnel que je voyais l'orgueil.

Voici quelques extraits des lettres de Baudraz. Le 19 mai 1917, il m'écrivait:

«Quant à moi, je reste toujours tranquille dans mon coin, bien occupé il est vrai par mes leçons. Mais je sais qu'il y en a qui s'étonnent de ce que je ne fasse pas de propagande; peut-être en êtes-vous? C'est que, pour le moment, je ne m'y sens pas appelé. Je ne sais pas parler en public et suis un mauvais écrivain. Puis, dans les milieux religieux, on n'est pas encore mûr; on ronchonne, on peste après le service... mais on y va quand même, terrible inconséquence. Quant à me joindre au mouvement socialiste, je ne puis m'y résoudre. Je ne comprends pas beaucoup de choses dans le socialisme. J'ai été élevé à la campagne, je connais la rudesse des travailleurs des champs, la lutte contre les intempéries, contre les maladies des animaux et des plantes, contre la vermine qui ronge silencieusement, contre les mauvaises herbes qui envahissent tout et je souffre quand je vois, dans les colonnes des journaux socialistes, tant d'attaques souvent fort injustes contre les paysans. Mon père a été toute sa vie un petit paysan, travaillant beaucoup et gagnant peu, j'ai dû emprunter pour mes études, mais jamais je n'ai envié la position des autres et je ne vois pas pourquoi et de quoi je me plaindrais. Or, dans le socialisme, il y a un concert de plaintes. Avec ces idées de nationalisation du sol, du capital, on en reviendrait à un régime féodal pire que celui du Moyen Age. L'Etat deviendrait une organi-

sation tellement compliquée qu'il faudrait une armée épouvantable de fonctionnaires. Or un étatisme pareil développerait d'une façon inouïe le mensonge et le vol caché. Par exemple ce n'est que depuis que l'Etat fait des réquisitions que les paysans cachent ce qu'ils ont, avant, cela ne leur serait jamais venu à l'idée. Plus il y aura de réglementation, plus cela fournira d'occasions de mentir. Et les paresseux! A Missy, il y a deux ou trois personnes qui ne font absolument rien et qui dépendent des autres pour tout. Jamais, pourtant, je n'ai vu la charité se refroidir à leur égard, jamais je n'ai entendu déblatérer à leur sujet. Que deviendraient ces gens si l'Etat avait tout? Rien, ils crèveraient de faim plutôt que de vouloir travailler, on dirait: tant pis pour eux, c'est de leur faute; mais la charité chrétienne! *J'aime mieux la charité chrétienne que la solidarité humaine* [1].

Je suis surtout un homme religieux, un peu mystique. Je ne suis d'aucun et ne me rattacherai à aucun parti; je désire être *chrétien* [1] et cela doit être suffisant, il me semble. Je suis donc un libéral, dans le sens du mot et non du parti. Missy est un village de gros paysans, mais la plupart ont une piété vivante que j'admire et envie. Les fruits de l'Esprit de Dieu y sont si visibles que l'on devient convaincu que l'humanité, même organisée comme elle est, n'a pas besoin d'autre chose. Tout n'est pas parfait, certes non, le péché est toujours là. Dans le socialisme, je vois que l'on parle peu du péché, comme s'il n'existait que les gros péchés sociaux dans lesquels tombent les bourgeois seuls.

Il y a une chose que j'admire dans le socialisme, c'est la *foi* [1]. On n'est pas satisfait, on sent que beaucoup de choses ne vont pas, on saisit alors un idéal d'égalité, de fraternité et on veut y atteindre; cela, c'est beau. Mais là encore je me heurte quant aux moyens. Les socialistes tiennent au nombre, à la masse, ils luttent pour avoir une majorité. Or, le nombre, la masse, la majorité sont des moyens matériels, identiques à ceux qu'emploient les états-majors. Comme chrétien je crois aux forces spirituelles, les seules victorieuses en fin de compte. Toutes les forces matérielles passeront, mais la force spirituelle du Christ vivant ne passera pas.

Vous voyez que rien ne m'attire au socialisme maintenant. Peut-être que je changerai d'idée un jour. Si je vivais à la Tchaux, il est plus que probable que j'aurais déjà changé. C'est aussi beaucoup l'influence du milieu. C'est Dieu seul qui a fait de moi un antimilitariste, parce que je crois en Lui.»

Le 20 août, il me répondait:

«Il y a déjà longtemps que je médite de vous écrire, mais j'étais hésitant quant à la manière de m'y prendre. Mlle Monastier, au Nouvel-An déjà, m'a recommandé de vous écrire, parce que, de votre propre aveu, seuls M. Pierre Ceresole et moi étions en droit de vous adresser des reproches, car il ne s'agit rien moins que de cela.

[1] Souligné dans l'original.

Déjà il y a quelques semaines, lorsque les journaux nous ont appris que vous étiez sorti de prison, que vous vous étiez laissé porter en triomphe à La Chaux-de-Fonds, que vous aviez prononcé un discours violent au temple, j'ai été sur le point de prendre la plume. Aujourd'hui je me décide, parce que je viens de lire ces phrases prononcées par vous au congrès de Bâle: «A Zurich il y avait des mitrailleurs qui étaient prêts à tirer, non pas sur leurs camarades en habits d'ouvriers, mais sur leurs officiers. Malheureusement le manque d'organisation n'a pas permis aux grévistes de connaître ces dispositions. Nous ne pourrons conquérir le pouvoir que par une action collective.»

Afin de me mettre sur un terrain sur lequel nous fûmes d'accord, si actuellement vous ne l'êtes plus, je viens de reparcourir votre plaidoirie du 26 août 1916.

«Que ferait Christ à ma place?» Ainsi avez-vous proclamé votre profession de foi, vous plaçant sur un terrain religieux exclusivement pratique. Croyez-vous que Christ aurait prononcé des paroles comme les vôtres? L'Evangile parle-t-il quelque part de *conquête du pouvoir ?*[1] Relisez donc le récit de l'entrée triomphale du doux Jésus à Jérusalem et les discours qu'il a prononcés ensuite au Temple, puis comparez avec votre conduite et avec vos paroles. Affirmerez-vous encore avoir agi et parlé comme le Modèle? Où est votre humilité du premier jour? Hélas je crains que vous n'ayez pas su résister à la tentation de l'orgueil. Des foules sympathiques vous ont acclamé, salué comme un martyr et vous avez accepté leurs éloges sans donner gloire à Dieu.

Dans le chapitre intitulé «L'irresponsabilité du crime», vous concluez que cette irresponsabilité n'est qu'apparente et que le soldat partage avec ceux par lesquels il se laisse commander la responsabilité collective. En beaucoup, beaucoup d'autres endroits vous revenez sur le *crime* * accompli par le soldat. Vous savez que je suis parfaitement d'accord avec vous sur ce point. Et maintenant vous avez l'air de trouver que le mitrailleur de Zurich, s'il accomplit un crime en tirant sur les camarades en habits d'ouvriers, n'en accomplirait pas un en tirant sur ses officiers. Devenez-vous un *casuiste*[1] ? N'affirmez-vous plus que *c'est un grave péché*[1] — le plus grave de tous — *de prendre les armes contre son prochain*[1]*;* le prochain, vous le savez aussi bien que moi, c'est l'officier, le bourgeois, comme le camarade.

A la page 44, au bas: «Dans tout chrétien il y a un candidat à l'anarchie; *non à l'anarchie violente et criminelle*[1], mais à la résistance aux gouvernements, parce que l'homme religieux a un idéal supérieur à celui de l'Etat...» C'était juste, mais actuellement vous prêchez ouvertement l'anarchie violente et criminelle et vous rêvez de conquérir le pouvoir politique, c'est-à-dire remplacer l'Etat actuel mauvais par un autre également mauvais, puisqu'il aura à sa base des actes violents et criminels. Rappelez-vous que, d'après Charles

[1] Souligné dans l'original.

Monnard , «*un gouvernement ne vaut pas une goutte de sang*» [1], ni pour le maintenir, ni pour le conquérir.

Où est maintenant votre idéal? N'avez-vous plus d'idéal évangélique et n'avez-vous plus qu'un idéal social? Vous n'avez pas voulu accepter de compromis entre votre conscience et l'Etat militaire et à présent vous consentiriez à tous les compromis avec un Etat socialiste probablement armé! Vous subissez maintenant, bon gré, mal gré, sans doute, l'influence du milieu dans lequel vous auriez voulu être un conseiller spirituel et moral. Or, depuis l'époque de la Réforme, les peuples et plus spécialement les masses ouvrières ont perdu la foi en l'Evangile et l'ont placée, les uns dans des gouvernements, les autres dans des comités de partis. La recherche des droits de Dieu sur ses créatures a été remplacée par la recherche des droits de l'homme. Mais si les hommes peuvent perdre la foi en l'Evangile, *ils ne peuvent en oublier l'idéal: une liberté sainte et une sainte égalité*[1], l'égalité de tous les hommes pécheurs devant Dieu et assoiffés de pardon; la liberté des affranchis du péché par le Fils donné par le Père. Mais cet idéal, les hommes en ont déplacé le but. La grande révolution de la fin du XVIIIe siècle et toutes celles du XIXe ont eu comme but: *l'égalité politique* [1]. Maintenant la révolution que vous prêchez a un *but encore plus bas: l'égalité matérielle!* [1] Ainsi, de révolution en révolution, les hommes courent après la liberté, incapables de l'atteindre, mais incapables de l'oublier.

Je n'ai plus qu'un mot à vous dire: Redevenez chrétien, purement et simplement, sans autre but que le christianisme en lui-même. Retrouvez la foi que vous aviez en Christ seul. Ne retournez pas aux moyens violents et criminels que vous aviez vomis!

Recevez les salutations fraternelles d'un ami qui pleure sur vous.»

Avec Pierre Ceresole, la discussion eut un autre aspect, mais le fond restait le même: incompréhension de l'importance de la Révolution russe, des luttes sociales et de la violence révolutionnaire. Je ne cite que quelques extraits caractéristiques de ses lettres. Il m'écrivait le 19 juin:

«(...) Je dois vous dire, pour me débarrasser immédiatement de ce que j'ai sur le cœur, ce que plusieurs de vos amis vous auront déjà dit sans doute: Les paroles que vous avez fait imprimer dans la *Sentinelle* nous ont attristés par leur violence.

Peut-être avez-vous dit «organisation de bandits» comme le Christ a dit «race de vipères». Mais je ne sais pourquoi — permettez-moi de vous le dire encore en toute franchise et en toute amitié — j'entends là une différence de *ton*... [1] Mes frères, parents, amis qui sont encore membres convaincus de l'armée ne sont pas des bandits... ce sont des gens aveuglés, et aveuglés dans leur grande majorité

[1] Souligné dans l'original.

par un sentiment où il y a beaucoup de noblesse: l'amour de la Patrie. Nous ne pouvons vaincre cet amour que par un amour plus grand. Et il ne peut pas souiller chez l'adversaire ce qu'il y a de beau chez lui au milieu de ses erreurs.

Mais qui vous jettera la pierre?

Votre manifeste me paraît manquer de charité et de nature à nuire à notre cause. Mais que dire des politiciens contre lesquels vous vous dressez! Que dire des Eglises que vous secouez!

Aujourd'hui mardi, dès 7 heures du matin, heure à laquelle les journaux annoncent la désastreuse affaire Hoffmann — de nature à porter chez nous le désarroi à son maximum — il n'est plus *nécessaire*[1] de plaider les circonstances atténuantes pour vous...

Je crois à la révolution *paisible*[1]. Je vous remercie de nous avoir précédés dans cette direction. (...)»

Le 14 juillet 1917:

«C'est avec un bien grand plaisir que j'ai lu vos lignes du 23 juin dont j'aurais dû vous remercier plus tôt. Je ne puis pas dire qu'elles me fassent paraître beaucoup moins regrettables en elles-mêmes les apostrophes que vous avez adressées aux institutions militaires. Mais elles me permettent de vous comprendre mieux vous-même et c'est un sentiment très bienfaisant. Nous sommes pris dans un terrible cyclone; on est toujours le « violent» de quelqu'un et votre propre attitude me permet de comprendre mieux l'impression que mes propres manifestations ont produite à plusieurs de nos amis d'ailleurs assez peu disposés pour notre cause. Je trouve merveilleux — et c'est ce que je répète de tous côtés — qu'il y ait parmi ceux qui acceptent avec sérénité les ignominies sans nom dont nous sommes les témoins tant de gens capables de se choquer profondément de ce que vous avez écrit. Cette hypocrisie est tellement effarante qu'il ne me reste presque point de force pour vous avouer moi aussi que je vous trouve une certaine tendance à l'agitation politique qui gâte votre affaire. Comment vous reprocher d'«agiter» au moment où le fait scandaleux entre tous est de constater l'incapacité de nos honnêtes gens de «s'agiter» à propos de leurs propres trahisons et de leur résultat maintenant apparent?

Un de mes amis m'écrit qu'il est resté «stupide et navré» devant ce fanatisme (et le patois d'union chrétienne) des trois dernières pages de ma brochure! Nous sommes véritablement dans un cyclone, à quelques pas de distance le vent souffle dans des directions diamétralement opposées. Il faut se cramponner donc à l'unique règle certaine: celle de *Charité*[1]. Je note et souligne quatre fois que vous ne tuez personne, que vous faites tout pour empêcher qu'on tue. Je note aussi que vous ne haïssez personne et je demande à vos accusateurs ce qu'ils peuvent montrer, *eux*[1]!

---

[1] Souligné dans l'original.

Je suis très heureux qu'on ait élargi la base de l'accusation portée contre vous et vous écris spécialement pour vous dire que, *s'il vous paraît indiqué*[1] pour votre défense et celle de votre cause de mentionner l'attitude que j'ai cru devoir prendre moi-même dans cette affaire, non seulement je n'y verrais pas d'objection mais vous en serais au contraire reconnaissant.

Bien à vous. PIERRE CERESOLE. »

Le 29 mars 1918, après avoir parlé à La Chaux-de-Fonds et au Locle à ma demande:

« Tout pénétré encore de la cordialité de l'accueil de mes amis de La Chaux-de-Fonds et du Locle, je tiens à vous remercier de m'avoir donné l'occasion de parler à cœur ouvert du sujet passionnant entre tous.

J'ai été bien long et abstrait dans mon exposé. Mais tant pis! recommencer, persévérer, insister, c'est le mot d'ordre et je m'y tiendrai de toute ma force. Je vous suis particulièrement reconnaissant de m'avoir si cordialement reçu chez vous. Je n'avais pas du tout besoin de causer avec vous pour savoir que vous n'êtes assoiffé du sang de personne. Mais vous m'inquiétez quand même un peu, un tout petit peu! en ayant l'air d'admettre que la violence pourrait un jour, quelque part, dans notre affaire, avoir un coup de pouce *utile*[1] à donner.

Ma conviction est que tous les coups de pouce que la violence nous donnera, avec ou sans notre assentiment, ne pourront que gâter notre affaire. Je ne reculerai que devant l'idée, souvent brandie comme un épouvantail par mes amis, que notre effort pacifique risque de déclencher accessoirement et *contre notre gré*[1] des actes violents. Mais, de même je ne recule pas devant un voyage à cause des déraillements possibles (et même certains si on voyage durement et longtemps), pourtant les déraillements ne font pas partie du programme.

Tant que nous n'aurons pas fait la grève pure et simple contre la violence, la grève militaire, il me semble que nous n'avons pas à nous mettre en quête d'autres moyens. Celui-ci est tellement évidemment, clairement indiqué!

Seulement il faut oser, et nous ne saurons assez vous dire la reconnaissance que nous vous devons pour avoir, *vous,* osé! *La seule*[1] méditation religieuse qui m'ait laissé une impression bienfaisante dans la bouche d'un pasteur depuis le début de la guerre est celle que vous nous avez faite au congrès de Neuchâtel, parce que, chez vous, ça «se tenait».

Au revoir, cher ami. Mes compliments et remerciements à Mme Humbert-Droz. Votre affectionné,

PIERRE CERESOLE. »

---

[1] Souligné dans l'original.

J'avais proposé à Ceresole de réunir tous les objecteurs de conscience en une association semblable à celle de Hollande; il me répondit, en date du 13 juin 1918, les quelques lignes suivantes, acceptant avec empressement ma suggestion:

« Merci de vos lignes. Votre proposition répond tout à fait à mon propre sentiment et à mon espoir. Il ne nous manque peut-être, pour être plus forts, que d'avoir à nous soutenir les uns les autres, et peut-être aussi à souffrir les uns pour les autres. L'idée d'une réunion de ceux de nos amis qui ont envisagé et accepté les dernières conséquences s'impose maintenant.

Je suis donc à votre disposition pour le cas où telle date ou tel endroit vous conviendrait particulièrement. (...) »

Le 9 mai 1919, en prévision d'un congrès des socialistes chrétiens à La Chaux-de-Fonds auquel il ne pouvait participer, il m'écrivait de l'Ecole Foyer sur Blonay:

« J'espérais beaucoup être des vôtres pour le congrès des socialistes chrétiens. Il faut que j'y renonce; mon travail me retient ici. (...) C'est une déception de ne pas pouvoir être samedi et dimanche à La Chaux-de-Fonds. Mais je serai de cœur avec vous et peut-être est-ce la meilleure manière. Tout ce qui est organisation extérieure m'effraie un peu et je me consolerai ainsi. Si nous pouvions agir de plus en plus, doucement, en famille! Je lis vos articles de la *Sentinelle* avec plaisir parce que je vous y retrouve, mais je vous avoue que l'atmosphère du journal politique me pèse. Je sais... je sais tout ce que vous pourrez m'objecter et j'ai bien compris tout ce que vous me disiez dans votre dernière lettre.

Il faudra revenir là-dessus de vive voix, en attendant je vous envoie ces quelques lignes de peur d'attendre indéfiniment la possibilité d'écrire la longue lettre qu'il faudrait. (...) »

Enfin, le 6 novembre 1919 je recevais de Ceresole une lettre que je transcris intégralement, car elle précise sa pensée chrétienne et nos divergences:

« Votre proposition de parler du « service civil » devant les Jeunesses socialistes me touche vivement. Ce n'est pas *malgré* [1] les différences profondes que je crois sentir maintenant entre votre point de vue et le mien, mais *à cause* [1] d'elles que je serai particulièrement heureux de profiter de votre proposition. Votre explication des *Voies nouvelles* [2] m'a frappé par sa netteté et sa sincérité et bien

[1] Souligné dans l'original.
[2] Organe des socialistes chrétiens de la Suisse romande.

qu'elle constitue une renonciation formelle à la seule chose que j'aie vue moi-même nettement dans ce cauchemar politique — le caractère antichrétien et essentiellement désastreux pratiquement au bout du compte de *toute violence*[1] — je l'ai aimée encore à cause de ça. J'ai une horreur croissante pour toute espèce de politique; tâcher d'aimer, de pardonner, d'avaler, d'empocher, de sacrifier le plus qu'on peut et de jouir de toutes les merveilles gratuites que cette vie franchement et paisiblement prise offre encore malgré tout, je ne vois guère autre chose; le sermon sur la montagne avec la croix au bout, si c'est de nouveau absolument nécessaire; mais les temps ont marché, ce n'est pas en vain que le Christ est venu et peut-être ce sacrifice ne sera-t-il *plus*[1] demandé un jour.

En toute amitié pourrez-vous me pardonner de *ne pas*[1] soutenir votre revue[2] dans ces conditions?

Les «revendications» et les «organisations» ne me sont rien, à tort ou à raison et encore par égoïsme peut-être. Ce n'est pas mon affaire. En fait d'organisation, et c'est contradictoire peut-être, je demande *seulement*[1] qu'on nous *permette*[1] à nous autres réfractaires d'aller travailler paisiblement entre amis à quelque bonne besogne internationale pacifiante au lieu de nous enfermer bêtement en prison en continuant à voter 50 millions pour les armées suisses. C'est ce que je dirai de mon mieux, si vous et vos amis et qui êtes tous toujours les miens sur le terrain de l'entière *bonne volonté*[1] commune et de l'espoir d'une vraie famille fraternelle à créer, consentez à me recevoir. Il est bien entendu qu'il devra nous être permis à tous de nous expliquer sans aucune réticence, en toute amitié et charité sur les divergences essentielles qui peuvent nous séparer. Si vous avez des choses dures à me dire, comme j'en aurai peut-être, non pas de dures, mais plutôt d'attristées à exprimer, je ne songerais pas à m'y soustraire.

Je me rends parfaitement compte des énormes difficultés de toute espèce contre lesquelles vous luttez et mon plus vif désir serait de pouvoir vous aider et vous soutenir dans cette lutte. Peut-être pourrais-je mieux le faire plus tard. En tout cas c'est avec une joie profonde, je vous le répète, que j'irai vous rejoindre pour exposer au milieu de vous non pas mon système, puisque je n'en ai point, mais mon *unique*[1] point. Mon titre serait à peu près: «Le service civil pour la famille chrétienne internationale», ou quelque chose d'approchant et à mon exposé je rattacherais le récit de ce qui s'est passé à la réunion internationale chrétienne (de réfractaires) de Bilthoven en Hollande, à laquelle j'ai eu la très grande joie d'assister du 7 au 11 octobre.»

Bien que Pierre Ceresole parte du même point de vue religieux, apolitique et personnel que Baudraz, ses lettres révèlent un immense

[1] Souligné dans l'original.
[2] Il s'agit de la revue *Le Phare*.

et sincère effort de compréhension pour mon évolution et, malgré les divergences de vues, un respect de la concordance de mes actes avec mes opinions.

Hélène Monastier était et est encore une amie très chère. J'avais toujours apprécié ses conseils et l'appui moral qu'elle n'avait cessé de m'accorder. C'est dire combien j'ai douloureusement ressenti les très durs reproches qu'elle m'adressa depuis les journées de mai 1917 à La Chaux-de-Fonds et jusqu'à ma prise de position en faveur de la Révolution russe. Elle savait qu'elle pouvait m'accuser de trahir ma pensée tolstoïenne des premières années de guerre sans que faiblissent ma reconnaissance et mon amitié à son égard. Je m'évertuais à lui répondre, à lui faire comprendre mon évolution, l'impossibilité morale où j'étais de jeter la pierre avec tous les réactionnaires à cette révolution qui mettait fin à la guerre sur le front est et qui appelait les peuples à se dresser contre tous les fauteurs de guerre. Voici quelques extraits de ses lettres de cette période. Le 26 mai 1917:

«Vous voilà donc de nouveau en prison! A cette saison et par le temps qui court, c'est doublement dur. J'ai le cœur serré en pensant à vous et à Jenny. Qui aurait cru, dimanche après-midi [1], que cela irait si vite? Vous peut-être. Moi pas. Certes les événements de La Chaux-de-Fonds, ce bouillonnement était symptomatique et le manifeste de l'Eglise du Peuple était de nature à vous attirer des désagréments, peut-être la prison. Mais il y a encore autre chose. Si seulement c'était pour ce manifeste de l'Eglise du Peuple que vous étiez enfermé!

Je vais vous faire de la peine et il m'en coûte, mais puisque je suis votre amie, votre camarade et que je sers la même cause, il faut que je vous dise toute ma pensée.

J'ai lu et relu votre article de la *Sentinelle*; je n'en aime pas l'inspiration, ni les termes que vous employez. Il ne me semble digne ni de vous ni de notre cause. Je ne vous y retrouve pas. J'y retrouve un antimilitariste, et c'est tout.

Ce ton violent, ces mots outrés (organisation de bandits, massacre, etc.), je suis maintenant accoutumée à les rencontrer sous la plume de militants socialistes. Sous votre plume ils me scandalisent et me font horreur.

Vous êtes assez intransigeant pour qu'on le soit vis-à-vis de vous. Vous stigmatisez les inconséquences des chrétiens, *pour qu'on ne puisse supporter de trouver une inconséquence chez vous* [2].

Eh bien, le ton violent que vous employez dans la *Sentinelle* de lundi n'est pas dans l'esprit du Sermon sur la Montagne que vous prenez comme idéal de vie.

[1] Le congrès des socialistes chrétiens de Neuchâtel.
[2] Souligné dans l'original.

Mon ami, j'ai peur pour vous. Je donnerais tant pour que vous restiez un peu chrétien, un vrai disciple en qui l'esprit du maître règne *toujours*[1].

Je sais que vos intentions sont pures, j'ai une confiance illimitée, absolue dans la sincérité de votre consécration. Mais vous êtes sur une pente dangereuse. Les actes, c'est admirable, mais les mots, les écrits ont leur puissance. Et il faut que les écrits aussi bien que les actes soient dictés par *un esprit*[1]. Vous savez duquel je parle. Vous pouvez faire un mal incalculable en cédant à une autre inspiration.

Il y a trop de gens qui ont les yeux fixés sur vous, vos responsabilités dépassent celles d'aucun de nous. Songez à cela quand vous écrivez. (...)

J'ai confiance que vous comprendrez ce que je veux dire, gardez-moi votre amitié et puis dites-moi aussi franchement, nettement quand je vous parais m'écarter de la ligne. C'est comme cela que je comprends le travail en commun. »

Le 26 février 1918, elle m'écrivait:

« (...) Me voilà de nouveau quelque peu désorientée. J'ai beaucoup causé à Naine ces derniers temps, je lis la *Sentinelle,* je sais donc quelle est votre attitude vis-à-vis des graves questions qui nous préoccupent tous: démocratie, dictature, emploi de moyens légaux et illégaux, etc., et je dois avouer que je ne vous comprends plus. Naine me paraît beaucoup plus près. (...)

Quand vous parlez dans la *Sentinelle* de liberté, de fraternité, d'égalité, pas besoin de dire qu'on est d'accord. Mais un mot de votre article m'a complètement désorientée. *Vous dites que vous subordonnez toujours les moyens au but*[1]. Malheureux! C'est à faire sauter en l'air. Si vous en êtes là, je vous laisse en compagnie des pères jésuites, des inquisiteurs, de Bethmann Holdweg et, sans aller si loin, des défenseurs de l'armée que vous attaquiez si gaillardement dans votre plaidoirie. (...)

Je ne demande pas aux antimilitaristes d'être logiques jusqu'au bout et toujours; l'absolu n'est pas de ce monde. Mais vous vous êtes tellement avancé qu'une volte-face dans vos principes serait lamentable. Je ne m'attendais pas de votre part à une telle reculade.

C'est même tellement stupéfiant que je me demande si je vous ai mal compris ou si vous avez *forcé votre pensée*[1] comme vous me disiez que vous faites parfois pour impressionner vos lecteurs. J'ai l'impression que non, pourtant, et que tout simplement vous suivez votre tempérament de lutteur, l'impulsion irrésistible qui vous entraîne vers... un renouveau encore inconnu, vos sympathies pour l'anarchisme. (...) »

[1] Souligné dans l'original.

Le 23 avril 1918:

«(...) Que dites-vous? Vous songeriez à sortir de l'Union des socialistes chrétiens? Qui y resterait alors? Cela montre combien nous avons besoin d'une bonne rencontre et de causer tranquillement. Nous avons besoin de vous tel que vous êtes. Et même si nous ne sommes pas toujours du même avis. Je crois que le congrès sera très utile, non pour trouver un compromis, mais pour nous retrouver sur le terrain de la pleine confiance et du respect de la liberté d'un chacun. (...)»

Le 27 octobre 1918:

«(...) Ce que vous me dites de votre situation me préoccupe beaucoup. Si seulement vous aviez pu tenir à la *Sentinelle* jusqu'à la fin de la guerre! Mais s'il s'agit de principes, vous ne sauriez transiger.

Non, je ne sais rien qui puisse vous convenir pour le moment. Si seulement les merveilleux projets de Lasserre avec sa coopérative intégrale se réalisaient promptement. Il commencera par des cultures maraîchères et Jenny me disait que vous ne rêviez plus que de planter des choux. (...)»

Le 30 octobre 1918:

«(...) A Olten, en novembre dernier, vous parliez de votre travail dans le parti avec un tel optimisme! J'en avais été très impressionnée et fortifiée, d'autres aussi. Cet été vous parliez différemment. Je ne connais pas assez les expériences que vous avez faites pour avoir le droit de vous dire ma manière de voir. J'imagine volontiers que la politique de Graber vous fasse sauter en l'air. Son attitude vis-à-vis de Guilbeaux dans la *Sentinelle* est franchement incompréhensible. Mais de là à vouloir sortir du parti, il y a un abîme. Faut-il que vous ayez eu des déceptions sur les hommes pour en venir là!

Cela ne viendrait-il pas en partie de ce que vous vous faisiez beaucoup d'illusions? (...) Ce n'est pas l'heure de donner sa démission, même d'un cercle où l'on a été déçu. Il faut tenir bon, *tant du moins que la conscience le permet*[1]. Il va sans dire que si l'on vous demande des compromis, des lâchetés, c'est autre chose. (...)»

En janvier 1919:

«Je lis avec consternation l'article de Naine dans la *Sentinelle*. Il est cruel. Il vous aura fait mal, à Jenny autant qu'à Jules.

Votre réponse m'annonce votre démission de la *Sentinelle*. Quel temps douloureux pour vous. C'est l'obscurité.

---

[1] Souligné dans l'original.

Je pense à vous deux très fort et prie pour que vous ayez du courage et que tout cela vous serve à monter plus haut.

Je suis sûre de vous. Et suis convaincue que vous êtes assez courageux et assez forts pour sortir grandis de tout cela.

Vous expérimenterez une fois de plus que la lumière luit dans les ténèbres.

A vous fraternellement.»

Le 8 février 1919:

«(...) Je voudrais (...) que vous posiez le dilemme: ou bien se solidariser avec la violence de la société bourgeoise en refusant de se joindre aux révolutionnaires qui veulent la détruire, ou se solidariser avec la violence révolutionnaire.

Et que vous laissiez voir enfin combien ce dilemme vous trouble. Savez-vous que depuis que je me rends compte que pour vous aussi ce sont là des questions *terribles*[1], je me sens plus près de vous. Avec votre habitude de ne donner dans vos articles que vos conclusions, on a l'impression que tout cela est pour vous *simple*[1], que vos opinions sont faites. Cet air d'assurance que vous gardez alors que comme nous, vous cherchez avec angoisse, vous prête des allures ... de théologien jouant avec les problèmes au lieu d'en voir tout le tragique. (...)

Après avoir bien réfléchi, je dois vous dire que je n'accepte pas votre dilemme et qu'il me semble qu'un chrétien ne doit pas *prendre son parti*[1] des compromis. Il doit les mettre en lumière comme vous le faites et s'insurger contre eux en toute occasion, et quand il en fait — hélas! — le reconnaître, s'en humilier et recommencer à lutter contre eux.

Voilà ce que j'ai trouvé dans votre article du 7 février. Merci! (...)»

Le 29 juin 1919:

«(...) La question de la Deuxième ou de la Troisième Internationale doit être traitée à fond et pour elle-même. Je vous dirai que pour moi personnellement tant de choses me répugnent, soit dans la Deuxième, soit dans la Troisième, que je n'ai pas encore pu prendre parti.

Plus je vais en avant, moins je crois à la violence, à son efficacité, à sa puissance créatrice. Je mets votre «violence sacrée et morale» dans le même sac que «l'égoïsme sacré», le «Gott mit uns», les «soldats de Dieu», la sainte vengeance et autres locutions qui me semblent autant de blasphèmes contre l'Esprit et me sont odieuses. (...)»

---

[1] Souligné dans l'original.

Le 7 novembre 1920:

«(...) Vous êtes tellement sincère, tellement désintéressé et courageux que je vous admirerai toujours et je suivrai toujours avec intérêt, sollicitude, sympathie même tout ce que vous ferez; en ce sens je reste votre amie. Mais, sur le terrain de l'action, je suis votre adversaire. (...)»

Une autre désillusion: Leonhard Ragaz. Une mauvaise grippe m'avait empêché de suivre ses cours à l'Université de Zurich pendant le semestre d'été 1914. Mais, abonné à sa revue les *Neue Wege*, j'avais admiré sa prise de position contre la guerre. En 1916, lors de mon emprisonnement comme objecteur de conscience, il m'avait exprimé dans une lettre sa sympathie et publié dans les *Neue Wege* un article du professeur Morel sur ma condamnation. J'espérais trouver en lui un homme décidé à mener campagne en faveur du refus de servir. Je le rencontrai à Coire, en 1917, à ma sortie de prison. Cette visite fut pour lui et pour moi une déception. Il me trouvait trop engagé dans l'action et l'agitation politiques, pas assez religieux. Ma théologie libérale ne correspondait pas à la sienne. D'autre part il était très réticent à l'égard du mouvement zimmerwaldien et des objecteurs de conscience. Il écrivait après la conférence de Zimmerwald: «De toute façon nous ne vaincrons pas ce terrible ennemi [la guerre] par des congrès et des actions internationales, mais seulement par des actes et des sacrifices personnels.»

Certes, il défendait les objecteurs de conscience, mais ne les encourageait pas. Au contraire. Aux jeunes qui lui demandaient conseil, il exposait les difficultés et les conséquences de leur acte, ce qui le conduisit à affirmer que le résultat fut qu'un seul peut-être parmi ceux qui le consultèrent fit le pas.

Ragaz voyait dans l'objection de conscience un acte profondément religieux, un témoignage pour le Royaume de Dieu jaillissant comme un devoir impérieux de l'âme du croyant. L'objection pour des raisons philosophiques, humanitaires ou politiques le laissait sceptique, voire hostile. Il n'était pas du tout prêt à mener campagne pour un refus en masse de servir et n'accepta pas de publier le texte allemand de ma plaidoirie devant le tribunal militaire. Plus tard, comme beaucoup d'autres socialistes chrétiens, il s'opposa à la violence révolutionnaire, au bolchevisme et à l'adhésion du Parti socialiste suisse à la Troisième Internationale.

Cette attitude d'amis très chers montre combien fut douloureux

pour moi l'examen de conscience, la mise au point de mes sentiments et de mes idées. J'ai évidemment modifié mon attitude devant des événements historiques d'une ampleur encore jamais atteinte. J'ai défendu la violence révolutionnaire, non par désir de violence mais pour avoir fait l'expérience de l'inefficacité de la non-violence. J'abandonnais une religion dont les adeptes ne pratiquaient pas la morale, ou ne la pratiquaient que dans leur vie privée, pour assurer leur salut personnel. Les longs mois passés en prison m'avaient permis de réfléchir, de lire. J'abandonnais des illusions, l'heure de vérité avait sonné pour moi mais je ne voulais pas troubler plus longtemps la démocratique quiétude de mes amis socialistes chrétiens par mes propos révolutionnaires.

Un peu plus tard, après avoir été en Russie, en 1920, après avoir assisté au deuxième congrès de l'Internationale communiste et après avoir collaboré à la création du Parti communiste suisse, étant sûr de la nouvelle voie où je m'engageais, je donnai ma démission de l'Union des socialistes chrétiens que j'avais animée pendant une dizaine d'années. Le 15 mai 1921, le congrès romand m'envoyait, signée des nombreux participants, cette lettre d'adieux écrite et rédigée par mon ami Ernest Gloor:

«Lausanne, 15 mai 1921. — Dimanche de Pentecôte.

Cher camarade,

Le congrès a pris connaissance de ta lettre de démission de la Fédération internationale des socialistes chrétiens de langue française. Tout en sentant que ta décision a été dictée par un souci de sincérité et comprenant qu'elle clarifie la situation du groupe de La Chaux-de-Fonds, nous tenons à te faire remarquer que les résolutions des derniers congrès, telles qu'elles sont comprises par la grande majorité d'entre nous, ne doivent pas être interprétées dans un sens d'exclusivité vis-à-vis de telle ou telle tendance — en particulier vis-à-vis de la tendance communiste.

Si ta décision a été accueillie avec soulagement par quelques-uns d'entre nous, elle a douloureusement surpris et peiné beaucoup d'autres.

La discussion qu'elle a suscitée parmi nous nous permet d'être unanimes à te dire quelle reconnaissance nous te gardons pour le travail que tu as fait à nos côtés, combien notre amitié te reste fidèle et même de t'exprimer le regret que nous ressentons à te voir quitter nos rangs.

Dans l'attente confiante où nous sommes de nous retrouver un jour pour un travail commun, nous demandons à Dieu de te garder et de nous diriger tous.»

Contre la vie chère et la spéculation : la grève générale de 1918

La grève générale de novembre 1918 fut un acte de défense des travailleurs qui, depuis de longs mois, protestaient par de multiples manifestations contre le renchérissement, la pénurie des denrées de première nécessité, la spéculation et l'enrichissement scandaleux de quelques-uns aux dépens de la collectivité et contre les mesures d'interdiction, de répression et de censure du Conseil fédéral muni des pleins pouvoirs, dont il abusait manifestement.

Les ménagères avaient déjà manifesté leur mécontentement sur les marchés. Le Comité d'Olten avait maintes fois protesté et réclamé des mesures énergiques. Le Conseil fédéral, sourd à toutes les requêtes et à toutes les protestations, se contentait de faire quelques promesses jamais tenues.

D'autre part, des dispositions liberticides de plus en plus fréquentes étaient dictées par la peur de la Révolution russe qui contaminait les Empires centraux. L'antimilitarisme gagnait du terrain. La presse socialiste était soumise à une censure toujours plus sévère.

Le 28 août 1917, les organisations ouvrières suisses avaient lancé un appel contre la vie chère invitant les ouvriers à suspendre le travail l'après-midi du samedi 30 août. Cet appel fut suivi. Puis de grandes manifestations eurent lieu dans toute la Suisse contre l'augmentation des loyers. C'était un avertissement.

Les manifestations de novembre 1917 à Zurich furent brutalement réprimées par la police; il y eut quatre morts, des blessés et de nombreuses arrestations parmi les manifestants.

Le mécontentement populaire s'exprima aussi lors de plusieurs élections: le 9 décembre 1917, dans la ville de Berne, les socialistes conquirent la majorité absolue au législatif avec quarante-deux sièges sur quatre-vingts. Les radicaux furent réduits à vingt-huit sièges. A La Chaux-de-Fonds et au Locle, en mai 1918, les électeurs renversèrent la majorité bourgeoise et nommèrent, dans ces deux villes, vingt-deux socialistes contre dix-neuf bourgeois. La *Sentinelle* annonçait que le nombre des abonnés avait augmenté de quatre cent quarante-quatre du 1er février au 4 mai 1918.

En février 1918, le Comité d'Olten posa une série de revendications qu'il discuta avec le Conseil fédéral. Mais en vain il demanda que soit levé l'arrêté d'expulsion contre Willy Munzenberg, secrétaire de la Jeunesse socialiste suisse.

Le samedi 23 février, le Conseil d'Etat fribourgeois m'interdisait de faire, dans tout le canton, une conférence sur la Révolution russe. A la suite d'un recours, le vice-préfet déclara: « C'est la personnalité d'Humbert-Droz que nous ne pouvons tolérer à Fribourg. » Et comme on lui faisait remarquer qu'il violait la Constitution, il répondit: « De la Constitution, je m'en fous. » Puis, toujours grossier, il ajouta: « On n'a pas à être poli avec des gens de votre sorte! »

Les motifs du Conseil fédéral pour expulser Munzenberg étaient entièrement erronés. Dans une note à la *Sentinelle* du 6 mars 1918, j'écrivais:

« *Une tromperie du Conseil fédéral*

Dans son arrêté d'expulsion contre Munzenberg, le Conseil fédéral a sciemment commis une erreur pour justifier son acte. Il dit: «Des dossiers des tribunaux militaires, il ressort que les doctrines de Munzenberg ont induit un grand nombre de jeunes à refuser de faire leur service militaire. »

Cette affirmation est absolument fausse. Munzenberg n'a jamais préconisé le refus de marcher; au contraire, l'année dernière, au congrès national des Jeunesses socialistes à Soleure, Munzenberg s'est opposé avec force à une proposition de la Fédération romande des Jeunesses socialistes qui préconisait le refus de marcher, et c'est grâce à son influence et à sa propagande en Suisse allemande que la majorité du congrès a repoussé la proposition des Romands.

Munzenberg encourageait au contraire les jeunes à entrer dans l'armée pour y faire de la propagande antimilitariste et gagner l'armée au socialisme révolutionnaire.

Nous étions sur ce point en complète opposition avec lui et lui avons même reproché de n'avoir pas fait en Allemagne ce qu'il recommandait aux Suisses.

Le point capital des motifs d'expulsion est donc absolument faux et il était facile au Conseil fédéral de le savoir. »

Une grande manifestation fut organisée au Temple de La Chaux-de-Fonds contre l'expulsion de Munzenberg avec Fritz Eymann, Charles Naine et moi-même comme orateurs.

Une nouvelle émeute de la faim éclata à Bienne le 9 juillet 1918. La Jeunesse socialiste avait appelé la population à protester contre le renchérissement, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, pendant une séance du Conseil de Ville. Le 8 juillet, la Direction de police interdisait la manifestation. Elle eut lieu quand même. Sur l'ordre d'un officier de police, la manifestation, qui se déroulait dans un calme absolu, fut attaquée par des jets d'hydrante. Cette provocation policière déchaîna la violence. Le nombre des manifestants grandit rapidement, des

vitres furent brisées, l'armée appelée en renfort tira sur les manifestants. Résultat: deux manifestants grièvement atteints, une quinzaine de blessés et de nombreuses arrestations. Bienne fut occupée militairement. Aussitôt le Parti socialiste biennois se désolidarisa des manifestants en rejetant la faute sur la jeunesse.

Indigné de cette réaction du Parti socialiste biennois, j'écrivais dans la *Sentinelle*, le 11 juillet 1918:

«*Les enseignements de Bienne*

N'est-il pas navrant de voir l'empressement des chefs à se désolidariser du peuple victime de sa révolte contre les injustices et la politique d'affamement du Conseil fédéral?

Il s'en est fallu de peu qu'on nous présente les soldats comme des anges de bonté que la férocité des jeunes seule obligea à tirer et l'armée comme l'incarnation de la patience et de la bienveillance. (...)

Je ne sais si j'ai d'autres yeux que nos camarades, mais je trouve que le peuple qui la crève depuis longtemps est autrement plus patient que les chefs de notre armée (...) Je pense que le peuple qui est victime de la famine provoquée par les exportations désordonnées de M. Schulthess mérite une autre réponse à ses cris de détresse et de souffrance qu'un jet d'hydrante ou une salve de balles. Et je pense qu'il est honteux qu'il se trouve des socialistes pour admettre qu'on puisse faire payer quelques vitres cassées par le sang du prolétariat.

J'avoue, au risque de scandaliser bien des socialistes, et peut-être aussi quelques bourgeois, que je me fiche des vitres cassées, si elles peuvent améliorer la situation de la classe ouvrière. Qu'on en casse assez si c'est le seul moyen de se faire entendre dans notre démocratie.»

J'analysais, dans le même article, la crise du parti:

«Le communiqué d'avant-hier montre que notre parti est malade. Il contient des tendances trop disparates. La droite opportuniste et la gauche révolutionnaire s'éloignent et le centre qui réussissait à voler en s'appuyant sur ses deux ailes, en pratiquant l'opportunisme, ne réussira plus à faire l'équilibriste bien longtemps.»

Le 16 juillet, à Zurich, un ouvrier tomba d'inanition dans la rue. Le médecin mandé constata: «Sous-alimentation!»

Paul Graber avait répondu le 15 juillet à mon article sur les événements de Bienne en prononçant un jugement de Salomon: Jeunes irréfléchis, provocation policière avec jets d'eau et émeute inévitable échappant à toute discipline. Conclusion: la Jeunesse doit coordonner son action avec celle du parti.

La section romande de Bienne, après enquête, se désolidarisa de la déclaration du parti biennois et dénonça la provocation policière.

Après l'incident de Zurich, Paul Graber changea une nouvelle fois d'attitude. Il écrivait, le 16 juillet:

«Je suis de ceux qui résistent à l'émeute pour l'émeute, à la casse pour la casse, à la violence pour la violence. Mais si on veut obliger le peuple à crever de faim en lui enlevant le droit de se plaindre, si on veut le menacer de la prison et si on s'apprête contre lui à la violence, je le déclare calmement mais fermement, je serai le premier à m'insurger et le premier à affronter ces menaces, bonnes pour la Prusse tout au plus (...)
Cet ukase est une véritable déclaration de guerre.»

Ces fluctuations dans l'attitude de Paul Graber, directeur politique du journal, rendaient la collaboration extrêmement difficile. Avec Naine, on savait à quoi s'en tenir, avec Paul Graber, c'était l'incertitude continuelle. Aussi cherchai-je une autre occupation. Je m'étais adressé à mes amis socialistes chrétiens, mais ni Hélène Monastier ni Pierre Ceresole ne voyaient pour moi un emploi dans l'enseignement. Jean Debrit, directeur de la *Feuille*, à Genève, ne pouvait m'engager, même en qualité de collaborateur. Guilbeaux, par contre, m'avisa que la légation soviétique projetait d'acheter la *Tribune de Lausanne* pour en faire un journal donnant sur l'Union soviétique des nouvelles impartiales, afin de répondre aux campagnes haineuses de fausses nouvelles déclenchées dans les grands journaux bourgeois, et me demanderait d'en prendre la direction. Ce projet ne se réalisa jamais.

En attendant, ma situation à la *Sentinelle* devenait intenable. Lors des élections communales de mai 1918, Paul Graber, copieusement biffé, sortit en queue de liste. Il en rendit responsable la Jeunesse socialiste et naturellement son président. Pourtant, la quinzaine de jeunes socialistes privés de leurs droits civiques par les tribunaux militaires n'avait pu biffer Paul Graber et, malgré mes désaccords, je l'estimais en tant que prestigieux orateur et polémiste de talent pour l'action dans un groupe parlementaire. Privé de mes droits civiques pour cinq ans, je ne pouvais être son concurrent sur le terrain parlementaire. Je me sentais du reste beaucoup plus attiré par le travail de propagande et d'agitation que par les débats parlementaires. Mais, à partir des élections de mai, je sentis grandir son hostilité à mon égard.

La lutte entre tendances s'affirmait dans la *Sentinelle*. Dans un compte rendu du congrès ouvrier de Bâle convoqué par le Comité

d'Olten pour coordonner l'effort des organisations ouvrières, Paul Graber glissa le paragraphe suivant:

«Qu'on nous comprenne bien. Nous ne pensons pas que les méthodes révolutionnaires soient utopiques. Nous pensons, au contraire, que les temps approchent où le prolétariat européen sera obligé d'y recourir, placé entre l'épuisement sans remède et la tentation de prendre le pouvoir par la force.

Mais nous prétendons utopique de vouloir, en Suisse seulement, recourir aux méthodes révolutionnaires en ce moment, pour améliorer le ravitaillement, limiter les injustices qui meurtrissent les travailleurs et réagir contre les arrêtés liberticides ou inhumains du Conseil fédéral.

Pour cette tâche, il faut compter sur la force de nos organisations, sur la lutte méthodique. Il faut présenter des revendications pratiques, pressantes, efficaces et préparer la seule arme qui puisse atteindre sérieusement la bourgeoisie: la grève générale, destinée à frapper de mort la machine économique qui fait la force de la bourgeoisie.»

Par conséquent, les méthodes révolutionnaires étaient bonnes pour le prolétariat européen, pas pour la Suisse. Personne ne recommandait l'émeute ou l'insurrection en Suisse, mais, quand le peuple se révoltait contre les provocations policières, je demandais à nos chefs socialistes de ne pas condamner le peuple, de ne pas alimenter de leurs polémiques la presse bourgeoise, en livrant ainsi des armes aux tribunaux militaires pour condamner les ouvriers qui se sont défendus par la force et n'ont pas plié l'échine ou déguerpi comme des couards.

Au moment où Paul Graber combattait les «utopies révolutionnaires», Charles Naine, dans la *Sentinelle*, opérait un tournant à gauche. Il accusait le gouvernement de provoquer des troubles. Le 3 août 1918, il écrivait sous le titre «La réaction nous achemine à la grève générale»:

«Quand on vous promet deux ans de prison si vous organisez un cortège ou une manifestation contre les accapareurs et les spéculateurs, sans préjudice des extras si vous venez à plier une vitre ou à froisser un gendarme pour vous distraire de la fringale, il y a bien de quoi ne pas être très content. On dirait que notre gouvernement fait exprès pour provoquer des troubles.

Ce n'est donc pas suffisamment significatif que les émeutes secouent un peu partout les centres industriels. Il faut encore jeter de l'huile sur le feu. Le Conseil fédéral accuse les socialistes de le faire. Nous lui retournons la balle. Les émeutes éclatent non pas parce que la foule a le droit de manifester, mais bien parce qu'elle

souffre des abus. En supprimant le droit de manifester, on ajoute un nouvel abus aux autres, voilà tout.

Un gouvernement moins nerveux que le nôtre s'en rendrait peut-être compte, et surtout un gouvernement moins habitué à la dictature. Il achemine petit à petit la classe ouvrière à la grève générale et aux complications qui peuvent en résulter. A chaque gaffe nouvelle le vase est plus près de déborder. Le congrès ouvrier de Bâle nous montre qu'il ne suffit plus que de quelques gouttes. Nous serions bien étonnés que nos autorités aient la sagesse de ne pas les verser. »

Les polémiques de la *Sentinelle* eurent naturellement un écho dans la presse bourgeoise et syndicale et je fus la cible des attaques de toutes parts.

Ainsi, au procès Malvy à Paris, un témoin, Bornat, déclara que chaque fois qu'une décision était prise au Conseil supérieur de la guerre, Malvy envoyait un émissaire le communiquer « au pasteur Droz, germanophile notoire à La Chaux-de-Fonds, qui le faisait passer en Allemagne ». La presse romande, ravie, se hâta de répandre cette stupide calomnie et maints camarades socialistes s'émurent de mon silencieux mépris pour une telle campagne.

Le 8 août, je publiais sous le titre « *Pro Domo* » la mise au point suivante :

« Comme le simple bon sens ne suffit point, je tiens, pour rassurer nos amis, à affirmer que ni directement, ni indirectement je n'ai été en rapport avec Malvy ou avec les Allemands. La déposition de Bornat, en ce qui me concerne, est une invention d'un bout à l'autre. Je ne suis d'ailleurs ni germanophile, ni francophile, je suis internationaliste et Suisse, c'est-à-dire neutre, haïssant et combattant le militarisme, qu'il revête le bleu horizon, le casque à pointe, le kaki ou le schabziger fédéral. »

Dans le même article, je répondais à Achille Grospierre, secrétaire de la FOMH qui, dans le *Métallurgiste*, m'attaquait en affirmant :

« Ce camarade n'a qu'une seule conception de la situation actuelle : briser les carreaux. Tout le reste, action syndicale, action parlementaire, augmentation des salaires, tout cela n'est rien. »

La presse bourgeoise, servie à souhait, reproduisit largement ces absurdités, ce qui me permit de préciser une fois encore ma pensée :

« L'émeute doit être évitée par la classe ouvrière; elle se tourne contre elle. Quand elle éclate, je la condamne, mais je ne peux me

désolidariser du peuple qui se soulève. Moralement je me sens lié à lui, je me sens responsable avec lui et je suis étonné de voir des camarades se désolidariser. Leur propagande, comme la mienne, a contribué à réveiller le sens de la révolte dans le prolétariat. Quand la révolte se manifeste, désordonnée, indisciplinée, comme dans l'émeute de Bienne, je pense que nous avons commis des fautes en accumulant ces forces et en ne les employant pas d'une façon disciplinée. Je ne puis moralement pas dire: je n'ai rien de commun avec ces gens-là! (...)»

Paul Golay qui suivait la polémique avec grand intérêt publia le jour suivant, 9 août, un article intitulé «A propos d'émeute». J'en cite quelques extraits.

Après avoir rappelé que tous les socialistes, de Marx à Jaurès, ont admis que la violence révolutionnaire est l'accoucheuse des sociétés, P. Golay ajoutait:

«Si le Parti socialiste, chez nous, semble se confiner, par une sorte de timidité assez curieuse, dans une action essentiellement légale, cela tient sans doute que l'exercice constant du bulletin de vote, l'abusif et exclusif emploi des méthodes parlementaires, ont fait subir à certains chefs une sorte de «déformation professionnelle. (...)

(...) Certes, et Graber le dit excellemment, il faut discipliner l'action en vue de fins précises. Soit. Mais encore faut-il tenir compte de la spontanéité, caractère essentiel de l'âme des hommes. Il est des heures où il faut que cela éclate. Et si cela n'éclatait pas, ce serait bien plus une preuve d'impuissance et de découragement que de maîtrise de soi. Quand donc l'émeute gronde, les socialistes n'ont qu'un devoir: se solidariser spirituellement avec ceux qui s'insurgent. Se solidariser avec eux parce que leurs souffrances sont engendrées par une violence calculée, froide et permanente autrement grave et autrement pénible que celle qu'ils peuvent créer momentanément. Se solidariser enfin parce que, pour exercer une influence sur les révoltés, il faut les comprendre et non les condamner. (...)

(...) Recommandai-je la violence? Non. Je demande seulement qu'on la comprenne, que, lorsqu'elle éclate, les chefs du parti ne fassent pas leur petite bouche parce qu'elle dérange leurs calculs électoraux. (...)»

Le 20 septembre, dans cette atmosphère tendue, une bombe éclata: Paul Graber publia, en gras, dans la *Sentinelle*, sans que j'en aie eu connaissance, la nouvelle sensationnelle suivante:

«*Paul Graber appelé à Genève*

Berne 20. — Dans son assemblée de mercredi soir, le Comité central de la FOMH a décidé à l'unanimité d'appeler notre camarade

Paul Graber comme secrétaire particulièrement affecté à la propagande à Genève.

*

Nous ignorons encore à cette heure si notre camarade Graber, l'infatigable combattant qui, durant tant d'années, nous a conduits à la lutte et à la victoire, quittera la terre jurassienne désormais fertile au point de vue de l'idée socialiste, pour une contrée où un immense travail reste encore à faire.

Qu'il nous laisse lui dire combien son départ, s'il se confirmait, nous serait sensible et combien tout le mouvement de notre région en serait éprouvé.

La Sentinelle. »

L'émotion suscitée par cette nouvelle fut atténuée le lendemain par un nouveau et laconique communiqué qui disait:

« *Paul Graber et la FOMH*

Nous apprenons au dernier moment que le départ à Genève de notre camarade Paul Graber n'est point encore chose décidée.

Un seul fait est certain jusqu'ici, c'est qu'un appel lui a été adressé par la FOMH pour se rendre à Genève. Nous osons espérer que les efforts de ses très nombreux amis réussiront à le garder parmi nous; la population travailleuse de la région en serait profondément heureuse. »

Le vendredi 27 septembre, une assemblée de la Société d'édition de la *Sentinelle* procéda à un examen de la situation. Paul Graber y exposa avec passion les difficultés de sa collaboration avec moi et fit comprendre que son départ pour Genève avait pour cause nos divergences.

Après cette séance, j'envoyai ma lettre de démission au président de la Société d'édition de la *Sentinelle*, le 29 septembre, en prévision de l'assemblée du parti local convoquée pour le 30 septembre:

« Après avoir réfléchi à la situation créée par le départ éventuel de Graber et par l'assemblée de vendredi dernier, il me paraît qu'il y a deux questions bien distinctes. Celle de la *Sentinelle* et celle de l'orientation ou des tendances révolutionnaires que je représente.

De la façon dont Paul Graber a brusqué la crise, dont il a posé le problème, dans la passion qu'il a apportée au débat, j'ai compris qu'il désire mon départ. Continuer à collaborer ne ferait que retarder la solution de la crise. Me sentant sous tutelle je travaillerais sans plaisir et je ferais du mauvais travail.

Du reste, quand Paul Graber rentrera des Chambres il n'y aura plus du travail pour trois à la rédaction. Avec l'organisation actuelle du journal, il y a du travail à peine pour deux.

Je te prie donc, comme président de la Société d'édition de prendre note de ma quinzaine et de ma démission pour le 15 octobre.

Lorsque vous m'avez engagé, je vous ai écrit que je ne savais si je conviendrais au travail que vous me proposiez. J'ai compris vendredi que je n'étais pas à ma place. Je vous remercie de la confiance, de la large tolérance et de la bonté que vous m'avez témoignées depuis mon entrée au journal.

Je regrette de n'avoir pas su ou de n'avoir pas pu faire taire mon individualisme pour vous suivre en toutes choses.

La question de la *Sentinelle* solutionnée, l'autre côté du problème demeure car je n'entends nullement démissionner du parti et quitter le mouvement socialiste. J'ai relu le programme du Parti suisse et le manifeste communiste très attentivement et j'ai la ferme conviction d'être socialiste collectiviste et non anarchiste. J'admets l'existence de l'autorité, de l'organisation, je suis donc en opposition absolue avec les principes fondamentaux de l'anarchie. Je ne suis pas antiparlementaire, mais je pense, avec beaucoup d'autres socialistes, que le parlementarisme n'est pas le seul moyen de renverser le régime capitaliste.

Je reste donc fermement attaché au Parti socialiste et j'y resterai et y défendrai mon point de vue jusqu'au jour où un congrès régulièrement constitué m'en aura exclu avec tous ceux qui pensent comme moi.

Je pense du reste que, la question du journal liquidée, la question de principe pourra être discutée plus tranquillement, puisque le départ de Paul Graber n'est plus en question. »

Que s'est-il passé ensuite? Il m'a été impossible de retrouver les procès-verbaux de la section socialiste de La Chaux-de-Fonds et de la Société d'édition de l'année 1918, et le journal resta muet. Malgré les quelques centaines de nouveaux abonnés, il traversait une crise financière sérieuse. Les frais d'impression avaient sensiblement augmenté et le déficit grossissait. Le départ de l'un ou de l'autre, Paul Graber ou moi-même, risquait d'entraîner des désabonnements. On aboutit donc à un compromis boiteux. Nous restions tous les deux au journal et la *Sentinelle* laissa ses lecteurs dans l'attente d'une précision, qui ne vint jamais. Elle n'avait du reste pas annoncé ma démission.

Mais, si la *Sentinelle* se taisait, la *Nouvelle Internationale* fut plus loquace. Le 5 octobre, Charles Hubacher, secrétaire de la FOMH de Genève, directement concerné par la nomination de Paul Graber, publiait un article, « Perfides manœuvres », dans lequel il condamnait la campagne menée par Paul Graber contre Guilbeaux et ajoutait, au sujet de la nomination de Paul Graber à Genève:

« J'ai appris que la venue de E.-P. Graber à Genève (...) n'était qu'une perfide manœuvre inventée par Graber et ses amis, destinée

à débarquer de la *Sentinelle* le camarade Humbert-Droz dont les vues politiques ne cadrent pas avec celles de E.-P. Graber.

La manœuvre n'a que trop bien réussi. J. Humbert-Droz a donné sa démission. Par conséquent M. Tony Roche peut dormir tranquille. E.-P. Graber ne viendra pas déranger ses combinaisons politiques avec le «sage» parti ouvrier socialiste (...) Je ne peux toutefois que regretter que le Comité central de la FOMH se soit sciemment ou inconsciemment prêté à une si vilaine besogne.»

Ni le Comité central de la FOMH ni Paul Graber n'ont démenti ces affirmations.

Interrompue pendant une quinzaine de jours, pour donner au parti le temps nécessaire de trouver une solution, ma collaboration au journal reprit; mais j'étais gêné aux entournures. Obligés que nous étions, dans l'intérêt du journal, de collaborer, *il n'était pas possible que nous y exprimions des tendances opposées*. Paul Graber évoluait à droite. Il s'en prit violemment à Henri Guilbeaux, directeur de la revue *Demain*, que la police fédérale avait déjà inquiété. La revue de Guilbeaux, à laquelle collaboraient Romain Rolland et tout le groupe des intellectuels français opposés à la guerre, ne pouvait vivre du seul produit de ses abonnements. Elle était soutenue par des amis. Paul Graber prit prétexte d'un don de dix à douze mille francs qu'un réfugié russe à Saint-Moritz, Rosenberg, avait offert à la revue par l'intermédiaire d'un journaliste allemand nationaliste, Schlesinger, dont Guilbeaux avait fait la connaissance à Paris, pour mener une campagne haineuse contre Guilbeaux qu'il accusa de discréditer le mouvement zimmerwaldien en recevant de l'argent par l'intermédiaire d'un journaliste nationaliste allemand. Jean Debrit, dans la *Feuille*, prit la défense de Guilbeaux, ce qui déchaîna Graber contre Debrit et son journal. Guilbeaux fut arrêté quelque temps après et expulsé de Suisse après la grève générale. La campagne de la *Sentinelle* contre lui alimenta le procès que lui fit la justice militaire française.

Devant la réprobation que cette campagne avait soulevée, Paul Graber adoucit ses accusations en écrivant:

«Guilbeaux n'a donc pas agi dans un but de lucre en acceptant l'argent de Rosenberg qui devait assurer l'existence de *Demain*.

Nous voulons croire jusqu'à preuve du contraire qu'il a péché par imprudence, mais une imprudence de quelle taille!!! Les bras nous en tombent.»

Puis, le 8 octobre, il écrivait encore:

«Il faut être fou pour croire que Guilbeaux ait jamais tenté une trahison quelconque, ou qu'il ait jamais touché de l'argent pour une œuvre inavouée.

Mais il faut être fou aussi pour ne pas saisir le danger qu'il a fait courir à notre cause en s'abouchant à Schlesinger.»

Ces semi-rétractations ne servirent à rien, le mal était fait! Les attaques contre Guilbeaux visaient à discréditer l'aile révolutionnaire du parti. De plus en plus Charles Naine et Paul Graber se révélaient adversaires de l'Union soviétique. Les révolutions de février et d'octobre s'étaient faites sans effusion de sang. Les troupes envoyées pour combattre les ouvriers s'étaient solidarisées avec les grévistes, en février, et en octobre le gouvernement Kerensky était tombé comme un fruit mûr. Les troupes que Kerensky était allé quérir au front pour combattre l'insurrection — dont il savait la date puisque Zinoviev l'avait fait connaître — s'étaient aussi ralliées à la Révolution bolchevique. Le bateau de guerre *L'Aurore*, à l'ancre dans la Neva, avait tiré un coup de canon contre le Palais d'Hiver, parce qu'il faut un peu de bruit le jour de la révolution. Mais le gouvernement des Soviets abolissait la peine de mort, appelait les peuples à la paix et ne voulait pas répandre le sang du peuple. Puis, en 1918, la contre-révolution s'organisa, soudoyée par les puissances occidentales. Youdenitch marcha contre Petrograd en partant des pays baltes, l'amiral Koltchak marcha de la Sibérie contre Moscou et le général Denikine souleva le sud du pays, marchant aussi contre Moscou. Les Japonais envahissaient la Sibérie orientale, les Anglais débarquaient à Arkangelsk et les Allemands marchaient sur Petrograd, avant qu'intervînt la paix de Brest-Litovsk. A l'intérieur, la guerre civile faisait rage, les attentats contre les chefs de la révolution se multipliaient, Sverdlov, Ouritzky, tombaient, victimes de la contre-révolution. C'est alors que Lénine échappa de justesse à plusieurs attentats.

Pour faire front, la Révolution russe dut rétablir la peine de mort, répondre à la terreur blanche par la terreur rouge, réorganiser une armée révolutionnaire pour défendre le pays et les conquêtes révolutionnaires.

Toute cette violence me troublait. Cependant l'importance historique de la Révolution russe pour mettre fin à la guerre et abattre le régime capitaliste m'apparaissait si grande et sa défense si nécessaire que mes principes tolstoïens chancelaient.

Le 24 août j'écrivais, sous le titre «Autour des affaires russes» un article où j'évoquais ce douloureux dilemme:

«Je souligne que les réserves formulées par moi proviennent d'un point de vue tolstoïen et non de la doctrine socialiste ou du point de vue de la démocratie bourgeoise.

Quand les bolcheviks recourent à la terreur et au meurtre, quand ils réorganisent le service militaire obligatoire et parlent d'apporter la révolution libératrice au monde à la pointe des baïonnettes, nous ne sommes plus d'accord avec eux, et nous l'avons dit. Mais il n'y a rien là qui soit pire que les actes de la Révolution française glorifiée par l'histoire. Nous pensons que dans la grande histoire humaine, les actes qui nous frappent au jour le jour, seront, comme pour la Révolution française et pour toutes les révolutions, les détails peu nobles d'une grande lutte pour le progrès, la justice et la liberté.»

Les événements révolutionnaires d'Allemagne et d'Autriche allaient rallier à la cause révolutionnaire Paul Graber et le Parti socialiste suisse.

Le 24 octobre, j'écrivais sous le titre «La revanche»:

«La Russie des Soviets, écrasée par la main de fer de l'impérialisme allemand à Brest-Litovsk, prend aujourd'hui sa revanche. Elle sape les bases mêmes de l'Empire. La caste militariste allemande voulait réduire par la force brutale la révolution prolétarienne de Russie. Elle l'a mutilée avec le cynisme qui a caractérisé tous ses actes. Il n'a pas fallu une année pour que la force spirituelle de la Révolution terrasse son adversaire. Nous l'avons dit au lendemain de Brest-Litovsk, cette paix humiliante, volontairement acceptée, fut le calvaire du peuple russe, le Golgotha de la Révolution. Le sacrifice porte aujourd'hui ses fruits, l'heure de la revanche a sonné, l'esprit triomphe de la brutalité militaire.»

Le 30 octobre, je complétais cette idée en dénonçant le danger qui guettait la classe ouvrière d'Occident:

«*De Guillaume à Wilson*

Aujourd'hui que le trio des empereurs, Nicolas, Guillaume et Charles est à terre et que la révolution sociale gagne l'Allemagne après la Russie, le danger, pour la classe ouvrière mondiale, est dans la démocratie politique et libérale, mais bourgeoise, de Wilson. Il habille le capitalisme et la servitude économique de grands principes humanitaires et démocratiques.»

Paul Graber lui-même était entraîné par ce vaste courant révolutionnaire. Sous le titre «Vers la révolution», il écrivait le 1er novembre:

«Les événements se précipitent. La lutte prend la tournure qu'elle aurait dû prendre en 1914, celle de l'internationale des exploités contre l'internationale des exploiteurs, internationale qui rapprochera Wilson, Clémenceau, Lloyd George de Charles Ier et de Guillaume II (...) pour les opposer à Lénine, Trotsky, Adler, Debs, Liebknecht et ceux qui, en France et en Angleterre, auront le courage de se rallier à la révolution socialiste.»

C'était parfait! Mais, pas un mot sur le devoir des ouvriers et des socialistes suisses! Comme si nous étions hors de ce monde en pleine transformation! C'est pourquoi, le 2 novembre, je précisais:

«Nous disions hier que la puissance des despotes est faite de la passivité et de l'obéissance des peuples.
Nous disons aujourd'hui que la puissance des capitalistes est aussi faite de l'obéissance et de la passivité des masses ouvrières.»

Enfin, le 4 novembre, le Comité directeur du Parti socialiste suisse invitait instamment les travailleurs de notre pays à manifester le 7 novembre pour le premier anniversaire de la Révolution d'octobre. Cet appel disait:

«Déjà la révolution rougit le ciel de l'Europe centrale. L'incendie salutaire embrasera tout l'édifice pourri et sanglant du monde capitaliste.
Une nouvelle période historique s'ouvre, l'ère de la lutte pour la libération des masses populaires de l'oppression et de l'exploitation, de la faim et de la guerre, l'ère du socialisme.
Quand le prolétariat de tous ces pays lèvera la bannière de la révolution sociale, il ne sauvera pas seulement la révolution ouvrière russe des dangers qui la menacent, il brisera ses propres fers.
Notre devoir est d'armer moralement le prolétariat pour ces luttes prochaines.
Ouvriers suisses! Montrez que vous avez la volonté de revendiquer votre place dans la nouvelle Internationale.

Zurich, 29 octobre 1918.»

Les luttes sociales s'aggravaient particulièrement à Zurich où les ouvriers n'avaient pas oublié la répression brutale de novembre 1917. Elles inquiétaient la grande bourgeoisie zurichoise, son gouvernement et les chefs de l'armée.

Mais lorsque l'agitation sociale s'empara des employés de banque, ce fut la panique! Le 30 septembre ils déclaraient la grève, qui fut complète. L'Union ouvrière de Zurich décida une grève et une grande manifestation de sympathie. Les ouvriers bloquèrent la

circulation. Les banques durent céder, mais les banquiers étaient fort inquiets et l'armée considéra leur décision de faire droit aux revendications de leurs employés comme une capitulation.

Le général et l'état-major demandèrent au Conseil fédéral de mobiliser une grande partie de l'armée en prévision des manifestations organisées par le Parti socialiste suisse dans tout le pays à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution russe d'octobre 1917. Le Conseil fédéral hésita, refusa tout d'abord, craignant que cette mobilisation ne soit considérée comme une provocation. Mais le Gouvernement zurichois déclara que, face à une insurrection, les polices cantonale et locale ne suffiraient pas. Il demandait l'autorisation de mobiliser les troupes zurichoises. Le général Wille cependant réclama les troupes paysannes des petits cantons, plus sûres, et revendiqua l'entière responsabilité d'utiliser les forces armées. Le Conseil fédéral, pris de panique, céda, malgré l'épidémie de grippe qui sévissait dans le pays exposant les mobilisés à la contagion et à la mort.

Le 6 novembre, le Conseil fédéral mettait sur pied les régiments d'infanterie 19 et 31 et les brigades de cavalerie 3 et 4. Le soir du même jour, il mobilisait deux régiments et deux brigades supplémentaires.

La manifestation organisée à Zurich pour le dimanche 10 novembre fut interdite par le Gouvernement zurichois, à la demande expresse du colonel Sonderegger, commandant des troupes massées à Zurich. « L'interdiction provoquera la grève générale », affirma-t-il, et il se tint prêt à la mater.

Le Comité d'Olten, surpris par ces ordres de mobilisation contre la classe ouvrière, décida une grève de protestation de vingt-quatre heures, limitée à dix-neuf localités, pour le samedi 9 novembre. Cette grève fut un grand succès. A La Chaux-de-Fonds, l'Union ouvrière avait demandé le Temple pour une grande manifestation le samedi soir. Le Conseil d'Etat neuchâtelois voulut le refuser, mais le Conseil communal, à majorité socialiste, passa outre et l'accorda. Les orateurs de cette manifestation étaient, pour les syndicats, Marc Alber, président de l'Union ouvrière, et Cosandier, secrétaire, pour le Parti socialiste local, Fritz Eymann, Samuel Jeanneret et moi-même.

Partout les ouvriers manifestèrent dans l'ordre et le calme. Mais à Zurich l'interdiction de manifester provoqua des heurts violents entre les travailleurs et la troupe qui tira des salves en l'air et dispersa un rassemblement par des charges de cavalerie. Le dimanche soir, l'Union ouvrière décida de continuer la grève pour obtenir l'évacuation des troupes de la ville, le renoncement aux représailles, la libé-

ration des prisonniers politiques et la reconnaissance de l'ambassade russe avec laquelle le Conseil fédéral avait rompu les relations.

Devant les événements de Zurich, le Comité d'Olten décida, le même dimanche soir 10 novembre, de proclamer pour l'ensemble du pays la grève générale, qui devait commencer le lundi 11 novembre à minuit. Pendant des mois déjà, le Comité d'Olten avait longuement discuté de l'éventualité d'une grève générale. Les représentants des syndicats et les Romands y étaient opposés. Mais, face aux provocations de l'armée mobilisée contre le peuple et à la décision de l'Union ouvrière de Zurich de continuer la grève, les réserves tombèrent et la grève générale fut décidée. L'Union syndicale suisse estima que deux cent cinquante mille à trois cent mille grévistes avaient participé à ce mouvement. Il y eut des incidents sanglants dans plusieurs villes.

Mais l'histoire de cette grève ayant été relatée déjà, je me bornerai à rappeler ici les événements de La Chaux-de-Fonds auxquels j'ai été intimement mêlé.

La grève fut complète à La Chaux-de-Fonds et au Locle et très largement suivie dans l'ensemble du canton. Paul Graber, grippé, ne participa pas à la séance du Comité d'Olten qui décida la grève et ne prit part ni au comité de grève ni aux premières manifestations à La Chaux-de-Fonds. Je fus l'orateur des grands meetings qui eurent lieu chaque jour. Le troisième jour de grève, le jeudi 14 novembre, la manifestation avait été grandiose et un meeting monstre qui groupait quatre à cinq mille personnes était massé sur la place de la Gare. Alors que je parlais, le président du comité de grève, Marc Alber, me transmit un billet que je parcourus rapidement. Des briseurs de grève s'apprêtaient à faire partir un train sur Sonceboz. Mot d'ordre: se transporter sur les voies pour empêcher le départ de ce train. La masse des manifestants, drapeau rouge en tête, se précipita sur les voies, vidant la gare des marchandises de tout ce qui pouvait servir à construire une barricade. Quand j'arrivai sur les voies, le barrage était déjà d'une belle hauteur et la locomotive rentrée au hangar. Ce furent des hourras de victoire! Paul Graber, remis de sa grippe, prit la parole sur les voies. La nuit précédente, le Comité d'Olten avait décidé la cessation de la grève, mais nous l'ignorions, sinon il est probable que le comité de grève aurait laissé partir ce train.

C'est au Cercle ouvrier, après cet exploit, que nous apprîmes l'ordre de cesser la grève qui fut ressenti comme une capitulation, presque comme une trahison. Le Comité de grève était isolé du reste

du pays, son téléphone coupé, et le Conseil fédéral lui avait adressé un ultimatum. L'armée, largement mobilisée, était prête à marcher contre le peuple. Dans ces conditions, une épreuve de force était impossible. Certes, la grève générale ne fut pas inutile. C'est grâce à elle que furent réalisées par la suite la représentation proportionnelle, la journée de huit heures, l'assurance vieillesse et survivants. Et surtout la classe ouvrière avait pris conscience non seulement de sa force, mais aussi du rôle que le Gouvernement fédéral assignait à l'armée.

Au moment où l'ordre de reprendre le travail fut donné, nous ignorions encore ce que nous avions obtenu et j'ai vu bien des ouvriers indignés déchirer leur carnet de membre du syndicat et du parti.

Le vendredi 15 novembre, je fis mes premiers commentaires de la grève dans la *Sentinelle*, titrés « Lendemains de lutte ». Après avoir reconnu les quelques promesses arrachées par la grève, j'ajoutais:

« Un autre résultat, infiniment plus grand et qui nous remplit de joie et d'espérance, c'est l'esprit de solidarité et de sacrifice qui a animé la classe ouvrière. Je n'ai jamais rien vu de plus beau et de plus grand que cette unité, cette discipline calme et digne, cette chaude fraternité qui unissait le peuple travailleur pendant ces journées de luttes. Que de dévouements dans les besognes les plus obscures. Que d'enthousiasme, de confiance et de foi pour le triomphe de la justice et de la paix. La classe ouvrière n'attendait de la lutte aucun avantage immédiat, elle sacrifiait, elle luttait et vibrait pour son idéal.

Le peuple a pris conscience de sa force; l'élan de solidarité qui l'a soulevé est pour lui le résultat le plus grand de sa lutte parce qu'elle contient la promesse de victoires futures. »

Le 19 novembre, la critique du Comité d'Olten:

« Les résultats de la grève

(...) Le prolétariat suisse est bien loin d'être abattu et découragé par la lutte qu'il a soutenue. Il a pris conscience de sa force. Le Comité d'Olten a pu capituler, la classe ouvrière n'a pas capitulé. Partout s'élèvent des critiques à l'égard du comité d'action; le peuple travailleur, malgré les dragons et les mitrailleuses aurait voulu continuer la lutte, il était prêt à de plus grands sacrifices; il trouve la capitulation prématurée et se prépare à de nouvelles grandes luttes. Enthousiasmé par le formidable élan de solidarité qui l'a porté à l'assaut, il est pénétré d'un souffle révolutionnaire nouveau qui va vivifier toutes ses organisations. Les nouveaux abonnés affluent aux

journaux socialistes; on sent dans toute la ruche ouvrière une vie intense et une activité que chacun doit s'efforcer de rendre plus fructueuse. Redoublons partout notre effort de propagande pour le journal et pour toutes nos organisations, afin que nous soyons plus forts dans nos prochaines luttes.

Si la classe ouvrière n'est pas découragée, le gouvernement de son côté n'ose pas se lancer dans la politique réactionnaire. Le bloc bourgeois qui l'a soutenu aux Chambres n'est pas homogène. Beaucoup de ceux qui ont sauvé «l'honneur du Conseil fédéral et de l'armée» sentent que des réformes profondes s'imposent et qu'elles sont urgentes. (...)

(...) Mais pour que les réformes soient profondes et rapides, pour que la grève porte ses fruits, il faut que la classe ouvrière veille et talonne la bourgeoisie. Il faut qu'elle soit prête à lui arracher violemment ses privilèges si la classe bourgeoise ne veut pas les abandonner pacifiquement.»

La grève générale approfondit aussi les antagonismes à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Paul Graber, dans un «Appel à l'unité», le 29 novembre, me reprocha d'avoir parlé de «souffle révolutionnaire» et, le premier, fit allusion à la scission nécessaire. Constatant que deux voies s'offrent à la classe ouvrière et oubliant les articles et appels qu'il avait publiés en faveur de la Révolution russe et de la révolution allemande et européenne, il analysait ainsi ces deux voies:

«La première est catastrophique, quasi miraculeuse, procédant du soulèvement des masses recourant à la violence pour renverser révolutionnairement le pouvoir, et les puissances économiques avec. C'est celle qui mène à la dictature reposant sur les armes pour se maintenir.

L'autre procède de l'organisation, la persuasion, la lutte incessante et systématique dans les domaines politique et économique, par l'action parlementaire et syndicale surtout. Elle veut rallier à ses conceptions et à son programme la majorité et y tendre en arrachant aux forces bourgeoises des concessions qui doivent favoriser sa marche en avant, tout en mettant quelque baume sur les douloureuses blessures des travailleurs.

Que les masses des travailleurs suisses organisés se prononcent clairement entre ces deux tendances en leur congrès ou par un référendum en leurs assemblées générales. Il en vaut la peine.

Une fois qu'une majorité se sera prononcée, que l'unité se réalise sur cette tactique. Si la conscience de certains propagandistes ne leur permet pas de se rallier, *qu'ils montrent leur attachement à la classe ouvrière en se retirant en silence*, prêts à se remettre au service des travailleurs si l'expérience prouve à ceux-ci que la voie choisie était mauvaise.

Personnellement nous repoussons la première voie indiquée, avec toute la passion que nous mettons au service de la classe ouvrière. Si celle-ci s'y rallie en Suisse, le cœur meurtri, nous nous retirerons, attendant le jour où nous pourrons nous mettre à nouveau au service du prolétariat.

Toute politique personnelle, toute ambition, toute habileté, comme tout fanatisme nous paraissent hautement condamnables. Nous réclamons la politique de la plus complète abnégation personnelle dans l'intérêt du mouvement ouvrier.»

Ces lignes m'ont fait comprendre que Paul Graber souhaitait ardemment ma retraite et mon silence. Alors, pourquoi ne pas avoir accepté ma démission de la *Sentinelle* à la fin de septembre, quand je l'avais donnée? J'étais encore bon, sans doute, pour faire les discours de la grève générale!

Le 4 décembre, j'apportais une conclusion pratique aux discussions passionnées sur la grève générale et terminais un appel «Au travail!» par le programme «révolutionnaire» suivant:

«Il faut faire un effort cet hiver partout:

1. Pour répandre la presse socialiste et lui procurer de nouveaux abonnés;
2. Pour vendre des brochures de propagande;
3. Pour développer des bibliothèques et salles de lecture d'ouvrages socialistes;
4. Pour créer partout des groupes d'études et de discussions;
5. Pour multiplier les conférences d'éducation;
6. Pour créer des groupes de jeunesses socialistes.

Dans chaque localité il doit y avoir un foyer d'où rayonne la lumière et la chaleur de notre idéal. Tous au travail!»

C'est au lendemain de la grève générale que je commis la faute la plus grave de ma longue carrière de militant, celle en tout cas que j'ai le plus regrettée.

Le matin du 18 novembre arrivait de Berne, à la rédaction, la petite nouvelle suivante:

«L'épidémie de grippe fait des progrès rapides et prend des proportions considérables dans les troupes levées par le Conseil fédéral contre les grévistes. Les officiers supérieurs sont inquiets de cette recrudescence du mal.»

J'étais seul à la rédaction, pressé de donner les dernières nouvelles avant le tirage, surmené par la dure besogne des premières semaines de novembre. Paul Graber, malade, ne collaborait plus au journal.

J'étais surtout profondément révolté contre l'armée qui avait tué quatre grévistes à Granges et contre le Conseil fédéral qui avait mobilisé l'armée malgré les mises en garde qui lui avaient été faites en raison de l'épidémie de grippe. Sans réfléchir davantage, je mis à cette dépêche le titre: « La grippe venge les travailleurs. » Toute la presse bourgeoise se rua sur cette maladresse. Ce titre fut dénaturé et commenté comme si je me réjouissais des soldats morts de l'épidémie de grippe. Si j'avais quelque peu réfléchi avant d'écrire, j'aurais sans doute titré cette nouvelle « Le Conseil fédéral avait été mis en garde ». Lorsque, en 1937, j'entrai au Conseil national, toute la presse bourgeoise rappela cette malheureuse faute. Un officier crut bon de la souligner encore lors du cinquantenaire de la grève générale en 1968!

Dans la semaine qui suivit la grève générale, la *Sentinelle* fit quatre-vingt-huit nouveaux abonnés.

Le 9 décembre, un groupe de soldats genevois demanda l'interdiction de la *Sentinelle* à cause des articles scandaleux « La grippe venge les travailleurs » et « Gardez vos cadavres », titre d'un article de Paul Graber.

La justice militaire fut chargée de punir les responsables de la grève. Le 10 avril 1919, après quatre semaines d'audience, le Tribunal militaire de la troisième division prononça son verdict contre trente-sept personnes du Comité d'Olten: Grimm, Schneider de Bâle et Fritz Platten furent condamnés à six mois de prison, Ernst Nobs à quatre semaines. Tous les autres furent acquittés. L'auditeur avait réclamé dix mois de prison pour Grimm, neuf mois pour Nobs et trois ans pour Platten! Le tribunal fit un geste d'apaisement.

Pour les événements de La Chaux-de-Fonds, il n'y eut pas moins de trois procès. Huit manifestants furent prévenus d'avoir empêché un train de circuler pendant la grève. Le comité de grève fut aussi jugé et les conseillers communaux socialistes, majoritaires dans l'administration de la ville, furent condamnés à des amendes pour n'avoir pas assuré les services publics pendant la grève.

J'étais parmi les inculpés du procès concernant la manifestation de la gare.

Je recevais le 14 décembre 1918 un mandat d'arrêt pour « actes de sabotage à la gare de La Chaux-de-Fonds ». Le 4 janvier 1919, le juge d'instruction m'avisait qu'il avait terminé l'instruction et je demandai ma mise en liberté provisoire jusqu'au procès. Le major

Weck, de Fribourg, grand juge du Tribunal territorial II, me l'accorda, comme aux autres prévenus, mais «à la condition que les accusés bénéficiant de cette mesure [nous étions cinq] s'abstiendraient de participer à toute manifestation publique». Il ajoutait dans sa lettre: «Je ne vois pas d'obstacle à ce que vous repreniez votre activité de journaliste, mais à la condition que, jusqu'à la séance du tribunal, vous ne donniez lieu, par vos écrits ou de toute autre manière, à aucune nouvelle poursuite pour faits relevant de la justice militaire.» Il m'informait qu'avant de prendre ces décisions il avait eu une entrevue avec Paul Graber qui, quoique inculpé des mêmes délits que moi, n'avait pas été arrêté.

Un nouveau mandat d'arrêt m'était notifié le 4 avril pour «incitation à la grève et contravention à l'ordonnance du Conseil fédéral du 11 novembre 1918». Il ne s'agissait donc plus d'un acte de sabotage, que je n'avais du reste pas commis.

L'audience eut lieu au Château de Neuchâtel, le 15 avril 1919. L'acte d'accusation faisait mention d'une nouvelle et troisième prévention: j'étais accusé, avec Paul Graber, d'«atteinte à la sûreté intérieure de la Confédération». On lit, dans les attendus du jugement, cette affirmation ahurissante: «Humbert-Droz a été l'instigateur et l'auteur principal à la fois du sabotage qui a eu pour effet d'empêcher le départ du train 22/28.» Par contre, Paul Graber était entièrement libéré de toute accusation:

« Considérant qu'il n'est pas résulté des débats que Graber ait pris une part active au sabotage de l'exploitation commis en gare de La Chaux-de-Fonds dans l'après-midi du 14 novembre 1918, que, s'il a harangué la foule massée sur les voies, il n'est pas établi qu'il l'ait excitée à commettre des actes de sabotage, ni même qu'il l'ait encouragée à entraver le départ du train 22/28, que Graber semble bien plutôt n'avoir joué en cette occurence qu'un rôle de second plan en laissant prudemment à Humbert-Droz la direction de la manifestation, qu'en raison de cette attitude passive il n'a pu être relevé contre Graber aucun fait tombant sous le coup de l'ordonnance du 11 novembre 1918. (...)

(...) Par ces motifs, Humbert-Droz Jules est condamné à la peine de trois mois d'emprisonnement, sous déduction de 48 jours de détention préventive subie et à 900 francs de frais.

Graber Paul-E. est libéré de toute peine sans indemnité.»

Il était évident que les campagnes menées contre moi par Paul Graber et Charles Naine pendant l'instruction et pendant ma détention

avaient incité le tribunal à s'acharner sur moi pour me rendre la vie intenable dans le pays. Il me savait abandonné de camarades en vue. La partialité du tribunal était patente. Je n'avais fait que transmettre un ordre du comité de grève à la foule et n'avais aucunement participé à la construction de la barricade sur les voies. Les manifestants avaient du reste démoli eux-mêmes la barricade après la manifestation et avaient tout remis en place. Si Paul Graber ou Charles Naine avaient été à la tribune du meeting, ils n'auraient pu faire autre chose que ce que j'avais fait moi-même: transmettre l'ordre du comité de grève à la foule.

Une lettre de mon avocat d'office, Me Jean Roulet, m'apprit que le président du tribunal, le grand juge Thélin, avait déclaré qu'il avait été convenu, avant la séance du tribunal, de m'infliger quatre mois d'emprisonnement, qui furent réduits à trois après l'audience.

Un autre procès concernant les faits de grève eut lieu à Neuchâtel. Les ouvriers de la fabrique d'automobiles Martini de Saint-Blaise ne s'étaient pas contentés de cesser le travail; ils avaient aussi nommé un comité de grève qui fit occuper les deux gares par les grévistes, afin d'empêcher tout trafic sur les lignes Berne–Neuchâtel et Bienne–Neuchâtel. Hans Anderfuhren, cheville ouvrière de ce comité de grève, fut condamné à six mois de prison et son ami Artho à cinq mois, par le Tribunal territorial II. Nous avons été incarcérés en même temps aux prisons de Neuchâtel.

A Lausanne, Ernest Gloor, qui avait demandé aux soldats de ne pas tirer sur les grévistes, fut arrêté le 14 novembre pour incitation à la désobéissance et condamné à trois mois de prison et à cent cinquante francs de frais. A sa sortie de prison, l'Université ajouta à la sentence déjà scandaleuse de la justice militaire une peine de suspension des cours pendant un semestre, le menaçant d'une mesure disciplinaire plus grave s'il mettait les pieds dans les locaux de l'Université.

Parallèlement à ces procès et aux discussions sur la Révolution russe, sur l'utilisation de la violence par la classe ouvrière s'ouvrit, dans le Parti socialiste suisse, un débat sur la participation à la conférence internationale des partis socialistes fixée à Berne pour le commencement de février. Elle devait réunir les partis qui, ayant soutenu leurs gouvernements pendant la guerre, voulaient se rencontrer pour passer l'éponge sur leurs trahisons et reconstruire l'Internationale d'avant-guerre comme si rien ne s'était passé.

Sur tous ces problèmes, les divergences s'affirmèrent.

Le 25 novembre 1918, un congrès cantonal fixa l'orientation tactique du parti. La *Sentinelle* résume la discussion ainsi:

«Humbert-Droz défendait le point de vue de la dictature comme une tactique qui, un jour, pourra s'imposer à nous si les circonstances intérieures ou extérieures l'exigent. Ce moment n'est pas venu, mais il peut arriver et il faut prévoir cette éventualité.

P. Reymond et Paul Graber s'opposent à ce point de vue qui est dangereux, parce qu'il jette la confusion dans les esprits. Il faut garder la voie démocratique et intensifier l'action par la propagande et l'organisation.

Le Parti socialiste neuchâtelois, profondément attaché aux principes démocratiques, travaillera intensément à la réalisation de son programme par les moyens légaux et intensifiera son activité en développant les organisations prolétariennes, en accentuant la propagande d'idées. Le droit à la grève générale de tous les travailleurs, y compris ceux des services publics, est une application du principe de la liberté du travail en faveur duquel nous luttons. La grève générale n'est pas en opposition avec la démocratie. Elle constitue un puissant moyen défensif au service de la classe ouvrière menacée par des mesures gouvernementales ou par des décisions du patronat organisé. Il s'agit de n'en user que dans les cas extrêmes et de la préparer alors avec le plus grand soin en la dirigeant sur un programme aussi restreint que possible. Si les pays qui nous entourent se jettent dans une révolution économique de tendance collectiviste, le Parti socialiste cherchera à introduire le collectivisme en Suisse selon un programme intensif, en faisant appel au peuple par des initiatives ou même par la conquête du pouvoir politique.»

Le congrès repoussa par vingt-six voix contre seize ma proposition d'ajouter à la résolution le paragraphe suivant:

«Si les circonstances intérieures ou extérieures qui découlent de la guerre l'exigent, il admettra cependant le principe de la dictature du prolétariat et les conséquences qui en découlent.»

Après la grève générale et les multiples arrestations exigées par les milieux réactionnaires, Charles Naine préconisa une tactique différente de celle pratiquée par le Comité d'Olten. Il publia, le 17 décembre, dans la *Sentinelle* un article ahurissant intitulé «Tous les moyens pacifiques ne sont pas épuisés» dont je retiens le paragraphe le plus important:

«Il ne faudrait pas trop regretter qu'une vingtaine de chefs des syndicats et tout autant de conseillers nationaux socialistes soient condamnés par les tribunaux militaires pour avoir fait appel à la grève.

Ce serait même excellent que les adversaires de la classe ouvrière tirent jusqu'au bout les conséquences de leur attitude. Cela ne pourrait que faciliter notre travail de progapande et de recrutement(...)

(...) Les moyens? Quoique les patrons soient à peu près partout les mêmes, les ouvriers peuvent, à certains moments, avoir intérêt à changer de maîtres.

Dans les pays saignés par la guerre, l'ouvrier qualifié atteindra, lorsqu'une vie à peu près normale aura repris, une valeur exceptionnelle. Si les ouvriers suisses continuent à être bafoués, méprisés dans leur patrie, si on s'obstine à leur refuser le droit élémentaire de faire grève, et à les pourchasser, les emprisonner, les fusiller, lorsqu'ils y recourent, ils penseront tout naturellement à profiter des circonstances. Les persécutés ont toujours enrichi les contrées qui les ont accueillis et affaibli d'autant les pays qui les ont pourchassés.»

Donc, pas de révolte contre l'exploitation, l'injustice et l'arbitraire «qui ne pourraient que faciliter notre travail de propagande et de recrutement». Allez vous faire exploiter ailleurs si vous ne pouvez supporter d'être pourchassés en Suisse!

Charles Naine, l'un des trois promoteurs de la conférence de Zimmerwald, membre de la Commission socialiste internationale, qui ne s'était jamais désolidarisé des décisions prises par les conférences zimmerwaldiennes et n'avait pas démissionné de la commission, prit nettement position en faveur de la participation du Parti socialiste suisse à la Conférence internationale de Berne.

Robert Grimm s'étant nettement prononcé dans la *Berner Tagwacht* contre la participation, Charles Naine publia dans la *Sentinelle*, en date du 29 janvier 1919, un article incompréhensible qui ramenait tout le problème à l'ambition de Grimm. En voici le passage essentiel:

«*Pourquoi les socialistes suisses font bande à part*

Il n'y a pas un seul des arguments que Grimm nous ait annoncés contre la participation qui tienne debout et je le crois trop intelligent pour qu'il les admette lui-même dans son for intérieur.

Alors, pourquoi veut-on absolument que nous nous tenions à l'écart!

C'est malheureux, mais je n'y trouve qu'une explication, la voici:

Grimm s'est brûlé les pattes à Petrograd en 1917 et il ne veut pas d'un congrès où il ne pourra pas jouer le rôle qu'il désire.

Jusqu'à preuve du contraire, nous ne trouvons pas d'autre explication à la campagne de la *Tagwacht*.

Et voilà pourquoi la classe ouvrière suisse se tiendra à part.

La fraternité renaît. Les mains ouvrières se tendent de partout. D'immenses espoirs soulèvent de nouveau les cœurs...

… Et nous n'en serions pas parce que cela dérange les plans de quelques ambitieux!»

Naine n'essaya même pas de réfuter les arguments des adversaires de la participation — ils sont tous des ambitieux! Leurs arguments ne tiennent pas debout!

Bien que les conditions de ma mise en liberté provisoire aient posé des limites à ma collaboration à la *Sentinelle*, je voulus faire entendre, en Suisse romande, un autre son de cloche et j'écrivis, le 31 janvier, une réponse à Charles Naine:

«*La Conférence internationale*

Je regrette que Charles Naine qui toujours élève et grandit les questions qu'il aborde, ait rapetissé le problème de notre participation à la Conférence de Berne à une lutte contre l'ambition de Grimm. Je n'ai jamais aimé Grimm, ni sa politique personnelle et louvoyante. Au congrès d'Aarau 1917, j'étais avec Naine un des plus fervents adversaires du transfert du Comité directeur à Berne, pour y éviter l'influence de Grimm; je regrette aujourd'hui que la Suisse romande n'ait pas maintenu cette année le même point de vue et ait contribué à placer Grimm au sein du Comité directeur; je regrette sa présence à la tête du Comité d'Olten, mais je pense que Grimm n'a rien à faire dans la question de notre participation au congrès de Berne.

Pour le Parti socialiste suisse, c'est une grosse question de principe à trancher.

En 1914, l'Internationale fut divisée, morcelée, impuissante, parce que la grande majorité de ses membres ont trahi la lutte de classe et l'Union internationale pour y substituer le nationalisme et l'union sacrée pour la défense nationale.

A Zimmerwald, à Kienthal, à Stockholm se sont retrouvés ceux qui plaçaient le socialisme et l'Internationale au-dessus du nationalisme meurtrier. Il y eut dès lors deux Internationales, l'Internationale des internationalistes et l'Internationale des social-patriotes.

Le Parti socialiste suisse adhéra avec force au mouvement de Zimmerwald. C'est par 330 voix contr 51 que le congrès d'Aarau se rattacha au mouvement zimmerwaldien, c'est même par 258 voix contre 141 qu'il proclama l'action révolutionnaire des masses dans la résolution suivante:

«Le congrès réclame une paix basée sur les principes de la résolution de Zimmerwald, mais considère que cette paix ne doit pas être établie par la continuation de la guerre, mais bien seulement par une action révolutionnaire de la classe ouvrière.»

En 1917, au congrès de Berne, à une énorme majorité, le parti repoussait le principe de la défense nationale.

Pour nous, aucun doute n'est possible: le nationalisme a tué l'Internationale! Pour la faire revivre et lui rendre la force, il faut

repousser le nationalisme et saisir les mains fraternelles qui se tendent audacieusement au-dessus de la mêlée.

Ce fut le mouvement zimmerwaldien. Grimm y joua un rôle. Mais Zimmerwald, Kienthal, Stockholm dépassent de beaucoup la personne de Grimm et celle de tous les autres participants à ces conférences. Zimmerwald incarna pour les peuples divisés et meurtris, l'espérance de la fraternité future. Ce fut l'appel vigoureux à la révolution prolétarienne qui fit sursauter le peuple russe, qui vibre dans l'âme du prolétariat allemand, et trouve des échos dans le cœur de tous les peuples.

Demain, à Berne, ce n'est pas cette Internationale fidèle à la lutte de classe qui se réunira; nous savons que la grande partie, la partie la plus vivante de Zimmerwald ne sera pas à Berne. L'aile gauche du mouvement international sera faiblement représentée à la conférence, tandis que l'aile droite y sera forte. Qu'importe — dit-on — les mains se tendent, saisissons-les!

Halte! Les mains sont-elles propres?

Ces mains ne sont-elles pas souillées du sang des peuples martyrs? N'ont-elles pas manié les armes fratricides? Ne se sont-elles pas levées dans les parlements pour voter les crédits destinés à massacrer, à incendier, à ruiner? N'ont-elles pas serré, dans une collaboration monstrueuse, les mains des grands responsables de la guerre? N'ont-elles pas touché celles du tsar et celles de Guillaume II et n'ont-elles pas planté le drapeau rouge dans le fumier pour déployer le drapeau national?

Je ne pense pas que ces souillures soient indélébiles et qu'elles nous empêchent de reprendre jamais le contact les uns avec les autres. Mais ces messieurs se sont-ils lavé les mains avant de nous les tendre, ont-ils renoncé à leur nationalisme «über alles»? Ou bien sont-ils prêts, demain, si la guerre reprend, à trahir de nouveau l'Internationale qu'ils reforment et à pousser les peuples dans la haine et le crime?

Leur nationalisme est-il mort à jamais?

En regard des leçons de la guerre, il n'est plus suffisant de vouloir ensemble la socialisation des moyens de production pour s'unir et collaborer, *il faut que la fraternité internationale, pour réaliser ce but, soit plus forte que les sentiments nationalistes*[1].

Entre le nationalisme et l'internationalisme il ne peut plus, il ne doit plus y avoir de compromis. L'Internationale ne sera forte et vivante, elle n'inspirera confiance, elle ne conquerra l'avenir que si elle met de l'ordre dans ses principes. Les Scheidemann, les Thomas, les Renaudel et les Grutléens suisses ne nous inspirent qu'une confiance très limitée pour l'avenir.

Une fraction de l'Internationale est restée fidèle à l'internationalisme, le parti suisse y a franchement adhéré.

Une autre fraction est devenue nationaliste, ou a cherché à concilier dans une union monstrueuse la défense nationale et l'internationalisme.

[1] Souligné dans l'original.

Les premiers ne peuvent reprendre contact avec les seconds que lorsque ceux-ci auront reconnu leurs erreurs et qu'ils y auront renoncé en proclamant l'abandon de la défense nationale et leur volonté de ne pas retomber dans le nationalisme.

Quand la fraction nationaliste aura fait sincèrement son «mea culpa», nous pourrons saisir les mains qu'elle tend. Avant, ce serait, à mon humble avis, une grande erreur.

Que les partis se rattachant à Zimmerwald se réunissent aussi en conférence internationale, cela est urgent. Les deux Internationales établiront leurs principes dans le seul intérêt de la vérité et du triomphe du socialisme, de la justice et de la paix. Je crois que les nationalistes, une grande partie d'entre eux du moins, reconnaîtront leur erreur et se rapprocheront de nous. *Ce serait une faute que d'aller à eux et de laisser planer une équivoque, si petite soit-elle, sur la question du nationalisme.* [1]

Une chose plus grave que les luttes fratricides menace le prolétariat, c'est d'oublier la guerre et ses enseignements, c'est de retomber dans l'ornière d'avant 1914 et d'agir maintenant comme si la guerre n'avait pas eu lieu!»

Le Comité central du Parti socialiste suisse ne put se mettre d'accord sur la question controversée de la participation. Il décida de soumettre la question à un congrès convoqué d'urgence. La section socialiste de La Chaux-de-Fonds, tout en n'ignorant pas qu'elle comptait des camarades hostiles à la participation puisque j'avais écrit dans la *Sentinelle* un article qui la désapprouvait, ne convoqua pas d'assemblée, et le comité décida, malgré mes protestations et celles d'autres camarades, d'envoyer la délégation de dix membres à laquelle la section avait droit uniquement composée de camarades favorables à la participation. On est démocrate ou on ne l'est pas!

Cette décision «démocratique» du comité eut un écho au congrès. Chargé du compte rendu du congrès pour la *Sentinelle*, je pris place à la galerie et non parmi les délégués. Platten, dès qu'il m'y eut repéré, vint me demander pourquoi je n'étais pas dans la salle parmi les délégués. Je le mis au courant du coup de force opéré à La Chaux-de-Fonds et il n'hésita pas à porter la question à la tribune du congrès:

«Il y a — dit-il — encore un cas en Suisse qui m'intéresse et qui m'a poussé à monter à la galerie. J'y vis Humbert-Droz et lui demandai pourquoi il ne se trouvait pas dans la salle, parmi les délégués. Il me répondit qu'il n'y avait pas eu d'assemblée du parti à La Chaux-de-Fonds et que le comité avait décidé d'envoyer dix délégués favorables à la participation (cris «Pfoui!» des délégués de langue

[1] Souligné dans l'original.

allemande et protestations des Romands). Je n'ai nullement l'intention d'aggraver inutilement la situation, mais quand on prône toujours les moyens démocratiques, on doit aussi tolérer que l'on examine s'ils sont pratiqués ou pas. Je constate, comme le prouve le présent cas, que l'on devrait être plus prudent en proclamant: «démocratie, démocratie.[1]»

Paul Graber se sentit visé et répondit misérablement, à côté de la question:

«... Le camarade de La Chaux-de-Fonds qui était, lundi passé, avec moi ici à Berne, me disait: Nous organiserons une assemblée générale vendredi soir. Et j'ai promis que j'irais exprès pour expliquer cette question importante. Le mercredi, on m'a demandé du Locle pour une conférence le même vendredi, ce que j'ai refusé pour rester libre pour La Chaux-de-Fonds. Le comité qui voulait organiser cette conférence s'est aperçu trop tard que notre local habituel était pris, de sorte qu'on a renoncé à l'assemblée du parti sans que je l'aie su. C'est ainsi que le comité fut obligé de choisir les délégués pour ce congrès et ce n'est donc pas moi le coupable dans cette affaire.

Je regrette d'avoir dû perdre pour ces questions personnelles une partie de mes dix minutes et je renonce à la parole.[2]»

Le comité de la section de La Chaux-de-Fonds avait renoncé à convoquer une assemblée de section parce que le local habituel du parti était occupé le vendredi soir! Pourquoi n'a-t-on pas réuni l'assemblée un autre jour? Pourquoi n'a-t-on pas cherché un autre local? Il eût été possible, dans le courant d'une semaine, de réunir le parti, mais le comité ne l'a pas tenté parce qu'il eût été obligé de compter avec les adversaires de la participation.

Et même s'il était réellement impossible de réunir les membres du parti, le comité devait prendre en considération les adversaires qui avaient protesté au comité contre la nomination unilatérale et antidémocratique de la délégation. Sur ce point essentiel Paul Graber se tut prudemment. En réalité la majorité du comité ne voulait pas réunir une assemblée, pour être libre d'opérer ce coup de force.

Charles Naine, principal rapporteur du Comité central en faveur de la participation au Congrès de Berne, y fit une péroraison des plus conciliantes et des plus fraternelles:

«Tout ce qui est ouvrier est frère, malgré tout ce que vous pourrez dire des camarades qui se sont trompés, qui vont à gauche ou à

[1] *Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitages*, Bern, 1919, page 30 (traduction).
[2] *Idem*, page 38.

droite. Combattons-nous, si vous voulez; discutons avec tout le tempérament que nous possédons, pourquoi pas? Nous avons déjà eu des discussions à faire crouler les murs. Mais restons en famille, restons unis, restons ensemble! C'est là notre force. La division, c'est la faiblesse, c'est la réaction, c'est la mort.[1]»

La décision du congrès fut très nette. Trois propositions étaient présentées, l'une favorable et les deux autres opposées à la participation, dont la première émanait de Schneider (Bâle) et de Grimm, tandis que la seconde, nettement révolutionnaire, était présentée par Platten. Vu que toutes deux concluaient au refus de participer, il fut suggéré de les réunir, celle de Platten précisant celle de Schneider.

Contre toute attente, la proposition de Platten, combattue par Naine et par Grimm, fut votée par 198 voix contre 154 et la résolution Schneider, ainsi complétée, par 238 voix contre 147. Le parti s'était souverainement prononcé. Le désir exprimé par Paul Graber que le parti soit consulté et que la minorité se soumette était réalisé!

La résolution de Platten, acceptée par la majorité du congrès, avait la teneur suivante:

«1. La conférence convoquée par le Bureau international de Bruxelles est à considérer comme une tentative de la part des social-patriotes qui, après avoir renié pendant quatre ans et demi la lutte de classe, cherchent à reprendre la direction du prolétariat international.

2. Les participants à cette conférence joueront la comédie d'une entente internationale, mais en réalité ils restent fidèles à la bourgeoisie de leur pays.

3. Nous constatons que le Bureau international des social-patriotes cherche à diviser les adhérents de Zimmerwald pour pouvoir se présenter devant le prolétariat européen décorés de lauriers non mérités et avec un sang un peu rajeuni.

4. Nous refusons d'être représentés à une conférence où sont des gens à qui, moralement, incombe le meurtre de Liebknecht et de Rosa Luxembourg et qui s'assoiront à côté de camarades qui, dans les semaines qui viennent, tomberont peut-être comme martyrs des socialistes gouvernementaux.

Nous saluons la Révolution russe et reconnaissons le cri de guerre des révolutionnaires russes et allemands lorsqu'ils appellent le prolétariat à la révolution mondiale.

Avec eux nous pensons qu'il existe des oppositions irréductibles entre les socialistes de la deuxième Internationale et ceux de Zimmerwald.

---

[1] *Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitages,* Bern, 1919, page 15 (traduction).

Le Parti socialiste suisse, se basant sur cette opinion, repousse l'invitation du Bureau international.»

Ainsi je me trouvais être, en Suisse romande, le représentant de la majorité du Parti socialiste suisse. Serait-ce la raison pour laquelle Charles Naine, quelques jours après ce congrès, soit le 8 février, publia dans la *Sentinelle* un article qui souleva de multiples protestations et m'obligea à donner, une fois encore, ma démission de rédacteur du journal. Voici cet article *in extenso*:

«*Ceux qui ont les mains pures — L'abandon des principes et de la lutte de classe*

Dans un article de la *Sentinelle* auquel je n'avais pas eu le temps de répondre mais que je retrouve dans la *Nouvelle Internationale* de Genève, Humbert-Droz estimait que je rabaissais le débat en signalant dans l'opportunisme de Grimm une des causes pour lesquelles la *Tagwacht* recommandait la non-participation au congrès international.

Ce n'est pas mon opinion, car je pense qu'il ne faut pas perdre la réalité de vue et montrer par des exemples concrets où sont les opportunistes et ce qu'est l'opportunisme.

Pour moi l'opportunisme ne consiste pas, comme pour Humbert-Droz, à me trouver dans une assemblée en contact avec un bourgeois ou avec un social-patriote, mais l'opportunisme consiste essentiellement dans l'abandon des principes et dans des actes contraires à ses principes.

Et à ce sujet, quitte à ce qu'Humbert-Droz estime que je rabaisse le débat, je prends un exemple en sa personne.

Il y a environ un an et demi, lorsque j'entendais Humbert-Droz proclamer à la Maison du Peuple de Lausanne que son Dieu lui interdisait de tuer et que, tirant la conséquence de ce principe, il refusait d'accomplir son service militaire, je l'admirai sans réserve, quoique je n'aie rien de commun avec son Dieu. Mais lorsque, plus tard, il me déclara qu'il était partisan de la guerre civile, je pensai et pense encore qu'Humbert-Droz a lâché ses principes pour faire de l'opportunisme. Je ne sais pas trop comment il arrange cela avec son Dieu, ça c'est son affaire. Mais moi, comme antimilitariste, je lui dis: tu retombes dans un militarisme peut-être aussi cruel que l'autre, tu prépares la guerre que tu prétendais abolir et si tu n'as pas encore du sang aux mains, cela n'a pas dépendu de toi. Alors, ne fais pas trop le dégoûté en regardant les mains d'Albert Thomas et autres Scheidemänner, les tiennes pourraient avoir bientôt la même couleur.

En préconisant la lutte sanglante d'une minorité ouvrière contre la grande masse du peuple, non seulement tu abandonnes tes principes antimilitaristes, mais tu abandonnes le principe de la lutte de classe. Ce n'est plus la classe travailleuse que tu dresses au nom du droit et de la justice contre la classe capitaliste et ses privilèges, mais c'est une

minorité d'ouvriers que tu jettes dans une lutte sanglante contre leurs frères de travail qui ne partagent pas leurs idées.

Et dans cette lutte sanglante où vous poussez les ouvriers partisans de la dictature, vous espérez réussir par des moyens de basse démagogie, en excitant les viles passions et en vertu du principe que tu proclamas toi-même dans la *Sentinelle* qu'il faut passer à tout prix, que la fin sanctifie les moyens.

Ce ne sont pas seulement les principes antimilitaristes et le principe de la lutte de classe que tu abandonnes par opportunisme, mais encore les principes les plus élémentaires de l'humanité.

Quand tu publias dans la *Sentinelle* cette phrase fameuse qui fit tant de mal au socialisme «La grippe venge les travailleurs», phrase de sauvage et non pas d'homme civilisé, tu exprimais à la fois ton mépris de la vie humaine en général et celle des travailleurs tombés sous les coups de la terrible maladie, travailleurs socialistes aussi, entends-tu Humbert-Droz, travailleurs que demain, avec le même mépris, tu seras prêt à sacrifier à ton opportunisme.

Et ne faisons pas de confusion, ces hommes sont tombés victimes de la réaction bourgeoise, je ne les inscris pas à ton compte, mais ce qui, dans cet événement, témoigne de la déchéance des principes chez un homme tel que toi, c'est le sentiment de vengeance étroite et l'absence du sens de la solidarité ouvrière que cette phrase exprimait.

Et maintenant, si tu estimes que je rabaisse le débat, essaie de le relever, je te suivrai.»

Je fis suivre cet article de la note suivante:

«*Deux mots à Charles Naine*

Ton article, au lendemain de ma démission de la *Sentinelle* et à la veille de passer devant le tribunal militaire n'est pas un acte de discussion; c'est une mauvaise action qui prolongera mon emprisonnement et réjouira la bourgeoisie. Je ne te croyais pas capable de la commettre, parce que j'ai cru à la sincérité de tes paroles d'amour et de fraternité. J'y crois encore!»

Bien qu'ayant démissionné de la rédaction du journal et étant limité dans mon activité par les conditions posées à ma libération provisoire, je fis, le 13 février, usage de mon droit de réponse en ces termes:

« *Violences?*

Charles Naine, dans son article de samedi dernier, cherche à prouver que j'ai abandonné mes principes et que je l'ai fait par opportunisme. De tolstoïen, partisan de la non-violence, je serais devenu révolutionnaire; dans quel intérêt, je ne sais.

Cette accusation est fausse et injuste et, avant de quitter le journal, je tiens à m'expliquer clairement sur ce sujet, afin qu'il ne reste aucune équivoque.

Avant la guerre déjà, en mai 1914, j'ai fixé ma pensée sur ce point dans ma thèse de licence en théologie *Christianisme et socialisme.*

Après avoir applaudi à l'effort pacifique et à la révolution paisible du prolétariat, j'ajoutais en sondant l'avenir:

« Il reste cependant une question angoissante. Elle n'est pas présente. Elle est pour l'avenir. Les luttes contemporaines font prévoir de la part des représentants de Mammon, des résistances désespérées et violentes. Il faudra peut-être, à un moment, en venir à la violence. Les grands changements dans la marche vers le bien nécessitent quelquefois des crises convulsives. Que fera le chrétien?

Il recherchera premièrement le royaume et la justice de Dieu! Il ne perdra pas ce but dans la tourmente, il ne trahira pas le royaume par crainte et se rappellera avec tristesse que ce sont les violents qui s'emparent du Royaume. Il comprendra avec Béthune que si jamais l'usage de la force est justifié, c'est pour une cause aussi sainte que la fraternité, que l'emploi du fouet du Christ est nécessaire si l'on veut purifier la maison du Père. »

Telle était ma pensée avant la guerre, telle est encore ma pensée aujourd'hui; mon article de vendredi dernier ne dit pas autre chose, bien qu'il respire moins l'air des sacristies.

Je n'ai donc pas modifié ma manière de juger la violence révolutionnaire, par conséquent je ne puis l'avoir fait par opportunisme.

Ma pensée n'a pas changé non plus à l'égard de la violence militaire. Dans la même thèse, j'affirmais et je défendais quelques jours avant la guerre:

«A la propagande légale contre la guerre et tout militarisme que poursuit le socialisme, le chrétien doit joindre l'action personnelle, morale contre toute loi militaire, en refusant de s'y soumettre.»

Mon acte d'insoumission n'était que l'application conséquente de ce principe. Mais dans ma plaidoirie devant le tribunal militaire, je ne défends pas le point de vue purement tolstoïen. Je m'élève contre le service militaire obligatoire, contre la violence imposée à tous comme un devoir de défendre la patrie, mais je réserve mon opinion sur la question de la violence pour la défense de sa famille et de soi-même.

J'ai pu, au cours de ces quatre ans et demi de guerre, osciller tantôt vers le tolstoïsme, tantôt vers les théories révolutionnaires, suivant les impressions du moment — qui n'a pas oscillé, qui n'a pas cherché avec angoisse? Mais je n'ai jamais échappé un seul instant à ce douloureux dilemme: la haine et la répulsion pour la violence et la nécessité de l'employer à certains moments pour la lutte d'émancipation du prolétariat.

Je n'ai jamais été complètement tolstoïen parce que j'ai senti que l'abandon absolu de la violence devait logiquement conduire à l'anarchie, à la négation de l'autorité et de tout gouvernement qui, pour se maintenir et pour faire exécuter ses ordres, même s'il est appuyé par une forte majorité, a besoin de gendarmes et d'un minimum de violence, si la minorité est récalcitrante. Quoi qu'en disent

certains camarades qui confondent les principes les plus élémentaires, je ne suis pas anarchiste tant que j'admets la lutte pour la prise du pouvoir et que je reconnais la nécessité d'un gouvernement.

C'est pourquoi j'ai pu adhérer à l'action zimmerwaldienne sans réticence. J'ai pensé que la guerre était la suprême violence de la classe bourgeoise, et que cette violence devait susciter dans le prolétariat l'emploi de la violence pour briser ce régime.

Quand Zimmerwald a fait appel à l'action révolutionnaire des masses contre la guerre et le capitalisme, j'ai souffert que le prolétariat soit obligé de sortir des voies paisibles, mais j'ai considéré et je considère encore que c'était une nécessité pour lui, une nécessité de la lutte des classes rendue brutale par la violence du capitalisme.

A ce moment-là, tu en étais du mouvement zimmerwaldien! Comme membre de la commission, tu endossais la responsabilité de ces appels à l'action révolutionnaire des masses!

Au moment où la Révolution russe a éclaté, violente, terrible, j'ai considéré cette violence comme le résultat de toute la politique violente du tsarisme et du capitalisme russes. La Commission internationale de Zimmerwald a lancé, le 20 mars 1917, un appel qui se terminait par ces mots:

«Au moment actuel, aucune hésitation, aucune tergiversation, aucune attitude passive, aucune remise de la lutte, aucun opportunisme n'est permis. Toute l'énergie révolutionnaire dont dispose le prolétariat, toutes les forces vives doivent être transformées en actes, en réponse aux appels à la liberté qui viennent de Russie. Il n'y a pas de solidarité avec la Révolution russe en dehors de la lutte révolutionnaire dans son propre pays. Debout pour la défense de l'insurrection du peuple russe! Tous contre la réaction, contre l'impérialisme, contre la guerre, pour l'armistice immédiat, pour la paix entre nations. Peuples des villes et des campagnes, ouvriers en blouse et en uniforme, debout pour la lutte révolutionnaire, pour le pain et la liberté, pour la paix!

Vive la révolution socialiste internationale!»

Je ne crois pas que tu te sois désolidarisé de cet appel signé de la commission dont tu faisais partie. Tu comprenais peut-être «la révolution» sous la forme du bulletin de vote? Admets que nous l'ayons pu comprendre autrement!

La méprise était possible, d'autant plus que le projet de résolution de Zimmerwald présenté par les gauches disait en toutes lettres: «guerre civile et non pas Union sacrée, voilà notre devise.» Nous étions alors de la même opinion! Qui a changé ses principes? Toi ou moi?

Je ne te fais pas un reproche d'avoir évolué, je te prie seulement de ne pas m'insulter parce que je pense encore comme autrefois.»

Le 14 février, la Société d'édition publiait en tête du journal les communiqués suivants:

« Déclaration

La Société d'édition, réunie en assemblée générale le 13 février prie le camarade J. Humbert-Droz de bien vouloir suspendre sa démission de rédacteur de la *Sentinelle.*

Société d'Edition et de Propagande socialiste. »

« A nos correspondants

Nous avons reçu ces jours derniers de nombreuses protestations contre l'article de Charles Naine de samedi dernier attaquant Jules Humbert-Droz. Il nous est impossible de les publier ou même de les résumer toutes et nous pensons agir dans l'intérêt du journal en remplaçant ces correspondances par la présente déclaration. »

Le journal en effet avait la faveur des ouvriers: pendant le mois de décembre 1918 il avait enregistré 376 nouveaux abonnés. Mon départ de la rédaction risquait de lui porter préjudice. Mais après la publication de l'article injurieux de Charles Naine, je ne pouvais décemment rester rédacteur à la *Sentinelle* où, depuis des mois, ma position était intenable.

Me Jean Roulet, mon défenseur d'office devant le tribunal militaire qui devait juger le procès de la grève générale se montra fort inquiet de la polémique engagée dans la *Sentinelle.* Le 10 février il écrivit à Charles Naine en le priant de cesser ses attaques:

« Monsieur et honoré confrère,

J'ai pris connaissance de votre article paru dans la *Sentinelle* de samedi dernier, j'ai l'honneur de vous demander, en ma qualité de défenseur de M. Jules Humbert-Droz devant le Tribunal territorial IIa, de suspendre toute polémique publique avec mon client jusqu'après le jugement.

Vous comprendrez sans doute, sans que j'aie besoin de les exposer plus longuement, les raisons qui militent en faveur de ce silence et de cette suspension de polémique jusqu'à jugement définitif intervenu... »

En date du 12 février, Charles Naine répondait à Me Jean Roulet:

«... Si mauvaise opinion que j'aie des tribunaux militaires, je ne pense pas que la polémique avec H.-D. puisse avoir une influence dans le procès de ce dernier; mais ce n'est pas de mon côté qu'elle a commencé et elle ne continuera pas si ça ne dépend que de moi; j'ai envoyé hier deux mots encore à la *Sentinelle* qui n'ont que peu d'importance. »

Ayant été blessé dans mon honneur par Charles Naine, je m'estimai autorisé à lui répondre dans l'esprit de mon article du 15 février qui n'était nullement injurieux pour lui.

Le 17 février, Charles Naine informait mon avocat qu'il continuait la polémique, puisque je n'avais pas laissé sans réponse son attaque personnelle:

« Lorsque vous m'avez demandé de cesser de polémiquer avec Jules Humbert-Droz, je ne me figurais pas qu'il était sous-entendu que lui continuerait, or c'est précisément ce qui a lieu. Dans ces conditions, je continue également. Du reste, si vous craignez que cela puisse être interprété en défaveur de votre client, je m'offre à déposer comme témoin aux débats, car il est facile de démontrer que cette polémique n'a rien à voir avec la grève générale. »

Cependant la Société d'édition de la *Sentinelle* refusa d'insérer le nouvel article de Charles Naine, en raison de son caractère très personnel. Par sa décision elle mettait fin à cette pénible polémique.

Ma situation s'aggravait. Charles Naine, que j'estimais et que j'aimais malgré nos divergences politiques, m'avait profondément peiné. Non seulement il était injuste, mais encore, à la veille d'un nouveau procès dont je ne pouvais attendre qu'une nouvelle et lourde condamnation, il laissait entendre aux adversaires politiques que mes camarades socialistes se désolidarisaient de mon action et que le tribunal militaire pouvait frapper sans craindre de sérieuse réaction. La justice militaire s'acharnait contre moi. Un correspondant à la *Sentinelle* le soulignait en ces termes: « Ils ont réussi dans les dix-huit premiers mois de son séjour en Suisse à l'emprisonner pendant plus de dix mois, à le faire taire pendant deux mois de liberté provisoire et à le priver des droits civiques pour une durée de cinq ans! »

De quoi liquider définitivement le frêle patriotisme qui me restait des leçons de l'école primaire!

Cependant l'acharnement de la bourgeoisie et de la réaction ne faisait que m'encourager dans la voie de la lutte de classe révolutionnaire.

Par contre, les coups portés par les compagnons de lutte font mal parce qu'ils viennent d'amis et aussi parce qu'ils ne sont pas donnés avec franchise. Le Parti socialiste neuchâtelois disposait d'autorités officielles: les congrès, le Comité cantonal et la Société d'Edition et de Propagande socialiste, responsable de la *Sentinelle*.

Pourquoi n'avoir pas posé dans ces organes les questions qui nous opposaient? Pourquoi avoir eu recours à des manœuvres et à des coups tordus pour m'éloigner de la *Sentinelle* (nomination de Paul Graber à Genève, article de Charles Naine)? Pourquoi, après avoir glorifié les principes démocratiques, ignorer la minorité en nommant la délégation au congrès du Parti socialiste suisse qui devait décider de la participation au congrès international de Berne? Je respectais l'opinion des camarades partisans de la démocratie. Pourquoi ne respectaient-ils pas la mienne, celle de la majorité du congrès de Berne?

Après l'attaque personnelle de Charles Naine contre moi, que signifiaient les injonctions de sa péroraison au congrès de Berne: «Restons unis!»?

En quittant la *Sentinelle*, je perdais mon gagne-pain; privé de mes droits civiques, je ne trouvais guère que des portes fermées et me voyais même interdit de séjour dans un autre canton, comme en témoigne la lettre du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève du 5 septembre 1919:

«Monsieur Jules Humbert-Droz
P.-H. Mathey 27 Chaux-de-Fonds

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 28 août relative à votre séjour éventuel à Genève, nous venons vous faire savoir qu'il ne nous est pas possible d'entrer dans vos vues tant que dure la privation des droits civiques dont vous avez été frappé.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations empressées.

Au nom du Conseil d'Etat:
Le chancelier. Le président. »

Un recours adressé au Grand Conseil genevois fut renvoyé par celui-ci au Conseil d'Etat contre lequel était rédigé le recours. Belle démocratie!

Et le canton de Neuchâtel, où me confinait la suppression des droits civiques, menait cabale contre moi! Condamné le 16 avril 1919 à trois mois de prison et à 900 francs de frais, je reçus en prison, de l'Office des poursuites et faillites en date du 21 juin déjà, la lettre suivante:

«Monsieur Jules Humbert-Droz, journaliste
actuellement détenu à Neuchâtel.

Monsieur,

Une réquisition de poursuite ayant été déposée à notre office par le Tribunal militaire territorial 2 représenté par la Préfecture de La Chaux-de-Fonds, contre vous, pour une somme de Fr. 900.— et

représentant les frais du jugement du dit tribunal du 16 avril 1919, nous vous prions de bien vouloir nous indiquer dans les *cinq jours*[1] dès la réception de la présente, un mandataire auquel nous puissions notifier la dite poursuite.»

Ce qui me préoccupait le plus, ce n'était pas tant cet acharnement des autorités, de l'Eglise et de mon parti contre moi que les répercussions possibles de ces événements sur Jenny qui attendait notre premier enfant. Nous nous étions infiniment réjouis de cette naissance qui devait nous unir encore plus étroitement; mais toutes ces difficultés accumulées ajoutées à la perspective d'être sans travail, en butte aux tracasseries administratives, pouvait influencer la santé de la mère et de l'enfant. Jenny était vaillante et courageuse; sa confiance, son optimisme me soutenaient certes, mais je devais penser à notre avenir. A trois, avec un bébé, c'était encore plus difficile. Une fois la guerre terminée, je pensais m'expatrier, chercher sous d'autres cieux plus cléments la possibilité de vivre libre et en paix. Avec un bébé, ces projets se compliquaient.

Néanmoins j'étais encore entouré d'amis. L'article de Charles Naine avait provoqué une réaction chez ceux-là même qui l'aimaient et le respectaient et qui nous témoignèrent leur chaleureuse sympathie. Ses attaques outrageantes leur étaient aussi incompréhensibles qu'à moi-même. Jenny avait écrit à Naine. Elle reçut de lui une réponse démontrant que son attitude était bel et bien préméditée. Peut-être était-ce sa cuisante défaite au congrès de Berne qui avait déclenché cette riposte tardive à mon article de janvier.

Voici le texte de sa réponse à Jenny le 17 février:

«Madame,

Votre lettre m'est bien parvenue et je dois vous répondre, quoique j'eusse préféré ne pas le faire, car ma réponse va vous causer un nouveau chagrin.

Je ne doute pas du désintéressement de votre mari, mais je n'en juge pas moins ses méthodes profondément immorales, et l'article que j'ai écrit l'autre jour, comme le deuxième que j'ai envoyé depuis, n'exprime que d'une façon très atténuée mes sentiments à cet égard. J'espérais toujours que je n'aurais pas à polémiquer avec Jules Humbert-Droz et que ça finirait par s'arranger. J'ai eu tort de le croire.

Quant à votre supposition que quelqu'un me pousse, elle est, permettez-moi de vous le dire, un peu enfantine et je ne m'en offusque

[1] Souligné dans l'original.

pas du tout, car vous ne me connaissez pas et vous pouvez me juger autrement que je ne suis.

Voulez-vous me croire, je suis persuadé que notre parti est menacé d'être étouffé par la corruption et les moyens sans scrupules et je suis décidé à ne pas laisser aller les choses sans réagir de toutes mes forces.

Ce que vous me dites des lettres que vous recevez ou de l'effet de mes articles sur le mouvement à La Chaux-de-Fonds me laisse parfaitement indifférent. J'aurais mon parti tout entier sur le dos que je n'en changerais pas d'une ligne ma conduite.

Tout cela est bien regrettable, mais nous sommes dominés par des forces qui dépassent nos personnes. Celles-là ne jouent qu'un rôle secondaire dans la lutte.

Agréez, Madame, mes cordiales salutations. C. NAINE.»

Parmi les nombreuses lettres de sympathie indignée que nous avons reçues, j'en citerai quelques-unes seulement de nos amis communs, entre autres ceux qui étaient d'accord avec les principes démocratiques de Charles Naine: Hélène Monastier, Ernest Gloor, la famille Paul Golay, Juvet, Mme Louisa Béguin, Rogister.

D'Hélène Monastier:

«Je lis avec consternation l'article de Naine dans la *Sentinelle*. Il est cruel. Il vous aura fait mal, à Jenny autant qu'à Jules.

Votre réponse m'annonce votre démission de la *Sentinelle*. Quel temps douloureux pour vous. C'est l'obscurité. Je pense à vous deux très fort. (...) Je suis sûre de vous. Et suis convaincue que vous êtes assez courageux et assez forts pour sortir grandis de tout cela.»

D'Ernest Gloor:

«J'ai été indigné de l'acte si brutal de Ch. Naine. Cela m'a assombri ma sortie de prison. Comme j'ai pensé à toi et comme j'ai mesuré l'intensité de l'amertume qui a dû t'alourdir l'âme. Sache que j'en ai souffert avec toi plus que je ne saurais te le dire. Tu as dû sentir l'immense réprobation soulevée par l'acte intolérant d'un camarade aimé et respecté cependant. Peut-être cela a-t-il été un baume sur ta blessure. Avec des centaines de tes amis, je te crie: *Reste à la Sentinelle: Ne t'en va pas*[1]. Mais quoi qu'il arrive, crois que je te garde mon amitié profonde et vivante ainsi qu'à celle qui est si vaillamment ta compagne.»

De Paul et Marie Golay à Jenny:

«... Nous avons été atterrés, nous trois[2], de l'article concernant votre mari, paru samedi; je l'ai lu, puis relu plusieurs fois, n'en

[1] Souligné dans l'original.

[2] Marie Golay, son mari Paul Golay et leur fille Alice (aujourd'hui Alice Rivaz, écrivain).

croyant pas mes yeux, et puis cela m'a tellement affectée que depuis hier je suis malade...

Pauvre Humbert-Droz, cher camarade, croyez que toute notre sympathie vous est acquise et que nous souffrons avec vous de cette injustice; mon mari en est navré et me charge de vous le dire; au moment précis où vous auriez besoin d'encouragement, quelle déception! (...)

Je voudrais vous sentir à l'abri, loin des coups donnés par ceux avec lesquels on lutte, parce que ce sont ceux-là seuls qui font souffrir...»

De N. et E. Juvet, socialistes chrétiens de Lausanne:

«Nous venons ma femme et moi vous donner vite toute notre sympathie et vous exprimer encore et malgré tout nos sentiments de fraternité dans ces moments pénibles que vous devez passer après ce coup de pied d'âne de Charles Naine. Si je trouve qu'au point de vue des idées, Naine a raison, si je regrette que tu ne sois pas resté l'intransigeant chrétien du «Tu ne tueras point» (ni bourgeois, ni prolétaire) je n'en trouve pas moins véritablement cochon l'acte public de Naine. Car en effet ce ne serait rien s'il t'avait dit cela de vive voix, même en t'insultant et en gueulant au besoin, mais te le dire ainsi, dans la *Sentinelle*, pour te couler dans le mouvement et pour faire la joie des bourgeois et de la presse, cela n'a pas d'autre nom que salaud! Je m'attendais à beaucoup de mesquineries et de méchanceté des socios que j'aime quand même, mais je dois avouer, que de Naine, je n'aurais jamais attendu cela. Je l'avais jusqu'ici cru moins petit. Je pense qu'il n'a pas pu avaler d'avoir été mis en minorité à Berne et qu'il en a eu une grande colère, augmentée à la lecture de ton article et qu'il a répondu sous le coup de la lecture...»

De Mme Louisa Béguin, amie intime de Jenny, épouse de M. William Béguin:

«Je suis extraordinairement triste et bouleversée de ce que la *Senti* nous annonce: la démission de votre mari et la colère subite et incompréhensible de Naine contre votre mari. Willy est navré comme moi de ce qui se passe. (...) C'est triste et malheureux, d'autant plus que, comme vous le sentez vous deux, vous serez de nouveau les victimes directes de cette malheureuse cabale. Qu'allez-vous faire? Je suis très inquiète à votre sujet .(...) J'espère de tout mon cœur que votre mari trouvera un emploi où il pourra tranquillement gagner sa vie tout en jouissant du bonheur d'être à trois. (...) Je crois aussi comme vous que Naine reviendra à de meilleurs sentiments. On sentait qu'il devait être très fâché d'avoir échoué il y a huit jours, mais jamais on n'aurait supposé que sa colère se tournerait contre Humbert-Droz...»

La *Nouvelle Internationale* réagit également vigoureusement à l'article de Charles Naine. Dans son numéro 68 du 15 février, Georges Lachenal écrivait:

«*Ceux qui ont les mains impures*

Par deux fois, en quinze jours, Charles Naine et la *Sentinelle* reçoivent des éloges de la presse bourgeoise.

Avec nos amis de Suisse romande, qui regardent effrayés la voie où s'engage Charles Naine, nous crions: casse-cou! Mais, à leur mécontentement, nous ajouterons la répugnance que nous causent les moyens employés par Charles Naine contre le plus ardent défenseur de la classe ouvrière, contre celui qui a montré par ses sacrifices un dévouement absolu à la cause des exploités, nous voulons dire: Jules Humbert-Droz.

Parlons d'abord de la politique de Charles Naine.

Le citoyen Charles Naine déclare que «l'opportunisme consiste essentiellement dans l'abandon de ses principes et dans des actes contraires à ses principes.»

Aucune définition ne pourrait se retourner davantage contre lui et le condamner aussi complètement.

Charles Naine se disait socialiste, donc admettait les principes basés sur les recherches scientifiques des fondateurs du socialisme moderne, Karl Marx et Fr. Engels.

De toutes les œuvres de Marx, d'Engels et de leurs continuateurs ressort implicitement ou explicitement que la révolution sociale, donc la guerre civile, est une nécessité inéluctable et que le prolétariat ne pourra exproprier la bourgeoisie qu'en instaurant pour un temps déterminé sa propre dictature de classe. En voici la preuve:

«Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs buts. Ils proclament hautement que ces buts ne pourront être atteints sans le *renversement violent* de tout ordre social actuel.» [1] «Le prolétariat se servira de sa *suprématie politique* pour arracher petit à petit tout capital à la bourgeoisie pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du *prolétariat organisé en classe régnante*.» [2] «Les philistins allemands entrent toujours dans une sainte terreur aux mots: dictature du prolétariat. Voulez-vous savoir, messieurs, ce que veut dire cette dictature? Regardez la Commune de Paris. Voilà la dictature du prolétariat.» [3]

«L'expérience n'a pas prouvé jusqu'ici et les prévisions qu'on peut faire pour l'avenir ne permettent pas de croire que les formes démocratiques rendent superflue la suprématie de la classe prolétarienne pour son émancipation.» [4]

«A d'autres le facile — sinon honnête — plaisir d'abonder en

---

[1] MARX-ENGELS, *Manifeste du Parti communiste.*

[2] *Idem.*

[3] FR. ENGELS, *Préface à la Lutte des Classes en France.*

[4] KARL KAUTZKY, *Le Marxisme.*

quelque sorte dans votre sens en vous faisant espérer votre émancipation de «la longueur du temps» du développement régulier des institutions républicaines, de la liberté de réunion et d'association, etc., etc. Pour moi, je présente les choses telles qu'elles sont — si désagréables qu'elles puissent sonner à certaines oreilles; et, où la révolution s'impose comme une nécessité, je dis sans hésiter: «que la révolution soit! Et tant pis pour ceux qui l'auront rendue inévitable.»[1]

Nous pourrions remplir des colonnes de citations semblables. Voilà ce qu'ont toujours déclaré et écrit tous les socialistes; mais Charles Naine, lui, édite une brochure contre la dictature du prolétariat et se déclare réformiste contre-révolutionnaire. Donc, si «l'opportunisme consiste dans l'abandon de ses principes», il y a deux alternatives: 1) ou bien Charles Naine n'a jamais été socialiste; 2) ou bien il est opportuniste. Nous lui laissons le choix.

Voyons maintenant ce que dit Charles Naine de notre camarade Humbert-Droz pour se venger de la leçon, très courtoise du reste, que ce dernier lui a donnée dans le bel article qu'a reproduit la *Nouvelle Internationale.*

Charles Naine veut prouver (ô ironie) qu'Humbert-Droz est un ... opportuniste. Jugez de la valeur de son argumentation: les convictions religieuses d'Humbert-Droz lui interdisaient la violence, et tirant la conséquence de ce *principe*, il refusait d'accomplir son service militaire. Or il se déclare maintenant partisan de la «guerre civile». Il fait «abandon de ses principes». Donc... il est opportuniste.

Non, citoyen Charles Naine, votre logique est très obscure et toutes vos arguties ne nous feront pas prendre vos vessies pour des lanternes!

Nous avons ouï dire qu'une évolution s'était faite dans la pensée religieuse de Jules Humbert-Droz, mais cela ne regarde pas plus Charles Naine que nous-mêmes. *La religion est affaire privée*, telle fut la déclaration de tous les congrès socialistes internationaux. Donc en admettant que les convictions religieuses d'Humbert-Droz se soient modifiées, Charles Naine se mêle de ce qui ne le regarde pas en y faisant allusion, et quand il se base sur ce changement pour accuser Humbert-Droz d'opportunisme, nous trouvons qu'il est du dernier grotesque ou de mauvaise foi.

Et lorsque, quittant ce terrain, nous allons sur celui de la politique qui, dans une discussion honnête, devrait être seule en cause, nous voyons que l'attitude de notre camarade Humbert-Droz est celle d'un socialiste conséquent, d'un socialiste dont le nom est digne d'être rapproché de ceux de Franz Mehring et de Karl Liebknecht, d'un socialiste mettant en pratique *les principes* élaborés par le prolétariat *et y restant fidèle*, tandis que l'attitude de Charles Naine est celle d'un idéologue bourgeois qui ne connaîtrait rien du socialisme ou celle d'un socialiste qui *abandonne ses principes et agit contrairement à ses principes:* d'un opportuniste.

[1] Jules Guesde, *Collectivisme et Révolution.*

Ah! Certes, Charles Naine peut être certain que jamais sa prose ne sera reproduite dans la *Pravda* ou les *Isvestia*, alors que les articles de J. Humbert-Droz y furent plusieurs fois traduits! Ses arguments chancelants sur la «démocratie», sur la «basse démagogie excitant les viles passions» sentent singulièrement l'idéologie bourgeoise et on jurerait qu'ils sont tirés de la *Gazette de Lausanne*.

On croit rêver quand on lit, entre beaucoup d'autres, une pareille énormité: «Tu retombes dans un militarisme peut-être aussi cruel que l'autre, tu prépares la guerre que tu prétendais abolir.» Pauvre Charles Naine! Il ignore ce que le dernier des ouvriers sait très bien, parce que les socialistes l'ont toujours répété: que «seule la guerre de classes peut mettre fin aux guerres de peuples».

Nous ne savons pas, dans les dires de Charles Naine, la part que nous devons faire à l'ignorance et celle que nous devons faire à la mauvaise foi, mais lorsqu'il ose accuser Jules Humbert-Droz de basse démagogie et le compare à Albert Thomas, nous avouons que le rouge nous monte au visage et nous tenons à dire que si Charles Naine ne retire pas ses injures, ce ne sera pas pour le renom de probité du journal qui les a insérées, et encore moins pour celui qui les a lancées.»

J'avais été libéré provisoirement au mois de janvier, avec les autres inculpés du procès de la grève générale. Le procès n'eut lieu que le 15 avril, mais la justice militaire m'avait fait incarcérer le 4 avril déjà. M'étant conformé exactement aux conditions posées par le major Robert Weck, grand juge du Tribunal territorial II, je recourus contre ce nouvel acte arbitraire. Mon activité réduite n'avait donné lieu à aucune plainte pénale; j'étais donc parfaitement en règle.

L'auditeur en chef de l'armée, le major Ceresole, auquel j'avais adressé mon recours, me répondit le 10 avril:

« Il ne m'est pas possible d'entrer en matière sur votre réclamation du 7 courant concernant votre réincarcération préventive. Il s'agit là en effet d'une mesure de sécurité ordonnée par le grand juge dans sa souveraineté et qui d'après l'article 186 de la loi d'organisation judiciaire ne peut faire l'objet d'aucun recours.

J'observe d'ailleurs que le lieutenant-colonel Thélin a pu estimer à bon droit que le fait de prendre part le 4 avril à un meeting antimilitariste annoncé le *2 avril* déjà par les journaux — dont la *Sentinelle* — qui vous indiquaient *déjà alors* comme orateur, constituait une violation à votre déclaration du 16 janvier 1919 par laquelle vous vous engagiez à ne participer à aucune manifestation quelconque.

Les explications du major Weck dont vous m'envoyez copie et qui ne visent à titre d'exemple que le cas de manifestations à votre sortie de prison ou de nouveau délit commis par vous ne sont nulle-

ment de nature à infirmer le bien-fondé de la mesure prise par le lieutenant-colonel Thélin.

Pour l'Auditeur en chef:
Major CERESOLE. »

C'était le règne de l'arbitraire le plus complet: un grand juge avait modifié, sans en prévenir l'accusé, les conditions de sa libération provisoire. En réalité les polémiques de Charles Naine et du Parti socialiste contre moi n'étaient pas étrangères à cette nouvelle incarcération. En effet le 22 mars avait eu lieu à Corcelles un congrès du Parti socialiste neuchâtelois où je fus mis en minorité après un débat au cours duquel Paul Graber avait porté contre la gauche des accusations gratuites, fausses et outrageantes.

Je publiai, dans la *Nouvelle Internationale* du samedi 29 mars, un résumé de ces débats suivi du projet de résolution que j'y avais défendu:

«*Le parti neuchâtelois et la dictature du prolétariat*

Samedi dernier, par 56 voix contre 9, le congrès neuchâtelois du parti socialiste affirmait sa confiance dans la démocratie bourgeoise. Le même jour, la Hongrie établissait la dictature du prolétariat et s'alliait à la Russie communiste.

Le vote de Corcelles en paraît plus ridicule et plus petit. Nos camarades paraissent oublier le reste du monde et borner leur esprit aux frontières étroites de leur canton.

Ce congrès marque une sensible évolution vers la droite et consacre la victoire des éléments «petits-bourgeois» qui sont à la tête du parti de Neuchâtel-Ville.

Il y a quelques années, seuls contre la Montagne, ils défendaient le point de vue de la participation au Conseil d'Etat... samedi dernier la participation était votée par la presque unanimité du congrès. Il y a un an, les réactionnaires neuchâtelois étaient battus sur la question de la dictature du prolétariat par la Montagne unanime... Aujourd'hui, grâce à la pirouette de P. Graber et aux pirouettes semblables de tous ceux pour lesquels le socialisme consiste à suivre leur chef, l'écrasante majorité appartient aux vaincus d'hier.

Les causes de ce vote sont nombreuses, mais la principale est certainement le manque presque absolu d'éducation socialiste dans notre population ouvrière.

Le parti a grandi beaucoup plus grâce à l'agitation électorale exploitant les scandales de la bourgeoisie que par l'éducation socialiste. On raisonne peu sur les principes, on suit un chef; et parce que les principes sont à l'arrière-plan, on n'a pas de peine à évoluer et à modifier ses opinions aussi rapidement que lui.

Ceux qui ont assisté à l'assemblée de La Chaux-de-Fonds qui a discuté la question de la dictature, ont été frappés et navrés de la petitesse des arguments.

C'était des insultes, des insinuations démagogiques: «anarchistes!», «mômiers!», «on ne vous a pas vus au travail!», «fruits secs!», «vous voulez l'émeute!», «vous voulez du sang!». C'était, faute d'arguments, des racontars ridicules, déformation de déclarations faites ailleurs, des ragots qui fourmillent dans la diplomatie secrète du parti.

Quand il n'y a pas beaucoup de fond, il n'est pas étonnant que des niaiseries puissent porter.

La tendance «démocratie» qui a montré, lors du dernier congrès national, en ne faisant aucune place à la minorité, qu'elle savait exercer une dictature fort peu prolétarienne, mais très intéressée, a recouru à tous les moyens pour discréditer le principe de la dictature du prolétariat.

Au début de la discussion ouverte dans la *Sentinelle* à ce sujet, P. Graber, dans un *N.B.* faisant suite à un article mensonger où il déclarait que la légation russe avait remis 60 000 roubles à Chapiro [1], écrivait:

«*Il ne faut pas oublier, quand on parle de l'argent russe venant en aide au mouvement socialiste, qu'il ne vient en aide qu'à la tendance dictature.*»

C'était une insinuation qui jetait la suspicion sur la sincérité des partisans de la dictature. A ce moment on faisait courir le bruit que j'avais personnellement touché 15 000 francs des bolcheviks dans le même but que Chapiro.

J'ai voulu publier une mise au point dans la *Sentinelle* pour ne pas laisser planer sur le débat la suspicion qu'on y avait jetée. La Commission de rédaction refusa de laisser paraître une mise au point qui fasse allusion au *N.B.* de P. Graber.

C'est la raison pour laquelle je n'ai pas pris part à la discussion dans le journal.

Une autre pression était exercée en même temps, la menace du départ de P. Graber; elle fut employée dans telle section jurassienne pour obtenir un vote en faveur de la «démocratie». La question devenait une question de confiance, une question de cabinet.

Ceux qui, au congrès, ont assisté aux coups d'encensoir qui furent lancés à qui mieux mieux par tous ceux qui voulaient engager Paul Graber à devenir candidat au Conseil d'Etat, ont compris que le vote de principe était une première manifestation de confiance au futur conseiller d'Etat. Cela rappelait le beau temps où le parti radical se partageait le gâteau et où on étalait les mérites de chacun. P. Graber, il faut le dire à son honneur, en était mal à l'aise et est resté ferme dans sa décision de ne pas gouverner.

La minorité est copieusement battue. Mais elle sait que les événements économiques sont plus forts que les votes de congrès et que la classe obéit aux premiers et non aux seconds. Toute la vie internationale nous pousse à gauche, un pas à droite ne peut être qu'un faux pas.»

---

[1] Collaborateur de la *Sentinelle*, prosoviétique.

«*Mon projet de résolution*

Le congrès du Parti socialiste neuchâtelois, réuni le 22 mars à Corcelles:

considérant que la guerre impérialiste mondiale a développé le capitalisme dans le sens du capitalisme d'Etat qui a donné plus nettement à tous les gouvernements (monarchiques ou démocratiques) le caractère de gouvernements de classe exerçant une dictature capitaliste sociale et politique;

considérant que la démocratie et le capitalisme suisses n'ont pas échappé à ce perfectionnement de la société capitaliste;

considérant que le capitalisme, arrivé ainsi au plus haut stade de son développement, devait fatalement provoquer une crise révolutionnaire obligeant le prolétariat à reprendre les moyens de production;

que la société est entrée dans cette période révolutionnaire par la victoire de la révolution prolétarienne de Russie;

le Parti socialiste neuchâtelois pense qu'à une situation internationale nouvelle doivent correspondre des organes de lutte adéquats;

conscient de sa dépendance à l'égard de la situation économique et historique internationale autant que des moyens de lutte de ses adversaires de classe;

conscient aussi de sa solidarité à l'égard du prolétariat révolutionnaire international;

il déclare ne pouvoir fixer à l'avance la tactique qui doit conduire le prolétariat suisse à la prise du pouvoir économique et politique et à la réalisation de l'idéal socialiste;

mais il déclare rester fidèle à la tactique de la lutte de classe, rendue plus vive et plus intransigeante par la réaction bourgeoise grandissante;

il ne repousse donc pas d'avance l'idée d'une révolution et d'une période transitoire de dictature exercée par la majorité du prolétariat pour créer et organiser la société nouvelle.

Partant de ces principes généraux, le P. S. N. prend à l'égard de la démocratie politique actuelle, de la participation au pouvoir et du parlementarisme bourgeois l'attitude suivante:

a) *démocratie*

Le P. S. N., d'accord avec le marxisme pour affirmer que la base économique de la société détermine sa superstructure politique et idéologique:

considère que, tant que le régime économique repose sur l'exploitation d'une classe par une autre et que la démocratie sociale n'est pas réalisée, la démocratie politique n'est qu'une illusion et un mensonge;

elle n'est et ne peut être qu'un gouvernement de classe masquant, sous une égalité légale, la dictature du capitalisme; elle émousse la conscience de la lutte de classe en donnant au prolétariat l'illusion qu'elle est le gouvernement du peuple par lui-même et que chaque classe y peut collaborer.

Le P. S. N. considère que le droit électoral de la République des Soviets, qui accorde les droits de citoyen non à tous les hommes en tant qu'hommes, mais à tous les producteurs, à tous ceux qui font un travail utile à la société, est l'expression de la véritable démocratie sociale parce qu'elle permet à tous de jouir des droits politiques à condition qu'ils accomplissent leurs devoirs sociaux.

Le P. S. N. ne se tient donc nullement à la remorque de la démocratie bourgeoise; son mot d'ordre ne sera pas: «par la démocratie au socialisme», mais: «par le socialisme à la démocratie vraie et juste».

b) *la participation au pouvoir*

Se basant sur ce qui précède, le P. S. N. repousse toute participation au pouvoir dans la société capitaliste. Cette dernière l'obligerait à exercer sa dictature sociale même au cas où une majorité pourrait être atteinte au législatif cantonal et communal.

c) *le parlementarisme bourgeois*

Le P. S. N. considère que l'action parlementaire au sein des parlements bourgeois fut utile et nécessaire pour grouper les masses prolétariennes, mais il considère que le parlementarisme correspond de moins en moins aux exigences de la période révolutionnaire actuelle; il pense que le système des conseils d'ouvriers est un organe plus adéquat et deviendra la forme parlementaire de l'avenir.

Repoussant en principe le parlementarisme bourgeois comme organe de la révolution sociale, le P. S. N., en attendant que les circonstances économiques et politiques obligent la classe ouvrière suisse à créer le système des conseils, participera encore aux diverses élections dans le seul but d'entretenir l'agitation socialiste dans les masses ouvrières et de les éclairer.

Il déclare qu'en aucun cas cette participation au parlementarisme bourgeois ne doit devenir une collaboration parlementaire qui améliore en le maintenant le régime capitaliste; elle ne peut chercher qu'à affaiblir le capitalisme.

Le P. S. N. salue le prolétariat révolutionnaire de tous les pays, en particulier les bolcheviks et les spartaciens d'Allemagne et demande au Parti socialiste suisse d'adhérer à la troisième Internationale communiste, comme conclusion logique de son adhésion au mouvement zimmerwaldien.»

Le Parti socialiste neuchâtelois s'est-il senti en partie responsable de ma réincarcération et de la lourde condamnation prononcée contre moi? Ou bien a-t-il senti que les ouvriers attendaient de lui un geste de solidarité? Toujours est-il qu'il protesta contre l'arbitraire et la sévérité de la justice militaire, par la déclaration suivante du congrès cantonal:

«Le congrès du Parti socialiste neuchâtelois, considérant que le grand juge Thélin, Tribunal territorial II, a fait mettre Jules Humbert-

Droz en prison préventive parce qu'il s'apprêtait à donner une conférence antimilitariste au Locle;

considérant que c'est aux organes de la police civile à veiller au respect de l'ordre;

considérant que Jules Humbert-Droz avait reçu du grand juge Robert Weck l'autorisation de prendre part à de telles conférences, ce qu'il avait fait d'ailleurs à Genève, Bienne et Aarau sans qu'aucune mesure fût prise contre lui;

considérant que le droit de réunion a été ainsi violé brutalement par une autorité militaire;

proteste contre cette atteinte à un droit constitutionnel, contre la violation d'une garantie donnée par un grand juge.

D'autre part, le congrès du Parti socialiste, considérant que le jugement du Tribunal territorial II, condamnant Jules Humbert-Droz à trois mois de prison, a un caractère tendancieux indiscutable;

considérant que seuls des pleins pouvoirs anticonstitutionnels ont permis au Conseil fédéral d'appeler devant les tribunaux militaires des civils ayant contrevenu à l'ordonnance du 11 novembre;

considérant qu'une initiative populaire demandant la suppression des tribunaux militaires est sabotée à Berne par les Chambres fédérales;

dénonce ce jugement du 17 avril comme un jugement arbitraire, comme une violation des droits du citoyen, comme un acte de dictature;

dénonce les partis bourgeois soutenant le militarisme, soutenant l'ordonnance du 11 novembre, soutenant les tribunaux militaires comme des saboteurs des principes et de l'esprit démocratiques;

envoie sa sympathie à la victime de ces agissements. »

Les frais de tous les procès de la grève générale et de l'aide aux familles des emprisonnés furent largement couverts par les souscriptions lancées par la *Sentinelle* et le Parti socialiste suisse. Ces souscriptions réunirent plusieurs milliers de francs. Ainsi, pour moi, pas de soucis financiers jusqu'à ma sortie de prison. Jenny avait trouvé un second foyer dans sa famille dont l'accueil et la générosité, malgré mes « frasques », furent toujours exemplaires. Jamais je n'entendis de mes beaux-parents un mot de récrimination et Jenny retrouva chez ses parents un milieu où l'affection était d'autant plus vive que la répression s'acharnait sur nous. Elle avait pris ses dispositions pour accoucher à la Clinique du Dr Jeanneret, à La Chaux-de-Fonds. Il fallait donc qu'elle fût à notre domicile quelques jours avant la date pressentie. Je demandai au Département de justice et police dont dépendaient les conditions de mon emprisonnement d'être libéré provisoirement pour pouvoir être auprès de ma compagne pendant ces jours d'attente. Ma demande fut agréée et je pus passer, en mai, quelques jours radieux dans mon foyer.

Jenny, toujours entreprenante, m'entraînait à des courses dans le Jura; nous attendions dans la joie la venue de Jean-Pierre, car il allait de soi que ce premier-né devait être un garçon. Ce fut une fille! Notre bonheur était si grand qu'il n'y eut aucune ombre de déception, mais il fallut improviser un prénom! L'habitude de rechercher parmi les parents et grands-parents des prénoms d'ancêtres à honorer n'était pas de notre goût. Aussi fût-ce Renée-Josette que j'allai inscrire à l'état civil de La Chaux-de-Fonds, le 23 mai 1919.

La vie du couple enrichit la personnalité, même si elle demande un effort d'adaptation qui se fait naturellement dans l'amour. L'enfant au foyer est une nouvelle source de bonheur et de développement pour chacun des parents. La famille apprend à l'homme à sacrifier son égoïsme, aussi et surtout dans sa vie privée, à respecter et à comprendre la vie personnelle des autres membres de la famille et à résoudre, par l'affection et la tolérance, les petits conflits qui naissent fatalement de la vie commune.

Mais je n'ai pu jouir que quelques jours de ce bonheur d'être auprès des miens. Je dus, trois jours après la naissance de Josette, réintégrer ma cellule pour terminer ma peine. Jenny réfugiée à nouveau dans sa famille, à Corcelles, venait me voir, portant *fifille* dans ses bras et c'est en prison que je découvris la merveille de ses premiers sourires.

Je fus libéré le 7 juillet. Ainsi, du 14 décembre 1918 au 7 juillet 1919 j'ai été enfermé, ou libéré sans liberté, sans cesse préoccupé par un avenir incertain et les soucis qu'il me causait.

Une grande manifestation accueillit mon retour à La Chaux-de-Fonds.

Sur le trimard — A la recherche d'un emploi

Pendant les longues heures de solitude en cellule j'avais cherché à faire des plans. Mais, planifier quand on est sans argent, privé de ses droits civiques, avec un casier judiciaire chargé et l'hostilité de l'Eglise et des chefs du Parti socialiste, voire d'une partie de mes amis socialistes chrétiens, expulsé de Zofingue... n'est pas chose facile.

M'expatrier m'apparaissait l'unique issue possible. Mais je devais le faire seul, aller chercher à l'étranger un travail qui me permît de faire venir Jenny et Josette. Jenny et moi savions bien le français, l'allemand et l'anglais. Mais l'enseignement officiel m'était fermé en

Suisse et qui me confierait des traductions? Je ne désespérais pas, j'étais inquiet.

J'aurais pu obtenir un prêt, réclamer à ma mère la part d'héritage me revenant, puisque mon père avait laissé quelque 20 000 francs d'économies. Mais j'estimais que si j'avais juridiquement le droit de revendiquer ma part, je ne pouvais, moralement, le faire. Ma mère s'était privée de bien des plaisirs et facilités de l'existence; elle avait durement travaillé pour réunir cette petite réserve. Elle ne possédait que cela pour vivre et c'eût été de ma part un acte indigne que de ne pas lui laisser la jouissance de tout ce qu'elle avait économisé avec mon père.

Demander un prêt à mes beaux-parents qui étaient fortunés, ou à mon cousin Edmond Bille, gros actionnaire de Nestlé, qui avait suivi mon activité avec sympathie, qui était lié à P.-J. Jouve et aux écrivains et artistes de gauche, qui éditait l'*Arbalète*, publication satirique, et qui était opposé au régime? J'avais trop de fierté pour recourir à ce moyen? C'eût été reconnaître ma défaite et aliéner mon indépendance, car un prêt ne se fait pas sans conditions. J'eusse donné raison à ceux qui, dans la parenté de Jenny, me considéraient comme un «coudet», un propre à rien, un fruit sec, un énergumène. Je devais me débrouiller seul. Ma mère avait un grand jardin potager. Elle nous envoyait régulièrement des légumes et des fruits. La mère de Jenny aussi fut toujours prête à nous aider.

Jamais je n'ai songé un instant à faire acte de soumission, à capituler, à abandonner mes idées pour me conformer à la mentalité courante et, en me soumettant, à faire carrière. Jamais non plus Jenny n'a attendu de moi que je le fasse. Nous avons préféré la vie aventureuse qui fut la nôtre, ignorant alors complètement où ce non-conformisme allait nous conduire.

Mes camarades genevois, au courant de ma situation difficile, firent de leur mieux pour obtenir que je sois nommé secrétaire propagandiste de la FOMH de Genève, poste auquel le Comité central avait désigné Paul Graber sans consulter les ouvriers genevois et auquel il avait renoncé après mon élimination de la rédaction de la *Sentinelle*. Le 25 avril 1919, je recevais du secrétariat de la FOMH, section de Genève, une lettre m'informant que:

«La Section romande des ouvriers sur métaux et horlogers de Genève estime que le camarade J. Humbert-Droz, de La Chaux-de-Fonds, est tout qualifié comme secrétaire et propagandiste permanent.
Elle lui demande de présenter sa candidature.»

Une lettre de mon ami Ernest Brunner, de Genève, ouvrier métallurgiste intelligent et dévoué, collaborateur de la *Nouvelle Internationale* me confirmait cette décision prise en assemblée générale de la section. Un ouvrier de langue allemande, Karl Muller, m'avisait aussi que des membres de l'important groupe métallurgiste allemand me demandaient de poser ma candidature à ce poste et il ajoutait: «Le groupe allemand des métallurgistes est favorable à votre nomination éventuelle et il est déterminant.»

Etait-ce une lueur d'espoir ou un mirage?

Fils et petit-fils d'ouvriers horlogers, je n'étais pas étranger à leurs problèmes. J'avais vu mon grand-père travailler à domicile à son établi, pendant mes jeunes années. Je savais ce qu'était un pivot, un barillet, une montre ancre et je connaissais bien des termes techniques de l'industrie horlogère. Si Paul Graber, instituteur, avait été jugé apte par le Comité central de la FOMH à remplir la fonction de secrétaire, j'estimai que j'en serais aussi capable que lui. J'écrivis préalablement à Georges Heymann, secrétaire central de la FOMH, pour lui demander son avis. Sa réponse fut encourageante. Il énumérait les divers travaux qui m'attendaient: propagande, administration et pourparlers. Puis il ajoutait:

«Tels sont les domaines dans lesquels l'activité du secrétaire de Genève devra s'exercer. Je ne doute pas que pour les deux premiers, après avoir pris contact avec le milieu et les tâtonnements du début passés, vous seriez à la hauteur de la tâche qui vous serait confiée. Les conseils de ceux qui ont acquis de l'expérience dans ce métier ne vous manqueraient pas, du reste, et je ne doute pas que vous sauriez en faire votre profit.

Qu'en serait-il de vos relations avec les industriels? Comme je vous le dis plus haut, si les connaissances techniques ne sont pas une condition *sine qua non*, elles constituent un gros avantage dans l'horlogerie, d'autant plus qu'à Genève les industriels ont la tendance à introduire les systèmes de fabrication les plus modernes. Je sais, en tout cas, que mes connaissances très étendues du métier m'ont facilité la tâche et m'ont imposé souvent dans les milieux patronaux. Mais un fait certain aussi, c'est qu'il vaudrait mieux avoir un secrétaire qui ne soit pas du métier et qui possède d'autres qualités que le contraire.»

A la suite de cette lettre et des contacts pris à Genève, je me décidai à postuler.

L'opposition vint du Comité central de la FOMH; Achille Grospierre qui avait déjà attaqué vivement la Jeunesse socialiste, m'avisa le 15 mai, par lettre, que le Comité central «s'opposera

catégoriquement à ma nomination». Il m'accusait d'être antiparlementaire, anarchiste, émeutier et ennemi des syndicats! Je ne laissai pas sans réponse ces inepties; il s'ensuivit une longue et fastidieuse polémique.

Le 20 mai, la section genevoise de la FOMH procédait à l'élection du secrétaire propagandiste. En date du 21 mai, Brunner et Probst adressaient à Jenny le télégramme suivant:

«Sections métallurgistes Genève romande et allemande ont voté secrétaire permanent votre mari camarade Jules Humbert-Droz à majorité écrasante bulletin secret 259 voix contre 47 à autre candidat — donc tenez bien — faites savoir à Jules résultat — comité central métallurgistes à Berne déclare s'opposer — mais nous tiendrons n'ayez crainte — il ne faut pas que Jules se désiste il est nécessaire à Genève — courage — verrons bientôt tous à Genève — salutations fraternelles et répondez adresse 36 Montchoisy Genève.

BRUNNER *membre section romande*
PROBST *membre section allemande.*»

A la même date, Hubacher me confirmait la nouvelle, par lettre:

«Cher camarade,

Ci-joint nous vous adressons le résultat de la votation qui eut lieu hier soir pour le poste de troisième secrétaire de la section de Genève de la FOMH. Vous avez obtenu le plus grand nombre de voix, mais du fait que vous n'atteignez pas le quorum, et pour d'autres raisons encore, le C. C., auquel nous avons communiqué le résultat ce matin par téléphone, ne vous considère pas comme élu. Le C. C. s'occupera de cette votation dans son assemblée de ce soir et il est probable qu'une nouvelle élection aura lieu, à moins que l'occupation de ce poste reste en suspens jusqu'à ce qu'il se trouve un ouvrier horloger capable de le remplir.»

A la suite de cette nomination Konrad Ilg, secrétaire central de la FOMH, fut envoyé à Genève pour combattre ma nomination à une assemblée, le 27 mai. Le 28 mai, Hubacher m'envoyait un écho encourageant:

«... Nous avons eu hier au soir une assemblée des comités de sections, des comités de groupes et des percepteurs à laquelle participait le camarade Ilg du central. Après une assemblée des plus orageuses où tes partisans se sont distingués de la même façon que lors de la votation, l'assemblée a en quelque sorte ratifié ta nomination. Le camarade Ilg s'est même décidé de proposer au C. C. de reconnaître

ta nomination, sans toutefois pouvoir assurer que celui-ci sera d'accord avec lui. A ce sujet il ne s'agit pas seulement des connaissances techniques, mais surtout de la tactique et de la conception que tu peux avoir du mouvement syndical. Il est certain que pour la tactique dans les mouvements, comme pour la propagande syndicale ce sont les statuts fédératifs, ainsi que les décisions des congrès qui servent de lignes directrices aux fonctionnaires de la fédération. Il nous faut donc attendre la décision du C. C. qui doit se réunir ce soir et nous pourrons éventuellement une fois que tu seras à Genève, nous entendre sur ces différents points. Mais je crois aussi que les craintes du central que tu pourrais éventuellement travailler contre les intérêts de la fédération, ne sont pas fondées. Je te sais assez franc et loyal pour ne pas accepter une place dans laquelle tu ferais par tes conceptions ou ton attitude plus de mal que de bien. Du reste, quand tu te trouveras aux prises avec les difficultés de l'action pratique, tu te feras aussi une toute autre idée du mouvement syndical. La propagande révolutionnaire, on n'en fera jamais assez parmi la masse, mais cette propagande doit se faire en notre qualité de fonctionnaire de la FOMH dans les cadres des statuts et réglements de la dite organisation.

Je pense que le C. C. t'avisera ou nous avisera de suite de la décision prise. Dès que ta nomination sera définitivement ratifiée, nous pourrons nous entendre pour ton entrée en fonction qui devra avoir éventuellement lieu au plus vite. »

Mais le Comité central s'opposa à ma nomination. Sa tactique fut dès lors de tergiverser et de traîner cette affaire en longueur, sachant que, si je ne pouvais occuper ce poste en sortant de prison, en juillet, ma situation matérielle m'obligerait à chercher un autre emploi. Il fut même question de faire trancher le conflit entre la section de Genève et le Comité central par un congrès, dont le verdict était sûr et connu d'avance.

Cette tactique réussit. Je ne fus pas nommé secrétaire. C'est Ernest Brunner qui le fut, par les ouvriers. Il venait directement de l'usine. Mais son action en ma faveur et son orientation politique favorable à la gauche socialiste ne convenaient pas au Comité central qui nomma René Robert, ancien boulanger, lequel ne sortait pas d'une fabrique d'horlogerie, mais de la Légion étrangère!

Une fois de plus je faisais à mes dépens l'expérience du « centralisme démocratique » pratiqué par les organisations « démocratiques » en Suisse, bien avant qu'il ne devînt la méthode chère à Staline et aux démocraties populaires pour imposer la volonté des chefs aux ouvriers de la base.

Mes sondages auprès de Jean Debrit, directeur de la *Feuille*, à

Genève, n'aboutirent qu'à de vagues promesses contenues dans une réponse évasive qu'il m'envoya le 12 février.

L'Union ouvrière de La Chaux-de-Fonds ayant mis au concours le poste de l'Office social, j'avais postulé, sans grand espoir d'y être nommé. Le 2 février 1919, l'Union ouvrière m'avisait que la subvention allouée par la commune pour cette fonction était contestée par la réactionnaire «Union helvétique» qui lança un référendum. L'Union ouvrière devait en conséquence surseoir à toute nomination jusqu'à la votation populaire. Après la votation, naturellement je ne fus pas nommé.

La lutte pour l'adhésion du Parti socialiste suisse à la IIIe Internationale

C'est auprès de la gauche du Parti socialiste suisse dont le centre était à Zurich que je trouvai l'appui que je cherchais. J'avais communiqué à Rosa Bloch mon intention de m'expatrier pour chercher ailleurs un travail qui me convienne, me permette de vivre et d'entretenir ma famille. Je songeais à l'Allemagne d'abord, en pleine révolution, mais aussi à la Russie ou à la Hongrie.

Rosa Bloch me répondit le 12 février, par une lettre dont je donne ici la traduction:

«J'accuse réception de votre lettre et vous réponds ce qui suit: J'ai cherché à vous atteindre lundi déjà pour discuter une fois encore avec vous de vos affaires, mais n'ai pu vous trouver. Je suis d'avis que vous ne devez absolument pas partir maintenant. J'en ai parlé aussi avec des amis, en particulier avec Fritz [1]. Nous vous prions de faire des traductions de brochures et de textes très importants d'allemand et d'anglais en français. De plus, vous devriez envoyer le plus possible de correspondance aux journaux français; il serait bon de le faire pour le *Populaire* et les nouveaux journaux éventuels qui, j'en suis sûre, ne manqueront pas d'être créés.

Je parlerai aussi à Nobs, afin que vous puissiez envoyer régulièrement des chroniques sur le mouvement en Suisse romande, etc.

La camarade Dr Tobler [2] vous envoie le manuscrit d'une brochure à traduire, puis il faudra traduire Boukharine [3]. Votre projet de brochure trouvera certainement aussi un bon accueil [4]. Vous recevrez aussi de la doctoresse Tobler 300 francs comme avance, puis de nouveaux versements selon votre décompte. Ecrivez-moi je vous prie

[1] Fritz Platten.
[2] Mina Tobler-Christinger, docteur en médecine à Zurich.
[3] Le *Programme des Communistes*.
[4] Projet d'une brochure sur la grève générale.

combien il vous faut gagner mensuellement pour pouvoir vivre, autrement dit si vous avez d'autres revenus. J'espère avoir bientôt l'occasion de vous parler, sinon envoyez-moi une adresse à laquelle je puisse vous écrire de façon détaillée. Je n'ai pas confiance en la poste.

Pour simplifier, écrivez-moi en français et je vous répondrai en allemand. Cela ira très bien ainsi.

J'ai beaucoup regretté que vous n'ayez pas pu parler avec Loriot et Paul Faure. Ils veulent maintenant travailler le plus possible en France; les informations ne sont cependant pas très rassurantes.

Je pense qu'il vous sera possible de rester en Suisse et d'y travailler comme nous vous le proposons. Plus tard vous pourrez toujours encore partir, si vous en avez envie; entre-temps l'été sera venu et votre famille pourra plus facilement rester sans vous. Veuillez m'écrire toujours en toute franchise. C'est la manière la plus efficace et la plus utile.»

Le lendemain Mina Tobler me confirmait la lettre de Rosa Bloch et m'envoyait les premiers textes à traduire accompagnés d'une lettre dont voici la traduction:

«Inclus je vous adresse, au nom de la camarade Bloch, un travail de traduction. Demain je vous enverrai 500 francs et, les jours prochains, une brochure que je vous prie de traduire. Il faudrait aussi organiser la diffusion des brochures en Suisse romande. Il s'agit d'un petit article sur la productivité du travail en Union soviétique.

Si vous pensez qu'une des brochures des Editions Promachos, par exemple *De la Révolution d'Octobre à la Paix de Brest-Litovsk*, de Trotsky peut se vendre dans votre région, écrivez-moi sans délai et faites-moi savoir combien coûterait une édition de 2000 exemplaires (honoraires de traduction inclus).

Le 15 février Mina Tobler me faisait parvenir le premier versement de 500 francs. Pendant les semaines de prison qui me restaient à purger je traduisis *Le Programme des Communistes* de Boukharine.

Ainsi avec des traductions, un travail d'édition pour la Jeunesse suisse romande et l'organisation de la diffusion des brochures bolcheviques, j'apprenais non seulement à mieux connaître le communisme et la politique de la Russie des Soviets, je m'engageais aussi dans une nouvelle voie, l'activité en faveur de la Troisième Internationale. La Révolution russe m'apparaissait comme le commencement d'un vaste processus révolutionnaire mondial pour émanciper le prolétariat et les peuples opprimés et colonisés et la Troisième Internationale comme l'instrument de cette émancipation dont j'avais fait le but de mon activité. A ce moment-là et dans la perspective révolutionnaire des années 1918–1919–1920, cet

engagement n'était ni une trahison, ni une erreur. Je pense, aujourd'hui encore, que j'ai agi alors conformément à la grande espérance que j'avais mise en la Révolution russe d'octobre et en la Troisième Internationale. Plein de confiance, je ne pouvais imaginer, en ce temps-là, ce que, plus tard, Staline ferait de la Révolution russe et qui devait m'enlever toute la confiance qu'en 1919 j'avais placée en elle.

Le 25 mars 1919, le camarade Jordi, chef de l'Imprimerie coopérative de Bienne, membre du petit Parti communiste suisse, m'offrait une place de compositeur-correcteur dans son entreprise:

«Cher camarade,

Si tu ne trouves point un travail qui te convient, je te ferais l'offre de venir à Bienne comme compositeur, correcteur, rédacteur (à côté de secrétaire et administrateur pour la Jeunesse romande). Je pense qu'on pourrait imprimer ici la *Voix des Jeunes* et d'autres travaux.

Nous voulons agrandir notre imprimerie le plus tôt possible...»

Pensant que le canton de Berne pourrait me refuser le droit de prendre domicile à Bienne, je préférai la solution proposée par mes amis zurichois qui me permettait de rester dans mon canton d'origine tant que j'étais privé de mes droits civiques.

C'est ainsi qu'à partir de 1919 je devins propagandiste du communisme en Suisse romande.

La Conférence des Jeunesses socialistes suisses à Soleure, en juillet 1919, se prononça à l'unanimité pour l'adhésion du Parti socialiste suisse à la Troisième Internationale. Le camarade Emil Arnold de Bâle fut nommé secrétaire pour la Suisse allemande et moi-même, secrétaire romand. Le 1er août, la *Nouvelle Internationale* devenait l'organe officiel des Jeunesses socialistes romandes.

Le congrès du Parti socialiste suisse fut convoqué à Bâle pour discuter à nouveau la question de l'Internationale et de l'adhésion éventuelle à la Troisième.

Le congrès de Berne s'était prononcé contre la participation du Parti socialiste suisse au congrès de reconstitution de la Deuxième Internationale. Quelques semaines plus tard, le 19 mars, la Troisième Internationale était créée à Moscou[1]. La question de l'adhésion à cette nouvelle Internationale se posait donc au Parti socialiste suisse. Au mois de mars, j'avais déjà fait cette proposition au congrès cantonal neuchâtelois qui avait répondu négativement.

[1] Voir: J.-Humbert Droz, *L'Origine de l'Internationale communiste*. La Baconnière, 1968.

Un congrès extraordinaire du Parti socialiste suisse, convoqué à Bâle pour les 16 et 17 août 1919, était chargé de la préparation des élections d'automne au Conseil national. Mais, à l'ordre du jour de ce congrès figurait aussi la sortie formelle de la Deuxième Internationale et l'adhésion à la Troisième.

Quelques sections proposèrent d'attendre que le Parti socialiste ait discuté et admis la revision de son programme avant de décider de son appartenance à l'une ou l'autre des deux Internationales. Elles furent mises en minorité. Le Comité directeur, suivi du Comité central proposaient l'adhésion à la Troisième Internationale. Au Comité central ce vote avait été acquis le 12 juillet à la majorité des deux tiers, par 20 voix contre 10.

Les rapporteurs désignés par le Comité central étaient: pour l'adhésion, en allemand, Franz Welti de Bâle, et moi-même en français; contre l'adhésion, Huggler, secrétaire du parti, en allemand et Paul Graber en français.

Jusqu'en 1919 mon activité avait été limitée à la Suisse romande et aux Jeunesses socialistes. En prenant nettement position pour l'adhésion à la Troisième Internationale et en étant désigné comme rapporteur de majorité par le Comité central dont je ne faisais pas partie, je voyais mon activité s'étendre à l'ensemble du pays; la gauche du Parti socialiste suisse et le petit Parti communiste de Suisse allemande me considéraient comme leur homme de confiance en Suisse romande.

J'estimais que l'adhésion à la Troisième Internationale devait avoir pour condition préalable un changement de la tactique du Parti socialiste restée foncièrement réformiste. Bien que le parti eût adhéré au mouvement zimmerwaldien et que ses militants eussent appelé maintes fois les socialistes allemands à faire la révolution, bien qu'ils eussent souscrit aux appels des conférences de Zimmerwald invitant les peuples à se soulever contre le régime capitaliste, ces militants, dans leur grande majorité, n'avaient pas songé à organiser le parti en vue de la prise du pouvoir et leur tactique était restée celle de la Deuxième Internationale. Paroles et résolutions révolutionnaires recouvraient une politique réformiste.

Dans le rapport en faveur de l'adhésion à la Troisième Internationale, que je présentai au congrès extraordinaire de Bâle, je mis l'accent sur la nécessité de changer de politique, j'allai même jusqu'à demander le renoncement au parlementarisme, opinion que ne partageait pas la majorité de la gauche socialiste favorable à l'adhésion.

Quelques extraits de ce rapport permettent de fixer ma position au moment où je m'engageais dans la voie du communisme:

«... Aujourd'hui les orateurs de la minorité, opposés à la Troisième Internationale ne viendront pas défendre le point de vue de la Deuxième Internationale. Il s'agit aujourd'hui de savoir si nous voulons adhérer à la Troisième Internationale ou rester en dehors des deux Internationales, si nous voulons nous abstenir momentanément ou même chercher à créer une Quatrième Internationale formée des mécontents de la seconde et de ceux qui ne peuvent encore adhérer à la troisième.»

«La question paraît donc être plus claire qu'au mois de février et pourtant, à mon point de vue, elle est infiniment plus trouble, parce que la question de l'adhésion à la Troisième Internationale est restée beaucoup trop, au sein de nos organisations, une question d'adhésion à une organisation internationale, et non pas la question véritable, qui doit être la question de la tactique du Parti socialiste suisse. Ce que nous devons trancher aujourd'hui ce n'est donc pas la question plus ou moins théorique de l'Internationale de Moscou ou de la sortie de l'Internationale de Berne. La question pour nous est de savoir si le Parti socialiste suisse veut continuer la tactique de la seconde Internationale ou suivre la tactique de la troisième. Tel est le problème posé aujourd'hui.»

«Nous sommes divisés en revanche sur la question de tactique, c'est-à-dire sur les moyens à employer pour parvenir au but. Le moment est-il venu de tenter la réalisation de ce but ou devons-nous attendre encore que le régime capitaliste ait porté d'autres fruits, qu'il ait mûri davantage, avant de nous permettre de reprendre les moyens de production, que nous ne devons pas tenter d'exproprier dans le chaos. Les symptômes observés, les expériences pénibles faites en Hongrie, en Russie et ailleurs encore doivent nous instruire.»

«Le Parti socialiste suisse jusqu'à présent a suivi la tactique de la Deuxième Internationale, disons de son aile gauche. Il est vrai que pendant la guerre il s'est rattaché au mouvement zimmerwaldien, pacifiste, antiguerrier, mais nous rappelons que l'aile gauche de la Deuxième Internationale, avec Adler en particulier, s'est faite le champion du pacifisme, de l'antimilitarisme. Le parti suisse observe comme tactique générale et recommande l'action parlementaire, allant même jusqu'à participer aux gouvernements cantonaux, à l'action gouvernementale, comme minorité. C'est l'ancienne tactique de l'ancienne Internationale. L'on a jeté ainsi de la confusion dans les esprits en sortant de la Deuxième Internationale sans abandonner la tactique de la Deuxième Internationale. On a fait ainsi ce qu'on avait déjà fait maintes fois pendant la guerre, en paroles ce qu'on ne faisait pas en actions. D'autre part ceux qui veulent adhérer à la Troisième Internationale ont pris aussi, dans la plupart des cas, une attitude qui jette de la confusion dans les esprits et rend la situation trouble. Si ceux qui sortent de la Deuxième Internationale en main-

tenant sa tactique ont provoqué un tel résultat, ceux qui veulent adhérer à la Troisième Internationale en maintenant la tactique de la Deuxième jettent aussi de la confusion dans le débat. Cela a été le cas de la majorité de la section de Lausanne qui a décidé l'adhésion à la Troisième Internationale en réservant la tactique à suivre, en voulant maintenir la tactique suivie jusqu'à maintenant. Je le répète: la seule attitude logique actuelle, c'est ou de maintenir la tactique de la Deuxième Internationale, celle que nous avons eue toutes ces dernières années au sein du Parti socialiste suisse, la tactique d'avant-guerre à l'égard du capital — restons alors au sein de la Deuxième Internationale, avec l'aile gauche, pour chercher à la purifier si elle est capable de se purifier, mais n'en sortons pas. Ou bien, si nous sommes décidés à entreprendre une autre action, à lancer le parti dans une autre tactique, dans la voie révolutionnaire, si c'est là notre but, abandonnons la tactique des réformistes pour celle de la Troisième Internationale, mais que notre adhésion ne soit pas purement platonique, et que nous ne pratiquions plus, comme par le passé, la tactique réformiste avec des phrases révolutionnaires.»

Puis j'analysai la situation internationale qui, en 1919, était nettement révolutionnaire. Un régime soviétique avait été créé en Hongrie et en Bavière. Les grèves et les actions révolutionnaires des masses ouvrières se multipliaient en Grande-Bretagne, en France, en Italie, dans les Balkans. Des gouvernements socialistes étaient nés en Autriche et en Allemagne. L'Empire austro-hongrois se désagrégeait, la Pologne devenait indépendante. Bref l'Europe se transformait en traversant une crise profonde. Le régime capitaliste chancelait, l'inflation galopante et le chômage menaçaient la classe ouvrière d'une misère accrue. C'est pourquoi je pouvais affirmer à Bâle que

«... la guerre internationale et la situation créée par la guerre dans les différents pays sont pour les communistes, les partisans de la Troisième Internationale, la preuve que le régime capitaliste a abouti à une impasse dont il ne peut sortir. Le capitalisme est acculé à une situation de faillite internationale. Il a lancé sur le marché énormément de papier-monnaie, l'argent perd sa valeur. Nous en trouvons la confirmation dans la situation internationale actuelle du monde ouvrier, dans ces grèves qui sans cesse se multiplient, malgré les réformes sociales accordées à la classe ouvrière, malgré les améliorations de détail. Nous voyons des grèves surgir continuellement; nous voyons la classe ouvrière ne plus pouvoir supporter la situation créée par le capital international. Bien que ces grèves, ces émeutes, n'aient encore aucun caractère révolutionnaire, reconstructif ou communiste, nous voyons dans ces manifestations la preuve que le régime capitaliste est en décomposition et qu'il ne pourra pas

remonter le courant pour réorganiser la production comme avant la guerre. Il ne paraît pas capable de reprendre une période d'essor et de développement.

Ces considérations vont déterminer la tactique de la Troisième Internationale, mais les camarades qui s'y opposent, je le répète — nous en avons la preuve dans le discours du camarade Huggler — prétendent au contraire que nous ne sommes pas dans une situation révolutionnaire, que le capital est capable de reprendre la production, de continuer à l'organiser sur les bases de la propriété privée; ils considèrent que le régime capitaliste doit mûrir encore avant que le prolétariat puisse exproprier les moyens de production; et en particulier ils considèrent tous ces mouvements des masses, ces grèves qui deviennent de plus en plus violentes, cette impatience qu'on sent dans la classe ouvrière, comme une psychose, une maladie de la classe ouvrière, une psychose née de la guerre.

De ces considérations sur le mouvement international découle précisément la tactique des deux ailes du mouvement socialiste suisse. Nous considérons que la situation actuelle est une situation révolutionnaire au point de vue international, que le capital est arrivé à un stade final et tel qu'il ne peut pas aller plus loin, que c'est un devoir non seulement moral, mais une nécessité économique pour nous, une nécessité historique de prendre, dans un temps pas très éloigné, les rênes de la production. C'est la tactique révolutionnaire, elle consiste à précipiter le mouvement dans le sens de la prise du pouvoir économique et politique par la classe ouvrière.

Il y a d'autre part ceux qui considèrent la situation actuelle comme un état maladif du prolétariat, comme un état transitoire qui ne peut pas conduire à la prise du pouvoir, à la socialisation des moyens de production. Ceux-là s'efforcent par leur tactique d'apaiser la classe ouvrière par des réformes sociales et c'est là que nous nous trouvons opposés sur le terrain de la tactique: d'un côté ceux qui veulent apaiser le mouvement ouvrier par des réformes et qui considèrent qu'à l'heure actuelle, devant le bouillonnement des masses, ce qu'il faut avant tout ce sont des améliorations de détail, que l'action ne peut pas se porter maintenant sur la prise des moyens de production, mais qu'elle doit tendre à fortifier les positions acquises. Dans son discours au Conseil national, à propos des événements de Zurich, Paul Graber a caractérisé cette orientation politique qui montre bien la différence entre les deux tendances. Paul Graber a parlé de politique de soupape à pratiquer à l'heure actuelle, au moment où la population ouvrière est en ébullition. Pour l'apaiser, il faut ouvrir la soupape — et c'est la journée de huit heures, les assurances sociales, des réformes de détail que l'on peut réaliser par la collaboration de la classe bourgeoise avec la classe ouvrière, avec le parti socialiste.»

Les partisans de la Troisième Internationale ayant été accusés d'être des «émeutiers», je confirmai à Bâle ce que j'avais déjà dit et écrit sur les émeutes de Zurich ou de Bienne:

«On considère que les grèves violentes qui se sont produites en Italie, en Angleterre, ailleurs encore, ont un caractère communiste, qu'elles portent le cachet de la tactique de la Troisième Internationale. Or, il est bon de répéter que ces émeutes, ces grèves violentes d'Angleterre, d'Italie, n'ont pas été provoquées par les partisans de la Troisième Internationale, mais par la situation économique actuelle. Les partisans de la Troisième Internationale ne veulent pas pousser les masses à des actions irréfléchies qui n'ont pas de but défini, ils veulent au contraire chercher à entraîner les masses mécontentes et ne pouvant plus supporter le régime actuel, sur la voie du communisme, faire leur éducation, les organiser révolutionnairement. A ce point de vue là, les partisans de la Troisième Internationale affirment que la tactique des opposants à la Troisième Internationale est une tactique qui n'aboutit en définitive qu'à un cercle vicieux: la journée de huit heures, l'augmentation des salaires, les assurances sociales, tout ce que la classe bourgeoise peut donner à la classe ouvrière comme amélioration de sa situation sous le régime capitaliste, tout cela ne fait pas disparaître l'intermédiaire capitaliste, le parasite qui, par sa situation, par le fait qu'il peut exploiter à la fois le travailleur et le consommateur, reprend dans la poche du prolétaire consommateur ce qu'il donne sous forme d'augmentation des salaires et de réformes, au prolétaire producteur.»

«Notre tactique n'est donc pas celle de l'émeute. Nous voulons au contraire utiliser cette situation révolutionnaire internationale, cette mentalité protestataire qui ne peut plus, qui ne veut plus supporter le régime capitaliste actuel. Nous voulons profiter de cette situation créée par la guerre au sein du régime capitaliste pour organiser la classe ouvrière sur le terrain révolutionnaire et réaliser prochainement la prise des moyens de production et leur organisation par la classe ouvrière. L'orateur allemand l'a indiqué déjà, je l'indique à mon tour parce que c'est également dans mes notes: notre tactique actuelle consiste à créer à côté du mouvement qui garde les positions acquises contre le régime capitaliste, à côté de la tactique syndicale qui consiste à revendiquer des salaires supérieurs, un mouvement tendant à grouper les ouvriers pour leur montrer que le moment est venu de créer dans les usines des conseils de fabrique, qui ne sont pas pour le moment des conseils politiques, qui ne deviendront des conseils d'ouvriers que lorsqu'ils auront pris le pouvoir politique, mais qui à l'heure actuelle peuvent contrôler la production en attendant qu'ils la dirigent. Nous pouvons et nous devons grouper à l'heure actuelle les ouvriers sur le terrain de l'usine, non seulement sur le terrain du métier. Nous devons les pousser à former des conseils d'usine dans le but de se préparer à la reprise, dans un avenir pas trop éloigné, de la production: contrôle de l'ouvrier sur l'usine d'abord et socialisation des moyens de production quand l'ouvrier sera capable de la réaliser, quand il prendra le pouvoir politique. Or, ce travail-là doit être organisé minutieusement, parce que la direction technique de la production, la reprise du travail par la classe ouvrière est une chose

très délicate et très compliquée. Nous ne disons pas que la révolution sociale est simple à faire; nous disons que sa préparation technique est une chose difficile. Nous devons précisément employer le moment actuel où les masses se soulèvent sans la conscience nette du but où elles marchent, pour leur indiquer le chemin clair qu'elles ont à suivre. A côté des conseils d'usine, nous pouvons créer des conseils de soldats au sein de l'armée, décomposer celle-ci, préparer la défection, afin de briser en somme cette arme qui se trouve dans les mains du capital; il faut le mettre dans l'impossibilité d'utiliser l'armée contre les grévistes, et à un moment donné contre les révolutionnaires. Or, ce travail se fait, mais individuellement, il n'est pas organisé systématiquement.»

«Chacun se demande ce qu'il a à faire. Ce que nous demandons c'est l'organisation révolutionnaire du prolétariat, c'est que nous ne suivions plus la politique des réformes destinées à un apaisement momentané des masses, le renvoi de la réalisation du but visé jusqu'au moment où le capital sera mûr. Il faut donc organiser le prolétariat, organiser le mouvement révolutionnaire pour prendre en main le plus tôt possible les moyens de production. C'est le principal rôle que nous avons à jouer: former des conseils d'usine, réclamer le contrôle de l'usine par l'ouvrier pour aboutir à la socialisation de l'usine, à la socialisation de la production par la classe ouvrière.

Mais, vous le sentez, dans cette tactique préparant la révolution sociale, il y a de nouveau des différences de points de vue en ce qui concerne le rôle de l'Etat dans la société actuelle. Des camarades opposés à la Troisième Internationale disent: nous voulons aboutir à la socialisation des moyens de production par l'action parlementaire, par l'action des bulletins de vote (...) Ces camarades considèrent l'Etat démocratique actuel comme capable de servir les intérêts du prolétariat, comme capable d'arriver à la socialisation des forces de production. Et notre camarade Graber tout à l'heure, en parlant du programme du groupe socialiste parlementaire des Chambres pour les élections de l'automne prochain, nous disait qu'il réclamerait des choses visant la réalisation de buts vraiment socialistes. Là est toute la différence qui nous sépare. Ces moyens, nous considérons que dans l'état actuel de la législation, il est impossible de s'en servir pour arriver à notre but, parce qu'elle est une législation de classe pour opprimer la classe ouvrière; il est impossible que la classe capitaliste respecte la démocratie, elle ne le fait que tant que la démocratie sert ses intérêts, mais elle sabote, elle supprime la démocratie lorsque la démocratie risque de toucher à ses intérêts. Et c'est pourquoi nous disons que nous ne pouvons pas passer par les voies démocratiques, qui seront certainement sabotées par la bourgeoisie. Si la minorité socialiste est de 60 à 70 députés aux Chambres lors des prochaines élections, elle se heurtera à une grosse majorité bourgeoise et lorsque, dans les nouveaux combats parlementaires, les socialistes proposeront des choses excellentes comme idéal socialiste, elles n'en seront pas moins repoussées par la majorité bourgeoise jusqu'à ce

que nous ayons la majorité. Tant que la majorité bourgeoise nous sabote le droit de réunion, le droit d'association, la liberté de la presse, nous pouvons attendre encore longtemps. Quand on nous dit qu'il faut appuyer l'action parlementaire par des actions de masse, là nous nous séparons de nouveau et nous disons: les actions de masse sont les principales actions et l'action parlementaire, si on l'admet encore, doit être subordonnée aux actions de masse, à la grève générale.

Nous nous trouvons donc en présence de deux points de vue absolument opposés en ce qui concerne le rôle que peuvent jouer la démocratie et l'Etat. Lorsque certains de nos camarades parlent de socialisation, de contrôle sur les industries, beaucoup d'entre eux comprennent que cela veut dire le contrôle de la grosse industrie par l'Etat, le séquestre des grosses fortunes par l'Etat resté bourgeois, l'Etat resté Etat de classe. Là de nouveau nous nous opposons à cette notion. Nous considérons, en parlant de socialisation, que celle-ci doit être faite par la classe ouvrière et non pas par l'Etat bourgeois; le contrôle ne doit pas être exercé par l'Etat capitaliste, mais par le peuple ouvrier. Et nous nous trouvons de nouveau en opposition, non pas sur deux questions de tactique, mais sur des points de vue qui touchent aux doctrines mêmes du socialisme.

Nous avons aujourd'hui à nous prononcer pour l'une ou l'autre de ces tactiques. »

L'adhésion à la Troisième Internationale devait être aussi une suite logique de la politique observée à Zimmerwald pour mettre fin à toutes les guerres.

Si la classe ouvrière et les socialistes n'utilisaient pas la situation révolutionnaire pour abattre le régime capitaliste, une nouvelle guerre deviendrait inévitable:

«D'autre part, notre décision doit être dominée aussi par les décisions antérieures de nos congrès, en particulier par notre adhésion au mouvement zimmerwaldien, qui a été la protestation contre la guerre au nom du socialisme; elle a été surtout, ne l'oublions pas, non pas un acte pacifiste au sens bourgeois du mot, mais la proclamation de la lutte de classe, malgré la guerre, contre l'union sacrée, contre la bourgeoisie internationale. A l'heure actuelle, la paix est signée, mais la bourgeoisie demeure au pouvoir, le militarisme subsiste et des guerres futures sont à prévoir — du reste elles n'ont jamais cessé — et notre devoir actuel de zimmerwaldien est de pousser la conséquence logique de nos principes jusqu'au bout et de dire: il ne suffit pas d'avoir lutté contre la guerre; nous avons fait en 1914 une expérience qui a suffi, nous devons porter toute notre action contre la guerre prochaine. Si nous laissons le capital reprendre son essor — nous croyons qu'il n'est pas capable de le faire, mais enfin si nous n'y veillons pas, dans vingt ans, même avant, la même situation qui se présentait en 1914 se reproduira. C'est maintenant qu'il faut agir contre le régime qui provoque les guerres, contre le régime capitaliste.

La situation internationale actuelle est une situation de lutte de classe, renforcée par le fait que la Russie des soviets cherche à réaliser le communisme, à saper les bases du régime capitaliste. A l'heure actuelle, cette lutte de classe a dégénéré dans tous les pays en guerre civile. On a beau dire que la guerre civile est une mauvaise chose, nous voyons tous les jours, et Bâle l'a expérimenté, que la guerre civile est une chose courante organisée contre le prolétariat par la bourgeoisie. »

Enfin j'abordai la question vivement controversée de l'emploi de la violence révolutionnaire par les masses ouvrières et non par une minorité agissante:

« Je termine en prenant deux questions, secondaires à mon point de vue. D'abord la question de la violence. On a voulu faire de la question de la Troisième Internationale une question essentiellement de violence ou de non-violence. Sur ce point, il faut voir les choses comme elles sont. La violence actuelle est le fait de la société bourgeoise. Ceux qui veulent être opposés à la violence par principe moral doivent pousser leurs conclusions jusqu'au bout et adhérer non pas au socialisme pacifiste qui, lorsqu'il sera la majorité, emploiera la violence, mais à l'anarchie tolstoïenne.

La violence n'est pas mauvaise entre les mains d'une minorité et bonne entre les mains d'une majorité.

La question posée ainsi ne nous touche plus. Ou bien il s'agit d'une question morale, et toute violence sera mauvaise, quelle vienne de la majorité ou de la minorité. Ou bien nous devons subir la violence, vivre avec elle encore pour un moment, et que ce soit la violence de la majorité ou la violence de la minorité, au point de vue moral c'est égal, elle est un mal auquel on ne peut échapper.

D'autre part on nous dit: vous voulez faire la révolution avec une minorité. Là encore l'argument ne porte pas. La révolution prolétarienne, d'après les grandes lignes de la Troisième Internationale, sera une révolution des masses. Ou bien elle sera le soulèvement du prolétariat, de l'immense majorité du prolétariat du monde entier, ou bien elle ne sera pas. Ce n'est pas un petit groupe de conspirateurs qui fera la révolution sociale. Ce que nous devons faire à l'heure actuelle, c'est entraîner les masses, provoquer l'action des masses. Ce n'est pas une minorité qui doit prendre et conduire le pouvoir. La preuve c'est que, à la fin de ses thèses sur la dictature du prolétariat, Lénine propose la formation de conseils d'ouvriers et, comme deuxième point, une fois les conseils d'ouvriers formés, leur éducation pour obtenir une majorité communiste dans les conseils d'ouvriers, une majorité du prolétariat. Et je vous rappelle ici l'appel des spartaciens allemands de janvier qui disaient: notre tactique est d'avoir une majorité, une majorité de la classe ouvrière. » [1]

---

[1] *Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitages der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz vom 16. und 17. August 1919*, Genossenschafts-Buchdruckerei, Basel, 1919 (extraits).

Par 459 voix contre une seule, le Congrès de Bâle décida de sortir de la Deuxième Internationale. Il vota l'adhésion à la Troisième Internationale par 318 voix contre 147.

Les adversaires de l'adhésion demandèrent le référendum que le congrès rejeta par 232 voix contre 224. Mais les statuts prévoyaient que si un tiers des délégués au congrès le demandaient, il devait avoir lieu. Ce tiers étant atteint, le référendum s'imposait.

Au lendemain du congrès, je publiai dans la *Nouvelle Internationale* du 23 août un article exprimant ma déception du congrès de Bâle, car l'adhésion à la Troisième Internationale avait été votée sans que le Parti socialiste suisse ne changeât rien ni à sa structure, ni à sa politique qui dataient de l'avant-guerre. Toujours des paroles et des gestes révolutionnaires sans conséquences dans la vie du parti.

A la suite de discussions passionnées dans les sections du parti, le référendum fut nettement négatif: 14 364 voix contre l'adhésion à la Troisième Internationale et seulement 8599 voix en sa faveur. Les sections passives, qui ne participaient jamais aux congrès et dont les membres n'avaient d'autre activité que de payer les cotisations avaient ainsi mis en minorité l'élément actif du parti. Le Parti socialiste suisse restait dans l'expectative, replié sur lui-même, hors des deux Internationales.

VII

LE PHARE

Un événement allait élargir encore le champ d'action dans lequel je m'étais aventuré en soutenant la Révolution russe et la Troisième Internationale.

Au cours de l'été 1919 Rosa Bloch m'appela d'urgence à Zurich pour y rencontrer un ami étranger. C'était une jeune fille d'à peine vingt ans, émissaire de Bela Kun intéressé à développer la propagande en faveur de la République soviétique de Hongrie dans les pays de langue française.

Devant elle et Rosa Bloch j'exposai un plan que je caressais depuis l'expulsion de Guilbeaux: faire revivre *Demain* qui avait cessé de paraître. Mais un *Demain* nouveau, nettement politique, publiant des chroniques du mouvement ouvrier de divers pays, des résolutions, des nouvelles sur les mouvements pacifistes et sur l'effort des étudiants vers un avenir meilleur. C'est en traduisant les brochures et les textes qu'on m'envoyait de Zurich que ce projet était né. J'avais publié déjà dans la «Bibliothèque des Jeunesses socialistes romandes» un certain nombre de brochures qui se vendaient bien. Mais une revue pouvait grouper ces lecteurs, créer un centre de ralliement, bref être le commencement d'un mouvement d'extrême gauche parmi les populations de langue française.

Ce projet plut à la jeune Hongroise ainsi qu'à Rosa Bloch qui y vit un moyen d'encourager l'action de la gauche du Parti socialiste en Suisse romande. La jeune Hongroise me remit 2000 francs pour lancer la revue. C'était peu, mais j'avais confiance en mon idée. Restait à trouver le nom de cette revue mensuelle. Reprendre *Demain*, qui avait déjà un public de lecteurs? Je ne pouvais le faire sans l'accord de Guilbeaux réfugié à Moscou. Les liaisons étaient

difficiles et le temps pressait. D'autre part je n'avais pas comme Guilbeaux d'ambitions littéraires et j'entendais donner à la revue un contenu nettement politique.

Les amis de Guilbeaux me transmirent la liste des abonnés de *Demain*, mais je me décidai à baptiser ma revue *Le Phare* — lumière dans la tempête déchaînée sur l'Europe et le monde, signal indiquant une direction, un port, but qui était l'espoir de ma vie, ma raison d'être et d'œuvrer. Guilbeaux m'écrivit plus tard de Moscou pour me dire que j'aurais dû simplement reprendre le titre *Demain*, mais il avait lui-même édité à Moscou un numéro de *Demain* et il semblait vouloir continuer.

A Genève, un étudiant en médecine bulgare, Minieff, m'assura de sa collaboration, sous le nom de Vanini. Il fut plus tard l'un de mes collaborateurs à l'Internationale communiste, sous les noms de Lebediev, puis Stepanov. Il travailla aussi dans l'équipe des économistes marxistes du professeur Varga, ensuite au secrétariat des pays latins de l'Internationale communiste. Mais, bureaucratisé, il resta fidèle à Staline et se sépara de moi.

J'obtins rapidement aussi la collaboration régulière de Boris Souvarine à Paris, de Van Overstraeten à Bruxelles, de Henriette Roland-Holst en Hollande, de Serrati en Italie. Je reçus une abondante documentation, en particulier des chroniques de la Russie soviétique, du Bureau d'Amsterdam de l'Internationale communiste, de Vaensterpress, de Stockholm, de Thomas, à Berlin. Presque toute cette documentation était en allemand; j'en traduisais avec Jenny les écrits les plus importants. Au sommaire de chaque numéro, deux rubriques régulières me donnaient un gros travail. *Propos actuels*, rédigé par moi, était un commentaire des principaux événements du mois et *Faits et documents* reproduisait les documents essentiels pour que les lecteurs puissent se faire eux-mêmes une opinion à partir de textes authentiques et soient le plus amplement et le plus objectivement possible renseignés. *Le Phare* portait en sous-titre « Education et documentation socialistes », et de plus, à partir du numéro 9/10 de mai/juin 1920, « Organe officiel de la Troisième Internationale en Suisse romande ». En m'autorisant à utiliser ce sous-titre, le Comité exécutif de l'Internationale communiste m'exprimait sa satisfaction pour l'effort accompli.

Une partie des abonnés de *Demain* reportèrent leur fidélité sur le *Phare*, et j'en trouvai rapidement de nouveaux en Suisse romande parmi les membres de la Jeunesse socialiste et de la gauche du parti

et à l'étranger où n'existait pas en français de publication semblable. En France, le mouvement *Pour la reprise des relations internationales* groupé autour de la *Vie ouvrière* fit pour le *Phare* une active propagande et en Belgique les Jeunes Gardes révolutionnaires en firent de même. Grâce à ses collaborateurs dans plusieurs pays et à son ample information, le *Phare* devint une source précieuse de renseignements dans la période de formation de l'Internationale communiste, du premier au troisième congrès mondial. De *Demain* au *Phare*, il y avait une certaine continuité, mais entre eux, aussi, de sensibles différences que je signalai dans le premier numéro du *Phare*:

«En expulsant Henri Guilbeaux, la police politique fédérale a voulu frapper la revue *Demain* qu'il dirigeait avec talent et qui était devenue une tribune du socialisme zimmerwaldien révolutionnaire.

Sa disparition a été vivement ressentie par tous ceux qu'elle éclairait et qu'elle documentait sur le mouvement communiste international. Elle le fut d'autant plus que ce mouvement, après novembre 1918, s'est considérablement développé dans tous les pays. *Demain* disparaissait sous les coups de la réaction au moment où il eût fallu l'agrandir.

Un groupe d'anciens amis et collaborateurs de *Demain* ont décidé de créer une revue nouvelle qui en reprendra le programme d'éducation et de documentation.

Le mouvement socialiste international subit une crise interne, fruit de la guerre et de la politique de guerre de la Deuxième Internationale. Les courants les plus divers — nationalistes, réformistes, démocratiques, marxistes, anarchistes — se heurtent; l'ancienne Internationale est divisée en deux tronçons officiels, sans compter ceux qui ne veulent ni de la Deuxième, ni de la Troisième Internationale.

C'est le règne de la confusion et de l'obscurité autant dans les principes que dans la tactique.

Le *Phare* cherchera à faire un effort de clarté en se plaçant nettement sur le terrain de la Troisième Internationale. Chaque mois il apportera à ses lecteurs, avec une documentation aussi complète et aussi riche que possible sur le mouvement communiste international, une revue des principaux événements du mois éclairés du point de vue communiste et quelques études sur des problèmes de principes ou des questions d'histoire du mouvement socialiste.

Tant que la démocratie helvétique considère comme un crime d'avoir des idées contraires à l'état social actuel, quelques-uns de nos collaborateurs seront obligés de taire leur nom ou d'écrire sous un pseudonyme, nos lecteurs le comprendront.»

Aux chroniques destinées à être publiées dans le *Phare*, Boris Souvarine, War van Overstraeten, Henriette Roland-Holst ajoutaient

des lettres à mon adresse personnelle, souvent plus intéressantes et plus précieuses que leurs chroniques; elles contenaient leurs opinions sur les événements et les personnalités dont ils relataient les actes. Ainsi je nouai avec un nombre croissant de militants communistes étrangers des relations épistolaires personnelles et amicales.

Le congrès international des Etudiants socialistes, réuni à Genève du 26 au 30 décembre 1919, me donna l'occasion d'en rencontrer quelques-uns. Présidé par Henri Barbusse, il avait attiré des étudiants socialistes de tendances très diverses. Lors d'un vote sur l'orientation du mouvement, huit délégués se prononcèrent pour la Troisième Internationale et huit pour la Deuxième; quelques indécis s'abstenaient. Je fis à ce congrès la connaissance d'Anna Pauker, plus tard ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Roumanie, de Miss Wilkinson qui devint ministre de l'Instruction publique de Grande-Bretagne dans le gouvernement Attlee, du romancier Plisnier, représentant des Jeunes Gardes révolutionnaires de Belgique, de Goldenberg d'Autriche, connu sous le pseudonyme de Lucien Laurat, et de Voya Vouiouvitch qui devint l'un de mes meilleurs amis. Notre amitié ne fut pas détruite comme tant d'autres au moment des luttes fractionnelles. Bien qu'appartenant à des tendances opposées — il était trotskyste et moi boukharinien, lui déporté à Arkhangelsk puis à Samara et moi secrétaire de l'Internationale à Moscou — nous avons continué à nous écrire jusqu'au moment où moi aussi j'ai été condamné comme «opportuniste» et expédié à l'étranger.

Dans le *Phare*, numéro 5/6 de janvier 1920, j'ai donné un aperçu de cet intéressant congrès:

«A Genève, du 26 au 30 décembre eut lieu le congrès international des Etudiants socialistes. Les autorités suisses avaient systématiquement refusé les passeports aux délégués qui avaient mandat de voter pour la Troisième Internationale. Elles pensaient ainsi fausser les décisions du congrès. Les représentants de la Scandinavie, du Luxembourg, de l'Espagne, de l'Italie, de la Pologne qui avaient mandat de voter pour l'adhésion à la Troisième Internationale ne purent pénétrer en Suisse. Mais ces manœuvres furent déjouées.

Le congrès décida de porter la question de la Troisième Internationale au premier point de l'ordre du jour et se sépara en deux fractions, l'une favorable à l'adhésion, l'autre hostile à l'adhésion sans être hostile aux principes de Moscou.

La fraction de la Troisième Internationale décida, quel que soit le résultat du vote, de se séparer des éléments non communistes, d'ouvrir le premier congrès de la Fédération internationale des

étudiants communistes adhérant à la Troisième Internationale et de poursuivre l'ordre du jour sur ces bases en invitant les autres délégués comme auditeurs au congrès.

Le vote à la séance plénière du congrès donna huit voix pour l'affiliation, huit voix contre et quelques abstentions.

Ont voté l'affiliation: les fédérations yougoslave, hollandaise, italienne, suisse et une partie des fédérations française et allemande (communistes).

Ont voté contre: l'Autriche, l'Allemagne (majoritaires et indépendants) et l'Angleterre.

Se sont abstenus: les Belges et une partie des Français.

Immédiatement la fraction communiste continua les débats. Le délégué belge avait mandat de se rallier éventuellement à la fraction communiste, le délégué indépendant d'Allemagne et les délégués autrichiens déclarèrent que, d'accord en principe avec la Troisième Internationale, ils n'avaient voté contre l'adhésion que pour des raisons d'opportunité pour ne pas devancer les décisions prochaines de leurs partis respectifs. Ils restèrent donc au congrès communiste.

De leur côté les Anglais, personnellement partisans de la Troisième Internationale, ne purent s'entendre avec le majoritaire allemand et demandèrent aux communistes de rester en rapports étroits avec eux pour leur permettre d'entraîner leurs groupes et leurs partis dans la Troisième Internationale.

... Le congrès fut unanime à reconnaître que les étudiants ne forment pas une classe séparée. Ils font partie intégrante de la classe ouvrière et ne veulent former aucun mouvement autonome. Les étudiants ont accepté les propositions des Jeunesses socialistes internationales de devenir membres de la Jeunesse socialiste et de collaborer étroitement avec elle. Ils en acceptent les directions politiques et deviennent en fait une sous-section de l'Internationale des jeunesses.»

Nous avions demandé au tolstoïen Paul Biroukov de nous parler des principes de l'instruction publique en Russie des soviets. Il rappela que Tolstoï avait déjà jeté les bases d'une réforme de l'enseignement que Kroupskaia et Lounatcharsky ont généralisée en Russie soviétique. J'étais particulièrement heureux que Biroukov prît une attitude très positive à l'égard de la Révolution d'octobre. Cela démontrait à mes amis socialistes chrétiens qu'un tolstoïen plus convaincu que moi appuyait la Révolution russe. Du reste, j'avais publié dans le *Phare* le décret du «Soviet des commissaires du peuple» du 4 janvier 1919 sur l'affranchissement du service militaire pour cause de convictions religieuses que m'avait communiqué Biroukov, décret qui instituait pour les objecteurs de conscience un service civil compensatoire dans les hôpitaux pour

maladies contagieuses, «ou un autre travail d'utilité publique, au choix de la recrue» — ce qui me remplissait de satisfaction.

En Suisse, la direction du Parti socialiste, après le résultat négatif du référendum sur l'adhésion à la Troisième Internationale, opérait un net tournant à droite, restreignant la liberté de propagande des partisans de la Troisième Internationale dans les sections du parti et dans les assemblées syndicales.

J'écrivis dans le *Phare* du 1er octobre 1919:

«La réaction bourgeoise, encouragée par la campagne acharnée des social-démocrates contre les communistes, relève aussi la tête. Arnold, secrétaire allemand de la Jeunesse socialiste suisse, a été condamné à quatre mois de prison pour avoir imprimé l'*Internationale* dans l'organe des jeunesses. Trostel, Kung et deux autres membres du Comité de grève de Zurich ont été arrêtés, puis relâchés. Les cantons de Vaud, Zurich, Soleure, Thurgovie, Lucerne ont interdit les manifestations de la Jeunesse socialiste le 7 septembre.»

Et dans celui du 1er décembre:

«Les résultats du référendum qui cassa la décision du congrès de Bâle d'adhérer à la Troisième Internationale ne se firent pas longtemps attendre. Les anciens éléments réformistes du Grutli, dont l'influence dans le parti avait considérablement diminué après les congrès qui avaient adhéré à Zimmerwald et repoussé le principe de la défense nationale, ont repris toute leur autorité. Seuls quelques cantons à majorité communiste, Zurich, Bâle, Genève, échappent encore à leur politique réactionnaire.

La campagne électorale qui aurait pu devenir comme en Italie et, dans une certaine mesure, en France, une revue des forces révolutionnaires, fut portée par le secrétariat du parti sur le terrain opportuniste et petit bourgeois de la vie chère. «Prélever 500 millions sur les grosses fortunes pour livrer les vivres de première nécessité à bas prix à la classe ouvrière, sans toucher aux profits du commerce», tel fut le principal tremplin électoral. Dans les cantons à majorité centriste, à Neuchâtel en particulier, la campagne fut en même temps une lutte contre le bolchevisme. Votez la liste socialiste pour éviter le bolchevisme «pour la révolution pacifique», légale, démocratique, tel était le leitmotiv capable de rallier les suffrages de tous les petits bourgeois qui souffrent de la vie chère, mais qui redoutent la suppression de la propriété privée.

Rien d'étonnant que cette catégorie d'électeurs ait biffé sur les listes socialistes les camarades de gauche et aient ainsi, en grossissant la fraction socialiste aux Chambres, diminué sa force combative.

La nouveau groupe parlementaire est foncièrement réformiste. Les candidats révolutionnaires comme Platten ne sont pas élus, même



QUELQUES PARTICIPANTS A LA CONFÉRENCE DE LA GAUCHE
DU PARTI SOCIALISTE SUISSE 1920

Debout de gauche à droite: Fritz Lieb (le deuxième), Walther Bringolf, René Lachenal, Jules Humbert-Droz, Cyprien Donzé, ?, César Graber, Michel Simon, ?
Assis, de gauche à droite: Fritz Platten, Rosa Bloch, Voirol, Pilser, ?
Premier rang, à droite: Scherrer (photo de Michel Simon)



1920 — OUVERTURE DU IIe CONGRÈS MONDIAL A PETROGRAD

LÉNINE A LA TRIBUNE — A droite, Radek

Derrière, de g. à dr.: A. Rosmer (Français), Paul Levi (Allemand), Zinoviev, Serrati (Ialien)
Debout entre Zinoviev et Serrati: Bombacci (Italien) et Boukharine

quelques centristes comme Grimm et Reinhardt, le président et le grand chef du parti, furent sacrifiés au profit d'éléments plus nettement contre-révolutionnaires et nationalistes.

Dans les cantons à majorité hostile à la Troisième Internationale, la minorité n'a plus aucune possibilité de faire entendre sa voix dans les organes du parti. Otto Volkart a dû abandonner la rédaction du *Demokrat* de Lucerne, comme quelques mois auparavant, J. Humbert-Droz avait dû sortir de la rédaction de la *Sentinelle*. Ces fougueux «démocrates» n'admettent pas que la minorité puisse défendre son point de vue dans les organes du parti. C'est ainsi que dans le Jura la voix de plus d'un quart des membres du parti est étouffée.

Bien plus, à La Chaux-de-Fonds, l'Union ouvrière et le parti socialiste interdisent la vente de brochures de gauche et en particulier des brochures traitant de la Russie, à leurs meetings. Etrange démocratie qui spécule sur l'ignorance pour maintenir une majorité. Au lieu de lire et de réfuter les idées communistes, on se contente, comme un vulgaire gouvernement bourgeois, d'en interdire la vente et d'en entraver la diffusion.

C'est maintenant contre les Jeunesses socialistes que s'exerce la réaction du parti. Les Jeunesses socialistes ont adhéré à la Troisième Internationale à l'unanimité de leur congrès et ont adopté des thèses générales nettement communistes. Le parti, qui leur alloue une petite subvention chaque année, a refusé d'entrer dans la Troisième Internationale et, fidèle au principe «Qui paye commande», il conteste à la jeunesse le droit d'être communiste et veut la placer sous tutelle. Le Comité directeur propose donc d'obliger la jeunesse à se soumettre aux décisions de la majorité du parti.

Voilà encore une étrange «démocratie» et une plus étrange pédagogie. Les Jeunesses, qui sont des foyers d'éducation, ne seraient plus libres d'étudier et de se former une opinion raisonnée sur les questions socialistes. Leur opinion doit être celle de la majorité du parti. Après le congrès de Bâle, elles devraient être communistes; après le référendum, hostiles au communisme... parce que la majorité du parti l'a décidé! et que les jeunes n'ont pas à discuter ces questions.

Ces propositions ne peuvent être prises au sérieux, elles sont contraires à la plus élémentaire pédagogie, mais elles cachent une attaque contre l'organisation des Jeunesses.

La tactique «démocratique» eût été de pénétrer dans les organisations de jeunesse, d'y défendre et d'y faire triompher le point de vue anticommuniste. Les Jeunesses, en fixant les lignes générales de leur travail d'éducation, n'ont jamais exclu aucun jeune camarade ne partageant pas les idées de la majorité. Leurs thèses orientent seulement leur activité et leur éducation. Mais le parti entend former un mouvement des Jeunesses dissidentes sous sa tutelle directe. Tandis que le Comité directeur discute avec le Comité central des jeunes, le parti cantonal neuchâtelois a déjà pris la décision de former une jeunesse dépendante du parti!

Un petit incident illustrera cette hostilité à l'égard des Jeunesses.

Il y a quelques mois, à l'occasion d'une fête ouvrière, le Cercle ouvrier de La Chaux-de-Fonds (la Maison du Peuple) avait arboré des drapeaux aux couleurs patriotiques. Quelques membres de la Jeunesse, membres du parti et du Cercle, les enlevèrent et les remplacèrent par le drapeau rouge sans passer par la voie hiérarchique du comité. Ce petit incident fut le prétexte de l'expulsion de la jeunesse des locaux du Cercle.

Cette attitude réactionnaire de la majorité du parti pousse la minorité à constituer des groupes minoritaires. Ils ne tarderont pas à naître.»

J'engageai aussi la lutte contre la création d'une nouvelle Internationale à la fondation de laquelle travaillaient les centristes de tous les pays. Il fallait rendre plus difficile l'adhésion à l'Internationale communiste par des conditions empêchant l'entrée des opportunistes d'un parti qui n'avait pas rompu avec les social-patriotes. La décision du Parti social démocrate indépendant d'Allemagne d'adhérer à la Troisième Internationale m'inspira les considérations suivantes (le *Phare* numéro 5/6, janvier/février 1920):

«... L'importance de ce congrès est énorme pour la vie de l'Internationale socialiste. C'est l'arrêt de mort de la Deuxième Internationale. Mais les décisions prises à Leipzig, selon l'interprétation qu'on en donne, peuvent contenir de grands dangers...

La résolution concernant l'Internationale est équivoque comme toute résolution qui doit être un compromis entre deux tendances. Elle contient à la fois la formule de Ledebour et celle de Stoecker. Dans sa première partie, elle affirme la nécessité de créer une Internationale *avec* la Troisième Internationale *et* les partis révolutionnaires d'Occident. Cette formule laisse supposer la formation d'un *organisme nouveau* englobant la Troisième Internationale et les «partis révolutionnaires». C'est l'interprétation qu'ont immédiatement donnée de la résolution des indépendants les centristes de tous les pays, et c'est l'interprétation qu'en donne aussi Hilferding dans l'organe officiel des indépendants, la *Freiheit.*

Mais la résolution, trouvée insuffisante, fut complétée par le congrès qui y accola le paragraphe final représentant la tendance Stoecker: «Si les partis des autres pays ne veulent pas *entrer avec nous dans l'Internationale de Moscou...*» Il ne s'agit plus ici de former un organisme nouveau, mais d'*entraîner les partis occidentaux dans la Troisième Internationale* dont les principes ne doivent plus être mis en discussion. D'après cette interprétation — et les débats du congrès montrent clairement que c'était celle de la majorité des délégués — le rôle des indépendants consiste à amener les partis occidentaux à reconnaître les principes de Moscou et à entrer simplement dans la Troisième Internationale.

La différence entre ces deux conceptions est énorme. Les indé-

pendants doivent dire clairement ce qu'ils veulent, car la situation créée par leur résolution contradictoire est extraordinairement confuse et sert fort mal la Troisième Internationale.

... C'est le Parti socialiste indépendant d'Ecosse qui, malgré les chefs de l'I. L. P., Mac Donald et Snowden, a décidé dans son congrès du 3 janvier, par 158 voix contre 28, l'affiliation immédiate et sans réserves à la Troisième Internationale. C'est le congrès des syndicats espagnols, le congrès ouvrier scandinave, le congrès international des Jeunesses socialistes, celui des étudiants socialistes, c'est la décision du parti luxembourgeois qui viennent confirmer cette évolution invincible de la masse ouvrière vers la Troisième Internationale et ses principes. Ce fait est plus important que toutes les résolutions votées. Toutes les manœuvres des chefs pour détourner cette marche échoueront misérablement.

... Tant qu'existaient deux Internationales et la possibilité d'en créer une nouvelle, seuls les éléments sincèrement convaincus adhéraient à l'Internationale de Moscou. Aujourd'hui la situation est changée, la Troisième Internationale est menacée d'une invasion d'opportunistes dont le cadet des soucis est d'appliquer les principes de Moscou.

... Mais tous ces reconstructeurs qui veulent se servir de la Troisième Internationale sont les adversaires les plus acharnés de l'adhésion pure et simple à l'Internationale communiste et à ses principes. — En France, Paul Faure vient de diriger contre Souvarine, Loriot et les partisans de la Troisième Internationale une polémique où il a mis de l'esprit, peu d'arguments et beaucoup de méchanceté. En Suisse, c'est le parti de La Chaux-de-Fonds, le fief de Graber et Naine, les reconstructeurs, qui vient de refuser de commémorer la mort de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht et de décider la formation d'une jeunesse opposée à la jeunesse adhérant à la Troisième Internationale.

... Les indépendants d'Allemagne ont donné mandat à leur comité d'entrer en pourparlers *sur la base du programme d'action voté par le parti:* dictature du prolétariat, système des soviets, armement du prolétariat, en un mot sur la base de la Troisième Internationale. Mais les centristes de Suisse ne peuvent s'y rallier, ce sont là pour eux «équivoques anarchisantes», «retour aux méthodes bourgeoises» pour employer les termes de Paul Graber. Aussi veut-il une base plus large. Il écrit dans la *Sentinelle* du 6 janvier:

«Confiants en la puissance des événements et en la mentalité générale des prolétariats occidentaux, nous avons attendu l'heure où la Suisse pourrait jouer le rôle qu'elle s'est attribué, celui de point de ralliement pour une Internationale socialiste révolutionnaire.

»Nous considérons comme telle toute section mettant à son programme d'une manière précise et catégorique la socialisation des formes de production qui mettra fin au régime capitaliste et qui se place nettement sur le terrain de la lutte de classe entraînant logiquement le refus des coalitions et celui de la défense nationale.

» Nous nous refusons par contre à employer comme critère certaines formules de tactiques comme la dictature du prolétariat et les soviets. Celles-ci peuvent être admises dans les pays frappés de dissolution économique et politique, peut-être, on peut y recourir comme on recourt au poison pour arrêter un mal, soit, mais non être considérées comme essentielles et décisives.

» C'est aux sections nationales à en décider... »

... Il est vraiment amusant de voir la désinvolture avec laquelle les centristes traitent la Troisième Internationale. Ils l'incorporent à leurs projets comme s'il suffisait de lui passer le bras autour de la taille et de lui dire: « Avec toi la vieille », pour l'emmener coucher dans le lit qu'on a préparé pour elle.

La Troisième Internationale n'est pas disposée du tout à abandonner les principes qui sont sa force et auxquels se ralliera fatalement le prolétariat international, dans le but de repêcher quelques chefs centristes. Devant le danger d'être envahie ou manœuvrée par les opportunistes, la Troisième Internationale ne peut avoir qu'une attitude: *maintenir et renforcer sa ferme intransigeance.* C'est l'attitude qu'adopte en France le groupe de la Troisième Internationale à l'égard des « reconstructeurs ».

... L'adhésion elle-même doit être soumise à certaines conditions. Jusqu'à présent n'ont adhéré à la Troisième Internationale que des partis communistes qui se sont séparés pendant ou après la guerre des socialpatriotes.

Avec l'adhésion des partis officiels italien, norvégien, roumain, s'est déjà glissée dans la Troisième Internationale une minuscule minorité de réformistes disciplinés qui n'ont pas quitté leur parti après l'adhésion — Turati, Trèves, etc. en Italie. Avec la dissolution de la Deuxième Internationale, le danger grandit de voir adhérer à la Troisième Internationale des partis qui ont de fortes minorités socialpatriotes ou qui ne s'y rallient que par opportunisme, pour ne pas rester isolés.

La Troisième Internationale deviendrait ainsi une tour de Babel où recommenceraient les parlotes stériles de la Deuxième.

... Les reconstructeurs de tous les pays ont une idée vraiment simpliste de l'épuration de l'Internationale. Ils souhaitent qu'elle s'opère sans porter atteinte à l'unité!

Ils veulent entraîner avec eux dans l'Internationale épurée leur minorité nationaliste!

Pour épurer l'Internationale, il faut d'abord épurer chaque fédération nationale. C'est ce que les centristes ne veulent pas comprendre.

En Suisse, ils préféreraient expulser les communistes plutôt que de se séparer des éléments nationalistes, Greulich, Muller, Ryser, Grospierre et Cie.

... Ces manœuvres échoueront devant l'intransigeance et le sectarisme nécessaires de la Troisième Internationale. Bien mieux que toutes les parlotes centristes, les principes de Moscou opéreront l'épuration. C'est la pierre de touche qui séparera les éléments nette-

ment révolutionnaires des pseudo-révolutionnaires. La Troisième Internationale n'a du reste pas besoin des services du Parti indépendant pour attirer à elle la masse ouvrière occidentale. L'évolution économique et la situation historique se chargent de cette mission.»

La vive discussion engagée dans le parti en vue du référendum sur l'adhésion à la Troisième Internationale m'incita à préciser ma conception de l'internationalisme. Les centristes de tous les pays qui avaient quitté la Deuxième Internationale, mais redoutaient la discipline révolutionnaire de la Troisième, affirmaient leur volonté d'adhérer à l'Internationale communiste tout en conservant leur liberté d'action dans leurs pays respectifs. Ils craignaient que les Russes n'imposent leurs méthodes aux sections de l'Internationale. A ces arguments je répondis dans le *Phare* numéro 7 de mars 1920.

Tout au cours de mon activité dans le mouvement ouvrier j'ai gardé la conception que j'exprimais alors de l'internationalisme et du patriotisme. C'est pourquoi je reproduis l'essentiel de cet article:

«... Allemands et Français admettent la dictature prolétarienne et le système soviétique, les Anglais et les Suisses restent fidèles à la «démocratie» et au parlementarisme bourgeois. Il est cependant un point commun à tous, proclamé avec une égale insistance par tous, un point capital qui éloigne indépendants allemands et reconstructeurs français de la Troisième Internationale malgré leur accord sur les principes fondamentaux. Ce point de ralliement des centristes, *c'est l'indépendance et la liberté d'action des sections nationales*. L'expression de ce principe varie sans doute. Les uns refusent de se plier à la dictature de Moscou et d'une minorité communiste, les autres expliquent la nécessité pour eux d'être libres d'agir selon les circonstances nationales dans lesquelles ils se trouvent; ils se servent de l'affirmation de Lénine, que la Révolution est russe en Russie, française en France, italienne en Italie, anglaise en Angleterre pour dire bien fort que leur opportunisme est précisément la forme nationale spéciale de la révolution prolétarienne.

Certes, la Troisième Internationale et les communistes, s'inspirant de la dialectique marxiste, n'ont jamais voulu calquer la révolution mondiale sur la Révolution russe. La révolution sociale ne se fait pas sur commande, elle éclate dans certaines conditions historiques et économiques et la tactique marxiste, celle de la Troisième Internationale, est d'appliquer les principes du socialisme révolutionnaire à ces conditions données par la situation historique.

... La Troisième Internationale n'a jamais mis en question cette nécessité d'adapter les méthodes et les principes révolutionnaires au milieu donné, les centristes le savent fort bien. Mais cela ne leur suffit pas. Il semble, à les entendre, que le capitalisme soit très différent selon les nations, que l'exploitation de la classe ouvrière n'ait pas

partout la même forme essentielle, le profit, la propriété privée des moyens de production, et que le remède au même mal puisse varier profondément selon le pays dans lequel on vit...
Ils veulent une Internationale qui respecte l'indépendance et la liberté d'action des sections «nationales».

Ils montrent là leur *faux internationalisme* et leur *faux socialisme* en même temps.

Qu'est-ce que cette liberté *nationale*, ces garanties nécessaires contre la dictature des *Russes*, cette importance énorme accordée tout à coup aux quelques détails qui caractérisent le capitalisme de chaque *pays*. N'est-on pas socialiste avant d'être Russe, Allemand, Français ou Suisse? Le socialisme n'est-il pas notre patrie, notre idéal, notre religion, notre vie commune à tous; le lieu où nous sommes nés n'est-il pas un accident dans notre existence, notre nationalité, un cachet trompeur, un crime du régime capitaliste? Ces nations dans lesquelles nous vivons et bataillons pour l'Internationale communiste, les considérons-nous autrement que comme des produits historiques, résultats de rapines, de violences et de crimes, tout notre effort ne tend-il pas à abolir ces frontières?

Alors, pourquoi repousser un camarade, un frère, en lui disant: tu es Russe, travaille en Russie! Pourquoi ne pas lui dire: tu es socialiste, l'Internationale est notre patrie, le capitalisme notre ennemi, sois le bienvenu! Dans notre lutte tu as combattu et vaincu sur un point de notre front commun, fais-nous profiter de tes expériences, apprends-nous à vaincre aussi.

L'action prolétarienne ne peut être que centralisée et disciplinée. Ce qui fit la faiblesse de la Deuxième Internationale fut le fédéralisme, laissant à chaque section nationale sa liberté d'action. En août 1914, elle a été belle l'indépendance des sections nationales, indépendance à l'égard de l'Internationale, oui, mais dépendance envers l'impérialisme capitaliste, nationaliste et guerrier...»

La Jeunesse socialiste répondit aux tentatives de musellement du parti en proclamant son indépendance. Les Unions ouvrières de Zurich et de Bâle mirent à l'étude la création de conseils d'entreprises et de conseils ouvriers pour préparer la socialisation malgré l'opposition acharnée de la direction des fédérations syndicales.

Dans le parti, la gauche, battue lors du référendum, mit fin à sa dispersion et s'organisa en fraction à l'intérieur du parti. Le *Phare* devint le centre de ralliement des groupes de la Troisième Internationale en Suisse romande.

Son existence cependant était très précaire. Quatre cents abonnés au début. En six mois, ce nombre avait doublé et le tirage était monté de 1000 à 1600 exemplaires. Mais 2500 à 3000 francs étaient nécessaires pour assurer la parution de la revue jusqu'à la fin de 1920.

La «Bibliothèque des Jeunesses socialistes romandes», de son côté, développait la propagande en éditant et en vendant des brochures. En mai 1920, elle avait édité déjà les brochures suivantes: J. Humbert-Droz: *Guerre à la Guerre — A Bas l'Armée*, 15e mille; R. Rolland: *Aux Peuples assassinés*, 5e mille (épuisé); Tolstoï: *Propos antimilitaristes*, 5e mille; Jacques Sadoul: *Vive la République des Soviets*, 4e mille; N. Boukharine: *Le Programme des Communistes (bolcheviki)*, 3e mille; Gleboff: *Le Rôle des Syndicats ouvriers dans la Révolution russe*, 3e mille; *La Révolution prolétarienne de Hongrie*, 3e mille; Karl Radek: *L'Evolution du Socialisme de la Science à l'Action*, 3e mille; *La Troisième Internationale, ses Principes, son Premier Congrès*.

Le service de librairie de la Bibliothèque des Jeunesses diffusait aussi les brochures sur la Révolution russe éditées en français par d'autres groupes. Un certain nombre d'entre elles furent séquestrées. La censure suisse voulait empêcher le peuple de connaître les décrets et les réalisations de la Révolution d'octobre. Voici quelques titres des publications saisies: *Les Décrets fondamentaux de la Russie des Soviets*, *L'Œuvre économique de la Russie socialiste*, *La Politique extérieure du Pouvoir des Soviets*, *La Vérité sur l'Intervention des Alliés en Russie* (brochure de Price, correspondant en Russie du *Manchester Guardian*)!

La police fédérale m'avisait aussi que des envois de matériel de l'étranger avaient été séquestrés à la frontière.

A la veille du deuxième congrès mondial de l'Internationale communiste

Avant qu'elle ne soit définitivement organisée, l'Internationale communiste fut atteinte d'un mal dont elle ne réussit jamais à se guérir: le sectarisme, l'intransigeance, le dogmatisme, les fractions, divisions et subdivisions. Dès le premier congrès mondial, en mars 1919, qui ne fit que proclamer la création de la nouvelle Internationale, des groupes se formèrent dans la plupart des pays dont le but n'était pas de constituer un grand parti communiste, mais de devenir le plus rapidement possible la section de l'Internationale communiste à l'exclusion de toute autre organisation. En Grande-Bretagne il n'y eut pas moins de trois partis rivaux se réclamant de l'Internationale communiste, deux aux Etats-Unis, deux en Allemagne. A côté de ces groupements, souvent créés par les

Jeunesses socialistes, il existait dans tous les partis socialistes une gauche favorable à l'adhésion à l'Internationale communiste.

En Suisse allemande, des jeunes groupés autour de l'organe *Die Forderung* dirigé par Jakob Herzog, Itschner, les frères Jordi, Bruggmann, Weibel et d'autres — qui avaient pris une part très active aux grandes manifestations ouvrières et à la grève générale et s'étaient fait exclure du Parti socialiste et de l'Union ouvrière pour leur indiscipline — avaient fondé le *Parti communiste suisse.* La gauche du Parti socialiste s'était aussi organisée en fraction sous la présidence d'Ernst Nobs, alors rédacteur en chef du quotidien socialiste de Zurich, le *Volksrecht.*

En Suisse romande j'avais réussi à éviter la création d'un parti communiste indépendant et sectaire en concentrant toute l'action à l'intérieur du Parti socialiste. Bien qu'étant lié plus étroitement à la gauche du Parti socialiste, j'avais d'excellentes relations avec les membres du Parti communiste de Suisse allemande. J'étais invité à leurs conférences et les partisans de la Troisième Internationale en Suisse romande conviaient aussi un délégué du Parti communiste suisse et un délégué de la gauche socialiste alémanique à leurs conférences.

Les communistes russes, soucieux de développer la propagande dans le monde, favorisaient ce morcellement en multipliant les bureaux à l'étranger. Un de ces centres, très important, existait à Berlin, avec Thomas. L'ingénieur Rutgers, qui avait participé au premier congrès de l'Internationale communiste, était rentré de Russie en Hollande avec la mission de créer un sous-bureau à Amsterdam ralliant les militants du groupe socialiste antiparlementaire réunis autour de Weinkop, Ravenstein, Gorter, Pennekoek et Henriette Roland-Holst et du journal *Tribune.*

Berzine, de l'ambassade soviétique à Berne, avait développé un centre en Suisse, avant son expulsion après la grève générale. En Suède, les députés Ström et Höglund avaient créé un service de presse international « Vaensterpress ».

Ces divers centres de propagande n'étaient ni coordonnés, ni d'accord sur la tactique à suivre ou sur l'action à entreprendre. Le sous-bureau d'Amsterdam était antiparlementaire et plus sectaire que celui de Berlin. Une concurrence s'établit entre ces centres et de multiples conférences furent organisées.

Le secrétariat de Berlin et le sous-bureau d'Amsterdam convoquèrent chacun, pour janvier 1920, une conférence internationale.

Celle de Berlin fut renvoyée à plus tard. Celle d'Amsterdam eut lieu le 3 février, avec une participation réduite de délégués de Grande-Bretagne, des Etats-Unis, d'Allemagne et de Belgique. Le Parti communiste suisse y était représenté par J. Herzog. Elle fut dissoute le quatrième jour par la police. Cependant un accord était intervenu entre le sous-bureau d'Amsterdam et le secrétariat de Berlin. Les deux centres continueraient leur propagande propre, mais une conférence plus représentative devait, dans un délai de trois mois, organiser un bureau définitif.

La Conférence d'Amsterdam avait adopté une résolution invitant les groupes communistes existant à l'intérieur des partis socialistes à rompre leurs liens et à adhérer au Parti communiste déjà existant, ou à en créer un. La résolution répudiait la démocratie bourgeoise pour y substituer la dictature du prolétariat et le système des soviets.

Cependant, au vu des résolutions discutées et admises à Amsterdam, le Comité exécutif de l'Internationale communiste à Moscou publia, le 15 mai, un communiqué annulant, par un vote unanime, le mandat du bureau d'Amsterdam, parce que ce bureau défendait, sur une série de questions importantes, un point de vue opposé à celui du Comité exécutif.

Le Comité exécutif admit unanimement que:

« Refuser d'utiliser l'arme parlementaire, renoncer à faire pénétrer l'esprit révolutionnaire de l'intérieur dans les syndicats, tout cela vient d'une appréciation insuffisante du rôle des partis communistes comme agents de la révolution universelle, se trouve en contradiction flagrante avec les intérêts de la classe ouvrière et enfin aboutit à transformer la lutte pour la dictature en une phrase vide. » [1]

En remettant les fonctions du bureau d'Amsterdam au secrétariat de l'Europe centrale à Berlin, le Comité exécutif affirmait:

« S'il se rassemble des conférences partielles de partis adhérant à la Troisième Internationale, les décisions de ces conférences ne peuvent avoir qu'un caractère préparatoire. Seul le congrès international convoqué par le Comité exécutif pourra prendre des décisions définitives. » [2]

Avant la publication de cette restriction, le Parti socialiste italien avait convoqué lui aussi une conférence communiste internationale. Le comité de ce parti avait décidé, le 19 mars 1919 déjà,

---

[1] *Le Phare*, N° 9–10, mai–juin 1920, page 485.
[2] *Idem.*

d'adhérer à l'Internationale communiste. En octobre 1919, le congrès du parti ratifiait cette adhésion à une écrasante majorité.

A l'occasion d'une conférence nationale du Parti socialiste italien réunie à Milan, le 20 avril 1920, le Comité directeur du Parti italien, en accord avec le représentant du Parti communiste russe en Italie, Nicolini (Lioubarsky), invitait les partis et les groupes communistes d'Europe à une conférence internationale. Comme il en avait été pour la Conférence d'Amsterdam, les visas ne furent pas accordés, cette fois par le Gouvernement italien, et la plupart des militants invités ne purent arriver à Milan.

Milan n'étant pas très éloigné de la frontière suisse, la gauche du Parti socialiste suisse et le Parti communiste suisse décidèrent d'y envoyer chacun un délégué. Je fus désigné par la gauche du Parti socialiste suisse et Bruggmann par le Parti communiste suisse.

Pour la première fois, j'allais passer une frontière illégalement, et cela dans des conditions très primitives et des plus romantiques.

Le Parti socialiste tessinois avait organisé des possibilités de passage à la frontière. J'avais reçu l'adresse d'une petite échoppe de cordonnier à Bellinzone, point de rencontre. De là, je fus renvoyé à Lugano, dans un café, centre de rendez-vous des socialistes de l'endroit. J'y retrouvai Bruggmann et un jeune socialiste tessinois, Elvezio Tela de Muzzano, qui connaissait bien la frontière et devait nous servir de guide. Nous partîmes le soir par le train jusqu'au poste frontière de Ponte Tresa. Il faisait presque nuit quand nous avons entrepris la montée à pied par un sentier rocailleux, jusqu'au petit village de Sessa. Tela nous mit au courant de notre itinéraire. Impossible de traverser la frontière italienne en plaine car un treillis de plus de deux mètres de haut la longeait. Il suffisait de toucher ce treillis pour que les douaniers, alertés par un système de sonnerie, accourent en hâte. Sur la montagne le treillis était remplacé par un câble dissimulé dans les fourrés et sous les herbes. Il était indispensable de bien connaître la frontière pour la passer en faisant un grand pas sans toucher le câble. Une fois le câble franchi, on pouvait poursuivre tranquillement le voyage jusqu'à Luino. De Luino nous devions continuer le voyage par le train sur Milan.

Nous arrivâmes à Sessa à la tombée de la nuit. C'est à l'auberge que nous fîmes la première halte en attendant que l'obscurité soit complète. Le patron de l'auberge, un colosse, nous offrit une collation et un lieu sûr pour attendre la nuit. Il était plus anarchiste que socialiste, mais gagné à la cause de la Révolution russe.

La nuit était sans lune, comme il le fallait pour notre expédition. Nous nous mîmes en marche par un chemin de montagne caillouteux. Je ne voyais absolument rien et, guidé par Tela, j'avançais comme un aveugle en butant contre les pierres malgré l'ordre d'éviter tout bruit afin de ne pas éveiller l'attention des douaniers suisses en patrouille. Nous nous taisions, les nerfs tendus.

Tela connaissait parfaitement le chemin, aussi ai-je pensé qu'il était contrebandier à ses heures. Moi-même, partisan de l'abolition des frontières, j'ai toujours eu plus de sympathie pour les contrebandiers que pour les douaniers et la police frontalière. Au cours de mes nombreux voyages à l'étranger, j'ai eu un intime et profond plaisir à passer les frontières illégalement et à transporter quelques objets de contrebande dans mes bagages.

Après une longue montée, pénible autant par le chemin que par l'obscurité complète, nous arrivâmes à un endroit où Tela, me prenant par la main, me dit de faire un grand pas en soulevant bien haut la jambe, ce que je fis parfaitement sans rien y voir.

Nous étions en Italie! Et bientôt notre chemin, toujours pierreux et difficile, commença à descendre. Le jour pointait à l'horizon lorsque nous arrivâmes à Luino. En prenant un café bien gagné dans un bistrot, nous convînmes avec Tela du jour de notre retour et de l'heure à laquelle nous arriverions à Luino pour refaire le même chemin en sens inverse.

A Milan, on nous attendait. Gennari, secrétaire du Parti socialiste italien, avait retenu des chambres où nous pûmes faire un brin de toilette avant d'aller à la conférence du parti qui avait déjà commencé dans la grande et belle salle du Municipio de Milan. En Italie nous étions en sécurité. C'est à cette conférence que j'entendis les grands orateurs du Parti italien, Modigliani, orné de sa grande barbe, Turati, Treves, d'Arragona, Lazzari, maigre et noueux comme un cep de vigne, et Serrati avec lequel j'avais déjà échangé une intéressante correspondance. La conférence discutait des grandes grèves de Turin et de la tactique du parti qui venait de remporter une impressionnante victoire aux élections communales dans un nombre important de municipalités. Le mouvement des masses et l'action démocratique et parlementaire jetaient le pays dans une crise révolutionnaire d'un caractère très spécial et posaient au parti des tâches très différentes de celles que les bolcheviks avaient à résoudre en Russie.

J'ai donné mes impressions de cette conférence du Parti socialiste

italien dans le *Phare* et je les reproduis ici parce qu'elles expriment ma pensée à cette phase de mon évolution:

«Le Parti socialiste italien joue dans l'Internationale et dans le mouvement révolutionnaire mondial un rôle de première importance. Certes, nos regards sont fixés sur la Russie des soviets. Nous y puisons de grands exemples, de riches enseignements, pour fixer nos principes et déterminer notre tactique. Mais si la Russie nous donne l'exemple d'un pays en période de dictature prolétarienne, elle nous dit peu de chose de la période qui précède le renversement de l'Etat bourgeois. Ses conditions politiques et économiques avant la révolution d'octobre étaient spéciales et peu semblables à celles des pays occidentaux où la bourgeoisie est beaucoup mieux organisée pour résister, où la démocratie politique trompe encore la masse du peuple, où la vie industrielle domine. L'Italie, par contre, est placée dans les mêmes conditions générales que les autres peuples occidentaux et nous avons les yeux fixés sur son mouvement ouvrier, parce que nous sentons sa force combative, son enthousiasme révolutionnaire, sa volonté de vaincre.

Malgré les diverses tendances qui se manifestent au sein du parti, le mouvement ouvrier est resté uni, il n'a pas connu les divisions profondes du mouvement allemand. Il faut remarquer, du reste, que les tendances diverses qui existent dans le mouvement italien ne sont nullement aussi profondes que celles qui existent ailleurs. Turati est à peu près seul à défendre, non le social-patriotisme d'un Renaudel, mais le point de vue centriste, démocratique et pacifiste de Kautzky, Mac Donald, Adler ou Graber. A gauche, Bordiga, les chefs du mouvement de Turin et Missiano, ne sont pas des éléments «syndicalistes» ou «anarchistes». En discutant avec Bordiga, j'ai pu me convaincre que son abstentionnisme électoral n'est nullement une affaire de principe, mais une conception tactique qui considère que dans nos pays occidentaux où le parlementarisme est corrompu, ancré dans les mœurs politiques démocratiques, il est presque impossible d'employer la tribune parlementaire pour la propagande révolutionnaire et qu'il serait préférable de s'abstenir pour arracher à la masse ses illusions démocratiques et parlementaires et pour épurer l'action révolutionnaire du parti.

C'est un spectacle réconfortant que celui d'un congrès du parti italien. On sent le prolétariat prêt à la grande bataille, se préparant à donner l'assaut au régime capitaliste, mais qui ne se laisse pas entraîner par son tempérament bouillant à une action décisive prématurée. Il veut agir, il se prépare à agir mais il ne veut frapper que lorsqu'il aura le maximum de garanties de réussite. Les délibérations du Conseil national de Milan furent dominées par la situation révolutionnaire générale et plus particulièrement par la grève générale de Turin et la situation créée par elle. Les éléments de Turin ont cru que leur grève serait le signal de la révolution italienne; le congrès discuta longuement de la situation intérieure et extérieure, examina les points

faibles des positions prolétariennes, le sud de l'Italie, l'armement insuffisant, la nécessité d'attendre que le prolétariat international puisse appuyer la révolution italienne. C'est là une tâche fort délicate devant la désorganisation du régime bourgeois, devant les mouvements de masse toujours plus nombreux et plus étendus, devant l'impatience révolutionnaire du prolétariat de retenir, de conseiller, d'attendre. La situation est telle que le parti socialiste peut déclencher un mouvement révolutionnaire quand il voudra, avec beaucoup de chance de s'emparer du pouvoir et d'organiser sans beaucoup de peine la production communiste agraire et industrielle; de la gauche à la droite du parti on reconnaît cette possibilité. Mais ce qui fait reculer la direction du parti devant l'action décisive, c'est l'isolement international de l'Italie. Elle n'a pas les richesses naturelles et les greniers de la Russie, elle redoute l'intervention armée des troupes contre-révolutionnaires internationales, elle craint que le prolétariat italien n'ait pas la résistance héroïque et longue du prolétariat russe; il faut donc retenir le mouvement révolutionnaire; c'est l'opinion de Serrati et de la direction du parti, c'est l'opinion de l'extrême gauche aussi, mais, tandis que Serrati, Missiano, Bordiga nous exposaient cette situation, nous sentions grandir les responsabilités du prolétariat des autres pays occidentaux. Il ne manque pas de centristes pour se saisir des déclarations des camarades italiens: «Ils ont dit qu'il fallait retenir le mouvement révolutionnaire! Ils ont bien dit «retenir»!... et forts de cette déclaration, ils serrent les freins en France, en Suisse, en Autriche, sans rien comprendre de la solidarité internationale. Les Italiens ne retiennent pas leurs mouvement pour que nous les imitions, mais pour que nous hâtions le pas et que nous soyons assez forts pour empêcher nos gouvernants réactionnaires d'intervenir militairement et d'affamer le prolétariat italien. Ils «retiennent» leur prolétariat pour que nous nous hâtions d'entraîner le nôtre et de l'amener au même degré de maturité révolutionnaire que le prolétariat d'Italie.» [1]

J'ai publié aussi un court compte rendu de la rencontre internationale de Milan.

«L'impossibilité de recevoir des passeports, les difficultés des voyages illégaux ont empêché la grande partie des délégués d'être présents. La Bulgarie, la Hongrie, la France, la Suisse, la Russie, l'Italie et le sous-bureau de Berlin étaient représentés. La conférence s'occupa principalement de questions administratives. Elle déplora la création de multiples sous-secrétariats qui, bien intentionnés sans doute, jettent la confusion dans les relations internationales. Elle s'est prononcée pour l'existence d'un seul sous-secrétariat et proposera au prochain congrès de le fixer en Italie. Pour créer de véritables rela-

[1] *Le Phare*, N° 9–10, mai–juin 1920, pages 411 à 414.

tions internationales, la conférence propose également la création «d'ambassades» socialistes. Le mot est gros, mais la chose est simple. Auprès de chaque parti socialiste, des camarades de confiance représenteraient les partis socialistes des autres pays comme les ambassadeurs représentent leur pays auprès des gouvernements étrangers. Il n'est pas nécessaire que ce soient des camarades étrangers, pourvu qu'ils soient et se tiennent au courant de la politique du parti qu'ils représentent et qu'ils maintiennent le contact permanent entre les organisations.» [1]

J'ajoute que plusieurs délégués étaient des camarades étrangers résidant en Italie. Nicolini et Serrati s'intéressèrent particulièrement au *Phare* et à sa situation financière déficitaire. Je reçus 4000 lires comme contribution de soutien pour couvrir une partie du déficit.

Pendant une séance de la conférence au Municipio, je fus avisé qu'un camarade désirait me parler et je fus mis en présence d'un inconnu du nom de Georges Schmickrath, qui se disait délégué belge mais sans mandat. J'appris avec inquiètude qu'il avait passé chez moi, à La Chaux-de-Fonds, et que Jenny lui avait dit que j'étais à Milan. Se disant porteur d'une mission importante et urgente, il avait insisté pour me voir sans retard et Jenny lui avait communiqué l'adresse de Bellinzone. Il avait fait, deux jours après nous, le même voyage illégal.

Le type me parut très suspect, d'autant plus que ce qu'il avait à me dire sur l'organisation belge ne nécessitait pas un voyage en Suisse, et encore moins le passage illégal de la frontière pour venir me rencontrer à Milan. Méfiant, je refusai de discuter avec lui et je demandai aux camarades de ne pas lui permettre d'assister à leurs réunions, et encore moins à la séance internationale.

Le jour convenu, nous retrouvions pour le retour le fidèle et bon Tela à la gare de Luino. Nous y étions arrivés par le dernier train et dès que la nuit fut complète, nous nous mîmes en route pour Sessa.

Mêmes difficultés que pour l'aller. Mes yeux ne s'étaient pas faits à l'obscurité. Arrivés devant le câble frontière, Tela me dit de sauter. Je le fis sans toucher le câble, mais j'allai choir dans un buisson d'épines, après avoir buté contre une grosse pierre. J'eus mille peines à m'arracher aux épines qui m'écorchaient bras et jambes. J'en sortis enfin, n'ayant laissé dans le buisson qu'une jambe de mon pantalon. J'arrivai à Sessa dans cet état, ce qui nous fit bien

---

[1] *Le Phare*, N° 9–10, mai/juin 1920, pages 414/415.

rire quand les dégâts furent constatés à la lumière. Notre hôte avait préparé des sacs de couchage en peau de mouton, bien chauds, mais pleins de puces. Nous devions partir de bonne heure pour atteindre le premier train en direction de Lugano, à la gare de Ponte Tresa. Notre hôte me dit que je ne pouvais aller à Lugano, même de bonne heure, dans un tel accoutrement; il me prêta un pantalon. Pour la longueur, ça allait, mais le tour de taille! Je m'y serais mis facilement deux fois et pas de boutons pour les bretelles. Notre hôte, comme tous les ouvriers italiens et tessinois en ce temps-là, retenait son pantalon avec une large ceinture de coton rouge. Il me donna une grosse ficelle pour le maintenir tant bien que mal. D'ailleurs le voyage n'était pas long et, de bon matin à Lugano, j'achèterais un pantalon neuf. Lorsque nous eûmes déjeuné, au petit jour, notre hôte ouvrit toute grande la porte de son auberge en nous souhaitant bon voyage.

« Haut les mains ! » Un groupe de policiers suisses en civil s'avança et nous mit en état d'arrestation. La fouille à laquelle on nous soumit leur démontra que nous étions trois citoyens suisses, munis tous trois de nos propres passeports, sans armes ni propagande subversive, donc parfaitement en ordre. Dans la maison ils ne trouvèrent ni la Balabanova, ni Loriot que la police fédérale, toujours aussi bien renseignée que parfaitement ridicule, savait à Milan et en route pour la Suisse! Nous fûmes cependant accompagnés par la police et enfermés dans la prison de Lugano. A l'arrivée, comme cela se fait dans toute prison suisse qui se respecte, nous fûmes privés de nos lacets de souliers et de nos ceintures pour prévenir un suicide éventuel! J'essayai de faire comprendre à ces Confédérés que la ficelle retenait mon pantalon et qu'il tomberait fatalement sur mes souliers si on me la séquestrait. Mais le règlement est formel et l'intelligence de la police limitée. Ma ficelle fut confisquée. Je fus donc bien obligé, pour marcher et me tenir debout, de m'habituer à mettre les mains dans les poches du pantalon pour l'empêcher de tomber.

On nous avait séparés et nous fûmes interrogés isolément par un colonel. Je me présentai devant lui les mains dans les poches. « Quelle est cette tenue? Enlevez les mains de vos poches! » Avec un malin plaisir, j'obtempérai aussitôt et mon pantalon glissa. J'étais en chemise au garde-à-vous! « Relevez votre pantalon! » J'obtempérai et, avec le sourire, je remis ostensiblement mes mains dans les poches.

Notre crime? N'avoir pas obtenu le visa italien et avoir fait un séjour illégal à Milan? Cela regardait la police italienne et non l'armée suisse. Etre rentrés dans notre patrie par un chemin de montagne pour échapper à la police italienne? Etait-ce un crime? La police avait fait chou blanc, mais elle ne devait pas perdre la face. Nous fûmes donc retenus. Mais comment monter un procès et inventer un délit? La presse avait annoncé notre arrestation et le camarade Dicker, avocat, de Genève, avec l'accord de Jenny, avait spontanément pris en main ma défense. Un non-lieu nous libérait après cinq jours de détention.

Mais comment la police suisse avait-elle appris que nous arriverions ce soir-là par ce chemin clandestin? Pas de doute possible! Le Belge Georges Schmickrath était un provocateur payé par la police fédérale. Il s'était présenté à la rédaction de la *Sentinelle* après mon départ, en demandant à Paul Graber s'il pouvait me voir d'urgence. Sans chercher à savoir qui il était, Paul Graber lui avait dit que j'étais à Milan et que Jenny pourrait le renseigner. Envoyé chez moi par Paul Graber, Jenny lui avait fait confiance et lui avait remis l'adresse de la filière. Il avait appris de Tela la date de notre retour pour le cas où il aurait voulu se joindre à nous. Il nous avait vendus et rentrait en Suisse en train, une fois sa mission accomplie!

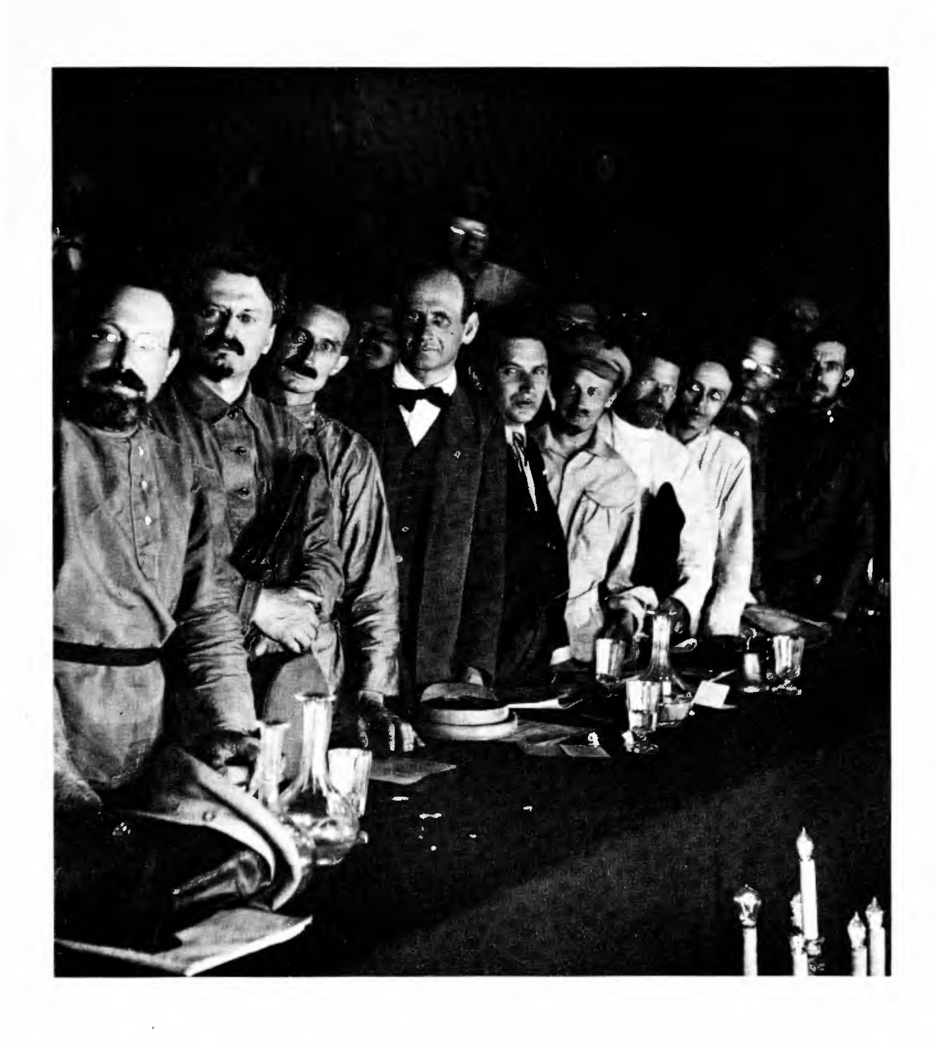
Il va sans dire que je m'enquis aussitôt de l'identité de ce prétendu camarade. La réponse confirma entièrement mes soupçons. Voici les premiers renseignements à son sujet donnés par une lettre du camarade Matthieu, de Bruxelles:

«... a filé il y a quelques mois en enlevant la caisse des groupements liégeois du journal *L'Exploité* de Jacquemotte (1000 francs environ). Cet exploit est la conclusion de toute une activité équivoque et inquiétante (...)

(...) Il nous a inquiétés par ses allures de conspirateur romantique et de policier de cinéma! Ce n'est qu'un énergumène et un rastaquouère (...)

Pour Jenny et moi ce fut, dans notre apprentissage des méthodes conspiratives, la leçon nécessaire pour ne pas faire confiance à tous ceux qui se présentent sous le nom de camarades. Dure leçon de méfiance qui n'était pas dans notre caractère, mais qui nous fut utile plus tard.

Le 22 avril, le Comité exécutif de la Troisième Internationale convoqua le deuxième Congrès mondial pour le 15 juillet 1920 à



LE PRÉSIDIUM DU IIe CONGRÈS MONDIAL
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE A MOSCOU

De gauche à droite: Serrati, Italien (exclu),
Trotsky (assassiné), Alfred Rosmer, Français (exclu), Paul Levi, Allemand (exclu),
Zinoviev, Russe (exécuté), Boukharine, Russe (exécuté), Marchlevsky, Polonais,
Radek, Russe (mort dans un camp de concentration)



1920 — LA TRADUCTION EN FRANÇAIS, PAR JULES HUMBERT-DROZ, AU IIe CONGRÈS MONDIAL

Debout, derrière J. H.-D.: Bombacci et Lepetit; assis, accoudé: Goldenberg (Lucien Laurat); derrière la sténographe, Lefèbvre

Moscou. Les partis et les groupes adhérant à l'Internationale communiste étaient invités à y envoyer des délégués. La gauche du Parti socialiste suisse favorable à l'adhésion était priée de s'y faire représenter.

Mais, avant que ne leur parvienne cette convocation, les groupes de la Troisième Internationale de Suisse romande avaient décidé de s'organiser mieux et de tenir un premier congrès. Jusque-là, c'était la Jeunesse socialiste qui avait développé dans le parti la propagande communiste au moyen de son journal *La Nouvelle Internationale*, du *Phare* et des brochures qu'elle avait publiées.

La conférence des groupes de la Troisième Internationale avait été convoquée publiquement à Yverdon, pour les 17 et 18 avril 1920. Le 13 avril, le Conseil d'Etat du canton de Vaud publia un arrêté interdisant sa réunion sur tout le territoire vaudois, ainsi que toutes les manifestations qui s'y rapportaient (assemblées, cortèges). Le prétexte à cette violation flagrante de la Constitution fédérale en vigueur en 1920 puisque la guerre était terminée depuis un an et demi, était ainsi formulé:

«Attendu que le congrès romand de la Troisième Internationale convoqué à Yverdon pour les 17 et 18 avril 1920 poursuit des buts nettement contraires à l'ordre public, que par conséquent cette manifestation est de nature à troubler la tranquillité et l'ordre publics (...)»[1]

Nous décidâmes de convoquer le congrès à Neuchâtel (Hôtel Beau-Séjour), une semaine plus tard, soit les 24 et 25 avril. Mais le Gouvernement neuchâtelois, sur la proposition du conseiller d'Etat Ernest Béguin, chef du Département de police, interdit aussi le congrès sur tout le territoire neuchâtelois, parce que «poursuivant des buts nettement contraires à l'ordre public».

Nous avons alors réuni ce congrès clandestinement à Fribourg où le Conseil d'Etat ignorait sa présence dans la bonne ville conservatrice et fut surpris en l'apprenant que la tranquillité et l'ordre publics n'aient pas été troublés!

Le 17 avril, le Comité central du Parti socialiste suisse avait décidé, par 20 voix contre 18, de proposer au congrès de 1920 l'adhésion à l'Internationale communiste! Cette proposition venait de Grimm, alors que Paul Graber, qui fut mis en minorité, avait proposé de soutenir l'effort des «reconstructeurs» socialistes,

[1] Archives Jules Humbert-Droz.

indépendants allemands et partisans de Longuet en France, qui s'efforçaient de regrouper les socialistes opposés tant à la Deuxième Internationale reconstituée à Berne, qu'à la Troisième créée à Moscou. Que signifiait la volte-face du Comité central après le référendum qui avait rejeté, à une grande majorité, l'adhésion à l'Internationale communiste? Dans le *Phare*, je dénonçai cette proposition de Grimm comme une manœuvre centriste et critiquai aussi la proposition de Graber qui ne soufflait plus mot de son opposition à la dictature du prolétariat et à la violence révolutionnaire, pour s'aligner sur les décisions des reconstructeurs allemands et français.

La proposition de Grimm avait inquiété les reconstructeurs français. De Berne, on les rassura par un communiqué du 21 avril, publié dans le *Populaire*. La manœuvre y est baptisée «opération tactique». Voici ce communiqué:

«Le sens du vote des socialistes suisses — Berne 21 avril (par télégramme de notre correspondant spécial). — La motion votée dimanche par le Comité central, loin d'être une manifestation d'intransigeance pouvant faire craindre une scission, doit être envisagée plutôt comme une «opération tactique» menée par le camarade Grimm pour concilier les tendances et prévenir tout geste d'impatience de la part de l'extrême gauche du parti.

Ce but paraît d'ailleurs déjà atteint. Ces éléments d'extrême gauche, si turbulents l'an passé, n'avaient pas, cette année, présenté de propositions. (...)

En tout cas le vote de dimanche ne signifie aucunement que les conversations en vue de la reconstruction, d'accord avec les indépendants d'Allemagne, le Parti socialiste français et le Parti socialiste d'Amérique, seront interrompues.» [1]

Le Comité directeur du Parti socialiste suisse, se conformant à la décision du Comité central, décida d'envoyer des délégués au Deuxième congrès de l'Internationale communiste et vota un subside de 3000 francs pour cette délégation annoncée sous la formule équivoque:

«Il a été décidé d'envoyer une délégation en Russie, comme l'ont fait nos camarades de France et les indépendants d'Allemagne.»

Mais, tandis que le Parti socialiste français déléguait Cachin et Frossard, et les indépendants d'Allemagne Crispien, Dittmann, Däumig et Stöcker, le Parti socialiste suisse n'envoya personne!

[1] *Le Phare*, No 11–12, juillet/août 1920, page 590.

La gauche du parti, consciente des manœuvres de Grimm, convoqua une conférence nationale à Olten qui eut lieu les 26 et 27 juin. Les Romands y étaient nombreux. Michel Simon, alors installé à Leysin comme photographe, faisait partie de la délégation de sa section. Il prit quelques photographies du groupe romand auquel s'étaient joints Fritz Lieb de Bâle, Fritz Platten et Rosa Bloch de Zurich et Walther Bringolf de Schaffhouse. La conférence, présidée par Ernst Nobs, décida d'envoyer deux délégués au deuxième Congrès de l'Internationale communiste, un alémanique, G. Wyss, secrétaire syndical de Zurich, et un romand, Jules Humbert-Droz.

En route pour Moscou

En 1920, le voyage de Suisse à Moscou se heurtait à maintes difficultés. La Pologne était en guerre contre la Russie des Soviets. Les armées contre-révolutionnaires de Dénikine occupaient le sud du pays et les armées de l'anarchiste Machno donnaient la chasse aux bolcheviks en Ukraine. Plus d'ambassade à Berne pour donner le feu vert jusqu'à destination. L'Allemagne socialdémocrate, encore en proie aux bouleversements révolutionnaires et naturellement méfiante envers les communistes, n'accordait pas facilement le visa pour se rendre en Allemagne, d'où le voyage sur Moscou pouvait être organisé. La Suède socialdémocrate ne délivrait un visa de transit que si le passeport portait déjà le visa esthonien ou finlandais. L'Esthonie faisait attendre un mois avant de donner un visa de transit. J'avais déposé mon passeport au consulat allemand à Lausanne et j'attendais en vain une réponse qui, selon toute prévision, allait être négative. Le temps pressait; c'est pourquoi je me décidai à passer clandestinement la frontière allemande et à chercher, de Berlin, à poursuivre le voyage illégalement.

Jenny devait m'adresser mon passeport à Berlin dès qu'il aurait été renvoyé, visé ou non, du consulat allemand.

Je me mis en relation avec Sulzbachner, jeune socialiste de Bâle, pour passer la frontière allemande clandestinement.

Le 29 juin, je le rencontrais. Il m'avertit que nous serions trois à franchir dans ces conditions la frontière entre Riehen et Lörrach. Un jeune camarade de la Jeunesse socialiste française, qui se rendait au Deuxième congrès mondial, était arrivé clandestinement à Bâle.

Il avait demandé à la Jeunesse socialiste de Bâle de l'aider à pénétrer en Allemagne. Un camarade de Bâle qui pouvait aller légalement à Lörrach transportait mon petit bagage.

En route vers la frontière, Sulzbachner nous mit au courant des difficultés à vaincre. La frontière était gardée, du côté suisse, par la police de l'armée postée tous les cinquante mètres. Elle patrouillait sur le chemin qui longeait la frontière. Passé ce chemin, la futaie qui le bordait était déjà sur territoire allemand. L'essentiel était d'atteindre le chemin sans être aperçu et de faire un saut très rapide jusque dans les arbustes qui le bordaient de l'autre côté. Pour atteindre ce chemin il fallait ramper dans un champ de pommes de terre tout en surveillant les alentours.

La nuit commençait à tomber lorsque nous nous mîmes à ramper entre les plants de pommes de terre. Tout paraissait tranquille quand nous arrivâmes en vue du chemin de ronde. Une dizaine de mètres nous séparaient de la frontière allemande. Ayant repéré un endroit où la futaie offrait un passage facile, hardi! nous nous élançâmes... Coup de sifflet! «Halte! Haut les mains!» Un policier, dissimulé dans le champ de pommes de terre coupait notre élan. Deux autres policiers accouraient des postes voisins. Fouille et retour par les grands chemins à Riehen où l'on nous enferma au poste de police: une planche et une couverture pour y passer la nuit. Là, nous pûmes nous concerter. Le jeune Français ne pouvait nier son but; il portait sur lui ses mandats de délégué au Deuxième congrès. De plus, il se trouvait illégalement sur territoire suisse. Il serait donc refoulé à la frontière française. Quant à moi, n'ayant sur moi ni papiers ni bagages, j'affirmerais que, dans l'attente du visa allemand, j'étais venu repérer le moyen de passer la frontière pour le cas où le visa me serait refusé. Mon intention n'avait pas été de passer la frontière allemande ce soir-là, mais d'examiner s'il était possible de le faire sans risques.

Le lendemain matin, un officier de la police de l'armée nous interrogea. Je racontai ma petite histoire en ayant soin d'ajouter que l'expérience avait été concluante et qu'il n'était pas possible d'employer cette voie. Je proposai à l'officier, qui paraissait sceptique, de téléphoner au consulat allemand de Lausanne pour qu'il s'assure de la véracité de ma demande de visa et de la présence de mon passeport dans ses bureaux.

Finalement le jeune Français fut expulsé et je fus moi-même remis en liberté.

Le soir même de ce 30 juin, je passais la frontière au même endroit et par les mêmes moyens. Sulzbachner avait seulement un peu modifié la procédure. Il me précéderait de quelques mètres dans le champ de pommes de terre et, arrivé au chemin de ronde, il se lèverait et resterait en vue assez longtemps pour être arrêté par les policiers de faction; le chemin serait libre dès qu'il aurait fait une brèche dans le cordon policier et je pourrais passer facilement.

Mais Sulzbachner n'eut pas besoin de jouer au Winkelried et de se sacrifier. Nous passâmes tranquillement la frontière tous les deux et je fus conduit chez un jeune camarade de Lörrach qui nous accueillit d'assez mauvaise grâce. J'eus l'impression qu'il recevait des illégaux non par dévouement à la révolution, mais pour parfaire son revenu en louant un divan dans son unique chambre. Impossible d'avoir avec lui et sa femme un contact humain. Ne réussissant pas à nouer une conversation avec ce couple singulier, et obligé de partir de Lörrach de bonne heure le lendemain matin, j'allai me coucher.

Le couple me suivit un moment plus tard dans la chambre. Les grincements du lit et les gémissements des conjoints me réveillèrent; sans se soucier de ma présence, ils se livraient à leurs épanchements amoureux.

Le lendemain matin je prenais le train pour Berlin. Pendant un arrêt à Francfort j'avertis Jenny par carte postale: «Mittwoch, 2 heures après-midi. Ein Gruss und Kuss aus Frankfurt. Alles geht gut. Elsi.» Le 2 juillet, à dix heures du matin, une nouvelle carte: «Bin in Berlin gut angekommen. Gruss und Kuss für Dich und die liebste Kleine. Elsi.»

Le même jour je lui envoyais une lettre avec mes impressions de Berlin 1920:

«J'ai passé la frontière comme je le pensais avec S. Nous avons été très prudents, avançant à la manière des Peaux-Rouges, et tout est bien allé. En Allemagne, rien à craindre si ma présence ici n'est pas ébruitée en Suisse.

(...) Maintenant que je suis en route et que le bout difficile est fait, j'aimerais bien que tu sois avec moi pour échanger un peu nos impressions. Que de changements la guerre a apportés en Allemagne! On y mange terriblement mal et à des prix fous: 8,60 marks pour une petite plaque de chocolat, 2 marks un verre de bière. J'ai dîné et soupé hier à Francfort pour 35 marks et j'avais faim en sortant de table!

(...) Je t'avertirai du jour de mon départ pour plus loin dès que je serai fixé et te ferai parvenir des nouvelles autant que possible.»

Dans une seconde lettre de la même date:

«(...) Heureusement ma santé est bonne et ne se ressent pas du régime très spécial auquel me contraint la situation économique de l'Allemagne. Berlin m'a fait une bien pénible impression. À part quelques rentiers et quelques nouveaux riches tout le monde paraît décharné et exsangue. On sent une population complètement anémiée, un peuple qui se serait relevé de son lit de mort pour parcourir les rues de la ville. Quel contraste avec le Berlin d'avant-guerre!»

L'attente se prolongea dans la plus grande incertitude de l'itinéraire de ce long et périlleux voyage. Chaque jour je mettais Jenny au courant de cette interminable attente et je lui disais au fil de la plume les sentiments qu'éveillait en moi l'ennui des journées vides que je passais à Berlin:

«Encore ici dans l'attente. Mais depuis que j'ai vu James[1] et que je sais que l'on s'occupe de trouver une voie rapide, je suis tranquillisé et j'attends avec plus de patience. Je suis très prudent, car la police doit être avertie de mon passage par ici et l'espionnage policier est très bien fait. Le jeune Serbe qui a logé chez nous et qui a eu tellement de chance aux frontières s'est bêtement fait prendre ici. Trop sûr de lui, il est allé au siège de la Jeunesse et du Parti communistes, il est sorti en compagnie des jeunes et a réussi ainsi à se faire prendre. C'est pourquoi je reste terré dans une chambre ici, j'y mange et j'y couche, j'y lis, j'y écris et lorsque je sors pour prendre l'air, je vais seul. Je ferai visites et achats en rentrant. C'est plus prudent si je veux poursuivre ma route vers Moscou.

La voie par laquelle je passerai n'est pas sûre encore. S'il y a un bateau pour Reval sans tarder, je passerai par Reval. Mais il y a peu de bateaux par là et James pense, pour aller plus vite (?) m'envoyer à Stockholm illégalement, comme à Reval, puis de là à Christiania où je devrais aller, de là par mer jusqu'à l'extrême nord de la Russie, à Mourmansk, port russe sur la mer Blanche. Il est probable en tout cas que je reviendrai par là; la voie est sûre et libre de tout danger. Je me laisse conduire. Je serai accompagné partout.

J'apprends par la *Rote Fahne* que le parti suisse est en pleine crise et que le Comité directeur, furieux que la gauche ait envoyé ses délégués, songe à précipiter la scission. Ne sachant rien de précis encore, j'attends d'être mieux renseigné. Dis à César[2] de se tenir en rapport étroit avec Rosa Bloch et les camarades de Suisse allemande afin d'être renseigné sur la tactique adoptée par la gauche et qu'il renseigne les camarades des groupes de la Troisième Internationale. Ci-joint la liste de ceux qui doivent recevoir les communications.»

---

[1] Alias Thomas.
[2] César Graber, président de la Gauche socialiste de La Chaux-de-Fonds.

«(...) Tout ce que je vois, tout ce que j'entends ne m'intéresse qu'à moitié. J'aimerais que tu sois à côté de moi, alors je m'intéresserais complètement. Sans doute beaucoup de choses ne t'intéresseraient pas vivement, mais ta seule présence les rendrait infiniment plus attrayantes pour moi, parce que ta présence colore tout, illumine tout, complète tout, met en toutes choses l'amour qui fait la vie.

Je ne sais comment vivent mes camarades qui n'ont pas le privilège de posséder une petite femme comme toi, comment ils peuvent travailler. Je ne le pourrais plus. Tu as pris trop de place dans ma vie, tu as pénétré trop profondément mon caractère. (...)

Tu sais que malgré la politique, la séparation et tout, je t'aime et t'aime toujours davantage et je sais aussi que ton cœur m'a suivi ici, me suivra plus loin, je sais que tu penses à moi comme je pense à toi, toujours! (...)»

Un incident risqua de compromettre ce voyage et de mettre la police allemande à mes trousses, malgré les mesures de prudence que je prenais. Le 3 juillet, la *Sentinelle* publiait dans sa chronique locale de La Chaux-de-Fonds l'entrefilet suivant:

«Nous apprenons de bonne source que Jules Humbert-Droz est parti pour la Russie. On sait qu'il se rend au congrès de la Troisième Internationale, à Moscou, en qualité de délégué des groupes socialistes suisses partisans de la Troisième Internationale. Le délégué de la Suisse allemande est le camarade Wyss, secrétaire ouvrier. Tous deux avaient été délégués par le congrès d'Olten.»

Comment Paul Graber avait-il pu savoir que j'avais quitté la Suisse, et surtout comment savait-il que le camarade Wyss était délégué de la Suisse allemande? Avait-il organisé le mouchardage dans les groupes de la Troisième Internationale, ou l'inspection de la correspondance arrivant à mon adresse? Ce soupçon fut confirmé le 5 juillet, lorsqu'il publia, dans un article intitulé «La Conférence d'Olten», la circulaire confidentielle adressée aux groupes romands de la Suisse romande pour les convoquer à la Conférence de la gauche à Olten, convocation que nous demandions aux groupes de tenir secrète pour ne pas provoquer les mêmes interdictions de réunion que nous avions déjà subies en Suisse romande, dans les cantons de Vaud et de Neuchâtel.

Dans cet article, Paul Graber rappelait que la Jeunesse socialiste suisse ayant proclamé son indépendance à l'égard du parti à son congrès d'Aarau, avait fait l'objet d'une décision de la majorité du Comité central du Parti socialiste suisse et constatait que la Jeunesse socialiste suisse se plaçait complètement hors de l'ensemble du Parti

socialiste suisse. Paul Graber en tirait aussitôt la conclusion que Arnold, Jules Humbert-Droz et Lieb, qui avaient signé la décision de la Jeunesse, n'étaient plus membres du Parti socialiste suisse. Prenant ses désirs de scission pour la réalité, il concluait son article en affirmant:

«Mieux vaut donc ne pas reculer devant la scission réalisée en fait par la Conférence d'Olten, malgré les conséquences de cette scission, et mettre fin aux équivoques, aux situations troubles et troublantes.»

Le frère de Paul Graber, César, partisan de la Troisième Internationale avait pris part à la Conférence d'Olten; il publia, dans la *Sentinelle* du 10 juillet, une mise au point que Paul Graber fit suivre d'une note mensongère affirmant:

«(...) En aucun cas les groupes de la Troisième ne se réunissent secrètement en congrès et surtout, c'est le point essentiel — puisque le Comité directeur unanime avait admis pour les partisans de la Troisième le droit d'avoir des réunions — n'ont pas cru avoir le droit de déléguer des représentants à une organisation à laquelle le parti ne se rattache pas, délégués qui y siègent officiellement comme représentants mandatés par un groupe admis dans cette organisation internationale. Le groupe dit «Platten» en effet est admis à ce titre au congrès de Moscou. Que dirait-on si un congrès de camarades réunis en secret à quelque endroit désignait deux représentants pour assister au congrès de Genève et si celui-ci leur accordait un mandat officiel au nom d'un groupe *x* ou *y*?»

La mention faite publiquement par Paul Graber au sujet du camarade Wyss et de son départ pour Moscou eut pour résultat d'empêcher Wyss de partir, son voyage ayant été ébruité. Il fut remplacé par Walther Bringolf que je retrouvai à Berlin.

Au reçu d'un télégramme de Jenny m'avisant que la Suède m'accordait le visa, je fis un voyage éclair à Francfort pour mettre en ordre mes papiers et le 9 juillet, désabusé, j'écrivais à Jenny, toujours de Berlin:

«Encore ici! Je commence à désespérer d'aller plus loin. Mardi matin me parvenait ton télégramme concernant la Suède. J'ai immédiatement communiqué la chose à James qui en fut enchanté. Un voyage dans les règles est toujours préférable. Le même soir je partais pour Francfort, pour mettre en règle mes papiers. J'ai passé la nuit en express, douze heures. J'ai passé le mercredi à Francfort où tout fut arrangé. Le soir je repartais pour Berlin. Douze heures d'express.

Et hier matin, tout glorieux, je me présentais au consulat de Suède! Bec de gaz! Il me faut le visa d'Estonie et de Russie avant d'obtenir celui de Suède. Et pour obtenir le visa d'Estonie, il faut compter au moins un mois! Me voilà Gros-Jean comme devant. C'est à désespérer. J'espère voir James aujourd'hui pour savoir à quoi m'en tenir. Il m'a averti qu'il y aurait probablement un bateau illégal pour Reval à la fin de la semaine. J'attends. Mais ma patience se lasse. Heureusement que j'ai reçu hier après-midi la lettre que tu m'as envoyée. Ce fut un verre d'eau fraîche dans le désert. Les quelques nouvelles que tu me donnes me tranquillisent à votre sujet. Et la semaine que j'ai passée ici me paraît moins longue. Je pense que je ne serai plus bien longtemps ici. A moins que le congrès ne soit renvoyé de cinq ou dix jours. Il sera inutile d'aller plus loin à partir du 13 et si je ne suis pas loin à cette date, je rentrerai en Suisse. Mais j'espère encore un peu aller plus loin dans le courant des premiers jours de la semaine prochaine. Je t'avertirai du départ.

Aujourd'hui je veux encore tenter une démarche au consulat de Norvège et de Finlande, à défaut de l'Estonie. Mais je compte peu sur un succès. Il ne me restera que le bateau qui revient de Reval et est attendu d'un moment à l'autre à Stettin. (...)

Bien reçu la *Senti*. E.-P. G. [1] déraille! C'est sans doute pour me faire prendre ici et me dénoncer à la police allemande que la *Senti* a publié la nouvelle de mon départ!»

Le 10 juillet, les choses paraissaient devoir s'arranger:

«Il y a à Berlin encore plusieurs délégués qui attendent comme moi une «occasion». Moscou est avisé de notre arrivée et ne commencera pas le congrès avant que notre convoi soit arrivé. Nous partirons ensemble probablement un des premiers jours de la semaine prochaine. On prépare une «occasion» absolument sûre. Meilleure encore que toutes les précédentes. Donc, j'espère être loin dans quelques jours et en toute sécurité. L'itinéraire est secret, comme tout le reste. Le voyage d'ici à Moscou ne durera pas plus de quatre ou cinq jours. Ce sera donc rapide.

Enfin, le 14 juillet, j'écrivais en hâte:

«Je pars ce soir pour Stettin et serai probablement sur mer déjà cette nuit. Il se peut que ces lignes soient les dernières que je puisse t'envoyer avant mon retour. Ne te fais aucun souci à mon sujet. Je t'envoie un grand, grand baiser et te dis au revoir! (...)»

Le bateau qui devait transporter à Reval les délégués au Deuxième congrès mondial n'avait pas de marchandises à bord. Les cales étant

[1] E.-P. G. = Paul Graber.

vides, il flottait comme une coquille de noix. Nous étions une vingtaine de délégués sans passeport, ou sans visa d'Estonie. Nous ignorions donc quel sort nous serait réservé à Reval. Seuls les quatre délégués du Parti social-démocrate indépendant envoyés comme observateurs à Moscou, Crispien et Dittmann, pour l'aile droite et Däumig et Stöcker pour la gauche, ainsi que Paul Levi, président du Parti communiste allemand avaient des passeports visés et le droit de traverser l'Estonie pour se rendre en Russie.

Parmi les délégués qui comme moi avaient attendu à Berlin l'occasion de continuer leur voyage, j'ai retrouvé des amis comme Walther Bringolf de Schaffhouse, qui remplaçait Wyss de Zurich, Lorenzo Vanini (Minieff), collaborateur du *Phare*, avec lequel je m'étais lié d'amitié à Genève, War van Overstraeten, correspondant belge du *Phare*, que je ne connaissais que par la correspondance échangée, Goldenberg (Lucien Laurat) et Voya Vouiouvitch que j'avais tous deux rencontrés au congrès des Etudiants socialistes, à Genève.

De Stettin à Svinemunde, dans le vaste estuaire de l'Oder, la mer fut calme, mais à l'entrée dans la Baltique, le tangage du bateau fut tel que la plupart des passagers, pris du mal de mer, restèrent dans leurs cabines. Favorisé par le sort, je pus rester des heures debout à la proue du bateau à regarder la mer démontée et les vagues qui le soulevaient. J'ai toujours aimé le lac, la mer, les rivières et les fleuves. Serait-ce parce que ma ville natale n'a même pas un ruisseau?

Enfin le 16 juillet, après deux jours et demi de traversée, nous entrions dans le port de Reval. Les quatre socialdémocrates indépendants et Paul Levi purent débarquer aussitôt. Pour les autres, la police attendait des ordres du gouvernement. L'attente dura quatre jours. Nous n'avions pas le droit de quitter le bateau. Enfin, le capitaine fut autorisé à poursuivre sa route jusqu'à Narva, située à la frontière soviétique. Le 20 juillet, de Hungerburg, j'écrivais à Jenny:

«(...) Nous avons navigué douze heures cette nuit et ce matin, par la tempête, nous arrivions devant le petit port de Hungerburg sans pouvoir y entrer à cause de la violence du vent. Ce soir enfin le vent est un peu tombé et nous sommes ancrés au port dans l'embouchure de la Narva où nous prendrons le train pour la Russie. Nous passerons la frontière demain soir très probablement sans aucune difficulté. Le bateau qui retourne en Allemagne emportera ces lignes et je serai à

Moscou quand tu les recevras. Le voyage a été long et souvent ennuyeux et froid. Je suis un peu enrhumé, mais ma santé est sans cela très bonne. Le pays ici est très spécial. Le crépuscule et l'aube se donnent la main. Il ne fait jamais nuit. Forêts de pins pauvres, sable, petites maisons de bois, peu de végétation.»

Puis ce fut le voyage de Narva à Petrograd et de Petrograd à Moscou dans les wagons russes, plus larges, plus hauts et plus lourds que les nôtres, tirés par des locomotives chauffées au bois, la cheminée coiffée d'un treillis pour retenir les étincelles. Le train était lent, la locomotive s'essoufflait rapidement et devait être ravitaillée en bois de chauffage que les cheminots allaient scier dans les forêts de bouleaux et de pins que nous traversions. Ce bois vert brûlait mal. Les fenêtres des wagons russes sont très petites en raison du froid de l'hiver. Le train fit une halte avant de passer sous l'arc de triomphe orné de banderoles souhaitant la bienvenue aux délégués du Deuxième congrès, à leur entrée en Russie des soviets. Des soldats rouges, baïonnette au canon, firent rapidement une inspection du train. Puis le paysage devint monotone: quelques isbas de bois alternaient avec de vastes forêts de bouleaux et de pins. Mais déjà les destructions provoquées par la guerre, la révolution et la contre-révolution apparaissaient. Tous les ponts avaient été détruits et hâtivement reconstruits en bois. Quand le train les passait avec lenteur, les poutres gémissaient. Ils étaient tous gardés par l'armée. Mais le plus impressionnant était les amoncellements de locomotives et de wagons éventrés, mitraillés, démolis ou à demi calcinés sur les voies de garage des gares. Des montagnes de vieilles ferrailles rouillées. A Petrograd, l'impression fut décevante et douloureuse. Les usines fermées, les vitres brisées remplacées par des planches, toutes les vitrines des magasins éventrées, barrées de palissades, une grande partie des rues dépavées, les pavés de bois étant utilisés par la population comme bois de chauffage. Les arbres aussi avaient été sciés pour avoir de quoi se chauffer. Les statues des tsars étaient ou démolies, ou cachées sous des échafaudages de planches. La population, misérablement vêtue. Au Palais d'Hiver, le cuir des fauteuils et des divans avait été découpé pour en faire des chaussures. Dans les cours des maisons et dans les ruelles, des monceaux de débris et d'ordures. Sous la chaleur de l'été, une odeur écœurante de misère s'en dégageait. Beaucoup de piétons, très peu d'autos, toutes officielles. Trois ans de guerre et trois ans de révolution avaient passé sur la capitale de la Russie des tsars.

A Moscou, même impression. Nous étions logés, Bringolf et moi, dans la même chambre, à l'Hôtel Delovoy Dvor, pas loin de la Moskva. Il ne fallait guère plus de dix minutes à pied pour nous rendre au Kremlin où avait lieu le congrès.

Au Deuxième congrès de l'Internationale communiste

Le Deuxième congrès, ouvert à Petrograd en notre absence, s'était ensuite ajourné jusqu'à notre arrivée. A Moscou, il siégeait dans la salle du trône du Kremlin. Le trône avait été masqué par une estrade. Les salles attenantes à celle du trône avaient servi de résidence à la famille impériale lors de ses séjours à Moscou. Ces appartements privés étaient aménagés pour le congrès en salles de lecture et fumoir, buffet et chambre de repos pour les délégués. Un grand lit meublait la dernière salle. Beaucoup de délégués y firent un somme ou y passèrent un moment pour le plaisir de s'allonger dans le lit qui avait été celui des tsars!

Aux murs du fumoir, de grandes cartes de l'état-major permettaient aux délégués de suivre chaque jour l'avance rapide de l'armée rouge contre Varsovie.

Les repas, à l'exception du petit déjeuner, étaient pris dans une des salles du Kremlin.

L'été étant très chaud, nos camarades russes nous avaient distribué des chemises russes qui se portent sans veston sur le pantalon, avec une ceinture de cuir. Seuls Dittmann et Crispien refusèrent de se mettre à la mode russe. Mais, un beau matin, ils arrivèrent au Kremlin portant à la russe leurs chemises allemandes fendues sur le côté, le derrière plus long que le devant, qu'ils avaient serrées à la taille avec une large ceinture de soie noire. Un bien curieux accoutrement, symbolique de la réserve qu'ils observaient à l'égard de la politique bolchevique.

En feuilletant les cartes et souvenirs de ce congrès qui posa les bases politiques et idéologiques de l'Internationale communiste, j'ai retrouvé une photo de son Présidium. J'y vois Serrati (exclu), Rosmer (exclu), Paul Levi (exclu), Trotsky (assassiné), Radek (mort dans un camp de concentration), Zinoviev (assassiné)... Staline a vraiment liquidé avec un art consommé tous ceux qui créèrent l'Internationale communiste.

Je fus nommé, avec Balabanova, traducteur du congrès. La

traduction simultanée n'était pas encore pratiquée. Il fallait après chaque intervention faire une pause pour la traduction dans les groupes linguistiques. Je traduisais de l'allemand et de l'anglais en français pour les délagations française, belge, italienne et espagnole. Comme la plupart des interventions étaient en allemand ou en anglais, j'étais mis à forte contribution. J'admirais l'extraordinaire facilité de ma collègue Balabanova qui ne prenait que quelques notes au cours d'un rapport et réussissait à faire des traductions, souvent très fantaisistes, plus longues que les discours.

Le Deuxième congrès mondial n'était pas composé uniquement de délégués des partis communistes; on y retrouvait bien des socialistes ayant participé aux conférences de Zimmerwald: le Parti socialiste italien qui, le premier, avait adhéré officiellement à l'Internationale communiste en 1919 déjà, le Parti ouvrier norvégien qui avait pris la même décision et les groupes de gauche des partis socialistes de Suède, de Tchécoslovaquie, de Suisse. Deux partis socialistes avaient envoyé des observateurs, le Parti socialiste SFIO avait délégué Cachin et Frossard, qui prirent part aux premières séances du congrès. Le Parti socialdémocrate indépendant d'Allemagne avait envoyé quatre observateurs. Les Jeunes socialistes d'Italie, de France, de Belgique et de Suisse étaient également représentés. Le bureau de l'Internationale communiste avait aussi invité au congrès des représentants de milieux anarcho-syndicalistes. C'est ainsi que le Comité pour la Troisième Internationale de France, formé d'anciens zimmerwaldiens, avait délégué Lefèbre, socialiste, et deux anarcho-syndicalistes, Vergeat et Lepetit. Rosmer, Guilbaux et Sadoul étaient déjà à Moscou avant le congrès. Il y avait même, de France, l'anarchiste Mauricius; d'Espagne, Pestania, anarchiste et président de la CNT (Confédération nationale du travail de tendance syndicaliste).

Ce très large éventail rendait le travail du traducteur français extrêmement pénible. Il fallait veiller à traduire exactement toutes les nuances. Mais, ce qui compliquait encore ma tâche, c'étaient les continuelles interruptions. Quand il s'agissait de préciser seulement une idée émise par l'orateur, je le faisais volontiers; mais, dès qu'un délégué voulait discuter les opinions ou les affirmations de l'orateur, j'étais contraint de lui rappeler que je n'étais que traducteur et que la discussion aurait lieu au plenum. Plusieurs préféraient cependant engager la discussion dans le petit cercle des latins, plutôt que d'affronter la tribune.

Lénine exprima le désir de me voir personnellement, comme il le faisait pour de nombreux délégués. Je n'attendis que quelques minutes dans l'antichambre de son modeste bureau installé dans l'un des bâtiments du Kremlin réservés par les tsars aux domestiques.

Je n'avais pas rencontré Lénine en Suisse, bien qu'il eût parlé à La Chaux-de-Fonds en mars 1917 sur la Commune de Paris au groupe socialiste de langue allemande. Ce jour-là je donnais moi-même une conférence ailleurs. Lénine avait du reste une fort mauvaise opinion de moi, bien qu'il eût suivi attentivement mon évolution. Après avoir lu ma défense de 1916 devant le tribunal militaire, il écrivait à Inès Armand: « J'ai lu la «plaidoirie» d'Humbert-Droz. Mon Dieu! Quel philistin du tolstoïsme! J'ai écrit à Abramovitch [1]: Est-il possible que ce soit un cas désespéré? Je pense qu'il y a en Suisse des bacilles d'esprit borné de tolstoïsme, de pacifisme petit bourgeois [et de petits états] perdant les meilleurs hommes. »

Il était sans doute surpris de mon évolution quatre ans après avoir émis cette opinion.

Lénine n'avait nullement l'allure d'un chef conscient de jouer un rôle historique important. Simple, accueillant, il mettait son interlocuteur à l'aise, tout en braquant sur lui son œil inquisiteur.

— Vous êtes encore dans le même parti que Greulich?

— Oui, mais Greulich n'y a plus d'influence. Au Congrès de Bâle une seule voix s'est opposée à la sortie de la Deuxième Internationale, la sienne.

— Et Grimm. Viendra-t-il avec nous?

Malgré son hostilité envers Grimm exprimée tout au cours de la période zimmerwaldienne, Lénine avait encore l'espoir de voir Grimm conquis par la Révolution d'octobre. Je le détrompai en soulignant que sa proposition d'adhérer à l'Internationale communiste n'avait été qu'une manœuvre. Le Parti socialiste suisse avait du reste très aisément abandonné sa décision d'envoyer une délégation au Deuxième congrès, à l'encontre de ce qu'avaient fait le Parti socialiste français, les indépendants allemands, le Parti socialiste italien et le Parti ouvrier norvégien. Dès qu'il eut su que la gauche du parti envoyait deux délégués, le Comité directeur du Parti socialiste suisse, dominé par Grimm, avait renoncé à sa délégation.

[1] L'un des bolcheviks réfugiés à La Chaux-de-Fonds, membre de la Jeunesse socialiste.

— Et Charles Naine? A-t-il vraiment passé du côté de la contre-révolution? Et Arthur Schmid?

Bref, Lénine passait en revue les socialistes suisses qui avaient soutenu la politique zimmerwaldienne et qui tournaient le dos à la révolution russe née de l'action de Zimmerwald.

Puis Lénine me parla du *Phare* qu'il lisait avec intérêt. Il me demanda comment cette revue arrivait à vivre. Je ne lui cachai pas nos difficultés financières et, spontanément, sans que j'aie rien sollicité, il me dit qu'il donnerait l'ordre de me remettre 5000 francs suisses pour améliorer la revue, y publier des illustrations et développer sa diffusion dans les pays de langue française. Il s'intéressa aussi à mon évolution. Je lui exposai succinctement mes démêlés avec l'Eglise à cause de mes idées socialistes et de ma théologie libérale, mes conflits avec Naine et Graber dans la *Sentinelle* et mon appui à la Révolution russe et à la Troisième Internationale, ma compréhension de la défense armée de la Révolution russe contre les attaques armées de la contre-révolution internationale. Je lui dis tous les espoirs que je mettais dans la Révolution d'octobre pour réaliser la paix et le socialisme dans le monde, et lui exprimai aussi ma satisfaction d'apprendre que les objecteurs de conscience en URSS étaient libérés du service militaire. A quoi il me répondit: «Ils seraient de toute façon de mauvais soldats et des éléments de démoralisation dans l'armée.» Cette répartie m'enleva brutalement l'illusion qu'une telle décision avait été prise par esprit humanitaire.

Je ne m'imaginais pas que cet examen de conscience préparait ma nomination au secrétariat de l'Internationale communiste, quelques mois plus tard.

Je rencontrai, au Deuxième congrès, plusieurs militants bolcheviks que j'avais connus personnellement en Suisse: Sokolnikov, devenu commissaire aux finances, Lounatcharsky, devenu commissaire à l'instruction publique, Abramovitch qui semblait jouer un rôle important dans l'Internationale, Angelica Balabanova que j'avais maintes fois rencontrée en Suisse, Zinoviev, aux côtés duquel j'avais parlé dans un meeting à Berne pour la libération de Liebknecht.

Lounatcharsky ayant mis quelques délégués au courant des efforts qu'il faisait pour créer une culture prolétarienne, le «Proletkult», nous avons créé un groupe étranger de ce «Proletkult». En faisaient partie Walther Bringolf, War van Overstraeten, Bombacci et un écrivain allemand dont j'ai oublié le nom. Lounatcharsky

favorisait l'art occidental d'avant-garde, cubisme, constructivisme et autres modernismes. J'ai vu une exposition de ce «Proletkult» faite d'œuvres en boîtes de conserves, débris de ferraille — et Dieu sait si l'on en trouvait à chaque coin de rue! — en morceaux de bois de tout calibre. Au théâtre, on donnait une représentation de *Carmen* en décors cubistes. Ce courant fut une création sans lendemain, mais certes plus intéressante que le «réalisme socialiste» de Staline.

Les discussions du congrès abordèrent tous les problèmes de tactique et de stratégie de la période révolutionnaire que le monde allait vivre.

Ce n'est pas ici le lieu de réimprimer les décisions et les thèses du Deuxième congrès mondial, bien que leur importance historique dépasse tout ce que la Troisième Internationale ait jamais publié. Je ne ferai que souligner l'orientation générale et historique de ce congrès.

En 1920 la situation en Europe et dans le monde était encore révolutionnaire. Non seulement l'armée rouge approchait rapidement de Varsovie où les Russes étaient certains que le prolétariat se soulèverait et fraterniserait avec les soldats rouges. La Pologne soviétique deviendrait ainsi le pont reliant la Révolution russe à la révolution allemande. En Italie, les travailleurs agricoles occupaient les terres, les ouvriers, les usines. Le Parti socialiste italien venait d'obtenir un succès éclatant aux élections parlementaires du 16 novembre 1919, avec 151 députés sur 508; il détenait la majorité dans 400 communes. En France, en Angleterre et ailleurs les grèves étaient nombreuses.

Dictées par cet élan révolutionnaire des masses, les perspectives élaborées par le Deuxième congrès étaient très courtes. On pensait que la révolution sociale commencée en Russie le 7 novembre 1917 gagnerait l'Europe occidentale et les peuples coloniaux dans un délai de quelques mois. Déjà Lénine affirmait que le centre dirigeant de la révolution mondiale se déplacerait vers l'ouest et que les bolcheviks auraient alors assez à faire, avec l'appui économique et technique des travailleurs de l'Occident, pour rattraper leur retard dans tous les domaines. La direction de l'Internationale s'établirait alors à Berlin ou à Paris. Toutes les résolutions du Deuxième congrès portent le sceau de cette perspective à très court terme.

Quelques questions importantes et fondamentales occupèrent le congrès, entre autres la libération des peuples coloniaux et des

nations opprimées. La résolution sur ce point, très différente de celles qui avaient été adoptées sur le même sujet par l'Internationale socialiste, souleva l'opposition des communistes établis dans les colonies et surtout des colons français d'Algérie. Ces derniers affirmaient que les peuples coloniaux ne pouvaient se gouverner eux-mêmes. Lénine au contraire insistait pour que le prolétariat révolutionnaire appuie dans les nations opprimées les mouvements nationalistes d'indépendance et les revendications des paysans travailleurs. Ces conceptions furent combattues par Serrati au nom de l'internationalisme et du caractère prolétarien de la révolution.

L'action parlementaire fut aussi vivement discutée. Le bureau d'Amsterdam et les camarades hollandais groupés autour du journal *Tribune* s'opposaient à l'action parlementaire des communistes, le Parti communiste ouvrier d'Allemagne aussi. Ils étaient appuyés par Bordiga, d'Italie, par Sylvia Pankhurst, d'Angleterre, par le petit Parti communiste suisse et naturellement par la majorité des syndicalistes présents.

L'ouvrage de Lénine *La Maladie infantile du Communisme* (le communisme de gauche) avait pour moi clarifié la question et j'avais abandonné mes tendances antiparlementaires.

Les conditions d'adhésion à l'Internationale communiste soulevèrent aussi de longs et laborieux débats en commission. Le projet élaboré par le Comité exécutif de l'Internationale communiste et présenté au congrès ne contenait que dix-huit conditions. Le congrès en ajouta trois. La présence au congrès d'anciens socialpatriotes comme Cachin et Frossard et d'Indépendants de droite d'Allemagne menaçait l'Internationale communiste d'une invasion d'opportunistes prêts à adhérer à n'importe quelles conditions à la nouvelle Internationale pour la changer du dedans.

Il fallut donc élever un barrage et aggraver les conditions proposées par l'Exécutif. Ces adjonctions sont formulées dans les conditions 18 à 21, dont voici le texte:

« 18. — Tous les organes dirigeants de la presse des partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

19. — Tous les partis appartenant à l'Internationale communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible), dans un délai de quatre mois après le deuxième congrès de l'Internationale communiste, au plus tard, un congrès extraordinaire, afin de se prononcer sur ces conditions. Les comités centraux

doivent veiller à ce que les décisions du deuxième congrès de l'Internationale communiste soient connues de toutes les organisations locales.

20. — Les partis qui voudraient maintenant adhérer à la Troisième Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent préalablement veiller à ce que les deux tiers des membres de leur Comité central et des institutions centrales les plus importantes soient composés de camarades qui, déjà avant le deuxième congrès, s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion du parti à la Troisième Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Le Comité exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnée dans le paragraphe 7.

21. — Les adhérents au parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale communiste doivent être exclus du parti. Il en est de même des délégués au congrès extraordinaire.»

Bordiga avait, en commission, proposé d'aggraver les conditions et je l'avais fortement appuyé. C'est sous notre influence que les conditions d'adhésion furent modifiées.

Dans la discussion sur ce point de l'ordre du jour j'intervins encore pour que soient accordés à l'Exécutif des pouvoirs spéciaux aggravant encore les vingt et une conditions s'il était nécessaire; je déclarais:

«Je crois cependant que la proposition de Bordiga d'obliger ces partis à exclure ceux qui votent contre le programme de l'Internationale communiste est absolument nécessaire pour commencer une première épuration des éléments d'extrême droite. Le mot «scission» effraie tous les opportunistes qui voient l'unité avant tout. Cette première épuration sera évidemment incomplète, mais elle est le premier pas vers la création d'un parti vraiment communiste.

Une seconde condition importante me paraît être un contrôle sévère et continu du Comité exécutif de l'Internationale communiste sur les partis qui y ont adhéré. Les reconstructeurs et les opportunistes de tous les pays ont un point commun: ils exigent l'indépendance du parti national à l'égard de l'Exécutif international. Ils veulent avoir dans l'Internationale communiste la même indépendance, la liberté de trahir, qu'ils avaient dans la Deuxième Internationale. L'Exécutif doit avoir le droit de dicter des conditions spéciales à certains partis, compte tenu des circonstances particulières et conformément à leur situation, en dehors des conditions générales adoptées par le congrès. L'Exécutif doit exercer un contrôle sur l'activité des partis et procéder aux épurations nécessaires dans les partis qui subissent encore l'influence des opportunistes ou qui les admettent dans leurs rangs.»

Les vingt et une conditions imposaient une scission généralisée du mouvement ouvrier international entre réformistes et partisans de la Troisième Internationale. Le barrage semblait être suffisant. Mais nous nous trompions. Lorsque, au congrès de Tours, le Parti socialiste français eut à se prononcer sur les vingt et une conditions, les opportunistes les plus endurcis votèrent en faveur de l'adhésion pour conserver leurs mandats de députés ou de maires, leurs fonctions de rédacteurs ou de fonctionnaires rétribués du parti. C'est ainsi que Laval et d'autres maires de la banlieue de Paris devinrent membres de l'Internationale communiste en acceptant les vingt et une conditions, dans l'intention bien arrêtée de ne jamais les observer. Dans les nombreux partis où les partisans de la Troisième Internationale étaient en minorité, même situation en sens inverse. Les partisans de la Troisième Internationale, pour ne pas perdre leurs fonctions et leurs mandats, restèrent dans le Parti socialiste.

Le cas d'Ernest Lafont en France illustre cette extraordinaire confusion. Pendant le Deuxième congrès mondial Lafont arriva en Russie en touriste, en passant par le front de guerre entre la Pologne et la Russie soviétique. Il avait obtenu de Pilsudski la possibilité d'être remis, sur le front, aux troupes russes! Immédiatement, il fut expulsé de Russie. Les communistes russes ne pouvaient en effet tolérer qu'en temps de guerre on pût passer de Pologne en Russie à travers le front. Cela n'empêcha pas Lafont de voter au congrès de Tours en faveur des vingt et une conditions et de devenir, pour quelques années, député communiste à la Chambre française.

Cependant, les thèses du Deuxième congrès sur «les tâches principales de l'Internationale communiste» n'obligeaient pas les minorités communistes à quitter le Parti socialiste, là où elles pouvaient encore agir. Le paragraphe 16 de ces thèses déclare expressément:

«En ce qui concerne l'adhésion des communistes qui forment la minorité actuelle parmi les militants responsables des partis précités et similaires, le deuxième congrès de l'Internationale communiste décide que par suite de l'allure rapide du développement actuel de l'esprit révolutionnaire des masses, la sortie des communistes de ces partis n'est pas désirable aussi longtemps qu'ils auront la possibilité d'y mener une action dans le sens de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétiste et de critiquer les opportunistes et les centristes qui y demeurent encore.

Toutefois lorsque l'aile gauche d'un parti centriste aura acquis une

force suffisante, elle pourra, si elle le juge utile au développement du communisme, quitter le parti en bloc et former un parti communiste. »

Ainsi, dans beaucoup de pays où les communistes étaient encore tolérés au sein des partis socialistes et y jouissaient d'une certaine liberté, ils n'étaient nullement contraints de sortir du parti pour créer une section de la Troisième Internationale. C'était le cas pour la Suisse, où la gauche du parti était organisée et pouvait faire sa propagande.

Le difficile retour

Impatient de rentrer en Suisse, je cherchai à Moscou par quel moyen le faire. La délégation italienne qui voyageait légalement apprit qu'un bateau italien était en rade d'Odessa. C'était une aubaine inespérée.

Bien sûr, je n'avais pas de visa de transit italien, mais en débarquant en Italie, il y avait peu de risques que l'on me renvoie en Russie. Mes camarades italiens m'assuraient que le transit serait obtenu sans difficultés à l'arrivée en Italie. Les délégués français qui cherchaient aussi une possibilité de retour se joignirent à nous.

Finalement un train fut mis à la disposition des délégués occidentaux qui voulaient tenter de rentrer par l'Italie.

Quelques wagons-lits et un wagon-restaurant nationalisés, de la Société internationale des wagons-lits, formaient le convoi dont Sadoul avait pris la direction. Nous devions traverser des régions dangereuses où les combats de l'armée rouge contre les troupes de Dénikine et les bandes anarchistes de Mackno n'avaient pas cessé. D'autre part, le Parti communiste russe voulait utiliser le train des délégués occidentaux pour une tournée de propagande dans des régions encore peu sûres.

Après avoir atteint Karkhov, où nous fîmes de grands meetings, nous dûmes, pour arriver à Kiev, faire de grands détours par Poltava et Krementchoug où nous parlâmes aussi dans des meetings. Serrati disait en deux ou trois minutes quelques phrases en italien, traduites durant vingt minutes par la Balabanova qui accompagnait notre groupe. Ne sachant pas le russe, nous ne pouvions contrôler sa traduction, certainement très fantaisiste. Le temps qu'elle mettait

à traduire dépendait plus de sa sympathie pour l'orateur que du contenu de son discours.

A partir de Karkhov, deux trains blindés furent mis à notre disposition pour traverser la région la plus dangereuse. L'un précédait notre convoi de cinq minutes, l'autre nous suivait à une même distance. Nous avancions très lentement sous une chaleur intense, avec de longs arrêts dans les gares pour nous assurer que la voie était libre et utilisable jusqu'à la prochaine station. Généralement dans ces gares les trois trains se retrouvaient. Parfois nous entendions le crépitement des mitrailleuses et faisions halte en pleine campagne jusqu'à ce que la voie soit libérée. Mackno avait appris qu'un train de délégués de la Troisième Internationale était en route vers Odessa et que Lénine se trouvait parmi les passagers. Il cherchait à capturer notre train, ce qui n'était guère rassurant.

Nous avons fait halte à Krementchoug et tenu un court meeting devant la gare parce que la ville était menacée. Puis nous passâmes le Dniepr sur un pont de bois rudimentaire. Quelques heures après notre départ, Krementchoug était pris et les communistes avec lesquels nous avions fraternisé étaient pendus.

La chaleur et le danger n'étaient pas nos seuls soucis. Dans les coupés de la Société internationale des wagons-lits grouillaient les punaises, que la chaleur rendait particulièrement actives et voraces. Déjà les coins des fauteuils où elles nichaient avaient été brûlés et les fumeurs leur faisaient la chasse sans succès.

Enfin nous arrivâmes à Kiev où nous passâmes une journée. La ville était en partie détruite par les luttes que s'y étaient livré une quinzaine de gouvernements successifs. La ferraille des ponts détruits émergeait des eaux du Dniepr. Seul un pont de bois, provisoire, permettait aux trains de passer. La voie de Kiev à Odessa étant libre et aux mains des rouges, les trains blindés qui nous avaient accompagnés de Karkhov à Kiev nous abandonnèrent. Le soir, au moment du départ, Bordiga manquait à l'appel. On l'attendit en vain. Il avait, paraît-il, trouvé une belle Ukrainienne et s'attardait en sa compagnie. Nous partîmes sans lui. Il rattrapa notre convoi sur une locomotive mise à sa disposition.

A Odessa, temps splendide. Enfin un hôtel et la possibilité de nous tremper dans la mer pour nous débarrasser des sueurs et des poussières du voyage!... mais de bateau italien, bernique! Il n'avait jamais existé! D'où nécessité de retourner à Moscou et de partir par le Nord. Notre retour ne se fit pas par Kiev, les voies étant

coupées. Bien que la ligne directe d'Odessa à Karkhov passât près des troupes de Dénikine, il nous fallut utiliser ce trajet. Mais, pas de trains blindés pour ce parcours. Une mitrailleuse sur la locomotive, une mitrailleuse sur le dernier wagon et des soldats rouges sur les marchepieds de chaque wagon assuraient notre défense. On distribua des revolvers aux délégués. N'ayant jamais manié d'armes, je refusai celui qui m'était offert.

Le train avançait avec une sage lenteur. Dès qu'il arrivait en vue d'une forêt, d'un fourré ou d'un champ de blé fraîchement moissonné, avec ses gerbes en faisceaux où l'ennemi pouvait être dissimulé, la mitrailleuse de la locomotive lâchait quelques salves pour aviser que nous étions armés. Rien ne se produisit et nous nous retrouvâmes à Moscou après avoir perdu une semaine à la recherche d'un bateau fantôme italien.

Les Français Vergeat, Lepetit et Lefèvre furent expédiés par Mourmansk et le nord de la Norvège. Je demandai de pouvoir accompagner la délégation italienne qui voyageait légalement. Mon passeport fut préparé en conséquence avec une série de faux visas, comme si j'étais venu légalement à Moscou. Le voyage devait se faire par bateau de Reval à Stockholm et de là sur l'Allemagne.

Accompagnés de la Balabanova, nous fûmes tous envoyés à Petrograd où nous nous séparâmes des trois Français. En attendant le départ de notre train pour Reval, la Balabanova nous conduisit chez un camarade prendre une tasse de thé. Nous étions rassemblés autour du samovar en train de questionner notre hôte quand la Tchéka fit tout à coup irruption et nous déclara en état d'arrestation! Balabanova nous présenta, expliqua notre présence dans cette demeure privée, sur quoi les tchékistes s'excusèrent en nous souhaitant bon retour dans nos pays. Un voisin avait avisé la police de la présence d'étrangers — probablement des Polonais! — dans un appartement privé. La Tchéka n'avait fait que son devoir.

Le soir nous partions pour Reval. Peu avant d'arriver à la frontière, notre guide, le même qui nous avait accompagnés de Berlin à Moscou, recueillit les passeports pour les présenter aux organes de contrôle. Après avoir vu le mien il me dit d'un air navré: « Vous ne passerez pas la frontière avec un tel passeport. Tout y est falsifié. Cela se voit. » Il me rendit mon passeport et me conseilla de descendre à la station suivante pour regagner Petrograd par le prochain train et y rejoindre les trois Français qui passaient par Mourmansk. Je me préparai à descendre. J'avais une grosse valise

pleine de brochures de propagande, d'un peu de linge sale et surtout d'une très belle collection d'affiches de la Révolution d'octobre que j'avais rassemblée à Moscou avec difficultés.

Mais notre guide revint me voir et soumit mon passeport à un nouvel examen.

— Je le garde — me dit-il — et le glisserai parmi les passeports italiens. J'espère qu'on ne remarquera rien à la frontière. Mais une fois à Reval il vous faudra aller personnellement au Ministère des affaires étrangères avec ce passeport pour obtenir le visa de sortie... et je ne sais ce qui se passera. Ne vous laissez pas renvoyer en Russie. Peut-être serez-vous emprisonné quelques jours avant d'être envoyé en Suisse. »

A la frontière, il n'y eut pas de difficultés. Notre guide savait amadouer les contrôleurs. A l'office des passeports du Ministère des affaires étrangères de Reval, ce fut plus délicat. Une femme feuilleta mon passeport avec méfiance et, sans me poser la moindre question, l'emporta dans le bureau voisin. Elle y resta près d'un quart d'heure durant lequel je fus sur des charbons ardents. Mon sort se décidait. Elle revint enfin et, sans mot dire, apposa sur mon passeport le premier visa authentique. Le soir, après avoir été soumis à une visite sanitaire je m'embarquais pour Stockholm avec la délégation italienne. Le visa de transit suédois avait été obtenu sur présentation d'un papier officiel certifiant que j'étais sans poux! A l'arrivée à Stockholm, des femmes, officiers de la police sanitaire, montèrent à bord et, après nous avoir ordonné de nous mettre à poil, s'assurèrent que nous n'avions ni vermine, ni maladie vénérienne.

Il était tard quand nos camarades suédois nous accueillirent. Nous passâmes le reste de la nuit à la rédaction du journal, allongés sur des couches de vieux journaux. De Stockholm, le voyage se fit sans difficultés. C'est sur le bateau qui nous emmenait à Sassnitz que les délégués italiens apprirent, par les journaux allemands, l'occupation des usines en Italie. Serrati était très impatient de rentrer, mais aussi très inquiet des conséquences de la scission imposée à son parti: « Nous avons une situation révolutionnaire en Italie, certes, mais la scission du parti dans cette situation serait un crime. Nous avons besoin de toutes nos forces et la division nous affaiblira. »

Je craignais mon entrée en Suisse avec ma précieuse valise et prévoyais le séquestre des publications et des affiches que je transportais. La délégation italienne avait décidé de faire plomber ses

bagages pour traverser la Suisse. Je demandai à Serrati de se charger de ma valise. J'enverrais ensuite Eveltio Tela la chercher à la rédaction de l'*Avanti* pour la transporter illégalement en Suisse. Elle fut donc aussi plombée. Mais lorsque Tela la ramena en Suisse par la montagne, il fut surpris par les douaniers. Ma valise fut séquestrée et envoyée au procureur général de la Confédération. Lorsqu'il se décida à me la renvoyer, elle ne contenait plus que le linge sale et quelques publications de Lénine. La collection d'affiches à laquelle je tenais beaucoup avait été saisie. Sans doute la police fédérale a-t-elle craint que je ne les placarde à La Chaux-de-Fonds! Si le Département de justice et police fédéral n'est pas dépourvu de toute intelligence, il les aura remises à la Bibliothèque nationale ou aux Archives fédérales! Quant à moi, toutes les démarches que je fis pour les récupérer restèrent vaines.

Un autre incident m'inquiéta. Le guide qui nous accompagnait de Moscou à Reval m'avait remis une enveloppe contenant les 5000 francs suisses promis par Lénine pour le *Phare*. Or, en contrôlant le contenu de l'enveloppe, je n'y trouvai que 3000 francs français qui, au change de 1920, valaient environ 1200 francs suisses. Le guide ne put m'en donner aucune explication. Je n'en connus la raison qu'en 1921, lors de mon second voyage à Moscou pour le Troisième congrès mondial. Le caissier m'avoua qu'il savait que le franc suisse et le franc français n'avaient pas la même valeur. La France étant plus grande que la Suisse, il avait pensé que son franc devait être celui qui avait le plus de valeur! En me remettant 3000 francs français, il avait cru me donner plus de 5000 francs suisses!

Cette subvention peau de chagrin pour le *Phare* n'empêcha pas le Ministère public fédéral d'inciter la police neuchâteloise à surveiller étroitement l'usage que je ferais des fonds importants dont je disposais! En effet, quelques semaines après mon retour de Moscou, le 22 octobre 1920, le Ministère public fédéral écrivait au Département de justice et police neuchâtelois:

«L'activité du pasteur Humbert-Droz Jules est considérable en ce moment. Perpétuellement en voyage, il fait des conférences et tient des propos d'une violence qui n'avait pas encore été dépassée jusqu'ici en Suisse. Il devient l'homme le plus important du Parti communiste en Suisse romande. Depuis son retour de Russie, il semble disposer de fonds importants. Il aurait payé toutes ses notes arriérées. Il ferait éditer plusieurs brochures révolutionnaires et aurait augmenté le tirage de sa revue *Le Phare*.

Nous vous prions de vouloir bien soumettre Humbert-Droz à une surveillance étroite lors de ses séjours sur votre territoire et nous tenir au courant de ses faits et gestes.»[1]

Jenny était venue me retrouver à Bâle. Inutile de dire ce que furent ces retrouvailles après des mois d'absence et d'inquiétude. Je pense que des séparations momentanées sont, pour la vie conjugale, une garantie d'échapper à la monotonie et à une fastidieuse routine. Après un long voyage ou un emprisonnement, les revoirs sont si pleins d'affection et d'amour qu'ils rappellent les premiers mois du mariage. Les séparations, quand on s'aime vraiment, ne font que resserrer les liens qui unissent les époux. C'est là le fruit de notre expérience de plus de cinquante ans de mariage.

C'est avec stupeur que j'appris peu après mon retour le naufrage des trois amis français, Vergeat, Lepetit et Lefèvre, que nous avions quittés à Petrograd et qui devaient rentrer par Mourmansk. J'avais été si près de les accompagner et de subir le même sort que j'en étais bouleversé.

Lorsque, en 1921, en route pour le Troisième congrès mondial, je rencontrai notre guide à Berlin, il me dit: «Je regrette de ne pas vous avoir renvoyé à Petrograd pour faire le voyage par Mourmansk avec eux.» Devant mon étonnement, il ajouta aussitôt: «Vous êtes très prudent et vous auriez empêché ce voyage dans de pareilles conditions. En effet, nous savons que le batelier qui les accompagnait ne voulait pas partir. Il prévoyait une mauvaise mer et conseillait d'attendre un ou deux jours. Les délégués français, impatients de rentrer dans leur pays, lui auraient forcé la main, l'auraient même menacé et il s'était décidé à les embarquer et à tenter la traversée. Si vous aviez été avec eux, vous n'auriez pas insisté comme ils l'ont fait et vous auriez empêché ce départ.» Peut-être? Toutefois je n'en suis pas très sûr, car moi aussi je désirais rentrer en Suisse le plus rapidement possible pour y retrouver ma compagne, ma fille et ma mère qui avaient passé bien des heures d'angoisse en mon absence.

---

[1] Copie de ce document fut adressée plus tard par le Conseil d'Etat neuchâtelois au Tribunal fédéral pour légitimer son arrêté de 1931 m'interdisant de parler publiquement dans le canton de Neuchâtel. Je l'ai recopié lorsque j'eus l'occasion de consulter le dossier de cette affaire pour répondre aux allégations du Conseil d'Etat neuchâtelois. J. H.-D.

La scission

La douceur du foyer retrouvé ne pouvait pas me faire oublier mes devoirs. J'avais, pour le *Phare*, une abondante copie; les décisions du Deuxième congrès mondial devaient être imprimées au plus vite. La campagne pour l'adhésion à la Troisième Internationale accapara tous mes instants. D'autre part, en France, les délégués du Comité de la Troisième Internationale avaient péri à Mourmansk et seuls Cachin et Frossard menaient la campagne en faveur de la Troisième Internationale, préparant le congrès de Tours où la majorité de la SFIO allait adhérer au communisme en étouffant la minorité agissante née du Mouvement de Zimmerwald. Le rôle du *Phare* devenait plus important sur le terrain international. Je ne pouvais m'occuper exclusivement de la Suisse.

Les vingt et une conditions avaient jeté le trouble dans les partis désireux d'adhérer à l'Internationale communiste, mais qui n'en voulaient accepter ni les principes, ni la discipline. Les congrès nationaux qui furent convoqués pour décider de l'adhésion à la Troisième Internationale ne discutèrent plus que ces vingt et une conditions. Leur acceptation ou leur refus fut le point de départ de la scission du mouvement socialiste dans la plupart des pays. C'est à la fin de 1920 et en janvier 1921 que les grands partis occidentaux se prononcèrent: les Indépendants allemands, à Halle, le 12 octobre, le Parti socialiste suisse, le 10 décembre, le Parti socialiste français SFIO, le 25 décembre et le Parti socialiste italien à Livourne, du 15 au 20 janvier 1921. Les vingt et une conditions eurent l'effet d'un révélateur. Les opportunistes qui entendaient maintenir les banqueroutiers de 1914 dans les rangs du parti et mener une politique nationale indépendante de tout contrôle des organes internationaux, c'est-à-dire rétablir la structure de la Deuxième Internationale d'avant 1914, les combattirent avec acharnement.

En Suisse, le président de la gauche, Ernest Nobs, passa du côté des adversaires. Le *Volksrecht*, dont il était rédacteur en chef, mena campagne contre l'adhésion.

Le Comité directeur du Parti socialiste suisse, sous la direction politique de Grimm, convoqua à Berne une conférence des partis socialistes étrangers désireux d'adhérer à la Troisième Internationale, mais décidés à obtenir une revision des vingt et une conditions. Cette conférence, qui devait aboutir à la création de l'« Internationale

deux et demie», réunissait les Indépendants de droite allemands, le Parti socialiste autrichien, les reconstructeurs français groupés autour de Paul Faure et de Jean Longuet et les Indépendants britanniques dont Mac Donald était le chef, lui-même secrétaire de la Deuxième Internationale!

A la suite de cette conférence à Berne, qui n'eut qu'un caractère préparatoire à la conférence de fondation de la «Communauté internationale des partis socialistes» (dite Internationale deux et demie) laquelle s'unit à la Deuxième Internationale en 1923, le Comité central du Parti socialiste suisse soumit au Congrès de Berne la proposition suivante:

«1. — Les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste sont rejetées comme irréalisables.

2. — Le Comité directeur et le Comité central sont chargés de se mettre en rapport avec les partis étrangers qui désirent adhérer à l'Internationale communiste, mais qui ne peuvent se déclarer d'accord avec les 21 conditions, pour s'efforcer ensemble d'obtenir une revision des conditions d'adhésion qui rendrait possible l'association internationale des partis ouvriers révolutionnaires.

3. — Cette décision est soumise au référendum.»

Cette proposition laissait supposer que le Parti socialiste suisse était désireux d'adhérer à l'Internationale communiste et que les vingt et une conditions seules l'en empêchaient. Or, il n'en était rien. La décision de la majorité du congrès de Bâle d'adhérer à l'Internationale communiste avait été prise en 1919, alors qu'il n'y avait pas de conditions. Elle fut combattue alors par les membres de ce Comité central qui, au Congrès de Berne, prétendirent être désireux d'adhérer à l'Internationale communiste, sous réserve que les conditions d'adhésion soient modifiées. Ce sont eux qui lancèrent le référendum, combattirent la décision du Congrès de Bâle et obtinrent une décision claire du parti de ne pas adhérer. Pourquoi alors, après le vote de 1919, cette manœuvre pour faire accepter par le parti une décision affirmant son désir d'adhérer à l'Internationale communiste? Le but en était clair: porter la discussion exclusivement sur les vingt et une conditions pour préparer le retour à la Deuxième Internationale par la voie détournée de la «Communauté internationale des partis socialistes» de Vienne. Cette voie tortueuse était nécessaire puisque le congrès de Bâle, à l'unanimité moins une voix, avait décidé la sortie de la Deuxième Internationale.

La préparation du congrès de Berne démontra du reste très clairement l'hostilité de la direction envers la Troisième Internationale. Au lieu de permettre une large discussion démocratique dans les sections, avant le congrès, le secrétaire romand du parti, Paul Graber, invita les sections à ne pas entendre Humbert-Droz, ni les partisans de l'adhésion. Belle démocratie! Malgré cette injonction, je pus parler dans un bon nombre de sections.

Une autre manœuvre fut l'acceptation par le congrès de Berne d'un nouveau programme du parti formulé par Nobs, qui prévoyait la dictature du prolétariat, le système soviétique et l'opposition aux crédits militaires. Beaucoup d'ouvriers crurent alors qu'en restant dans le Parti socialiste ils appartenaient à un parti révolutionnaire désireux d'adhérer à la Troisième Internationale.

On fit aussi largement usage de la nécessité de maintenir l'unité du parti contre les «scissionnistes». Paul Graber oublia sans scrupules qu'il avait lui-même préconisé la scission dans la *Sentinelle* à un moment où personne n'y songeait encore, alors qu'il cherchait à éliminer les partisans de la gauche. Je rappelle qu'il écrivait le 29 novembre 1918:

«... Que les masses des travailleurs suisses organisés se prononcent clairement entre ces deux tendances en leur congrès ou par un référendum en leurs assemblées générales. Il en vaut la peine.

Une fois qu'une majorité se sera prononcée, que l'unité se réalise sur cette tactique. Si la conscience de certains propagandistes ne leur permet pas de se rallier, qu'ils montrent leur attachement à la classe ouvrière en se retirant en silence...»

Le Comité directeur avait désigné Robert Grimm et Paul Graber pour défendre devant le congrès la proposition du Comité central, Franz Welti et moi pour parler en faveur de l'adhésion. Paul Graber, répudiant ce qu'il avait écrit en 1918, déclara: «Nous sommes opposés à la scission», à quoi je répondis, dans mon rapport:

«Je ne crains pas la scission, je considère qu'elle sera une force pour le Parti socialiste suisse et ceux qui ont vu pendant les dernières années la paralysie du parti provenant de la lutte des tendances sous une unité de façade seront de cet avis et diront que la scission sera une bonne chose pour le parti socialiste. (Voix: c'est juste!) Si vous ne voulez pas aller à la Troisième Internationale, laissez-nous y aller. (Applaudissements.) Vous retrouverez, vous, votre force d'action, vous serez privés de votre gauche, vous évoluerez à droite avec rapidité et nous, nous pourrons marcher plus librement et cesser

d'être un simple groupe d'opposition. C'est pourquoi je répète, en considérant la paralysie actuelle du Parti socialiste suisse, que la scission ne nous est pas imposée par Moscou, mais qu'elle est une nécessité pour le parti actuel, s'il veut sortir de l'état de paralysie complète où il se trouve à cause de ses tendances. Nous ne sommes donc pas opposés à la scission, qui est nécessaire, qui redonnera la santé, qui remettra de la clarté dans le monde ouvrier qui en manque à l'heure actuelle.» [1]

Avec force je soulignai que les vingt et une conditions avaient été dictées par la situation internationale nettement révolutionnaire de 1920 et que si cette situation changeait, la tactique de l'Internationale se modifierait en conséquence et s'adapterait à la réalité nouvelle, c'est-à-dire à la maturité révolutionnaire des divers pays, comme aussi à la force et à la combativité de la classe ouvrière:

«Nous pensons avec la Troisième Internationale que la révolution sociale universelle, non seulement est proche, mais nous pensons que, par la victoire du prolétariat russe, elle a déjà commencé dans le monde. (Bravos). Nous tirons de cette situation internationale certains principes directeurs pour l'action du prolétariat, pour la tactique à suivre; mais si la situation internationale change complètement, si, je ne sais par quel coup de baguette magique, le régime bourgeois montre de nouveau sa vitalité pour reconstituer la société sur la base du capitalisme, à ce moment la Troisième Internationale sera placée devant une situation internationale nouvelle, devant des faits politiques, économiques et sociaux nouveaux; elle modifiera certainement sa manière de voir pour adapter la tactique révolutionnaire du prolétariat aux nouvelles conditions créées.» [2]

Et plus loin:

«Nous disons donc que toute la tactique internationale, que toutes les thèses votées au congrès de la Troisième Internationale, que les vingt et une conditions de Moscou, tout cela sort de l'étude de la situation internationale présente, de cette idée que par le triomphe du prolétariat russe, la révolution sociale a commencé, que nous sommes déjà en période révolutionnaire au point de vue international. (...)

(...) Nous l'avons senti dans toutes nos délibérations et dans les délibérations spéciales aux vingt et une conditions, partout nous avons exprimé la nécessité de tenir compte de la maturité du développement révolutionnaire des différents pays. On a reproché tout à l'heure aux camarades de Moscou leur opportunisme, et à Zinoviev

---

[1] *Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitages vom 10. bis 12. Dezember 1920* im Volkshaus in Bern, page 79.

[2] *Idem*, page 68.

de dire aux Italiens : Vous devez appliquer les vingt et une conditions sans en retrancher une virgule; et, aux Français, de tenir un autre langage en autorisant Longuet à rester dans le parti s'il se soumet en principe aux vingt et une conditions. Cela prouve tout simplement que la Troisième Internationale et son comité exécutif tiennent compte des circonstances et de la maturité du mouvement révolutionnaire. »[1]

Puis il me fallut naturellement traiter le problème brûlant de la violence révolutionnaire et de la dictature du prolétariat. Je l'abordai sans ruser, avec une brutale franchise :

« Le prolétariat se trouve donc à l'heure actuelle devant une situation mondiale révolutionnaire. La Troisième Internationale ne se perd pas dans l'idéologie, elle prend corps à corps la réalité. Devant le mouvement de réaction violente de la bourgeoisie qui suit les moindres mouvements d'émancipation du prolétariat, la Troisième Internationale envisage et prépare l'emploi de la violence du prolétariat pour briser le joug du capitalisme. On nous a dit : la violence est mauvaise ! Nous pensons qu'à l'heure actuelle le prolétariat n'a pas à juger si les moyens dont il doit se servir sont moraux ou immoraux. (Ah ! Rumeurs.) Devant la situation créée par le monde capitaliste, le prolétariat ne peut prendre que les armes qui sont placées dans sa main, qui sont à sa disposition. Or, nous savons que le régime capitaliste n'a donné à la classe ouvrière que la violence, il lui a servi de la violence comme nourriture intellectuelle, de la violence lorsqu'elle demandait du pain. Nous ne devons donc pas être étonnés si, après six ans de guerre, les révolutionnaires veulent, pour défendre et sauver le prolétariat, prendre les mêmes armes pour les tourner contre la bourgeoisie. Il est facile de dire : Nous ne voulons pas employer la violence. Ainsi vous-mêmes : vous nous opposez les principes de la non-violence pour critiquer la Troisième Internationale et vous nous dites : Vous êtes des jésuites ; vous êtes prêts à appliquer la formule : la fin justifie les moyens ; et pourtant dans votre projet de programme relatif à l'avènement du prolétariat, je trouve cette phrase : « Le pouvoir mettra tout en œuvre pour déjouer ses plans[2] et fera respecter la légitimité de son action par tous les moyens. » Je pense que vous englobez aussi dans les moyens ceux de la violence. Je sais que vous direz : la violence est mauvaise si c'est une minorité qui l'emploie, morale si c'est la majorité. (Très bien !) La violence serait immorale si nous sommes la moitié moins un, et morale si nous sommes la moitié plus un. Votre morale me répugne. Au point de vue de la conscience morale, de l'absolu, je dis : toute violence est immorale, mais je pense que le prolétariat n'a pas à choisir s'il veut briser la violence capitaliste.

[1] *Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitages vom 10 bis 12 Dezember 1920* im Volkhaus in Bern, page 69.

[2] Les plans de la bourgeoisie.

Le manifeste de la Deuxième Internationale de Berne dit clairement qu'il ne faut entrevoir la possibilité de recourir à la violence que dans tous les cas où la bourgeoisie nous y forcerait par sa résistance. Il ne faut pas être naïf. Le jour où l'on voudra mettre la main sur les privilèges de la bourgeoisie, que le prolétariat soit la majorité ou la minorité, la bourgeoisie résistera dès le début et la lutte continuera sous forme de guerre civile jusqu'à ce que le prolétariat l'ait vaincue complètement. (Bravos.) C'est pourquoi nous devons entrevoir des luttes violentes. Certains camarades de droite ont dit: «Mais oui, si l'on ne peut pas faire autrement, le jour où il faudra être dans la rue, nous y serons les premiers.» Eh bien, je dis, dans ces conditions, si nous n'avons rien prévu, si un beau jour nous nous lançons devant les mitrailleuses sans savoir qui est derrière, je dis: «Je ne marche pas!» Si nous voulons entrevoir la lutte armée contre la bourgeoisie, nous ne pouvons pas attendre d'avoir une majorité. Nous ne pouvons pas attendre que les corps d'officiers soient avec nous pour faire marcher les gardes blanches contre la bourgeoisie. Nous ne pouvons nous lancer bêtement contre les mitrailleuses de la bourgeoisie. Il faut désorganiser la force militaire de la bourgeoisie, former notre armée rouge au sein de l'armée fédérale, savoir sur qui nous pouvons compter. (Voix: Et les principes socialistes, qu'en fais-tu, tu les remplaces par des fusils?) Malheureusement je pense que pour appliquer les principes socialistes, il faudra des fusils. (Très bien!)» [1]

«(...) Que signifie la dictature du prolétariat? C'est le prolétariat qui exerce le pouvoir sans aucune participation, sans aucune collaboration de la bourgeoisie, en dirigeant toutes ses forces, tout son pouvoir contre la bourgeoisie récalcitrante, pour briser la domination de classe et créer les bases de la société nouvelle. Nous disons que tous les moyens de dictature doivent être employés par le prolétariat. Ici permettez-moi une nouvelle incursion dans votre programme. Vous ne prévoyez la possibilité de dictature qu'au cas où la bourgeoisie ne se soumettrait pas et vous prévoyez une dictature assez spéciale. Au congrès du canton de Neuchâtel, on a dit qu'en tout cas la liberté de la presse, celle de réunion, etc., ne seraient pas supprimées, parce que ce sont des libertés démocratiques. Mais vous êtes prêts à employer la force militaire pour mater cette bourgeoisie qui, grâce à la liberté de la presse et de réunion que vous lui avez laissée, aura pu s'organiser. Votre dictature est un raffinement de cruauté. C'est le chat qui joue avec la souris. Vous laissez à la bourgeoisie tout ce qu'il faut pour développer sa politique et elle réussira à la faire triompher, tandis que si la lutte est engagée dès les premiers jours contre la bourgeoisie, si, sans attendre, on lui enlève toute possibilité de rassembler ses forces, la victoire du prolétariat est assurée.» [2]

[1] *Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitages vom 10. bis 12. 1920* im Volkshaus in Bern, 71 et 72.

[2] *Idem*, pages 72 et 73.

Enfin, j'abordai la question de la discipline qui paraissait effrayer ces bons soldats suisses formés à la discipline militaire du général Wille:

«Dans les thèses votées par ce deuxième congrès, il est question tout d'abord de la constitution d'un parti prolétarien, de la forme qu'il doit prendre pour exercer son action. C'est alors qu'on a parlé de discipline militaire. Camarades, il y a une certaine différence entre la discipline du général Wille, c'est-à-dire la discipline de l'armée suisse et la discipline militaire du parti communiste! C'est que la discipline du général Wille s'impose à tous ceux qui sont membres de l'armée, et on oblige à entrer dans l'armée tous ceux qui n'en veulent pas comme ceux qui sont disposés à en faire partie, tandis que la discipline militaire existant dans un parti communiste s'impose aux membres qui, volontairement adhèrent à ce parti, qui, en entrant dans ce parti, savent à quoi ils s'engagent, savent qu'il y a une discipline militaire à respecter et qui se soumettent volontairement, par leur adhésion, à la discipline du parti.» [1]

Dans la discussion, je fus évidemment attaqué. Abel Vaucher qui m'avait remplacé à la rédaction de la *Sentinelle* m'accusa d'avoir changé d'opinion. Je répliquai sur ce point aussi, désireux de faire toute la clarté:

«Le camarade Vaucher nous dit: Avant tout, songez à la révolution sociale. Il faut une préparation spirituelle de la révolution. (Voix: Tu l'as assez prêché.) C'est là que nous nous sommes profondément séparés. Nous pensons que la révolution sociale nécessite une préparation économique, que, si les conditions économiques ne sont pas données, il est impossible de les préparer spirituellement; il faut préalablement une préparation économique où les conditions soient telles que la révolution sociale en devienne fatalement la conséquence pour le développement du socialisme. (On est d'accord.) Je dis que ce n'est pas en convainquant des consciences ou en exposant les doctrines socialistes que vous arriverez à la préparation spirituelle; c'est la crise économique du régime capitaliste sortant de la guerre. Et si ces dernières années les idées socialistes ont fait des progrès si marqués, ce n'est pas tant que la préparation intellectuelle y ait été pour quelque chose, mais c'est grâce surtout à la misère économique produite par la guerre. (Voix: Très bien.) Nous disons que c'est du ventre et de l'estomac que montent les idées au cerveau et c'est le ventre et l'estomac qui sont ainsi la voie des revendications prolétariennes.

Le camarade Vaucher m'a reproché d'avoir modifié mes conceptions et il a ajouté: Celui qui a changé d'opinion peut en changer encore. Je dis au camarade Vaucher: Oui, je vous envie, camarade,

[1] *Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitages vom 10. bis 12. Dezember 1920* im Volkhaus in Bern, pages 73 et 74.



1920 — UN GROUPE INTÉRESSÉ AU «PROLETKULT» (culture prolétarienne)
De gauche à droite, debout: W. Bringolf et J. Humbert-Droz
Assis: War van Overstraeten, un Russe, Lounatcharsky, Bombacci (Italien)
et un écrivain allemand



AU II[e] CONGRÈS MONDIAL — LA GUERRE RUSSO-POLONAISE
LES DÉLÉGUÉS SUIVENT CHAQUE JOUR SUR LA CARTE L'AVANCE

de pouvoir dire dans vos jeunes années: Je crois ceci et je ne modifierai plus mes convictions. (Voix: On n'a jamais dit cela.) On me reproche d'avoir modifié mes convictions. (Voix: Pas du tout. Le président: N'interrompez pas!) Je reconnais que depuis dix ans j'ai modifié mes idées sur bien des points. J'étais alors de votre avis qu'on pouvait faire la guerre dans les cerveaux avant de la faire dans les faits économiques. J'ai modifié cette conviction, et je vous admire si vous pouvez la conserver et y rester fermement attaché, sans chercher ailleurs, sans faire des expériences, sans modifier vos idées au travers des expériences que vous faites. Je vous admire dis-je, si, au cours de la lutte, vous ne perdez pas vos illusions et une partie de l'idéalisme que vous avez aujourd'hui.

(...) et après quatre à six ans de violence nous pensons aussi que nous ne pouvons pas faire abstraction de cette atmosphère de violence unie à la misère et à la crise économique qui vont provoquer les soulèvements du prolétariat.

Qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, ce sont les conditions économiques qui sont cause que, de partout, surgit d'une manière coordonnée ou désordonnée la crise de violence. Faire abstraction de cela, nier cet état de choses que nous n'avons pas désiré, que nous n'avons pas voulu, mais qui est là incontestablement, c'est aller, c'est vivre dans les nuages et ne pas voir la réalité. Nous devons canaliser tout cela, discipliner tous ces mouvements pour qu'ils ne soient pas de simples émeutes, mais pour que le prolétariat soit endigué dans des voies précises de transformation des bases sociales fondées sur le capitalisme. (Voix: On est d'accord.)» [1]

«(...) On m'a attaqué en ce qui concerne la question de moralité, des moyens à employer dans la lutte, moraux ou immoraux. Le camarade Vaucher a dit que le prolétariat devait juger si les moyens qu'il emploie sont moraux ou immoraux. Un peu plus tard, dans son exposé, il disait: Nous sommes prêts à recourir à la violence — je ne sais pas s'il la considère, celle-là, comme morale ou immorale — non pas si nous avons la majorité, mais si la majorité du parti le décide. Je répète que je ne comprends pas que l'on fasse de la violence une question de moralité et que l'on se livre à de subtiles distinctions à cet égard, suivant qu'il s'agisse de la majorité du parti ou de la majorité de la nation. Ou bien on est contre toute violence, et d'après l'exposé du camarade Vaucher j'ai pu croire qu'il était simplement un tolstoïen (voix: Très bien), ou bien le socialisme doit compter avec les conditions économiques et politiques qui lui sont imposées et employer tous les moyens contre ceux qui s'opposent à son émancipation, qu'ils soient moraux ou immoraux. Je prétends que le prolétariat est juge de ses moyens, mais il les jugera d'après un critère non pas de moralité chrétienne ou d'autres religions, mais d'après les nécessités qui lui seront imposées dans le moment, selon leur efficacité.» [2]

---

[1] *Protokoll über die Verhandlungen des aussorordentlichen Parteitages vom 10. bis 12. Dezember 1920* im Volkhaus in Bern, pages 149 et 150.

[2] *Idem*, page 151.

Le résultat de la votation, après la défection de Nobs, de Golay et d'autres militants influents était attendu. Pour la proposition du Comité central, 350 voix, pour l'acceptation des vingt et une conditions, 213 voix. Le référendum proposé par le Comité central ne pouvait que confirmer ce résultat. Il donna 25 475 voix pour la majorité et 8777 voix pour la minorité. Ce qui peut surprendre, c'est le nombre des partisans des vingt et une conditions. Entre le référendum de 1919 et celui de 1920, le nombre des voix des partisans de la Troisième Internationale avait légèrement augmenté, malgré les vingt et une conditions. Cependant l'augmentation du nombre des votants en général était due au fait que le référendum fut organisé au domicile des membres, tandis que celui de 1919 avait eu lieu dans les assemblées de sections.

Dès que le résultat du vote du congrès de Berne fut connu, Hans Bickel lut, au nom de la minorité, la déclaration suivante:

«Le refus du Parti socialiste suisse d'adhérer à la Troisième Internationale signifie en réalité le refus des principes et de la nature de la Troisième Internationale et du communisme révolutionnaire. La preuve en est donnée par le front unique réalisé dans la lutte contre l'adhésion par les adversaires résolus de la Troisième Internationale avec ceux qui ne s'opposaient à l'adhésion qu'à cause des vingt et une conditions. On ne peut pas agir en faveur des principes et des buts du communisme en étant lié à ses adversaires les plus résolus. On ne peut être partisan de la Troisième Internationale et s'unir à ses ennemis. La gauche du parti, constatant cette alliance des camarades qui ont aujourd'hui parlé et voté contre l'adhésion sans être adversaires de la Troisième Internationale avec ses ennemis les plus résolus et les plus acharnés démontre que cette alliance est une trahison évidente de la Troisième Internationale et de ses principes. La gauche du parti doit donc refuser d'aider à camoufler cette trahison en participant à la discussion d'un programme qui, en admettant la dictature du prolétariat, doit faire croire à la masse des membres du parti et au prolétariat suisse que le Parti socialiste, bien qu'ayant rejeté l'adhésion à la Troisième Internationale, est un parti révolutionnaire.

A cette heure historique, les partisans de la Troisième Internationale, les partisans sincères d'une lutte de classe vraiment révolutionnaire, pour éliminer la domination de la classe bourgeoise et établir la dictature du prolétariat, ont avant tout le devoir de prendre des décisions claires et nettes. Leur participation aux délibérations ultérieures du congrès rendrait confuse la situation et empêcherait de faire ce qui est nécessaire: communiquer aux camarades du pays la conviction absolue que le Parti socialiste suisse, par la décision qu'il vient de prendre, s'est séparé des partis vraiment révolution-

naires et s'est placé au côté des ennemis de la Russie soviétique et de la Troisième Internationale.

— Partant de ces considérations et guidée par la nécessité de rendre tout le prolétariat suisse conscient de l'importance de la décision du Parti socialiste suisse concernant la Troisième Internationale et de ses conséquences;

— irréductiblement convaincue de la victoire du communisme révolutionnaire sous la conduite de la Troisième Internationale;

— décidée à lutter de toutes ses forces contre les opportunistes ouverts ou cachés dans le Parti socialiste, et en faveur de la Troisième Internationale;

la gauche du parti considère qu'il est de son devoir de permettre aux sections du parti de trancher elles-mêmes la question de la création d'une forte section de la Troisième Internationale en Suisse. Au cours de cette lutte, elle ne laissera pas douter les camarades qu'elle est décidée à réaliser l'adhésion à la Troisième Internationale. »[1]

Plus de 200 délégués quittèrent le congrès et se réunirent dans une salle séparée. J'ai donné dans le *Phare* le compte rendu suivant de cette conférence de la gauche:

«Après la proclamation du résultat, plus de 200 délégués de la minorité ont quitté la salle du congrès pour se réunir en congrès spécial de la gauche. Cet abandon du congrès est le premier pas décisif et net vers la scission et vers la création d'une forte section suisse de la Troisième Internationale. Deux opinions étaient représentées dans la gauche. Les uns désiraient que la scission fût immédiatement proclamée et que le congrès de la gauche procédât à la constitution du nouveau parti. D'autres désiraient utiliser le temps du référendum pour continuer le travail de propagande et d'organisation de la gauche au sein du parti. C'est ce point de vue qui triompha. La gauche, organisée au sein du parti, mène encore la campagne du référendum et poursuit des pourparlers de fusion avec le petit parti communiste avant de convoquer, au début de février probablement, un congrès constitutif du parti communiste unifié qui, en créant une section de la Troisième Internationale, consommera la rupture définitive avec le parti social-démocrate.

Nous ne pouvons prévoir la force du nouveau parti. Une partie de la gauche ne quittera pas immédiatement le parti social-démocrate; elle y formera une aile gauche qui s'en détachera plus tard. D'autre part, les sections de l'ancien parti qui se prononcèrent en majorité pour l'adhésion, n'entraîneront pas dans le nouveau parti leur minorité social-démocrate. Aucun membre ne sera intégré dans le parti communiste sans une déclaration personnelle de sa part. Nous ne voulons pas être un parti qui groupe des électeurs plus ou moins conscients et qui ne prennent aucune part active à la vie du parti;

---

[1] *Protokoll über die Verhandlungen des ausserordentlichen Parteitagen vom 10. bis 12. Dezember 1920* im Volkhaus in Bern, pages 163 et 164.

nous voulons être un parti de révolutionnaires dont les membres doivent tous être actifs et conscients.

Nous espérons que le parti communiste comptera à ses débuts de huit à dix mille membres. Il groupera la majorité du prolétariat des trois plus grandes villes industrielles: Zurich, Bâle et Genève. Dans ces villes, le parti social-démocrate restera formé essentiellement des fonctionnaires et des employés fédéraux et cantonaux qui, ces dernières années et en particulier depuis la grève de 1918, ont orienté la politique du parti dans la voie essentiellement réformiste.

Les résolutions votées au congrès social-démocrate ne tarderont pas à apparaître aux masses ouvrières comme de vastes duperies. En effet, les deux principales résolutions du congrès, celle qui s'oppose à l'adhésion sans réserves à la Troisième Internationale, et le programme qui proclame la nécessité de la dictature prolétarienne, ne sont qu'une manœuvre pour illusionner la masse sur le vrai caractère du parti. »[1]

Abramovitch, ancien membre de la Jeunesse socialiste de La Chaux-de-Fonds, avait été envoyé avec Clara Zetkin au congrès de Tours du Parti socialiste français. En route pour la France, il avait passé à La Chaux-de-Fonds pour m'aviser que l'Exécutif de l'Internationale m'avait désigné comme son représentant avec pleins pouvoirs, chargé de procéder en Suisse à la fusion de la gauche du Parti socialiste avec le petit Parti communiste de Suisse alémanique. Pour ce travail et l'édition du *Phare* et des brochures, le Comité exécutif m'assurait un salaire de 800 francs par mois.

Cet engagement nouveau dans l'action révolutionnaire soulevait pour moi nombre de questions. Poussé par les expériences et les circonstances de dix années de lutte, j'avais fait une évolution naturelle du tolstoïsme au bolchévisme. La plupart de mes anciens amis socialistes chrétiens étaient socialistes parce que chrétiens. J'étais devenu chrétien parce que socialiste. Mon but n'avait jamais été le salut de l'âme des individus voués au péché, mais l'émancipation de la classe ouvrière, la paix et la fraternité entre les hommes. Mes expériences dans l'Eglise, pendant la première guerre mondiale m'avaient convaincu que, à de rares exceptions près, les chrétiens que je respectais et admirais ne s'occupaient que de leur salut individuel, du pardon des péchés qu'ils continuaient à commettre... Je m'étais de plus en plus éloigné de cette religion, de ses dogmes, de ses rites, de ses disputes théologiques, de sa trahison de l'enseignement du Christ.

---

[1] *Le Phare*, N° 16, pages 213/214.

Le communisme m'apparaissait être le mouvement révolutionnaire capable de mettre fin aux guerres et de libérer l'homme de l'exploitation capitaliste et de l'oppression nationaliste.

N'ayant jamais été un non-violent à la manière de Gandhi ou de Tolstoï, j'étais prêt à défendre ma vie et celle des miens si elles étaient menacées, prêt aussi à prendre part à une action révolutionnaire pour changer le régime si la violence devenait nécessaire pour le faire. Ce que j'avais vu et vécu en Russie me démontrait que dans ce pays la non-violence eût ramené au pouvoir les généraux tsaristes et provoqué le massacre de centaines de milliers de révolutionnaires, comme ce fut le cas dans la période de terreur blanche qui, en Hongrie, succéda à la République soviétique de Bela Kun.

Dans certaines circonstances historiques, il fallait choisir entre la violence révolutionnaire des masses soulevées contre l'injustice et la guerre et la violence de la contre-révolution, violence préparée, organisée, obligatoire, des armées appelées à défendre les privilèges des possédants.

Une différence fondamentale m'apparaissait entre ces deux violences: la liberté de la personne. Le service militaire est imposé. L'homme y aliène obligatoirement sa liberté personnelle et sa conscience; il est contraint d'obéir aux ordres, même si ces ordres sont criminels. Les procès des criminels de guerre nazis ont démontré combien d'assassinats et de meurtres ont été commis au commandement. Tous les inculpés ont cherché à se défendre en affirmant qu'ils n'avaient fait qu'exécuter des ordres supérieurs en service commandé. Qu'on ne prétende pas que cela ne peut se produire en Suisse. Lors de manifestations contre la cherté de la vie, pendant la première guerre mondiale, l'armée suisse a fait maintes fois usage de ses armes. Lors de la grève générale à Granges, quatre grévistes furent tués par des soldats suisses; à Genève, en novembre 1932, une école de recrues valaisanne tua au commandement treize citoyens suisses dans la foule qui manifestait contre une assemblée fasciste convoquée par Géo Oltramare pour juger les chefs socialistes.

Le général Wille, dans son mémoire au Conseil fédéral, en novembre 1918, déclarait:

«Dans le monde entier il est un principe en vertu duquel il ne faut jamais faire appel, pour empêcher des révoltes, à des troupes qui ont de proches parents ou des amis parmi les fauteurs de troubles. C'est là une chose évidente et qui prend aujourd'hui d'autant plus d'importance qu'un très grand nombre d'ouvriers des deux rives du lac de

Zurich et de la commune de Knonau travaillent dans les usines et les fabriques de la ville de Zurich et des environs. Par conséquent, ces ouvriers sont membres des organisations qui font la révolution à Zurich. De plus, notamment sur la rive gauche du lac, il existe les mêmes organisations ouvrières qu'en ville; enfin une activité intense a été faite avec succès, tout spécialement sur la rive gauche du lac, pour créer des unions de soldats. Si l'on a recours au régiment 28 pour combattre la révolution à Zurich, il faut s'attendre à ce que beaucoup de soldats refusent d'obéir et passent même au côté des émeutiers. On ne peut s'exposer à un tel danger. C'est pourquoi je ne puis admettre que l'on mobilise le régiment 28 pour maintenir ou rétablir l'ordre et la tranquillité à Zurich.» [1]

En 1933, le major Krügel, commandant du bataillon de fusiliers, adressait au lieutenant Georges Pointet qui, en qualité de citoyen libre, avait appuyé la candidature de Paul Graber au Conseil d'Etat, une lettre dans laquelle il écrivait:

«Par ordre supérieur que vous trouverez ci-joint, je vous invite à signer la déclaration incluse.

L'attitude que vous avez prise pendant la dernière campagne électorale en faveur d'adversaires de la Constitution et de la défense nationale, ne peut se concilier avec votre rang, votre grade et votre situation d'officier de l'armée suisse.

De ce fait, il est évident que vos chefs, responsables des troupes qui leur sont confiées, ont le devoir, le droit et l'obligation d'obtenir de votre part des déclarations et des engagements catégoriques.

Favoriser et sympathiser comme vous le faites avec un homme qui s'affirme ennemi de la défense nationale et qui ouvertement ordonne aux soldats de ne pas obéir, c'est contrevenir à la discipline et votre attitude est incompatible avec le devoir de servir.

Que feriez-vous comme officier si à la tête d'une subdivision chargée de maintenir l'ordre à l'intérieur du pays et de faire respecter la Constitution et les lois, vous vous trouviez en face de l'adversaire qui est justement celui avec lequel vous faites alliance aujourd'hui?

Tireriez-vous personnellement? Transmettriez-vous l'ordre de tirer à vos hommes? Prendriez-vous l'initiative de faire tirer contre les fauteurs en admettant même que ce soit contre celui que vous patronnez aujourd'hui ou contre ses partisans?

Autant de questions auxquelles vous répondrez catégoriquement, sans restriction, en signant la déclaration ci-jointe:

(...) Je suis prêt à faire en tout temps mon devoir d'officier comme l'exigent les lois, les règlements et l'honneur sans aucune exception et cela en toutes circonstances, tel que mes chefs pourraient me le prescrire (guerre, troubles intérieurs, service d'ordre).

[1] Traduit du Mémorial du général Wille au conseiller fédéral Decoppet, du 4 novembre 1918.

Rien ne pourrait me distraire de mes obligations de servir loyalement et fidèlement comme aussi strictement dans tous les cas généraux et particuliers tel qu'un service d'ordre.
Si l'exécution de ma mission et de mon devoir l'exige, je déclare que je tirerais personnellement, que je transmettrais l'ordre de tirer à ma troupe et que je prendrais toutes mesures à cet effet même contre celui que je patronne actuellement, contre ses partisans ou représentants. (...)» [1]

Cette déclaration, Georges Pointet refusa de la signer, sur quoi il fut mis en disponibilité et exclu de la Société des officiers neuchâtelois. Plus tard, engagé volontaire et lieutenant des forces françaises libres contre Hitler, puis tombé au front en 1944, il fut, le 23 août 1944 décoré à titre posthume de la Légion d'honneur!

Toutes ces violences, chez nous, furent commises au nom de la démocratie!

En revanche, celui qui s'engage dans un parti ou qui participe à une action révolutionnaire le fait librement; il reste maître et responsable de ses actes. Il prend part démocratiquement à l'élaboration des plans d'action et peut démissionner ou se retirer s'il juge que l'action envisagée n'est pas conforme à ses convictions ou si elle est contraire à sa conscience. Il peut refuser d'accomplir un acte criminel.

Il y a donc entre la violence militaire et la violence révolutionnaire une différence fondamentale.

Ces réflexions, je les ai fixées au moment où mes amis pacifistes hollandais m'invitaient à participer à un congrès antimilitariste international à Amsterdam. Henriette Roland-Holst avait insisté pour que j'y prenne part. Cependant le gouvernement hollandais me refusa le visa et j'écrivis dans le *Phare* ce que j'aurais dit au congrès. Mon évolution de dix années est résumée dans ces lignes de février 1921:

«*Un congrès antimilitariste international*

A la fin du mois de mars aura lieu en Hollande un grand congrès antimilitariste international.

La guerre du Droit devait tuer le militarisme, elle l'a développé; la Ligue des Nations devait transformer les épées en socs de charrues; elle montre de jour en jour son incapacité à réaliser ses promesses mensongères.

---

[1] *Georges-Henri Pointet, Vie — Textes — Documents*, présentés par Jean Liniger.

Après six ans de guerre, le problème du militarisme est plus urgent et plus tragique qu'avant 1914. Le sang répandu de millions d'hommes est encore fumant, les larmes des deuils et des désespoirs infinis ne sont pas encore taries que les gouvernants et les brasseurs d'affaires préparent de nouvelles guerres. Si l'on veut épargner aux générations qui viennent les horreurs que nous avons vécues, il faudra résoudre le problème du militarisme et de la guerre.

Le congrès antimilitariste international vient à son heure. Il n'est pas placé en face de questions de doctrine ou de principes, il n'a qu'une question à débattre et à résourdre une question pratique et simple: comment abattre le militarisme, comment vaincre la guerre?

Cette question ne saurait laisser indifférents ceux qui pendant les années de folie nationaliste et guerrière, ont été les défenseurs de l'internationalisme et les ennemis du militarisme. Les communistes, qui formaient le noyau le plus solide et le plus résolu du mouvement zimmerwaldien, ne peuvent laisser le mouvement antimilitariste international aux mains des pacifistes wilsoniens qui mettent leur confiance dans l'idéologie trompeuse de la Société des Nations.

Ils doivent prendre part au congrès pour y défendre leur point de vue et pour éclairer le problème de toute l'expérience accumulée pendant les années de guerre.

Nous avons été des antimilitaristes convaincus et agissants, nous avons mené la bataille contre la guerre et l'armée. Avant le congrès, nous tenons à dire brièvement quelle fut notre expérience et à quelle conclusion elle nous a conduit.

Il y a dans le mouvement antimilitariste international deux grands courants essentiels qui proviennent de la façon dont on envisage et dont on veut résoudre le problème du militarisme: un courant pacifiste-moral-individualiste et un courant révolutionnaire-social. Etudions-les tous deux.

1. *Le courant pacifiste-éthique-individualiste*

Recrutés spécialement dans une partie du monde religieux et chrétien, les adhérents de cette tendance envisagent la guerre et le militarisme essentiellement comme un problème moral, une question de conscience, qui se pose à l'individu qui désire réaliser l'idéal de fraternité et de charité évangéliques.

Ils voient dans la guerre une manifestation collective de l'égoïsme et des sentiments de violence, de vengeance et de brutalité qui sont le fond du cœur humain; c'est parce qu'elle est une manifestation de violence opposée aux principes de la morale chrétienne que la guerre leur paraît odieuse et qu'ils en combattent la préparation.

Envisageant la guerre et le militarisme comme un problème moral, voyant sa cause essentielle dans le cœur humain et ses passions, cette tendance cherche tout naturellement à résoudre le problème par l'action morale, par l'acte individuel de refus de servir, par le sacrifice personnel répété, par la pratique de la non-violence.

Dans notre plaidoirie devant le tribunal militaire, «Guerre à la guerre! A bas l'armée!» nous étions encore dominé par ce courant

et nous avons propagé ce point de vue par la parole, la brochure et l'exemple. Quel fut le résultat? Quelle conclusion tirer de l'expérience faite en Suisse et répétée par les pacifistes de tous les pays?

L'acte antimilitariste individuel a une valeur de propagande incontestable; des centaines, des milliers d'individus sont placés devant le problème moral de la guerre, leur raison et leur conscience sont convaincues de l'horreur du militarisme, de la nécessité de rompre avec lui, mais l'action individuelle ne suit pas la conviction intellectuelle et morale.

Ils sont des exceptions peu nombreuses ceux qui mettent à exécution leur conviction. Le nombre des refus de servir est extraordinairement restreint.

L'acte individuel, l'acte moral contre la guerre se heurte non à la crainte de la prison, mais aux conditions économiques elles-mêmes. Crainte de perdre le gagne-pain de la famille. Insécurité du lendemain pour celui qui se met hors de la société, qui engage la lutte contre elle.

D'autre part, ceux-là même qui avaient résolu pour eux le problème de la guerre et du militarisme sentaient fort bien que cette solution, qui libérait leur conscience du mal, ne pouvait être la solution du problème militariste qui leur apparaissait de plus en plus comme un problème collectif, un problème social.

Eux individuellement sortis de l'enfer militaire, la guerre et le militarisme continuaient à faire des millions de victimes. Seuls des égoïstes, enflés d'orgueil spirituel et de propre justice pouvaient être satisfaits de leur solution individuelle. Ils devaient réduire le problème comme la solution à leur personne et affirmer cyniquement: «J'ai fait mon «salut», que chacun fasse le sien comme moi.»

Il n'y a pas de salut individuel en dehors du salut collectif. Celui qui croit se sauver du mal individuellement ou bien se rend compte très vite de la solidarité qui le lie à la masse de ceux qui n'ont pu le suivre, ou bien tombe dans un état d'égoïsme et d'orgueil spirituels qui est pire que l'état dont il croit sortir.

Notre expérience personnelle, l'expérience de tout le mouvement des réfractaires, nous a amené à cette conclusion:

Le militarisme est une question essentiellement sociale, économique, les solutions individuelles sont insuffisantes, un mouvement de masse de refus de servir est impossible tant que le capitalisme met sa camisole de force économique à la volonté des individus.

2. *Le courant social et révolutionnaire*

La guerre et le militarisme, produits du régime capitaliste et de ses principes de concurrence et d'exploitation, ne peuvent disparaître qu'avec lui. L'expérience de ces dernières années nous a démontré que ce n'est pas au fond du cœur de l'homme que la guerre prend naissance, mais dans les ambassades, dans les cabinets des politiciens et des brasseurs d'affaires qui veulent dominer et exploiter le monde, pour gagner de l'argent et se soustraire au travail.

Pour vaincre la guerre, pour détruire le militarisme, il faut détruire

d'abord le régime qui les développe. Pour extirper le mal, il faut le tuer jusqu'à sa racine.

La guerre et le militarisme sont essentiellement un problème social qui trouble sans doute la conscience morale individuelle, par répercussion, comme toutes les autres questions sociales, mais qui ne peut être résolu que par l'action sociale collective, par la disparition du régime capitaliste, par la révolution sociale. C'est pourquoi notre expérience antimilitariste, l'insuffisance de la solution morale et individuelle, nous a conduit dans les rangs des révolutionnaires, dans les rangs de l'Internationale communiste.

Nous considérons donc tout antimilitariste qui n'est pas révolutionnaire comme un utopiste. Nous envisageons que seuls les révolutionnaires sont des antimilitaristes conséquents et que, devant l'impossibilité de supprimer le militarisme dans le régime capitaliste, tout l'effort des antimilitaristes doit être dirigé vers la suppression du régime capitaliste. Dans sa lutte, l'expérience de la révolution russe nous montre que la violence ne peut disparaître immédiatement, que la rapacité et la violence de ceux qui veulent perpétuer le régime qui provoque la guerre obligent les révolutionnaires à employer aussi les armes qu'ils haïssent et qu'ils veulent abattre en créant une société communiste où l'entraide remplace la concurrence.

Bien que cela paraisse un paradoxe, c'est sincèrement et logiquement que nous proposons au congrès antimilitariste international de saluer l'armée rouge comme l'avant-garde du mouvement antimilitariste international. Ces conclusions furent celles du congrès international des anciens combattants; nous espérons que le congrès antimilitariste international les admettra aussi comme fruit de l'expérience et de la réflexion. » [1]

Les congrès de Tours et de Livourne

Deux congrès de grands partis socialistes occidentaux ont retenu cette année-là mon attention. Celui du Parti socialiste SFIO à Tours et celui du Parti socialiste italien à Livourne. J'avais noué des relations amicales avec les délégations de ces deux partis pendant les séances du deuxième Congrès mondial et au cours des voyages en commun.

Au Congrès de Tours, l'Internationale communiste se montra très large dans l'application des vingt et une conditions. Elle fit même des avances au groupe des reconstructeurs, Jean Longuet et Paul Faure, et passa facilement l'éponge sur le passé nationaliste de Cachin, de Frossard et de nombreux autres socialpatriotes,

[1] *Le Phare*, N° 17, pages 283 à 286.

devenus partisans de l'Internationale communiste par opportunisme.

Le Parti communiste français né au congrès de Tours était une organisation de masse qui conservait l'*Humanité* de Jaurès. Mais il ne s'était séparé que de l'extrême droite et n'avait de communiste que le nom. J'ai critiqué dans le *Phare* les concessions faites au Parti socialiste français, ignorant évidemment que j'aurais plus tard à épurer et à orienter pendant une dizaine d'années le parti né à Tours. J'écrivais alors dans le *Phare*:

«Par 3252 mandats contre 1082 aux motions centristes et 397 abstentions de la droite Renaudel-Blum, le Parti socialiste français a adhéré à la Troisième Internationale.

(...) La décision de Tours, si réjouissante qu'elle soit, ne saurait nous illusionner. Le Parti socialiste français adhère à l'Internationale communiste, il a affirmé clairement sa sympathie pour les principes qui guident la révolution russe, mais il n'est pas devenu, par la décision de Tours, un parti communiste. Tours est non un point d'arrivée, mais un début qui marque la voie dans laquelle le parti devra évoluer, se purifier, grandir et devenir un parti pratiquant réellement une politique communiste. La scission faite par les socialpatriotes de Renaudel et les centristes de Longuet, en débarrassant le parti de ses éléments corrompus d'opportunisme, facilitera cette évolution. Les vingt et une conditions sont votées, il faut maintenant les appliquer. Le vote de Tours doit marquer une rupture avec la politique passée du parti, une orientation nouvelle de sa tactique, un renouvellement de sa doctrine.

Disons franchement que les débats du congrès de Tours et la campagne qui les a précédés dans les sections et les congrès régionaux du parti, ne nous ont nullement satisfaits. Il a manqué un effort de clarté. Devant la masse ouvrière et paysanne, on n'a pas suffisamment montré le crime de la politique passée de la droite et du centre, on n'a pas clairement fait comprendre la nécessité d'une rupture avec cette politique et avec ceux qui l'ont menée. On n'a pas entendu de la bouche de Frossard et des anciens amis de Longuet l'aveu sincère et net de leur erreur passée, et les camarades de la Troisième Internationale, liés aux nouveaux adhérents par la résolution commune qui cherchait à conserver Longuet et les centristes, étaient moins catégoriques que dans les congrès précédents, plus portés aux compromis pour sauver une unité impossible et qui eût été une extraordinaire faiblesse.

Nous avons dit déjà que nous considérions la concession faite par Zinoviev et l'Exécutif en faveur de l'admission des centristes comme une erreur de tactique. La préparation et les débats du congrès ont été dominés par le souci de l'unité, par le désir d'arriver à une entente qui permît à Longuet et à son groupe de demeurer dans le parti. L'Exécutif a sans doute senti que cette tactique paralysait la gauche et au dernier moment Zinoviev a brusqué la situation par son télé-

gramme au congrès, télégramme qui obligea le centre à se démasquer et à rejoindre Renaudel-Blum.

Ce souci de l'unité, cette hantise de conserver Longuet et son groupe n'ont pas permis l'effort de clarté nécessaire. Au lieu de montrer nettement tout ce qui séparait le communisme des politiciens du centre, au lieu de faire comprendre pourquoi il était nécessaire de rompre avec leur politique, pourquoi la scission était impérieuse, vitale pour un parti qui veut être révolutionnaire, Frossard a cherché à montrer ce qui unissait la majorité communiste aux centristes, et sur bien des questions il est resté dans l'obscurité et l'équivoque.

C'est le cas en particulier de la défense nationale. Frossard fit, d'après l'*Humanité*, les déclarations suivantes que l'Internationale communiste ne saurait admettre:

«J'ai été défense nationale pendant la guerre; je ne renie pas mon passé. Le parti, avant la guerre, a toujours été pour la défense nationale. Je reste l'adversaire de l'antipatriotisme grossier que l'on avait opposé à cette doctrine. Notre défense nationale, c'est la paix; le problème n'est pas simple. La défense nationale est moins une question de doctrine qu'une question de circonstance.»

Nous attendions, et nous attendons encore, de Frossard qu'il sorte de l'équivoque, qu'il renie son passé de défense nationale. Nous attendons du parti français, purgé de Renaudel, Longuet & Co, qu'il déclare avoir abandonné sa doctrine d'avant 1914. Que Frossard ne joue pas sur les mots en désignant du terme de «défense nationale» la défense de la révolution prolétarienne. La défense nationale admise par le Parti socialiste français, celle que Frossard a pratiquée avec Longuet pendant la guerre et qu'il ne renie pas, celle que Jaurès préparait par son armée nouvelle, ce n'était pas la défense de la révolution prolétarienne, mais la défense de la patrie bourgeoise, dans la guerre impérialiste. L'Internationale communiste doit exiger une déclaration de principe contre la défense nationale.» [1]

Dans le même numéro je critiquais la décision de l'Exécutif de l'Internationale communiste concernant l'adhésion du Parti communiste ouvrier (KAPD) allemand à l'Internationale, en tant que parti sympathisant:

«Nous avons dit déjà que nous n'étions pas d'accord avec l'Exécutif dans sa tactique qui consiste à accepter plusieurs organisations d'un même pays. Ce que nous disions de l'admission des groupes syndicalistes, nous le pensons encore au sujet de l'admission du KAPD. Au moment où se crée un parti communiste unifié, où l'Exécutif fait appel aux membres du KAPD pour qu'ils s'y rallient, c'est je crois une erreur qui nuit à l'unification que de reconnaître le KAPD comme membre sympathisant.» [2]

[1] *Le Phare*, N° 16, pages 227, 228 et 229.
[2] *Idem*, page 231.

Le 15 janvier 1921, je fus délégué de la gauche socialiste suisse au congrès de Livourne. Le Parti socialiste italien, qui avait adhéré à l'Internationale communiste en 1919 à son congrès de Bologne, devait, à Livourne, accepter et appliquer les vingt et une conditions contre la minorité réformiste de Turati.

La polémique qui avait précédé le congrès était inquiétante. D'un côté l'Internationale, si large envers le Parti socialiste français et ses opportunistes, était intransigeante envers les maximalistes italiens et imposait une scission au congrès de Livourne.

Devant la menace du fascisme qui se précisait, Serrati se rendait compte que la scission affaiblirait le Parti socialiste et favoriserait le fascisme. L'Internationale communiste était mal renseignée sur la situation réelle en Italie et sur celle du Parti socialiste. Jugeant que la situation était mûre pour la révolution, elle voulait libérer le parti de son aile droite qui dominait le mouvement syndical et les coopératives. Or, la force du Parti socialiste italien résidait précisément dans son influence sur le mouvement syndical et sur les coopératives, dans les « Camera del Lavoro » et les municipalités. D'autre part, l'échec de l'occupation des usines, en septembre 1920, avait provoqué un certain découragement dans la classe ouvrière de plus en plus menacée par la violence des fascistes.

A Livourne, cette menace fasciste était présente dans la rue. Le député Missiano ne pouvait se rendre au congrès ou en sortir qu'accompagné d'une garde du corps. Les fascistes en voulaient à sa vie.

Dans sa polémique contre Zinoviev, Serrati admettait que la situation était révolutionnaire, mais il affirmait que le parti avait besoin de toutes ses forces, des syndicats, des coopératives, des municipalités, pour la prise et l'exercice du pouvoir. Il ne refusait pas d'exclure Turati et les opportunistes, mais se réservait de le faire au cours de l'action révolutionnaire, sur la base de faits concrets. Le groupe communiste sur lequel s'appuyait l'Internationale et ses représentants au congrès — le Hongrois Rakosi et le Bulgare Kabaktchieff — était restreint et très disparate. Il réunissait le groupe antiparlementaire de Bordiga, celui de l'*Ordine Nuovo* de Turin et quelques députés du groupe maximaliste : Gennari, Graziadei, Bombacci.

Les séances du congrès, qui eurent lieu au Théâtre Goldoni, furent houleuses, violentes, passionnées, profondément décevantes. Le représentant de l'Internationale, Kabaktchieff, fut hué et conspué,

son discours haché d'interruptions et de manifestations hostiles. Les partisans de Serrati lâchèrent des pigeons de la galerie pendant son discours. Bref, ce fut plus un cirque ou un match qu'un congrès socialiste.

Si la scission de Tours s'était faite à droite, laissant le centre dans le parti, la scission de Livourne se fit à gauche, pour ne pas dire à l'extrême gauche, et dans la plus grande confusion, car la majorité maximaliste, avec 98 028 voix refusait de se séparer des réformistes (14 695 voix), mais se séparait des communistes qui comptaient 58 783 voix. Après le départ de la fraction communiste la majorité maximaliste accentua la confusion en votant une motion confirmant son adhésion à l'Internationale communiste et en recourant au Troisième congrès mondial contre l'exclusion du Parti socialiste italien prononcée par l'Exécutif!

J'ai donné de ce congrès quelques commentaires dans le *Phare*:

«Avant le congrès, la fraction communiste intransigeante avait décidé de provoquer la scission du parti; si les communistes unitaires refusaient de se séparer des réformistes, les communistes étaient décidés d'abandonner le parti et de constituer le Parti communiste italien. Pour Serrati et les unitaires, la situation était donc claire. L'unité du parti étant impossible, ils avaient à choisir la scission à droite ou la scission à gauche, l'unité avec les réformistes ou l'unité avec les communistes et la Troisième Internationale.

Nous avions appris à estimer et à aimer Serrati, nous espérions sincèrement le voir affirmer son attachement au communisme et à la Troisième Internationale.

Les premières heures passées à Livourne, dans l'atmosphère passionnée du congrès, nous ont enlevé toute illusion sur le communisme de la fraction unitaire. Dans la vaste salle du Théâtre Goldoni, la fissure était faite; deux blocs s'opposaient avec une violence grandissante, d'heure en heure le fossé s'élargissait entre le réformisme et le communisme, mais les unitaires avaient abandonné le communisme pour faire bloc avec le réformisme.

(...) La tactique communiste unitaire de Serrati aboutit donc à cette absurde situation. La scission avec 60 000 communistes, pour maintenir l'unité avec 15 000 réformistes! Malgré toute notre estime et notre amitié pour Serrati, nous ne pouvons comprendre une telle politique. La scission à gauche entraîne des perturbations infiniment plus considérables dans le mouvement italien que celles qu'aurait entraînées l'expulsion de la tendance réformiste.

La scission de Livourne crée en Italie une situation qui est encore loin d'être claire. Il y a certes aujourd'hui un parti communiste dont la ferme discipline maintiendra l'unité malgré les diverses tendances qu'il renferme, mais il y a aussi l'ancien parti socialiste qui

demeure en pleine confusion. Il affirme son adhésion à l'Internationale communiste; il accepte les vingt et une conditions mais refuse de les appliquer. Il compte, nous n'en doutons point, des communistes, une masse ouvrière fermement attachée au système soviétique et à la tactique révolutionnaire, enthousiaste pour la Révolution russe. Il compte des hommes comme Serrati qui se réclament des principes communistes, mais qui se solidarisent avec le réformisme et qui, malgré leurs déclarations verbales, deviennent les adversaires du mouvement communiste international.

(...) Le Parti socialiste italien, amputé de son aile gauche communiste intransigeante, n'est pas un parti homogène. L'évolution historique l'obligera à mettre de la clarté là où il a voulu maintenir la confusion.

Serrati, sollicité d'entraîner son parti dans la voie des mencheviks de Vienne, a nettement refusé; le Parti socialiste italien veut rester dans l'Internationale communiste, malgré l'exclusion prononcée par l'Exécutif. C'est une condition de son existence et de son influence sur les masses. Il recourra donc contre la décision de l'Exécutif au prochain congrès mondial.

Pour entrer ou pour rester dans l'Internationale communiste, les conditions sont claires; il y en a vingt et une que Serrati a votées et que le parti italien déclare accepter. Il suffit de les appliquer à l'Italie comme elles ont été appliquées ailleurs.

Si le parti italien brise les liens qui l'unissent aux réformistes, nous pensons que les conditions seront créées pour reformer l'unité communiste en Italie, unité qui aurait dû sortir du congrès de Livourne si les questions personnelles n'avaient pas été plus fortes que les questions de principe. » [1]

En écrivant ce commentaire, je ne pouvais évidemment pressentir que je serais, trois ans plus tard, l'artisan du retour de Serrati et d'un fort groupe de maximalistes au Parti communiste italien — parti à la naissance duquel j'assistai une fois que la minorité eut quitté le Théâtre Goldoni.

Au congrès de Berne, je tentai d'expliquer la contradiction évidente de la politique de l'Internationale communiste à l'égard du Parti socialiste français et du Parti socialiste italien, par la situation différente dans laquelle se trouvaient ces deux pays. En Italie une situation révolutionnaire exigeait l'action d'un Parti communiste libéré de ses opportunistes; en France il y avait possibilité d'éduquer et de préparer le Parti socialiste SFIO à l'action révolutionnaire.

Mais je crois que d'autres raisons aussi ont joué un rôle important. Le Parti socialiste italien avait été l'un des principaux artisans

---

[1] *Le Phare*, N° 17, pages 280, 281 et 282.

des conférences de Zimmerwald et Kienthal. Il s'était épuré deux fois déjà, en 1911 en expulsant les francs-maçons et en 1915 en liquidant Mussolini et les partisans de l'entrée en guerre de l'Italie. Lénine admirait son étroite liaison avec les masses ouvrières et les longues listes de souscription de l'*Avanti* qui prouvaient le soutien des travailleurs. Il attendait du Parti socialiste italien plus que du Parti socialiste français resté nationaliste pendant la guerre. Lénine avait été déçu de ne pas trouver de partisans de la gauche zimmerwaldienne en Italie. Il voulait, à Livourne, forcer la main de Serrati qui avait montré son indépendance de pensée pendant le Deuxième congrès mondial, en s'opposant au nom de l'internationalisme aux thèses de Lénine sur la question nationale. Les Russes, déjà, n'aimaient pas les militants qui exprimaient une opinion indépendante et ne cédaient pas à leurs injonctions. Serrati était une forte personnalité. Il fallait le soumettre ou le briser. Combien de militants de valeur n'ont-ils pas subi le sort de Serrati, soit qu'ils aient été brisés moralement comme lui, soit qu'ils aient été exclus pour avoir défendu un point de vue différent de celui du Comité central du Parti communiste russe, sur une question secondaire de tactique révolutionnaire?

La création du Parti communiste suisse unifié

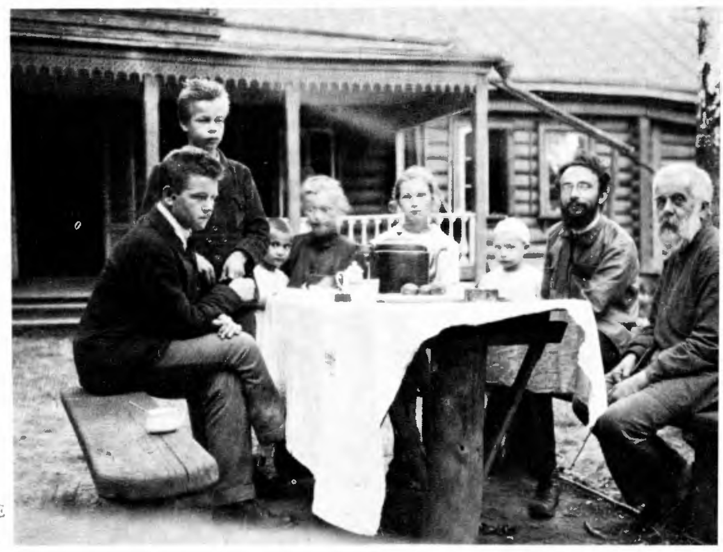
La tâche que m'avait confiée l'Internationale d'unifier la gauche du Parti socialiste suisse avec le petit Parti communiste ne fut pas difficile. Dans d'autres pays la fusion de la gauche socialiste et des petits partis communistes constitués dès 1919 par la jeunesse a soulevé des difficultés considérables. Elle fut souvent la source de conflits intérieurs, les deux groupes étant constitués en fractions hostiles à l'intérieur du Parti communiste unifié.

Il n'en fut pas de même en Suisse. Les deux organisations avaient loyalement accepté les décisions du Deuxième congrès mondial, convaincues que seule la fusion réelle des forces communistes permettrait de créer un parti à l'échelle nationale, face au Parti socialiste.

La gauche du Parti socialiste suisse s'efforça, pendant la période référendaire, de regrouper ses forces et de les détacher du Parti socialiste.

Les résultats du référendum furent une première et grande

1920
AU II[e] CONGRÈS
MONDIAL
AU PRÉSIDIUM
De gauche à droite:
Zinoviev en discussion
avec Lénine, Serrati,
Balabanova



MOSCOU — 1920
VISITE
D'HUMBERT-DROZ
A BIROUKOV,
AMI ET BIOGRAPHE
DE TOLSTOI



1921 — III[e] CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
LE PRESIDIUM

De gauche à droite: Jules Humbert-Droz, un délégué français d'Alsace, Clara Zetkin, Zinoviev, un délégué tchèque, Marchlevsky (Polonais), Kolarov (Bulgare)

déception. La minorité communiste était restée stable, malgré des défections importantes de militants connus comme Nobs et d'un quotidien aussi important que le *Volksrecht* de Zurich.

En réalité, seuls les cantons de Bâle-Ville et de Schaffhouse donnèrent une majorité communiste, avec 1528 voix pour l'adhésion contre 948 à Bâle et 460 contre 108 à Schaffhouse. Mais Bâle-Campagne déjà donnait une majorité rejetante de 752 contre 473. Le canton de Zurich, qui avait été très actif dans la gauche, donna une forte majorité négative de 5766 contre 2618.

En Suisse romande, où la *Sentinelle* qui avait éliminé la gauche de sa rédaction menait une campagne anticommuniste acharnée, alors que les partisans de la Troisième Internationale n'avaient que le *Phare* mensuel pour défendre leur point de vue, le résultat fut particulièrement décevant. Genève donna une majorité rejetante de 406 voix contre 201, Neuchâtel de 1129 voix contre 189 et Vaud de 684 contre 207.

Bref, si le nombre des partisans de la Troisième Internationale était légèrement supérieur à celui du référendum de 1919, celui des adversaires avait doublé. Cinq cent cinquante-sept sections rejetaient l'adhésion, tandis que 58 seulement l'acceptaient et que 5 sections se prononçaient à égalité.

Pour créer le Parti communiste unifié, il fallait organiser cette minorité dans les sections. A l'exception du *Basler Vorwärts*, journal socialiste de Bâle et du quotidien de Schaffhouse, toute la presse socialiste restait aux mains du Parti socialiste. Platten créa à Zurich le *Kämpfer* qui n'était qu'une édition zurichoise du *Basler Vorwärts* imprimé à Bâle. En Suisse romande nous avons cherché à créer un quotidien à Genève, notre point le plus fort, où n'existait pas de quotidien ouvrier.

Mais aucune imprimerie n'était disposée à imprimer un quotidien communiste. René Lachenal et Ernest Brunner s'efforcèrent de trouver une petite imprimerie à acheter. Mais nous étions sans argent. L'Imprimerie Guerry, qui avait imprimé la *Nouvelle Internationale*, accepta de traiter avec nous pour imprimer le quotidien communiste baptisé *L'Avant-Garde*. Mais ce journal ne put mener campagne en faveur de l'adhésion parce qu'il ne parut que le 1er mai, alors qu'il aurait dû sortir le 1er avril. La rédaction était assurée par Charles Reber, l'administration par René Lachenal. Ils insistèrent auprès de moi pour que je figure comme directeur politique du journal.

J'allai avec Jenny à Genève pour le lancement de l'*Avant-Garde*. Nous logions chez un jeune couple anarchiste qui avait mis à notre disposition à même le plancher un matelas remplissant une toute petite chambre et dans lequel nichaient des multitudes de punaises. Nous avons vécu à Genève, dans ces conditions précaires, une semaine environ. Le journal eut un certain succès à Genève même et trouva quelques centaines d'abonnés en Suisse romande.

Pour l'unification du parti, je proposai aux deux groupes de constituer une commission paritaire que je présiderais en tant que représentant de l'Exécutif de l'Internationale. Le Parti communiste y avait une représentation qui ne correspondait pas à sa force numérique. Mais j'étais d'avis que la minorité communiste ne devait pas être mise en état d'infériorité, ce qui eût pu éveiller en elle un sentiment de frustration et conduire à une opposition systématique, à la formation d'une fraction dans le nouveau parti. La commission fut donc constituée de deux représentants du Parti communiste, Jakob Herzog et Hermann Bobst et de deux représentants de la gauche socialiste, Wyss, secrétaire syndical de Zurich, et Franz Welti, avocat, président de la gauche de Bâle.

Une commission du programme de sept membres fut constituée, sur base paritaire et sous ma présidence, pour mettre au point un projet à soumettre au congrès de constitution. Les trois représentants du Parti communiste y étaient Wiesendanger de Winterthour, Strasser de Zurich et Handschin de Bâle; les trois représentants de la gauche: René Lachenal de Genève, Mandel de Zurich et Rosa Grimm de Berne. Toutes nos séances se tinrent à la Maison du Peuple d'Olten. J'ai conservé l'ordre du jour de l'une des principales séances de la commission d'unification, tenue le dimanche 13 février 1921. Il est important et long:

«A. *Congrès d'unification*

1. Date
2. Lieu
3. Droit de représentation des deux organisations
4. Ordre du jour
5. Propositions pour le bureau du congrès
6. Séances publiques ou fermées

B. *Organisation*

7. Nom du nouveau parti
8. Organisation du parti (statuts, sections, organisations régionales)

9. Siège et composition de la Centrale
10. Représentation proportionnelle des partis dans la Centrale
11. Propositions des membres de la Centrale
12. Rapport de la Commission du programme et décision concernant le projet de programme

C. *Presse*

13. Situation de la presse communiste
14. Propositions concernant la presse en vue du congrès

D. *Divers*

15. Conflit Herzog-Schneider concernant les Unions ouvrières
16. Conflits éventuels dans les sections entre parti communiste et gauche du PSS
17. Divers

Les deux centrales étaient invitées à discuter cet ordre du jour puis à remettre à leurs représentants à la commission d'unification des propositions concrètes et des instructions, ou à les faire parvenir au président.

Les deux centrales devaient également communiquer le nombre exact des membres de leur organisation, le nombre des abonnés à leur presse et soumettre un budget pour leur presse.

Concernant le point 11, les candidats proposés pour la Centrale ne pouvaient être que des camarades ayant accepté sans réserves les vingt et une conditions.

La gauche du PSS proposa le dimanche 6 mars 1921 pour la réunion du congrès d'unification.

La Commission du programme prit comme base de discussion le programme du Parti communiste. Il ressort du procès-verbal de la première séance, tenue le 22 janvier 1921, que la déclaration de principe fut modifiée et ainsi formulée:

«Le but final du Parti communiste est une société dans laquelle chacun a la possibilité de satisfaire tous ses besoins corporels et spirituels.

La première condition pour atteindre ce but est la suppression de toute espèce d'exploitation de l'homme par l'homme, par la remise à la collectivité des moyens de production et la conquête directe du pouvoir politique et économique par le peuple travailleur.

Dans l'époque actuelle du capitalisme privé, l'activité du Parti communiste consiste dans la propagande du communisme scientifique et dans la lutte de classe la plus vive contre la bourgeoisie et la lutte contre ses valets socialistes.»

L'interdiction de compromis possibles inscrite au programme du Parti communiste fut affaiblie dans ce sens restrictif:

«Au cours d'une lutte décisive, les conseils (soviets) doivent abandonner tout compromis avec la bourgeoisie.»

Sur la question agraire, une formule proposée par René Lachenal fut acceptée, précisant que «toutes les dettes hypothécaires et les servitudes grevant le sol, les contrats de fermage, les redevances en nature seront annulés».

De même fut acceptée la proposition suivante d'Humbert-Droz: «Les alpages, les forêts et les grandes entreprises agricoles dépassant 30 ha sont à remettre à l'administration des Conseils ouvriers et paysans suisses.»

Il fut aussi décidé de biffer au programme tout ce qui était d'inspiration anarchiste ou non conforme à la conception marxiste.

Mandel, de Zurich, fut chargé d'apporter au projet les modifications décidées en commission et de formuler en supplément un programme de travail.

La question des Unions ouvrières, qui opposait dans la presse Herzog à F. Schneider, souleva une longue discussion. Les Unions ouvrières étaient, dans chaque localité, composées de représentants des syndicats et du Parti socialiste. Elles avaient dirigé la grève générale. La question se posait au Parti communiste d'adhérer, comme le Parti socialiste suisse, aux Unions ouvrières. Cependant l'expérience de Zurich avait démontré que le Parti communiste, après avoir été mis en minorité à l'Union ouvrière, était lié par les décisions de la majorité socialiste et syndicaliste et perdait sa liberté d'action. C'est la raison pour laquelle Herzog et les communistes de Zurich proposèrent que les Unions ouvrières soient élues par les ouvriers dans les entreprises. Leurs membres ne représenteraient plus les comités syndicaux et politiques, mais, directement, comme dans les soviets, la masse des travailleurs des entreprises.

La Commission du programme proposa donc le texte suivant:

«1. Election dans les entreprises et unification des petites entreprises dans des cercles électoraux régionaux où les chômeurs pourront aussi voter.

2. Electeurs et éligibles sont tous les travailleurs et travailleuses syndicalement organisés.

3. Le Parti communiste ne peut pas être représenté comme organisation dans les Unions ouvrières.

L'influence communiste s'exprimera par les délégués des entreprises dans lesquelles les communistes implanteront leurs organisations. »

Ainsi le Parti communiste pouvait rester libre de son action, même à l'égard des décisions ouvrières. Cette proposition devait cependant être soumise au congrès.

Il fut décidé que l'action dans l'armée ne serait pas mentionnée au programme.

Parmi les questions concrètes devant y figurer, il y avait:

— l'égalité de tous les droits pour la femme;
— les droits politiques aux étrangers travaillant en Suisse;
— l'existence minimum garantie par la loi;
— les revendications culturelles et fiscales;
— les problèmes de l'apprentissage.

Mandel fut chargé de rapporter sur la question du programme au congrès, étant entendu que le congrès était habilité à le modifier.

La Commission d'unification proposa au congrès un projet de statuts analogue aux statuts courants, mais comportant les caractéristiques suivantes:

Il ne prévoyait que deux instances, le congrès, autorité suprême, élisant une «centrale» de neuf membres qui dirigerait le parti. Platten proposa de créer une instance intermédiaire entre le congrès et la direction — une conférence de représentants des régions. Cette proposition fut discutée avant le congrès, dans une conférence de la gauche où la majorité s'y opposa. Le congrès confirma celle de la Commission d'unification. La Centrale était autorisée à convoquer des congrès extraordinaires et tenue de le faire si un tiers des sections le demandait. Elle devait être nommée directement par le congrès, cinq de ses membres étant domiciliés dans la section désignée comme siège du parti, les quatre autres choisis dans les différentes régions du pays.

Les tâches de la Centrale étaient les suivantes : application des décisions du congrès, contrôle de la presse, nomination des rédacteurs, contrôle du groupe parlementaire, décision et organisation d'actions politiques, préparation du matériel de propagande et d'agitation et exécution du travail administratif.

Le contrôle de la presse et du groupe parlementaire, comme aussi la nomination des rédacteurs différaient de la pratique du Parti

socialiste qui laissait aux organisations cantonales ces fonctions de contrôle.

La Commission d'unification fixa au dimanche 6 mars 1921 le congrès de création du Parti communiste unifié qui devait se tenir à l'Eintracht de Zurich. La veille, le Parti communiste et la gauche du Parti socialiste suisse tenaient leur dernier congrès, séparément.

D'un commun accord, le bureau du congrès fut composé comme suit:

Présidence: Welti (gauche), Wiesendanger (Parti communiste) et Humbert-Droz (représentant de l'Internationale communiste).

Traductrice: Rosa Bloch.

Secrétaires: Vogt (communiste) et Sulzbachner (gauche).

Commission de vérification des mandats: Karle et Marti pour le Parti communiste, Bodenmann (Bâle) et Kobler (Zurich) pour la gauche.

Ainsi, dans tous les organes du congrès, la parité était respectée. J'avais eu quelque peine à le faire accepter par la gauche qui finalement se rallia à mes arguments.

Je présentai au congrès un rapport sur le travail de la Commission d'unification. Les notes conservées dans mes archives personnelles me permettent d'en donner un résumé.

1. Avant le Deuxième congrès de la Troisième Internationale, la situation en Suisse était la suivante:

Un parti communiste s'était constitué en 1919, avec des tendances syndicalistes, antiparlementaires, favorables à la scission du mouvement syndical, anarchisantes. Une gauche socialiste s'était formée, mal organisée, composée de quelques militants désireux d'entraîner le Parti socialiste entier dans la Troisième Internationale, mais dont certains redoutaient une scission. En Suisse romande, la gauche était plus faible, mais mieux organisée et prête à la scission que les chefs de droite souhaitaient. La gauche de Suisse romande pouvait donc jouer le rôle d'intermédiaire entre les deux groupes de Suisse alémanique. Cette situation n'était pas particulière à la Suisse. Dans toute l'Internationale, une partie de la gauche socialiste désirait éviter la scission.

2. Le Deuxième congrès de l'Internationale communiste apporta de la clarté en fixant les grandes lignes de la tactique dans la période d'action révolutionnaire. Il déclara nécessaire la rupture avec les opportunistes de droite et du centre et proclama la scission iné-

vitable. Il a posé ainsi les bases de l'organisation communiste, l'unification devant se faire sur ces bases. Dans tous les pays, il y aura scission, unification des forces révolutionnaires et organisation de partis communistes indépendants.

3. Pour la Suisse, le Deuxième congrès mondial demanda la scission de la gauche et réclama du Parti communiste qu'il admette les thèses votées à Moscou, en particulier sur le parlementarisme et l'action syndicale et réalise l'unité avec la gauche. Une Commission d'unification paritaire fut constituée et l'Exécutif me chargea de la présider.

4. Des obstacles à la fusion se manifestèrent en raison du sectarisme du Parti communiste et de l'opportunisme de la gauche. Cependant la fusion fut largement facilitée par l'attitude des deux organisations. Le Parti communiste mit de la clarté dans sa politique en s'inspirant des thèses du Deuxième congrès mondial, et la gauche de la clarté dans sa tactique envers le Parti socialiste, grâce aux vingt et une conditions.

Nobs et sa tendance opportuniste abandonnèrent la gauche. Toutes les décisions furent prises d'un commun accord à la Commission d'unification, sans heurts et sans faire appel à l'autorité du représentant de l'Exécutif qui remercia tous les camarades de leur bonne volonté. « Le désir d'unification — ai-je pu affirmer — permet de créer aujourd'hui un Parti communiste fort de sa cohésion idéologique et de sa discipline intérieure, la fusion étant réalisée sur la base des déclarations du Deuxième congrès. »

Au cours des travaux de la Commission de fusion, la question suivante fut soulevée: le Parti communiste doit-il rester constitué en tendance autonome au sein du parti unifié? Je jugeai un tel vœu absolument inadmissible et le camarade Herzog renonça à cette suggestion, considérant que la gauche, après le congrès de Berne, offrait assez de garanties pour l'orientation du nouveau parti. Le travail de la commission fut dès lors essentiellement technique, pour réaliser le congrès d'unification et doter le nouveau parti de statuts, d'un programme, d'une organisation et de sa propre presse.

L'organisation de la gauche socialiste à Zurich, avec le camarade Platten, aurait voulu renvoyer la date de ce congrès, affirmant que le temps manquait pour étudier tous les aspects de la fusion. La commission décida à l'unanimité de maintenir le congrès à la date prévue. Il fallait passer à la création du parti unifié, afin que ce parti

pût rallier les partisans de la Troisième Internationale. Un renvoi risquait de consolider le Parti socialiste suisse et de réduire le nombre des adhérents au Parti communiste unifié. Du reste, la seule question litigieuse, celle des Unions ouvrières, n'était pas une question opposant la gauche au petit Parti communiste. La proposition de faire élire les membres des Unions ouvrières par les entreprises avait des partisans et des adversaires dans les deux organisations. C'est le congrès qui avait à décider.

Le seul obstacle sérieux à une fusion réelle était le passé. « Aujourd'hui — dis-je — nous tournons la page; nos regards ne sont pas dirigés vers le passé, mais vers l'avenir. Il n'y a au congrès que des membres du Parti communiste unifié qui fixent ensemble la tactique du parti. Chacun doit avoir la volonté de créer ce parti. Les divergences de vues y seront discutées librement. Il ne faut pas y voir une survivance du passé et les laisser dégénérer en luttes personnelles. Quand le parti aura discuté et démocratiquement décidé, tous seront disciplinés et unis dans l'action. Dès maintenant il n'y a plus la gauche du Parti socialiste suisse et le Parti communiste. Vive le Parti communiste unifié, section suisse de la Troisième Internationale ! »

Le congrès se déroula dans un climat d'unité. Deux questions figuraient à l'ordre du jour: le programme et les statuts.

Mandel, de Zurich, présenta le rapport au nom de la Commission du programme. Il dit en substance: « Le programme du Parti communiste a servi de base aux travaux de la commission. La déclaration de principe a été acceptée avec quelques modifications. Sur la question du parlementarisme, des divergences sont apparues en ce sens que le programme du Parti communiste qualifie l'activité parlementaire de totalement inutile, tandis que les directives de la Troisième Internationale ne la rejettent pas: elles demandent qu'elle s'exerce pour révolutionner les masses. Le programme prévoit des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans qui, en tant que pouvoir unifié du prolétariat, doivent s'opposer à l'organisation de classe de la bourgeoisie. La commission a rejeté ce point, considérant que l'existence de ces conseils ne se justifie qu'une fois que le prolétariat a conquis le pouvoir politique. La socialisation aussi s'opérera autrement que ne le prévoit le programme. En revanche, la commission est d'accord avec le programme concernant l'abolition des dettes et intérêts hypothécaires après la conquête du pouvoir politique.

Des divergences fondamentales existent sur la définition du régime de la société communiste. Dans leur programme, les communistes déclarent: «L'Etat meurt en tant qu'organisation de la démocratie prolétarienne. Il est remplacé par l'union libre des individus qui vivent selon le principe: «De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.»

La commission a rayé cette phrase d'inspiration anarchiste. C'est de la vie sociale que part l'étude des relations humaines. Ici la commission oppose les principes marxistes aux principes anarchistes.

La commission a élaboré le programme de travail suivant:

1. Dans le *domaine politique:*
   droits égaux pour tous les travailleurs (femmes et étrangers inclus).
2. Dans le *domaine économique:*
   minimum vital; égalité pour les chômeurs et les travailleurs; contrôle de la production et de l'alimentation; question du logement; temps de travail; impôts et politique douanière.
3. Dans le *domaine culturel:*
   réforme du théâtre et des concerts; expropriation des objets d'art appartenant à la propriété privée, au profit des musées.
4. Dans *l'éducation:*
   relier les écoles de travail à l'apprentissage d'un métier dans des établissements cantonaux ou communaux, etc. Permettre à chacun de fréquenter des écoles supérieures.
5. Pour la *santé publique:*
   soins gratuits aux malades.

La commission considère que son travail n'est pas terminé et elle propose de nommer une commission du programme.»

A propos du programme, Platten constata que l'origine de la Troisième Internationale a été la Conférence de Zimmerwald. Le Premier congrès mondial n'a pas subi d'influences anarchistes. Des propositions furent faites à la Troisième Internationale de détruire les syndicats, mais toutes ont été repoussées. Le Deuxième congrès a apporté de la clarté dans toutes les directions — affirma-t-il.

Lieb, de Bâle, réfuta les attaques de Mandel contre le programme communiste. Engels a dit: «Finalement l'évolution fera du royaume de la nécessité le royaume de la liberté.» Cette affirmation est donc purement marxiste et non pas anarchiste.

Platten demanda que dans son élaboration, la commission s'efforce de faire un programme qui soit aussi proche que possible de l'idéologie de la Troisième Internationale.

Le présidium du congrès proposa de nommer une commission du programme chargée de soumettre le résultat de ses travaux dans un délai de huit semaines. Furent nommés dans cette commission: Platten, Strasser, Humbert-Droz, Wildberger, Paul Ruegg, J. Wiesendanger, Handschin.

Débats à propos des statuts. — Herzog rapporta. Répondant au caractère révolutionnaire du parti, les statuts sont révolutionnaires. Nous ne sommes pas comme le Parti socialiste — dit-il — un parti électoral. C'est la raison pour laquelle il ne doit y avoir qu'une seule section dans la même localité, section qui peut influencer toutes les cellules dans le sens de la lutte de classe et de la Troisième Internationale. Nous ne pouvons venir à bout de l'Etat bourgeois qu'avec un appareil centralisé. Le centralisme doit être édifié démocratiquement. La possibilité de destituer un Comité central doit être accordée par la convocation d'un congrès.

Herzog examina ensuite les statuts dans leurs détails d'où il s'avéra qu'aucune divergence n'existait avec la gauche du Parti socialiste.

Bâle fut choisie comme siège du parti et Franz Welti nommé président central, fonction qu'il conserva jusqu'en 1929, année où il fut destitué sur ordre de Moscou. En tant que membre de la Centrale, je fus moi-même chargé des relations internationales.

Le nombre des membres du nouveau parti fut loin de correspondre aux 8777 partisans de la Troisième Internationale recensés lors du référendum du Parti socialiste suisse. Même avec l'apport des quelques centaines de membres du Parti communiste, nous n'avions pas réuni la moitié de ces 8777 partisans de l'adhésion à la Troisième Internationale. Il restait donc dans le Parti socialiste suisse quelque 4000 partisans de la Troisième Internationale. La séparation voulue par les vingt et une conditions entre partisans et adversaires du communisme ne se trouva pas plus réalisée en Suisse que dans les autres pays.

Ce fut une première déception. La seconde survint lors des élections qui suivirent.

A La Chaux-de-Fonds, des élections devaient avoir lieu le 7 mai 1921. Au printemps 1918 le Parti socialiste avait conquis de

haute lutte la majorité dans les conseils de la ville. Après la grève générale, les partis bourgeois s'étaient unis pour renverser la majorité socialiste. Deux nouveaux partis de gauche présentèrent des listes. D'une part, le pasteur Pettavel avait déposé une liste pour son *Union démocratique chrétienne*, et, d'autre part, le Parti communiste s'engageait dans la lutte électorale avec des moyens extrêmement réduits. La section communiste comptait 120 membres cotisants. La liste communiste, dont je tenais la tête, ne réunit que 83 listes. Un tiers des membres du Parti communiste avaient voté pour le Parti socialiste!

Les résultats de ces premières élections après la grève générale, qui mettaient aux prises la majorité socialiste et les partis bourgeois coalisés sur une seule liste d'*Union progressiste libérale*, sont très significatifs.

Le Parti socialiste obtint de 3798 à 3857 voix, l'Union démocratique libérale (bourgeois coalisés) de 3121 à 3190, l'Union démocratique chrétienne du pasteur Pettavel, de 388 à 461 et le Parti communiste, de 86 à 96 voix.[1]

Le Parti socialiste dépassait de 191 listes seulement le nombre des non-socialistes et gardait la majorité avec 22 sièges au législatif communal, contre 19 à la coalition bourgeoise.

C'était pour le jeune Parti communiste une cuisante défaite qui s'expliquait par la volonté de la classe ouvrière de maintenir la majorité socialiste dans les autorités communales où elle défendait les intérêts immédiats des ouvriers.

Le chômage était considérable en Suisse, et surtout dans l'industrie horlogère. Les chômeurs avaient besoin de secours que leur garantissait la commune socialiste. Au cours de ses trois ans d'administration, la commune socialiste avait construit un nombre important de maisons à loyers modérés, pour les travailleurs. D'autre part, le Parti socialiste suisse, après la scission, avait aussitôt lancé, du 28 mars au 6 avril, de multiples appels à de grandes manifestations en collaboration avec l'Union syndicale, pour l'aide aux chômeurs, contre le renchérissement de la vie et pour le recrutement de nouveaux membres. Dans son appel du 12 mars, il demandait:

«Mettez fin à vos divisions. Constituez le front unique pour réclamer:

---

[1] Différences entre le minimum et le maximum des voix obtenues par les candidats.

1. la fin du militarisme par un véritable désarmement général;
2. l'établissement de la paix basée sur la solidarité internationale de tous les travailleurs, (au moment même où, à Vienne, les délégués du Parti socialiste suisse provoquaient une nouvelle scission internationale du monde ouvrier!);
3. la revision des traités de guerre;
4. que tous les problèmes économiques soient résolus selon le principe de la solidarité internationale et non sous la pression de la concurrence et de la force.»

Parallèlement la presse socialiste publiait de longs comptes rendus des délibérations du congrès de Vienne sous le titre quotidien *Vers l'unité prolétarienne*.

En vue du congrès de 1921, le Comité central du Parti socialiste proposait:

«1. Les décisions de la Conférence socialiste internationale de Vienne sont approuvées;
2. le congrès décide d'adhérer à l'Union des partis socialistes pour l'action internationale;
3. le Comité directeur est chargé de l'exécution de ces décisions.»

Pendant toute cette période d'activité intense du Parti socialiste suisse, les communistes discutaient de leur unification et des mesures nécessaires à la création du nouveau parti. En Suisse romande nous n'avions pas encore de quotidien puisque — comme je l'ai déjà dit plus haut — le premier numéro de l'*Avant-Garde* ne put paraître que le 1er mai, et nos caisses vides ne permettaient qu'une propagande réduite. D'autre part le lancement du quotidien dès le 1er mai m'avait obligé à être présent à Genève pendant les deux semaines qui précédèrent les élections de La Chaux-de-Fonds. Mais surtout la vague révolutionnaire des années d'après-guerre refluait. L'action de mars en Allemagne — l'insurrection de la Ruhr organisée par le Parti communiste allemand — avait été écrasée. En Italie, le fascisme gagnait du terrain et l'Internationale communiste n'invitait plus son parti italien à faire la révolution. En Russie, l'armée rouge avait été battue devant Varsovie dont les ouvriers ne s'étaient pas soulevés à l'approche des soldats russes, mais avaient soutenu le maréchal Pilsudsky contre l'armée rouge! La garnison de Cronstadt s'était révoltée et réclamait des soviets sans communistes. La révolte avait été maîtrisée par la force. La guerre civile contre-révolutionnaire prenait fin, mais le pouvoir des soviets était obligé de faire un recul sur le terrain économique pour remettre la production

en marche. La NEP (nouvelle politique économique) faisait de larges concessions à la petite bourgeoisie, aux paysans et au capital étranger.

Nos revers étaient aussi dus, sans doute, à cette situation internationale nouvelle, caractérisée par la contre-offensive de la bourgeoisie réactionnaire et la passivité des masses ouvrières lasses de la guerre et des luttes révolutionnaires d'après-guerre, déroutées aussi par la scission, plus absorbées par les conséquences de la division que par la lutte contre le capitalisme et la réaction.

C'est dans ces conditions entièrement nouvelles que fut convoqué le Troisième congrès mondial de l'Internationale communiste qui se tint à Moscou, du 22 juin au 12 juillet 1921.

VIII

LE TROISIÈME CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Un nouveau voyage illégal

Le 6 mai 1921, l'ambassade d'Allemagne à Berne m'avait avisé qu'elle n'était pas en mesure de m'accorder le visa de transit pour me rendre en Russie. Il me fallait, une fois de plus, faire le voyage illégalement. Je commençais à en avoir l'habitude! Du reste, le passage illégal s'était «modernisé». Des amis de Bâle m'indiquèrent le moyen de passer à la gare badoise, d'un quai à l'autre, sans avoir à présenter de passeport et de prendre ensuite un train local pour Fribourg, d'où l'express me conduirait directement à Berlin. C'est ce que je fis et tout se passa à merveille. Le mardi 17 mai j'écrivais déjà, de Berlin, à Jenny:

«(...) Comme l'an dernier, j'attends. Mais je suis plus patient parce que je sais que le congrès est renvoyé et que tant que je suis ici je reste en contact avec toi. J'attends une lettre de toi à l'adresse que Dora [1] te remettra: «Lukas...»

(...) J'espère toujours pouvoir te télégraphier de venir. Ce matin, en me promenant dans un quartier très fréquenté, j'ai rencontré par hasard le courrier qui m'a passé en Russie l'an dernier et qui m'a ramené en Estonie. Si je puis partir avec lui, ça ira bien. Nous avons échangé seulement quelques mots et j'ai par lui un rendez-vous déjà pour cet après-midi.

Il fait un temps splendide et très chaud. Je profite de ces quelques jours de repos pour lire et écrire quelques articles. Je pense beaucoup à toi et au petit Zou que j'abandonne une fois encore pour courir les aventures. Mais tu sais que je suis prudent et tu peux être sans crainte.

---

[1] Il s'agit de Dora Girard-Dubois, amie de Jenny, à l'adresse de laquelle, pour des raisons de sécurité, j'envoyais ma correspondance destinée à Jenny.

(...) Que fait le petit Zou? Je garde la vision du départ. Un petit bras qui s'agitait sur le quai alors que le train quittait déjà la gare. Je vous ai laissées, mais tu sais que mon cœur et toutes mes meilleures pensées sont avec vous et resteront avec vous. Dès que je suis loin de vous, je vis une vie double. Mon être intime est en Suisse et ne vous quitte point, tandis que mon esprit et mon corps prennent part à une foule d'événements extérieurs.

Berlin est le même que l'an dernier. On y mange mal, même dans les bons restaurants et la population n'a pas perdu son air blême et épuisé. »

Puis, dans une lettre du 19 mai:

« J'ai passé hier tout le jour à courir à plusieurs rendez-vous aux quatre coins de la ville. Je suis maintenant à peu près fixé. Je dois passer demain à la légation russe qui me remettra mon passeport visé pour la Russie et l'Estonie et après-demain déjà, donc samedi, je partirai d'Allemagne pour Reval, par mer. Le même itinéraire que l'année dernière. Mais cette fois le voyage sera absolument légal. Le seul point un peu délicat, c'est la sortie d'Allemagne où je suis entré en contrebande. Mais tu sais que Stettin est plus russe qu'allemand. La police, la douane sont à notre service, de sorte qu'il n'y a rien à redouter. Cela me permettra du reste de revenir légalement aussi. Tout s'arrange donc très bien. Je ferai le voyage avec celui qui nous a conduits et ramenés l'année dernière. C'est un gage de réussite complète. Il ne faut donc avoir aucune crainte. Rosa Grimm et Schaffner sont déjà partis hier par une autre route. Brunner est à Berlin, mais je ne sais où, je n'ai pas réussi à le voir.

Je suis vraiment navré que tu ne puisses venir. Ton voyage serait aussi facile que le mien. Mais je dois partir avec le bateau de samedi et je n'avais plus le temps de te faire venir. Si je t'avais télégraphié hier soir, tu n'aurais pas pu arriver à temps ici. Je regrette maintenant de ne pas avoir insisté avant mon départ pour vaincre tes hésitations et t'emmener avec moi. Mais tu paraissais ne pas vouloir laisser Zouzou seule et c'est pourquoi je n'ai pas voulu insister trop, ne sachant quelle voie je trouverais pour passer. Je ferais ce voyage avec combien plus de plaisir avec toi, l'esprit tranquille. Nous aurions eu de longues heures, de longues journées d'attente et de voyage à passer ensemble sans avoir sans cesse le souci du travail quotidien et les préoccupations de la lutte sociale. Je sens que j'ai besoin de te retrouver. Il me semble parfois que tu t'éloignes, que nous devenons étrangers l'un à l'autre et c'est pourquoi j'aurais tant aimé faire ce long voyage avec toi. C'était deux mois d'intimité au lieu de deux mois de séparation. Oh je sais que malgré la séparation nous restons intimement liés par la pensée et par le cœur. J'aurais aimé davantage et mieux. Depuis que je suis rentré de Russie, l'année dernière, j'ai mené une vie de bête de somme, sans un moment de vrai repos, sans une journée à te donner complètement, sans pouvoir terminer ma tâche trop lourde

et chasser les préoccupations et les soucis de la lutte. Cette surcharge de travail m'a rendu parfois nerveux, impatient, égoïste. Je sais et je sens que je n'ai pas été pour toi ce que je devais être. J'en ai souffert et j'en souffre parce que tu sais combien je t'aime et combien j'aimerais être tout à toi et parce que je sens aussi que tu te lasses de cette vie de courses continuelles et de travail trop intense et trop absorbant. Tu m'as aidé dans cette grosse tâche, plus que les années passées. Tu as fait plus que tu ne pouvais faire, faisant des journées doubles et te fatiguant à la tâche. J'ai trouvé plus d'appui matériel en toi, mais il m'a semblé parfois que je trouvais moins d'appui dans ton cœur. Peut-être n'est-ce qu'une impression. Mais plusieurs fois j'ai eu peur, peur de te perdre, de perdre ce qui fait la force de ma vie, de perdre ce qui me permet de travailler, de lutter, de vivre, ton amour.

Il me semble que si nous avions pu passer ces deux mois ensemble, ce malentendu se serait dissipé. Il me semble que je t'aurais retrouvée et que tu m'aurais retrouvé aussi tel que je suis et tel que tu m'as aimé. J'ai horreur de l'amour qui devient une habitude, de la vie conjugale où le cœur s'endort. Mais c'est aussi parce que je te sentais hésitante, parce qu'il me paraissait que tu ne désirais pas cette même intimité profonde, que tu n'en ressentais pas comme moi le besoin que je n'ai pas osé insister pour que tu partes avec moi.

Mais j'aimerais tant que lors de mon retour tu viennes m'attendre à Berlin et que nous puissions y passer seuls quelques jours. Tu ferais renouveler ton passeport et dès que je te télégraphierais de Reval ou de Riga tu ferais les démarches nécessaires au consulat d'Allemagne pour venir me retrouver ici. Ecris-moi, j'attends ici un mot de toi avant mon départ et j'ai peur de ne rien recevoir avant de quitter l'Allemagne. Ecris-moi par l'intermédiaire de l'adresse de Reval. A Berlin tu peux écrire aussi à «Russische Gesandschaft», Maassenstrasse 9, pour me transmettre en Russie, ou à l'adresse de Rosenthalerstrasse que je t'ai déjà donnée.

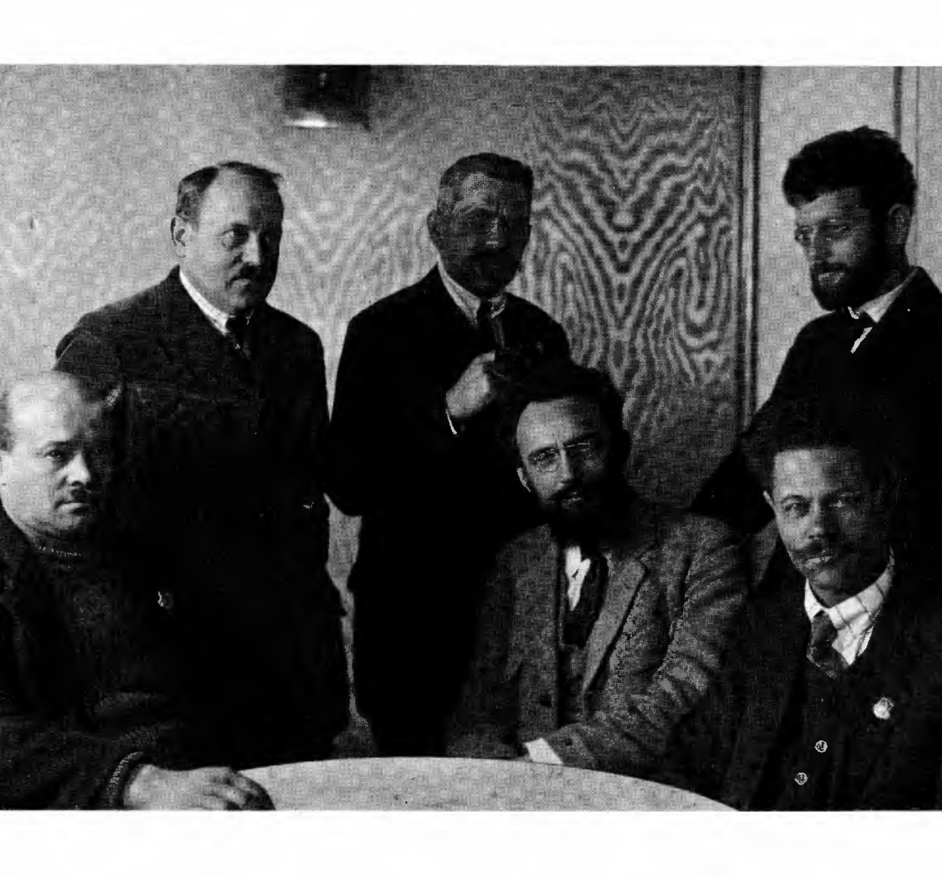
Quand je rentrerai nous arrangerons notre vie de façon à avoir plus de temps à nous. Je sens que mon travail est mauvais quand il n'est plus alimenté par ton cœur.

Demain dès que j'aurai des nouvelles plus précises encore, je t'écrirai pour te fixer exactement la date de mon départ.

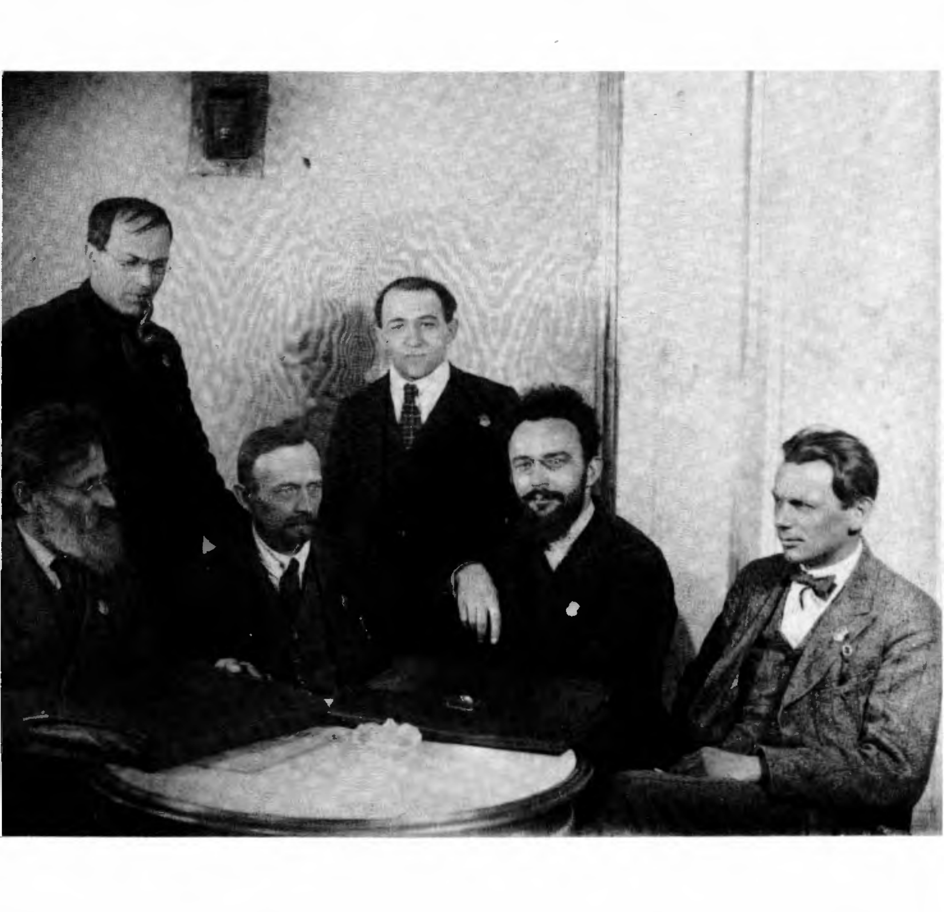
Embrasse bien fort le petit Zou, embrasse aussi maman que tu verras à la foire sans doute et reçois, chère petite, un grand, grand baiser.»

A cette lettre qui posait le problème souvent tragique de la vie personnelle et conjugale d'un militant révolutionnaire, si différente de la vie tranquille d'un pasteur de campagne, Jenny me répondit le 21 mai:

«Ta lettre de jeudi arrivée ce matin m'a fait un plaisir immense. Non parce qu'elle me disait de rester au pays — ceci fut plutôt une déception — mais parce qu'elle exprime des sentiments qui m'ont



1921 — IIIe CONGRÈS MONDIAL
UNE PARTIE DE LA DÉLÉGATION SUISSE
De gauche à droite, debout: Franz Welti, président du Parti communiste suisse de 1921 à 1929, Wildberger (Schaffhouse), Edgar Woog
Assis: un délégué zurichois, Jules Humbert-Droz et Mandel (Zurich)



1921 — IIIe CONGRÈS MONDIAL — LE SECRÉTARIAT DU COMINTERN

De gauche à droite, debout: Minkine, Rakosi
Assis: Kohn, président de la Commission de contrôle, Kuusinen, Humbert-Droz, Eberlein (Allemand), membre de la Commission de contrôle

révélé mon mari tel que je l'aime. Tout ce que tu me dis de tes craintes que notre intimité ne se relâche, je l'ai éprouvé moi-même tous ces derniers temps, n'osant t'en parler quand je te voyais toujours si absorbé et si affairé. Tout en m'intéressant de plus en plus à ton travail et à ta vie politique, je maudissais au fond de moi-même cette vie qui nous oblige l'un et l'autre à travailler d'arrache-pied dès le matin et jusque tard dans la nuit, sans un instant de répit. Sans une minute pour nous communiquer nos impressions, nos pensées, ce qui eût été si bon, si réconfortant au milieu du tourbillon qu'est notre existence. Je suis heureuse aujourd'hui, non pas de ce que tu en aies souffert comme moi, mais parce que je sais maintenant que cela ne te suffit pas et qu'il te faut comme à moi non pas seulement une collaboration dans le travail, mais encore et surtout une communion de pensées, une vie intime plus intense. Je craignais parfois que tu n'éprouves plus ce désir de te confier et d'aimer en oubliant pour quelques instants la tourmente extérieure. Et je me rends compte qu'il te le faut autant qu'à moi. La vie, les occupations, si intéressantes soient-elles, ne sont rien s'il faut y laisser une partie de nos affections. Pour ma part, tu peux être sûr, cher petit mari, que je t'aime comme autrefois, mieux encore et que ces derniers mois m'ont été très douloureux, par cela même que notre communion de pensée n'était plus si profonde. Ne pouvant te serrer et t'aimer comme je l'aurais voulu, parce que je m'imaginais que tu n'y tenais pas, et comme il me fallait de l'affection quand même, j'ai mis toutes mes tendresses extérieures pour Zouzou. Il est vrai que j'adore cette enfant, mais c'est parce que je te retrouve en elle. Et pourtant cela ne me suffisait pas. Il y avait des moments où j'éprouvais un terrible vide et j'avais peur. Aujourd'hui tout cela s'est dissipé. Ta lettre m'a enlevé un gros souci. J'aurais dansé tout le matin tant j'étais heureuse. Il est vrai que si je t'avais accompagné, nous aurions eu le temps de nous retremper l'un dans l'autre et de nous retrouver comme autrefois, et comme toujours puisque tu n'as pas changé. Je regrette que tu n'aies pas insisté un tout petit peu plus pour que je parte parce que je sais que la moindre pression de ta part m'aurait décidée. En tout cas il faudra à l'avenir éviter cet écueil et si je puis aller te chercher à Berlin au retour ce me serait un plaisir immense. (...) »

Le 24 mai, voguant en mer Baltique, je donnais de mes nouvelles:

« Depuis trois jours nous naviguons. Reval est en vue. On nous dit que nous ne nous y arrêterons que quelques heures et que ce soir déjà nous partirons pour Petrograd.

La traversée a été bonne. Tempête le deuxième jour, mais comme l'année dernière j'ai tenu bon. Sur le bateau nous sommes une vingtaine de délégués. Brunner, Hubacher, Wirth de Zurich, Boris Souvarine, une dizaine d'Allemands, etc. Tout est en ordre. Mon passeport a été visé pour la Russie par le président de police de Stettin.

Ma santé est très bonne. J'ai été heureux d'avoir une camisole cette année, car la bise est très forte. Ce matin nous avons abordé à Helsingfors où nous avons laissé toute une colonie de contre-révolutionnaires.

Je t'envoie un dernier gros baiser du monde capitaliste. Tu sais que là-bas nous n'avons plus rien à craindre et le retour se fera tout à fait légalement. Je compte que tu m'écriras. J'ai reçu le soir avant mon départ ton premier billet qui m'a fait grand plaisir. J'aurais tant aimé que tu viennes. Mais je rentrerai le plus vite possible. J'espère que le congrès commencera avant le 15 juin.»

Puis ce fut l'arrivée à Moscou et mes premières impressions de cette reprise de contact avec la Révolution russe, le 29 mai.

«Je suis arrivé à Moscou ce matin après un voyage fatigant. Ma première journée a été bien remplie. J'ai retrouvé ici Rosa Grimm et Schaffner qui sont arrivés huit jours avant moi. Nous avons tout de suite formé une fraction suisse du congrès et dès demain nous allons commencer le turbin sérieux.

Avec les autres camarades nous sommes allés voir une ferme modèle à quelques kilomètres de Moscou et ce soir nous sommes allés au concert. Un splendide concert de deux heures et demie avec les premiers chanteurs de Russie. J'ai pensé à toi tout le long. J'aurais tant aimé que tu sois ici.

Les impressions de Russie sont meilleures que l'an dernier. Mais la Révolution passe par une crise profonde. Les nouveaux décrets sur le commerce libre inaugurent une nouvelle politique qui est certainement un recul. Recul nécessaire parce que la révolution occidentale tarde, mais recul qui peut avoir de graves conséquences.

La première prise de contact avec les délégués des autres pays me montre que le congrès sera excessivement important. La Troisième Internationale aussi traverse une crise. Le cas Serrati et le cas Levi n'en sont que des manifestations nationales. Nous aurons un gros travail à accomplir et nous nous y préparerons. Je pense visiter peu de choses pour me concentrer surtout dans la préparation du congrès. Je suis président du groupe suisse et j'aurai passablement à faire.

Je te quitte pour aujourd'hui. Je n'ai pas voulu laisser passer cette première journée sans babiller un peu avec toi avant de me coucher.»

Deux semaines plus tard, j'écrivais le 12 juin:

«Je t'ai lancé un télégramme lundi dernier pour te dire de venir me rejoindre ici, mais je ne sais si mon télégramme est parti et s'il t'arrivera. Jusqu'à ce que tu viennes, je continuerai donc à t'écrire.

J'ai reçu cette semaine deux lettres de toi, l'une arrivée à Berlin, après mon départ et l'autre arrivée déjà ici, où tu réponds à ma lettre

de Berlin. Tu ne saurais penser combien ces lettres m'ont fait plaisir. L'année dernière j'étais resté sans nouvelles de toi si longtemps! Je compte les jours depuis que je t'ai télégraphié et je me demande où tu es, ce que tu fais, si tu es à Berlin, en route pour venir me retrouver, ou en Suisse dans l'attente de mon retour.

Ici les choses vont lentement. Le congrès n'a pas encore commencé et les délégués continuent à arriver en masse. On en attend cent vers le 15 juin et l'on espère commencer le congrès le 16 ou le 18. Il ne sera sans doute pas terminé avant le 1er juillet. Et je me demande si je serai de retour avant la fin de juillet. C'est la raison pour laquelle je t'ai télégraphié de venir. Je pense sans cesse à vous, au petit Zou et à toi. Pendant les longues heures d'ennui que nous passons ici à attendre, je suis avec vous par la pensée et par le cœur. J'ai rêvé la nuit dernière que nous allions bientôt être officiellement fiancés!!! et j'étais si heureux parce que j'aurais l'occasion d'aller te voir librement et de t'embrasser!!! En me réveillant j'étais tout étonné d'être déjà ton mari. Tu vois que mon cœur ne change pas et que c'est avec toi que je recommence en songe ma vie amoureuse. »

Une grande partie des délégués étaient logés à l'Hôtel Lux, sur la Tverskaia. Je partageais ma chambre avec Friesland, secrétaire du Parti communiste allemand (en réalité Ernst Reuter, professeur, qui fut plus tard, après la deuxième guerre mondiale, bourgmestre de Berlin et que je rencontrai au congrès du Parti social-démocrate allemand, à Dortmund, alors que nous avions fait tous deux le même chemin de retour au Parti socialiste). Friesland était fortement absorbé par les débats du Parti communiste allemand sur l'action de mars. La « droite » du parti (Paul Levi et Clara Zetkin) condamnait ce soulèvement et la théorie de l'offensive qui avait engagé le Parti allemand dans cette aventure. Avant l'ouverture du congrès, les conciliabules allaient bon train entre la délégation allemande et les chefs du Parti communiste russe, Lénine et Trotsky en particulier, qui condamnaient aussi l'action de mars.

Malgré les nombreuses séances préparatoires, Lénine prit le temps de m'accorder une longue entrevue dont j'ai gardé un cuisant souvenir. Il m'interrogea sur la création du Parti communiste suisse, sur les camarades qui nous avaient suivis et ceux qui nous avaient lâchés. Puis il me demanda quelle était la situation en Suisse romande. Je lui dis que nous avions une section de 120 membres à La Chaux-de-Fonds... « Pourquoi le Parti communiste n'a-t-il recueilli que 80 voix aux élections communales? » Cette interruption faite d'un petit air moqueur me ramena les deux pieds sur terre. Je lui dis nos désillusions, le fait que la moitié des partisans de la Troisième

Internationale étaient restés dans le Parti socialiste. La crainte des ouvriers horlogers, en grande partie chômeurs, de perdre la majorité socialiste à La Chaux-de-Fonds où la commune tenait tête aux partis bourgeois coalisés. Je soulignai l'influence de la contre-offensive réactionnaire, favorisée par la scission des organisations ouvrières.

Puis Lénine me parla du *Phare* et de l'article que j'avais publié dans le numéro d'avril/mai sur l'action de mars et la théorie de l'offensive. Il paraissait très satisfait de ma prise de position.

Ce n'est qu'au cours du congrès, lors des discussions contre l'action de mars et contre la théorie de l'offensive que je compris le sens de cette longue entrevue avec Lénine. Je passais mon examen d'admission au secrétariat de l'Internationale communiste!

L'article du *Phare* qui avait retenu l'attention de Lénine, écrit avant mon départ pour Moscou, contenait sur les perspectives du Troisième congrès des considérations semblables à celles du Parti communiste russe.

En voici les extraits les plus caractéristiques:

«(...) Si les faits économiques rendent la révolution nécessaire, s'ils créent une situation révolutionnaire, il ne faut pas oublier que la révolution sociale n'est pas quelque chose de mécanique, de fatal qui se développe en dehors et au-dessus des hommes. Pour que la révolution détruise le monde en faillite, pour qu'elle crée un monde nouveau, il faut non seulement qu'elle soit dans les faits économiques, qu'elle soit une nécessité historique, il faut encore qu'une classe révolutionnaire en soit le moteur. Il faut qu'il y ait dans la classe ouvrière la volonté, l'effort, l'énergie, l'idéal révolutionnaires, il faut que les esclaves sentent leur servitude et veuillent briser leurs chaînes.

Certains théoriciens en socialisme ont représenté la révolution sociale comme une chose que le régime capitaliste engendre fatalement, qui mécaniquement et indépendamment des hommes se développe dans l'évolution économique de l'humanité. Cette conception fataliste de la révolution ne fut jamais celle de Marx, elle n'est pas celle des communistes qui font appel à l'énergie et à la volonté des masses opprimées et qui les entraînent à l'action révolutionnaire.

Il ne suffit donc pas d'étudier le premier facteur de la révolution, la situation économique et politique internationale du monde bourgeois, il faut encore considérer le deuxième facteur non moins important: la classe ouvrière et sa préparation idéologique et matérielle pour la révolution.

Nous l'avons déjà dit: dans le courant de l'année dernière, l'élite révolutionnaire du prolétariat s'est organisée et a grandi ses effectifs dans tous les pays. Elle gagne de jour en jour, grâce à la situation

économique, plus d'influence sur la classe ouvrière. Mais il faut bien se pénétrer de deux vérités:

1. — C'est que les partis communistes sont encore insuffisamment organisés. Le travail de scission et de réorganisation des cadres n'a pas permis de développer suffisamment la propagande au sein des syndicats, de l'armée et dans la classe paysanne. Les cellules syndicales sont faibles encore. Il s'est développé d'autre part une aile droite dans le mouvement communiste: le cas de Serrati, celui de Levi ne sont pas des cas isolés et personnels; ils sont la manifestation évidente d'une tendance opportuniste qui affaiblit intérieurement le mouvement communiste. L'attitude de Serrati, celle de Levi ont provoqué une crise interne intense en Italie, appréciable en Allemagne; elles ont révélé dans d'autres pays, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Suisse, l'Angleterre, un état identique de crise plus ou moins développée, la formation d'une aile droite dans l'Internationale communiste.

2. — Il ne faut pas oublier non plus que le parti communiste, même fortement organisé et discipliné ne peut pas *faire* la révolution. Il peut et doit être le guide et l'entraîneur des masses, le moteur et l'âme de la révolution, il ne peut, par ses propres forces et avec ses effectifs seulement, passer à l'offensive révolutionnaire. La révolution ne peut être faite que par *les masses ouvrières*. Le rôle historique du parti communiste, c'est de garder un contact étroit avec les masses prolétariennes et de les conduire à l'assaut de la citadelle capitaliste, de les organiser, de les entraîner pour la révolution.

Les masses ouvrières sont-elles sous l'influence communiste? Sont-elles pénétrées d'esprit révolutionnaire? Nous ne devons pas nous faire d'illusions; il faut voir la réalité telle qu'elle est. Le mouvement communiste gagne de jour en jour du terrain, mais dans presque tous les pays occidentaux les masses ouvrières sont encore sous l'influence des chefs réformistes d'Amsterdam, de Londres ou de Vienne.[1] L'opposition syndicale grandit, mais ils sont encore rares les syndicats nettement révolutionnaires. Les organes syndicaux sont encore dans leur grande majorité aux mains des opportunistes qui, depuis que les communistes menacent leur quiétude, luttent avec infiniment plus de violence et d'énergie contre le communisme que contre le capitalisme. Pour eux, c'est la lutte pour la vie, pour l'assiette au beurre syndicale.

Les opportunistes, qu'ils soient de Londres, d'Amsterdam ou de Vienne, ont été profondément blessés dans leur amour-propre par les vingt et une conditions qui les ont démasqués et par la Troisième Internationale qui les a rejetés comme «indésirables», alors qu'ils entendaient traiter avec elle d'égal à égal. Leur rage contre la révolution russe et le communisme n'a plus de bornes. La presse social-démocrate est actuellement plus hostile à la révolution russe et au communisme que la presse bourgeoise elle-même. C'est une haine

[1] Amsterdam: Internationale syndicale. Londres : Deuxième Internationale et Vienne: Internationale deux et demie.

aveugle, un fanatisme que les chefs développent dans les masses profondes du prolétariat qui, l'an dernier, avaient encore certaines sympathies pour la révolution russe. Nous devons tenir compte de cette psychose momentanée des masses ouvrières qui sont plus préparées à faire le coup de feu contre les communistes que contre la bourgeoisie.

Assurément, cet état d'esprit ne durera pas et le réveil sera douloureux pour les chefs contre-révolutionnaires. Dans la crise actuelle, devant l'offensive patronale contre les salaires et les huit heures, les masses ne se contenteront pas de quelques insultes ou de quelques boutades contre la révolution russe et les communistes. Elles seront poussées à la lutte par la bourgeoisie elle-même et expérimenteront alors la trahison des chefs réformistes, comme la Triple Alliance anglaise vient de le faire.

Mais en attendant que notre propagande et le développement de la crise fassent tomber cette hostilité des masses ouvrières à la révolution, il faut que les communistes en tiennent compte en discutant de leur tactique.

Il y a un certain danger à l'heure actuelle, où la situation économique est de plus en plus révolutionnaire et où partout l'élite révolutionnaire est organisée en parti communiste, de remplacer l'action des masses par des coups de force de minorités, par des actes terroristes de quelques-uns. Ce serait s'écarter de la voie communiste marxiste. Toute tentative de faire la révolution *sans* les masses ou *contre* les masses serait une erreur profonde qui mènerait à l'échec et qui, loin d'entraîner les masses à la révolution, les dresserait contre la révolution.

Questions de tactique

Est-ce à dire que l'Internationale communiste doive se borner à développer sa propagande et ses organisations et à rester sur la défensive? Non! On ne conquiert les masses que par l'action, on n'organise et on n'éduque un parti révolutionnaire que par l'action. Il faut seulement que cette action attire les masses et les entraîne, qu'elle ne soit pas faite sans elles, c'est-à-dire contre elles.

On discute dans l'Internationale de la tactique: offensive ou défensive? Nous pensons que l'Internationale communiste ne peut rester sur la défensive. Elle doit admettre la tactique offensive, aussi bien de l'intérieur par l'assaut des masses révolutionnaires contre le régime bourgeois, que de l'extérieur par l'intervention de l'armée rouge révolutionnaire pour soutenir l'offensive intérieure et frapper dans le dos la bourgeoisie. Mais il faut que les conditions de cette double offensive soient mûres, il faut que les masses soient pénétrées d'esprit et de volonté révolutionnaires, sinon l'offensive intérieure se heurterait à la passivité et à l'hostilité des masses ouvrières elles-mêmes et l'offensive extérieure, au lieu de provoquer l'enthousiasme révolutionnaire à l'approche de l'armée rouge, ne susciterait qu'une vague de nationalisme guerrier dans le prolétariat lui-même. En un mot, la tactique offensive ne peut être pratiquée que lorsque les

masses ouvrières y sont psychologiquement et économiquement préparées. La préparation de l'élite communiste est insuffisante, il faut que le contact de l'élite avec la masse soit étroit et vivant. Dans la situation actuelle, quelle forme de lutte nous permettra le mieux d'entraîner les masses et de les détacher de leurs chefs opportunistes?

L'offensive patronale qui se généralise prend de plus en plus la forme du lock-out et le chômage grandissant rend un mouvement de grève générale difficile et presque impossible.

La tactique qui paraît actuellement la plus adéquate et la mieux comprise par la classe ouvrière est l'occupation des usines par les « lock-outés », par les chômeurs. Elle a pour avantage d'entraîner tous les travailleurs d'une entreprise. Certes nous savons que l'occupation, qui depuis l'expérience italienne fut spontanément appliquée par le prolétariat dans certaines fabriques de Belgique, du Luxembourg, d'Allemagne, d'Angleterre, etc., n'est rien en soi qu'un début qui peut développer la lutte et entraîner la masse ouvrière à une action de plus grande envergure contre le monde capitaliste. L'Internationale communiste examinera certainement cette forme de lutte.

Enfin le congrès jugera également la tactique du Parti communiste russe dans l'état actuel de la Révolution. Le parti bolchevique est une section de l'Internationale communiste et doit, comme tout autre, se soumettre aux directives de l'Internationale. En discutant de sa tactique révolutionnaire, la Troisième Internationale n'a pas seulement à étudier la situation des Etats capitalistes, elle doit encore étudier la tactique des pays où la révolution a triomphé et où elle bâtit la cité nouvelle. Tactique de reconstruction du régime à côté de la tactique de destruction du régime bourgeois.

Les concessions économiques faites au capitalisme seront sans doute sérieusement discutées au congrès.

De toute manière, ce congrès apparaît d'une extrême importance pour la vie de l'Internationale communiste et le développement de la révolution sociale. »

Mais l'ouverture du congrès tardait. Le 19 juin encore j'écrivais à Jenny de Moscou:

«Depuis trois semaines déjà à Moscou et le congrès n'est pas encore commencé! Chaque jour une dizaine ou une vingtaine de délégués arrivent ici. Il y en a bientôt un millier. Cependant les travaux préparatoires du congrès avancent grand train: séances du Comité exécutif chaque jour, séances de commissions diverses, préparation des thèses. Nous avons peu de temps pour faire autre chose que ces préparations techniques et théoriques du congrès.

Pendant plusieurs jours j'ai vécu dans la grande espérance que tu viendrais ici me retrouver. Je comptais les jours et le matin, quand les bandes de délégués arrivaient à l'hôtel, je cherchais si je ne te trouvais pas parmi eux. J'ai reçu ton télégramme qui a mis deux jours pour venir et qui a été une grosse déception. (...)

Tu me dis que tu espères me retrouver à Berlin. Je te télégraphierai de Reval au moment de mon retour. Tu feras immédiatement le nécessaire pour venir, mais *seulement légalement* et tu me télégraphieras chez *Lukas*. Tu sais l'adresse. C'est là aussi que nous nous retrouverons. Télégraphie-moi chez Lukas si tu ne peux pas venir, ou le jour de ton arrivée.

Je ne sais encore quand nous rentrerons. Le congrès commencera peut-être à la fin de la semaine et durera bien quinze jours, ce qui fait que je ne serai pas de retour avant le milieu de juillet à Berlin et cela encore à condition que je puisse repartir immédiatement après le congrès, ce qui n'est pas certain. Zinoviev voudrait me garder ici pour travailler à l'Exécutif, mais en tout cas je rentrerai en Suisse avant d'accepter et pour, éventuellement, vous emmener Zou et toi avec moi ici. Je n'y tiens nullement et la délégation suisse s'oppose énergiquement à ce qu'on m'enlève à mon travail en Suisse. Il est probable que je réussirai à conserver mon activité en Suisse. Ici nous voyons les Horowitz, les Bicken, Guilbeaux. J'ai retrouvé Biroukoff et j'irai le voir un de ces prochains jours.

Mais je me réjouis de te retrouver comme l'année dernière. Tout me paraît vide sans toi. Mon cœur te cherche sans cesse et reste comme un enfant perdu au milieu de tout ce qui l'entoure. Je cherche à liquider le plus d'affaires possible avant le congrès pour pouvoir repartir aussi le plus tôt possible. (...)»

Et le 4 juillet, toujours de Moscou:

«Encore quelques lignes qui ne te parviendront, j'espère, pas avant mon retour. Le congrès se prolonge indéfiniment et nous n'en voyons pas la fin. Cependant j'ai fixé mon départ au mardi 12 juillet. Je serai probablement à Reval le 16 ou le 17, et de là je te télégraphierai. Mais il peut encore y avoir des causes de retard et mon départ le 12 est plus un espoir qu'une réalité. Cependant je ferai tout pour y parvenir. Nous lisons chaque jour le *Journal de Genève* et la *Gazette*. Il se fait une campagne de fausses nouvelles sur la Russie qui n'ont aucune espèce de base dans la réalité. Trotsky, loin d'être malade ou en disgrâce, est au congrès chaque jour et y intervient souvent. Il est en meilleure santé que l'année dernière et en complet accord avec Lénine. Aucune révolte non plus. Tranquillise-toi donc.

J'ai reçu lundi dernier ta lettre du 13 juin avec des photos de Zou. Je regrette que tu ne sois pas venue; tu aurais pu rester ici en tout cas quinze jours et tu serais arrivée encore à temps pour l'ouverture du congrès.»

Enfin, la dernière lettre de Moscou, datée du 12 juillet:

«Depuis plus de quinze jours je suis sans nouvelles de toi. Tes lettres si réconfortantes qui venaient régulièrement ont cessé.

Aujourd'hui je comptais partir avec Rosa Grimm, Schaffner et un autre Suisse, mais, au dernier moment, il y a des difficultés de

visa et je dois attendre encore avec une impatience grandie par le dépit de ne pouvoir partir pour te serrer bientôt dans mes bras.

Il y a des choses très graves à discuter. On veut absolument que je reste ici pour le secrétariat de l'Internationale. J'aurais voulu discuter cela avec toi. En tout cas j'espère que tu auras des nouvelles de moi avant que tu reçoives cette lettre. Si je te télégraphie de venir ici, viens *de suite*, sans Zou (...)

Excuse la brièveté de ces lignes; c'est quelques minutes avant le départ des autres membres, au moment où je dois perdre tout espoir de les accompagner. »

Les problèmes du congrès

Si le congrès tardait à s'ouvrir, c'est que le mouvement communiste était placé devant un changement complet de la situation internationale qui exigeait aussi une modification profonde de sa tactique.

En 1920, lors du Deuxième congrès, la vague révolutionnaire qui avait déferlé sur l'Europe, de 1917 à 1919, était encore puissante et permettait de prévoir une extension de la révolution socialiste en Pologne, en Allemagne, dans les Balkans et en Italie. Les communistes, face à cette situation, devaient créer des partis indépendants pour entraîner les masses en mouvement. Cette tâche avait été accomplie alors que le mouvement révolutionnaire était déjà en régression. La scission du mouvement ouvrier l'avait paralysé dans une large mesure. La bourgeoisie, d'abord inquiète, reprenait confiance et passait à la contre-offensive, attaquant un prolétariat divisé, souvent découragé et absorbé par ses luttes internes.

L'Union soviétique avait vaincu la contre-révolution, mais se trouvait sans soutien réel de l'Occident, devant un pays dévasté par la guerre et la contre-révolution, une paysannerie mécontente, hostile aux réquisitions faites pour ravitailler les villes, avec des récoltes déficitaires encore réduites par la sécheresse. Diverses régions de ce vaste pays étaient menacées de famine.

Face à la stagnation du mouvement révolutionnaire, à son recul, un groupe de communistes avait tenté, en Allemagne, de réveiller les masses en lançant une « offensive révolutionnaire », l'insurrection de mars dans la Ruhr. Selon eux, elle devait galvaniser les masses et embraser à nouveau l'Allemagne. Cette insurrection avait été écrasée. Le prolétariat allemand n'avait pas été réveillé, l'avant-garde communiste était battue et démoralisée.

Le Troisième congrès mondial devait tirer les enseignements de

cette défaite et tracer la voie aux jeunes partis communistes, face à la situation nouvelle caractérisée par l'offensive capitaliste contre les conquêtes ouvrières de l'après-guerre.

Avant le congrès, ces problèmes furent discutés dans des séances de l'Exécutif. Je me souviens de la séance où Trotsky, puis Lénine, prirent nettement position contre l'action de mars et la théorie de l'offensive. J'étais assis à côté de Souvarine que j'avais rencontré pour la première fois sur le bateau, à Stettin. Après la correspondance que nous avions échangée depuis deux ans, je fus déçu de cette rencontre. Hautain, caustique, convaincu de la supériorité de sa petite personne, il me fut, dès l'abord, peu sympathique. A Petrograd, il avait pris contact avec Victor Serge qui travaillait au bureau de l'Internationale communiste à la traduction française d'œuvres de Lénine et de documents de propagande. Cet ancien anarchiste qui s'appelait en réalité Kilbatchich, était très critique et négatif à l'égard du pouvoir soviétique et démoralisait les Français avec lesquels il entrait en contact. Après quatre ans de guerres civiles, la Russie soviétique était loin d'être un paradis et l'esprit ronchonneur des Français avait de multiples raisons de s'exprimer. La nourriture était exécrable, dans les lits grouillaient les punaises, bref la critique allait bon train. Souvarine, après avoir vu Victor Serge, me dit avec sa hargne habituelle: « Nous aurons des comptes à exiger de nos amis russes. Ils ont emprisonné les anarchistes! »

Nous étions donc assis l'un à côté de l'autre à la séance de l'Exécutif, préparatoire du congrès. Trotsky avait fait un exposé clair, avec l'éloquence qui caractérisait toutes ses interventions. Lénine entra dans la salle à la fin du discours de Trotsky. C'est à peine s'il avait entendu ses dernières phrases qu'il prit aussitôt la parole: « Je suis complètement d'accord avec ce que vient de dire Trotsky... » Souvarine se tourna vers moi, désabusé et hautain: « C'est ça Lénine! »

Eh oui! C'était Lénine! Et c'était ça Souvarine!

L'intervention de Trotsky avait été discutée et décidée au Bureau politique du parti russe. Lénine savait parfaitement ce que Trotsky avait dit. Souvarine ne paraissait pas connaître encore le fonctionnement de la direction d'un parti communiste. Lénine ajouta: « Quand quelqu'un dit et fait des bêtises, on est sûr que c'est Bela Kun! »

C'étaient en effet les Hongrois, Bela Kun et Pogany avec Radek qui avaient en Allemagne préparé l'action de mars et inventé la théorie de l'offensive, reprise du reste de Blanqui et que, de nos jours encore propagent Mao Tse Toung et les adeptes de Che Guevara.

Cependant, les représentants du Parti communiste allemand, appuyés par les Italiens ultra-gauchistes et les Hongrois, défendaient leur action d'autant plus vigoureusement qu'elle avait été critiquée en Allemagne par Paul Levi et Clara Zetkin. Paul Levi qui avait publié une brochure contre cette expérience catastrophique avait même été exclu du parti et l'Internationale lui donnait politiquement raison! La direction du Parti communiste allemand se sentait menacée. Radek, ayant eu une part de responsabilité dans cette aventure avait été chargé par le Parti russe de présenter les thèses contraires à l'action de mars. Les délégations allemande, autrichienne et italienne proposèrent une série de modifications aux thèses de Radek et Terracini assuma la tâche de défendre ces amendements. Les thèses étant dirigées contre les tendances gauchistes, Terracini déclara:

«Nous sommes d'avis que la lutte ne doit pas être dirigée en premier lieu contre les tendances radicales, mais davantage contre la droite...» «Les thèses du camarade Radek contiennent l'idée que l'on doit gagner la majorité du prolétariat au communisme.» ... «Nous pensons qu'il ne faut pas attendre que la plus grande partie du prolétariat soit organisée et gagnée aux principes du communisme pour engager l'action révolutionnaire... Nous pensons que la classe ouvrière ne sera gagnée au parti que par l'action révolutionnaire... Je pense qu'un parti communiste ne sera toujours composé que des ouvriers les plus actifs avant d'engager la lutte, et plus encore jusqu'à ce qu'il l'ait à peu près gagnée...»

Terracini rejetait donc le principe selon lequel la lutte pour le pouvoir ne peut être engagée qu'après avoir conquis la majorité du prolétariat: «Nous avons ici un principe démocratique qu'on veut appliquer au parti communiste, déclara-t-il, il n'est juste que pour les réformistes et pas pour les thèses proposées par la Troisième Internationale.» Parlant de l'action de mars, Terracini la défendit en affirmant: «D'autre part, l'action de mars en Allemagne fut très utile au Parti communiste allemand. Elle a contribué à arracher le masque à de nombreux opportunistes.» Il défendit aussi la théorie de l'offensive: «Nous ne devons pas la rejeter, mais comprendre son sens...» ... «En formulant la théorie de l'offensive, on veut caractériser le passage de la période de passivité à la période de l'action.» [1]

Lénine prit aussitôt la parole pour combattre Terracini:

---

[1] Citations extraites et traduites du *Protokoll des III. Kongresses der Kommunistischen Internationale (Moskau, 22. Juni bis 12. Juli 1921)*, pages 498 à 508.

«... Si le congrès n'engage pas une offensive résolue contre de telles fautes, contre ces stupidités gauchistes, le mouvement ira à sa ruine.» ... «Ce n'est pas un secret que nos thèses sont un compromis. Quand Terracini vient maintenant affirmer que nous devons continuer la lutte contre les centristes et démontre comment on doit poursuivre cette lutte, je dis que ces propositions de modification visent à donner une orientation, orientation que nous combattrons résolument et brutalement, sinon il n'y a plus ni communisme, ni Internationale communiste... Les principes du communisme sont la dictature du prolétariat et l'utilisation du pouvoir de l'Etat pendant la période transitoire; c'est notre principe, ce n'est pas notre but... En Europe, où presque tous les prolétaires sont organisés, celui qui ne comprend pas que nous devons conquérir la majorité de la classe ouvrière n'apprendra jamais rien si, trois ans après la grande révolution, il ne l'a pas encore appris... En Russie, nous étions un petit parti, mais nous avions la majorité des conseils ouvriers et paysans dans tout le pays. Où l'avez-vous? Nous avions au moins la moitié de l'armée, forte alors de dix millions d'hommes. Avez-vous la majorité de l'armée? Indiquez-moi un tel pays? Si les idées du camarade Terracini sont admises par trois délégations, c'est que l'Internationale est malade. Alors nous devons dire: Halte! Lutte résolue! Sinon l'Internationale communiste est perdue!... Si je déclare maintenant qu'il ne faut pas changer politiquement un seul iota de la résolution, c'est que je vois que les modifications ont un caractère politique très net, parce qu'elles s'engagent dans une voie dangereuse et nuisible à l'Internationale... Nous n'avons pas seulement condamné la droite, nous l'avons chassée; mais si on fait un sport de la lutte contre la droite, comme le fait Terracini, nous devons dire: Point final! Sinon le danger est extrêmement grand.»

Puis Lénine parla de l'expérience du Parti bolchevique qui a préparé la révolution de longue date pendant la guerre impérialiste et conquis la majorité des paysans en quelques semaines:

«Montrez-moi un pays en Europe occidentale qui a conquis la majorité des paysans en quelques semaines!... Le premier degré de notre mouvement était de créer un parti vraiment communiste, pour savoir avec qui nous parlons et en qui nous pouvions avoir pleine confiance..., mais la formation de partis vraiment communistes, la rupture avec les mencheviks, n'est que la première tâche... Le deuxième degré, après avoir formé le parti, doit être d'apprendre comment préparer la révolution. Dans beaucoup de pays nous n'avons pas même encore commencé à apprendre comment on conquiert la direction.

Nous avons vaincu en Russie parce que nous avions non seulement la majorité de la classe ouvrière lors des élections de 1917, mais aussi une écrasante majorité contre les mencheviks dans la classe ouvrière et encore peu après la prise du pouvoir, la moitié de l'armée et quelques

semaines plus tard les neuf dixièmes de la paysannerie grâce au fait que nous n'avons pas appliqué notre propre programme, mais que nous avons adopté et réalisé le programme agraire des socialistes révolutionnaires.

Nous avons vaincu parce que nous avons repris le programme des socialistes révolutionnaires... Mais, bien que nous ayons conquis rapidement la majorité, nos difficultés après la victoire ont été particulièrement grandes.»

Puis Lénine définit ce que signifie le terme «les masses»:

«Après avoir préparé la révolution, le terme «la masse» change de signification; la masse, ce n'est plus seulement la majorité des ouvriers, mais la majorité de tous les exploités. Si on ne le comprend pas ainsi, on n'est pas un révolutionnaire, on ne comprend pas ce que le mot «masse» signifie. Il est possible qu'un petit parti, peut-être le parti anglais ou le parti américain — en commençant un mouvement au bon moment, s'il a bien observé le développement et connaît la vie et les habitudes des masses sans parti, s'il intervient dans un tel moment avec ses mots d'ordre — il est possible que des millions d'ouvriers le suivent. Ça c'est la masse! Je ne conteste pas absolument que la révolution puisse commencer et vaincre avec un très petit parti. Mais il faut savoir entraîner les masses. Il faut avoir préparé sérieusement la révolution. Sans préparation sérieuse de la révolution vous ne pourrez vaincre dans aucun pays. Un tout petit parti peut suffire à diriger les masses. Dans certaines circonstances on n'a pas besoin d'une grande organisation. Pour vaincre, on a besoin de la sympathie des masses. On n'a pas toujours besoin de la majorité absolue. Mais, pour vaincre et pour conserver le pouvoir, on a besoin non seulement de la majorité de la classe ouvrière, mais aussi de la majorité des travailleurs exploités de la campagne. Y avez-vous pensé? Trouve-t-on trace d'une telle pensée dans le discours de Terracini?» [1]

Ayant constaté le recul du mouvement révolutionnaire, la contre-offensive du capital et critiqué l'action de mars et la théorie de l'offensive de petites minorités révolutionnaires, le Troisième congrès opéra un tournant important dans la tactique de l'Internationale communiste: les partis communistes devaient apprendre à préparer la révolution en se liant aux masses ouvrières.

Pour l'Internationale communiste, une première période du mouvement révolutionnaire était révolue; maintenant s'imposait à elle un changement de programme et de tactique. Les thèses sur la situation mondiale, adoptées le 4 juillet 1921, affirmaient entre autres:

[1] Citations extraites et traduites du *Protokoll des III. Kongresses der Kommunistischen Internationale (Moskau, 22. Juni bis 12. Juli 1921)*, pages 509 à 518.

«La première période du mouvement révolutionnaire, après la guerre, est caractérisée par la violence élémentaire, par l'imprécision très significative des buts et des méthodes et par l'extrême panique qui s'empara des masses dirigeantes; elle paraît être terminée dans une large mesure. Le sentiment de sa puissance de classe qu'a la bourgeoisie et la solidité extérieure de ses organes d'Etat se sont indubitablement renforcés. La peur du communisme s'est affaiblie si elle n'a pas complètement disparu. Les dirigeants de la bourgeoisie vantent la puissance de leur mécanisme d'État et passent même dans tous les pays à l'offensive contre les masses ouvrières, tant sur le front économique que sur le front politique.

En raison de cette situation, l'Internationale communiste se pose à elle-même et pose à la classe ouvrière les questions suivantes: dans quelle mesure les nouveaux rapports réciproques de la bourgeoisie et du prolétariat correspondent-ils réellement aux rapports plus profonds de leurs forces respectives? La bourgeoisie est-elle vraiment à présent davantage en mesure de rétablir l'équilibre social détruit par la guerre? Y a-t-il des raisons de supposer qu'après une époque d'ébranlements politiques et de luttes de classes vient une nouvelle époque prolongée de rétablissement et d'agrandissement du capitalisme? Ne s'ensuit-il pas la nécessité de reviser le programme ou la tactique de l'Internationale communiste?» [1]

L'Internationale ne considérait pas que le capitalisme se fût stabilisé ; sa contre-offensive réduisait les conquêtes ouvrières d'après-guerre. Les antagonismes de classes allaient donc s'accentuer. La période des luttes révolutionnaires pour le pouvoir était dépassée. Quelle serait dès lors la tâche essentielle des partis communistes? Les thèses sur la tactique la fixaient.

«Il s'agit des moyens à employer pour conquérir aux principes du communisme la plus grande partie de la classe ouvrière, des moyens à employer pour organiser les éléments socialement déterminants du prolétariat dans la lutte pour la réalisation du communisme; il s'agit des relations avec les couches petites-bourgeoises prolétarisées, des moyens et procédés à prendre pour décomposer le plus rapidement possible les organes du pouvoir bourgeois, les réduire en ruines et engager la lutte finale internationale pour la dictature.

... Le Troisième congrès de l'Internationale communiste reprend l'examen des questions de tactique au moment où, dans bien des pays, la situation objective a pris une acuité révolutionnaire et où plusieurs grands partis communistes se sont formés, qui cependant ne

---

[1] *Thèses et Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'Internationale communiste,* Section de la presse de l'Internationale communiste, Moscou, 1921, pages 3 et 4.

possèdent encore nulle part la direction effective du gros de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire réelle.

... La conquête de l'influence prépondérante sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà à l'heure actuelle le problème le plus important de l'Internationale communiste.

Car nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire, dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire, etc.); le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du communisme, surtout dans les pays où la puissance particulièrement forte du capital financier a donné naissance à de vastes couches d'ouvriers corrompus par l'impérialisme (par exemple en Angleterre et aux Etats-Unis) et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer.

Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale communiste s'est donné pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires.» [1]

Dans les résolutions du congrès, l'action de mars est traitée avec beaucoup de prudence pour ne pas discréditer le Parti communiste allemand. Le congrès approuva même l'exclusion de Paul Levi pour avoir critiqué publiquement le parti:

«L'action de mars fut une lutte imposée au Parti communiste unifié d'Allemagne par l'attaque du gouvernement contre le prolétariat de l'Allemagne centrale.

Au cours de ce premier grand combat que le Parti communiste unifié eut à soutenir après sa formation, il commit une série de fautes dont la principale consista en ce que — au lieu de faire ressortir clairement le caractère défensif de cette lutte — par son cri d'offensive, il fournit aux ennemis sans scrupules du prolétariat, à la bourgeoisie, au Parti socialdémocrate et au Parti indépendant un prétexte pour dénoncer le Parti unifié au prolétariat comme un fauteur de putsch. Cette faute fut encore exagérée par un certain nombre de camarades du parti, représentant l'offensive comme la méthode essentielle de lutte du Parti communiste unifié d'Allemagne dans la situation actuelle.

---

[1] *Thèses et Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'Internationale communiste*, Section de la presse de l'Internationale communiste, Moscou, 1921, pages 21 et 24.

Les organes officiels du parti, comme son président, le camarade Brandler, se sont déjà élevés contre ces fautes.

Le Troisième congrès de l'Internationale communiste considère l'action de mars du Parti communiste unifié d'Allemagne comme un pas en avant. Le congrès est d'avis que le Parti communiste unifié sera d'autant plus en mesure d'exécuter avec succès ses actions de masses qu'il saura mieux adapter à l'avenir ses mots d'ordre de combat à la situation réelle, qu'il étudiera plus soigneusement cette situation et qu'il agira avec plus d'unité.

Le Parti communiste unifié d'Allemagne, dans l'intérêt d'une appréciation minutieuse des possibilités de lutte, devra prendre attentivement en considération les faits et les réflexions et peser soigneusement le bien-fondé des opinions qui indiquent les difficultés de l'action. Mais dès l'instant où une action a été décidée par les autorités du parti, tous les camarades doivent se soumettre aux décisions du parti et exécuter ces actions. La critique de ces actions ne peut commencer qu'après qu'elles sont terminées et elle ne doit être exercée qu'à l'intérieur du parti et de ses organes et en prenant en considération la situation dans laquelle se trouve le parti par rapport à l'ennemi de classe.

Du fait que Levi a méconnu ces exigences évidentes de la discipline et des conditions posées à la critique du parti, le congrès approuve son exclusion du parti et considère comme inadmissible toute collaboration politique des membres de l'Internationale communiste avec lui. »[1]

Dans le manifeste adressé par le Troisième congrès aux prolétaires, hommes et femmes de tous les pays, l'Internationale lança pour la première fois le mot d'ordre:

Formez le front commun du prolétariat !

Front commun encore nettement dirigé contre les chefs réformistes et socialdémocrates afin de les démasquer comme adversaires des revendications ouvrières et du mouvement révolutionnaire.

Ce manifeste aborde aussi la question de l'action de mars et met en garde la classe ouvrière et l'avant-garde communiste contre les luttes armées d'une minorité:

«... L'Internationale communiste considère comme un devoir de dire franchement et clairement aux ouvriers de tous les pays: Même si l'avant-garde ne peut pas éviter les luttes, même si ces luttes peuvent hâter la mobilisation de toute la classe ouvrière, cette avant-garde ne

[1] *Thèses et Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'Internationale communiste,* Section de la Presse de l'Internationale communiste, Moscou, 1921, page 37.

saurait cependant oublier qu'elle ne doit pas se laisser entraîner toute seule, isolée, dans des luttes décisives, que, contrainte à aller isolée au combat, elle doit éviter le choc armé avec l'ennemi, car ce qui constitue la source de la victoire du prolétariat sur les gardes blancs armés, c'est la masse. Si l'avant-garde n'avance pas en masses dominant l'ennemi, elle doit éviter, minorité désarmée, d'entrer en lutte armée avec lui. Les combats de mars ont fourni encore un enseignement sur lequel l'Internationale communiste attire l'attention des prolétaires de tous les pays. Il faut préparer les masses ouvrières aux luttes imminentes, par une vaste agitation révolutionnaire ininterrompue, quotidienne, intense et vaste; il faut entrer au combat avec des mots d'ordre clairs et compréhensibles pour les grandes masses prolétariennes. A la stratégie de l'ennemi, il faut opposer une stratégie avisée et réfléchie du prolétariat. La volonté de combat des rangs d'avant-garde, leur courage et leur fermeté ne suffisent pas. La lutte doit être préparée, organisée, de façon à entraîner les plus grandes masses, de façon à ce qu'elle apparaisse à celles-ci comme la lutte pour leurs intérêts les plus essentiels et de façon à ce qu'elle les mobilise immédiatement. » [1]

Dans une très longue résolution sur l'organisation, le Troisième congrès s'est efforcé d'imposer aux jeunes partis communistes les principes d'organisation du parti bolchevique, en particulier d'instituer le « centralisme démocratique », les cellules d'entreprises et les fractions syndicales. Ces méthodes, qui s'étaient imposées au parti russe dans l'illégalité, comportaient des difficultés et des dangers. La thèse à ce propos signale entre autres l'un de ces dangers dont tous les partis communistes souffrent aujourd'hui encore et dont le Parti communiste russe a subi les effets néfastes dès la mort de Lénine:

« Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du « pouvoir » entre les mains d'une bureaucratie en vue de dominer les autres membres du parti ou les masses du prolétariat révolutionnaire extérieures au parti. Mais seuls les ennemis du communisme peuvent prétendre que, par ces fonctions de direction de la lutte prolétarienne et par la centralisation de cette direction communiste, le parti communiste veut dominer le prolétariat révolutionnaire. C'est là un mensonge et, de plus, à l'intérieur du parti, la lutte pour la domination ou un antagonisme d'autorités est incompatible avec les principes adoptés par l'Internationale communiste relativement à la centralisation démocratique. » [2]

[1] *Thèses et Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'Internationale communiste,* Section de la presse de l'Internationale communiste, Moscou, 1921, pages 133/134.

[2] *Thèses et Résolutions adoptées au IIIe Congrès de l'Internationale communiste,* Section de la presse de l'Internationale communiste, Moscou, 1921, page 50.

Au Quatrième congrès, Lénine fit une critique de ces thèses en affirmant qu'elles avaient été écrites en russe et incomprises des ouvriers d'Occident. L'Internationale ne tint malheureusement aucun compte de cet avertissement de Lénine. En effet, si les thèses étaient écrites en russe, elles le furent plus tard en géorgien, langue encore plus incompréhensible aux ouvriers d'Occident.

Le rapport présenté par Lénine sur la situation en Russie et la «Nouvelle politique économique» donna lieu à une discussion au cours de laquelle Alexandra Kollontaï formula les appréhensions d'une minorité qui devint la première fraction organisée à l'intérieur du Parti communiste russe après la Révolution d'octobre, l'*Opposition ouvrière*. Celle-ci présenta et défendit ses thèses quelques mois plus tard, à la séance de l'Exécutif élargi de février 1922. J'y reviendrai dans la suite de mes Mémoires.

Dans son rapport sur le recul économique que le pouvoir soviétique devait faire, Lénine déclara sans fard que la nouvelle politique économique signifiait «un tribut payé au capitalisme». Il développa devant le congrès la perspective économique de la Révolution russe qu'il avait exposée déjà en 1918 dans deux articles de la *Pravda* sur la nécessité pour la Russie de passer par un stade de capitalisme d'Etat — dans la *Pravda* il l'appelait capitalisme monopoliste d'Etat. Il réfuta au congrès l'objection faite non seulement par Kollontaï — qui eut l'entière liberté d'exposer et de défendre les thèses de l'opposition ouvrière préconisant la remise des moyens de production à la gestion des travailleurs — mais encore par le représentant du Parti communiste ouvrier allemand qui exprima la crainte que le capitalisme d'Etat, en tant que base économique de la société, n'influençât la politique de la Révolution russe dans un sens contraire au socialisme. Lénine fit alors une distinction subtile entre le capitalisme d'Etat dans un régime capitaliste où l'Etat est au service des intérêts bourgeois et dans un gouvernement des ouvriers et des paysans qui utilise le capitalisme d'Etat dans l'intérêt des travailleurs.

Lénine nous convainquit facilement. Mais l'évolution de la Russie soviétique après la mort de Lénine a démontré que Staline a certes créé un régime de capitalisme monopoliste d'Etat mais que, sur cette base, est née et s'est développée une nouvelle classe dominante et privilégiée, la bureaucratie d'Etat, des syndicats, du parti, de l'économie. L'Etat soviétique ne fut plus alors le régime dirigé par les travailleurs, mais un capitalisme d'Etat qui soumit la masse du peuple aux intérêts de la bureaucratie dominante et privilégiée et exerça une

néocolonisation sur les Etats soumis à l'influence économique et politique de l'URSS.

Aujourd'hui la politique étrangère de l'URSS n'est explicable que si l'on considère que son régime économique n'a pas dépassé le stade du capitalisme monopoliste d'Etat et n'a pas franchi l'échelon qui l'eût conduit au socialisme. Le régime actuel des relations sociales dans les entreprises n'a rien de socialiste. L'ouvrier y est livré sans recours à l'arbitraire du chef de l'entreprise d'Etat, plus puissant que n'importe quel chef d'entreprise privée, car nommé par l'Etat, il jouit d'un pouvoir absolu, toute grève équivalant à un crime contre l'Etat.

Le Troisième congrès organisa le Comité exécutif de l'Internationale. Il s'agissait avant tout d'assurer un contact étroit et permanent des partis entre eux et avec le Comité exécutif de l'Internationale. Dans ce but on invitait les partis à envoyer leurs meilleurs représentants à l'Exécutif.

L'Exécutif devait promouvoir « la fusion nécessaire de toutes les sections nationales » en un parti international cohérent. de propagande et d'action prolétariennes communes et, dans ce but, la publication en plusieurs langues d'une correspondance politique. Cette décision fut réalisée par la création de l'*Inprekorr* ou *Correspondance internationale*.

La décision prévoyait aussi l'envoi, par l'Exécutif, de représentants autorisés dans les sections. Enfin l'Exécutif devait être fortement élargi. Les grands partis devaient y avoir deux voix, les partis moyens une voix, le parti russe détenant cinq voix. Le président de l'Internationale devait être élu par le congrès et l'Exécutif devait « désigner trois secrétaires choisis autant que possible dans des sections différentes ».

Les trois secrétaires proposés par le parti russe étaient le Hongrois Rakosi, le Finlandais Kuusinen et moi-même.

Mes efforts, appuyés par le Parti communiste suisse et par Henriette Roland-Holst que j'avais mobilisée pour ne pas être désigné, furent infructueux. Je fus nommé secrétaire avec Rakosi et Kuusinen. A ce trio fut adjoint un secrétaire russe, Piatnitzky, vieux bolchevik, chargé des relations avec le Parti communiste et les autorités de la Russie des soviets. D'accord avec le président Zinoviev, je rentrai en Suisse pour régler les affaires personnelles et politiques qu'il me fallait abandonner et emmener avec moi à Moscou ma compagne et ma fille. Il était entendu que mon travail à l'Exécutif serait provisoire. Aussi dans la perspective d'un retour au travail politique du Parti

communiste suisse, avais-je la possibilité de ne pas rompre les ponts avec mes camarades suisses.

La raison de cette nomination? Les secrétaires ont été choisis en dehors des partis communistes des grands Etats, parmi des camarades ayant une certaine expérience politique et connaissant plusieurs langues. Je parlais le français, l'allemand et l'anglais et comprenais l'italien et l'espagnol. Mais je pense que l'attitude que j'avais prise dans le *Phare* à l'égard de l'action de mars, ma lutte contre la guerre et le nationalisme et mon indépendance de jugement ont aussi été des raisons qui ont déterminé le choix des Russes.

L'Internationale communiste opérait un tournant politique avec lequel j'étais entièrement d'accord. Cette nomination ouvrait une nouvelle étape de ma vie. De la Faculté de théologie, à travers une évolution pleine de désillusions et d'expériences décevantes, j'arrivais sans l'avoir ni désiré, ni cherché, au secrétariat de l'Internationale communiste.

Une vie passionnante et pleine d'espoirs s'ouvrait devant moi.

Imprimé en Suisse

INDEX
DES PRINCIPALES PERSONNALITÉS MENTIONNÉES DANS L'OUVRAGE

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES MATIÈRES

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 15 NOVEMBRE 1969
SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE DES COOPÉRATIVES RÉUNIES
A LA CHAUX-DE-FONDS (SUISSE)
POUR LES ÉDITIONS DE LA BACONNIÈRE, A NEUCHATEL

Printed in Switzerland